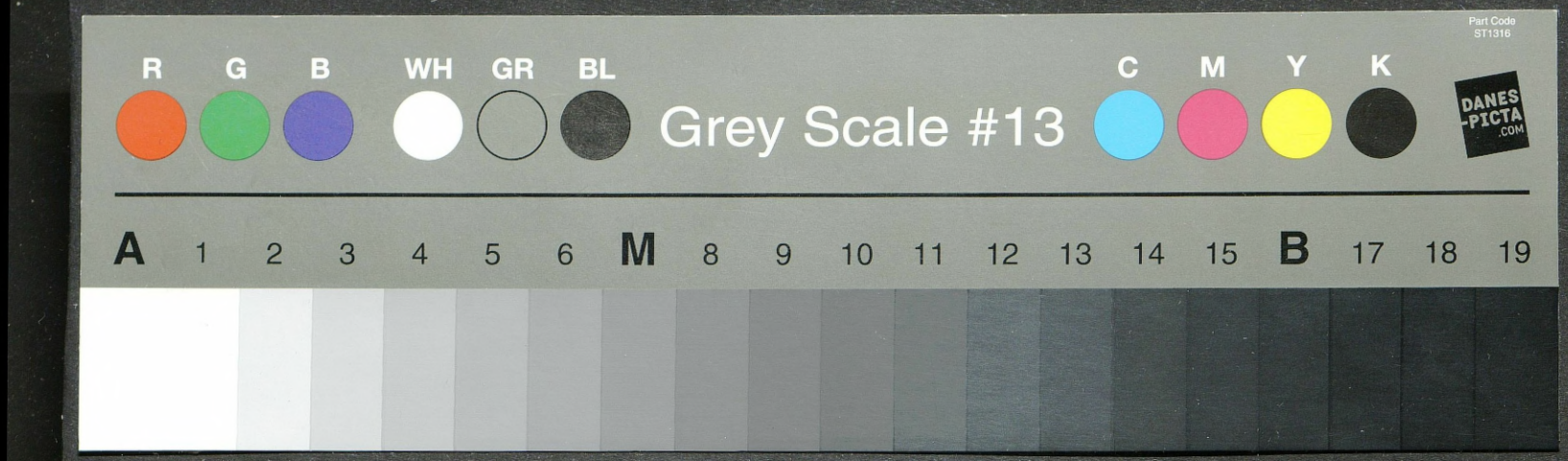
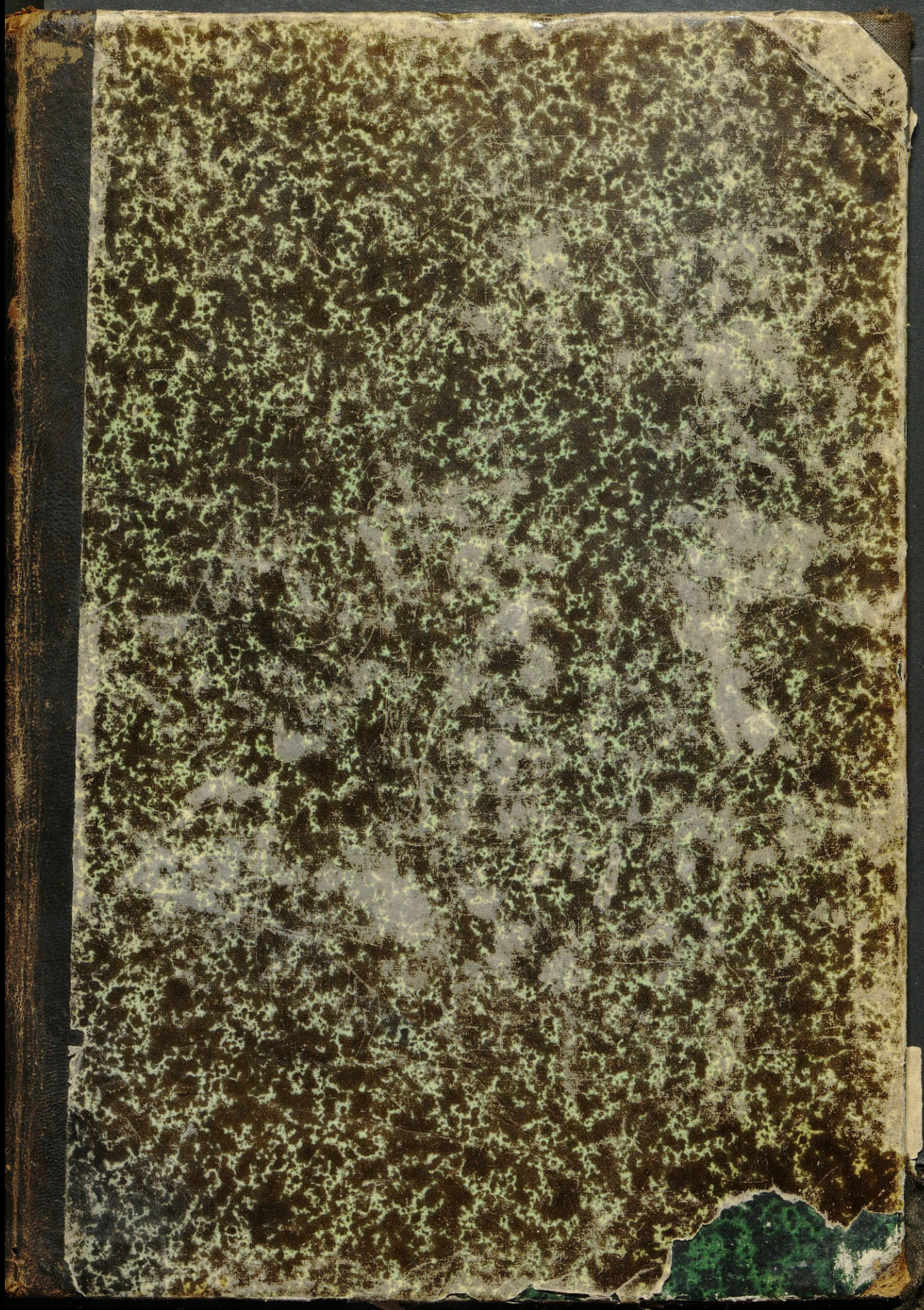
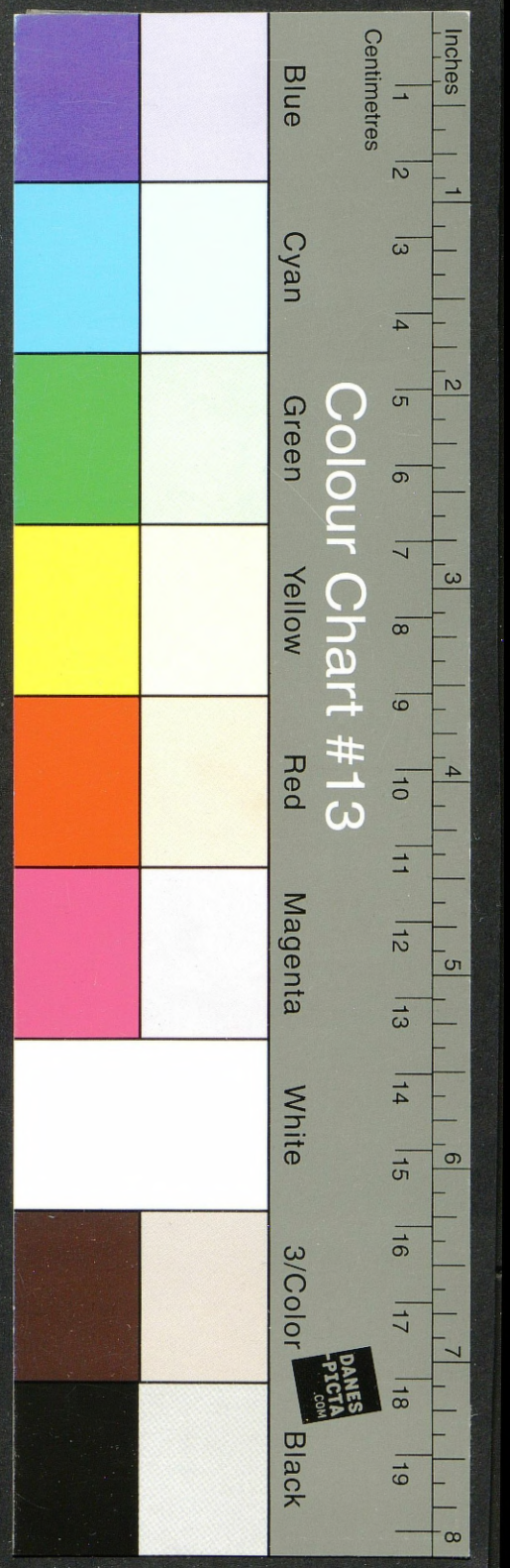

R G B WH GR BL
Grey Scale #13
C M Y K
Part Code
ST1316
DANES-PICTA .COM
A 1 2 3 4 5 6 M 8 9 10 11 12 13 14 15 B 17 18 19




Inches
Centimetres
Colour Chart #13
Blue
Cyan
Green
Yellow
Red
Magenta
White
3/Color
Black
DANES-PICTA .COM

VIE

POLITIQUE ET MILITAIRE

DE

NAPOLÉON.

BRUXELLES. — IMPRIMERIE DE DE MORTIER FRERES,
FAUBOURG DE NAMUR, RUE LÉOPOLD, 84.

VIE

POLITIQUE ET MILITAIRE

DE

NAPOLÉON,

RACONTÉE PAR LUI-MÊME,

AU TRIBUNAL DE CÉSAR, D'ALEXANDRE ET DE FRÉDÉRIC.

Je fus ambitieux ; tout homme l'est, sans doute ;
Mais jamais roi, pontife, ou chef, ou citoyen,
Ne conçut un projet aussi grand que le mien.

(VOLTAIRE, *Mahomet.*)

TOME PREMIER.



Bruxelles,
LIBRAIRIE MILITAIRE DE J.-B. PETIT,
RUE MARCQ, N° 1.

1842

92 (Napoleon): 355.4(323.32)

Centralne Wojsk. Akad. Bibl.
44693/2

AVERTISSEMENT

DES ÉDITEURS.

L'ouvrage que nous publions nous a été déposé de la part de l'auteur au moment où la mort allait le surprendre.

Cet important travail nous paraît mériter un accueil favorable du public, surtout pour ses points de vue. Si le lecteur en désapprouve quelques-uns, *il doit se rappeler que c'est Napoléon qui parle.*

Ses partisans, malgré l'aveu de maintes fautes, y reconnaîtront une juste appréciation de son vaste génie. Ses ennemis y trouveront une modération et une impartialité trop rares dans le siècle où nous vivons. Son style devant être celui d'une conversation improvisée, doit être plutôt familier qu'entaché de déclamations.

PROLOGUE.

Depuis longtemps les événements mémorables qui signalèrent le commencement du dix-neuvième siècle avaient retenti dans les champs Élyséens. Les ombres de Pitt, de Thugut, celles de Kléber, de Moreau, de Nelson, de Lannes, et de tant d'autres braves moissonnés dans les combats, y avaient déjà porté mille versions différentes sur les combinaisons auxquelles on attribuait tant de victoires et de revers. Les illustres habitants de ces régions mystérieuses attendaient avec impatience l'arrivée de l'homme extraordinaire qui avait été le principal moteur de ces événements, et qui seul pouvait en expliquer l'ensemble.

Déjà la nouvelle de son exil à Sainte-Hélène et du traitement barbare qu'il y essuyait faisait prévoir sa prochaine fin. Déjà la Parque homicide venait de saisir ses ciseaux..., l'impitoyable Atropos ne pouvait laisser échapper une si belle proie.

Enfin le 5 mai 1821, le ciel pur et serein de l'Élysée se couvre tout à coup de nuages; les flots de l'Achéron en courroux, les vents déchaînés, signalent une apparition extraordinaire. Chacun se précipite sur la rive par un sentiment commun d'intérêt et de curiosité. Bientôt en effet on voit flotter l'esquif du morne et silencieux Caron; il approche et dépose l'ombre de Napoléon le..... Tous se pressent pour le voir; Alexandre, César, Frédéric, sont aux premiers rangs, et à eux seuls appartient le droit de l'interroger..... Aux félicitations d'usage succèdent bientôt les questions les plus pressantes. *Alexandre,* qui des montagnes de la Macédoine a couru jusque dans l'Inde, mais qui a su en revenir victorieux, s'étonne de la retraite de Moscou et cherche à en apprendre les causes. *César,* qui mourut invaincu, demande compte des fautes de Leipsick et de Waterloo. *Frédéric,* si grand dans les revers, si mesuré dans ses entreprises, veut qu'on lui explique la prompte destruction de sa monarchie et sa brillante résurrection en 1813.

Entouré de ce noble aréopage, Napoléon se recueille un instant et commence en ces termes.

NAPOLÉON

AU TRIBUNAL DE CÉSAR, D'ALEXANDRE ET DE FRÉDÉRIC.

CHAPITRE PREMIER.

Premières années de Napoléon, jusqu'à sa nomination au commandement de l'armée d'Italie.

Je ne vous tracerai pas les commentaires complets des événements de mon règne ; ils furent trop importants et trop compliqués pour qu'on puisse les raconter avant que les grands personnages qui y prirent part, pour ou contre moi, aient publié leurs mémoires, développé leurs vues, expliqué leurs actions. Il faudra laisser le soin de cet immense travail à la postérité, à un disciple fidèle de la sévère Clio... Mais je vais esquisser à grands traits mes actions les plus saillantes, mes points de vue politiques, mes combinaisons militaires..., en un mot me présenter à peu près tel que je fus. On jugera combien les passions et l'esprit de parti de mes contemporains m'ont défiguré [1].

Chacun sait déjà que je suis né le 15 août 1769 à Ajaccio en Corse ; mes parents étaient nobles, circonstance fortuite à laquelle je n'attache aucun prix. « *Un capitaine qui* « *illustra son pays et releva par son* « *mérite le trône de Charlemagne, n'eut* « *pas besoin d'aïeux.* »

La famille patricienne dont j'étais issu comptait au nombre des siens le gonfalonier Buonaparte de Saint-Nicolas, qui gouvernait la république de Florence vers le milieu du treizième siècle.

Caractère et éducation.

Ma carrière a été si étonnante, que mes admirateurs ont pensé que mon enfance même avait été extraordinaire. Ils se sont trompés ; mes premières années n'ont rien eu de singulier. Ma première éducation a été celle qu'on donnait dans toutes les

[1] On remarquera que l'auteur s'est servi, dans le cours de son ouvrage, d'une cinquantaine de pages du prétendu manuscrit de Sainte-Hélène : loin d'avoir voulu commettre un plagiat, il a cru devoir rendre cet hommage à un ouvrage spirituel et original, dont il a au reste combattu plusieurs faux points de vue. Il lui eût été facile de rédiger ces pages en d'autres termes ; mais elles lui ont paru si bien adaptées au caractère de Napoléon, qu'il a préféré les conserver.

écoles militaires. Je fus admis à l'âge de dix ans à celle de Brienne, puis à celle de Paris.

Je réussissais dans ce que j'entreprenais, parce que je le voulais. Mes volontés étaient fortes et mon caractère décidé; ce qui m'a donné de l'avantage sur tout le monde. La volonté dépend au reste de la trempe de l'individu; il n'appartient pas à chacun d'être maître chez soi. S'il y eut parfois apparence d'incertitude dans mes résolutions, ce n'était point par défaut de volonté, mais par une grande force d'imagination qui me présentait tous les côtés d'une affaire avec la rapidité de l'éclair.

Je m'appliquai aux études qui pouvaient m'être utiles, particulièrement à l'histoire et aux mathématiques : la première développe le génie; les dernières régularisent son action. Mes facultés intellectuelles prenaient leur essor sans que j'eusse grande peine. J'avais la conception vive et prompte, la mémoire forte, le jugement froid et positif. Je pensais plus vite que les autres, en sorte qu'il m'est toujours resté du temps pour réfléchir. C'est en cela qu'a consisté ma profondeur.

Ma tête était trop active pour m'amuser aux divertissements ordinaires de la jeunesse. Je n'y étais pas absolument étranger, comme on l'a dit; mais je cherchais ailleurs de quoi m'intéresser. Cette disposition me plaçait dans une espèce de solitude où je ne trouvais que mes propres pensées. Cette manière d'être m'a été habituelle dans toutes les situations de ma vie.

Je suis nommé lieutenant d'artillerie.

Ma naissance me destinait au service; j'étais déjà lieutenant d'artillerie quatre ans avant la révolution. Je n'ai jamais reçu de titre avec autant de plaisir que celui-là. Le comble de mon ambition se bornait alors à porter un jour deux épaulettes à bouillons. Un général d'artillerie me paraissait le *nec plus ultrà* de la grandeur humaine. Si je n'étais pas encore ambitieux de pouvoir, j'étais déjà avide de renommée; car je conçus l'idée de me faire un nom en écrivant l'histoire de la guerre soutenue par la Corse pour son indépendance. J'en fis la proposition à Paoli en lui demandant les renseignements nécessaires. Sans doute qu'un historien de dix-huit ans ne lui inspira pas grande confiance; il ne donna aucune suite à cette proposition.

Mon avancement me dédommagea de cette petite mortification. J'obtins une compagnie dès 1789. Lorsque la révolution éclata, ma sphère sembla s'agrandir. Il serait superflu de retracer ici les premières impressions que je reçus de cette grande catastrophe; mais on ne trouvera pas mauvais que je dise en peu de mots la manière dont je l'envisageai plus tard [1].

Situation de la France au moment de la révolution.

Jamais règne ne s'était annoncé sous de si heureux auspices que celui du vertueux Louis XVI. Telle est la force des positions, que dix ans après la ridicule guerre de 1756 à 1763, la France, alliée de famille avec l'Autriche, le Piémont, Naples et l'Espagne, pouvait à la fois tenir la balance du continent, dominer la Méditerranée, et disputer aux Anglais la domination sur l'Océan. Toutes les chances autorisaient à croire qu'elle tiendrait le premier rang sur les mers dès qu'elle saurait profiter de ces avantages. Elle était alliée à la moitié de l'Europe, et n'avait de rivalité qu'avec l'Angleterre. On a sonné

[1] Il ne faut pas s'attendre à trouver ici une esquisse des événements de la révolution, mais un simple sommaire qui nous amène à l'époque où Bonaparte prit le commandement de l'armée d'Italie.

l'alarme contre mon ambition, et je n'ai jamais eu une puissance relative aussi formidable que celle-là. J'ai occupé plus de territoire, il est vrai, mais cette occupation était hostile, puisqu'elle était contestée par la moitié de l'Europe et par une partie même des peuples que j'avais envahis; tandis que sous Louis XVI ces peuples étaient volontairement les alliés de la France.

Coup-d'œil sur la révolution.

La glorieuse guerre d'Amérique en fut le premier résultat. Elle eût probablement brisé le sceptre maritime de l'Angleterre sans l'incurie d'un premier ministre octogénaire (Maurepas), qui savait mieux faire des jeux de mots et des madrigaux sur des batailles navales que diriger les affaires de l'état.

Malgré nos fautes, l'Angleterre fut à la veille de perdre les Antilles : elle perdit ses belles provinces d'Amérique. Malheureusement cette guerre amena des conséquences graves, auxquelles personne n'aurait dû s'attendre. Elle avait occasionné des dettes; il fallait, pour les payer, que les biens immenses de la noblesse et du clergé fussent imposés comme les autres. Le ministère osa le vouloir; la noblesse et le clergé s'y refusèrent. Ces fameux défenseurs de l'autel et du trône sapèrent ainsi eux-mêmes, par égoïsme, les bases de ce trône pour lequel ils ont affecté tant de dévouement. Dans ce même instant, M. Devergennes mourut, et ses successeurs oubliant la politique nationale, laissèrent pâlir l'auréole de gloire de Louis XVI dans l'affaire de Hollande, où ils souffrirent que le parti anglais dominât. D'un autre côté, ils perdirent tous les avantages de l'alliance avec l'Autriche, en repoussant les projets de Joseph II, et en le décidant à se jeter dans l'alliance de la Russie. Ces deux fautes leur enlevèrent toute considération en Europe, et dénaturèrent les fruits de la politique de M. de Choiseul. Ce faible ministère se vit en même temps méprisé au dehors, assailli au dedans. L'embarras financier ne faisant qu'empirer, il fallut avoir recours aux états-généraux. On mit ainsi en présence deux classes enorgueillies de priviléges qui les aveuglaient, et l'honorable masse du tiers-état, qui demandait l'abolition ou du moins la modification de ces priviléges.

Du choc de ces intérêts, qu'il fallait éviter, résulta la révolution.

La vieille rouille féodale ne pouvait plus se soutenir avec un tiers-état aussi riche et aussi éclairé que celui de la France à la fin du dix-huitième siècle. Depuis vingt ans la révolution était dans tous les esprits, dans la magistrature, dans la noblesse, dans l'armée, dans toutes les têtes; elle était à la cour même. La cour et l'autorité étaient le point de mire de tous les amours-propres blessés, de toutes les petites ambitions : les uns lui opposaient l'orgueil aristocratique de la Fronde; les autres, les prétentions démocratiques des Niveleurs. Mais quand l'état est dans des mains fermes et habiles, les têtes ont beau être en effervescence, cela ne produit pas encore un bouleversement. L'horizon politique de la France était couvert de matières inflammables; il fallait en écarter soigneusement les moindres étincelles, et le gouvernement au contraire y plaça lui-même une mèche allumée. Il amena les partis en présence, les provoqua successivement, et leur céda par faiblesse. On heurtait les grands; on irritait la masse de la nation; on se disputait avec les magistrats; on humiliait l'armée; et, pour mettre le comble à la sottise, on ordonnait aux troupes de se laisser maltraiter par le peuple qu'on soulevait.

Quand d'immenses intérêts publics sont

prêts à se choquer, et qu'une révolution devient inévitable, un chef habile doit s'en emparer, se placer à sa tête, lui assigner le point où elle doit s'arrêter, et savoir mourir plutôt que de laisser franchir cette limite.

Les révolutions proviennent toujours d'opinions ou d'intérêts comprimés, et quelquefois d'opinions réunies à l'intérêt. Quand les choses en sont venues au point où elles doivent éclater, il faut savoir satisfaire aux intérêts fondés sur la justice et la raison; alors les opinions se calment toujours d'elles-mêmes (j'en excepte les affaires religieuses).

Loin d'en agir ainsi, le ministère de Louis XVI, frondé par la magistrature et par les notables, tomba entre les mains de Necker, qui, pour se procurer un appui, résolut de doubler l'importance du tiers-état.

La mesure était sage, mais le mode adopté était dangereux... La cour se divisa elle-même en deux partis; il y eut dès lors deux gouvernements: celui qui voulait le système de Necker avec les réformes, et celui qui n'en voulait pas.

Les états-généraux assemblés dans une telle disposition des esprits avec le doublement du tiers-état, et le vote par tête dans une seule assemblée, devaient produire immanquablement l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres.

Journées décisives des 17, 20 et 23 juin 1789.

Les trois ordres devaient voter séparément; le tiers-état voulut qu'ils votassent ensemble et par tête, parce qu'étant plus nombreux que les autres, il y gagnerait de l'importance. La noblesse et le clergé s'y refusèrent; le tiers-état se constitua, le 17 juin, en *assemblée nationale*. On ferma le lieu de ses séances le 20; ses meneurs se réunirent au Jeu de Paume, et jurèrent de ne pas se séparer sans avoir donné une constitution à la France. Il était évident que si la cour souffrait une telle innovation, la révolution serait de fait dans l'état. Elle eût été étouffée dans son berceau, si le roi avait senti ce jour-là que le seul moyen de sauver la monarchie était de dissoudre l'assemblée qui venait de s'ériger elle-même en *gouvernement* contre toutes les lois du royaume. Il en eut le projet, le courage seul lui manqua lorsqu'il s'agit de l'exécuter. Peut-être la révolution n'en eût-elle été que retardée; mais si quelque mesure pouvait l'empêcher, c'était celle-là, surtout si on l'eût accompagnée d'un juste mélange de fermeté et de réformes nécessaires.

Le 23, Louis XVI se rend à l'assemblée, la déclare illégale, promulgue quelques concessions, et ordonne aux députés de se dissoudre. Après ce discours, le roi part; les députés n'obéissent pas. Le grand-maître des cérémonies vient les sommer de se retirer. Mirabeau déclare qu'ils ne sortiront que par la force des baïonnettes. Au lieu de les y contraindre, on permet à l'assemblée de se réunir les jours suivants; et le roi ordonne même au clergé et à la noblesse d'aller se joindre à elle. Necker, qui lui donna ce conseil, peut s'imputer tous les événements qui en dérivèrent.

On a beaucoup déclamé contre les philosophes et la philosophie en leur attribuant la révolution. Rien n'est plus absurde; si Louis XVI avait pris Mirabeau au mot, il est probable que les états-généraux eussent marché comme ceux qui les avaient précédés, et tous les Voltaire du monde n'eussent pas changé la face de la France. La révolution fut consommée du jour où le trône en vint aux mains avec une pareille assemblée, dominée par des ambitieux. Mirabeau, Sieyès, et tous les meneurs de l'assemblée, pour ne pas être traités en criminels d'état, n'eurent plus d'autre parti à prendre qu'à

démolir pierre à pierre l'édifice de la monarchie; il leur fut impossible de reculer; il ne leur restait qu'à vaincre ou à mourir. Il ne leur était pas difficile de vaincre, puisque tous ce qu'ils entreprenaient, ils l'ordonnaient au nom même du gouvernement, dont ils avaient envahi l'autorité, et l'exécutaient par la multitude, à laquelle ils surent mettre les armes à la main avec toutes les formes légales.

On a accordé trop de part à l'action du peuple dans la révolution, parce qu'on a pris l'effet pour la cause. On a dès lors beaucoup trop redouté les insurrections populaires. La révolution n'a pas duré longtemps; elle a été faite en quelques jours. On s'y est naturellement enfoncé peu à peu, à mesure que les factions se sont succédé et que les menaces de l'étranger et de la réaction, plaçant les meneurs dans une situation désespérée, les portèrent à déchaîner toutes les fureurs de la démagogie. *Cela est si vrai, que si j'avais été ministre de Louis* XVI, *la révolution eût été terminée le* 23 *juin* 1789. *J'aurais su de la même main terrasser les ennemis du trône et accorder à la nation ce qu'elle méritait.*

Vainqueurs au 17 et au 23 juin, les chefs du tiers-état préparèrent à leur aise le 14 juillet. Cette journée les ayant rendus maîtres du gouvernail, ils eurent dès lors, sous la dénomination de gardes nationales, une puissante armée à leurs ordres, et ne tardèrent pas à s'emparer des troupes de ligne. Jusque là le mal n'était pas grand; le système des courtisans et du favoritisme allait faire place à un gouvernement national; mais malheureusement les meneurs, étonnés de leur pouvoir, crurent le consolider en réduisant l'autorité royale à un vain fantôme. Ce fut là leur plus grande faute, car elle ébranlait tout l'édifice de l'état. Ils attaquèrent avec plus de raison les prérogatives du clergé et de la noblesse; ceux-ci soulevèrent des résistances, mais la masse de la nation les accabla. Ces dissidents, au lieu de gagner simplement du temps, eurent l'imprudence de chercher un appui dans l'étranger, et dénationalisèrent ainsi leur cause.

L'opinion de Paris s'exaltait de jour en jour. D'un autre côté, le bruit courut que la cour voulait réunir quelques régiments fidèles à Versailles. Les meneurs craignirent que la cour ne fût transformée en un camp, où Louis serait moins facile à influencer. Ils résolurent d'amener le roi à Paris, où il serait plus directement sous la dépendance du peuple. Les journées du 5 et 6 octobre furent excitées dans cette intention. Les indignes excès qui furent commis dans le palais de Versailles flétrirent les premiers pas des Français dans la carrière où ils venaient de se précipiter avec un enthousiasme irréfléchi, bien que le grand nombre voulût la liberté avec le maintien du trône et de la monarchie. Lafayette alla chercher le roi à Versailles à la tête de vingt mille gardes nationales et le ramena aux Tuileries, où il fut chargé de veiller sur sa personne; car les gardes-françaises appartenant au parti opposé, et les gardes-du-corps n'ayant pas tardé à être licenciés, sa garde se trouvait alors réduite à un régiment de Suisses.

Pour mieux atteindre son but, l'Assemblée n'avait pas craint de déclarer que le roi ne participerait en rien aux discussions constitutionnelles, et qu'il n'aurait après cela que le droit de *veto*. Ce malheureux mot ne rappelait que trop les diètes polonaises, et il est étonnant que les législateurs de la France n'aient pas été mieux inspirés par les leçons de l'histoire. Sans doute le *veto* d'un seigneur polonais n'avait d'autre

rapport avec celui du roi que le nom ; mais, à cela près, le roi de France, grâce à la nouvelle constitution, n'était guère moins nul et moins exposé aux déchirements des factions que ne l'étaient les rois de Pologne.

Ainsi, pendant tous les débats qui minaient son trône, le bon Louis XVI restait paisible spectateur aux Tuileries, plutôt comme un particulier suspect que comme un souverain.

Les émigrés lui persuadèrent de fuir pour se joindre à eux et aux efforts de l'Europe coalisée. Le roi, parti au mois d'avril 1791 avec la reine et ses enfants, fut reconnu et arrêté à Varennes. Les hussards envoyés au-devant de lui par M. de Bouillé étaient disposés à le délivrer ; Louis trop philanthrope ne voulut pas s'exposer aux chances d'un combat, et préféra se laisser ramener à Paris en triomphe, comme un prisonnier ennemi. Il rentra aux Tuileries, où dès lors il fut à peu près captif ; car on suspendit entièrement son autorité jusqu'à la mise en activité de la constitution. Le départ de Louis parut une faute ; son retour fut une calamité.

L'Assemblée constituante, au sein de laquelle brillèrent plus de talents qu'on en ait jamais vu dans aucune assemblée de ce genre, accumula aussi fautes sur fautes, entraînée par un premier faux pas. Celle qui eut les suites les plus graves fut l'organisation imprudente des clubs, et leur conservation après qu'on eut reconnu les dangers auxquels ils exposaient, et leur inutilité pour l'accomplissement des travaux de l'assemblée. Le premier fut composé de députés seulement ; on y admit des patriotes distingués par leurs talents, puis des patriotes distingués par une ardeur irréfléchie. Cette société, si connue sous le nom de jacobins, se donna des affiliations avec une foule de sociétés composées d'ardents novateurs qui voulaient tout détruire pour tout niveler. L'assemblée quitta le gouvernail ; mais les sociétés dont elle avait encouragé la formation restèrent..... Le trône était perdu.

L'assemblée couronna ces fautes par un exemple admirable de désintéressement, non seulement en déposant les pouvoirs qu'elle avait usurpés, mais en déclarant encore ses membres inéligibles à l'Assemblée nationale qui devait lui succéder, et même à toutes les fonctions du pouvoir exécutif : abnégation digne des beaux jours de Sparte, mais qui perdit tout. En effet, si les huit cents individus les plus habiles de la France se déclaraient inéligibles à toutes fonctions publiques, au ministère comme à la législature, dans quels rangs irait-on chercher leurs successeurs ?

La nouvelle assemblée, choisie parmi les plus chauds partisans de la démocratie, ne pouvait pas rester en si beau chemin : elle attaqua plus formellement le trône. La coalition et Coblentz se formèrent, l'un dans l'espoir de le maintenir, l'autre pour profiter de ses dépouilles. Ils envahirent la France. Les meneurs du peuple répondirent à leurs menaces par un cri de vengeance et de mort.

Grande coalition contre la France.

L'origine de cette coalition est encore un peu ténébreuse, quoique le signal en ait été donné dans les conférences de Mantoue, entre l'empereur Léopold et le comte d'Artois. D'abord on ne voulait faire intervenir que les forces des princes alliés de la famille royale, c'est-à-dire l'Espagne, la Sardaigne et l'Autriche. L'empereur Léopold proposa un congrès ; mais l'assemblée, cédant à une noble fierté, ou peut-être à l'effervescence des esprits qui l'influençait, répondit en déclarant traître à la patrie tout Français qui consentirait à soumettre les lois de son pays

à la décision d'un congrès étranger. Ensuite on voulut placer à la tête de cette confédération le roi de Suède, Gustave III, qui, ayant reçu de Louis XV des secours pour briser le pouvoir usurpé du sénat de Stockolm, devait rendre le même service à Louis XVI avec plus de désintéressement que tout autre. Mais Gustave ayant été assassiné, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume se trouva appelé, on ne sait trop comment ni pourquoi, à la tête de la ligue. Il serait difficile en effet d'expliquer l'intérêt que sa monarchie aurait eu à s'immiscer dans le régime intérieur de la France? L'Angleterre en était sans doute enchantée, puisque nos embarras n'en seraient que plus inextricables, et que le bouleversement le plus complet était aussi ce qui lui convenait le mieux.

La Russie souriait à cet embrasement, car la Prusse et Gustave venaient tout récemment d'armer contre elle pour sauver la Turquie, alors envahie par les forces combinées de Joseph II et de Catherine. Il était facile de juger qu'en lançant ces médiateurs contre nous, elle se débarrasserait de leur intervention. Catherine était trop habile pour laisser échapper une telle occasion. Après avoir beaucoup déclamé contre la révolution, elle prit un vif intérêt à la formation de la ligue, afin qu'alliée à l'Angleterre et à l'Autriche, et débarrassée de la France, elle pût donner à sa politique la direction qui lui conviendrait. Pour mieux réussir dans ses habiles projets, elle se garda bien d'user ses forces contre nous : elle laissa ce soin aux autres; et ne parut dans les affaires de l'Occident que quand le grand œuvre du partage de la Pologne fut consommé.

Projets de la Russie sur la Pologne.

C'est vers ce partage que Catherine dirigea toute sa politique. Les Polonais, mieux avisés que nos réformateurs de Paris, avaient proclamé, le 3 mai 1791, la monarchie héréditaire dans la famille de Saxe. Tous leurs soins s'appliquent à entourer leur roi, jadis électif, de la force et de la considération dont la royauté a besoin pour maintenir le repos intérieur de l'état, et relever sa grandeur extérieure. Les princes qui tonnent contre nos novateurs, parce qu'ils enchaînent la royauté, s'apprêtent, par une étrange contradiction, à fondre sur les novateurs du Nord qui veulent la fortifier. Quelques nobles factieux, ou vendus à l'étranger, *prétendant défendre les libertés publiques*, se liguent à Targowitz, et réclament l'intervention de Catherine, qui, garante de la constitution de 1775, fait entrer une armée en Pologne pour les soutenir, et occupe la majeure partie du royaume. Les Polonais sollicitent l'appui de la Prusse, et Frédéric-Guillaume, après leur en avoir donné l'espérance, n'envoie des troupes à Thorn et à Posen que pour s'en emparer.

Cependant les confédérés de Targowitz, qui ont imprudemment appelé l'ennemi, assemblent une diète à Grodno pour y discuter le rétablissement de leurs prétendus droits, et les institutions qui doivent consacrer le maintien des abus sur lesquels s'appuie leur orgueil olygarchique. Ils s'abusent au point de croire que la Russie met à grands frais ses armées en mouvement pour leur bon plaisir, rivalisant ainsi de niaiserie avec les conseillers de Louis XVI qui ont tramé la coalition.

Guerre avec l'Autriche.

L'Assemblée nationale, certaine qu'on s'apprêtait de toutes parts à envahir la France, résolut de prendre l'initiative. Elle avait des partisans en Belgique, où le joug autrichien avait causé des soulèvements sous Joseph II. On demanda à l'Autriche des explications sur ses armements; elle répondit

par des menaces. Dumouriez, alors ministre des affaires étrangères, fit déclarer la guerre, et envahir les Pays-Bas, afin de pousser jusqu'au Rhin : mais nos armées trahies se firent battre par une poignée d'Allemands sous les ordres de Beaulieu (avril 1792).

Les Prussiens entrent en Champagne.

Trois mois après le duc de Brunswick, parti de Coblentz, pénètre en Champagne par Thionville, à la tête de soixante mille Prussiens et de dix mille émigrés, précédé par un manifeste qui menace de mettre tout à feu et à sang, si l'on ne se soumet sans coup férir. Sa marche se fait d'intelligence avec les ministres de Louis XVI, qui ont dégarni cette frontière pour éparpiller nos forces sur le Rhin et l'Escaut. Mallet-Dupan est l'agent qui combine avec eux la marche des armées coalisées : Bertrand de Molleville, alors ministre de la marine, a eu le courage de se vanter de ce haut fait; l'histoire doit prendre acte de cet aveu.

Journée du 10 août; la république est proclamée.

Ces armées arrivent effectivement sans résistance jusqu'à Verdun, qui leur ouvre ses portes. Toutefois le manifeste du duc de Brunswick produit en France l'effet contraire de celui qu'on espérait : on lui répond par le 10 août; le trône est renversé; un conseil provisoire établi; le roi enfermé au temple; la république proclamée; une Convention nationale convoquée pour donner une charte. Les jacobins, maîtres des élections, nomment à cette nouvelle assemblée leurs plus violents sectateurs. Ces étranges Lycurgue, enfoncés de plus en plus dans l'anarchie et la démagogie, placés entre les armées de l'Europe et l'échafaud, rompirent alors tous les liens de la multitude : l'ordre social fut renversé de fond en comble.

Les Prussiens sont expulsés.

Mais, en échange, un noble amour de la patrie enflamme tous les cœurs généreux. Indignés des menaces d'une poignée de Prussiens, soixante mille volontaires courent en Champagne, où le conseil exécutif provisoire envoie aussi Dumouriez avec l'armée de Sédan, Kellermann avec celle de Metz, Beurnonville avec celle du Nord. Le défilé de l'Argonne, où ces forces se concentrent, devient les Thermopyles de la France. Les Prussiens, qui ont espéré nous tourner, se voient coupés eux-mêmes, et forcés à une retraite honteuse, puisqu'elle se fit presque sans tirer l'épée. Custine, parti de Landau, enlève Mayence derrière eux; il pousse jusque sur la Lahn, et menace d'enlever leur seul pont de Coblentz. Ces succès sauvent Lille, dont les héroïques citoyens ont bravé un bombardement terrible.

Invasion de la Belgique.

Dumouriez, débarrassé des Prussiens, au lieu de descendre la Meuse avec soixante mille hommes, afin de couper les Autrichiens compromis dans les Pays-Bas, va complaisamment de Verdun à Valenciennes pour les pousser de front sur leur ligne de retraite. Clairfayt et Beaulieu lui échappent ainsi, non par miracle, mais par sa faute.

Nos armes ne sont pas moins heureuses dans les Alpes, où la Savoie et le comté de Nice sont conquis après un simulacre de résistance de la part des Piémontais. Une seule expédition contre l'île de Sardaigne échoua par maladresse.

Mort de Louis XVI.

Cependant les victoires de Valmy et de Jemmapes, la conquête de la Belgique, achevèrent de tourner la tête aux jacobins; l'attentat du 21 janvier fut consommé. En

se débarrassant d'un roi vertueux mais faible, ils croyaient secouer à jamais le joug monarchique, comme si la royale victime n'avait pas eu de successeurs. C'était bien là le cas de dire que ce n'était pas seulement un crime, mais une faute. Quelle que fût la gravité du reproche de connivence avec les coalisés et l'émigration, dont on fit un crime à Louis XVI, la déchéance était, à la rigueur, la seule peine qu'on pût lui infliger, aux termes mêmes de la constitution; d'ailleurs le seul intérêt de conserver les relations politiques et maritimes avec l'Espagne aurait dû suffire pour faire respecter ses jours, si jamais une assemblée avait le sens commun en politique extérieure.

L'Espagne, la Hollande et l'Angleterre nous font la guerre.

Au milieu d'un pareil conflit, toutes les bases de notre politique ne pouvaient manquer d'être bouleversées. La France, naguère si brillante, allait être mise au ban de l'Europe. La cour d'Espagne, qui avait craint d'intervenir dans la guerre, de peur de donner prise à l'Angleterre, y est entraînée par indignation et par vengeance. Naples suit son exemple. La Hollande, provoquée, se la voit déclarer. Les déclamateurs de la Gironde, aveuglés par leurs utopies, prétendaient, en vociférant contre les tyrans de Vienne, Berlin et Madrid, qu'ils pourraient lutter avec succès contre eux, puisque l'*Angleterre, amie naturelle des peuples libres, se liguerait avec les peuples libres de la France.*

Pitt répondit à ces absurdités, en félicitant l'Angleterre, en plein parlement, des prospérités et de la grandeur que les troubles de France préparaient à son pays. Cependant, pour donner le change, il ne prit aucune part à la première campagne de 1792; affectant de ne s'immiscer en rien dans la lutte des partis, il resta paisible spectateur du 10 août et du 21 janvier, laissa tomber le trône aussi bien que l'infortuné monarque, et attendit que la querelle prît un aspect purement politique : l'occasion n'en était pas éloignée.

Les Français ayant envahi les états du roi de Sardaigne, et Dumouriez, maître de la Belgique, ayant proclamé la liberté de l'Escaut, les Anglais feignirent de n'entrer dans la coalition que comme garants du traité d'Utrecht et alliés de la Hollande que cette invasion menaçait; mais ils ne perdirent rien pour avoir attendu, et ne tardèrent pas à devenir la partie principale de la guerre.

Dumouriez chassé de la Belgique.

Au commencement de 1793, les affaires changent de face : Dumouriez, qui a laissé les Autrichiens sur la Roër, vers Juliers, tandis qu'il n'avait que dix lieues à faire pour les rejeter derrière le Rhin, commet la faute plus ridicule encore de vouloir envahir la Hollande, en les laissant sur sa droite et sur ses communications; il rêve l'établissement d'une république ou d'un royaume des Pays-Bas, à l'aide duquel il reviendra à Paris dicter la loi aux jacobins. Il imagine que l'Angleterre et la Prusse, alliés intimes de la maison d'Orange, souffriront l'expulsion du stathouder. Il veut créer sa Batavie en dépit du souverain qui y règne, en dépit de la France et même des coalisés. On croirait en lisant son projet lire un comte des Mille et une nuits. Bien des gens affirment que c'est une invention dont il a voulu se faire honneur dans son émigration, et qu'il n'avait réellement dû menacer la Hollande d'après les ordres du conseil, que pour appuyer les négociations de Maret et décider l'Angleterre à reconnaître formellement la république française.

Quoi qu'il en soit, il ne tarde pas à en être puni. Les Autrichiens fondent sur sa droite vers Aix-la-Chapelle et Liége; il revient à la hâte, de sa personne, se faire battre à Nerwinde : son armée regagne Valenciennes en désordre, et le corps d'expédition est trop heureux d'atteindre Anvers avec peine, en sacrifiant des garnisons à la garde de ses chimériques conquêtes.

Il traite avec les Autrichiens.

On tonne contre lui à la tribune de la Convention. Pour se sauver, il traite avec le prince de Cobourg, et prétend venir à Paris à la tête de ses soldats, en confiant la garde de nos frontières aux Autrichiens. Ce ridicule projet soulève son armée. Quatre députés et le ministre Beurnonville viennent former une enquête : il les fait arrêter et conduire aux Autrichiens. Dès lors ses soldats indignés ne gardent plus de mesure: ils vont pour l'arrêter, font feu sur son escorte, et le forcent à se jeter dans l'Escaut, près de Condé, d'où il court joindre le prince de Cobourg. En butte à la haine des deux partis, il va bientôt après porter à Londres ses plans militaires, qui deviendront un sujet de risée pour la postérité. Cependant Dumouriez était un homme doué de beaucoup de moyens et d'esprit.

Établissement du comité de salut public.

Les chefs des jacobins saisissent l'occasion du danger qui menace la France, pour créer un comité de salut public et l'investir d'une dictature formidable. Robespierre et Danton sont les meneurs de ce nouveau pouvoir exécutif.

Les alliés assiégent Mayence et Valenciennes.

Pendant que ces choses se passent sur la Meuse, le roi de Prusse renforcé franchit le Rhin, bat Custine, et met le siége devant Mayence, que Kléber, Meunier et Aubert Dubayet défendent héroïquement. Le duc d'Yorck et le prince de Cobourg profitent de la fuite de Dumouriez pour investir Condé. Dampierre, voulant la secourir, est repoussé et tué. Les alliés forcent le camp de Famars, puis mettent le siége devant Valenciennes.

Au midi, les Espagnols, sous Riccardos, envahissent le Roussillon; les Sardes rentrent en Savoie. L'intérieur n'est pas moins inquiétant : les réquisitions d'hommes, pour faire face à l'étranger, deviennent le prétexte d'une explosion formidable, préparée de longue main dans la Vendée : soixante mille royalistes en armes se jettent sur Nantes et Angers.

Journée du 31 mai.

Le danger redouble l'exaspération des jacobins, plus qu'il ne les effraie. Tout ce qui ressemble à de la modération devient criminel à leurs yeux. Les girondins, dont les brillantes utopies ont renversé le trône, deviennent pour eux des ennemis comme les royalistes; la guerre ne saurait être longue entre d'éloquents déclamateurs et leurs féroces adversaires. Le 31 mai, la Convention est décimée; et ces orateurs, qu'on a eu la bonhommie de prendre pour des hommes d'état, vont expier sur l'échafaud le crime d'avoir été trop sincèrement attachés à de vaines théories. Robespierre, Danton, Marat et la populace se croient un moment maîtres de la France; mais la France se lève contre eux.

L'Angleterre se place à la tête de la coalition.

Tandis que la faction impétueuse des jacobins préparait l'ébranlement de l'Europe par la violence de ses passions, la grandeur des intérêts qu'elle soutenait, et l'exaltation des mesures nécessitées par sa position, le gou-

vernement britannique marchait à pas fermes et comptés dans le chemin tracé par sa profonde politique.

Ce n'était pas assez d'avoir pour alliés la Russie, l'Espagne et la Hollande ; de forcer, à l'aide des escadres de Catherine, la Suède et le Danemarck à renoncer aux droits des neutres ; de soumettre la Méditerranée avec celles de Charles IV ; il prenait encore à sa solde toutes les troupes des puissances qui voulaient bien s'y prêter, et les dépouilles des Nababs de Mysore payaient le sang européen ruisselant à grands flots.

Ce peuple, que Brissot signalait quelques mois auparavant comme le plus sûr appui de la constitution française, dont Dumouriez voulait faire l'arbitre de l'ordre en France, s'était déjà placé à la tête de la ligue universelle. Ses envoyés parcouraient les cours et les camps, prêchant partout la croisade avec une ferveur égale à celle de ces moines inspirés qui précipitèrent les peuples chrétiens dans la folle entreprise contre l'Asie.

Lord Beauchamp signait avec Luchesini, le 14 juillet, au camp devant Mayence, l'alliance étroite de l'Angleterre et de la Prusse ; déjà lord Elgin avait conclu dès le mois d'avril un traité de subside avec la Hesse pour huit mille hommes. Lord Yarmouth en fit deux nouveaux, l'un pour quatre mille hommes de Hesse-Cassel, le 23 août, et l'autre pour trois mille de Hesse-Darmstadt, le 5 octobre ; il en ajouta bientôt un quatrième avec le grand-duc de Bade. Lord Grenville en avait signé un plus important avec le comte de Front, ministre du roi de Sardaigne, qui s'engagea, le 25 avril, à tenir son armée sur le pied de cinquante mille hommes, moyennant le paiement annuel de cinq millions : le même ministre anglais conclut enfin, le 30 août, une alliance avec la cour d'Autriche. En ajoutant à tous ces traités avec les puissances continentales, ceux de lord Saint-Hélens avec Godoï, duc d'Alcudia, ministre d'Espagne (25 mai), de lord Auckland avec le stathouder, du chevalier Hamilton avec le ministre du roi de Naples (12 juillet) ; puis en se rappelant les machinations de Hervey à Livourne, de Drake à Gênes, de Hayles à Copenhague, et de Fitzgérald en Suisse, on appréciera l'étonnante activité de la diplomatie anglaise, les sophismes des hommes qui avaient présidé aux relations de la France depuis 1790, et le danger incalculable auquel on s'expose en confiant les destinées des nations à des assemblées tumultueuses.

Ainsi l'Angleterre, tenant tous les fils de cette immense trame, dirigeait les intérêts européens à son gré, dispensait ou promettait des provinces, et influençait même les opérations militaires par les agents accrédités qu'elle envoyait aux différents quartiers-généraux. A tant d'habileté, la Convention n'opposa que sa redoutable énergie, et le ridicule décret du 7 septembre qui déclarait Pitt l'ennemi du genre humain.

Affaires de Pologne.

Les affaires de Pologne, quoique fort avancées, étaient encore appelées à faire une grande diversion à celles de l'Occident. Kaminieck, dernière et principale place d'armes des patriotes polonais, s'était rendue aux Russes le 2 mai, avec 200 pièces de canon, ce qui acheva la soumission des provinces méridionales, où douze mille hommes prêtèrent serment à Catherine. Cet événement, joint à la dispersion du reste de l'armée, ne laissait aucune probabilité de résistance.

Bien que la nouvelle diète, assemblée en 1792 à Grodno sous l'influence des confédérés de Targowitz, fût polonaise, l'esprit de faction la déchirait ; et si ses membres s'accordaient à déplorer les malheurs pu-

blics, chacun d'eux n'y voyait de remède que dans le triomphe de son parti. Catherine ne devait donc plus se dissimuler que la réaction ne remplirait point le but des confédérés, et que le pouvoir mal affermi de Stanislas ne rallierait jamais les Polonais de 1791 à la constitution de 1775. Elle ne pouvait oublier la domination des Jagellons à Moscou, ni les menaces qui lui avaient été faites tout récemment durant la guerre de Turquie. Enfin, l'occasion qui se présentait d'affranchir pour toujours son empire de l'espèce d'interdit sous lequel il se trouvait placé par la situation géographique de la Pologne, était trop belle pour la laisser échapper.

Second partage partiel de ce pays.

Dans des circonstances si délicates, l'intérêt de la Russie ne permettait pas de balancer sur le choix d'un parti. Évacuer la Pologne et la livrer à son sort, c'eût été détruire l'ouvrage d'un siècle de vaste politique, en exposant le nouveau gouvernement de Stanislas à un bouleversement inévitable. D'ailleurs, comment attendre du cabinet de Pétersbourg une résolution qui eût relégué toute son action politique derrière la Dwina, ou au fond du golfe de Bothnie? Fallait-il au contraire qu'il entretînt une armée nombreuse pour soutenir le frêle édifice des confédérés, et réduire ainsi la république à un état d'avilissement pire que celui dans lequel elle se trouvait plongée depuis un siècle? N'eût-il pas mieux valu, pour l'avantage même des deux nations, l'agréger à la Russie? Les grands coups de politique, réclamés par un haut intérêt public, méritent ordinairement la sanction de la postérité, quelque injustes qu'ils puissent être d'ailleurs. La nôtre appréciera le service que Catherine rendit à l'empire russe par la négociation qui ouvrit à ses peuples l'avenir le plus glorieux, sans approuver les moyens employés à cet effet.

Cependant les intentions manifestées par l'impératrice de garder une partie des provinces que ses troupes occupaient, et le projet de Frédéric-Guillaume d'agréger Posen, Thorn et Dantzick à ses états, firent cesser toutes les illusions et les incertitudes de la diète. Un grand nombre de membres protestèrent; mais l'armée était dissoute, le pays occupé, il fallut céder au plus fort. Enfin Stanislas, espérant sauver les débris de la république, signa, le 13 juillet, un traité avant-coureur de sa ruine, et auquel succéda bientôt celui du 14 octobre. Tout en déplorant les malheurs d'un peuple digne d'un meilleur sort, on est contraint d'admirer la persévérance et l'habileté avec laquelle la czarine sut arriver à ses fins.

Rapports avec la Porte.

La Porte ottomane, ébranlée par les insinuations des coalisés et des émigrés, avait hésité, à la fin de 1792, de reconnaître la république française. Sémonville, destiné à l'ambassade de Constantinople, doit cimenter nos liens avec cet antique allié : il ne peut s'y rendre que par Venise, en traversant la Suisse et la Valteline. Maret, chargé d'aller à Naples pour concerter avec la cour sur les moyens d'obtenir la mise en liberté de la reine Marie-Antoinette, en la faisant réclamer comme un gage au maintien de la paix, prend avec lui la route de Coire. Le conseil exécutif jouissait de si peu de considération, que le gouvernement des Grisons, mené par les Salis et dévoué à l'Autriche, fit arrêter ces deux agents diplomatiques sur le lac Majeur, et les livra, contre le droit des gens, aux impériaux, qui les jetèrent dans les prisons de Mantoue, sans autre motif que l'attachement qu'on leur supposait pour les doctrines républicaines.

Les puissances barbaresques imitèrent le Grand Seigneur, et il n'y eut pas jusqu'à l'empereur de Maroc, Muley-Soliman, qui ne se laissât entraîner par les instigations anglaises, au point de proscrire toutes les relations avec la république.

Situation effrayante de la France.

Si la situation politique de la France semble désespérée, l'état de ses affaires militaires n'a rien qui puisse la rassurer. Des Alpes aux Pyrénées, du Rhin à l'Océan, du Rhône aux rives de la Loire, le drapeau tricolore rétrograde devant les masses nombreuses mais mal dirigées de ses ennemis. Beauharnais, qui devait débloquer Mayence, y marche trop lentement, arrive pour être témoin de sa reddition. Custine ne veut pas risquer de bataille pour délivrer Valenciennes, parce qu'il n'a que de jeunes soldats. Ces deux généraux, accusés de faiblesse, portent leur tête sur l'échafaud; mais Mayence et Valenciennes n'en tombent pas moins sous les coups des forces combinées de l'Autriche, de la Prusse, de l'Angleterre et de la Hollande. Bellegarde succombe sous les armes espagnoles; la Vendée est en feu, et soixante mille royalistes victorieux menacent les conventionnels sur leurs siéges sanglants. La résistance à la démagogie arme Bordeaux, Lyon, Marseille et Caen. Les Austro-Sardes franchissent les Alpes, et sont prêts à donner la main à ces insurgés. Le reste de la France même paraît disposé à se soustraire au joug de la Convention, plutôt qu'il ne s'apprête à la soutenir. Partout inférieures et désorganisées, les armées, sans chefs capables, attendent incessamment le coup décisif qui doit amener leur dissolution; enfin, pour comble de malheur, les colonies sont perdues. Jamais gouvernement ne se trouva dans une position plus effrayante; jamais nation ne parut si près de sa ruine.

Énergie de la Convention.

Toutes les combinaisons de la prévoyance humaine signalaient sa chute prochaine, et les conventionnels seuls, loin de se laisser abattre, redoublaient d'énergie et de rage à mesure qu'on leur découvrait un nouveau danger ou de nouveaux revers.

Le partage de la Pologne venait ajouter à ce sombre tableau; mais en éclairant les Français de toutes les conditions sur le sort dont leur patrie était menacée, il opère le même miracle que le manifeste du duc de Brunswick produisit dans la campagne précédente; autorisant en quelque sorte les atrocités commises par les jacobins, il leur donna même les apparences du plus saint des devoirs: fatale extrémité, à laquelle une sage politique ne devrait jamais réduire les peuples! Comme l'indignation de subir des lois étrangères avait servi de prétexte aux hommes du 2 septembre, de même la crainte de voir la France humiliée et démembrée, ajoutant le puissant mobile du patriotisme, de l'honneur et de l'indépendance à l'effroi inspiré par le régime de la terreur, l'un et l'autre concoururent aux immenses résultats de cette campagne.

Déjà la guerre a entièrement changé de but: les droits de la noblesse, la contre-révolution, la prérogative royale, ne sont plus les motifs de la coalition, comme les droits du tiers-état ne sont plus des mobiles du parti républicain. Les rois voient l'anarchie ébranlant tous les trônes; les jacobins n'aperçoivent de salut que dans l'anarchie, qui doit faire de chaque Français un soldat, une victime ou un factieux. Les premiers tremblent qu'assimilés à Louis XVI, on ne leur fasse un crime de toutes leurs actions, en les interprétant comme des actes

de tyrannie et de despotisme ; les novateurs redoutent qu'on leur demande compte du sang royal qu'ils ont répandu, et des théories qu'ils ont voulu propager, précédés du canon et suivis de la guillotine. Les souverains voient la hache révolutionnaire suspendue sur leurs têtes comme l'épée de Damoclès; les chefs de la Montagne aperçoivent d'un côté l'échafaud, et de l'autre l'espoir d'une victoire honorable, ils peuvent se sauver au milieu des ruines, des décombres dont ils couvrent le sol français.

Espoir que donne la lenteur des alliés.

La longue léthargie des alliés pendant le bombardement de Valenciennes avait rassuré les républicains sur les conséquences de la fuite de Dumouriez ; quatre mois s'étaient écoulés depuis sa défection, et le sol de la république, livré sans défense aux coups de ses ennemis, se trouvait à peine entamé. En calculant la marche des événements ultérieurs d'après la lenteur de ces progrès, combien de chances ne pouvait-on pas se promettre, si l'on redoublait d'audace et d'énergie, à mesure que les coalisés se consumaient en efforts mal concertés contre des remparts? combien de places n'avaient-ils pas encore à réduire avant d'être arrivés au terme de leur entreprise?

Des hommes familiarisés avec les combinaisons militaires, tels que Carnot, Prieur, Dubois-Crancé ; d'autres, initiés dans ces calculs par les nombreux mémoires déposés aux archives de la guerre, jugèrent tout ce que la prise de Lille et de Landrecies avait coûté d'efforts à Eugène et à Marlborough. Les alliés aujourd'hui n'étaient point commandés par de grands capitaines de cette trempe, et la nation, plus vigoureuse que sous la décrépitude de Louis XVI, avait au contraire des moyens de défense supérieurs; il ne lui fallait que le temps de les déployer.

Ainsi, par un mélange d'énergie, d'honneur national, de sentiment de leur propre conservation, les membres les plus éclairés de la Convention ne désespérèrent point du salut public, et comptèrent assez sur les Français pour prendre la résolution de s'enterrer sous les ruines de la république, ou de se sauver avec elle. Ils réussirent même au-delà de leurs espérances, et on doit convenir qu'ils en furent redevables aux fautes et à la mollesse des ennemis, autant qu'à l'énergie nationale et à la sagesse de leurs mesures.

Cependant la chute des deux premiers boulevards de la république, l'évacuation du camp de César, et l'apparition des partisans autrichiens jusqu'aux portes de Saint-Quentin, firent bientôt juger le péril plus imminent qu'on ne l'avait d'abord supposé. Barrère déclare que si Paris ne se lève pas une seconde fois pour cerner l'ennemi devant Cambrai, c'en est fait de la patrie; Danton fait décréter que tout soldat quittant les drapeaux sera puni de mort.

La constitution ochlocratique qui consacre la souveraineté de la multitude va être établie; mais en imprimant une marche vague à l'administration publique, elle la privera de toute la force de l'arbitraire. Il faut, dans les grandes crises, un pouvoir extraordinaire, et tout se prépare pour obtenir la suspension de cette charte, à laquelle un gouvernement révolutionnaire sera substitué. Cette mesure, présentée comme le gage du salut public, convient d'autant mieux aux chefs des jacobins, qu'elle perpétue et accroît leur pouvoir, sans les exposer aux chances d'une élection, dont ils n'auraient pu être certains, malgré la terreur qui planait sur la France.

Carnot est nommé au comité de salut public.

En attendant, on sent la nécessité d'avoir

recours aux hommes qui développent quelques talents militaires. Carnot et Prieur de la Côte-d'Or, qui en ont fait preuve dans leurs missions aux armées, sont adjoints, le 14 août, au comité de salut public. Le même jour, la Convention adresse, sur la proposition de Barrère, une proclamation aux Français, où l'on retrouve, comme dans toutes les productions de ce temps, le plus étrange abus de mots, joint aux pensées les plus fortes.

« Aux armes, Français ! à l'instant même « où un peuple d'amis et de frères se tien- « nent serrés dans leurs embrassements, « les despotes de l'Europe violent vos pro- « priétés et dévastent vos frontières. Aux « armes, levez-vous tous, accourez tous : « la liberté appelle les bras de tous ceux « dont elle vient de recevoir les serments. « C'est la seconde fois que les tyrans et les « esclaves conjurés souillent sous leurs pas « la terre d'un peuple souverain. La moitié « de leurs armées sacriléges y a trouvé la « première fois son tombeau ; que cette « fois tous périssent, et que leurs ossements, « blanchis dans nos campagnes, s'élèvent « comme des trophées au milieu des champs « que leur sang aura rendus plus féconds. « Aux armes, Français ! couvrez-vous de « la gloire la plus éclatante, en défen- « dant cette liberté adorée, dont les pre- « miers jours tranquilles répandront sur « vous et sur les générations de vos descen- « dants tous les germes de bien et de pros- « périté. »

Cependant ces mesures se bornaient jusque là à des déclamations et à des décrets d'une exécution à peu près impossible ; le danger devenant de jour en jour plus pressant, les affaires de l'intérieur prenaient un aspect plus sinistre ; la guerre civile et l'invasion étrangère menaçaient soixante départements ; à peine l'autorité de la Convention était-elle reconnue dans le tiers de la France, et cette portion se trouvait déjà épuisée par les efforts antérieurs. Les proclamations ne procuraient qu'un petit nombre d'hommes, car les plus exaltés avaient déjà volé à la frontière. L'idée de sauver la république par la plus affreuse terreur sortit comme une éruption volcanique des têtes exaltées de quelques meneurs, ou fut le résultat de leur désespoir.

Fameux décret sur la levée en masse.

Le 23 août, Barrère, montant à la tribune, propose de décréter la levée en masse des Français. Ce moyen seul pouvait les sauver, et l'orateur ne manquait pas d'éloquence pour convaincre la Convention des avantages de cette grande mesure. Après avoir démontré la nécessité de renforcer les armées, et l'insuffisance du recrutement ordinaire pour faire face aux dangers, il établit le principe de la réquisition générale, ménageant avec adresse les idées d'égalité, et les intérêts particuliers des nombreuses classes dont on a toujours peine à faire des soldats ; puis il présente le décret suivant :

« Jusqu'au moment où les ennemis au- « ront été chassés du territoire de la ré- « publique, tous les Français sont en réqui- « sition permanente pour le service des « armées.

« Les jeunes gens iront au combat ; les « hommes mariés forgeront les armes, et « transporteront des subsistances ; les fem- « mes feront des tentes, des habits, et ser- « viront dans les hôpitaux ; les enfants met- « tront le vieux linge en charpie ; les « vieillards se feront porter sur les places « publiques pour exciter le courage des « guerriers, la haine des rois et l'unité de « la république.

« Les maisons nationales seront conver-

« ties en casernes, les places publiques en « ateliers d'armes, le sol des caves sera les- « sivé pour en extraire le salpêtre.

« Les armes de calibre sont exclusivement « confiées à ceux qui marcheront à l'en- « nemi; le service de l'intérieur se fera avec « les fusils de chasse et l'arme blanche.

« Les chevaux de selle seront requis pour « compléter les corps de cavalerie; les che- « vaux de trait, autres que ceux employés « à l'agriculture, conduiront l'artillerie et « les vivres.

« Le comité de salut public est chargé « de prendre toutes les mesures pour éta- « blir, sans délai, une fabrication d'armes « de tout genre, qui réponde à l'état et à « l'énergie du peuple français; il est auto- « risé, en conséquence, à former tous les « établissements, manufactures, ateliers et « fabriques qui seront jugés nécessaires à « l'exécution des travaux, ainsi qu'à requé- « rir pour cet objet, dans toute la répu- « blique, les artistes et les ouvriers qui « peuvent concourir à leurs succès; il sera « mis à cet effet une somme de trente mil- « lions à la disposition du ministre de la « guerre.

« Nul ne pourra se faire remplacer dans « le service pour lequel il sera requis; les « fonctionnaires publics seront à leur poste.

« La levée sera générale, les citoyens non « mariés ou veufs sans enfants, de dix-huit « à vingt-cinq ans, marcheront les pre- « miers : ils se rendront sans délai au chef- « lieu de leur district où ils s'exerceront « tous les jours au maniement des armes, « en attendant l'ordre du départ; on les for- « mera en bataillons sur le même pied que « ceux qui sont déjà aux frontières.

« Le bataillon qui sera organisé dans cha- « que district se réunira sous une bannière « portant cette inscription : *Le peuple fran- « çais debout contre les tyrans.* »

Gouvernement révolutionnaire.

L'assemblée adopta ces mesures aux acclamations universelles : cinq jours après, elle décréta la suspension de la constitution du 24 juin, et l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire, jusqu'à l'entière délivrance de la république.

A peine cette loi est-elle rendue, que la fatale nouvelle de l'entrée des Anglais et des Espagnols à Toulon se répand. Cette place, si importante sous les rapports maritimes, militaires et politiques, va livrer aux ennemis une communication avec les royalistes du Rhône, et servir de base d'opérations à de puissantes armées qui ne manqueront pas de s'y porter; la guerre civile va prendre une tournure bien plus alarmante.

Grand système de terreur.

A des désastres pareils il faut opposer une énergie proportionnée. Le puissant levier de tous les mouvements insurrectionnels est mis en jeu; le 5 septembre, la commune de Paris, dirigée par Chaumette, instiguée par les meneurs du comité, vient demander la formation d'une armée révolutionnaire, suivie de douze tribunaux pour juger les conspirateurs, les accapareurs et ceux qui s'opposeraient à l'exécution des lois. Barrère, peu d'heures après, propose, au nom du comité de salut public, de sanctionner ces mesures; Danton demande qu'on mette cent millions à la disposition du ministre de la guerre, pour fabriquer des armes et surtout des fusils. La planche aux assignats est en permanence pour fournir à ces besoins. Ces motions, bientôt converties en lois, annoncent à tous les Français que le seul moyen de ne pas être placé au rang des bourreaux ou des victimes est de voler sur les frontières. On court chercher sous l'uniforme militaire un honneur qu'on n'aperçoit plus ailleurs; on espère

trouver, au milieu des camps, une sûreté qu'on ne peut attendre sous le couteau des délateurs.

La peur de l'armée révolutionnaire fait grossir rapidement les armées nationales de tous les individus que la loi vient d'atteindre, et bientôt on sera moins embarrassé de trouver des bataillons que des généraux pour les conduire. Un million d'hommes, armés ainsi par les sentiments les plus divers, se précipitent sur les coalisés, et les refoulent de toutes parts. Plus heureux que sages, nous sortons victorieux de cette lutte sans exemple dans les annales d'aucun peuple.

Fautes des alliés.

Les alliés favorisent ces mesures extraordinaires par le peu de concert dans leurs entreprises. A peine sont-ils maîtres de Valenciennes et de Mayence, qu'ils opèrent dans les directions les plus excentriques. Les Anglais convoitent Dunkerque que le duc d'Yorck va assiéger ; les Autrichiens du prince de Cobourg en veulent au Quesnoy et à Maubeuge, où le prince de Cobourg vient échouer ; les Prussiens attaquent Landau et couvrent Kaiserslautern ; les Autrichiens de Wurmser vont forcer les lignes de Wissembourg, prennent le fort Louis et menacent Strasbourg.

Ils sont chassés du territoire français.

Inspiré par Carnot, le comité prescrit à Houchard de rassembler l'armée du Nord, de couper les Anglais de Furnes, et de les jeter à la mer. Il les bat à Hondschote, sauve Dunkerque, et vient ensuite accabler les Hollandais à Menin. Mais il n'a pas manœuvré pour acculer l'ennemi à la mer, comme il le devait d'après ses instructions ; on l'envoie à la mort, parce qu'il n'a su remporter qu'une demi-victoire, et attaquer de front un ennemi qu'il pouvait aisément couper de ses communications.

Son armée est dirigée par Jourdan au secours de Maubeuge ; Cobourg assiége cette place avec 40 mille hommes, et Clairfayt le couvre avec 25 mille ; l'armée d'observation isolée est accablée à Watignies, à deux lieues de celle de siége, qui décampe en toute hâte. Une partie des vainqueurs court en poste sous les ordres de Hoche pour sauver Landau. Elle échoue d'abord à Kaiserslautern où le duc de Brunswick occupe une position formidable ; mais Hoche, bien inspiré ou bien dirigé, se rabat par la vallée d'Anveiler contre la droite des Autrichiens qu'il culbute à Werth, Reichshoffen et Geisberg, de concert avec la gauche de Pichegru. Les alliés sont repoussés sur Manheim ; partout le sol français est balayé à la suite de manœuvres habiles, et couronnées d'un succès mérité.

Kellermann a soumis Lyon et relégué les Sardes en Piémont ; Dugommier, avec une division de l'armée de Nice, renforcée de 40 mille gardes nationales, reprend Toulon ; Kléber, Marceau, Canclaux, après des efforts inouis, compriment la Vendée où le sang français coule à grands flots, versé des mains françaises.

Jugement et mort de la reine.

Ces exploits sont entachés par les crimes des Jacobins, qui ne rougissent pas de traîner au supplice la belle épouse de Louis XVI. Marie-Antoinette est fille de Marie-Thérèse, elle est autrichienne, de là on prétend que c'est elle qui a ourdi la coalition : il n'en faut pas tant à Fouquier-Tainville et aux tigres du tribunal révolutionnaire pour l'envoyer à l'échafaud.

Résultat politique de la révolution.

Toutefois un état de crise si violent ne

pouvait durer, et, malgré ses victoires, la France, naguère si brillante par sa politique fédérative, consumait au fond tous ses éléments de force pour combattre ses alliés naturels; car, indépendamment de l'Angleterre, elle se trouvait aux prises avec la Russie, l'Autriche, la Prusse, l'empire, la Hollande, l'Italie et l'Espagne; il n'y eut pas jusqu'aux États-Unis d'Amérique avec lesquels elle ne se brouillât. Ses anciens alliés, les Autrichiens et les Espagnols, figuraient à côté des Anglais à la tête de ses plus ardents ennemis.

Pour comble de malheur, son système colonial et maritime est ébranlé jusque dans ses fondements. Les principes de liberté et d'égalité, importés dans nos colonies sans ménagement, y ont soulevé plus de passions que dans la métropole même, et l'on pense bien que la jalouse Angleterre n'a pas négligé de les exciter. C'est à Saint-Domingue surtout qu'elles éclatent avec fureur. Les petits blancs sont aux prises avec les grands blancs, c'est-à-dire avec les aristocrates de la colonie. Les mulâtres veulent aussi leurs droits que l'Assemblée nationale a proclamés, et que les blancs de toutes classes leur contestent. Les noirs se partagent entre ces trois partis, et en forment bientôt un quatrième. Le sang africain et le soleil de l'équateur rendent les passions plus ardentes : bientôt Saint-Domingue est en feu, et les horreurs qui s'y commettent surpassent même celles qu'exercèrent jadis les féroces conquérants des Caraïbes.

Les grands blancs se déclarent partisans de l'émancipation, et s'enrôlent sous les drapeaux de l'Angleterre plutôt que de céder à l'orgueil de caste. Santonax, pour sauver la colonie et s'attacher la masse des habitants, proclame la liberté des noirs sur les ruines fumantes du Cap. Il consacre le désordre, mais il a pour lui la multitude et la force. S'il parvient à les régulariser, la France pourra y trouver son avantage : toutefois ce n'est qu'une conjecture; il est plus vraisemblable que, trompé par un avantage passager, il n'aura fait qu'accroître les chances de l'émancipation. Revenons à ce qui me concerne.

Je suis nommé chef de bataillon.

Graces aux nombreuses levées dont on vient de parler et aux vacances que l'émigration occasionnait, l'avancement allait grand train dans ces années de troubles. On m'avait proposé, en 1792, le commandement d'un bataillon de volontaires nationaux pour l'expédition de Sardaigne : je l'acceptai. On se moqua de moi dans le corps d'artillerie, mais j'avais déjà compté les pas qu'il fallait faire pour aller au commandement, et c'était un échelon de franchi. Au retour de l'expédition, je rentrai dans l'artillerie avec mon grade d'officier supérieur. J'avais alors vingt-quatre ans.

Idées républicaines.

On a beaucoup parlé de mon exaltation républicaine. Il n'est pas étonnant qu'un jeune homme, à son entrée dans le monde, conserve les maximes qu'il a admirées dans les Grecs et les Romains. Je puis donc avouer que je fus sincèrement républicain; mais l'expérience des affaires et des hommes ne tarda pas à me désabuser. Cependant j'ai toujours conservé l'idée qu'il était facile de concilier la force dans l'autorité et dans les institutions avec la libéralité des principes dans l'application, c'est-à-dire dans les actions du gouvernement.

Je décide le succès du siége de Toulon.

Je menai une vie insignifiante jusqu'au siége de Toulon. J'étais alors chef de bataillon, et, en cette qualité, je pus avoir quel-

que influence sur le résultat de ce siége, dont je commandai l'artillerie en second.

Lorsque la trahison livra Toulon et notre flotte aux coalisés, à la fin d'août 1793, Lyon avait arboré le drapeau blanc; la guerre civile était mal éteinte en Languedoc et en Provence ; l'armée espagnole victorieuse avait passé les Pyrénées et inondait le Roussillon; l'armée piémontaise avait franchi les Alpes, elle était aux portes de Chambéry et d'Antibes. Les coalisés ne sentirent pas assez l'importance de la conquête qu'ils venaient de faire. Si trente mille Sardes, Napolitains, Espagnols et Anglais se fussent réunis dans Toulon aux douze mille fédérés, cette armée de quarante mille hommes fût arrivée sur Lyon, se liant par sa droite à l'armée piémontaise, et par sa gauche à l'armée espagnole.

Six semaines se passèrent à réunir les forces et les moyens de faire le siége. Le 15 octobre, un conseil de guerre fut convoqué à Olioulles et présidé par le conventionnel Gasparin. On y lut un mémoire approuvé par le comité des fortifications sur la conduite du siége de Toulon; le célèbre d'Arçon l'avait rédigé. Je m'opposai à l'adoption de ce plan et en proposai un plus simple. Il était probable que les coalisés n'abandonneraient pas douze mille hommes dans Toulon, si nous nous emparions des deux forts qui battent l'entrée de la rade à ses extrémités. Dès que la communication entre la flotte anglaise et la garnison serait menacée, on devait compter qu'ils évacueraient ou seraient prisonniers. En s'y prenant à temps, on eût obtenu ce résultat assez facilement; mais l'ennemi avait eu le loisir de construire le fort Mulgrave. Cependant, malgré cette fâcheuse circonstance, mon système prévalut; et, au lieu de nous appliquer à détruire une place française, nous obtînmes en un mois le but désiré. Le 18 décembre, nous entrâmes dans Toulon; mais on ne put sauver que la moitié de l'escadre, l'autre moitié, l'arsenal et les chantiers étaient incendiés par les ennemis éternels de notre gloire et de notre prospérité.

Nommé général d'artillerie à l'armée d'Italie.

Nous avions bien mérité de la patrie. On me nomma général de brigade, et l'on m'envoya, au commencement de 1794, à l'armée d'Italie pour commander l'artillerie. Le général en chef Dumerbion était vieux et sans génie; son chef d'état-major était un homme instruit, mais médiocre. On était à guerroyer sans art dans les Alpes maritimes. Je proposai un plan pour tourner la fameuse position de Saorgio : il réussit à merveille. J'en proposai un autre pour réunir l'armée des Alpes et celle d'Italie sous Coni, ce qui nous eût valu le Piémont, et conduit sans grand effort sur le Pô. On ne put tomber d'accord avec l'état-major de l'armée des Alpes, parce qu'il aurait fallu fondre les deux armées en une seule sous un même général, et que chacun tient à sa place. D'ailleurs, il aurait fallu l'approbation du comité de salut public qui voulait diriger la guerre de Paris, comme le conseil aulique la dirige de Vienne.

Je m'en dédommageai en portant l'armée d'Italie jusqu'à Savone et aux portes de Ceva; ce qui dégagea Gênes, menacée par les coalisés. L'hiver et des ordres impératifs nous arrêtèrent.

Conquête de la Belgique, de la Hollande et de la rive gauche du Rhin.

Tandis que nous nous morfondions dans les Alpes, trois cent mille français inondaient la Belgique et le Palatinat, battaient les alliés à Turcoing, à Fleurus, à Kaiserslautern, sur l'Ourte, sur la Roër ; chassaient les Anglais, les Hollandais, les Autrichiens

et les Prussiens jusque derrière le Rhin; entraient victorieux dans Bruxelles, Anvers et Maestricht; passaient le Waal et la Meuse sur la glace; entraient triomphants dans Amsterdam, Cologne et Coblentz. Deux autres armées sous Dugommier, Pérignon et Moncey envahissaient la Catalogne et la Biscaye, après avoir remporté deux victoires éclatantes à Figuières et à Saint-Martial. Enfin, cent mille hommes soumettaient avec peine les royalistes de la Bretagne et de la Vendée.

Bataille navale d'Ouessant.

Autant la France est heureuse sur terre, autant elle l'est peu sur mer: la famine la désolait; un grand convoi est attendu d'Amérique à Brest, et la flotte sort au nombre de vingt-cinq vaisseaux de ligne pour faciliter son entrée. L'amiral Howe s'avance pour la combattre à nombre égal. Villaret-Joyeuse est forcé par Jean-Bon-Saint-André à recevoir la bataille avec de jeunes officiers peu expérimentés ou de vieux marins mal disposés pour la république.

On se bat avec un courage héroïque, mais sans génie. L'ordre, le calme, l'expérience et la tactique des Anglais triomphent d'une valeur mal guidée. Nous perdons sept vaisseaux pris ou coulés, et notre flotte de l'Océan est réduite à l'inactivité par cet événement, comme celle de la Méditerranée est paralysée par l'incendie de Toulon.

Tout présage dès lors la perte de nos colonies : la Martinique est livrée aux Anglais par le perfide Behague; Saint-Domingue est depuis deux ans en proie à la révolte des noirs, au massacre et à l'incendie. Ainsi, la perte de la marine agit d'une manière funeste sur les colonies, et la perte des colonies réagit à son tour sur la marine en nous privant de cette inépuisable pépinière de matelots. A peine la guerre est commencée, et déjà le triomphe de l'Angleterre est assuré; on dirait que plusieurs siècles nous séparent de la guerre de 1780 qui a valu l'indépendance de l'Amérique.

Insurrection de la Pologne.

Dans le temps où ces choses se passent, l'attention du Nord est fixée par un drame moins sanglant, mais non moins intéressant que le nôtre. Au bruit de nos succès l'esprit national des Polonais venait de se réveiller : honteux du traité souscrit par Stanislas, qui leur coûte la moitié de leurs provinces et prépare la destruction du peu qu'on leur a laissé, ils se soulèvent : les gardes mêmes de Stanislas sont à la tête de l'insurrection. Les Russes sont chassés de Varsovie, de Wilna et de la majeure partie des provinces envahies. Kosciusko, nommé généralissime, parvient à réunir soixante mille hommes pour sauver sa patrie, mais il est obligé de faire face à trois armées. Catherine ordonne à Suwarof, vainqueur des Turcs, d'aller soumettre ce royaume : le roi de Prusse marche lui-même contre Varsovie; il n'est pas plus heureux qu'en Champagne, et, forcé à lever le siége, il se replie sur la Wartha. Kosciusko, menacé par l'armée russe de Fersen, marche à elle : trahi par la fortune, il est battu et fait prisonnier. Quelques braves Polonais lui succèdent; mais il y a peu d'unité entre eux, peu d'énergie dans l'administration, et beaucoup de divergence d'intérêts dans la noblesse. Suwarof arrive après deux victoires devant Varsovie, et enlève Praga d'assaut; les restes de l'armée polonaise sont dissous, et le partage définitif du royaume couronne une des plus importantes entreprises de la politique moderne : entreprise toute glorieuse pour le vaste génie de Catherine, mais fort peu pour celui des cabinets qui la secondèrent.

Chute de Robespierre.

L'intérieur de la France présentait encore un état sinistre, quoique les jacobins eux-mêmes, redoutant la domination de Robespierre, l'eussent envoyé à la mort avec ses plus ardents sectateurs, Saint-Just, Couthon et Lebas [1]. Le retour d'un peu de modération dans les autres de la Montagne n'empêchait pas que la moitié des Français ne fût encore en armes contre l'autre moitié. Il y avait tout à craindre d'une réaction qui relèverait les échafauds et ramènerait la guerre civile plus terrible que jamais.

Un des premiers résultats de cet esprit réactionnaire avait été le renouvellement mensuel du comité de salut public. L'idée de changer de gouvernants tous les mois était trop bizarre pour n'avoir pas été inspirée par les ennemis de la république. Par suite de ces mesures, Carnot avait quitté la direction de la guerre; toute la politique intérieure se ressentait de cette *lanterne magique représentative*.

Paix avec la Prusse et l'Espagne.

Cependant, malgré l'instabilité d'une telle administration, le triomphe du parti modéré avait eu du moins l'avantage de nous débarrasser de deux ennemis puissants. Notre politique extérieure, flétrie par l'ineptie des gouvernements révolutionnaires, commençait à se relever peu à peu. Boissy d'Anglas, dans un exposé plein de sagesse, venait de signaler publiquement à la tribune un retour à des idées plus saines, plus modérées et plus justes : les traités de Bâle avec la Prusse et l'Espagne en furent le résultat. Frédéric-Guillaume, voyant qu'il avait plus à gagner en Pologne qu'avec nous, se retira de la coalition pour porter toutes ses vues sur le Nord. Le cabinet de Madrid, qui n'avait fait la guerre que pour venger l'attentat commis sur Louis XVI, sentit que la politique nationale devait marcher avant tout; et qu'il s'était fait imprudemment le complice de la suprématie anglaise qu'il devait redouter encore plus que nous.

Le modérantisme avait agi jusque sur les destinées de la famille royale. Le Dauphin qui, sous le nom de Louis XVII, languissait dans les cachots du Temple, a succombé à une maladie cruelle; mais sa sœur, aujourd'hui duchesse d'Angoulême, seul reste de la famille royale qui n'a pu se soustraire par la fuite, est rendue à l'Autriche contre les ambassadeurs qu'elle a arrêtés, et contre les députés livrés par Dumouriez. Louis XVIII vit retiré à Vérone; et le comte d'Artois, son frère, revenu en Angleterre avec ses deux fils, y prépare une expédition pour descendre dans les provinces de l'Ouest, armées pour le recevoir; enfin les trois fils du duc d'Orléans reçoivent du Directoire des passeports pour l'Amérique : l'aîné, duc de Chartres, qui avait fait la guerre sous Dumouriez avec distinction, avait vécu errant sous un nom supposé en Suisse; les deux autres étaient détenus au fort Saint-Jean, à Marseille.

Bonaparte est mis à la suite de l'armée de la Vendée.

Tel était l'état général des affaires au commencement de 1795, lorsque le fameux travail d'Aubry, qui réduisait les cadres de l'armée pour leur donner une organisation plus solide [2], me laissa sans activité. On

[1] On assure que Robespierre fut renversé par le parti même des terroristes, parce qu'il avait annoncé qu'il était temps d'en finir, et de revenir à une justice moins expéditive. Le rôle de cet étonnant personnage n'est pas encore bien développé; il est probable qu'il restera même dénaturé dans l'histoire.

[2] La levée en masse, faite avec peu d'ordre, avait

me mit à la suite des généraux d'infanterie, pour servir en Vendée. Je refusai de faire cette guerre dans une situation qui ne me convenait nullement, et je me rendis à Paris. Je pus encore y être utile, puisque Kellermann s'étant laissé battre dans l'Apennin, le comité me chargea de faire des instructions pour y ramener la victoire, et m'attacha au bureau des opérations militaires.

Nouveaux troubles à Paris.

Depuis la conquête de la Hollande, les armées étaient restées six mois paisibles derrière le Rhin ; mais les crises de l'intérieur n'en étaient pas moins violentes. Les jacobins, voulant ressaisir le pouvoir que la chute de Robespierre leur a ravi, soulèvent les faubourgs contre la Convention. La famine excite les prolétaires : la Convention est envahie. Paris est menacé d'être mis à feu et à sang : la majorité de ses habitants se déclare pour la Convention, ou, pour mieux dire contre les terroristes. Un chaud républicain court à la tête d'une section, et délivre les députés placés sous le couteau des égorgeurs. Pichegru est mis à la tête de quelques troupes, et va désarmer les faubourgs révoltés.

Expédition de Quiberon.

Cette défaite devient le signal des réactions partielles; on en vient aux mains dans toutes les provinces du Midi. Les royalistes croient le moment venu de frapper un coup de vigueur : tous les corps émigrés à la solde anglaise se réunissent pour descendre dans la presqu'île de Quiberon. Le comte d'Artois doit se mettre à leur tête ; mais on fait trois débarquements successifs à de longs intervalles. Hoche, sorti des fers de Robespierre, vient de prendre le commandement général : il est plein d'énergie et d'activité; on lui laisse le temps de prendre ses mesures; il tombe sur les deux premiers débarquements confinés sur une langue de terre, enlève le fort Penthièvre, qui en est la clef, les foudroie par son artillerie, les acculе à la mer, les enfonce, et, après une longue boucherie, les force à mettre bas les armes. Les proconsuls conventionnels font fusiller les débris qui en restent, et parmi lesquels se trouve l'élite des officiers de l'ancienne marine royale au nombre de deux cents.

Constitution de l'an III.

Le gouvernement monstrueux des comités provisoires ne pouvait durer. Une commission nommée au sein de la Convention était chargée d'y substituer une charte : Sièyes figurait à sa tête. Ce doctrinaire se flattait de pondérer les pouvoirs, et de mener l'état par des élections de la multitude. Sa constitution de l'an III établit un conseil législatif de cinq cents membres, et un conseil des anciens comme chambre de révision. Ces conseils se renouvelaient par tiers tous les ans : le pouvoir exécutif était confié à un directoire de cinq membres, se renouvelant par cinquième tous les ans, et subordonné entièrement au pouvoir législatif. Bien que ces institutions fussent préférables au gouvernement révolutionnaire, elles n'en étaient pas moins dangereuses dans l'application. Elles furent néanmoins accueillies d'abord comme une planche de salut par la nation fatiguée d'horreurs et de révolutions. Mais les conventionnels, craignant l'influence de leurs adversaires dans les élections, imagi-

donné une multitude de corps dont on avait commencé l'amalgame, qui fut régularisé par Aubry, membre du comité de salut public. L'état-major, qu'on avait improvisé à mesure des besoins, fut soumis à des réformes qui ne se firent pas toujours avec discernement. Bonaparte en fut la preuve.

nèrent de rendre deux décrets pour faire conserver cette fois seulement les deux tiers de leurs membres, et pour exclure les parents d'émigrés des fonctions législatives, afin d'assurer la majorité au parti républicain.

La précaution était incontestablement dans l'intérêt des républicains, puisqu'il ne s'agissait que d'éloigner pour deux ans une réaction malheureusement trop probable. Mais les ennemis profitèrent de la haine qu'inspiraient les jacobins pour soulever toute la population de Paris contre un décret qui semblait dicté pour perpétuer leur empire. Des quarante-huit sections, il y en avait au moins trente qui ne voulaient ni des décrets, ni des conventionnels ; elles étaient armées ; chacune avait son bataillon de gardes nationales. Les agents royalistes ne manquaient pas pour profiter de la disposition des esprits et se saisir d'un mouvement capable de changer la face de la France. Le comité directeur n'était même pas étranger à cette résistance, combinée avec la descente du comte d'Artois en Vendée.

Affaire du 13 vendémiaire.

La Convention résolut de déployer la force pour faire passer ses décrets, et les sections résolurent de se servir de la force pour la contraindre à se dissoudre. Je ne mettais pas un bien grand intérêt à ces débats, parce que je m'occupais beaucoup plus de la guerre étrangère que de la politique intérieure. Je ne pensais point à jouer un rôle dans cette affaire délicate. Si les Autrichiens n'avaient pas eu 150 mille hommes aux portes de Strasbourg, et les Anglais quarante vaisseaux devant Brest, j'aurais peut-être pris le parti des sectionnaires ; mais quand on a la guerre étrangère sur les bras, il est du devoir de tout bon citoyen de se rallier à ceux qui tiennent le gouvernail. On me proposa de commander sous Barras la force armée contre les Parisiens. En ma qualité de général, j'aimais mieux être à la tête des troupes que de me jeter dans les rangs des sections où je n'avais rien à faire. L'intérêt momentané de la France m'en faisait de plus la loi. Je me hâtai de faire venir l'artillerie de Meudon. Nous avions 5 mille hommes et quarante pièces ; il n'en fallait pas tant pour apaiser une émeute, mais ce n'était pas trop contre une garde nationale bien armée et munie de canons. On les renforça de quinze cents patriotes, organisés en trois bataillons.

Le 13 vendémiaire (4 octobre), les sectionnaires marchèrent sur la convention. Une de leurs colonnes, débouchant dans la rue Saint-Honoré, vint nous attaquer pour son malheur. Je fis mettre le feu à mes pièces ; les sectionnaires se sauvèrent. Je les fis suivre ; ils se jetèrent sur les gradins de Saint-Roch. On n'avait pu passer qu'une pièce, tant la rue était étroite ; elle fit feu sur cette cohue, qui se dispersa en laissant quelques morts. Le tout fut terminé en une demi-heure. La colonne qui déboucha par le Pont-Royal ne fut pas plus heureuse. Cet événement, si petit en lui-même, et qui ne coûta pas deux cents hommes de chaque côté, eut de grandes conséquences : il empêcha la révolution de rétrograder. Je m'attachais naturellement au parti pour lequel je venais de me battre, et me trouvai lié à sa cause.

L'affaire des sections m'éleva au grade de général de division, et augmenta ma célébrité. Comme le parti vainqueur était inquiet de sa victoire, il me garda dans la capitale malgré moi, car je brûlais du désir de faire la guerre dans mon nouveau grade.

Opérations des armées en 1795.

J'étais d'autant plus contrarié de ce repos

forcé, que nos armées éprouvaient de sanglants revers sur le Rhin, par l'ineptie ou la trahison de Pichegru. Ce vainqueur de la Hollande avait été dégoûté de la république par le tableau des révolutions de prairial; il correspondait déjà avec les émigrés. Le comité lui avait confié le commandement suprême. Jourdan passa le Rhin à Dusseldorf, et s'avança jusqu'au Mein pour investir Mayence. Pichegru, qui commandait dix divisions sur le Haut-Rhin, n'en fit passer que deux à Manheim, et les poussa seules sur Heidelberg, au milieu de deux armées autrichiennes commandées par Wurmser et Clairfayt : elles furent battues et rejetées dans Manheim, trop heureuses de n'avoir pas été enlevées. Clairfayt ayant pu alors réunir des forces considérables, déborda la gauche de Jourdan, et le força à repasser le Rhin à Neuvied. Les Autrichiens débouchèrent ensuite de Mayence contre trois autres divisions formant la gauche de Pichegru, les accablèrent dans leurs lignes retranchées, et les ramenèrent jusque dans celles de Wissembourg. Jourdan n'eut rien de mieux à faire que de se rabattre sur le Hundsruck pour se lier à l'armée du Rhin; mais elle avait déjà été refoulée jusque sous Landau. Tout ce qui raisonnait dans cette armée, ne pouvant croire à tant d'incapacité, criait à la trahison : peut-être y avait-il l'une et l'autre.

Nous fûmes plus heureux en Italie, où Schérer avait conduit une partie des vainqueurs des Pyrénées, pour exécuter un plan que j'avais rédigé lorsque j'étais employé au bureau des opérations militaires. Le résultat en fut une victoire signalée remportée à Loano, dont on ne sut pas profiter, mais qui nous mit en possession de la ligne de l'Apennin jusqu'à Savone, et aux sources de la Bormida.

Le nouveau Directoire venait d'être installé : le besoin d'y placer un militaire capable de diriger de grandes opérations y avait ramené Carnot : la reconnaissance et l'intrigue y placèrent Barras; ceux qui se croyaient politiques y placèrent Rewbel, et le hasard fit les autres choix. On fut surpris de n'y pas voir Sièyes, le créateur de ces nouvelles autorités.

Mon mariage avec Joséphine Beauharnais.

J'attendais avec une vive impatience la mise en activité d'un gouvernement qui devait me rendre toute la mienne, car mon séjour à Paris commençait à me paraître insupportable. Ce fut alors que je connus la veuve Beauharnais. Elle avait de l'esprit, des grâces, un nom. Je m'ennuyais dans la société des femmes, qui ne s'accordait ni avec mes goûts, ni avec mon caractère, et où j'éprouvais de la gêne : sentant le besoin de me fixer, j'épousai Joséphine [1].

Je propose un plan pour envahir l'Italie.

J'eus l'occasion de voir Carnot, de lui parler de mon ancien projet sur le Piémont, que le comité avait rejeté en 1794, et de celui que j'avais tracé à Schérer, pour l'invasion de l'Italie : il le goûta, et eut occasion de me juger.

Le commandement en chef de l'armée de l'intérieur devait me conduire à celui d'une armée active, si je parvenais à inspirer assez de confiance au gouvernement. Avide de

[1] Au moment où l'on désarmait les sections, on lui enleva l'épée du général Beauharnais. Elle envoya, pour la réclamer, son fils Eugène, âgé de quinze ans. Cet intéressant jeune homme versait des armes en recevant de mes mains l'épée de son malheureux père. Cette scène m'attendrit; j'allai en rendre compte à sa mère. Je fus séduit par les grâces entraînantes que chacun lui reconnaissait. Voilà la vérité sur l'origine de nos relations, dont on a fait des romans absurdes.

gloire, je promenais mes regards attentifs sur la position de la France et de l'Europe, et je cherchais, dans mes rapports avec les directeurs et les ministres, tout ce qui pouvait développer mes vues, et m'identifier avec les nouvelles combinaisons de notre politique.

L'Autriche, l'Angleterre, l'empire germanique, le roi de Sardaigne, la Russie, le roi de Naples, le pape, étaient ligués contre nous. La Prusse et l'Espagne avaient traité quelques mois auparavant à Bâle; mais leurs relations encore équivoques se bornaient à une stricte neutralité. La Suède et le Danemarck avaient résisté aux suggestions du cabinet de Londres, et maintenaient avec une grande énergie les principes du droit maritime. La Pologne avait cessé d'exister depuis le mois de mai; le partage définitif de cet empire était consommé. La Porte ottomane demeurait étrangère alors à ce qui se passait en Europe. Le Portugal, tributaire des Anglais, avait pris part à l'expédition de Toulon et à la guerre de l'Espagne sur les Pyrénées; mais, depuis le traité de Bâle, il aspirait à se retirer de la coalition, où il n'avait rien à gagner que des coups.

Notre superbe colonie de Saint-Domingue était en feu; la Martinique livrée aux Anglais : notre marine se trouvait détruite par la bataille d'Ouessant, par l'émigration de ses meilleurs officiers, par l'envoi des marins dans la Vendée, enfin par l'infame livraison de Toulon à nos implacables ennemis. Dans l'Inde nous avions perdu Pondichéry, dernier refuge que nous y eussions conservé; il ne nous restait que notre ancien allié Tippoo-Saëb, sultan de Mysore, adversaire redoutable de la puissance anglaise.

Nous restions ainsi avec une double lutte maritime et continentale sur les bras. Peut-être l'Autriche n'eût-elle pas été éloignée d'imiter la Prusse et de faire sa paix, car les précieuses acquisitions qu'elle venait de faire en Pologne la consolaient de l'affront essuyé par ses armes. Si elle persistait à courir les chances des combats, c'était moins par attachement aux principes qui lui avaient mis les armes à la main, que dans l'espoir de reconquérir les Pays-Bas, et par la répugnance qu'un grand état éprouve toujours à céder ses provinces.

La Convention venait de voter la réunion définitive de la Belgique à la France, et le cabinet de Vienne devait être d'autant moins disposé à y consentir, que les succès qu'il venait de remporter sur Pichegru lui laissaient entrevoir la possibilité de nous en expulser.

Dans l'état où ces revers de nos armes sur le Rhin avaient mis les affaires en Allemagne, il était évident qu'on ne pouvait y espérer de succès assez marquants pour dicter la paix à l'Autriche, et la contraindre à céder la Belgique. La guerre au sein de l'empire germanique ne touchait pas assez directement la cour de Vienne, pour lui faire renoncer à ces belles contrées, qu'elle espérait même reconquérir à l'aide de l'Angleterre, plus intéressée peut-être que l'empereur à ne pas nous laisser en possession de ces provinces maritimes. Dès lors il était évident que nous devions tenter une invasion en Italie, pour frapper directement l'Autriche dans ses états de Lombardie; pour donner une leçon aux petits princes d'Italie qui s'étaient ligués contre nous; pour donner enfin une couleur décidée à la guerre dans cette péninsule, qui n'en avait point eu jusqu'alors. Cette résolution était d'autant plus naturelle, que des insinuations faites récemment à la cour de Turin par l'entremise de l'Espagne, afin de la décider à une paix séparée, autorisaient à croire qu'elle traiterait immanquablement, si on parvenait à la débarrasser de la tutelle autrichienne.

On me nomme général en chef.

Ce plan si simple convenait d'autant mieux au Directoire, qu'il avait besoin de succès pour faire son crédit. Il réunit tous les suffrages, et on me nomma général en chef de l'armée d'Italie en me chargeant de l'exécuter.

Il fut convenu que je manœuvrerais par ma droite pour descendre par le Montferrat sur la Lombardie, en portant tous mes efforts sur les Autrichiens, afin de détacher le Piémont de leur alliance. Les armées d'Allemagne réorganisées devaient reprendre l'offensive dès la fin d'avril, et chercher à passer le Rhin. Jourdan commandait soixante-dix mille hommes sur le Bas-Rhin, et Moreau environ autant en Alsace : le premier devait faire bloquer Mayence par trente mille hommes, et s'avancer en Franconie avec quarante ou quarante-cinq mille; le second devait masquer Manheim et s'avancer en Souabe. On se proposait ensuite de les réunir au cœur de la Bavière. Pour moi, je n'avais d'autre tâche que de m'avancer sur l'Adige, si je parvenais par mes victoires à détacher le Piémont de la coalition, ou de détrôner le roi de Sardaigne, s'il se refusait à faire la paix. Le Directoire me traça de belles instructions dans cet esprit; mais ces instructions mêmes n'étaient que la copie de celles que j'avais faites quelques mois auparavant pour le comité, et dont on avait abandonné l'exécution à l'inhabile Schérer.

CHAPITRE II.

Beaulieu prend l'offensive sur Gênes. Il est percé par son centre. Affaires de Montenotte, Millésimo, Dego, Mondovi. Marche sur Turin. Paix séparée du Piémont. Armistice avec les ducs de Parme et de Modène. Passage du Pô à Plaisance; affaire de Lodi. Entrée à Milan. Révolte de la Lombardie. Passage du Mincio. Armistice avec Naples : occupation de Vérone, relations douteuses avec Venise. Situation de l'Italie. Expédition sur la Romagne Occupation de Livourne. Siége de la citadelle de Milan. Armistice avec le pape. Siége de Mantoue. Wurmser s'avance avec une nouvelle armée et le fait lever. Bataille de Lonato et Castiglione : il est refoulé en Tyrol. L'armée d'Italie s'avance sur Trente au moment où Wurmser veut se rapprocher de Mantoue par les gorges de la Brenta. Belle marche de Bonaparte. Combats de Roveredo, Trente et Bassano. Wurmser est investi dans Mantoue. État intérieur de l'Italie. Paix définitive avec Naples. Organisation des républiques. Traité offensif et défensif de Sainte-Ildefonse avec l'Espagne. Les Anglais évacuent la Corse. Revers des armées françaises en Allemagne. Alvinzi s'avance pour secourir Wurmser. Combats de Bassano, Trente, Rivoli, bataille d'Arcole. Projet pour l'expédition d'Irlande : négociations infructueuses. Nouvelle tentative d'Alvinzi. Bataille mémorable de Rivoli. Capitulation de Mantoue. Expédition contre les états de l'Église. Paix de Tolentino.

Je partis au milieu de mars pour rejoindre mon armée. Les renforts qu'elle avait reçus des Pyrénées, après la paix de Bâle, avaient été à moitié consumés, autant par la campagne de Schérer que par les maladies, fruits d'un hiver rigoureux, et des horribles privations auxquelles on l'avait laissée en proie au milieu des rochers arides de la Ligurie. Elle comptait soixante mille hommes, mais il en fallait un tiers pour garder Toulon, Antibes, Nice, et le Col de Tende; en sorte que sa force active n'excédait pas quarante mille combattants, dépourvus de tout, si ce n'est de bonne volonté [1]. J'allais la mettre à l'épreuve : depuis trois ans on se battait en Italie, uniquement parce qu'on était en guerre, mais sans aucun but et comme pour l'acquit de sa conscience. Cette manière ridicule de guerroyer ne pouvait me convenir. Je désirais captiver l'attention générale par de grands coups, et me sentais capable de les porter.

État de l'Italie.

Au risque de me répéter, il ne paraîtra pas hors de propos de retracer l'état où se trouvait la péninsule que j'allais envahir.

Divisée depuis la chute de l'empire romain en vingt petits états rivaux et jaloux les uns des autres, l'Italie n'existait

[1] L'armée active d'Italie comptait 42 mille hommes effectifs, et 38 mille présents. Celle de Kellermann, en Savoie, dite armée des Alpes, en avait 20 mille. L'ennemi comptait 80 mille hommes Sardes et Autrichiens entre le Mont-Blanc et le golfe de Gênes.

sous cette dénomination que sur la carte.

Le bon Victor Amédée III régnait sur le Piémont; le mariage de ses deux filles avec les frères de Louis XVI, héritiers du trône, l'attachaient autant que sa position à la maison de Bourbon. Les subsides anglais, la crainte de nos doctrines et ses relations de famille, l'avaient précipité dans la coalition; mais l'influence autrichienne déplaisait généralement à Turin; et son ministre, Damian de Priocca, quoique attaché au cabinet de Vienne, n'eût demandé qu'une occasion pour se retirer d'une lutte où il était aisé de voir qu'il n'y avait rien à gagner. En effet, si la coalition triomphait, qu'aurait pu espérer le roi de Sardaigne? Eût-il demandé des provinces françaises aux princes de sa famille? Si au contraire la coalition succombait, ne s'exposait-il pas à perdre ses états? Depuis que l'Espagne, cédant à la force irrésistible des intérêts nationaux, s'était rapprochée de nous, il fallait s'attendre que le Piémont en ferait autant dès qu'il le pourrait avec sécurité.

Déjà le comité de salut public et le Directoire avaient essayé deux tentatives pour le dégager de ses liens; la dernière surtout, faite par l'intermédiaire de l'Espagne, avait ébranlé le monarque et provoqué la réunion d'un conseil où la question d'une paix séparée fut agitée. Le marquis de Silva, militaire distingué, faillit entraîner le conseil en notre faveur par les raisons de politique et de guerre les mieux développées. Mais le roi et le ministre Damian de Priocca tenaient à l'alliance du cabinet de Vienne, plus par crainte de nos doctrines, que par attachement à la maison d'Autriche. Le marquis d'Albarey fit valoir les dangers du trône avec tant de chaleur qu'il l'emporta sur son éloquent adversaire : l'or de l'Angleterre ne fut pas oublié dans la balance, car on ne manqua pas de dire que les subsides qu'elle payait valaient mieux que tout ce qu'on aurait à espérer de la France.

La maison d'Autriche régnait sur la Lombardie. Un prince de sa famille gouvernait la Toscane. Elle était alliée au duc de Modène, dont l'unique héritière avait épousé l'archiduc Ferdinand. Une petite-fille de Marie-Thérèse, sœur de l'infortunée Marie-Antoinette, occupait le trône de Naples à côté du faible et incapable Ferdinand IV. L'attentat commis sur la reine de France et son origine autrichienne avaient exaspéré la reine Caroline contre tout ce qui était français.

Le ministre Acton, né à Besançon d'une famille irlandaise, ex-officier de marine français, partageait cette haine par suite de quelques désagréments personnels qu'il avait essuyés lorsqu'il servait en France. Rien n'est plus déplorable que de voir des ressentiments personnels aux prises avec le bien de l'état; mais rien malheureusement n'est plus fréquent.

Entraîné par la reine Caroline et son ministre, le roi de Naples, qui avait pris une faible part à la coalition en envoyant trois mille hommes à Toulon, en 1793, et en les retirant après l'évacuation de cette place, venait enfin de se décider, après beaucoup d'hésitation, à envoyer un fort contingent à l'armée austro-sarde : résolution tardive, assez difficile à concilier avec les antécédents, et qu'on ne peut comprendre, surtout après la paix que l'Espagne et la Toscane venaient de conclure avec nous.

Le vénérable Pie VI, vieillard septuagénaire, portait la thiare et occupait la chaire de Saint-Pierre. Nos dissensions religieuses et la destruction du culte catholique en France en avaient fait un ennemi bien plus redoutable par ses armes spirituelles que par les misérables bataillons qu'il aurait pu envoyer contre nous.

Les républiques de Venise et de Gênes, après s'être disputé durant plusieurs siècles le commerce de la mer Noire, du Bosphore et des mers du Levant; après s'être livré des batailles navales mémorables à Caristo, aux Dardanelles, à Cagliari, à Sapienza, se contentaient aujourd'hui modestement d'un petit cabotage à l'abri de leur neutralité. La première, enlacée dans les serres de l'Autriche, la redoutait presque autant que nos doctrines démocratiques; elle soupirait après le maintien de la paix. Son gouvernement venait d'en donner le gage le plus fort en obéissant aux sommations du Directoire, qui intima, le premier mars, l'ordre de faire partir Louis XVIII de son territoire. Ce prince, retiré à Vérone, y avait publié, à la mort du dauphin, un manifeste déclarant qu'il montait sur le trône de ses ancêtres. Cet acte de légitimité était fort innocent en lui-même, mais il avait excité l'animosité du Directoire. Il valait mieux pour la France que ce prince se trouvât dans la république insignifiante de Venise, que réfugié en Angleterre ou présent à l'armée des émigrés. Dès qu'on ne pouvait point lui interdire le continent européen, c'était à Venise ou à Naples qu'il était le mieux placé.

Le Directoire en jugea autrement : informé des relations qu'il entretenait en France avec le comité royal, il ne consulta que son animosité, et réclama du sénat de Venise le même acte de lâcheté qu'on avait si justement blâmé dans Louis XV: celui d'expulser de ses états le prétendant.

Le seul procurateur Pesaro, magistrat énergique, digne de présider à d'autres hommes, voulait résister. Une immense majorité l'emporta; la république se flatta de se mettre à l'abri des tempêtes par un acte de soumission que rien ne motivait. Louis XVIII reçut l'ordre de quitter les états vénitiens, et partit pour l'armée de Condé, puis pour Mittau, où la Russie lui donna un asile, qui aurait dû être plus à l'abri des vicissitudes que celui de Venise. Il chargea, en partant, l'ambassadeur russe Mordwinof d'effacer le nom des Bourbons du livre d'or de la république, et de réclamer l'armure de Henri IV, qu'elle avait reçue jadis comme un témoignage d'affection du grand roi.

Cet acte, dicté par la peur, ne préjugeait rien sur les dispositions réelles du gouvernement vénitien à notre égard; mais il donnait la mesure de ce que nous pourrions exiger de lui si la victoire nous conduisait à ses portes.

La république de Gênes, enclavée pour ainsi dire dans le théâtre de la guerre, avait vu son port violé par les Anglais en 1795, et son territoire foulé en représailles, près d'Oneille, par les colonnes que j'avais dirigées, en 1794, pour tourner Saorgio.

Ces deux oligarchies redoutaient les principes que nous propagions, mais à Gênes surtout, la masse du peuple était très-attachée à la France, avec laquelle elle faisait un grand commerce.

L'Autriche s'était efforcée d'exciter tous les petits états d'Italie contre nous; elle avait cherché à réunir leurs députés à Milan pour former une ligue italienne, sur laquelle elle eût établi peu à peu un patronage plus positif encore que celui qu'elle exerçait sur la confédération germanique; mais, trop éclairés sur ce dessein, les princes italiens avaient décliné la question, et se contentaient de fournir à l'Autriche des secours en hommes, en argent ou en munitions. La Toscane seule, quoique gouvernée par un archiduc, avait rétabli ses relations d'amitié avec la république, en traitant avec elle aussitôt après la paix de Bâle.

On se rappelle la victoire que le général Schérer avait remportée à Loano, le 2 no-

vembre, sur l'armée autrichienne du général Devins ; fait d'armes brillant, dû en partie à mes instructions, en partie à Masséna, et dont on n'avait su tirer aucun fruit.

J'arrive à Nice.

J'arrivai à Nice le 27 mars ; l'armée naguère victorieuse se trouvait dans une position précaire : perchée sur les sommités de l'Apennin, depuis Savone jusqu'à Orméa, elle était trop disséminée, et ses communications avec la France, longeant le littoral en direction parallèle entre la ligne ennemie et la mer, se trouvaient partout en prise.

Deux routes principales mènent de Nice en Italie : l'une qui contourne au nord par Saorgio, et traverse la grande chaîne des Alpes au Col de Tende ; c'est la grande route de Turin par Coni : l'autre, placée dans la partie de l'Apennin qui plonge sur le golfe de Gênes, suit le rivage, et ne présente souvent, entre des rochers à pic et les flots, que le passage d'une petite voiture ; c'est le chemin qui conduit à Gênes, et connu sous le nom de la Corniche. On débouche de la rivière de Gênes dans le Montferrat par la grande route de la Bocchetta, qui mène de Gênes à Alexandrie. Entre ces deux cols de Tende et de la Bocchetta, qui forment ainsi les grandes communications du midi de la France avec l'Italie, se trouve un troisième chemin, celui d'Oneille à Ceva par Garessio : il est bon pour l'artillerie.

D'autres chemins moins larges et plus difficiles partent de Loano et de Savone sur Dego, de Savone sur Sassello, et de Voltri sur Campofreddo.

Maîtresse du Col de Tende depuis mes opérations de 1794, l'armée aurait pu descendre sur Coni, d'accord avec celle des Alpes. On s'était obstiné à la tenir depuis Tende à Savone sur les rochers arides de la Ligurie. Son approvisionnement par mer était impossible ; elle tirait à peu près tout par le commerce de Gênes.

Cette disposition des localités avait motivé la répartition de l'armée.

La division Maquart, de 3 mille hommes, gardait le Col de Tende.

La division Serrurier, de 5 mille, tenait la route de Garessio et Ceva.

Celles d'Augereau, de Masséna et de Laharpe, formant 34 mille hommes, se trouvaient aux environs de Loano, Finale, et Savone.

La dernière poussa son avant-garde sur Voltri pour effrayer Gênes, autant que pour assurer nos communications avec ce que les soldats nommaient la mère nourricière.

Le quartier-général administratif était resté commodément à Nice depuis quatre ans ; mon premier soin fut de partir avec lui pour Albenga, par la route pénible de la Corniche, sous le feu des flottilles anglaises.

C'était assez annoncer à l'armée que je voulais prendre l'offensive, et m'occuper de ses besoins autant que de sa gloire. C'était à la lettre une armée de Spartiates : malgré l'excessive misère à laquelle on la laissait en proie, elle ne respirait qu'amour de la patrie et des combats [1]. Des habits en lambeaux et leurs pieds nus, loin de décourager nos braves, excitaient leur hilarité.

Mon plan était simple : je demandais au sénat de Gênes, en réparation de l'attentat commis dans son port sur la frégate la Mo-

[1] On la laissait sans solde : les mandats qu'on donnait aux officiers ne s'élevaient pas à dix francs par mois, et je crus faire le généreux en donnant aux généraux deux ou trois pièces d'or pour pourvoir à leur entrée en campagne. L'habillement, la chaussure et les distributions de vivres, étaient dans un grand état de délabrement.

Les ennemis nous appelaient, par dérision, les héros en guenilles, et ils avaient doublement raison : nous étions l'un et l'autre.

deste, qu'il nous livrât passage par la ville et par la Bocchetta, lui promettant, à ce prix, d'éloigner pour toujours le théâtre de la guerre de ses frontières, et de lui assurer l'alliance et la protection de la République.

Si le sénat acceptait, je déboucherais par Gênes pour accabler l'extrême gauche des Autrichiens, les culbuter sur Alexandrie, prendre à revers toutes les défenses du Piémont, le détacher ainsi de l'alliance impériale, rallier à moi la petite armée de Kellermann, et poursuivre Beaulieu isolé jusqu'au Tyrol.

Si le sénat refusait, nul doute qu'il ne s'en fît aussitôt un mérite auprès des alliés, et que ceux-ci ne cherchassent à étendre leur gauche pour nous prévenir à la Bocchetta. Ce mouvement, qui placerait le gros des forces ennemies aux deux extrémités, à Ceva et vers Gênes, livrerait à nos coups le centre isolé et décousu.

Situation et projets des alliés.

Les alliés avaient remplacé Devins par Beaulieu, vieillard presque octogénaire, réputé par son courage et son caractère entreprenant, mais dont le génie n'avait jamais brillé. Les renforts tirés de la Lombardie, des levées faites dans les états du roi de Sardaigne, avaient remis son armée au grand complet, et amplement réparé les brèches de la campagne précédente. Outre cela, le contingent napolitain devait la porter à quatre-vingt mille hommes.

A l'aide des entreprises que les flottes britanniques et la division de Corse pourraient former dans la rivière du Ponent, les alliés se flattaient de se venger de l'affront de Loano, et de nous expulser de la Ligurie. Heureusement pour nous leurs forces étaient mal distribuées. Plus de vingt-cinq mille Sardes, sous le prince de Carignan, languissaient éparpillés sur tous les cols des Alpes, puis le Mont-Blanc jusqu'à l'Argentière, contenus par la petite armée des Alpes aux ordres du général Kellermann.

L'armée de Beaulieu et de Colli, forte de quarante-huit à cinquante mille hommes, était répartie depuis Coni et le pied du Col de Tende jusqu'à la Bocchetta, vers Gênes. Le général en chef lui-même venait de marcher avec la gauche à Voltaggio et Ovada. Le centre campait à Sassello, et les Piémontais, qui formaient la droite, se trouvaient à Ceva. Le simple bon sens dictait de percer cette toile d'araignée par le centre. Je fis mes dispositions en conséquence : elles étaient sages, et la fortune les seconda à merveille.

Beaulieu compromet sa gauche à Gênes.

Beaulieu, excité par le conseil aulique, avait résolu de prendre l'offensive; et soit qu'il fût instruit de mon projet sur Gênes, soit qu'il eût formé lui-même celui de s'assurer de cette ville pour entrer en communication avec Nelson et Jervis qui se trouvaient dans ces parages avec une escadre anglaise, il prit le parti de s'y porter. L'idée était bonne en elle-même; mais on pouvait l'exécuter plus sûrement, et nous forcer à une retraite précipitée, en opérant en masse par Ceva contre notre gauche : Beaulieu, qui n'y entendait pas malice, résolut au contraire de marcher droit à Gênes avec le tiers de son armée, tandis que le reste nous inquiéterait de front.

Dès le 10 avril, il descendit lui-même l'Apennin par la Bocchetta, à la tête de son aile gauche. Je lui laissai le plaisir de débusquer notre petite avant-garde de Voltri, et, pendant ce temps, je rassemblai le gros de mes forces contre son centre, qui s'était aussi avancé de Sassello sur Montenotte. Trois redoutes couvraient ce contrefort important de l'Apennin qui descend sur

Savone. Argenteau les assaillit à la tête de dix mille hommes d'élite ; deux étaient déjà tombées en son pouvoir, et il attaquait la plus importante avec fureur, lorsque le colonel Rampon fit prêter à la 32e demi-brigade qui la défendait le célèbre serment de se faire enterrer sous les ruines plutôt que de la rendre. Il s'y maintint en effet toute la journée, malgré plusieurs assauts qui coûtèrent cher à l'ennemi ; et, dans la nuit, il fut enfin renforcé par toute la division Laharpe, qui vint bivouaquer en arrière. Celles de Masséna et d'Augereau se disposaient à le dégager [1].

Son centre est percé.

Le 12, Argenteau, qui commandait ce centre, se vit attaqué de front et à revers par des forces supérieures. Il fut battu et rejeté sur Dego. Ce premier succès était d'autant plus important qu'il désorientait les ennemis ; mais, pour en recueillir les fruits, il fallait redoubler d'activité. Toute mon armée se trouvait déjà au delà de l'Apennin ; des quatre divisions qui la composaient, celles de Laharpe, de Masséna et d'Augereau marchaient avec moi ; Serrurier était demeuré à Garessio pour contenir les Piémontais.

Je me tourne contre les Piémontais.

Je résolus de me tourner contre ces derniers pour déterminer leur entière séparation de Beaulieu, et les pousser rudement. Le gros de leurs forces aux ordres de Colli tenait toujours le camp de Ceva, et le général Provera, placé avec un petit corps autrichien en intermédiaire entre Colli et Argenteau, occupait les hauteurs de Cosseria. Je marchai contre lui à la tête des divisions Masséna et Augereau ; Laharpe fut laissé pour observer Beaulieu. Le 13, Augereau força les gorges de Millésimo, et Provera, battu et cerné de toutes parts, fut forcé à chercher un refuge dans les ruines du château de Cosseria. Les tentatives que les Piémontais firent pour le délivrer ayant été repoussées, il mit bas les armes le 14 au matin, avec les quinze cents grenadiers qu'il commandait.

Je reviens aux Autrichiens. Double combat de Dego.

Cependant je dus suspendre ma marche contre les Piémontais. La défaite de Montenotte avait donné l'alarme aux Autrichiens, qui cherchèrent à se concentrer sur Dego. Ils le firent maladroitement : Beaulieu, renonçant à Gênes et au rivage, se hâta de courir à Aqui, et envoya une partie de sa gauche directement à travers les montagnes, afin de joindre les débris d'Argenteau vers Sassello. Je n'étais pas disposé à le laisser faire : après avoir établi Augereau devant les Piémontais, je conduisis les divisions Laharpe et Masséna sur Dego, que je fis attaquer avec vigueur. Les troupes d'Argenteau se battirent en braves, mais nous étions plus forts ; elles furent enfin obligées de quitter la partie et de se retirer en désordre sur Aqui, en laissant vingt pièces de canons et beaucoup de prisonniers entre nos mains.

A peine avions-nous fini avec Argenteau, qu'un nouveau corps autrichien vint se faire battre sur le même terrain. C'était celui du général Wukassowich, qui accourait de Volhi par Sassello avec l'intention de se

[1] Des écrivains qui n'entendent rien à la guerre prétendent que la belle défense de Rampon fut la principale cause de nos succès à Montenotte. Si Argenteau eût enlevé la redoute et descendu sur Savone, il n'eût été peut-être que plus complètement battu et même détruit. Dès que je jetais la moitié de mes forces sur lui, peu importait que le choc eût lieu vers Montenotte, vers Dego ou Savone, j'étais sûr de mon fait.

rallier à Argenteau qu'il supposait encore vers Dego. Le brave Illyrien, surpris de trouver nos troupes au lieu de celles qu'il espérait rejoindre, prit son parti en homme de tête et de cœur : loin de songer à rebrousser chemin, il fondit sur la garde des redoutes de Magliani, enleva l'ouvrage, et poussa la garnison épouvantée jusqu'à Dego. Nos troupes ne songeaient qu'à poursuivre les fuyards dans la direction de Spigno, et ne s'attendaient point à être ainsi attaquées en arrière de leur droite. Il s'ensuivit un moment de désordre dont Wukassowich profita avec audace : mais ce n'était pas cinq bataillons que ce général avait avec lui qui pouvaient rétablir les affaires des ennemis. Masséna réussit, à l'aide de sa réserve, à rallier les fuyards, à les ramener au combat; la division Laharpe, brûlant de venger ce moment de revers, se jeta à son tour sur les ennemis, qui, chargés par le gros de mes forces; furent aisément culbutés : leurs débris durent s'estimer trop heureux de rejoindre ceux d'Argenteau à Acqui.

Opérations contre Colli.

Débarrassé des Autrichiens, je me rabattis de nouveau contre les Piémontais avec les divisions Augereau, Masséna et Serrurier. J'établis Laharpe à San-Benedetto, pour protéger ma droite et contenir Beaulieu. Colli, pressé de front par des forces supérieures, et menacé sur sa gauche par le mouvement d'Augereau qui descendait la rive gauche du Tanaro, se vit obligé d'évacuer le camp de Ceva : malgré un moment de succès au combat de S^{t}-Michel, il fut forcé derrière la Cursaglia et l'Elero. Je le poursuivis vivement, l'entamai à Vico, près Mondovi, et le rejetai derrière la Stura jusqu'à Carmagnole. Le 26, mes trois divisions se réunirent à Alba. Une dernière bataille pouvait me mettre en possession de Turin dont nous n'étions qu'à dix lieues.

Toutefois la position des ennemis n'était rien moins que désespérée : ce n'était point, ainsi que le prétend le poétique Botta, une humble rivière, une armée brave mais vaincue, une place tenable et l'autre démantelée, qui formaient les uniques barrières du Piémont; c'était la belle position de la Stura, flanquée à droite par la forteresse importante de Coni, à gauche par Cherasco, qui était à l'abri d'un coup de main où Colli pouvait se faire joindre par vingt mille hommes épars dans les vallées adjacentes, et par Beaulieu à qui il en restait encore autant. Il suffisait aux alliés de deux jours de vigueur, d'activité et de résolution pour que tout fût remis en question : au pis aller, la place formidable de Turin était là pour recevoir, en cas de revers, une armée battue, qui n'en eût pas été encore à sa dernière ressource, puisque l'Autriche ne manquait pas de moyens pour la secourir. Nous devions le craindre avec d'autant plus de raison, que Turin pouvait aisément braver notre impuissance à former un siége, et me mettre dans l'embarras en prolongeant sa résistance. Je crus convenable d'exciter à la fois mon armée à de nouveaux triomples; d'y ramener la discipline, et de porter la terreur chez nos ennemis. La proclamation suivante devait remplir ce triple but.

« Soldats ! vous avez en quinze jours « remporté six victoires, pris vingt-un dra- « peaux, cinquante pièces de canons, plu- « sieurs places fortes, conquis la plus riche « partie du Piémont; vous avez fait quinze « mille prisonniers, tué ou blessé dix mille « hommes. Dénués de tout, vous avez sup- « pléé à tout; vous avez gagné des batailles « sans canons, passé des rivières sans ponts, « fait des marches forcées sans souliers, « bivouaqué plusieurs fois sans pain : les « phalanges républicaines étaient seules

« capables d'actions aussi extraordinaires. « Grâces vous en soient rendues, soldats !

« Les deux armées qui naguère vous attaquèrent avec audace fuient devant vous ; « les hommes pervers qui se réjouissaient « dans leur pensée du triomphe de vos ennemis, sont confondus et tremblants. Mais, « soldats, il ne faut pas vous le dissimuler, « vous n'avez encore rien fait, puisque beaucoup de choses vous restent encore à faire. « Ni Turin, ni Milan ne sont à vous : vos « ennemis foulent encore les cendres des « vainqueurs des Tarquins.

« Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne ; vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus. Les magasins pris à vos ennemis sont nombreux. « L'artillerie de siége est arrivée. La patrie « attend de vous de grandes choses. Vous « justifierez son attente ; vous brûlez tous « de porter au loin la gloire du peuple français, d'humilier les rois orgueilleux qui « méditaient de nous donner des fers, de » dicter une paix glorieuse qui indemnise la « patrie des sacrifices qu'elle a faits. Vous « voulez tous, en rentrant dans le sein de « vos familles, dire avec fierté : *J'étais de « l'armée conquérante de l'Italie.*

« Amis, je vous la promets cette conquête ; « mais il est une condition qu'il faut que « vous juriez de remplir, c'est de respecter « les peuples que vous délivrerez de leurs « fers ; c'est de réprimer les pillages auxquels se portent des scélérats suscités par « nos ennemis. Sans cela vous ne seriez « point les libérateurs des peuples, vous en « seriez le fléau. Le peuple français vous « désavouerait : vos victoires, votre courage, le sang de vos frères morts en combattant, tout serait perdu, surtout l'honneur et la gloire. Quant à moi et aux « généraux qui ont votre confiance, nous « rougirions de commander une armée qui « ne connaîtrait de loi que la force ; mais, « investi de l'autorité nationale, je saurai « faire respecter à un petit nombre d'hommes sans cœur les lois de l'humanité et de « l'honneur qu'ils foulent aux pieds ; je ne « souffrirai point que des brigands souillent « vos lauriers.

« Peuples d'Italie, l'armée française vient « chez vous pour rompre vos fers ; le peuple français est l'ami de tous les peuples. « Venez avec confiance au-devant de nos « drapeaux. Votre religion, vos propriétés « et vos usages seront religieusement respectés. Nous faisons la guerre en ennemis « généreux ; nous n'en voulons qu'aux tyrans « qui vous asservissent. »

Pour donner plus de poids à ces démarches, les démocrates piémontais organisèrent à Alba un comité qui lança aussi des adresses aux peuples du Piémont et de la Lombardie, menaçantes pour les uns, encourageantes pour les autres.

Le roi de Sardaigne demande la paix.

L'effet surpassa mon attente : le désordre et la terreur furent au comble de la capitale. La cour, regrettant d'avoir négligé l'occasion de se retirer de la coalition, sentit que notre approche impétueuse la menaçait d'un danger plus sérieux, en réveillant les partisans d'une révolution démocratique, qui ne manqueraient ni à Turin ni dans les autres villes du Piémont. Elle jugea de ce danger à travers le prisme de la peur. Quoique Beaulieu eût marché d'Acqui à Nizza pour se réunir à Colli, elle se crut perdue sans ressource, et se détermina à se mettre à notre discrétion. Un aide-de-camp vint, de la part du roi, me demander la paix.

On juge de la sensation que dut produire sur moi une nouvelle aussi agréable ; car j'avais quelques inquiétudes sur ce qui se passait à Turin. A la vérité, je n'ignorais point

qu'à la suite des propositions faites sous la médiation de l'Espagne à la fin de l'année précédente, le roi avait hésité à se rattacher à la France, et j'étais autorisé à croire que notre présence augmenterait le crédit de nos partisans.

La même question, reproduite à l'approche de nos phalanges victorieuses, éprouvait encore une vive opposition de la part du marquis d'Albarey et du ministère, lorsque le cardinal Costa, archevêque de Turin, emporta la majorité des suffrages, et détermina le roi à la paix. Il est assez remarquable que le vote d'un archevêque parvint à faire ce que les raisons à la fois militaires et politiques du marquis de Silva n'avaient pu opérer.

La démarche précipitée de la cour de Turin ne flattait pas seulement mon amour-propre et mes espérances, elle me tirait d'un pas difficile. Nos succès avaient été brillants, mais le pillage inséparable du manque de magasins avait indisposé les paysans piémontais et relâché les liens de la discipline dans mon armée. Si le roi, rappelant des Alpes une partie des troupes du prince de Carignan, eût tenu ferme à Turin, comme son aïeul Victor Amédée en 1706 ; si les Autrichiens, renforcés de leurs garnisons de Lombardie, l'eussent bien secondé, je pouvais être ramené sur la mer et me trouver dans une situation critique. En supposant même que je me maintinsse dans le Piémont, arrêté par des places comme Turin, Alexandrie, Valence, dont j'étais hors d'état d'entreprendre le siége, il m'eût été impossible de faire un pas de plus, et les renforts tirés du Rhin auraient porté l'armée ennemie à cent mille hommes qui m'eussent chassé d'Italie.

L'impétuosité de ma marche, mes proclamations semant la terreur partout, donnèrent gain de cause au parti qui demandait la paix.

Je mesurai d'un coup-d'œil pénétrant toutes les conséquences de cette démarche du roi de Sardaigne ; et l'intervalle qui me séparait de Mantoue et de l'Adige ne me parut plus qu'un pas bien aisé à franchir. En effet, la paix avec le Piémont était une circonstance décisive. Si j'avais vaincu seul les deux armées réunies, que pourrait celle de Beaulieu privée de ses alliés, lorsque je serais au contraire renforcé d'une partie de l'armée des Alpes sous Kellermann ? Le sort de l'Italie n'était plus douteux ; je contemplais déjà d'un œil satisfait cette belle contrée soumise à mes lois. Dès lors je ne me regardais plus comme un général ordinaire, mais comme un homme appelé à influer sur les destinées de l'Europe ; je découvris l'immensité du rôle que me préparait la fortune, je vivais déjà dans l'histoire.

Armistice de Cherasco avec les Piémontais.

Cependant je n'étais pas autorisé à traiter de la paix ; il fallait renvoyer la conclusion de l'affaire à Paris : mais pour ne pas laisser échapper ma proie, je l'enchaînai par un armistice qui pouvait être considéré comme un traité préliminaire, et nous établissait au cœur du Piémont en nous livrant les places de Coni, d'Alexandrie et de Ceva. Le roi s'engageait à se retirer de la coalition, et envoya effectivement le comte de Revel à Paris pour traiter des conditions définitives d'un rapprochement. Impatient d'accélérer cette importante affaire, je laissai même entrevoir au comte de Saint-Marsan, son envoyé près de moi, que, loin d'être disposé à renverser les trônes et les autels, nous saurions les protéger, si les autels et les trônes voulaient revenir à des sentiments d'amitié envers nous : en un mot, je lui donnais à entendre qu'il gagnerait plutôt des provinces par son alliance avec nous que par son dévouement à la cour de Vienne. Mal-

heureusement les esprits n'étaient point mûrs pour donner suite à de pareilles ouvertures.

J'avais déjà fait, en quinze jours, plus que l'ancienne armée d'Italie en quatre campagnes; toutefois mes espérances n'étaient pas encore réalisées. Arracher cette terre classique aux Allemands, et donner un démenti au vieux proverbe qui faisait regarder ce beau pays comme le tombeau des Français, était une tâche digne de moi; j'hésitais d'autant moins à l'entreprendre, que l'armistice livrait à mes coups l'armée isolée de Beaulieu, désormais trop faible pour m'arrêter en Lombardie, malgré quelques réserves qu'elle y trouverait.

Marche contre Beaulieu.

Dès le lendemain de la signature du traité, je remis en marche mes quatre divisions, et les portai sur Alexandrie. Beaulieu avait déjà repassé le Pô au pont de Valence qu'il coupa. Le gros des forces autrichiennes prit position à Valeggio sur l'Ogogno, et poussa des détachements sur la Sesia et à la gauche du Tésin.

Passage du Pô à Plaisance.

Voulant donner le change à Beaulieu sur mes intentions, j'avais fait insérer, dans l'armistice avec les Piémontais, la clause que je pourrais faire passer le Pô à mes troupes dans les environs de Valence. Ce stratagème réussit à merveille: Beaulieu s'imagina que je ferais la sottise de l'attaquer de front sur le Tésin, lorsque je pouvais, avec plus d'avantage, agir sur ses derrières; il porta toute son attention sur l'espace entre l'Ogogno et Valence. Pour le maintenir dans son erreur, je poussai un détachement sur Salé: ces troupes firent mine de passer le Pô à Cambio. A la faveur de ces démonstrations, l'armée se porta par sa droite, et descendit rapidement le fleuve.

Afin d'activer la marche, je conduisis moi-même l'avant-garde. Nous arrivâmes à Plaisance le 7 mai: nos divisions, disposées en échelons, suivaient de près. Je sentais qu'il fallait brusquer l'entreprise pour ne pas donner le temps à l'ennemi de s'y opposer. Mais le Pô, qui ne le cède guère au Rhin pour la largeur et la profondeur de son lit, est une barrière difficile à franchir: nous n'avions aucun moyen de construire un pont; il fallait se contenter des embarcations que nous trouvâmes à Plaisance et dans les environs. Le chef de brigade Lannes, avec l'avant-garde, passa ainsi le premier en bateaux. Les Autrichiens n'avaient sur l'autre rive que deux escadrons; ils furent aisément culbutés. Le passage continua sans obstacle, quoique très-lentement. Si j'avais eu un équipage de ponts, c'en était fait de l'armée ennemie; la nécessité de passer dans des embarcations successives la sauva. Cette entreprise ne fut pas une des combinaisons les moins remarquables de mes premières campagnes, bien qu'elle ne réussît pas entièrement [1].

Armistice avec le duc de Parme et de Modène.

Je sus mettre à profit les deux jours que je restai à Plaisance pendant ce long passage. Je signai un armistice avec le duc de Parme;

[1] Le général Jomini, dans son ouvrage sur ces campagnes, m'a reproché à tort de n'avoir pas passé à Crémone plutôt qu'à Plaisance. Le point de Crémone, plus saillant et plus offensif, est en effet le plus décisif de la ligne du Pô. Mais, pour un passage contre l'ennemi maître de Pavie, il obligerait à un mouvement trop long, en tournant pour ainsi dire le dos à l'ennemi. D'ailleurs Crémone, située à la rive opposée, devient un point difficile à forcer, s'il est défendu. Plaisance, au contraire, située en deçà, offre toutes les ressources à l'assaillant.

il achetait sa neutralité au prix de dix millions : il devait livrer des munitions, des chevaux pour l'artillerie et la cavalerie, des fournitures de vivres pour les magasins de l'armée; et, ce qui valait mieux, un bon nombre de chefs-d'œuvre de peinture et de sculpture, pris à mon choix dans ses galeries. Le duc de Modène s'était enfui à Venise; la régence qu'il avait instituée s'empressa de conclure avec moi un armistice aux mêmes conditions.

On les trouvait un peu dures, surtout pour le prince de Parme à qui sa qualité d'infant d'Espagne semblait mériter un meilleur traitement. Mais il avait fermé l'oreille à toutes les propositions d'accommodement qui lui avaient été faites, même après mes victoires de Montenotte; et il devait porter la peine de son attachement à nos ennemis.

Combat de Fombio.

Beaulieu, informé enfin de notre mouvement sur Plaisance, manœuvra pour s'y opposer. Ce général octogénaire, au lieu de se porter avec vigueur contre la partie de notre armée qu'il aurait déjà trouvée au delà du fleuve, ne prit que des demi-mesures insuffisantes pour arrêter notre essor. Il résolut d'appuyer sa gauche vers l'Adda, sans abandonner toutefois la ligne du Tésin, où il laissa sa droite. Le 8 mai, le général Liptay, qui commandait sa gauche, vint s'établir à Fombio, en face de mon avant-garde. Je ne doutais pas que Beaulieu, avec son corps de bataille, ne le suivît de près. Il fallait donc attaquer sans délai Liptay, pour n'avoir pas sur les bras de plus grandes forces. J'en donnai l'ordre au général Lannes, qui l'exécuta avec cette valeur et cette impétuosité qui illustrèrent depuis sa glorieuse carrière. Liptay fut défait, séparé de Beaulieu, et rejeté sur Pizzighetone.

Dans la nuit même qui suivit cette affaire, Beaulieu arriva sur le terrain où son lieutenant venait d'être battu; et ses coureurs, empressés d'opérer la jonction, se présentèrent à Codogno, occupé par la division Laharpe. Dans le premier moment de surprise, il y eut du désordre aux avant-postes; la générale battit dans Codogno : Laharpe, accouru pour reconnaître ce qui se passait, tomba frappé par les siens.

Toutefois, cette échauffourée n'eut point de résultats. Beaulieu, non content d'avoir morcelé son armée, avait encore éparpillé le corps qu'il amenait avec lui depuis le Pô jusqu'à l'Adda, en sorte qu'il n'avait sous la main que trois bataillons. Se voyant en présence de forces supérieures, il sentit qu'il ne lui restait d'autre parti à prendre que de concentrer toute son armée vers Lodi, où il avait un pont sur l'Adda : sa droite, qui était encore dans les environs de Pavie, dut gagner Cassano, ce qu'elle n'aurait pas réussi à faire si les difficultés inséparables d'un passage de fleuve sans pont n'eussent malheureusement retardé notre marche.

Marche sur l'Adda.

Bien que la route de Milan restât ouverte à mes troupes, la possession de cette importante ville ne pouvait être que très-précaire, tant que l'ennemi se maintiendrait derrière l'Adda. Il fallait avant tout l'obliger à s'en éloigner. Je marchai sur Lodi avec les grenadiers réunis et les divisions Masséna et Augereau. Une division fut laissée devant Pizzighetone pour masquer cette place et couvrir ma droite. Comme j'ignorais encore que les troupes ennemies postées sur le Tésin eussent déjà rejoint le gros de leur armée derrière l'Adda, je crus devoir prendre aussi des mesures de sûreté pour ma gauche, et je dirigeai Serrurier sur Pavie.

Affaire de Lodi.

Le 10, nous arrivâmes devant Lodi. Beaulieu, avec le gros de son armée, s'était déjà retiré à Crema; mais il avait laissé le général Sebottendorf avec dix mille hommes pour défendre les bords de l'Adda.

Les ennemis crurent pouvoir garder impunément le pont de Lodi, qui, long de 50 à 60 toises, était défendu par vingt pièces de canon établies à la rive gauche. Ils avaient mal calculé : j'avais besoin d'un coup de vigueur pour achever de donner un cachet particulier à mes actions : l'occasion était bonne; je la saisis. J'eus d'autant moins de peine à me décider que, dans le cas même de non succès, je ne risquais que la perte de quelques centaines d'hommes, sans que cet échec pût avoir la moindre influence sur le sort de la campagne. Un bataillon et quelques escadrons ennemis qui occupaient la ville de Lodi en furent débusqués sans peine. Nous arrivâmes sur leurs pas jusqu'au pont que leurs travailleurs n'eurent pas le temps de couper. Je formai sur-le-champ tous mes grenadiers en colonne serrée, et les lançai sur le pont. Cette masse, assaillie par une grêle de mitraille, éprouva un moment d'hésitation. Mes généraux se précipitèrent à sa tête, et l'enlevèrent par leur exemple. D'un autre côté, cette hésitation avait déterminé quelques soldats à se glisser des piles du pont dans une île, pour chercher un point d'attaque moins exposé au feu de l'ennemi. Ils trouvèrent le second bras guéable, et un bataillon se répandit aussitôt en tirailleurs pour tourner la ligne autrichienne. Ainsi favorisée, la masse de grenadiers traverse le pont au pas de charge, culbute tout ce qui ose s'opposer à son passage, s'empare des batteries ennemies et disperse les bataillons. Sebottendorf se replia sur Crema, avec perte de quinze canons et de deux mille hommes hors de combat. Ce n'était qu'une affaire d'arrière-garde, mais elle était brillante.

Entrée à Milan.

Les conséquences immédiates du combat de Lodi furent l'occupation de Pizzighetone et la retraite de Beaulieu vers le Mincio. Je ne le poursuivis point. Depuis un mois, mes troupes étaient sans cesse en mouvement; il fallait leur donner quelques jours de repos. D'ailleurs, ma présence était nécessaire à Milan. Je me contentai donc d'établir la division Serrurier à Crémone, et avec le reste de mon armée je pris le chemin de la capitale, où je fis mon entrée le 15 mai.

Une députation, présidée par le respectable Melzi, était venue au-devant de moi à Lodi. Une garde nationale nombreuse, habillée aux couleurs lombardes, et commandée par le duc Serbelloni, me reçut formée en haie jusqu'à mon logement. L'allégresse semblait générale; on n'en eût pas fait davantage en France en m'y donnant les honneurs du triomphe.

Pour utiliser nos conquêtes, il fallait établir le système républicain, afin d'attirer ces pays à la France par des principes et des intérêts communs, c'est-à-dire qu'il fallait y détruire l'ancien régime pour y établir l'égalité, parce qu'elle est la cheville ouvrière de la révolution.

Je n'étais point entiché des doctrines que nous propagions; toutefois, comme elles nous créaient des ennemis, il fallait chercher à les faire adopter par la multitude pour nous procurer un plus grand nombre d'amis. Or il n'était pas impossible de concilier l'égalité des droits politiques avec les mœurs de la noblesse italienne, bien plus rapprochée du tiers-état que dans tout autre pays. Je ne redoutais que le clergé et tout ce qui vivait à sa table. Je prévoyais des résistances, et je résolus de les vaincre

par des concessions, ou de les dompter, s'il le fallait, par la force des armes, sans soulever le peuple.

Le Directoire veut diviser l'armée; je m'y refuse.

A la nouvelle de ma marche sur Milan, le Directoire m'avait expédié l'ordre de diviser mon armée en deux, de remettre le commandement de celle d'Italie à Kellermann, qui observerait les Autrichiens sur le Mincio, tandis qu'avec les 25 mille hommes qui formeraient l'armée du midi, je me porterais sur Rome et même jusqu'à Naples. Cette division de forces, au moment où nous allions heurter contre toutes les ressources de la maison d'Autriche, était trop absurde pour que je voulusse m'y soumettre; je refusai en demandant ma démission, et je sauvai ainsi l'armée d'une destruction infaillible.

En attendant d'apprendre ce qu'en déciderait le Directoire, je résolus de chasser Beaulieu jusque dans le Tyrol. J'appelai à cet effet mes troupes à de nouveaux travaux par la proclamation la plus remarquable qui soit jamais sortie de ma plume.

Quoiqu'elle soit consignée dans une foule d'ouvrages publiés, et que j'aie pris l'engagement d'éviter toute déclamation, celle-ci porte trop le cachet du temps et de mon génie pour ne pas trouver place ici.

« Soldats, vous vous êtes précipités comme « un torrent du haut de l'Apennin ; vous « avez culbuté, dispersé tout ce qui s'oppo- « sait à votre marche.

« Le Piémont, délivré de la tyrannie au- « trichienne, s'est livré à ses sentiments na- « turels de paix et d'amitié pour la France. « Milan est à vous, et le pavillon républicain « flotte dans toute la Lombardie. Les ducs « de Parme et de Modène ne doivent leur « existence politique qu'à votre générosité.

« L'armée qui vous menaçait avec tant « d'orgueil ne trouve plus de barrière qui « la rassure contre votre courage. Le Pô, le « Tésin et l'Adda n'ont pu vous arrêter un « seul jour; ces boulevards si vantés de « l'Italie ont été insuffisants ; vous les avez « franchis aussi rapidement que l'Apennin.

« Tant de succès ont porté la joie dans le « sein de la patrie ; vos représentants ont « donné une fête dédiée à vos victoires, « et qui doit être célébrée dans toutes les « communes de la république : là, vos pères, « vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos « amantes, se réjouissent de vos succès, et « se vantent avec orgueil de vous appar- « tenir.

« Oui, soldats, vous avez beaucoup fait... « Mais ne vous reste-t-il plus rien à faire ? « Dira-t-on de nous que nous avons su « vaincre, mais que nous n'avons pas su pro- « fiter de la victoire ? La postérité nous re- « prochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans « la Lombardie?... Mais je vous vois déjà « courir aux armes ; un lâche repos vous « fatigue ; les journées perdues pour la « gloire le sont pour votre bonheur... Eh « bien ! partons ; nous avons encore des « marches forcées à faire, des ennemis à « soumettre, des lauriers à cueillir, des in- « jures à venger.

« Que ceux qui ont aiguisé les poignards « de la guerre civile en France, qui ont « lâchement assassiné nos ministres, incen- « dié nos vaisseaux à Toulon, tremblent !... « L'heure de la vengeance a sonné.

« Mais que les peuples soient sans inquié- « tude : nous sommes amis de tous les peu- « ples et plus particulièrement des des- « cendants des Brutus, des Scipions, et des « grands hommes que nous avons pris pour « modèles.

« Rétablir la capitale, y placer avec hon- « neur les statues des héros qui la rendirent « célèbre, réveiller le peuple romain en-

« gourdi par plusieurs siècles d'esclavage, « tel sera le fruit de vos victoires : elles fe- « ront époque dans la postérité ; vous aurez « la gloire immortelle de changer la face de « la plus belle partie de l'Europe.

« Le peuple français, libre, respecté du « monde entier, donnera à l'Europe une « paix glorieuse, qui l'indemnisera des sacri- « fices de toute espèce qu'il a faits depuis six « ans; vous rentrerez alors dans vos foyers, et « vos concitoyens diront en vous montrant : « *Il était de l'armée d'Italie.* »

Je connaissais les hommes auxquels j'avais affaire ; je savais que le soldat français, plein de feu et d'enthousiasme, serait transporté par ces nobles allocutions qui réveillaient en lui tous les sentiments héroïques. Je savais qu'elles feraient à Rome, à Naples, le même effet qu'elles avaient produit à Turin. J'exaltais le courage des miens ; je glaçais d'effroi nos adversaires ; je léguais à la postérité des monuments éternels de mon talent pour conduire les hommes.

Avant de courir aux nouveaux exploits que je promettais à mes soldats, je donnai des soins à l'administration intérieure de la Lombardie : je prescrivis les mesures nécessaires à la réduction de la citadelle de Milan, dont la proximité gênait la ville, et rendait notre position en Lombardie plus ou moins soumise aux chances des armes. Le matériel de ce siége, préparé par mes soins à Alexandrie et à Tortone, fut dirigé en toute hâte sur la Lombardie, et je quittai enfin Milan pour me rendre à Lodi.

Révolte en Lombardie.

L'accueil qu'on m'avait fait dans la capitale était de nature à me persuader que les Italiens entraient franchement dans mes vues. J'avais soigneusement respecté les églises et les biens des nobles ; j'étais donc en droit de compter sur la reconnaissance des deux castes privilégiées. Cependant je ne tardai pas à apprendre que ma modération n'avait calmé ni leurs craintes, ni leur haine.

Le jour même où je quittai Milan pour me reporter contre les Autrichiens, le tocsin sonna sur les derrières de mon armée. Le peuple des campagnes, fanatisé par les prêtres, courut aux armes, s'empara de Pavie et même du château où j'avais laissé garnison. La moindre tergiversation de ma part pouvait rendre ce soulèvement général. Je rebroussai chemin sur-le-champ, et, suivi de 500 chevaux et d'un bataillon de grenadiers, je me portai en toute hâte sur Pavie, devenue le chef-lieu de la rébellion. Après l'avoir fait sommer inutilement, par l'archevêque de Milan, de rentrer dans l'ordre et de livrer les coupables, nos grenadiers enfoncèrent les portes et pénétrèrent dans la ville, qui fut livrée au pillage. Dans cette occasion, la clémence eût été un crime envers l'armée. Il faut quelquefois un peu de sang pour en arrêter une plus grande effusion ; pardonner à des perfides qui faisaient succéder le poignard aux acclamations, c'eût été exposer le sang de nos braves à couler dans de nouvelles Vêpres siciliennes. Je fis fusiller la municipalité, et tout rentra dans l'ordre.

Pendant cette expédition, l'armée avait continué sa route pour aller chercher les Autrichiens sur le Mincio.

Paix définitive avec le Piémont.

Je venais d'apprendre que la paix définitive avec le roi de Sardaigne avait été signée le 15 mai à Paris. Il s'obligeait à nous laisser Alexandrie et Tortone durant la guerre, à raser Suze, la Brunette et Exiles ; enfin à établir une ligne d'étapes par le Mont-Cénis et l'Argentière. J'aurais bien désiré attirer ce prince dans nos intérêts, en lui promettant quelque province, pour en faire un allié,

consolider notre établissement en Italie, et agir contre l'Autriche avec plus de vigueur. Le Directoire le voulait comme moi ; mais la difficulté de décider Victor-Emmanuel à un abandon si brusque de ses alliés ne permettait guère d'y compter, et nous fûmes trop heureux de nous contenter de l'avoir mis hors de lice. Il fallait laisser au temps le soin de faire le reste.

En moins d'un mois, j'avais tourné la ligne des Alpes, gagné trois batailles, détaché le Piémont de la coalition, fait 12 mille prisonniers, occupé des places pour nous servir de base, et ouvert la communication directe entre l'armée et la France par la Savoie : ce n'était que l'introduction à de plus grands succès.

Position de Beaulieu sur le Mincio.

Après la défaite de Lodi, Beaulieu n'avait osé s'arrêter ni derrière l'Oglio, ni derrière la Chièse. La ligne plus forte du Mincio, flanquée à gauche par la forteresse de Mantoue, et à droite par le lac de Garda et les montagnes tyroliennes, lui parut une barrière suffisante. Il y établit son armée : le centre prit poste à Valleggio, la gauche à Goïto ; la droite occupa Peschiera, petite place qui appartenait aux Vénitiens. Il n'était pas prudent d'aller heurter contre les deux places fortes des ailes, je résolus donc de forcer le centre, en donnant toutefois des craintes à l'ennemi du côté de Peschiera, où était sa retraite sur le Tyrol et sa ligne de communication avec l'Autriche : il dégarnit en effet le point de Valleggio.

Passage du Mincio.

Le 30 mai, j'arrivai à Borghetto avec le gros de mon armée. Une avant-garde ennemie, qui se trouvait à la gauche du Mincio, fut culbutée et repassa la rivière au pont de Borghetto, dont elle brûla une arche. Je donnai sur-le-champ l'ordre de réparer le pont. Ce travail, exécuté sous le feu de l'ennemi, n'avançait que lentement. Une cinquantaine de mes grenadiers s'impatientent, et se jettent dans le Mincio tenant leurs armes sur la tête et ayant de l'eau jusqu'aux épaules. Les ennemis, qui croient revoir la redoutable colonne de Lodi, lâchent pied, reprennent la route du Tyrol, et laissent tranquillement opérer le passage. Je les suis avec la division Serrurier sur Villafranca ; Augereau se dirige par Castelnovo pour tourner Peschiera ; Masséna reste au pont de Borghetto.

Beaulieu essaya encore de tenir ferme sur les hauteurs entre Villafranca et Valleggio ; mais ayant appris le mouvement de la division d'Augereau sur Peschiera, il sentit que je voulais le couper du Tyrol et se retira sur-le-champ au-delà de l'Adige, dont il remonta la rive droite par Dolce jusqu'à Caliano. Une partie de sa gauche remontant le Mincio pour le joindre donna à Valleggio au milieu de mon quartier-général que je venais d'y asseoir avec une faible garde. Je n'eus que le temps de me sauver par les jardins et de rejoindre les troupes de Masséna, qui balayèrent bientôt l'ennemi, fort étonné lui-même de nous trouver là. Le reste de cette aile détaché à Goïto entra dans Mantoue, dont la garnison s'éleva ainsi à plus de 13 mille hommes.

Investissement de Mantoue.

Quelque envie que j'eusse alors de poursuivre les débris de Beaulieu, je dus m'arrêter ; je n'étais pas assez fort pour m'enfoncer dans le cœur des états autrichiens, tandis que les armées du Rhin se trouvaient encore derrière ce fleuve. D'ailleurs nous avions plutôt parcouru que conquis l'Italie, et la possession de Mantoue pouvait seule consolider notre établissement dans ce pays.

Ma situation se complique sur l'Adige.

Si rien n'avait pu arrêter jusque là ma marche victorieuse et l'expulsion de Beaulieu de la Lombardie, tout pouvait encore changer de face; car mes ennemis semblaient croître en forces à mesure que les miennes devaient se multiplier pour suffire à tout. J'avais franchi, plus rapidement même que je ne l'avais espéré, ce vaste bassin du Pô, qui sépare l'Apennin et les Alpes maritimes des Alpes tyroliennes : mon arrivée impétueuse sur l'Adige présentait une foule de combinaisons nouvelles.

Cédant à l'éclat de nos armes, les petits princes d'Italie avaient souscrit des armistices à des conditions toutes glorieuses pour nous ; mais le roi de Sardaigne et les ducs de Modène et Plaisance, en déposant les armes, n'étaient pourtant pas devenus nos amis. Les peuples de la Lombardie avaient prouvé qu'ils étaient pour le moins fort divisés d'opinion à cet égard. La cour de Rome s'agitait sur nos derrières, Naples pouvait la secourir, et s'avancer avec une armée entière sur Ancône ou Sienne. La Corse était au pouvoir des Anglais, qui soufflaient la discorde sur le continent; et, quoique la Toscane eût fait sa paix à Paris en 1795, il était à craindre que le cabinet de St-James ne jetât 10 mille hommes à Livourne pour rallier derrière nous cette masse imposante d'ennemis. Je n'avais que 45 mille combattants; Mantoue renfermait une garnison de 12 mille Autrichiens; Beaulieu, réuni aux Tyroliens, avait 30 mille hommes dans la vallée de l'Adige, et un pareil nombre venant du Rhin était en marche sur Inspruck pour le joindre.

Situation et politique douteuse de Venise.

A ce tableau, qui est loin d'être surchargé, il faut ajouter que Venise pouvait elle seule faire pencher la balance contre nous. Nous avions foulé son territoire en suivant les Autrichiens, à qui elle avait accordé une route militaire pour aller du Tyrol à Milan : elle n'avait pas le droit de s'en plaindre ; mais, en nous emparant de l'arsenal de Peschiera et de la place de Vérone, en les faisant armer, en exigeant des provinces de terre ferme de nourrir l'armée, en y propageant des idées d'indépendance, nous devions nécessairement nous aliéner son gouvernement. Ce n'était pas ma faute, les circonstances m'entraînaient ; je ne pouvais pas nourrir l'armée autrement que par réquisition, et sa sûreté exigeait l'occupation des postes dont elle se saisit.

Si Venise avait voulu conserver la neutralité, il fallait, aussitôt après que Beaulieu se fut replié derrière le Pô, qu'elle formât un cordon de 20 mille hommes sur le Mincio, en abandonnant les provinces situées à la rive droite, pour servir de communications aux belligérants par Gavardo avec le Tyrol, déclarant qu'elle se prononcerait contre le premier qui tenterait de fouler le reste de son territoire. Pesaro en fit la proposition, et sollicita le sénat de courir aux armes pour le faire respecter.

Mais cette reine de l'Adriatique jadis entrepôt de l'Orient, qui avait lutté contre l'Europe à l'époque de la ligue de Cambrai, et tenu la balance de l'Italie dans les guerres de Charles VIII, Louis XII et François Ier, était plongée depuis deux siècles dans un sommeil léthargique. Depuis la découverte du cap de Bonne-Espérance, elle était déjà déchue sous le rapport maritime. La perte de la Morée, qui fut abandonnée aux Turcs par la paix de Passarowitz, l'avait énervée sur terre.

La république comptait, comme celle de Hollande, près de trois millions d'habitants; ses revenus s'élevaient à trente millions. Ses forces de terre ne se composaient que de

12 mille hommes répartis en sept régiments d'infanterie et six de cavalerie ; mais, à l'instar des Suisses, les habitants de terre ferme étaient enrégimentés en milices. Bien différentes des soldats d'Alviane, ces troupes étaient misérables, il n'y avait que celles du pape auxquelles on pût les comparer. La république se reposait davantage sur les auxiliaires étrangers que son trésor lui donnerait au besoin la faculté de soudoyer. La marine comptait quatorze vaisseaux de ligne et six bâtiments de second rang, tant à Corfou qu'à Venise ; le superbe arsenal de cette ville avait sur le chantier ou dans les magasins dix autres vaisseaux dont on pouvait achever l'armement en cas de guerre. Sa rivalité avec les Turcs avait motivé la conservation de cette marine, qu'elle eût mieux fait peut-être de changer contre une bonne armée de terre.

Son orgueilleuse oligarchie, qui croyait honorer Henri IV en l'inscrivant sur le livre d'or de ses nobles, était dans la décrépitude. Elle redoutait notre démocratie, et n'avait pas moins peur de nos baïonnettes : elle redoutait aussi l'influence autrichienne, dont l'aigle l'enlaçait de tous côtés dans ses serres. Elle espérait sauver le vaisseau de l'état en le laissant dériver au gré du courant entre deux écueils redoutables ; système absurde dans de grandes commotions comme celles qui la menaçaient.

Quoiqu'un tel ennemi fût peu redoutable en lui-même, il le serait beaucoup comme auxiliaire d'une forte armée autrichienne, et refuge d'une escadre anglaise. Aussi n'était-ce pas sans éprouver quelque anxiété que je portais mes pensées vers Venise et le parti qu'elle allait prendre. Le sénat repoussa les nobles propositions de Pesaro ; et, par une résolution digne de l'esprit qui l'animait, il crut opposer une digue suffisante au danger en nommant deux provéseurs (Foscarini et San-Fermo), avec des pleins-pouvoirs pour administrer les provinces de terre ferme, et maintenir les relations d'amitié avec les belligérants : la honteuse reddition de Vérone, qui eut lieu quelques jours après, prouva combien le sénat s'était trompé sur le choix de ces agents.

D'éloquents écrivains m'ont reproché de n'avoir pas masqué Mantoue et poursuivi Beaulieu en Tyrol. Si jamais j'ai encouru de reproches, je ne pensais pas que ce fût celui d'avoir poussé la circonspection trop loin. J'ai déjà exposé les chances qui s'amoncelaient contre nous à l'arrivée de l'armée sur l'Adige. 80 mille Autrichiens et Tyroliens, y compris la garnison de Mantoue et le corps arrivant du Rhin ; le pape et son influence ; Naples incertaine et pouvant m'attaquer avec 30 mille hommes ; la division anglaise de Corse, menaçant de débarquer en Toscane ; le roi de Sardaigne et son armée mécontents de la paix précipitée qu'il avait signée ; Venise agitant la question de paix ou de guerre et pouvant m'assaillir : tels étaient les obstacles que j'avais à contenir ou à vaincre avec moins de 50 mille combattants. Il est plaisant qu'au mépris de toutes ces chances hasardeuses, un homme de beaucoup d'esprit ait voulu m'envoyer au cœur de la monarchie autrichienne : Charles XII ne l'eût pas osé.

Je pris le seul parti convenable, celui d'imposer à nos ennemis et aux alliés douteux par la fermeté de mon attitude et le langage d'un vainqueur. Il fallait de l'activité, de l'énergie et beaucoup d'aplomb. En se reportant à cette époque, on conviendra que jamais général ne déploya ces qualités à un plus haut degré que je ne le fis alors. Toute mon attention se dirigea donc sur Mantoue, convaincu que sa chute seule rendrait mon armée mobile, et lui permettrait

d'assaillir l'Autriche, tout en contenant le midi de l'Italie.

Notre artillerie de siége étant alors employée contre la citadelle de Milan, il fallut d'abord nous contenter d'investir la place de manière à en éloigner tout secours. Il fallait à cet effet être absolument maître du cours de l'Adige, et la clef de ce fleuve est Vérone, dont la position, peut-être sans égale, forme la base de tout un système sur cette ligne d'opérations.

Les Autrichiens avaient passé à Crema, et, de gré ou de force, on leur avait laissé occuper Peschiera, deux places appartenant, comme Vérone, aux Vénitiens.

J'en pris acte pour sommer cette ville, et le faible Foscarini ne fit usage des pleins pouvoirs dont il venait d'être investi, en terre ferme, que pour nous en ouvrir lâchement les portes (1er juin).

Cette précieuse acquisition nous procurait trois beaux ponts sur l'Adige : un corps de place bastionné, et deux châteaux forts, qui, perchés sur les derniers versants des montagnes du Tyrol, ferment hermétiquement la vallée de l'Adige par la rive gauche.

En attendant l'artillerie nécessaire pour le siége de Mantoue, je fis chasser la garnison de toutes les avenues, et retrancher les quatre digues sur lesquelles seules on peut en déboucher ; en sorte qu'avec quatre mille hommes j'en empêchais quatorze mille de sortir du côté du Seraglio et du Pô. Le côté de la citadelle seul exigeait aussi quatre mille hommes. Serrurier fut chargé de cet investissement ; Augereau demeura en observation sur le bas Adige vers Legnago.

Armistice avec Naples.

Heureusement, dans ces entrefaites, notre horizon politique s'éclaircissait peu à peu : ébranlé par l'exemple du roi de Sardaigne, sollicité par celui d'Espagne, las d'une guerre qui l'ennuyait, et dont il n'entrevoyait que les charges sans aucun avantage réel, cédant enfin aux instances du cabinet de Madrid, Ferdinand IV demanda à traiter. Le prince de Belmonte-Pignatelli arriva à cet effet à mon quartier-général, au moment où les troupes de son maître venaient de partager la défaite de Beaulieu dans les plaines du Mincio. Nous avions peu d'intérêts à démêler, et il était facile de nous entendre. Je lui accordai un armistice, à condition que son contingent quitterait aussitôt l'armée autrichienne et reprendrait le chemin du royaume de Naples. Je laissai à son ministre le soin de s'arranger pour le fond à Paris avec le Directoire ; ce qui traîna plus de six mois, on ne sait trop pourquoi.

Cette paix était néanmoins des plus importantes pour notre avenir ; car si ce prince, dont les états peuvent fournir et alimenter une armée de 50 mille hommes, eût continué d'agir hostilement, il nous eût mis dans le plus grand embarras. La situation géographique de son royaume, qui lui permettait de déboucher sur la rive droite du Pô toutes les fois qu'il le jugerait convenable, nous empêchait, au contraire, de pousser nos succès jusqu'aux confins de son royaume. Blotti au fond de la péninsule, il pouvait frapper dans les circonstances favorables, et s'enfoncer dans son repaire, aussitôt que nous ferions des démonstrations sérieuses contre lui. Annibal avait fait la guerre dix ans contre l'empire romain, dans le même pays et avec des circonstances bien moins favorables : heureusement ce n'était pas à Naples qu'il fallait, de nos jours, chercher un Annibal.

Démonstrations contre Rome.

Après les traités signés avec les rois de Sardaigne et de Naples, nous n'avions plus d'ennemis avoués en Italie que le pape. Si j'avais

refusé au Directoire de conduire la moitié de mon armée à Rome, lorsque Naples était encore en guerre, je n'en appréciais pas moins l'avantage que nous pourrions retirer aujourd'hui d'une simple démonstration contre les états de l'Église. Il ne s'agissait plus de morceler l'armée en deux, ni d'en compromettre la moitié sur le Tibre, mais bien de pousser une colonne mobile sur les confins de la marche d'Ancône et de la ramener aussitôt sur le Mincio. Je jugeai donc convenable de profiter de l'inaction forcée à laquelle je me trouvais réduit pour humilier la majesté de la tiare devant celle de la république. La division Augereau passa le Pô à Borgoforte et se rendit à Bologne ; j'arrivai aussi, le 19 juin, dans cette ville, renommée par les lumières et le caractère de ses citoyens. Peuplée de soixante mille âmes, Bologne avait plus d'hommes éclairés qu'aucune ville de l'Italie ; on y trouvait à la fois instruction et énergie. Si toute la péninsule lui eût ressemblé, l'Italie serait aujourd'hui une puissance militaire respectable. Je promis à son sénat de lui rendre l'indépendance, la considération et le territoire dont elle avait été dépouillée par les papes. La ville entière était dans l'ivresse. En quinze jours elle organisa des gardes nationales, dont le nombre s'éleva à trois mille hommes, et qui ont souvent rendu des services à l'égal de nos soldats. Ferrare fut également soumise sans coup férir.

Armistice avec le pape à Foligno.

Dans le même temps, une colonne partie de Plaisance pénétrait en Toscane. Ces démonstrations consternèrent la cour de Rome. Elle sollicita un armistice, qu'elle obtint le 24 juin, sous la condition de nous céder les légations de Bologne et de Ferrare, et de recevoir garnison dans la citadelle d'Ancône.

Cette pacification ne fut pas le moindre des services que je rendis à la France ; car je le fis en opposition avec les projets subversifs du Directoire, qui, sans calculer les distances, les forces et les obstacles, voulait à la fois révolutionner Rome, Naples et Florence ; comme s'il eût suffi de promener sa bannière tricolore en Italie, avec sept ou huit bataillons, pour y asseoir son empire. Il a fait, trois ans après, avec 120 mille hommes, ce qu'il voulait que je fisse avec 50 mille, et il en a été puni par la perte de toute l'Italie.

L'affaire terminée avec le pape, Augereau put revenir sur l'Adige après avoir châtié les habitants de Lugo et des environs qui, à l'instigation des prêtres, avaient pris les armes contre nous au nombre de 3 à 4 mille.

Troubles des fiefs impériaux.

Quelques troubles avaient également lieu dans les fiefs impériaux enclavés dans les états de Gênes et voisins de cette ville.

Des bandits organisés entre Alexandrie, Novi et la Bocchetta, égorgeaient nos soldats. Quelques prisonniers autrichiens échappés se joignaient à eux. Je chargeai Faypoult d'en demander justice à Gênes, et de faire chasser le résident d'Autriche, marquis de Girola, qu'on soupçonnait être l'agent de cette trame.

Lannes fut envoyé, avec quelques bataillons, qui détruisirent les rebelles et saccagèrent Arquata, où ils avaient établi le foyer de la révolte.

Occupation de Livourne.

La présence de nos troupes en Toscane me fournit l'occasion d'exécuter l'ordre d'occuper Livourne. Je le fis avec tant de rapidité et de secret, qu'il s'en fallut à peine de deux heures que nous prissions une cinquantaine de bâtiments chargés dans le

port. Si cette capture nous échappa, nous n'en fîmes pas moins une très-riche par la saisie de toutes les marchandises et propriétés anglaises. Le grand-duc, ayant observé exactement la neutralité à laquelle il s'était obligé l'année précédente, il n'y avait que l'extrême utilité de cette mesure qui pût la justifier. La position de ce port en face de la Corse, alors occupée par dix mille Anglais, pouvait allumer, sur nos communications, un incendie général, pour peu que le cabinet britannique voulût sérieusement agir au centre de la péninsule. Je laissai garnison à Livourne ; mais je traitai le grand-duc avec tous les égards que méritait son noble caractère, son titre de prince de la maison d'Autriche, et celui d'héritier du vertueux Léopold.

Ces expéditions agrandirent le rayon de notre influence intérieure : la reddition du château de Milan, qui eut lieu le 29 juin, acheva de raffermir les esprits des Lombards en notre faveur.

Siége de Mantoue.

N'ayant rien de mieux à faire, je m'appliquai alors au siége de Mantoue. Les villes que je venais de conquérir me fournirent, pour cette entreprise, une artillerie assez nombreuse, et celle qui avait servi à Milan compléta notre parc. La tranchée fut ouverte le 18 juillet.

La division Serrurier, forte de 10 mille hommes, fut destinée aux travaux du siége. Le reste de mon armée était en observation sur l'Adige jusqu'à la rive occidentale du lac de Garda. La division Augereau, de 8 mille hommes, formait la droite à Legnago; Masséna, avec 15 mille, était au centre à Rivoli et Vérone ; le général Sauret, avec 4 mille, composait la gauche à Salo ; la réserve, de 6 mille, se trouvait entre la droite et le centre. Dans cette position, je conservais la faculté de réunir, par des mouvements concentriques intérieurs, la totalité de mon armée sur l'une ou l'autre rive du Mincio, selon la manière dont l'ennemi développerait ses forces, qui s'étaient trop accrues pour demeurer plus longtemps dans l'inaction.

Grands efforts des Autrichiens pour la sauver.

Le cabinet de Vienne, justement alarmé de mes progrès, avait résolu d'y mettre un terme, en m'opposant une nouvelle armée et un nouveau général. Le maréchal Wurmser, parti de Manheim avec 20 mille hommes d'élite, remplaça Beaulieu [1]. Ce puissant renfort, tiré de l'armée du Rhin, joint à ceux des provinces de l'intérieur, porta à soixante mille combattants la force de l'armée autrichienne, réunie à Trente vers les derniers jours de juillet. Cette supériorité semblait assurer la victoire aux ennemis. Mes adversaires triomphaient ; leur calcul semblait juste ; cependant l'événement leur donna un démenti. C'est que dans l'évaluation des forces respectives, on avait oublié de mettre en balance ce que valait le général en chef : on avait fait plus d'honneur à la bosse de Luxembourg.

Wurmser arrive du Rhin.

Dans les derniers jours de juillet, Wurmser déboucha du Tyrol. Quasdanowich, avec 25 mille hommes, se porta, par la rive

[1] Le vieux maréchal Wurmser servait, depuis cinquante ans, en Autriche, quoique noble Alsacien. Il s'était distingué dans la guerre de sept ans, dans celle de Turquie. Il avait forcé, en 1793, les lignes de Wissembourg, battu Pichegru à Heidelberg en 1795, et envahi le Palatinat. C'était un vieux housard encore plein d'énergie ; mais il y a loin de là à un grand général

droite du lac de Garda, sur Salo et Brescia. Le maréchal, avec les 35 mille restants, descendait l'Adige en trois colonnes. J'appris du même coup que Sauret avait été rejeté sur Desenzano et Masséna expulsé de Rivoli. Ces nouvelles, faites pour effrayer un homme faible, me laissèrent entrevoir une chance de succès. L'ennemi, en se divisant, me laissait la faculté de me jeter entre les deux parties de son armée et de les battre séparément. Mais il fallait prendre sur-le-champ un parti décisif ; la moindre hésitation de ma part aurait donné à Wurmser les moyens de se réunir à Quasdanowich sur le Mincio.

Je quittai tout pour courir m'opposer à cette réunion. Le siége de Mantoue fut levé, en laissant cent quarante canons dans les tranchées. J'eus bientôt lieu de m'applaudir de m'être mis au-dessus du préjugé des généraux vulgaires, qui regardent les canons comme des reliques, à la conservation desquelles ils attachent leur honneur. Autant cela est naturel à un officier d'artillerie qui doit considérer sa batterie comme son drapeau, autant cela est absurde dans un chef d'armée ; car pour celui-ci, il n'y a d'honneur que dans le succès : m'embarrasser de cette artillerie, c'eût été compromettre celui de l'opération que je méditais, puisqu'il dépendait principalement de la célérité de mes mouvements. D'ailleurs si je parvenais à battre les ennemis, je retrouverais mes canons à Mantoue, et, dans le cas contraire, je ne les en aurais pas moins perdus.

Voulant sonder le moral de mes généraux, j'assemblai un conseil de guerre. Dans toutes les armées il y a des généraux instruits, mais craintifs ; d'autres, braves sans instruction ; les bons sont ceux qui réunissent les deux qualités : ils sont rares, et lorsqu'on sait leur en fournir les occasions, ils ne tardent pas à secouer le joug des parallèles. Les avis furent divisés selon les vues des opinants : Kilmaine et les hommes instruits voulaient se retirer ; Augereau, animé d'une belle ardeur, que je ne lui ai jamais revue dès lors, déclara qu'il ne s'en irait pas sans avoir combattu avec sa division. Cela m'encouragea ; d'ailleurs il était évident qu'une retraite nous perdrait, et que nous ne ramènerions pas dix mille hommes en Ligurie. Je me décidai à risquer le tout pour le tout, et mes ordres furent donnés pour accabler la colonne autrichienne qui venait d'enlever Brescia.

Le 30 au soir, les divisions Masséna et Augereau avec la réserve se rassemblèrent entre Peschiera et Goïto. La moitié de la division Serrurier, qui se trouvait à la gauche du Mincio, rejoignit celle d'Augereau, l'autre moitié passa l'Oglio à Marcaria.

Premier combat de Lonato.

Le lendemain, je passai le Mincio pour me porter à la rencontre de Quasdanowich. L'ennemi fut expulsé de Lonato, de Brescia et de Salo. Mon armée s'établit sur la Chièse. Quasdanowich se replia sur Gavardo.

Deuxième combat à Lonato et à Castiglione.

Tout ce que le plan des Autrichiens avait de fautif eût pu être réparé, si Wurmser, après la prise du Montebaldo, eût passé le Mincio sous Peschiera, dès le 31 juillet, pour gagner Lonato. La jonction avec Quasdanowich eut été opérée ; j'aurais été forcé de regagner en toute hâte le Tésin ou Plaisance ; et Wurmser eût pu ensuite triompher à son aise dans Mantoue. Les Autrichiens n'ont jamais connu la valeur du temps. Ils font parfois de savants projets ; mais c'est toujours par le calcul des distances ou du temps qu'ils manquent.

Wurmser, au lieu de songer à joindre Quasdanowich, alla faire son entrée à Man-

toue au son des cloches, et ne passa le Mincio à Goïto que le 2 août au soir, pour se diriger sur Castiglione; ce qui me donna le temps de battre son lieutenant, et de le chasser de Ponte San Marco, de Lonato, et même de Brescia. Toutefois je n'avais pu parvenir à l'entamer sérieusement à cause des montagnes de Gavardo qui favorisèrent sa retraite; j'espérai prendre ma revanche sur Wurmser. Le 3 août, la division Augereau, appuyée de la réserve, se porta sur Castiglione. La division Masséna se dirigea sur Lonato, je donnai en même temps l'ordre au général Guyeux de filer sur Salo, pour déterminer Quasdanowich à continuer sa retraite, en menaçant ses communications avec le Tyrol. Cette journée, quoique bizarre, fut heureuse pour nous. J'avais cru porter mon effort contre Wurmser, et il tomba au contraire sur la gauche de Quasdanowich, qui cherchait de nouveau à opérer sa jonction par Lonato. A cet effet, il avait repris de son côté l'offensive, et, comme de coutume, en plusieurs colonnes isolées. Celle du prince de Reuss dut descendre par Salo; Ocskay marcha de Gavardo droit à Lonato; Ott sur Desenzano. Le général Ocskay vint donner à Lonato sur l'avant-garde de Masséna, qui, s'étant engagée trop avant, éprouva quelque perte. Mon arrivée avec le gros de la division rétablit le combat. Nous enlevâmes Lonato et poursuivîmes vivement les ennemis. Heureusement pour eux, Reuss, arrivé à Salo avant Guyeux et n'y trouvant personne, s'était rabattu sur le chemin qu'avait suivi Ocskay, et contribua à rallier ses troupes. En revanche, cet incident fortuit nous servit à merveille le lendemain. Quasdanowich fit reprendre à ses colonnes leur première position à Gavardo, à l'exception de quelques détachements qui, ayant perdu leurs directions, demeurèrent errants dans les montagnes près de Lonato.

Le même jour, Augereau attaqua et défit l'avant-garde de Wurmser à Castiglione.

Quasdanowich surpris à Gavardo.

Je n'avais encore obtenu que des succès partiels; mais ils me raffermissaient dans ma position centrale et me donnaient les moyens de porter de nouveaux coups. Je réservais les plus rudes à Wurmser, qui s'avançait par Gurdizzolo sur Castiglione. Mais, comme il marchait lentement et que j'attendais Serrurier de Marcaria pour opérer contre lui, je voulus encore profiter de la journée du 4 pour me débarrasser tout-à-fait de Quasdanowich. Le général Despinoy, renforcé à Brescia par 3 mille hommes venant de l'armée des Alpes, reçut l'ordre de s'avancer par Sant-Ozetto sur Gavardo. St-Hilaire fut détaché de la division Masséna pour seconder Guyeux, qui devait se reporter de Salo sur Gavardo. L'effet de ces attaques surpassa mon attente; les Autrichiens, instruits que le prince de Reuss n'avait trouvé personne à Salo la veille, se croyaient en sûreté de ce côté, et fixèrent toute leur attention sur le chemin de Lonato. Favorisés par cette circonstance et par le pays, Guyeux et St-Hilaire arrivèrent, pour ainsi dire derrière leur camp, sans être aperçus. Assaillis ainsi à l'improviste et menacés à revers, les Autrichiens reprirent en déroute le chemin du Val-Sabbia sur Riva. Je me trouvai ainsi définitivement débarrassé de ce corps encore menaçant la veille autant par sa force que par la direction stratégique qui lui était assignée.

L'ennemi se présente à mon quartier-général.

Si la fortune me seconda dans cette conjoncture, elle me faisait courir au même instant le plus grand danger, au milieu de mon quartier-général même. La division

Masséna venait de quitter Lonato, où je demeurai avec 12 cents hommes. Tout à coup j'apprends que cette ville est cernée par un corps ennemi, et bientôt un parlementaire autrichien se présente pour me sommer. Heureusement ma présence d'esprit ne m'abandonna pas, je présumai que ce ne pouvait être qu'un des détachements de Quasdanowich coupés la veille après l'affaire de Lonato. La circonstance n'en était pas moins embarrassante : il fallait payer d'audace. Je fis tant de menaces au général ennemi, je fis retentir si à propos le mot de fusillade, qu'il s'empressa de mettre bas les armes avec 2 mille hommes et 4 canons.

Il paraît que ce corps était l'avant-garde de Quasdanowich; et qu'en exécutant une reconnaissance pour se joindre à Wurmser, il s'était croisé en route avec les colonnes de St-Hilaire et de Sauret. Il est bon d'observer qu'à l'instant où il venait donner ainsi dans mon quartier-général, le camp de Gavardo était attaqué à l'improviste par nos troupes. On vit ici quelle différence de résultats peut produire le caractère d'un homme; la surprise de Gavardo entraîna la fuite d'un corps de 12 à 15 mille Autrichiens qui nous menaçait; tandis que la surprise de mon quartier-général nous valut plus de prisonniers que nous n'étions de défenseurs.

Seconde affaire de Castiglione, 5 août.

Le combat qui devait décider du succès final de toute l'opération se livra le 5. Wurmser, ne pouvant renoncer à la manie des détachements, en avait poussé un dans la direction du Bas-Pô, et laissé un autre pour bloquer Peschiera. Il ne lui resta que 25 mille hommes, avec lesquels il prit poste entre Solferino et Medolane. Les divisions Masséna et Augereau, jointes à la réserve que j'avais réunie près de Castiglione, présentaient déjà une force égale à celle de l'ennemi. L'arrivée de la division Serrurier achevait de faire pencher la balance en ma faveur. Pour donner à cette division, qui débouchait de Gurdizzolo sur les derrières de la gauche autrichienne, le temps de venir prendre part à l'action, je me bornai d'abord à soutenir ma ligne, sans donner un caractère prononcé à l'affaire. Ce ne fut qu'à l'apparition des troupes de Serrurier près de Cavriana que j'engageai sérieusement ma droite et mon centre. Débordé à gauche et menacé d'être culbuté sur le lac de Garda, Wurmser jugea qu'une prompte retraite seule pouvait le sauver. Il repassa le Mincio en m'abandonnant vingt canons.

Deuxième passage du Mincio. Wurmser se retire en Tyrol.

Il était d'une très-haute importance de ne pas laisser au général autrichien le temps de rappeler à lui Quasdanowich pour s'établir solidement sur le Mincio, et se maintenir en communication avec Mantoue.

Croyant n'avoir rien fait tant qu'il me restait quelque chose à faire, je résolus dès le lendemain de remarcher à l'ennemi, sans m'inquiéter de la barrière qui nous séparait. Tandis que le gros de mon armée contenait les Autrichiens sur le Mincio vers Valeggio, Masséna traversa cette rivière à Peschiera, et vint fondre sur leur aile droite établie en face de cette place. Des retranchements à peine ébauchés furent emportés et les ennemis mis en fuite. Wurmser, se voyant privé de tout point d'appui pour sa droite et menacé d'être coupé du Tyrol, abandonna les rives du Mincio, et se replia en remontant la vallée de l'Adige jusqu'à Alla. Il laissa dans Mantoue une garnison de 15 mille hommes de troupes fraîches.

Nous le poursuivîmes jusqu'à l'entrée du

Tyrol. Au 12 août, tous les postes sur les deux rives du lac de Garda, que nous occupions avant le mouvement offensif de Wurmser, se retrouvèrent dans nos mains. La division Serrurier retourna devant Mantoue : nous avions fait la perte irréparable de tout notre parc de siége, et il fallut nous contenter d'en former le blocus.

Réflexions sur ces affaires.

Wurmser était ainsi rentré dans le Tyrol affaibli de 10 à 12 mille hommes hors de combat et de cinquante canons. C'était sur le théâtre même de sa défaite que le prince Eugène avait si bien réussi dans sa célèbre campagne de 1705 contre M. de Vendôme. Si l'on veut comparer ces événements, on conviendra que je déployai plus d'habileté que le général de Louis XIV. Quoiqu'il eût Mantoue pour lui, tandis que je l'avais contre moi, il fut si maladroit qu'il ne sut pas se maintenir sur l'Adige et le Mincio; il se laissa déborder à gauche par le prince Eugène, qui transporta son infanterie en bateaux par le lac de Garda sur Gavardo : ce mouvement ne dura pas moins de six jours; il ne m'en eût pas fallu la moitié pour détruire une troupe qui eût osé faire une pareille entreprise en ma présence.

Alliance étroite de la France et de l'Espagne.

La France commençait à recueillir les fruits de tant de succès : déjà le gouvernement espagnol, entraîné par la gloire dont nous couvrions le nom français, avait compris qu'il ne lui suffisait pas d'avoir rétabli la paix avec nous; il sentit que, s'il ne nous aidait pas à soutenir la lutte maritime dans laquelle nous nous trouvions engagés, il assurerait le triomphe de l'Angleterre, et se verrait bientôt hors d'état de tenir tête lui-même à cette puissance. Il était évident que dès lors l'Espagne ne serait plus, comme le Portugal, qu'une tributaire de la fière Albion, ou qu'elle s'exposerait à perdre toute l'Amérique, si elle osait lutter seule contre elle. Sauver les débris de notre puissance coloniale et maritime était aux yeux du cabinet de Madrid le seul moyen de sauver l'équilibre sur les mers; et sa résolution, prise en dépit des ressentiments naturels causés par la révolution, fait honneur aux hommes d'état qui l'inspirèrent. Un traité d'alliance offensif et défensif, renouvelant à peu près toutes les clauses du fameux pacte de famille, fut signé à Sainte-Ildefonse, le 19 août 1796. Cet événement eut une influence d'autant plus heureuse, qu'il contribua sans doute beaucoup à la conduite des gouvernements sarde et napolitain, dont les résolutions acquéraient de jour en jour plus d'importance.

Wurmser veut reprendre l'offensive par la Brenta.

En effet, à peine les Autrichiens furent-ils rentrés en Tyrol, qu'ayant été joints par quelques bataillons, ils se trouvèrent de nouveau plus forts que nous. Il était à prévoir qu'ils ne nous laisseraient pas achever tranquillement la réduction de Mantoue. Wurmser, ayant reçu l'ordre positif de délivrer cette place, s'imagina pouvoir atteindre ce but sans combat et par de simples manœuvres. Davidowich dut couvrir le Tyrol avec 20 mille hommes disséminés depuis les environs de Feldkirch jusqu'à Roveredo; Wurmser lui-même, avec les 26 mille restants, descendit la vallée de la Brenta pour déboucher sur Porto-Legnagno et les derrières de mon armée.

Faute de cette marche.

Le général autrichien, qui me supposait des vues aussi étroites que les siennes, jugea qu'il ne me resterait d'autre parti à prendre qu'à me replier derrière le Mincio,

et qu'il deviendrait ainsi le libérateur de Mantoue par le seul effet de ses combinaisons. Mais je n'étais pas homme à me laisser intimider par de vaines démonstrations : lors même que le sort ne m'eût pas favorisé en cette occasion, comme cela eut lieu, j'aurais bien su m'opposer à son projet. Mon heureuse étoile m'en dispensa, car à l'instant même où il dégarnissait le Tyrol pour manœuvrer par sa gauche, je m'avançais pour tomber sur sa droite, et il me fournit ainsi lui-même l'occasion de l'accabler plus sûrement.

Je m'avance au même instant en Tyrol, contre sa droite.

En effet, à l'instant même où mon adversaire méditait ce faux mouvement, je venais de recevoir un renfort de 6 mille hommes de l'armée des Alpes, et je prenais la résolution de pénétrer au cœur du Tyrol pour faciliter la jonction projetée de mon armée avec celle du Rhin, conformément à la proposition que j'en avais faite au Directoire, après la paix avec le Piémont.

Plans et opérations des armées d'Allemagne.

Enhardi par mes succès et ceux que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse avaient obtenus à l'ouverture de la campagne, le Directoire avait renouvelé le plan qui avait si mal réussi à Louis XIV et à l'électeur de Bavière en 1703 [1]. Celui du Directoire était bien plus gigantesque, puisqu'à cette première époque la Bavière se trouvait étroitement unie à la France, et que les troupes combinées ne s'étendirent pas à la gauche du Danube jusqu'à Bamberg, comme on le fit sottement de nos jours. A la vérité, si les Français sous Louis XIV furent secondés par le vaillant électeur Charles Théodore et par ses braves troupes, ils eurent d'un autre côté affaire au prince Eugène de Savoie et à Marlborough, et les armées d'Allemagne n'étaient qu'auxiliaires ; double motif qui rendit leurs revers plus excusables que ceux auxquels on s'exposa à la fin de 1796.

Pour exécuter le plan du Directoire, Jourdan s'avance d'abord de Dusseldorf et de Neuvied, sur la Lahn, afin d'attirer l'ennemi sur le Bas-Rhin ; il remporte deux avantages à Altenkirchen. L'archiduc vole au-devant de lui, et force Jourdan à se replier, au moment où mes succès décidaient le cabinet de Vienne à tirer Wurmser du Haut-Rhin pour l'envoyer en Italie. Moreau, n'ayant alors devant lui que le corps de Starray, passe le Rhin à Kehl le 24 juin, et bat, le 28, à Renchen, le général autrichien, qui ne craignit pas d'engager un combat inégal.

L'archiduc, revenu en toute hâte du Bas-Rhin, tenta le sort des armes à Ettlingen, le 6 juillet, fut débordé par la gauche, et obligé de continuer sa retraite jusqu'au Danube ; il essaya de nouveau d'attaquer Moreau à Neresheim, mais ses deux ailes, s'étant trop étendues, firent manquer les attaques du centre, et l'archiduc passa le Danube à Donawert le 13 août. Dans cet intervalle, Jourdan, favorisé par les succès de l'armée du Rhin, et instruit du départ de l'archiduc, s'était avancé de nouveau sur Francfort, avait laissé 25 mille hommes en observation devant Mayence, sous le général Marceau, et continué sa marche en re-

[1] Ce plan, confié à Vendôme, ne réussit pas, parce qu'il consistait à porter l'armée gallo-bavaroise de Munich sur le Brenner ; tandis que Vendôme s'avancerait sur Trente avec l'aile gauche seulement de l'armée française, qui se trouvait vers Mantoue, maîtresse de cette ville et alliée de son duc.

montant le Mein par Schweinfurth et Bamberg.

Cette direction était un peu trop excentrique ; aussi fallut-il se rabattre par Nuremberg, vers Amberg ; triste palliatif auquel on recourut trop tard, et qui n'était pas d'ailleurs de nature à assurer une jonction avec l'armée du Rhin.

Celle-ci, après le combat de Neresheim, s'était avancée sur Ulm et Munich ; elle devait s'étendre par la gauche pour se lier à Jourdan, et jeter par sa droite une forte division sur Inspruck pour communiquer avec moi. Assigner à une armée deux buts aussi divergents était une chose absurde, car après ces deux détachements excentriques, il ne serait plus resté d'armée à Moreau. Pour réussir, il eût fallu rabattre Jourdan d'Aschaffenbourg droit sur Donawert, et porter Moreau en masse sur le Lech, entre Augsbourg et les montagnes ; nous eussions pu alors agir de concert pour balayer le Tyrol, et nous réunir tous les trois sur l'Inn.

Ce plan échoua faute d'ensemble, comme cela devait arriver ; l'archiduc Charles se jeta, le 23 août, sur Jourdan isolé, le battit à Amberg, puis le 2 septembre à Wurtzbourg. Moreau, dont la droite était déjà vers Bregentz et Leutkirch, compromis par la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse, dut renoncer à pénétrer en Tyrol, et songer à sa propre sûreté.

Combats de Mori, Roveredo et Caliano.

Tel était l'état des choses en Allemagne ; j'ignorais encore la défaite de Jourdan, aussi bien que le mouvement de Wurmser sur Bassano, lorsque je m'avançai dans la vallée de l'Adige pour attaquer celui-ci.

Je dirigeai sur Roveredo les divisions d'Augereau et de Masséna postées à Vérone et à Rivoli ; elles devaient être jointes en marche par la division Vaubois, débouchant de Salo par la rive occidentale du lac de Garda. Ces forces ne pouvaient manquer d'accabler le corps de Davidowich laissé seul à la garde du Tyrol, et dispersé en plusieurs détachements. Le 4 septembre, Wukassowich, qui commandait son avant-garde, fut expulsé du camp de Mori que Vaubois menaça de tourner et que Masséna attaquait de front : il se replia sur Roveredo, puis sur Caliano, où il se réunit au gros du corps. Davidowich lui-même, assailli par des forces doubles, ne put se maintenir dans cette position de Caliano ; mes braves soldats forcèrent cette gorge redoutable. L'ennemi, découragé de voir qu'aucun obstacle ne pouvait arrêter notre élan, s'enfuit en déroute. Nous lui enlevâmes vingt-cinq canons et 2 mille prisonniers. Le lendemain, nous entrâmes à Trente. Davidowich avait rallié ses débris derrière le Lavis ; il m'importait de ne pas le souffrir dans le voisinage de Trente ; j'ordonnai à Vaubois de l'attaquer. Les Autrichiens essayèrent en vain de défendre le passage du Lavis, ils furent rejetés sur Salurn et Neumarck.

Marche de Trente par les gorges de la Brenta.

J'avais appris, dans le cours de cette marche victorieuse, le mouvement de Wurmser sur la Brenta. Loin d'en être intimidé, on juge bien que cette nouvelle devint pour moi un gage d'autant plus sûr de la victoire. *Une armée divisée en deux dont je coupe le centre, culbute la droite et tourne la gauche isolée !!* Que pouvais-je désirer de mieux ?

L'occupation de Trente était d'autant plus importante pour nous qu'en nous ouvrant la tête de la vallée de la Brenta, elle découvrait les derrières de Wurmser. Je n'eus garde de laisser échapper une si belle occa-

sion. Au lieu de m'aventurer sur Inspruck pour courir après la droite de Moreau, dont je n'avais pas de nouvelles, il fallait à la fois profiter du faux mouvement de l'ennemi, et ne pas lui laisser le loisir de détruire les troupes restées devant Mantoue. Dès le 6, je dirigeai Masséna et Augereau par Levico dans la vallée de la Brenta, afin de masquer ce mouvement et de contenir Davidowich; Vaubois fut laissé sur le Lavis. Le 7 au matin, l'avant-garde d'Augereau rencontra à Primolan un détachement de trois bataillons ennemis, qui barrait le passage des gorges de la Brenta. Après un combat assez vif, ce détachement, expulsé de Primolan et du fort de Covolo, gagné de vitesse par un régiment de dragons qui lui barra le défilé, fut entouré et obligé de mettre bas les armes : nous avançâmes jusqu'à Cismone.

Affaire de Bassano.

Wurmser avait déjà atteint Bassano; mais, voyant qu'au lieu de trembler pour mes propres communications, je marchais sur les siennes, il ne sut ni avancer ni reculer à propos. De tous les partis qu'il avait à choisir, il adopta le plus mauvais, c'est-à-dire qu'il s'arrêta à Bassano pour attendre l'événement. Son armée s'établit sur des hauteurs en avant de la ville, l'avant-garde à Solagna et Campo-Lungo. Le 8, à sept heures du matin, nous attaquâmes cette avant-garde, qui fut rejetée en désordre sur Bassano. Arrivés devant la ville sur les pas des fuyards, nous l'enlevâmes de vive force. L'ennemi ne sut où donner de la tête : Wurmser, avec la gauche de son corps de bataille, se retira sur Fonteniva, où il passa la Brenta, et se dirigea sur Vicence. Quasdanowich, avec la droite, ne put plus gagner la Brenta, et dut se replier sur le Frioul. Cette affaire fit tomber entre nos mains 2 mille prisonniers, 30 canons et une immensité d'équipages.

Wurmser se jette dans Mantoue.

Il ne restait plus à Wurmser que 14 mille hommes entièrement désorientés et jetés dans un pays dont nous tenions toutes les communications; je pouvais espérer de leur faire mettre bas les armes. Je manœuvrai de façon à leur fermer toutes les issues. Augereau marcha sur Padoue; Masséna se rendit à Vicence; le général Sahuguet, qui commandait la division Serrurier, reçut ordre de profiter de la topographie difficile du pays, entre Legnago et Mantoue, pour empêcher Wurmser d'approcher de cette dernière place. Mes mesures semblaient bien prises; une faute de Sahuguet m'empêcha d'obtenir un succès complet.

Wurmser s'était rendu de Vicence à Legnago; n'imaginant pas que mes troupes, après les marches fatigantes qu'elles venaient d'exécuter, fussent encore en état d'en faire de forcées, il crut pouvoir impunément séjourner le 10 à Legnago pour laisser reposer les siennes. Ce retard aurait dû lui devenir fatal; Masséna avait passé l'Adige à Ronco, le 10 au soir, après des difficultés inexprimables causées par la pénurie des embarcations. Il se trouvait ainsi en mesure de couper aux Autrichiens la route de Nogara. A cet effet, le 11 au matin, son avant-garde se mit en marche; mais, trompée par un guide, au lieu de se rendre directement à Sanguinetto où elle pouvait plus sûrement devancer la tête de la colonne ennemie, elle fut conduite à Cerea. Elle y trouva l'avant-garde de Wurmser, qui s'était aussi mise en marche le 11 au matin, après avoir laissé une garnison de 17 cents hommes à Legnago. Les Autrichiens étaient plus nombreux; nos troupes furent ramenées avec perte, et la

colonne de Wurmser fila sans obstacle sur Nogara.

Je ne fus pas bien affecté de cet échec, qui en effet ne changeait rien à l'état des affaires. Wurmser n'en était pas moins cerné de toutes parts. Je savais que Sahuguet était à Castellaro ; il avait les ordres les plus positifs de couper les ponts de la Molinella, et de se servir de cet obstacle pour arrêter l'ennemi. Malheureusement il oublia le pont de Villa-Impenta ; Wurmser, apprenant qu'il était intact, s'empressa d'en profiter pour échapper à la ruine certaine qui l'attendait, et alla s'enfermer dans Mantoue. Je ne pardonnai jamais à Sahuguet une faute aussi grossière, qui me priva d'un des plus beaux fruits de la victoire de Bassano. La garnison de Legnago, bloquée sur la rive gauche de l'Adige par la division Augereau, et sur la rive droite par une brigade de celle de Masséna, capitula le 12.

Affaires de St-Georges.

Wurmser s'était flatté de paraître devant Mantoue à la tête de 26 mille hommes victorieux, afin de la débloquer ; il s'y était jeté avec 12 mille hommes vaincus, exténués et poursuivis, qui allaient eux-mêmes y être investis. Ses troupes furent d'abord campées au-dehors de la place, entre St-Georges et la citadelle. Cette position leur donnait la possibilité de tenir la campagne et de faire des courses utiles à l'approvisionnement. Il fallait donc les obliger à rentrer dans la place, d'où la garnison ne pourrait déboucher facilement à cause de sa situation topographique défavorable pour les sorties. Le gros de mon armée fut dirigé à cet effet sur Mantoue ; quelques avantages partiels que les ennemis obtinrent le 13 et 14, sur les troupes de Sahuguet et de Masséna, leur inspirèrent une sécurité dont je ne tardai pas à les punir.

Le 15, ils firent sortir toute leur garnison pour un grand fourrage. Le même jour je les attaquai avec toutes mes forces : à la droite, Sahuguet se porta sur la Favorite ; à la gauche, la division Augereau, venue de Governolo, marcha par Castellaro sur St-Georges ; au centre, la division Masséna prit une position masquée près de Due-Castelli. Wurmser, se voyant assailli sur ses deux ailes, y porta de nombreux renforts tirés du centre qui se trouva dégarni. Je lançai alors la division Masséna, qui, ne rencontrant pas de résistance sérieuse, pénétra jusqu'à St-Georges, qu'elle enleva à la baïonnette. La prise de ce poste compromettait la retraite de la droite des Autrichiens, qui dut chercher son salut en perçant du côté de la citadelle. Wurmser, affaibli par une perte de 2 à 3 mille hommes, rentra dans la place.

Nouvelle position de l'armée autour de Mantoue.

Je confiai le blocus de Mantoue au général Kilmaine, qui avait sous ses ordres la division ci-devant Serrurier, forte de 8 mille hommes. Le reste de mon armée vint se remettre en observation devant le Tyrol : il eût été inutile et imprudent d'y pénétrer, alors que Jourdan était ramené sous le canon de Dusseldorf, et Moreau replié sous celui de Kehl ; cette invasion sans but n'eût tendu qu'à laisser échapper Wurmser. Masséna, avec 10 mille hommes, se rendit donc à Bassano ; Augereau en ramena 9 mille à Vérone ; Vaubois, avec 10 mille, demeura sur le Lavis. Si à toutes ces forces on ajoute ma réserve de cavalerie, on verra que le total de mon armée active ne s'élevait pas à 40 mille combattants.

La présence d'une petite armée dans Mantoue devait accroître les trophées que nous pouvions espérer de cette conquête ; mais les revers que nos armes éprouvaient dans

le même instant sur le Rhin inspiraient la crainte assez bien fondée que les Autrichiens ne renforçassent l'armée dans le Tyrol et le Frioul, et ne fissent de nouveaux efforts pour la délivrer. Alors la présence de Wurmser et de 20 mille hommes sur nos derrières devenait inquiétante.

Pour surcroît de contrariétés, mon armée se fondait dans les marais du Mantouan, où des fièvres malignes règnent ordinairement en automne; enfin l'horizon du midi de l'Italie se rembrunissait.

Formation de républiques.

Convaincu néanmoins que l'Autriche ne serait pas de sitôt en mesure de m'inquiéter, je donnai tout le mois d'octobre aux soins qu'exigeait l'intérieur de l'Italie. L'invasion menaçante de Wurmser avait ranimé les espérances de la cour de Rome, qui ne se souciait plus d'exécuter les conditions de l'armistice de Bologne. Il fallait négocier et menacer à propos pour se débarrasser d'elle. Hercule III, duc de Modène, s'était enfui à Venise avec ses trésors : ce dernier rejeton de la famille d'Este démentait son nom sous tous les rapports : c'était un prince débonnaire, ami des arts, mais une avarice sordide obscurcissait ses faibles qualités. L'archiduc Ferdinand, son gendre, devait hériter un jour de ses états; il n'en fallait pas davantage pour le ranger au nombre de nos ennemis. La régence qu'il avait instituée en son absence était hostile, je résolus de la chasser; la population de Reggio était pour nous, elle fit sa révolution elle-même. Nos troupes la firent à Modène, que nous occupâmes sans obstacle, et qui nous procura une place revêtue d'une bonne enceinte.

Je sentais la nécessité de créer un nouvel état en Italie. Mes grandes vues sur ce pays n'étaient pas encore mûres; toutefois, j'en pressentais une partie. Quelque envie que j'eusse de régénérer cette antique et superbe nation en la réunissant en un même corps, je savais que rien n'est plus difficile que de fondre les intérêts de dix états en un seul. La question seule du choix de la capitale suffit pour diviser les intérêts et les esprits. Pour l'instant, il m'eût suffi de ressusciter les Lombards, afin d'opposer une antique gloire italienne à la maison d'Autriche. Mais parler d'un royaume ou même d'un duché de Lombardie à des Rewbel et des Barras, c'eût été me compromettre sans utilité; ces messieurs voulaient tout républicaniser.

Je jetai les bases de plusieurs républiques provisoires, la cisalpine, la cispadane et la transpadane. Elles étaient démocratiques, parce qu'il eût été imprudent alors de parler à mes soldats de fonder des aristocraties : je m'efforçai toutefois de conserver quelque préséance à la noblesse et au clergé pour les gagner, et j'y parvins, du moins en partie. Bologne et Ferrare formèrent une petite république transpadane; Modène et Reggio se réunirent pour former la cispadane. Il nous convenait de les laisser pour l'instant dans cet état de division, car il nous faciliterait les arrangements et les cessions nécessaires à la paix : d'ailleurs, cet ordre de choses plaisait aux vues étroites des plébéiens de ces villes. Nous y avions de nombreux partisans : Milan même adopta peu à peu l'idée de cette régénération. La crainte d'être rendus à l'Autriche, à la paix, refroidissait les Lombards, et, dans le fait, je ne cherchai pas à compromettre trop sérieusement les peuples de ces provinces; c'était assez de semer des germes, sauf à recueillir les fruits après la guerre : il me suffisait que la Lombardie organisât quelques légions soldées qui, d'accord avec les gardes nationa-

les des républiques du Pô, pussent maintenir l'ordre dans l'intérieur, et rendre disponible une partie des garnisons que j'y avais.

État politique du reste de l'Italie.

Ces mesures étaient d'autant plus prudentes, que les affaires du reste de l'Italie présentaient un aspect peu rassurant. Les négociations avec Naples traînaient en longueur; la politique du Piémont flottait incertaine. Victor Amédée pouvait se rappeler toute l'influence que son aïeul avait prise en se déclarant, en 1705, contre Louis XIV, alors que ses armées étaient sur l'Adige, en face de celles du prince Eugène. Il avait plus de motifs encore pour le faire, et la situation étant la même, il pouvait s'en promettre les mêmes résultats.

Outre cela, les environs de Gênes s'agitaient; et le sénat, obsédé, dit-on, des réquisitions de Faypoult, ne restait pas étranger aux troubles des fiefs impériaux. Le pape, revenu de sa terreur, ne songeait plus à la paix. Venise surtout pouvait, en se déclarant contre les républicains, donner une tournure fâcheuse à la guerre.

Craignant de réveiller le lion de St-Marc, je cherchais de concert avec le Directoire, par des propositions habilement motivées, à nous attacher la vieille république, dont le plus léger effort, dans la situation actuelle des affaires, était capable de faire pencher la balance du côté de nos ennemis. En effet, qui répondait que le doge actuel, jaloux d'imiter les Morosini, les Dandolo et les Alviane, ne se mît à la tête de 20 mille hommes, et n'aidât puissamment les impériaux à expulser d'Italie cette poignée de braves qui venait soulever tant d'intérêts divers? Cette simple résolution n'eût-elle pas décidé du sort de Mantoue, encouragé le roi de Naples, et ranimé celui de Sardaigne, dont le pays, foulé par une triple ligne d'étapes, était mal disposé pour nous? Déterminer le sénat ombrageux à se jeter franchement dans les bras de la France, en lui peignant tour à tour les dangers dont il était menacé d'un côté par la propagande, et de l'autre par l'ambition de l'Autriche : en cas de refus, l'endormir du moins par des promesses, et prolonger sa léthargie par des protestations d'amitié, jusqu'à ce qu'on vît le moment de l'abattre par une révolution populaire; tels étaient les moyens les plus convenables, et que je mis effectivement en jeu pour arriver à mes fins.

Le résultat ne répondit point à mes premières espérances. En vain le ministre Lallement épuisa tous les arguments d'une politique prévoyante et rusée : ni la proposition d'une quadruple alliance avec la Porte, l'Espagne et Naples, ni la crainte des empiétements de voisins redoutables, ou la dépendance de l'Autriche et de l'Angleterre, ne purent ébranler l'impassible politique d'un corps déjà frappé d'atonie dans toutes ses parties. Confiant en sa propre faiblesse, il fallut toutes les instances de quelques hommes prépondérants, tels que le grand procurateur Pesaro, pour déterminer le sénat à ordonner la levée des milices esclavones, et l'armement d'une flottille pour la défense des lagunes : mesures de sûreté intérieure, dont nulle puissance n'avait droit de se plaindre, mais qui ne laissèrent pas de nous causer quelques inquiétudes à l'époque où elles furent résolues.

La coïncidence de ces armements avec le refus du pape de signer la paix, et l'arrivée à Rome du marquis del Vasto, chargé par le roi de Naples de conclure une alliance offensive et défensive entre les deux états, me fit présumer qu'une ligue italienne me tomberait incessamment sur les bras, si le Directoire ne se hâtait d'en finir avec Naples. Je le pressai donc de lui accorder la paix à

tout prix, pensant que c'était le seul moyen d'en imposer au reste de la péninsule.

Débats avec Rome.

Bien que Pie VI protestât sans cesse de son amour pour la paix, il était trop enclin à partager la haine que les cardinaux et le secrétaire d'état vouaient aux maximes démocratiques, et trop ulcéré de la dureté des conditions qu'on lui imposait, pour ne pas traîner les négociations en longueur, dans l'espoir de trouver tôt ou tard l'occasion de les rompre avec éclat.

Les premiers succès de Wurmser et le déblocus momentané de Mantoue avaient ranimé toutes les espérances du gouvernement pontifical; il compta même tellement sur ces succès passagers, qu'il chargea le prélat Lagreca de chercher à reprendre Ferrare, et réussit, sous différents prétextes, à éluder les articles de l'armistice. On était convenu qu'il n'enverrait point d'ecclésiastique pour traiter définitivement de la paix: au mépris de cette clause, il avait envoyé à Paris les prélats Petrarchi et Vangelisti. Une pareille obstination étant de nature à détruire toute confiance, le gouvernement français crut de sa dignité de ne pas la souffrir, et ces deux agents reçurent l'ordre de quitter Paris dans les 24 heures. D'un autre côté, les nonces et les légats de la marche d'Ancône et de la Romagne se conduisaient en ennemis déclarés de l'armée française. Enfin, le St-Siége négociait une alliance plus étroite avec le cabinet de Vienne, et lui demandait des officiers pour commander ses troupes.

Instruit de ces dispositions malveillantes, je me préparais à y mettre fin, lorsque les opérations des armées impériales me forcèrent à dissimuler mon ressentiment, et à tourner toute mon attention vers l'Adige.

Le pape, après le renvoi de ses agents, chercha, il est vrai, à renouer des négociations à Florence. Le prélat Galeppi, le dominicain Soldati, et le chevalier d'Azzara, ambassadeur d'Espagne, qui venait d'être médiateur de l'armistice si mal observé, se présentèrent aux commissaires Salicetti et Garreau; mais il ne fut pas possible de s'entendre. Ceux-ci exigeaient que le pape retirât et déclarât nuls les brefs et mandements publiés contre la France depuis la révolution; qu'il fermât ses ports aux Anglais; qu'il fit réparation du meurtre de Basseville. Poussant même l'inflexibilité jusqu'au dernier degré, ils présentèrent à ses plénipotentiaires un traité en 64 articles, déclarant qu'il fallait l'adopter ou le rejeter tel qu'il était, attendu qu'ils ne se trouvaient pas autorisés à entrer en discussion. Cette méthode tout-à-fait insolite, même dans la diplomatie révolutionnaire de 1793, produisit un mauvais effet.

Galeppi retourna à Rome. Les conditions qu'il apportait parurent trop dures. Les succès des Autrichiens enivraient tous les esprits; on crut à la prochaine délivrance de l'Italie. Le gouvernement pontifical ne rejeta pas seulement les propositions qui lui étaient soumises, il passa subitement aux préparatifs hostiles. L'armistice fut regardé comme nul : l'argent destiné à payer les contributions rétrograda; et l'on fit, dans les états ecclésiastiques, de nouveaux armements.

Les neuvaines, les prières, les processions, les bulles, tout ce qui pouvait en un mot enflammer la haine d'une multitude ignorante et superstitieuse, fut mis en usage pour activer le recrutement de l'armée papale. Mais ces moyens, si puissants encore au XV^e^ siècle, avaient perdu toute leur magie : la foule se contenta de faire des vœux et des prières pour le succès d'une guerre aussi juste. Quelques princes, par la crainte

de perdre leurs priviléges, ne s'en tinrent pas là : le connétable Colonne leva un régiment d'infanterie, le prince Gustiniani en offrit un de cavalerie. Mais il n'y avait pas de quoi former une armée; à peine mit-on sur pied 8 mille hommes : on se flattait, à la vérité, que Naples en fournirait 30 mille.

Cependant le chevalier d'Azzara, interposant la médiation de l'Espagne, parvint à retarder l'explosion, et rendit, dans ces circonstances pénibles, des services éminents. L'envoyé de France, Cacault, de son côté, contribua par sa contenance impassible à éviter une rupture ouverte qui, à cette époque, eût pu avoir les plus funestes résultats.

Paix définitive avec Naples.

Ces inquiétudes furent enfin heureusement dissipées par le traité définitif signé le 10 octobre à Paris, entre la république française et la cour des Deux-Siciles. Les conditions en étaient bien douces en comparaison de celles imposées au pape et au Piémont. On peut attribuer sans doute cette modération au grand éloignement du royaume de Naples, à la difficulté d'y porter la guerre, et surtout à l'urgence de se débarrasser d'un ennemi dont l'armée seule surpassait la mienne en nombre. Si nous restions en guerre, les Napolitains pouvaient soutenir Rome, se renforcer de ses troupes, se concerter avec la division anglaise de Corse, s'avancer jusque sur le Pô avec plus de 40 mille hommes, et mettre encore en problème la conquête de l'Italie. Mais si l'on parvenait à les lier, plus d'inquiétude à l'égard de la Lombardie; Rome restait abandonnée à ses propres forces; les Anglais seuls n'oseraient rien entreprendre en Toscane, et rien n'entraverait le cours ultérieur des opérations militaires contre l'Autriche.

Le Directoire, cédant enfin à mes sollicitations appuyées par Carnot, rabattit de ses prétentions pour faciliter le traité. Ses stipulations n'engagèrent donc la cour de Naples qu'à rester neutre, à rechercher les auteurs des délits commis en 1793, à promettre à la France un traité de commerce d'une réciprocité avantageuse, enfin à reconnaître la république batave, et à renouer avec elle ses anciennes relations.

Affaires du Piémont.

Si la paix définitive, conclue avec Ferdinand le 10 octobre, débarrassait d'un voisin doublement dangereux par sa puissance et sa situation géographique; d'un autre côté, la mort du roi de Sardaigne, survenue au milieu de ce mois, pouvait amener un changement fâcheux dans la politique de la cour de Turin. Bien que le nouveau roi Charles Emmanuel eût contribué à la décider à la paix, et qu'il eût accueilli favorablement les propositions d'alliance faites en dernier lieu par Poussielgue, il y mettait pour condition qu'on lui cédât la Lombardie, et le Directoire se refusait obstinément à tout arrangement de cette nature. Dès lors il devenait à craindre que ce prince, jaloux de signaler son avénement au trône, ne cherchât à relever le lustre de sa puissance par des acquisitions équivalentes aux provinces que son prédécesseur avait perdues dans cette guerre. Les refus de la France ne lui laissant aucun espoir d'en obtenir des indemnités, il devait naturellement se rattacher à la coalition, dès qu'il entreverrait la possibilité de recouvrer les provinces cédées. Cette résolution paraissait d'autant plus probable que les puissances du second rang se rangent ordinairement du côté du plus fort, et qu'on doit s'y attendre, lorsqu'à la crainte se réunit l'intérêt manifeste de l'état.

Cette incertitude de nos relations avec le Piémont me faisait vivement sentir la nécessité de nous assurer de Gênes. Nous étions aventurés sans base d'opérations et sans ligne de retraite, si le Piémont venait à changer de politique : la possession de Gênes nous procurait l'une et l'autre. Je n'étais guère en mesure de l'obtenir de force, et nous n'avions pas de motifs pour une démarche hostile.

Négociations avec Gênes.

Les premiers succès de l'armée avaient fait fermer le port de Gênes aux bâtiments anglais, en représaille des hostilités commises par eux, en 1795, contre des navires français. Le sénat refusa même de reconnaître plus longtemps le comte de Girola, envoyé de l'empereur, sous prétexte qu'il avait excité les troubles des fiefs impériaux. Le peuple génois, qui entretenait de grandes relations commerciales avec la France, était bien disposé; et le sénat avait donné trop de preuves de modération pour qu'on ne dût pas en être satisfait. Mais ce n'était pas assez, ni pour l'ambition du Directoire, ni pour mon repos; et nous aurions voulu que la Ligurie fît décidément cause commune avec la France. La présence du ministre anglais Drake, les bruits qu'il répandait à dessein sur les derrières de l'armée, l'enlèvement de la frégate *la Modeste,* et autres affronts dont Gênes n'était point coupable, me parurent des griefs plausibles. Bien convaincu qu'il suffit parfois de prendre un ton impérieux pour se faire craindre, je dépêchai, au moment où des embarras de toute espèce m'inquiétaient sur l'Adige, un aide-de-camp au doge, avec une série de griefs dont je demandais réparation; menaçant, en cas de refus, de marcher sur Gênes. Mais le moment n'était guère propice : Faypoult me démontra qu'un éclat intempestif gâterait tout; d'ailleurs, la nouvelle que le Directoire traitait à Paris avec la république détourna le coup; et, en attendant que je pusse en porter un dernier à son indépendance, je la rançonnai par de nouvelles demandes d'argent.

Le 9 octobre, un traité stipulant le paiement de quatre millions, la clôture du port aux Anglais, et le libre passage à nos troupes et aux convois destinés pour l'armée d'Italie, transforma Gênes en place d'armes française.

Troubles dans les fiefs.

Les paysans des fiefs impériaux, instigués selon les uns par les agents de Faypoult même, et selon d'autres par le comte de Girola, ne s'accommoderent point de ce traité, et organisèrent un second soulèvement. Le fief de Ste-Marguerite, situé avantageusement dans la vallée de la Scrivia, fut le foyer de la révolte. On y rassembla les prisonniers de guerre échappés et les déserteurs, afin de les envoyer ensuite dans le Tyrol, en passant par Sestri di Levante. Là était un dépôt d'armes et de munitions qu'on retirait en secret de Gênes. Wurmser, instruit de ces mouvements, voulut qu'un officier fût chargé de leur direction; mais il fut encore prévenu dans cette occasion : les Français envoyèrent des colonnes mobiles dans les fiefs, dissipèrent le rassemblement, prirent des ôtages, et s'emparèrent des armes. Au reste, à l'exception des Barbets, qui inquiétaient les passages de l'Apennin, tout le nord de l'Italie se trouvait assez tranquille, grâces à la présence de la petite armée de Kellermann.

Affaires de Corse.

La possession de la Corse devenait de jour en jour plus difficile et plus onéreuse aux Anglais. Non seulement la déclaration

de guerre de l'Espagne rendait scabreuse leur station dans la Méditerranée, et laissait cette colonie en butte aux efforts de deux puissances très-riches en troupes de débarquement : ils avaient encore à redouter les habitants, dont la majeure partie était restée sincèrement attachée à la France : les Paolistes mêmes, déçus par l'Angleterre, avaient déjà commis plusieurs actes hostiles contre le vice-roi.

Les Anglais occupent Porto-Ferrajo.

Lord Elliot, convaincu depuis longtemps qu'il n'était pas de l'intérêt de la Grande-Bretagne de conserver, par la force des armes, une station dont la population était si irritable, se préparait de longue main à évacuer l'île. En apprenant l'entrée des troupes françaises à Livourne, et les apprêts faits à Toulon pour une expédition prochaine, il sentit l'urgence d'occuper Porto-Ferrajo, station maritime, militaire et commerciale, qui réunissait pour l'Angleterre presque tous les avantages de la Corse, sans en avoir les inconvénients. Dès le 10 juillet, il somma le commandant toscan; et celui-ci, en représailles de l'occupation de Livourne, lui permit d'occuper les forts conjointement avec les troupes du grand-duc.

Ils se préparent à évacuer la Corse.

Elliot ne tarda pas à s'en applaudir. Le mécontentement des Corses allait toujours croissant ; la gloire que je faisais rejaillir sur eux, et l'accueil que les patriotes de ce pays recevaient en France, contrastaient trop avec le traitement que leurs concitoyens éprouvaient des Anglais, pour ne pas accroître la haine qu'on leur vouait, et exciter tous les habitants à secouer leur joug. Le nombre des patriotes réfugiés à Marseille et à Livourne grossissait de jour en jour, et les intelligences qu'ils entretenaient avec les dissidents qui dans le principe s'étaient rangés sous les bannières de l'Angleterre, annonçaient que le moment d'éclater était venu. Un ordre d'évacuation de la part de l'amirauté au lord gouverneur épargna une levée de boucliers.

Le général Gentilli doit en prendre possession.

Cependant j'étais personnellement trop intéressé à seconder les dispositions de mes compatriotes pour ne pas les aider : j'avais chargé le général Gentilli de faire en secret, à Livourne, les préparatifs d'une expédition. D'un autre côté, le gouvernement prescrivait à Toulon l'armement indispensable pour cette entreprise ; et l'escadre espagnole de Langara, en sortant de Carthagène au nombre de vingt-cinq vaisseaux, paraissait devoir en assurer le succès.

Aussitôt que Gentilli eut vent des dispositions des Anglais pour la retraite, il fit embarquer le général Casalta avec un petit détachement de troupes de ligne et quelques réfugiés armés. Cet officier, bravant les croisières ennemies, luttant contre les éléments, parvint, malgré toutes les contrariétés, à descendre, le 19 octobre, en Corse. Dès le lendemain, il fut joint par un nombre assez considérable de patriotes, avec l'assistance desquels il se porta aussitôt sur Bastia. Maître des hauteurs qui dominent la ville, et protégé par les habitants, il somma la garnison du fort ; les Anglais gagnèrent leurs vaisseaux ; mais leur arrière-garde, où se trouvait le régiment émigré de Dillon, perdit quelques prisonniers. S^{t}-Florent et Ajaccio furent bientôt après délivrés de leur présence ; de sorte qu'en peu de jours l'île entière rentra sous l'obéissance de l'empire dont elle fait partie.

Situation des armées sur l'Adige.

Ces révolutions politiques, ces armistices, et ces expéditions intérieures, remplirent l'intervalle depuis le combat de S^t^-Georges jusqu'à la bataille d'Arcole. Le gros de l'armée française resta pendant ces deux mois autour de Mantoue, et en observation sur la Brenta et l'Adige. Des fièvres épidémiques avaient encombré les hôpitaux, et diminué considérablement le nombre des combattants; les renforts arrivaient trop lentement pour que je fusse en état de me porter en avant. Les Autrichiens, au contraire, faisaient de grands préparatifs pour tenter de nouveau le sort des armes.

Une nouvelle armée sous Alvinzi arrive au secours de Mantoue.

Au milieu d'octobre, le général Davidowich reçut des renforts qui élevèrent de nouveau à près de 20 mille hommes la force de son corps. Celui de Quasdanowich, qui, après la défaite de Bassano, s'était retiré à Gorice, fut aussi porté à environ 25 mille hommes. L'organisation permanente des Croates en régiments facilita les levées qui produisirent une partie de ces renforts, le reste se composait de quelques bataillons venus du Tyrol septentrional après la retraite des armées du Rhin, ou des recrues de l'intérieur. Le général Alvinzi, nommé pour commander en chef toutes ces forces, se rendit auprès du corps de Quasdanowich, et reprit l'offensive en se dirigeant par Bassano sur Vérone, où il espérait effectuer sa jonction avec Davidowich qui reçut l'ordre de descendre l'Adige.

Ma position était difficile; je ne pouvais m'avancer à la rencontre d'Alvinzi, sans m'éloigner de Vérone, et sans donner par conséquent la faculté à Davidowich de culbuter Vaubois, de se réunir à Wurmser sous Mantoue, et d'établir ainsi sur mes derrières une armée supérieure en nombre à toutes les troupes que j'aurais pu réunir. D'un autre côté, je ne pouvais concentrer le gros de mes forces sur Roveredo, sans ouvrir à Alvinzi le chemin de Mantoue, ce qui, en sens inverse, aurait amené les mêmes résultats. Il y avait aussi de l'inconvénient à me masser sur Vérone, puisque, de cette façon, la communication entre Alvinzi et Davidowich eût été rétablie par la vallée de la Brenta. Cependant il m'était presque aussi nécessaire d'empêcher la jonction de ces deux généraux, que de m'opposer à la réunion de l'un d'eux avec Wurmser. Il fallut donc adopter un terme moyen.

Vaubois est repoussé sur Rivoli.

Vaubois était trop inférieur en nombre pour défendre efficacement les accès de Trente. Je crus qu'en lui faisant prendre l'offensive, je réussirais à intimider Davidowich; je me trompais : le 2 novembre, Vaubois obtint quelques avantages à St-Michel, dans la vallée de l'Adige; mais, tourné lui-même sur sa droite, par la vallée du Lavis, il fut obligé de battre en retraite le lendemain pour aller se porter à Calliano. Le 4, Davidowich entra dans Trente. Le même jour, l'armée d'Alvinzi arriva à Citadella et Bassano. A l'approche de l'ennemi, Masséna s'était replié par Vicence à Montebello.

La communication entre les deux parties de l'armée ennemie semblait assurée; mais, comme en changeant de général les Autrichiens n'avaient pas renoncé à faire des fautes, ils continuèrent à agir séparément. Davidowich marcha sur Calliano, et Alvinzi se disposa à se porter par Vicence sur Vérone. Je me décidai à répéter de droite à gauche la manœuvre qui, contre Wurmser, m'avait réussi de gauche à droite; c'est-à-dire qu'après avoir cherché d'abord à battre Alvinzi et à le rejeter derrière la Piave, je

projetais de remonter la Brenta pour venir assaillir en queue Davidowich.

Affaire de la Brenta.

Je m'avançai vers la Brenta avec Augereau et Masséna; je trouvai déjà l'ennemi en deçà de cette rivière. Le 6, Masséna attaqua, à Carmignano, la gauche d'Alvinzi commandée par Provera. Sa droite, aux ordres de Quasdanowich, fut attaquée en même temps par Augereau à Lenove. Nous n'obtînmes qu'un demi-succès. Provera repassa la Brenta, et Quasdanowich se rapprocha de Bassano sans que nous ayons pu trouver jour à les entamer sérieusement.

L'ennemi était plus fort et mieux disposé à nous recevoir que je ne m'y attendais. D'un autre côté, j'appris qu'il pressait vivement Vaubois dans la vallée de l'Adige. Il fallut renoncer à mes projets. Je sentis la nécessité de me rapprocher de Vaubois et de Kilmaine. Dès le 7, je repris le chemin de Vérone; Alvinzi me suivit, et arriva le 11 à Villa-Nova. Vaubois, attaqué à Calliano, soutint de rudes combats. Le 6 et le 7, il se maintint dans sa position; mais, craignant d'être tourné par sa droite, il se retira, dans la nuit du 7 au 8, jusqu'à la Corona. Je courus à toute bride à cette division, je haranguai les 39e et 85e qui avaient faibli à Calliano. Je les menaçai d'écrire sur leurs drapeaux qu'ils n'étaient plus dignes d'être de l'armée d'Italie. Ils jurèrent de vaincre ou de mourir.

Combat de Caldiero.

Cependant je commençais à être serré de près. Je ne voulus pas l'être davantage, et je me déterminai à tomber de nouveau sur Alvinzi. Le 11, je sortis de Vérone avec Masséna et Augereau, et le lendemain, j'attaquai l'ennemi que je trouvai en position à Caldiero. Une pluie congelée, qu'un vent violent de nord-est chassait dans la figure de nos soldats et les fortes positions de l'ennemi [1], rendirent nos efforts superflus; nous fûmes repoussés.

Je passe l'Adige à Ronco.

Rentré dans Vérone, je me vis dans une position critique; j'étais trop faible partout. La fortune des armes semblait se déclarer formellement contre nous. Mais si j'avais su profiter de ses faveurs, je voulais prouver que je savais aussi la maîtriser, lors même qu'elle m'était contraire. Un autre général, à ma place, n'aurait songé qu'à repasser le Mincio, et eût perdu l'Italie. Mais tout mon avenir s'écroulait avec la perte de mes conquêtes. Il fallait risquer le tout pour le tout. Je me déterminai à passer l'Adige au-dessous de la gauche d'Alvinzi, pour agir sur ses derrières. Le parti semblait hasardeux; mais il était sage, parce qu'il était le seul qui me laissât encore quelque chance de succès.

Alvinzi, en se présentant devant Vérone par la route de Caldiero, avait à sa droite des montagnes impraticables, à sa gauche l'Adige, en face une place dont l'enceinte était à l'abri d'un coup de main. Le terrain qu'il occupait, fermé ainsi de trois côtés, ne lui offrait d'autre issue que le défilé de Villa-Nova. En passant à Ronco, je m'approchais de cette issue, je forçais l'ennemi à combattre face en arrière pour s'ouvrir un passage; enfin, je plaçais mon armée in-

[1] Les hauteurs de Caldiero sont un contrefort des montagnes de Sette-Communi, qui tombe graduellement jusqu'à l'Adige, et traverse la chaussée de Vérone à Vicence. Ces hauteurs, d'une pente fort roide, couvertes de vignobles, flanquées d'un côté par le fleuve, et de l'autre par les hautes montagnes auxquelles elles se rattachent, forment un des postes militaires les plus remarquables

férieure dans un terrain marécageux, où l'on ne combattait que sur trois digues, et où j'aurais ainsi tout l'avantage de la défensive, jointe à la supériorité individuelle de mes soldats.

Première journée d'Arcole.

J'avais retiré du blocus de Mantoue le général Kilmaine avec 2 mille hommes; je confiai à ce détachement la défense de Vérone, où il nous était d'autant plus indispensable de nous maintenir, qu'il fallait barrer le passage de la vallée de l'Adige à Alvinzi, pour l'empêcher de donner la main à Davidowich. Avec les divisions Masséna et Augereau, et la réserve de cavalerie, formant en tout environ 20 mille hommes, je partis de Vérone le 14, et je me rendis à Ronco, où je fis jeter un pont sur l'Adige. On a prétendu que j'eusse mieux fait de passer à Albaredo pour éviter l'Alpon, ses marais, et le défilé d'Arcole.

Il est vrai que j'eusse ainsi gagné plus facilement Villa-Nova, mais je n'étais pas assez fort pour me jeter à corps perdu sur la seule route d'Alvinzi; il fallait la menacer sans quitter l'appui de l'Adige, et en se rapprochant le plus vite possible et de Vérone et de la division Vaubois. Le mouvement d'Albaredo était trop large pour remplir ce triple but, et il était par trop dangereux d'aller se mettre en bataille sur l'Alpon, à Villa-Nova, en faisant face en arrière vers Vérone.

Quoi qu'il en soit, le 15 novembre, nous passâmes l'Adige à Ronco. Le terrain qui la sépare de l'Alpon est entièrement inondé : pour en sortir, il n'y avait que trois digues. Masséna se porta par celle de gauche, qui longe l'Adige, jusqu'à Porcil. Augereau prit celle du centre, qui aboutit au pont d'Arcole, sur l'Alpon. Une brigade de Croates, détachée en flanqueurs de gauche, défendait ce dernier point. Ces troupes profitèrent avec succès des avantages que présentait ce terrain, pour repousser les attaques d'Augereau. Cette circonstance, que je ne pouvais prévoir faillit nous devenir funeste : la résistance des Croates donna à Alvinzi le temps d'accourir à leur secours. Le général autrichien, inquiet pour ses derrières, envoya Provera avec six bataillons à la rencontre de Masséna, à Porcil, et, avec le gros de son armée, il rétrograda sur St-Bonifacio.

L'obstacle imprévu que la défense d'Arcole présentait ne m'empêcha pas de persister dans mon projet. Si je ne pouvais pas atteindre Villa-Nova par la rive gauche de l'Alpon, je pouvais agir par Porcil plus directement sur la ligne de retraite d'Alvinzi; mais il fallait être maître du village et du défilé d'Arcole, pour assurer ma droite, et ne pas être pris moi-même dans ce cul-de-sac. Je fis de nouveaux efforts pour emporter le pont. La plupart de mes généraux avaient été blessés en voulant payer d'exemple. Je me jetai moi-même à la tête des grenadiers. Tout fut inutile. Je dus reconnaître que le possible avait des bornes, même pour mes troupes. La tête de colonne, criblée, fut ramenée vigoureusement. Au milieu de ce désordre, je fus jeté dans le marais, où je courus grand risque d'être pris : Belliard chargea avec une compagnie de grenadiers pour me donner le temps d'en sortir.

Cependant, vers le soir, les Autrichiens abandonnèrent Arcole, à l'approche d'une de mes brigades à laquelle j'avais fait passer l'Adige au bac d'Albaredo, et qui s'avançait en remontant la gauche de l'Alpon. Mais il était déjà trop tard; je ne voulais pas me hasarder à passer la nuit avec des troupes entassées dans des marais, en présence de l'armée ennemie, déployée entre St-Bo-

nifacio et San-Stefano. Outre cela, il pouvait se faire que Vaubois fût forcé à Bussolingo, et qu'il devint nécessaire de me porter de nuit, à marche forcée, sur le Mincio, pour le rejoindre sous Mantoue; or cela m'eût été impossible, sans la précaution de repasser d'avance sur la rive droite de l'Adige. C'est ce que je fis, en ne laissant à la rive gauche que les troupes nécessaires pour la garde du pont.

Seconde journée.

Je n'étais plus à temps pour agir sur les derrières d'Alvinzi; mais j'avais réussi du moins à l'éloigner de Vérone. Cette circonstance n'aurait fait que différer ma perte, si je ne parvenais à le rejeter définitivement sur la Brenta. Il fallait le faire à tout prix. Certains que Vaubois n'avait point été inquiété le 15 par Davidowich, nous repassâmes le 16 au matin à la gauche de l'Adige. Les Autrichiens, ayant occupé Albaredo, Arcole et Porcil, s'avancèrent vers notre pont; nous les culbutâmes. Masséna entra à Porcil; puis, rabattant une de ses brigades sur le centre, coupa sur la digue une colonne de 1,500 hommes. Augereau poussa de nouveau sur Arcole : mais ici les scènes de la veille recommencèrent, et nous essuyâmes quelque perte, sans pouvoir emporter le pont. La nuit survint : je repassai l'Adige par les mêmes motifs que le jour précédent.

Troisième journée d'Arcole.

Le mauvais succès de mes premières tentatives ne me découragea pas. Davidowich avait attaqué la Corona le 16, et s'était emparé de Rivoli. Vaubois s'était retiré en assez bon ordre sur Bussolingo et Castel-Novo. Il devenait très-important de forcer Alvinzi à se retirer définitivement au-delà de Villa-Nova, pour nous remettre en communication directe avec Vérone, et courir au secours de Vaubois. Pour la troisième fois, je renouvelai l'attaque. Je l'aurais fait dix fois encore, s'il eût fallu. Je sentais que la conservation de l'Italie était nécessaire à mon existence politique. J'aimais mieux succomber à la tête de mon armée, que de commencer une retraite qui m'eût fait perdre tout le fruit de mes exploits précédents. Le 17, à la pointe du jour, mes troupes reprirent le chemin du pont. La fortune paraissait vouloir décidément me tourner le dos. Au moment où le passage allait s'effectuer, un des bateaux du pont s'enfonça. Ce malheureux accident allait m'ôter tous les moyens de ressaisir la victoire. L'adresse et le zèle de mes pontoniers me tirèrent d'affaire. Le pont fut réparé; mon armée franchit la rivière, et repoussa de nouveau les ennemis jusqu'à Porcil et Arcole. Mais comme ce n'était plus sur ce point que j'avais résolu de diriger mes principaux efforts, je me contentai d'y envoyer le général Robert, avec une demi-brigade de la division Masséna. Masséna lui-même se dirigea avec une autre demi-brigade sur Porcil. Le reste de la division demeura en réserve près du pont. Si l'ennemi profitait de sa supériorité sur Robert, j'étais en mesure de l'en faire repentir. La division Augereau eut ordre de jeter un pont sur l'Alpon, près de l'embouchure de ce ruisseau, pour agir ensuite contre la gauche des Autrichiens, et prendre ainsi Arcole à revers.

Les Autrichiens s'étaient renforcés à Arcole; ils reprirent l'offensive, et ramenèrent vigoureusement le général Robert jusque près du pont, où ils le suivirent avec trop d'imprudence. C'était tout ce que je désirais; car il me convenait de les entamer avant de tenter le passage de l'Alpon. Leur colonne profonde, fière d'un premier succès, vint donner sur le gros de la division

Masséna, en même temps que des troupes embusquées dans les roseaux fondirent sur le flanc de la colonne, en coupèrent 3 mille hommes, et refoulèrent le reste en désordre sur Arcole. Alors le moment décisif était venu. La division Augereau réussit enfin à jeter son pont. Après avoir traversé le ruisseau, elle se trouva en présence de l'aile gauche des Autrichiens, qui appuyait sa gauche à un marais. J'avais pris mes dispositions pour faire tourner cet obtacle par 800 hommes sortis de Legnago. Comme ils ne paraissaient pas encore, et que je savais que le simulacre même d'une attaque de flanc en imposait à mes ennemis, j'ordonnai à un officier de gagner la pointe de l'aile autrichienne avec une vingtaine de cavaliers et quelques trompettes. Cette ruse ne manqua pas son effet. L'infanterie autrichienne perdit l'aplomb qu'elle avait conservé jusque là. Augereau en profita pour la faire plier. L'apparition de la petite garnison de Legnago, sur les derrières de l'ennemi, l'engagea à précipiter sa retraite vers St-Bonifacio. Alors la division Masséna déboucha par Arcole et St-Grégorio. Alvinzi, qui n'avait pu nous arrêter dans un terrain très-favorable à la défensive, n'osa courir les risques d'une bataille en pays ouvert, avec une armée qui déjà ne comptait guère plus de 15 mille hommes sous les armes. Le 18, il se retira sur Montebello. J'avais perdu presqu'autant de monde que lui, je ne l'avais pas défait, mais je gagnai la faculté de me tourner contre Davidowich.

Vaubois est forcé à Rivoli.

Ce général qui, pendant huit jours, s'était amusé devant les retranchements de la Corona, avait enfin attaqué Vaubois le 16. Il ne put obtenir de grands succès ce jour-là; mais, le lendemain, Vaubois, menacé d'être tourné par sa droite, évacua sa position, et se replia derrière le Mincio, qu'il traversa à Peschiera. Le 18, Davidowich s'avança à Castel-Novo; je résolus de lui faire payer cher ses légers succès. Je ne fis suivre Alvinzi que par la réserve de cavalerie : le gros de mon infanterie se rabattit de Villa-Nova sur Vérone, où je rentrai triomphant par la porte de Venise, trois jours après en être sorti mystérieusement par celle de Milan.

Les habitants et mes soldats mêmes, étonnés de mes manœuvres auxquelles ils ne concevaient rien, me regardaient avec la même admiration. Masséna repassa l'Adige à Vérone, et se dirigea sur Villa-Franca, où il devait se réunir à Vaubois, qui s'y rendrait après avoir repassé le Mincio à Borghetto. Ces deux divisions étaient destinées à attaquer Davidowich de front. Augereau se porta de Vérone, par les montagnes, sur Dolce, pour lui couper la retraite. Davidowich n'échappa à une ruine certaine, qu'en se hâtant de regagner Roveredo; son arrière-garde fut fortement entamée.

Alvinzi, de son côté, voyant qu'il n'avait que de la cavalerie à ses trousses, retourna à Villa-Nova. Mais j'avais déjà fini avec Davidowich, et je me préparai à déboucher de nouveau par Vérone, sur la rive gauche de l'Adige. Alvinzi, isolé, n'osa tenir la campagne, et se replia derrière la Brenta.

Wurmser est resserré dans Mantoue.

Pendant que les grands coups se frappaient sur l'Adige, Wurmser était demeuré tranquille. Alvinzi, en commençant ses opérations, avait calculé qu'il ne pourrait arriver devant Mantoue que le 23, et il avait engagé Wurmser à ne faire de sortie que ce jour-là. Mais les choses n'ayant pas tourné comme les ennemis l'avaient espéré, il se trouva que Kilmaine était déjà revenu devant la place.

Le corps de blocus eut ainsi la facilité de repousser les assiégés.

Revers de nos armes en Allemagne.

Ces événements étaient d'autant plus heureux, que les armées d'Allemagne, au contraire, étaient ramenées jusque sur le Rhin. J'ai déjà dit que l'archiduc Charles avait sagement résolu de jeter le gros de son armée sur Jourdan, certain, s'il le battait en Franconie, de le ramener sur Mayence et de compromettre Moreau, qui s'était avancé jusqu'à Munich. Le succès était infaillible : et si, après la bataille de Wurtzbourg que l'archiduc gagna le 3 septembre, il se fût jeté sur les communications de Moreau, en se bornant à faire suivre les débris de Jourdan par 20 mille hommes, c'en était fait de l'armée du Rhin. Moreau, faiblement inquiété, fit sa retraite en bon ordre, pendant que l'archiduc courait sur la Lahn.

Nos armées revinrent défendre Kehl et Dusseldorf ; l'archiduc concentra tous ses moyens sur le Haut-Rhin, pour reprendre Kehl, que Moreau et Desaix défendirent à merveille, jusqu'au milieu de janvier.

Pour comble de contrariété, le Directoire remplaça Jourdan par Bournonville. Celui-ci était en effet bien au-dessous de son prédécesseur. Quoique renforcé par 20 mille hommes de superbes troupes venues de l'armée qui occupait depuis deux ans la Hollande, et par 25 mille qui avaient bloqué Mayence, il resta oisif pendant deux mois avec 80 mille hommes, contre 25 mille Autrichiens.

Cette oisiveté était d'autant plus blâmable, qu'elle avait lieu en novembre et décembre, à l'époque la plus critique pour Moreau et pour moi; car je venais d'éprouver de rudes pertes sur la Brenta, à Caliano et à Arcole.

Mesures pour consolider nos conquêtes.

Venise ayant rejeté notre alliance, il fallut adopter un plan qui pût nous tirer de la position critique dans laquelle nous nous trouvions.

Je fis les plus vives instances à l'effet d'obtenir du Directoire les forces nécessaires, non-seulement pour nous maintenir, mais encore pour assurer la chute de Wurmser, et porter ensuite mes efforts jusqu'au cœur de la monarchie autrichienne.

Le Directoire m'envoya d'abord une division tirée de l'armée des côtes de l'Océan; mais les troubles excités dans le Midi par la réaction royaliste en firent retenir une partie en Provence, et le général Rey m'amena à peine 6 mille hommes ; tandis qu'il eût été facile de m'en envoyer 25 mille, si l'on n'avait pas entrepris, dans ce moment peu opportun, une descente en Irlande.

Expédition d'Irlande.

Le but de cet ouvrage étant uniquement de parler de ce qui me concerne, et non de tracer l'histoire d'une époque à laquelle je ne tenais point le timon de la France, je ne m'étendrai ni sur ce qui se passait alors dans cette île, ni sur les négociations entamées à Paris par lord Malmesbury. Je dirai seulement que le Directoire, méditant une expédition de 25 mille hommes sous Hoche, pour porter aux 4 millions de catholiques irlandais un point d'appui qui pourrait ébranler la puissance anglaise, négligeait pour ce but important, mais intempestif, l'envoi des renforts qu'on aurait pu m'envoyer de l'armée des côtes. Rien n'était plus naturel que de tenter l'expédition d'Irlande, après qu'on aurait forcé l'Autriche à la paix; mais il était imprudent de vouloir la dicter à la fois dans Vienne et dans Dublin, avec le peu de forces dont on disposait alors. Hoche partit en effet le 14 décembre de

Brest, mais la tempête dispersa son escadre; ses vaisseaux isolés eurent le bonheur d'échapper aux Anglais et de regagner les ports. Ses soldats, débarqués, allèrent au commencement de la campagne suivante ramener la victoire sous les drapeaux de l'armée de Sambre-et-Meuse, après avoir tardé un an entier de venir l'assurer à l'armée d'Italie.

Les avis ont été partagés sur les chances de succès et le degré d'importance de l'expédition d'Irlande : on est assez d'accord qu'une diversion de cette nature, occupant sérieusement l'Angleterre, l'eût empêchée de porter ses efforts dans les deux Indes. Beaucoup de militaires, convaincus qu'il s'agissait moins de jeter quelques divisions à terre, que de se maintenir à la longue dans une lutte corps à corps contre une nation pleine d'énergie et de patriotisme, pensent néanmoins qu'il n'y avait aucun espoir de réussir, tant qu'on ne se serait pas rendu maître de la mer. Ils prétendent que la faible armée de Hoche, après avoir forcé le cabinet de St-James à recourir à des levées nationales, se trouvant consumée dans cent combats, eût été obligée de signer un traité d'évacuation ou de rembarquer ses débris. En admettant cette supposition comme la plus probable, il faut convenir alors qu'au lieu de retenir 25 mille hommes d'élite aussi longtemps en Bretagne, et de les aventurer ensuite sur les côtes de l'Irlande, il eût été beaucoup plus sage d'en porter 5 à 6 mille avec d'habiles chefs à Tippo-Saïb, et de m'en envoyer 20 mille pour assurer la défaite de Wurmser et d'Alvinzi, sous les efforts desquels je fus trois fois à la veille de succomber.

Les éléments d'une insurrection irlandaise devant durer longtemps encore, rien n'empêchait le Directoire d'ajourner ses projets à l'époque opportune où, délivré de la guerre continentale, il aurait pu tenter une expédition sans compromettre le succès de ses armes. Dans l'état actuel des choses, il semblait plus urgent de délivrer l'Inde, et de dicter la paix à l'Autriche, que d'exciter une guerre civile sur les bords du Shanon.

Négociations inutiles.

Les négociations entamées avec Malmesbury ne pouvaient cheminer sans qu'on s'expliquât préalablement avec l'Autriche, de laquelle il fallait obtenir l'abandon de la Belgique, pour le faire sanctionner ensuite par les Anglais. Clarke fut chargé d'aller demander à Vienne la conclusion d'un armistice, et proposer l'envoi de négociateurs à Bâle ou à Paris. Il se rendit à cet effet à mon quartier-général; mais les succès de l'archiduc, en Allemagne, ayant relevé les espérances et les prétentions de la maison d'Autriche, on ne lui permit pas de franchir les avant-postes. Un événement de la plus haute importance, qui venait de se passer dans le Nord, pouvait aussi changer la face des affaires sur le continent. La grande Catherine avait terminé, le 17 novembre, par une mort subite, sa longue et illustre carrière; son fils, Paul Ier, lui succédait. Ce prince, bizarre en tout, pouvait adopter une politique entièrement opposée à celle de sa mère, soit qu'il profitât des commotions de l'Occident pour faire la guerre aux Turcs, soit qu'il voulût prendre part aux affaires de France. Dans l'incertitude de ce qu'il en arriverait, le cabinet de Vienne crut devoir envoyer au-devant de Clarke le baron de Vincent, avec lequel il s'aboucha à Vicence le 4 janvier, autant sur la proposition de l'envoi de négociateurs, que sur la nécessité de conclure au préalable un armistice pour les armées d'Allemagne et d'Italie. La paix présentait trop d'articles litigieux, pour être définitivement

traitée aux avant-postes; et les conditions de l'armistice n'offraient pas moins de difficultés. Je fis sentir à Clarke que tous les avantages seraient du côté des Autrichiens, si on leur permettait la moindre communication avec Mantoue, dont la famine assurait la prochaine reddition. Ceux-ci, au contraire, insistèrent pour que la garnison fût alimentée pendant la durée de la suspension d'armes. On ne put tomber d'accord. M. de Vincent, négociateur sans pouvoirs, retourna donc à Vienne soumettre les propositions de la France; et son cabinet renvoya Clarke, pour la forme, au ministre impérial près la cour de Turin.

Dans cet intervalle, Malmesbury, n'ayant pas pu s'entendre sur le premier article de la négociation, avait quitté Paris, soupçonné de n'y être venu que pour apprendre le but de la grande expédition qui se préparait à Brest contre l'Irlande. Dès lors, il fallut songer, de notre part, à se maintenir jusqu'à l'arrivée des renforts dans la position où l'on se trouvait, et du côté des impériaux, à redoubler d'énergie et d'activité pour sauver Wurmser.

On m'envoie enfin de grands renforts du Rhin.

Le gouvernement, qui ne se reposait sans doute pas sur le succès des négociations confiées à Clarke, cédant au tableau des dangers de ma position, et convaincu par la lutte d'Arcole qu'il n'avait tenu qu'à un fil que je fusse expulsé d'Italie, se décida enfin à prendre des mesures décisives; les belles divisions Bernadotte et Delmas, tirées des armées du Rhin, et dirigées, malgré l'hiver, à travers les Alpes, durent porter mon armée à 75 mille hommes. Ce grand détachement pouvait se faire sans compromettre les armées d'Allemagne, retirées sous le canon de Strasbourg et de Dusseldorf, et renforcées d'ailleurs par de nombreuses troupes fraîches tirées de la Belgique et de la Hollande. C'était porter au contraire le théâtre décisif de la guerre sur le point où l'ennemi se trouvait le plus vulnérable.

En attendant la réalisation de ces belles espérances encore assez loin de moi, j'employai le mois de décembre à presser l'organisation intérieure de l'Italie, et à me mettre en garde contre Venise, de plus en plus indisposée par les dangers et les charges de la guerre.

Je sentais que, ne pouvant l'attirer dans nos intérêts, le plus sage était de lui susciter des embarras, et de lui ôter tous les moyens de nous nuire. A cet effet, et pour couvrir en même temps le flanc gauche et les derrières de mon armée du côté de la Valteline, je fis occuper le château de Bergame, citadelle assez importante, perchée sur le dernier versant des Alpes vers la Lombardie. Des sociétés patriotiques établies à Brescia, à Bergame, à Crema, semèrent partout les germes de la démocratie, qui flatte toujours la multitude.

Je m'étais rendu à Bologne, autant pour diriger les opérations des deux petites républiques, cispadane et transpadane, que pour menacer le pape et le forcer à exécuter les articles de l'armistice, lorsque j'appris qu'Alvinzi s'avançait avec une nouvelle armée pour débloquer Wurmser.

Nouvel effort d'Alvinzi pour sauver Wurmser.

En effet, tout ce que je faisais était comme l'ouvrage de Pénélope : il se trouvait défait à mesure par la constance que le cabinet de Vienne mettait à envoyer de nouveaux renforts à son armée d'Italie, et par l'incurie du Directoire, qui avait tant tardé à me soutenir. On me traitait à Paris comme Annibal l'avait été par le sénat de Carthage. A la fin de décembre, Alvinzi

eut de nouveau plus de 40 mille hommes à ses ordres; pour la quatrième fois, il fallut donc combattre pour la possession de Mantoue.

Avant l'arrivée des renforts que j'attendais du Rhin, je ne tardai pas à apprendre qu'Alvinzi avait repris l'offensive et je volai sur l'Adige. Mon armée occupait les positions suivantes : la division Serrurier devant Mantoue; Augereau sur l'Adige, depuis Vérone jusque au-delà de Legnago; Masséna à Vérone; Joubert, avec une quatrième division, à la Corona et à Rivoli. Chacune de ces quatre divisions était d'environ 10 mille hommes. Le général Rey se trouvait à Desenzano avec une réserve de 4 mille hommes.

L'ennemi avançait à la fois sur mon centre et sur mes deux ailes par Roveredo, par Vicence et par Padoue. Comme nous ignorions sur laquelle de ces trois directions il portait le gros de ses forces, je me déterminai à garder mes positions jusqu'à ce qu'il eût développé ses projets. Le 12 janvier, la colonne qui s'avançait par Vicence s'approcha de Vérone, et fit plier les avant-postes de Masséna. Mais le gros de la division de ce général ayant débouché sur St-Michel, l'ennemi fut repoussé avec perte. J'acquis la certitude qu'il n'était pas en forces sur ce point.

Joubert est repoussé sur Rivoli.

Le lendemain dans l'après-midi, je reçus la nouvelle que le général Joubert, pressé de front par des forces supérieures, et menacé sur ses deux flancs par de fortes colonnes, avait été obligé dans la matinée d'évacuer la position de la Corona et de se replier sur Rivoli, d'où il comptait continuer sa retraite sur Castel-Novo. Dès lors, plus de doute sur les projets de l'ennemi. Il était clair que la colonne de Vicence et celle qui se dirigeait sur le bas Adige n'étaient que des diversions pour faciliter la marche du corps principal, qui se portait par la vallée de l'Adige. L'important était donc de battre ce corps en lui opposant le gros de mon armée. Je partis sur-le-champ de Vérone avec la plus grande partie de la division Masséna. Je ne laissai à Vérone qu'environ 2 mille hommes pour contenir la colonne de Vicence; j'envoyai en même temps l'ordre à Rey de se diriger de Salo sur Rivoli, où j'avais résolu de réunir la masse de mes forces. Le rapport de Joubert m'avait fait deviner qu'Alvinzi, cédant à la manie ordinaire des Autrichiens, ne s'était pas contenté de s'affaiblir par les corps lancés sur Vérone et Legnago, mais qu'il avait encore disséminé ce qu'il avait avec lui. Je compris qu'en occupant le plateau de Rivoli, où venaient se réunir les différents sentiers qui sillonnent cette contrée montagneuse, je gagnerais la faculté d'agir en masse contre des colonnes séparées entre elles par des obstacles insurmontables. Pour ne pas me dessaisir de cet avantage, j'ordonnai à Joubert de se maintenir à tout prix en avant de Rivoli jusqu'à mon arrivée.

Je ne m'étais pas mépris sur les dispositions d'Alvinzi. Ce général, en partant de Bassano, avait envoyé Provera avec 8 mille hommes sur Legnago, et Bajalich avec 5 mille sur Vérone. Lui-même, à la tête d'environ 30 mille hommes, déboucha par Roveredo sur la Corona. Il subdivisa encore cette petite armée en six colonnes. Trois de ces colonnes, formant un total de 12 mille hommes, pressaient Joubert de front. Le général Lusignan, avec une autre de 4 mille hommes, devait tourner notre gauche en passant par le revers occidental du Monte Baldo. Quasdanowich, avec une cinquième colonne de 8 mille hommes, était destiné à assaillir la droite, en se portant par le che-

min qui longe la droite de l'Adige : l'artillerie et la cavalerie, ne pouvant être employées dans les sentiers des montagnes, suivaient cette dernière colonne. Enfin Wukassowich, avec la sixième de 4 mille hommes, descendait la gauche de l'Adige, se dirigeant sur la Chiusa. Pour se faire une idée de tout le décousu de ces dispositions, il faut se rappeler que la crête du Monte-Baldo empêchant la communication entre la colonne de Lusignan et celles du centre, celles-ci étaient également séparées de celle de Quasdanowich par les sommités impraticables de San-Marco, et qu'enfin l'Adige se trouvait entre Quasdanowich et Wukassowich. Outre cela, toutes les colonnes agissantes de l'ennemi arrivaient par les montagnes sans canon, tandis que, placé sur le plateau de Rivoli, je pouvais les recevoir successivement même avec du canon de douze. Il était aisé de prévoir que le moindre incident qui les empêcherait de donner avec un ensemble parfait, nous assurerait la victoire.

Bataille de Rivoli.

Mes ordres, parvenus à Joubert au milieu de la nuit, le trouvèrent en pleine retraite. Il retourna sur-le-champ dans la position de Rivoli, que fort heureusement l'ennemi n'avait point encore eu le temps d'occuper. Je l'y rejoignis après minuit; il faisait un beau clair de lune, et les feux éclairant les cimes blanchies du Monte-Baldo, nous pûmes compter les cinq camps ennemis. Le 14 au matin, je fis mes dispositions : le gros de la division Joubert marcha sur Caprino, San-Giovanni et San-Marco, contre le centre des Autrichiens, pendant qu'une demi-brigade, placée dans des retranchements en arrière d'Osteria, couvrait ma droite et arrêtait Quasdanowich. Masséna, qui avançait à grands pas, reçut en même temps l'ordre de détacher une demi-brigade pour contenir Lusignan. Le combat s'engagea vivement : Joubert n'était pas le plus fort; sa gauche débordée plia. A la vue de ce mouvement, la droite, commandée par le général Vial, rétrograda aussi; mais la 14e de ligne se soutint admirablement au centre, et me donna les moyens de rétablir les affaires. J'accourus à la gauche, et dirigeai à son soutien la colonne de Masséna qui venait d'arriver. L'ennemi fut repoussé, et notre gauche se rétablit sur les hauteurs de Trombalora.

Néanmoins le moment critique n'était pas encore passé : ma droite était vivement poursuivie par les Autrichiens qui descendaient des hauteurs de San-Marco. En même temps Quasdanowich avait forcé les retranchements d'Osteria, et sa colonne commençait à gravir le plateau de Rivoli. D'un autre côté, Lusignan, maître de Coserman, se dirigeait par Affi sur mes derrières.

Je me voyais entouré, mais, loin de perdre courage, je demeurai convaincu que, si je pouvais parvenir à culbuter Quasdanowich, je n'aurais rien à craindre de Lusignan, qui ne faisait que courir à sa propre perte. Quasdanowich était obligé de défiler par un ravin très-profond et enfilé par nos batteries. A peine la tête de sa colonne parut-elle sur le plateau, qu'elle fut assaillie sur ses deux flancs par de l'infanterie, et en front par de la cavalerie que l'intrépide Lasalle mena à la charge. L'ennemi fut culbuté et rejeté dans le ravin. Le désordre y était déjà grand, lorsqu'un de nos obus vint faire sauter un caisson dans le profond ravin qui longe l'Adige, où les Autrichiens étaint entassés : dès lors la confusion et la terreur y furent au comble : infanterie, cavalerie, artillerie, rétrogradèrent pêle-mêle par Incanale.

Débarrassé de Quasdanowich, je réunis tous mes efforts pour soutenir Vial qui

était en pleine retraite. Les Autrichiens s'étaient débandés en le poursuivant avec trop d'imprudence. Deux cents chevaux que je lançai contre eux les mirent dans une déroute complète qui se communiqua à tout leur centre C'est un exemple frappant, que la plus petite troupe peut faire un effet merveilleux quand elle est engagée à propos. Alvinzi ne put rallier ses fuyards que derrière le Tasso.

La victoire était à moi, mais la ruine de Lusignan devait la compléter. Ce général, n'éprouvant pas de résistance sérieuse, vint s'établir sur le Mont-Pipole pour me couper entièrement la retraite. Je couvris mes derrières en lui opposant une partie de la division Masséna, qui entretint le combat jusqu'à l'arrivée de Rey. La tête de la colonne de ce dernier ayant enfin débouché d'Orza sur les derrières de Lusignan, celui-ci se vit entouré à son tour; son corps fut détruit, il regagna le Monte-Baldo avec quelques centaines d'hommes seulement.

Provera marche sur Mantoue.

Le soir même de la bataille, j'appris que Provera, forçant le centre de la division Augereau éparpillée tout le long de l'Adige, avait réussi à passer le fleuve à Anghiari le 13 au soir, et qu'il se dirigeait sur Mantoue. Il était urgent de l'empêcher de débloquer la place. Je calculai que Joubert, réuni à Rey, serait assez fort pour pousser les débris d'Alvinzi. Moi-même, avec la division Masséna, je repartis sur-le-champ en me dirigeant sur Roverbella, où j'arrivai le 15 au soir. Le 14, Provera était arrivé à Nogara sans avoir rencontré d'obstacle dans sa route; mais Augereau, ayant eu le temps de réunir le gros de sa division à Anghiari, était tombé sur son arrière-garde, l'avait fortement entamée, et brûlé le pont sur l'Adige.

Le 15, Provera arriva devant Mantoue : il s'était flatté d'y entrer par le faubourg de St-Georges; mais, le trouvant retranché et occupé par nous, il ne put communiquer avec la place. Cependant il ne désespérait pas encore de s'ouvrir le passage, en attaquant le lendemain du côté de la citadelle. Je lui préparais une réception à laquelle il était loin de s'attendre. Le 16, à cinq heures du matin, Provera attaqua le poste de la Favorite, et Wurmser celui de St-Antoine. Serrurier, qui les défendait, réussit à s'y maintenir à l'aide des renforts que je lui amenai. Wurmser rentra dans la place. Provera ne s'en tira pas à si bon marché : attaqué de front par Serrurier, sur sa gauche par la garnison de St-Georges, et sur sa droite, par le reste de la division Masséna que je dirigeais contre lui, il se trouva accablé. Pour mettre le comble à son désespoir, la division Augereau, débouchant par Castellaro, parut sur ses derrières; il mit bas les armes avec 5 mille hommes qui lui restaient.

A l'instant même où ceci se passait, Joubert n'avait pas agi avec moins d'activité. La retraite de Quasdanowich sur Rivalta, et la destruction du corps de Lusignan, laissaient les troupes du centre d'Alvinzi abandonnées à leurs propres forces. Le 15, Joubert, en portant vivement des colonnes par le revers du Monte-Magnone et du Monte-Baldo, réussit à les tourner par les deux flancs. Les colonnes autrichiennes, prévenues sur leur ligne de retraite, et adossées au précipice de la Corona, furent presque entièrement détruites avant d'avoir atteint Ferrara; près de 5 mille hommes mirent bas les armes.

Fin de la campagne.

Après avoir fini avec Provera, je me reportai sur l'Adige. Alvinzi avait perdu plus de la moitié de son armée. Il ramena ce qui lui

restait derrière la Piave, ne laissant pour la défense du Tyrol que le général Laudon avec environ 8 mille hommes. Les arrière-gardes autrichiennes furent partout culbutées. Au commencement de février, mon armée se retrouva dans les positions qu'elle avait occupées avant la bataille d'Arcole : Joubert sur le Lavis, Masséna à Bassano, Augereau à Citadella.

Telle fut la célèbre bataille de Rivoli, dans laquelle nous fîmes environ 20 mille prisonniers avec 30 mille combattants. Nos légions s'y couvrirent de gloire, et surpassèrent la rapidité tant vantée des légions de César. Les mêmes troupes que j'avais fait sortir de Vérone, et combattre vers St-Michel le 13, marchèrent toute la nuit sur Rivoli, y combattirent dans les montagnes le 14 jusqu'à la nuit, revinrent sur Mantoue le 15, et firent capituler Provera, qui les croyait battues dans les rochers de la Corona.

Wurmser capitule à Mantoue.

Mantoue capitula enfin le 2 février : la garnison, aux abois, avait déjà mangé tous ses chevaux ; et la mortalité, qui s'y était introduite, l'avait considérablement affaiblie. Cependant elle comptait encore environ 13 mille hommes sous les armes, qui, déclarés prisonniers de guerre, furent conduits à Trieste pour y être échangés. Le nombre des malades n'était pas moins de 7 mille ; nous retrouvâmes l'artillerie de siége que nous avions abandonnée à l'époque de Castiglione, et 350 pièces, tant sur les ramparts que dans l'arsenal.

Expédition sur la Romagne.

Pendant que j'étais aux prises avec Alvinzi, la cour de Rome, séduite par les instigations de mes ennemis, avait rompu l'armistice conclu au mois de juin, et faisait des armements extraordinaires dont elle confiait le commandement au général Colli, que le cabinet de Vienne lui avait envoyé à cet effet. Il fallait la punir, autant pour l'exemple des autres, que pour se débarrasser d'un ennemi peu dangereux, mais toujours incommode. Je formai une division dont je donnai le commandement au général Victor, et que je dirigeai sur Imola, où elle arriva le 2 février. La campagne ne fut ni longue ni sanglante. Un corps de 4 mille hommes de troupes papales voulut défendre le Senio ; il fut culbuté avec grande perte. Le 9, Victor arriva à Ancône, où il fit encore mettre bas les armes à 12 cents hommes. Notre avant-garde s'empara de Notre-Dame-de-Lorette et de son fameux trésor. Le 18, nous nous avançâmes jusqu'à Tolentino. La terreur était au comble dans Rome.

J'étais maître des états du pape ; mais il n'entrait pas dans mes vues de détruire sa puissance : d'ailleurs cela n'était pas si facile qu'on l'imagine dans la situation où se trouvaient alors les affaires : nous avions à ménager les cours de Madrid et de Naples qui s'intéressaient à lui ; indépendamment de cette considération, il eût été imprudent de nous affaiblir par les garnisons qu'il aurait fallu laisser à Rome ou dans les autres places : ce n'était pas à l'ouverture d'une campagne décisive, au cœur de l'Autriche que j'aurais commis une faute aussi grave.

J'écrivis donc à Rome pour proposer un accommodement. On s'empressa de m'envoyer des plénipotentiaires. La négociation ne fut pas longue. Il ne s'agissait pas de traiter ; il n'y avait qu'à signer les conditions que j'imposerais. La paix fut conclue à Tolentino le 19. Le pape confirma la cession d'Avignon, du Comtat, et des légations de Ferrare et de Bologne. Il renonça encore à la Romagne, et s'obligea à payer une contribution de trente millions. Ces

stipulations étaient trop dures pour ne pas faire du saint-siége un ennemi irréconciliable; elles ne l'étaient pas assez pour lui enlever tout moyen de nous nuire.

Je ne me dissimulai point ces inconvénients; mais il n'était pas en mon pouvoir de changer la face des affaires : la politique de l'état appartenait au Directoire; il ne voulait qu'humilier le pape et braver ses foudres, sans songer à s'en faire un allié ou un instrument. Dans la position où nous nous trouvions sur l'Adige, je ne devais songer qu'à remplir les vues du gouvernement, tout en débarrassant momentanément mon armée d'un voisinage importun.

CHAPITRE III.

Passage du Tagliamento. Affaires de Tarvis, Neumarck, Hundsmark. Préliminaires de Léoben; révolutions de Venise, de Gênes, de la Valteline. Négociations d'Udine ou de Passeriano. Guerre maritime. Bataille du cap St-Vincent. Les Anglais prennent la Trinité. Ils échouent à Ténériffe et Porto-Ricco. Insurrection des flottes anglaises. Pitt envoie Malmesbury à Lille. Intérieur de la France. Journée du 18 fructidor. Les négociations, prêtes à toucher à leur fin, sont rompues par la faute du directoire. Bonaparte prend sur lui de signer la paix continentale contre ses instructions. Avantages du traité de Campo-Formio. Bataille navale de Camperduyn. Congrès de Rastadt. Retour de Bonaparte à Paris. Préparatifs de l'expédition d'Égypte. Invasion de la Suisse et de Rome.

La brillante victoire de Rivoli, la reddition de Mantoue, l'évacuation de la Corse par les Anglais, la paix avec Naples et Rome, l'approche des puissants renforts que j'attendais, avaient enfin changé de fond en comble la face des affaires en Italie. Définitivement assuré de ce pays, j'entrepris de faire trembler l'empereur jusque dans sa capitale. Les divisions de l'armée du Rhin étant arrivées dans le courant du mois de mars, je me vis à la tête de 75 mille hommes. Cependant je dus en laisser environ 20 mille pour garnir les places et observer le midi de la péninsule. Avec le reste de mes forces, je me portai en avant. Pour me seconder, le Directoire ordonna à Moreau de repasser le Rhin à Kehl, tandis que Hoche, après avoir réorganisé l'armée de Sambre-et-Meuse, s'avancerait de nouveau sur le Mein.

L'archiduc Charles prend le commandement de l'armée autrichienne.

Le cabinet de Vienne avait eu la même idée que nous de porter le théâtre de la guerre en Italie; mais il ne le fit qu'après la prise de Kehl par l'archiduc Charles et le désastre d'Alvinzi à Rivoli. Ce ne fut donc qu'au milieu de janvier que ce prince, illustré par une campagne savante, partit avec 3 divisions d'élite pour traverser le Tyrol, et vint m'offrir enfin un adversaire digne de moi.

Traité avec le roi de Sardaigne.

Si les événements dont on vient de parler, avaient rendu notre position aussi solide qu'elle était auparavant précaire et hasardée, il faut observer néanmoins que tant que le roi de Sardaigne n'était pas notre allié, il pouvait, au moindre revers, devenir notre ennemi. J'avais souvent pressé le Directoire de lui offrir les plus grands avantages, pour l'amener à un traité offensif et défensif. Je pris sur moi d'en signer un le 16 février, à Bologne, avec le comte de Balbo; mais le Directoire, jaloux de ses prérogatives, ne le ratifia pas, et renvoya l'affaire au général Clarke, qui se trouvait alors à Turin. L'arrangement ne fut terminé

que le 8 avril, avec le ministre Damian de Priocca, alors que l'armistice de Léoben le rendait inutile, encore ne fut-il point ratifié à Paris.

Si l'on avait obtenu à temps un secours de 10 mille Piémontais, notre armée eût été portée à 90 mille hommes par les divisions Bernadotte et Delmas; nos derrières auraient été libres et entièrement composés d'alliés, du moins jusqu'à l'Adige.

Affaires avec Venise.

Il n'y avait que Venise dont l'esprit inquiet pouvait nous donner des craintes : la guerre ravageait ses états de terre ferme, et le peuple, excité contre nous, n'attendait qu'un signal pour se lever.

La propagande démocratique avait eu des prosélytes à Brescia et à Bergame. Les patriotes de ces villes demandaient à s'unir à la Lombardie, et la révolution y éclata au moment où j'allais pénétrer dans le Frioul. Cette révolution, excitée par l'adjudant-général Landrieux, fut plutôt l'ouvrage des commissaires du Directoire que le mien; mais elle entrait dans mes convenances, et je la laissai faire.

La raison en est fort simple : si les démocrates triomphaient, ils renforceraient mon armée et le parti pour lequel nous combattions; s'ils succombaient, l'oligarchie hostile contre nous m'autorisait à fondre sur elle et à la détruire. Je tenais à ce que nous restassions maîtres de l'Italie. Si j'aimais la France, je n'oubliais pas entièrement mon origine italienne : j'avais à cœur de relever une nation si intéressante par ses anciens souvenirs; or, pour obtenir à la paix la cession du Milanais par l'Autriche, qui renoncerait déjà à la Belgique, il fallait absolument avoir quelque équivalent à lui offrir pour l'un ou l'autre de ces pays. Si Venise nous fournissait de justes causes de mécontentement, elle venait s'offrir elle-même à nos coups, et servir de victime aux combinaisons de notre politique.

Troubles dans les états de terre ferme.

Le joug de Venise pesait moins sur le peuple que sur l'honneur des classes notables. Il n'y a pas de domination plus absurde que celle d'une seule ville sur toute une nation, à moins que cette ville n'accorde aux notables du pays une part convenable au gouvernement. Dans ce cas, ce n'est plus une oligarchie odieuse, comme celle de Berne et de Venise; c'est une aristocratie comme elle exista à Rome après qu'on y eut accordé le droit de cité aux Latins : c'est, en un mot, la seule forme de république qui soit raisonnable.

Si le sénat avait accordé à temps trente nouvelles places de sénateurs aux bonnes familles de Brescia, Bergame, Vérone, Vicence, Padoue et Trévise, nous n'eussions eu aucun crédit sur le peuple de terre ferme. Au lieu d'écarter l'orage par une sage concession, il voulut sévir, excita les paysans des montagnes de Salo contre Brescia, et les fit appuyer par le général Fioravanti. On en vint aux mains; Salo fut pris par les ennemis, et repris par les patriotes aidés de nos soldats et des Cisalpins. En même temps le sénat armait 8 à 10 mille Esclavons, renforçait ses troupes, et équipait une flotille redoutable pour couvrir les lagunes.

Négociations avec le célèbre Pesaro.

Dans notre position, il fallait nous attacher Venise ou la paralyser. Le sénat m'envoya Pesaro pour s'expliquer sur les troubles de Brescia. J'essayai de lui prouver qu'il était de son intérêt d'accepter franchement notre alliance, en faisant quelques modifications à son gouvernement; je lui

donnai même à entendre qu'il voudrait vainement se jeter dans l'autre balancier en se déclarant pour l'Autriche, car avant quinze jours j'aurais chassé les impériaux du Frioul et envahi la Carinthie.

Armements du sénat.

Le sénat avait pris son parti : il nous haïssait trop pour embrasser notre cause; il avait trop peur de nous et de l'influence autrichienne pour se jeter dans les bras de l'Autriche. Il n'eut que le courage du poltron : il résolut de nous imposer en se mettant en défense, et de jurer jusqu'au bout de sa neutralité absolue. On s'était aigri de part et d'autre à tel point que je ne pouvais plus être dupe de cette neutralité; elle eût duré tant que la victoire nous eût favorisés; mais au moindre combat douteux sur les Alpes noriques, 20 mille Vénitiens, secondés de la levée en masse des paysans, eussent fondu sur nos derrières, égorgé nos dépôts, coupé notre retraite.

Cet état de choses ne m'aurait point alarmé, si le Directoire en eût fini avec le roi de Sardaigne; car alors le contingent piémontais m'eût permis de laisser 10 à 12 mille Français pour neutraliser Venise. Mais la cour de Turin voulait qu'on lui garantît tout ou partie de la Lombardie, et le Directoire ne voulait pas se lier de manière à en faire une condition *sine quâ non* de la paix avec l'Autriche. C'était un enfantillage, car une pareille clause est toujours éventuelle : *à l'impossible nul n'est tenu;* et nous avions sur la rive droite du Pô de quoi l'indemniser au besoin.

Je me décide à prévenir l'archiduc avant la réunion de ses forces.

Cependant l'archiduc, ayant pris les devants, s'était rendu de sa personne sur la Piave, en attendant les trois divisions qui lui venaient du Rhin par le Tyrol ou la vallée de la Drave, et qui se trouvaient encore fort éloignées.

Bernadotte et Delmas étaient arrivés depuis huit jours à mon armée, que les secours autrichiens traversaient encore la Bavière. Me trouvant ainsi en mesure avant l'ennemi, il s'agissait d'en profiter. Je résolus de le prévenir et de l'attaquer à outrance, sans m'embarrasser des Vénitiens. La division Victor, restée à Ancône pour l'exécution du traité avec le pape, reçut l'ordre de revenir sur l'Adige, où elle couvrirait mes communications. Je m'ébranlai avec les divisions Masséna, Bernadotte, Serrurier et Augereau (cette dernière commandée alors par Guyeux), le tout formant 38 mille hommes. Je donnai à Joubert les divisions Delmas, Baraguay-d'Hilliers, et celle qu'il commandait lui-même à Rivoli; ce qui montait à 17 mille combattants.

Projet d'opérations.

En partant du Mincio, deux lignes d'opérations se présentent pour agir contre les états héréditaires de l'Autriche : la première, au nord par la vallée de l'Adige ou le Tyrol; la deuxième, à l'est, par le Frioul et la Carniole. On voit que ces deux lignes forment un angle droit dont Vérone est le sommet. L'ennemi les occupant toutes deux, on ne pouvait en prendre exclusivement une, sans prêter le flanc et les derrières au corps qui descendrait de l'autre. Le Tyrol offre plus de difficultés en faveur de celui qui se défend, et ne menait pas aussi directement au cœur des états héréditaires; d'ailleurs, ses vallées resserrées ne permettaient pas d'y développer mes forces. Dès lors, le Frioul me convenait mieux. Toutefois, on ne pouvait s'avancer sur Udine sans prêter le dos à l'ennemi qui déboucherait du Tyrol. Il convenait donc, non pas de former une

ligne d'opérations double et permanente, mais de pousser un grand corps sur le haut Adige pour mettre hors de cause l'ennemi dans le Tyrol; puis de rabattre ce corps sur l'armée par la vallée de la Drave, que la nature semble avoir tracée pour favoriser un tel mouvement. C'était le moyen le plus convenable d'obvier aux inconvénients du théâtre de la guerre. Mais il fallait se donner la main à point nommé vers Clagenfurth, opération délicate et très-compliquée.

Cependant si la configuration du pays avait des chances contre nous, elle avait aussi son côté favorable; car si l'ennemi voulait défendre le Frioul par des positions parallèles derrière la Piave, le Tagliamento, l'Isonzo, Saligne longerait la mer peu distante de son aile gauche, et son unique ligne de retraite se trouvait derrière l'aile droite. Dès lors la moindre manœuvre pour déborder cette aile pouvait lui enlever sa ligne de retraite et le culbuter dans l'Adriatique.

Mon plan fut dressé sur ces données. Le gros des débris d'Alvinzi avait pris poste sur le Tagliamento; le corps du Tyrol, commandé par les généraux Kerpen et Laudon, se trouvait derrière le Lavis et la Noss; au centre, la brigade Lusignan, placée à Feltre, entretenait la communication entre les deux corps principaux. Le total de l'armée autrichienne ne s'élevait pas alors à plus de 35 mille hommes, les renforts du Rhin ne l'ayant point encore jointe : à la vérité, il fallait y ajouter quelques milliers de Tyroliens armés pour la défense de leurs foyers, mais ils ne combattaient que sur leurs montagnes.

Passage de la Piave.

Le 10 mars, mon armée se met en mouvement. Avec le gros de mes forces, je m'avance droit vers le Tagliamento. Masséna se dirige sur Feltre pour pousser la brigade Lusignan, et menacer la droite de l'archiduc. Lusignan se replie en remontant la Piave; le 13, son arrière-garde, atteinte à Longaro, est enlevée, lui-même est pris dans ce combat. Masséna, satisfait d'avoir rejeté sur Cadore la brigade autrichienne, se rabat sur Spilimbergo et Gemona pour tourner de plus près la droite de l'archiduc, et pour s'emparer de l'importante route de Poteba, dont je craignais que les ennemis ne profitassent pour se retirer sur Villach.

Le 16, j'arrive à Valvasone sur le Tagliamento. L'archiduc s'était déjà mis en retraite. Il n'avait laissé qu'une arrière-garde sur le Tagliamento. La rivière se trouvait guéable. Mes colonnes s'y précipitent. L'ennemi est culbuté et poursuivi sur la route de Palmanova. L'archiduc divisa son armée : lui-même se replia sur Gorice; une de ses colonnes, commandée par les généraux Gontreuil et Bayalitsch avec une grande partie du matériel, se porta par Cividale et la vallée de Natisone sur Caporetto; le général Ocskay, qui commandait la brigade Lusignan, couvrit la route de Villach à la Chiusa-Veneta.

L'Isonzo, depuis sa source jusqu'à Gorice, coule entre deux chaînes de montagnes presque impraticables du côté de Krainburg. Si j'avais réussi à y enfermer l'armée de l'archiduc, elle y eût trouvé des fourches Caudines. J'eus un instant l'espoir d'y parvenir. Masséna, en remontant la Fella, était en mesure de culbuter Ocskay au-delà de Tarvis, et de s'emparer des débouchés de l'Isonzo sur Villach. Moi-même je manœuvrai contre le flanc gauche de l'archiduc, pour le refouler dans la vallée de l'Isonzo, dont j'aurais tenu ainsi les deux extrémités. La gauche des ennemis était couverte par la ville de Gradisca, occupée par quatre bataillons. Le 17, Bernadotte attaqua cette place

de front. Serrurier la prit à revers, en passant l'Isonzo entre cette ville et Montfalcone; la garnison capitula. Alors je remontai la rive gauche de l'Isonzo avec Serrurier et Bernadotte; Guyeux se porta par Cividale sur Caporetto. En appuyant à droite par le val de Vippach, je projetais de couper à l'ennemi le chemin de Czernita, ou de l'obliger à s'enfoncer dans la vallée de l'Isonzo, par Canale sur Caporetto.

Affaire de Tarvis.

Le premier intérêt de l'archiduc était d'éviter une bataille décisive avant l'arrivée des troupes du Rhin; aussi eut-il garde d'attendre que j'eusse achevé mon mouvement. Il se replia en toute hâte par Czerniza et Adelsberg sur Laybach. Je le fis suivre par Bernadotte, et je tournai mes efforts contre la colonne de Gontreuil et de Bayalitsch. Celle-ci, du moins, ne pouvait m'échapper. Embarrassée par le convoi qu'elle accompagnait, suivie par Guyeux et par Serrurier qui remontaient l'Isonzo, elle se vit encore arrêtée en tête par Masséna. Ce général avait forcé les gorges de Ponteba, occupé Tarvis, et rejeté Ocskay sur Wurtzen. Gontreuil essaya en vain de s'ouvrir le passage par Tarvis. Il fut refoulé dans les gorges d'Ober-Preth, où lui et Bayalitsch se trouvèrent investis. Ils mirent bas les armes. Près de 4 mille prisonniers, 25 canons, et 400 chariots de bagage tombèrent entre nos mains. Le 28, je réunis à Villach les divisions Masséna, Guyeux et Serrurier. Bernadotte avait suivi l'archiduc par Laybach; pour flanquer notre marche, il poussa des éclaireurs sur Trieste, afin de se saisir des ressources de cette cité florissante, et en imposer à la Hongrie.

L'archiduc est joint par les renforts du Rhin.

L'archiduc qui, de Laybach, avait marché par Klagenfurt sur St-Veit, y fut joint par les premiers renforts venus d'Allemagne. J'écrivis, de Klagenfurth, une lettre à ce prince pour déplorer les malheurs d'une guerre que rien ne pouvait justifier plus longtemps, et allumer dans son noble cœur le désir de la paix. Il me répondit qu'il n'avait aucun pouvoir de traiter, et ne désirait pas moins que moi de mettre un terme aux calamités de la guerre.

Armistice de Léoben.

Cependant il ne se crut pas encore en état de me livrer bataille. A mon approche il se retira à Neumarck, et le 30, j'arrivai à St-Veit. Le 2 avril, Masséna força les gorges de Dirnstein, et culbuta les arrière-gardes ennemies à Neumarck et Hundsmarck. Les grenadiers venus du Rhin furent défaits dans ces deux rencontres. L'archiduc continua sa retraite sur Vienne. Le 5, j'arrivai à Judenbourg. Deux jours après, les Autrichiens, qui avaient eu le temps d'envoyer à Vienne la lettre où je manifestais le désir de la paix, me demandèrent un armistice pour en traiter. J'y consentis avec joie; ma position était plus brillante que solide. Je ne me sentais pas assez fort pour porter des coups décisifs à la monarchie autrichienne; car les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, malgré la supériorité qu'elles avaient acquise depuis le départ de l'archiduc, ne bougeaient point encore de leurs cantonnements sur la rive gauche du fleuve, et je ne pouvais de longtemps espérer aucun secours de leur part: j'eus un moment l'idée qu'on voulait me sacrifier en me faisant battre. Outre cela j'avais de justes sujets d'inquiétude pour mes communications.

Opérations de Joubert en Tyrol.

Joubert avait commencé par obtenir des succès; après avoir battu séparément Ker-

pen et Laudon, le premier, le 20 mars sur le Lavis, et le second, le 22 à Neumarck, il avait poussé jusqu'à Brixen. Kerpen se replia sur Sterzing, et Laudon dans la vallée de Meran. Mais bientôt la scène change de face. Les Tyroliens sont un peuple guerrier, indépendant et religieux ; le gouvernement autrichien avait eu grand soin de nous faire passer à leurs yeux pour des ennemis de la religion, et les ravages, inséparables de la guerre, les avaient en outre exaspérés. A la voix du comte de Lehrbach, ils courent aux armes. Plus de 10 mille d'entre eux viennent joindre Laudon, et lui donnent les moyens de reprendre l'offensive en redescendant sur Botzen dans la vallée de l'Adige. Joubert était de force à se mesurer avec eux s'il voulait revenir sur ses pas ; mais, après l'affaire du Tagliamento, je lui avais envoyé l'ordre de se rabattre sur la Carinthie. Bien qu'il se vît entouré d'ennemis, il jugea qu'il était temps de venir se réunir à moi, en passant par les vallées de la Rienze et de la Drave. Le 5 avril, il part de Brixen, et se dirige par Prunecken et Lientz sur Villach : marche hardie, qu'il exécute à travers un pays insurgé, sans éprouver aucune perte.

Le Tyrol se trouvant ainsi évacué par nous jusqu'à Trente, Kerpen marche par Rattenberg et la vallée de la Salza sur Muhrau pour se réunir à l'archiduc. Laudon, renforcé des milices tyroliennes, descend l'Adige, culbute les faibles détachements qui la couvraient, et se porte vers la terre ferme de Venise, où tout était en fermentation.

Vêpres véronaises.

Le sénat, exaspéré par les événements de Brescia dont nous venons de parler, n'avait songé qu'à la vengeance. L'approche de Laudon fut le signal d'une insurrection générale des habitants des campagnes, que les oligarques, et plus encore les prêtres, avaient réussi à fanatiser contre nous. Une répétition des Vêpres siciliennes eut lieu à Vérone : les Français que l'on trouva dans la ville furent égorgés. Le général Balland, qui y commandait, s'était retiré dans les châteaux avec 3 mille hommes. Il y fut assiégé d'un côté par Laudon, de l'autre par les insurgés, soutenus d'un corps d'Esclavons aux ordres du général Fioravanti, que le sénat envoya de Venise. Mais l'armistice de Judenbourg ayant été signifié à Laudon, ce général rentra dans le Tyrol.

Victor réduit les insurgés.

Les Vénitiens, abandonnés à leurs propres forces, ne purent résister à un corps d'environ 15 mille hommes que le général Victor rassembla, en réunissant sa division aux différentes garnisons des places de Lombardie conduites par Kilmaine. Fioravanti mit bas les armes, et les insurgés furent entièrement dissipés.

Situation des deux armées.

Pendant ce temps, je travaillais avec ardeur à la conclusion de la paix. Indépendamment des événements dont je viens de parler, qui me donnaient de justes appréhensions pour mes communications, je voyais avec inquiétude que le sort de la guerre devait se décider sous les murs de Vienne par une bataille où les chances ne seraient point en notre faveur. A la vérité, la jonction de Joubert et de Bernadotte me donnait de nouveau une armée de 50 mille combattants ; mais les armées du Rhin étaient encore dans l'inaction à 150 lieues derrière moi ; l'archiduc, soutenu de la levée en masse des Hongrois, et des volontaires que les dangers de la capitale ne pouvaient manquer de rallier à son armée, se serait

trouvé en état de m'opposer des forces supérieures.

Préliminaires de Léoben.

J'avais d'autant moins de raison à mettre ainsi de nouveau ma réputation en problème que, dans ce moment, la gloire de pacifier le monde équivalait bien à celle d'entrer triomphant dans la capitale de l'empereur. Je fus parfaitement secondé dans mes projets par le cabinet de Vienne. La précipitation qu'il mit dans la négociation dévoilait la peur que j'avais su lui inspirer. J'en profitai pour dicter la loi. Le 18 avril, les préliminaires furent signés à Léoben, où j'avais transféré mon quartier-général.

Succès tardifs des armées du Rhin.

Au même instant, Hoche passait enfin le Rhin à Neuwied, à la tête d'une armée superbe et bien réorganisée. Après avoir remporté sur l'armée inférieure de Werneck une série de succès, il entra le 23 avril à Francfort. Moreau passa avec le même succès le 20 à Kehl, et Starray, ne se trouvant pas en état de l'arrêter, avait été poussé l'épée dans les reins jusqu'à Rastadt.

Exécutés un mois plus tôt, ces deux passages eussent donné une tournure plus décisive à la guerre en portant 120 mille hommes sur l'Inn; ce qui eût assuré une paix plus avantageuse encore à la république, en sauvant peut-être Venise.

Destruction de la république de Venise.

Je m'empressai d'évacuer les états héréditaires et de faire rentrer mon armée sur le territoire vénitien. J'eus l'air de ne le faire que pour témoigner ma bonne volonté à l'empereur; mais, dans le fait, j'étais charmé de me rapprocher de mes communications. Les actes d'hostilités commis par le sénat de Venise étaient une véritable bonne fortune pour moi. A Léoben, j'avais promis à l'Autriche des compensations pour la perte de la Belgique et de la Lombardie. J'aurais été fort embarrassé d'en trouver, si la conduite des Vénitiens ne m'eût fourni l'occasion de disposer d'une partie de leurs états. Le 16 mai, nos troupes occupèrent Venise, à la faveur d'une révolution démocratique que le secrétaire d'ambassade Villetard y avait instiguée. Le gouvernement oligarchique fut dissous. Les patriotes vénitiens se flattèrent un instant que je leur permettrais d'établir une république démocratique; mais leur sort était subordonné à la marche des négociations pour la paix définitive.

Il fut d'abord question de conserver l'existence de la république, et de l'indemniser du Frioul par les légations; mais la tournure des négociations ne le permit pas. Au surplus, j'espérais bien que ce n'était qu'un prêt qu'on ferait à l'Autriche et qu'à la première guerre nous en obtiendrions la restitution.

Si l'on voulait peser cette révolution à la balance d'une sévère justice, certes, on ne pourrait nier que les Vénitiens n'aient été sacrifiés. Mais jamais les balances de Thémis ne furent les armes de la haute politique. Venise avait repoussé notre alliance; sa haine ne se dissimulait plus. Aux intrigues de Brescia elle avait répondu par une horrible insurrection : la guerre était déclarée de fait; la conquête était légitime.

S'il n'avait été question que d'occuper les états de terre ferme, la guerre eût été déclarée et finie en un jour; mais la situation de Venise au milieu de la mer la plaçait à l'abri de nos attaques. Deux cents chaloupes ou galères armées et plusieurs frégates nous en eussent interdit l'approche. Il ne fallait pas brusquer un dénouement qui eût

jeté la république entre les bras des Anglais, et fait de Venise un poste imprenable dans les mains des insulaires. Nous ne pouvions nous y introduire qu'à l'aide d'un parti qui nous y appellerait et neutraliserait toutes les dispositions de sa défense. Tels furent les motifs du mouvement excité par Villetard, et du gouvernement provisoire qui en fut le résultat. La postérité prononcera sur une ruse qui devait empêcher le sang français de couler pour la conquête de Venise, et prévenir l'occupation de ce poste inexpugnable par nos ennemis maritimes. Nos détracteurs l'ont présentée comme une insigne félonie. Les mânes de nos soldats égorgés à Vérone, et du capitaine Laugier assassiné par les Esclavons sur son bâtiment dans le port de Venise, nous la feront pardonner, surtout si l'on considère encore qu'à l'époque de notre entrée on avait le projet de conserver l'existence de la république en lui donnant quelques compensations à la droite du Pô. Au résumé, Venise ne dut pas être plus étonnée de passer par nos mains dans celles de l'empereur d'Autriche que les républiques de Dantzick, d'Elbing et de Thorn ne l'avaient été de devenir prussiennes. Les déclamations des moralistes ne changeront pas la marche des affaires de ce monde. L'historien Botta, après avoir cité avec admiration les philippiques des prêtres qui appelaient les peuples à l'assassinat, trouve fort mauvais que nous ayons traité ces messieurs en ennemis; c'est ainsi qu'on écrit l'histoire!

Je me rends à Milan.

Après ces événements, j'établis mon quartier-général à Passeriano, près d'Udine, où j'attendis les plénipotentiaires que l'empereur devait envoyer pour traiter de la paix définitive. J'avais signé à Montebello, le 24 mai, une convention préalable avec le duc de Gallo pour accélérer la marche des négociations. Le cabinet de Vienne ayant refusé de la ratifier, je me rendis à Milan pour hâter l'organisation de la république cisalpine, en y annexant tous les pays qui en feraient partie, et prouver ainsi à l'Autriche qu'il n'y aurait pas à revenir là-dessus. Modène, Reggio, Bergame, Ferrare, Bologne, furent annexés à la Lombardie pour la formation d'un seul état qui comptait près de 3 millions d'habitants. Je fus satisfait de l'esprit public qui commençait à se relever. Déjà les Italiens sentaient qu'ils valaient un soldat allemand : j'avais retrempé leurs mœurs, en les appelant à partager la gloire de nos destinées.

Révolution de Gênes.

Je profitai de mon séjour à Milan pour diriger la révolution démocratique qui renversa l'oligarchie génoise, et mit les novateurs liguriens dans notre dépendance complète, ainsi que celle de la Valteline, qui ajoutait cette province importante à la république cisalpine, dont l'existence fut solennellement proclamée le 9 juillet.

Les rapports constants de Gênes avec la France depuis trois siècles en avaient fait en quelque sorte un port français. Nous y avions, plus que dans toute autre ville, une foule de partisans. Les oligarques seuls, redoutant la démocratie, penchaient pour nos ennemis. Le Directoire, jaloux de renverser les barrières aristocratiques dans tous les petits états qui l'entouraient, ne pouvait oublier Gênes, le plus voisin et le plus précieux de tous. Dès le mois de juillet 1796, il m'avait prescrit de demander satisfaction de quelques griefs qu'il prétendait avoir contre le sénat; mais, trop occupé alors avec Wurmser, je dus me contenter de satisfac-

tions pécuniaires. Cependant les agents du Directoire, instigués par l'ambassadeur Faypoult, ne négligèrent aucune occasion d'étendre l'influence du parti démocratique, et ses progrès furent si rapides, que le sénat se vit bientôt menacé du même sort que celui de Venise.

Une partie de paume devint le sujet d'un mouvement populaire. Le 9 mai, la multitude désarme les troupes de ligne, occupe les portes, établit un comité pour demander des réformes au sénat, qui, trop débile pour résister, prend pour juge Faypoult, l'instigateur même du mouvement, et promet de faire à la constitution les réformes qui seront reconnues nécessaires. Quelques patriciens plus hardis ameutèrent huit jours après les charbonniers et les paysans des villages voisins : une réaction violente eut lieu ; on se battit dans les rues, et le sénat triompha.

Je m'étais rendu de Montebello à Milan lorsque je reçus cette nouvelle. Je regardais Gênes comme l'annexe la plus utile qu'on pût alors procurer à la France pour consolider mon ouvrage en Italie. *Cette forteresse immense, perchée sur des rocs contre lesquels il serait difficile de pousser les travaux réguliers d'un siége, pouvait être la clef de la Lombardie, alors que le Piémont n'était pas à nous, et que la route du Simplon n'existait pas encore.* Peu m'importait que Gênes obéît à un doge patricien ou aux conjurés plébéiens assemblés chez l'apothicaire Morando ou à la loge Banchi ; ce que je voulais, c'est que le parti français y dominât : or nos bannières étaient à cette époque celles de la démocratie, et je ne pouvais pas donner gain de cause à nos adversaires. J'envoyai un de mes aides-de-camp à Gênes pour s'aboucher avec Faypoult et y prendre connaissance de tous les détails de l'affaire.

Changement de constitution.

Appelé par les députés du sénat à prononcer sur ces événements, je demandai d'abord la mise en liberté des Français et des chefs du parti révolutionnaire, et l'arrestation des chefs de la réaction. Quelques jours après, la députation du sénat, accompagnée à Milan par Faypoult, signa avec moi à Montebello une convention qui mettait fin à l'oligarchie génoise.

Ce pacte singulier, où la république française paraissait comme médiatrice entre l'ancien gouvernement et le peuple génois, renfermait 12 articles. Le premier reconnaissait que la souveraineté résidait dans la réunion de tous les citoyens. Le pouvoir législatif devait être confié à deux conseils représentatifs composés, l'un de 300, l'autre de 150 membres ; le pouvoir exécutif fut remis à un sénat de 12, présidé par le doge. Celui-ci et les sénateurs étaient à la nomination des deux conseils. Jusqu'à l'installation du nouveau gouvernement, l'autorité fut confiée à une commission de 22 membres, présidée par le doge actuel.

Cette forme de gouvernement n'était point appropriée aux mœurs et aux localités du pays de Gênes. En effet, il n'était guère possible à cette petite république d'avoir une représentation de 450 membres non payés, sans substituer l'aristocratie de la richesse, la pire de toutes, à celle qu'on venait d'abattre. Mais je m'en inquiétais peu ; je regardais la Ligurie comme une annexe indispensable à la France ; et, en faisant ces changements à sa constitution, je visais moins à améliorer son sort qu'à la forcer de solliciter un jour sa réunion.

Quoi qu'il en soit, le petit conseil ratifia le lendemain la convention de Montebello, à la pluralité de 57 voix contre 7. Dès ce moment : le petit conseil et les colléges cessèrent toutes fonctions, et abandonnèrent

l'autorité au doge et à la commission provisoire.

Je nomme un gouvernement provisoire.

Rien ne disait, dans la convention de Milan, que je dusse nommer les membres du gouvernement provisoire; mais je n'étais pas habitué à faire les choses à demi, et je m'empressai de le composer de gens connus par leur engouement pour les doctrines démocratiques. Le 13 juin, le doge fut requis d'en convoquer les membres.

Les désordres continuent.

Quoiqu'il régnât de la fermentation parmi le bas peuple, dont une partie se trouvait encore armée, cette révolution s'opéra avec calme; et le soir, les démocrates allèrent prendre au palais le livre d'or qui fut brûlé sur la place de l'Aquaverde. Le lendemain, un décret du gouvernement provisoire abolit la noblesse et la féodalité; les armoiries furent brisées sur toutes les portes des hôtels, et comme ces mouvements ne sont jamais exempts d'excès, des mains sacriléges osèrent briser les statues colossales de ces Doria, qui avaient fait jadis l'orgueil du nom génois.

Tandis que la commission législative s'occupait de rédiger un pacte constitutionnel, je songeais au solide, et je chargeais le général Duphot d'organiser un corps soldé de 6 mille Liguriens, pour en augmenter le nombre de nos auxiliaires.

Les oligarques ne se tinrent pas pour battus : un comité assemblé à Pise organisa, dans le mois de septembre, l'insurrection de la rivière du Levant et du Bisagno. Le général Duphot, sorti à la rencontre des insurgés, fut ramené dans Gênes; ils s'emparèrent même du fort de l'Éperon. Mais, renforcé par les habitants du Ponent, par les démocrates génois et quelques troupes françaises venues de Tortone, Duphot triompha enfin de leurs efforts, malgré les instigations des Durazzo, des Doria, des Spinola, des Pallavicini. Telle fut l'agonie d'un gouvernement au fond prudent, paternel et ami de la France. Victime des dogmes révolutionnaires, on a cru qu'il eût évité sa ruine en admettant volontairement, en 1796, une dixaine de sénateurs plébéiens dans son sein et en s'alliant avec nous. Il devait ce léger sacrifice à la philosophie; s'il eût succombé malgré cette concession, l'odieux en serait retombé sur ses ennemis. Toutefois, je le répète, le Directoire en voulait plus encore à son indépendance et à sa neutralité, qu'à la forme de son gouvernement. Gênes nous convenait pour asseoir la base de nos opérations en Lombardie, tant que les passages directs des Alpes n'étaient pas en notre possession.

Négociations d'Urdine et Passeriano.

Le congrès avec l'Autriche avait dû primitivement se rassembler à Berne ; mais, par suite de nouveaux arrangements, il eut lieu à Udine, où je traitai avec Meerfeld et Gallo.

Le Directoire, jaloux de ses prérogatives, m'adjoignit pour cette opération le général Clarke, et me donna des instructions qui eussent mis de grands obstacles à la négociation, si le cabinet de Vienne n'en eût pas donné de son côté qui devaient la retarder. A peine les préliminaires étaient signés, qu'on ne s'entendait déjà plus. Les rêveurs de contre-révolutions étaient parvenus, au moyen des élections, à se faire un parti puissant dans les conseils. Pichegru, Villot, Imbert-Colomès étaient à leur tête. Une lutte violente venait de s'engager entre les dépositaires du pouvoir exécutif, et les législateurs qui, au lieu de le seconder, entravaient la marche du gouvernement. Ces

désordres ranimaient les espérances de nos ennemis.

Affaires d'Angleterre.

La situation des affaires avec l'Angleterre exerçait aussi une influence naturelle sur la marche de ma négociation. Tout le génie de son premier ministre ne put empêcher cette puissance d'essuyer de rudes assauts dans le courant de cette année. L'Irlande était en feu ; et quoique l'expédition de Hoche n'eût pas atteint son but, elle entretenait l'espoir des insurgés au point qu'il fallait un grand déploiement de forces pour les comprimer. Truguet n'avait pas été découragé par le mauvais succès de Hoche : la paix de Léoben avait rendu ce général à toute son activité. Il avait à Cologne une superbe armée qui, en peu de semaines, pouvait être sur les rives de la Manche. On se flatta de faire trembler l'Angleterre jusque dans ses foyers. Le concours de l'Espagne et de la Hollande, qui alors avaient encore des marines respectables, promettait des succès. L'Espagne surtout aurait pu mettre un grand poids dans la balance, si l'or du Mexique avait suffi pour procurer une meilleure construction dans ses chantiers, ainsi qu'une meilleure organisation et une plus forte émulation parmi ses marins. Ces colosses de haut-bord, objets de l'orgueil et de la prédilection des Espagnols, étaient pour la plupart mauvais voiliers, et auraient demandé pour manœuvrer des officiers plus habiles que ceux qui les montaient.

Bataille du cap St-Vincent.

Toutefois, la réunion des flottes combinées dans la Manche n'eût pas manqué d'obtenir de grands résultats, car l'Irlande ne tenait plus à l'Angleterre que par un lien prêt à se rompre. L'amirauté fit ses efforts pour faire face à tous ces embarras : lord Bridport alla bloquer la rade de Brest; Duncan surveilla le Texel; et Jervis, qui se trouvait dans le Tage, fut chargé de surveiller les mouvements de la flotte espagnole. Celle-ci, forte de 27 vaisseaux et 10 frégates aux ordres du même amiral Cordova, qui s'était fait connaître dans la guerre de l'indépendance d'Amérique, avait quitté Carthagène, passé le détroit et débloqué Cadix. Jervis n'avait que 15 vaisseaux; l'amiral espagnol alla le chercher, et l'Anglais, plein d'une noble confiance, lui épargna la moitié du chemin. La rencontre eut lieu au cap St-Vincent. L'amiral anglais surprit l'armée ennemie en marche, perça la ligne, isola 9 vaisseaux, les accabla, et en prit 5 de haut-bord. Nelson, auquel on attribue en grande partie la victoire, s'illustra dans cette journée.

Tactique navale.

Les Espagnols, dont 18 vaisseaux n'avaient pas combattu, regagnèrent honteusement Cadix. Jervis triompha par l'application des mêmes principes auxquels j'avais dû mes victoires de Montenotte, de Castiglione, de Rivoli. Sur terre comme sur mer, le premier talent d'un général est de paralyser une partie des forces de son adversaire, pour tomber avec toutes les siennes sur le point qui offre les plus grandes chances de succès. Il est étonnant que depuis que la France possède une marine, aucun de ses amiraux n'ait su appliquer cette règle si simple, et que tous se soient efforcés de combattre en ordre parallèle, vaisseau contre vaisseau, ce qui est en opposition formelle avec l'art des combats. Suffren seul fit cette manœuvre, et la dut au hasard.

A la suite de cet échec, la marine espagnole se trouva paralysée. Jervis, renforcé jusqu'à 21 vaisseaux, domina la Méditer-

ranée. Les Anglais bloquèrent et bombardèrent même Cadix.

Nelson alla attaquer Ténériffe, d'où il fut repoussé après avoir perdu un bras. Dans les Antilles, l'amiral Harvey et Abercromby enlevèrent aux Espagnols le poste important de la Trinité, qui offrait un point pour inquiéter la terre ferme de l'Amérique méridionale. Moins heureux à Porto-Ricco, ce dernier en fut expulsé avec perte.

Insurrection des flottes anglaises.

Ainsi, tout n'était pas prospérité pour la fière Albion; car, dans le moment même, un incident grave faillit la mettre à deux doigts de sa perte... Une insurrection effroyable avait éclaté sur les équipages des deux grandes flottes du Nôre et du Texel. La révolte était arrivée au point que des matelots s'étaient emparés du commandement, et que la crainte du châtiment l'emportant sur le patriotisme, pouvait les décider à cingler vers nos ports pour y chercher un asile. Heureusement pour l'Angleterre ils n'en eurent pas même la pensée et cette insurrection, produite par une discussion de paie, fut apaisée par un mélange de concession et de force, appuyée de toutes les ressources de la discipline et du puissant levier de l'amour national.

Négociations de Lille.

Ces événements, bien faits pour répandre la terreur à Londres, joints à la certitude que l'Autriche se déciderait à la paix, et que la Hollande et l'Espagne pouvaient encore concerter avec notre flotte de Brest une opération décisive contre l'Irlande, ébranlèrent le gouvernement anglais. La suspension des paiements de la banque, et le rejet des mesures de finances proposées par Pitt, ajoutaient encore à l'effet produit par la révolte des escadres.

Le ministère sentit qu'il fallait gagner du temps et conclure la paix à tout prix, sauf à l'exécuter ou à la rompre, selon que cela lui conviendrait. Il envoya Malmesbury le 4 juillet à Lille, où il entra en négociations avec Maret, Letourneur et Pleville-Lepelley.

Le premier, qui conduisait seul la négociation, le fit avec un succès inespéré; car les instructions du ministre Charles Delacroix étaient un tissu d'absurdités qu'on aurait peine à croire : elles portaient de demander entre autres la restitution en nature des vaisseaux pris à Toulon ; la remise de Jersey, de Guernesey, et surtout de Gibraltar, également à titre de restitution. Outre cela, il fallait traiter pour la France, l'Espagne et la Hollande, ce qui rendait l'affaire délicate et compliquée.

Maret avait trop de connaissance des affaires pour accepter une pareille mission ; aussi ne s'en chargea-t-il qu'après être convenu avec les membres du Directoire que Talleyrand remplacerait Delacroix, et que les instructions de ce dernier ne le lieraient en rien.

On l'autorisa aussi à négocier seul avec Malmesbury, par intermédiaire, attendu que lorsque les négociateurs sont multiples, l'Angleterre ne traite jamais autrement.

Grâce à sa modération et à ses antécédents, Maret conduisit l'affaire à merveille. Il obtint pour la France la restitution de toutes les colonies françaises, une indemnité pour les vaisseaux pris à Toulon, et même la renonciation au titre de *roi de France*. Ces deux dernières concessions étaient des bagatelles, mais elles flattaient l'esprit du temps. Il obtint pour l'Espagne la restitution de ses colonies, à la seule exception de la Trinité.

Quant à la Hollande, on lui promit la restitution de toutes ses colonies, sans exception ; cependant Malmesbury ayant observé qu'il ne pouvait pas reparaître devant le peuple anglais sans lui conserver, ne fût-

ce qu'en apparence, quelques-uns de ses trophées, il fut convenu que le port de Trinquemale serait déclaré neutre, ayant alternativement, d'année en année, garnison anglaise ou hollandaise. La garnison anglaise y était, et on savait bien qu'elle n'en sortirait pas.

Il est bon d'observer, comme un fait devenu assez piquant par l'événement, que dans la discussion Malmesbury, insistant pour garder le cap de Bonne-Espérance, avait offert Ste-Hélène en échange; ce que Maret refusa. Il correspondait avec moi par l'intermédiaire de Clarke, et nous eussions amené la paix générale tant souhaitée, sans les tracasseries de Rewbel, chef avoué du parti qui voulait la guerre.

Affaires de l'intérieur. 18 fructidor.

Je n'étais pas moins contrarié des difficultés sans cesse renaissantes que j'éprouvais de la part du ministère de Rewbel, que de l'influence manifeste que les séances des conseils exerçaient sur les résolutions du cabinet de Vienne. Prévoyant donc la possibilité d'une nouvelle rupture, je pressai la ratification du traité conclu depuis six mois avec le roi de Sardaigne, et que le Directoire refusait contre tout bon sens. Je ne fus pas plus heureux; et, dans mon mécontentement, je me plaignis vivement aux amis que je croyais avoir au sein du Directoire. On me présenta le parti républicain comme prêt à succomber sous les coups mêmes des autorités constituées, qu'un esprit de vertige transformait en aveugles instruments des réactionnaires, et qui étaient divisées sous deux bannières bien marquées. Chacun des partis cherchait à se rattacher un général marquant. Les royalistes avaient gagné Pichegru, et manœuvraient pour s'attacher Moreau. Un autre parti désirait Hoche. Ma gloire effarouchait déjà plusieurs membres du Directoire, bien aises d'élever un de mes rivaux, pour balancer la force d'opinion que j'avais déjà acquise. Je me décidai à favoriser les républicains par des adresses de mon armée, et en envoyant le général Augereau au Directoire pour commander ses troupes à Paris. Il était naturel que je protégeasse le parti auquel j'appartenais. Ceux qui passaient pour mes amis me certifiaient l'existence du complot, et comme ils étaient mieux que moi à portée d'en saisir le fil, je dus m'en rapporter à eux. D'ailleurs le portefeuille du comte d'Antragues, ministre de Louis XVIII, saisi à Venise, me prouvait assez les relations des émigrés avec les conseils, pour que je dusse ajouter foi aux rapports de Barras et de ses collègues. Plus j'entrais dans les affaires, plus je demeurais convaincu qu'il fallait terminer la révolution en la régularisant, parce qu'elle était le fruit du siècle, et qu'à cette époque, du moins, elle ne pouvait rétrograder sans verser des flots de sang et humilier la France. Je concourus donc de tout mon pouvoir au 18 fructidor. Cette journée, attentatoire à la sûreté du corps législatif, détruisait la frêle constitution de l'an III, digne rêve de quelques utopiens, qui, à force de vouloir balancer les pouvoirs, avaient introduit dans l'état un tiraillement perpétuel qui en arrêtait la marche. Le Directoire et les conseils furent mutilés par la condamnation à l'exil de Carnot, de Barthélemy et de 53 députés des partis les plus opposés. Si ce coup d'état ne profita qu'à une faction, et, sous le manteau du bien public, servit une foule de haines personnelles, on ne doit en attribuer la faute qu'à ceux qui me trompèrent; il ne dépendit pas de moi de lui donner de meilleurs résultats.

Embarras dans les négociations.

Le Directoire renouvelé ne s'en montra pas beaucoup plus habile ni plus pacifique,

bien que Talleyrand eût succédé à Charles Delacroix dans le ministère des relations extérieures. Le premier résultat de ce changement fut la rupture des négociations de Lille, où Treilhard et Bonnier avaient succédé à Maret et à Letourneur.

On refusa impérieusement toutes les cessions demandées par l'Angleterre, et on revint même sur ce qui avait été convenu. Malmesbury repartit au milieu de septembre. Ainsi la morgue de Rewbel et de Merlin fit manquer la seule occasion qui se soit présentée d'arrêter par une bonne paix maritime l'accroissement menaçant de l'Angleterre.

Peu s'en fallut qu'il n'en arrivât autant à Passeriano. Le 18 fructidor n'amena d'abord d'autre changement du côté de la France, que le rappel de Clarke, et la remise qui me fut faite du soin de continuer seul les négociations. Le Directoire s'obstina à ne point ratifier l'alliance avec la Sardaigne, comme si ce traité dût soustraire une victime à son ambition. Il ne voulait pas non plus céder Venise, de crainte de concourir à l'accroissement maritime de l'Autriche, quoiqu'il eût d'abord consenti à cette cession dans l'espoir d'obtenir Mantoue. Ses prétentions allaient jusqu'à refuser toute indemnité en Italie.

Je donne ma démission.

Mécontent de me voir sans cesse contrarié, blessé de différentes démarches qui dénotaient la méfiance du Directoire, je donnai ma démission le 25 septembre, peu de jours après avoir notifié aux plénipotentiaires que, si la paix n'était pas signée le 1er octobre, je ne négocierais plus que sur la base de l'état de possession des deux puissances.

Dans l'incertitude du résultat qu'amènerait pareille déclaration, je cherchai à détacher la Bavière et le Wirtemberg de l'Autriche, en y envoyant sous divers prétextes le général Desaix, que la curiosité avait attiré en Italie. Mais, entouré d'agents autrichiens, il fut impossible à cet officier de réussir dans sa mission.

L'arrivée de Cobentzel donne plus d'activité aux négociations.

Cependant la députation impériale, mise au pied du mur, à l'instant où elle recevait la nouvelle du 18 fructidor, dépêcha en toute hâte le général Meerfeld à Vienne. L'empereur, jugeant qu'il ne fallait plus compter sur une réaction royaliste, le renvoya sur-le-champ avec le comte de Cobentzel, munis d'instructions plus positives.

Depuis cette époque, les négociations allèrent bon train. Ce n'est pas que l'Autriche se montrât d'abord plus coulante; loin de renoncer à Mantoue, que les préliminaires lui assuraient, elle demandait Venise et les légations, ou bien la ligne de l'Adda. Indigné de tant de prétentions, je lui contestai même la Dalmatie et Raguse, dont elle avait déjà pris possession. Le Directoire ne s'en tint pas à ces menaces : il me déclara formellement que son *ultimatum* était de reléguer l'Autriche derrière l'Isonzo, et de la renvoyer, pour ses indemnités, aux sécularisations en Allemagne, circonstance qui semblait rendre la rupture inévitable.

Le Directoire me donne de nouveaux encouragements.

Dans cet intervalle, le Directoire, réfléchissant sur le danger de m'accorder ma démission après avoir tant contribué par mes victoires à la grandeur de la république et à la signature des préliminaires, ne crut pas s'abaisser en m'expédiant un agent pour entrer en explication avec moi. Décidé à la guerre, il sentit qu'il avait encore besoin de mon épée. Tout ce qui m'avait été obstiné-

ment refusé me fut accordé. L'armée d'Italie fut renforcée de trois demi-brigades et d'un régiment de cavalerie; plus de 8 mille réquisitionnaires vinrent compléter les cadres de mon infanterie : on m'assura aussi une remonte de 1,600 chevaux; on soumit le traité d'alliance offensive et défensive avec le Piémont à la ratification des conseils : enfin le Directoire, pour me donner une preuve de sa condescendance, alla jusqu'à réformer Kellermann, et rappeler de Naples l'ambassadeur Cacault, contre lesquels j'avais témoigné quelque mécontentement.

Je me décide à signer la paix à Campo-Formio.

Je n'avais pas attendu l'effet de toutes ces résolutions : encouragé par la mission secrète de Bottot, et certain d'obtenir la sanction du Directoire sur lequel j'espérais désormais exercer une grande influence, je résolus de ne point m'arrêter aux instructions du ministère, qui eussent amené à Passeriano le même résultat qu'à Lille. Après les simulacres d'usage, et des prétentions élevées à dessein d'atteindre plus facilement le but désiré, je me décidai brusquement à terminer, sans attendre plus ample autorisation.

Plusieurs raisons contribuèrent à me faire prendre ce parti. Bien que l'armée d'Italie fût dans un état florissant, et qu'elle eût une bonne base d'opérations dans Osoppo et Palmanova, la saison était déjà trop avancée pour ouvrir la campagne en Carinthie; d'un autre côté, je risquais de perdre tous les avantages de l'initiative, en laissant à l'empereur le loisir de réorganiser ses forces durant l'hiver. D'ailleurs la position des armées respectives mettait beaucoup d'équilibre dans les chances. Les Autrichiens étaient près de leur centre de puissance, à portée de leurs magasins et de leurs dépôts, sans inquiétude pour leurs flancs, couverts d'un côté par la Croatie ou la Hongrie, et de l'autre par le Tyrol, provinces toutes belliqueuses, et disposées à seconder leurs opérations au premier signal. Nous avions au contraire tout à craindre pour nos derrières, sur lesquels Naples, qui épiait l'occasion de satisfaire sa haine, Venise, qui n'aspirait qu'à se débarrasser d'un voisinage odieux, et le roi de Sardaigne, à qui les retards opposés à la ratification du traité d'alliance dévoilait tous ses dangers, auraient pu fondre de concert. Ajoutez à cela que l'Autriche avait le gros de ses forces contre moi, et que nous avions au contraire le gros des nôtres sur le Rhin, à 200 lieues derrière mon armée, qui aurait ainsi à supporter durant un mois tout le poids de la guerre. Enfin la rupture du Directoire avec l'Angleterre, l'incohérence des plans adoptés par le gouvernement en cas de guerre, me firent un devoir d'être moins exigeant, et de consentir à la double cession de Venise et de Salzbourg. Aussi le 17 octobre, au moment où l'on s'attendait à voir recommencer les hostilités, la paix fut-elle signée à Campo-Formio.

Conditions du traité.

Le traité se composait de 25 articles patents, dont les clauses principales portaient la confirmation des cessions de la Belgique et de la Lombardie, y compris Mantoue, le consentement donné aux limites du Rhin et des Alpes. En échange, les états de Venise étaient assurés à l'Autriche jusqu'à la rive gauche de l'Adige, avec la place de Vérone et un arrondissement déterminé. Les provinces de Brescia et de Bergame, situées sur la rive droite, furent dévolues à la république cisalpine, les îles Ioniennes à la France.

Quatorze articles secrets, plus importants en quelque sorte que le traité, spéci-

fiaient les limites de la république et les abandons de territoire qui devaient en résulter. L'empereur promettait de ne point soutenir l'empire germanique, si la diète se refusait aux cessions sur la rive gauche du Rhin; la libre navigation de ce fleuve et de la Meuse était promise; la France consentait à ce que l'Autriche acquît le pays de Salzbourg, et reçût de la Bavière l'Innviertel et la ville de Wasserbourg sur l'Inn. L'Autriche cédait le Frickthal pour être remis à la Suisse, les fiefs impériaux pour la Ligurie, et le Brisgaw au duc de Modène, en échange de ses états amalgamés avec la Cisalpine. La France s'engageait à rendre les états prussiens entre la Meuse et le Rhin. Des indemnités étaient promises en Allemagne aux princes dépossédés sur la rive gauche de ce fleuve, de même qu'au stathouder. Enfin l'article VII laissait entrevoir que bien d'autres partages pouvaient encore avoir lieu, en stipulant *que, si l'une des puissances contractantes faisait des acquisitions en Allemagne, l'autre en ferait d'équivalentes.*

Résultats de ce traité.

Cette paix était glorieuse, et pouvait être solide; elle était glorieuse, puisqu'elle assurait à la France la Belgique, la ligne du Rhin et des Alpes, Mayence, l'influence sur l'Italie; enfin les îles Ioniennes, possession importante, qui pouvait être pour nous la clef du Levant, et offrait d'immenses avantages maritimes. Elle devait être solide, puisque l'Autriche recevait d'amples compensations pour les provinces qu'elle nous cédait. A la vérité, cette puissance séparée désormais du Piémont par la Cisalpine, voyait passer dans nos mains toute l'influence sur la maison de Savoie et l'Italie septentrionale; mais son territoire contigu jusqu'à l'Adige, avec Vérone, Legnago et Venise, lui donnait une base bien meilleure pour agir désormais dans ce pays. La paix devait donc lui paraître d'autant plus avantageuse, qu'elle avait en quelque sorte grandi par ses défaites. Vaincue à Jemmape, Fleurus, Juliers, Loano, Ettlingen, Montenotte, Lodi, Castiglione, Bassano, Arcole, Rivoli, elle n'en avait pas moins augmenté et arrondi son territoire de 3 millions d'habitants : elle avait changé les provinces lointaines de la Belgique, contre la Galicie qui se liait à ses frontières; elle avait pris les états de Venise contre la Lombardie, avec laquelle elle ne pouvait communiquer jadis sans passer sur le sol étranger; elle avait changé le port d'Anvers, flétri et ruiné par la clôture de l'Escaut, contre celui de Venise, bien plus avantageux à son commerce et à sa puissance politique.

Quant à la France, elle devait se réjouir avec d'autant plus de raison de cette paix, que, dans le même instant, la marine anglaise venait de remporter une victoire signalée : Duncan avait battu et détruit à moitié la flotte hollandaise le 18 octobre à Camperduyn, sur les côtes de la Nord-Hollande, et ce succès important, ne pouvant qu'apporter un obstacle de plus à la paix maritime, devait rehausser le prix d'un rapprochement avec l'Autriche.

Mais les passions les plus exaltées étaient en jeu; elles entraînèrent bientôt les deux partis, et une nouvelle conflagration générale embrasa les deux hémisphères. La manie de propagande du Directoire, le défaut d'un système solide de politique extérieure, et la haine que l'étranger portait à nos institutions républicaines, ne pouvaient tarder à provoquer un nouveau choc.

Révolution de la Valteline.

A peine le traité de Campo-Formio était-il signé, que de toutes parts se préparaient

déjà de nouveaux éléments de discorde : le premier fut la révolution de la Valteline. Ce pays, sujet des Ligues-Grises, avait de puissants motifs de désirer son émancipation; c'était une annexe de l'Italie, parlant la même langue, située au versant méridional des Alpes, et tirant ses grains de l'Italie. Ses habitants, exclus comme sujets de toutes fonctions politiques, désiraient naturellement un ordre de choses qui leur donnât part au gouvernement. On les excita contre les Grisons; ceux-ci réclamèrent la médiation de la France : on leur répondit par la réunion de la Valteline à la Cisalpine. Le stérile avantage de reculer la nouvelle république jusqu'aux grandes Alpes, et de nous assurer ainsi d'un pays qui versait sur l'Italie, fit perdre de vue le danger qui pourrait résulter un jour de cette fusion de la Valteline avec une province autrichienne. En effet, la république française, sûre alors de l'amitié des Suisses, ne devait pas donner à un état d'une existence aussi précaire que la Cisalpine, des droits qui pouvaient revenir un jour aux anciens possesseurs de la Lombardie. La Valteline, réunie aux Grisons, fermait l'accès de la Suisse du côté du Tyrol, diminuait l'influence de l'Autriche sur les vallées helvétiques, garantissait la frontière cisalpine, et couvrait parfaitement la ligne des troupes françaises appelées à combattre sur l'Adige. En réunissant cette province à un état ci-devant autrichien, c'était établir un contact direct entre le haut Tyrol et les communications de l'armée française, ouvrir la route du Tonal et du Breglio par Sondrio sur Milan; enfin donner la clé des Alpes rhétiennes à l'Autriche, si jamais elle rentrait en possession de la vallée de l'Adda.

Négociation avec l'empire à Rastadt.

L'Autriche seule avait conclu la paix; il fallait encore la faire avec l'empire. Cette foule de petits princes abandonnés à leurs propres forces, n'étant pas en état de continuer la guerre, ce n'eût été qu'une vaine formalité, s'il n'avait fallu arracher leur consentement à la cession de la rive gauche du Rhin en faveur de la France, et du Salzbourg et de l'Innviertel en faveur de l'Autriche. Il y avait en outre à régler l'indemnité des princes qui perdaient leurs possessions par ces arrangements. Un congrès fut assemblé à Rastadt pour traiter ces questions minutieuses et compliquées. Je m'y rendis en qualité de chef de la légation française, composée de Bonnier et de Treilhard; mais je ne tardai pas à m'appercevoir que les discussions, n'étant plus appuyées de l'appareil de la victoire, prendraient un caractère diplomatique qui ne pouvait me convenir. J'étais déjà trop habitué à décider d'autorité, pour consentir à m'astreindre aux longueurs d'une négociation minutieuse. Je quittai Rastadt, après avoir pourvu toutefois, par une convention militaire, à l'exécution du traité de Campo-Formio, en ce qui concernait la remise de Mayence à nos troupes, et l'évacuation des autres places du Rhin par les impériaux.

Demande au Valais du passage par le Simplon.

Ardent à tout entreprendre pour consolider de plus en plus la république naissante qui me devait son existence, j'imaginai, au moment de quitter l'Italie, de demander au Valais le passage par le Simplon pour des troupes qui devaient retourner en France. J'ambitionnais la possession de cette haute vallée du Rhône, qui nous offrait la communication la plus directe avec Milan, surtout à une époque où le Piémont, encore indépendant, pouvait se ranger du côté de nos ennemis. Les Suisses déclinèrent avec raison une demande qui détruisait le système

bienfaisant de leur neutralité. Le Directoire, qui avait déjà des vues pour démocratiser entièrement ce pays et l'attirer dans ses filets, ne fut que plus enclin à exécuter cet imprudent projet.

Le Directoire fomente une révolution en Suisse.

Rewbel et Talleyrand avaient imaginé, dit-on, d'entourer la France de petites républiques démocratiques, soit pour couvrir ses frontières en les séparant de l'Autriche et des états monarchiques, soit pour s'assurer un système fédératif capable de balancer de nouvelles coalitions [1]. On se flattait, par ce moyen bizarre, de créer un nouveau système d'équilibre politique, non entre des masses de puissances, mais entre des dogmes de gouvernements. On croyait ne pouvoir défendre la république française contre les monarchies européennes, qu'en lui faisant une ceinture de petits états démocratiques comme elle. C'était une utopie diplomatique qui n'avait pas le sens commun.

D'abord, il est certain que le voisinage de ces frêles états au lieu d'éviter des points directs de contact avec l'Autriche, jetterait sans cesse dans des altercations avec elle; car ces états ne pouvant exister que sous l'influence française, il faudrait se mêler de toutes les tracasseries qu'ils auraient sur leurs frontières avec les Autrichiens. Un douanier cisalpin pouvait amener une guerre, aussi-bien que le nez coupé de l'Anglais Jeffrys en avait amené une entre Georges II et Louis XV.

L'alliance avec l'Espagne et les rapports d'amitié avec la Prusse prouvaient qu'il était très-facile de se donner du poids dans la balance réelle de l'Europe sans y attacher des idées doctrinaires qui, en politique, pèsent fort peu, et sont plus souvent un prétexte qu'un but.

Conformément à ce beau projet, Mengaud fut donc chargé d'ourdir des intrigues à Bâle, Arau et Zurich, pour faire intervenir la France dans une révolution, comme cela avait eu lieu à Gênes. Mangourit en faisait autant en Valais; et la chose n'était pas moins facile dans le pays de Vaud, cédé au canton de Berne, en 1565, sous la garantie de la France.

Réclamation des Vaudois.

Plus fondés encore dans leurs réclamations que les Valtelins, que les bourgeois de terre ferme et tous ceux qui réclament leur part de droits politiques imprescriptibles, les Vaudois voulaient obtenir des Bernois les mêmes prérogatives dont ils avaient joui sous les ducs de Savoie. Ce n'étaient pas des prolétaires demandant l'égalité, c'était un peuple éclairé demandant pour ses notables la part aux affaires publiques, qui leur avait été assurée par des traités. La France était garante, elle avait droit d'intervenir; mais au lieu de le faire noblement et de bonne foi, elle le fit avec une astuce répréhensible.

Le Directoire les appuie par la division Masséna.

Les Vaudois se soulevèrent, chassèrent les baillis bernois, et appelèrent à leur secours la division Masséna, cantonnée en Savoie, sur les bords du lac de Genève. Celle-ci entra dans le pays au commencement de janvier, sous les ordres de Brune, et s'avança jusqu'aux confins du pays de Vaud. Les Bernois assemblèrent en toute

[1] Quelques personnes affirment que le projet en fut suggéré par Rewbel; d'autres l'imputent à Talleyrand : ce qu'il y a de certain, c'est qu'il se développa sous son ministère, et que, s'il l'improuvait, il aurait dû se retirer.

hâte sur la Sarine un corps de 20 mille miliciens.

Le sénat de Berne fait vainement des concessions. — Le Directoire les repousse et fait envahir Berne.

Le sénat, en proie aux dissensions intestines, paralysé par un parti français assez puissant, ou pour mieux dire partagé entre celui du vieil avoyer Steiger et celui de Frisching, se décida à des concessions : il promit de réviser la constitution dans le terme d'un an, et d'admettre dans son sein des députés qui représenteraient les anciens sujets de Vaud et d'Argovie. Ces concessions étaient-elles faites de bonne foi? C'est ce que je ne déciderai pas. Les Vaudois raisonnables penchaient pour s'en contenter; le plus grand nombre les repoussait : en révolution, on est méfiant; ces avantages, qu'à peine ils auraient pu espérer, ne parurent pas suffisants aux sectaires de la liberté et de l'égalité, qui voulaient tout ou rien..... D'ailleurs, des concessions pacifiques ne remplissaient nullement les vues du Directoire, qui voulait profiter de la frénésie de ses partisans pour soumettre la Suisse entière à son influence, par l'établissement d'un gouvernement central qu'il dominerait. Il voulut que Berne licenciât son armée, donnât des gages de sa sincérité. Le vieil avoyer Steiger, magistrat vénérable, bien différent des oligarques dégénérés de Venise et de Gênes, préféra courir aux armes. Autant Berne avait d'abord montré de modération, autant elle se montra grande au moment du danger. Elle répondit dignement à son appel. Le combat fut bientôt engagé, Schawembourg pénétra de Bienne sur Soleure et sur Berne avec une division de l'armée du Rhin, tandis que Brune était repoussé sur la Sarine. Leur jonction se fit néanmoins à Berne le lendemain.

Un arsenal superbe et un trésor de 20 millions devinrent la proie des avides vainqueurs, bien plus occupés de s'enrichir des dépouilles bernoises que de soutenir les droits politiques des Vaudois pour lesquels ils prétendaient combattre.

Constitution helvétique unitaire.

Une constitution uniforme combinée, entre Talleyrand, Ochs et Laharpe, prétendit plier sous un même faisceau le démocrate sauvage des petits cantons et l'orgueilleux oligarque de Berne. Il fallut employer le canon pour imposer aux Suisses ce pacte de la république helvétique, une et indivisible, qui ne manquait pas néanmoins de tout mérite en théorie spéculative. Il eût été moins odieux de conserver les institutions locales, et de se contenter de resserrer le lien fédéral, comme je l'ai fait depuis. Tout cela aurait pu s'opérer par une négociation qui eût du moins évité la guerre avec l'Autriche, trop intéressée dans cette affaire pour tolérer l'occupation de l'Helvétie par nos troupes.

J'avais été le plus chaud partisan des Vaudois; j'avais conseillé de soutenir leurs justes réclamations par les voies diplomatiques et un appareil qui en imposât : mais je fus indigné de la conduite ultérieure du Directoire envers les Suisses. En jetant les montagnards de ce pays dans les bras de l'Autriche, on enleva tout point d'appui à nos armées sur l'Adige, et l'Italie dut désormais appartenir aux maîtres des Alpes rhétiennes, qui prenaient à revers toutes les lignes de l'Adige, du Mincio et du Tésin. Nous ne tardâmes pas à payer chèrement cette faute, qui nous coûta, en 1799, toute l'Italie jusqu'au Var.

Importance de la neutralité de la Suisse.

La question de la neutralité de la Suisse

se rattache en effet aux plus hautes combinaisons de la politique européenne : l'empire, l'Autriche, la France et l'Italie y ont un égal intérêt. Sans cette neutralité, la ligne du Rhin n'est plus pour tous les partis qu'une vaine barrière : les Alpes ne mettront plus obstacle à l'invasion de la France ni de l'Italie. Voudrait-on inférer de là que chacun eût été intéressé à s'emparer d'un pays si important? Ce raisonnement serait absurde. La France, maîtresse de Strasbourg et de Mayence, possédait tous les avantages de la ligne du Rhin : envahissant la Suisse, elle se les arrachait elle-même. Si le sort incertain des armes lui était un jour contraire, l'immense supériorité acquise par la république devenait illusoire : la moindre victoire des Autrichiens sur les rives de l'Aar leur eût ouvert l'accès du Jura, et permis d'attaquer le sol français par le seul point vulnérable de sa frontière.

En portant nos regards du côté de l'Italie, nous trouvons les mêmes arguments : supposé la Suisse neutre, la France alors maîtresse de Mantoue, de Pizzighetone, et disposant de toutes les places du Piémont, avait un avantage très-marqué sur les impériaux, réduits pour tout appui aux murs de Vérone et aux remparts de Palma-Nova. Détruisez le prestige de cette neutralité; le moindre succès obtenu en Suisse par une armée impériale n'eût-il pas fait tomber toute la défense de l'Italie, et contraint l'armée française à rétrograder pour arrêter l'ennemi aux confins du Dauphiné ou sur les bords du Rhône?

Ces résultats étaient tellement palpables, que si jamais la France, dans ses anciennes limites, avait pu convoiter la Suisse comme point offensif, elle aurait dû tout faire pour en consacrer la neutralité, depuis qu'elle-même se trouvait en possession de la Lombardie et des places du Rhin.

Danger politique de la violer.

La position du moment était donc loin de motiver une agression odieuse; mais les intérêts permanents d'une politique sage et prévoyante l'interdisaient bien plus encore. Si les Français étaient entrés en Suisse pour en faire la conquête et s'y fixer définitivement, on eût compris un pareil motif, qui, sans légitimer l'usurpation, la rendait du moins plausible. Mais comment espérer que l'Europe sanctionnât jamais un pareil accroissement? Dès que la chose était impossible, quel intérêt pouvait-on trouver à détruire le repos de ces vallées où, parmi des milliers de partisans, l'on démêlait à peine quelques ennemis dans les familles patriciennes? Quel avantage de se compromettre avec toute l'Europe, et d'appeler la Russie et la Prusse à prendre part à la coalition, sans autre but que de propager la démocratie dans deux ou trois cantons, et de la renverser dans plusieurs autres? Était-ce pour lever 18 mille auxiliaires, qu'on eût plus facilement obtenu par le simple renouvellement des capitulations?

Faute que les Français commirent en le faisant.

Le Directoire commit donc une erreur fatale en imaginant consolider la position militaire de la France par l'occupation passagère des montagnes helvétiques : on peut dire hardiment qu'il s'affaiblit au contraire en raison de l'extension démesurée que cela donnait à sa défense; car ce n'est pas seulement l'augmentation d'une étendue circulaire de près de 100 lieues qu'il faut considérer ici, c'est la contiguïté permanente d'une ligne qui, de Venise, court par Trente et Constance jusqu'aux marais de la Frise et à la mer du Nord. Cet espace étant coupé en deux par la masse des Alpes, si l'on neutralisait ce centre, il en résulterait que chacune des fractions isolée en elle-même

offrirait une ligne d'opérations entièrement indépendante. On pourrait dès lors choisir sur chacune des ailes le point stratégique le plus convenable à ses opérations, sans s'inquiéter de ce qui se passerait aux accessoires. Par exemple, la gauche, appelée à couvrir le Rhin, s'attacherait particulièrement à l'espace entre Strasbourg et Mayence, sans craindre que l'ennemi se portât sur ses extrémités, le long de la mer ou de la ligne neutre. On peut en dire autant de la droite chargée de protéger la Lombardie; car toute sa défense se concentrerait sur l'excellente ligne du Mincio ou de l'Adige.

En comprenant, au contraire, le territoire suisse dans le front d'opérations, dès lors tout se trouve lié depuis l'Adriatique jusqu'aux bouches de l'Yssel; et, dans cette étendue de 300 lieues, on s'attachera à tout couvrir, parce que l'ennemi pourra tout attaquer. La ligne de l'Adige, comme celle de Strasbourg à Mayence, n'y seront plus que des fractions secondaires, dont la défense et l'attaque seraient subordonnées à ce qui se passerait à quelques lieues plus loin. La Suisse elle-même, flanquée par la Souabe et l'Italie, devra être gardée partout si le sort des combats attire les deux partis sur ses frontières. Celui qui l'occuperait, réduit à s'y défendre, serait obligé de couvrir Bâle comme Schaffouse, Rheineck comme le St-Gothard, et le Simplon aussi bien que le Mont-Cénis, sans être dispensé pour cela d'avoir des forces imposantes sur le Rhin et sur le Pô. Ainsi, la puissance qui se trouverait réduite à la défensive, ayant ses armées morcelées en vingt corps, donnerait prise partout à un ennemi actif et entreprenant, qui, par la rapidité de ses mouvements, saurait multiplier ses forces assaillantes.

En effet, la campagne suivante ne manqua pas de prouver que, si les saillants de Schaffouse et du Simplon offrent quelques avantages stratégiques pour un simple passage, c'était une faute inouïe pour la France, aussi bien que pour l'Autriche, de comprendre la Suisse comme champ d'opérations dans un plan de campagne. Si cette vérité n'était pas démontrée par les événements de 1799, on en trouverait une preuve dans ma conduite en 1805 et 1809. Je respectai ce territoire que mon titre de médiateur et ma toute-puissance m'eussent permis de fouler impunément, mais que mon propre intérêt me commandait de laisser intact. Quelque appréciateur que je fusse de deux ou trois débouchés, je sus les subordonner aux calculs de la politique, et prouvai qu'on trouve toujours une route pour manœuvrer sur les communications de l'ennemi, sans fouler aux pieds les liens nationaux, et sans bouleverser les rapports des différents états européens. Mais quittons les vallées helvétiques, étrangères pour l'instant au sujet que nous avons à traiter, et revenons aux opérations du Directoire, ainsi qu'à l'expédition d'Égypte qui occupait toutes mes pensées.

Révolution de Rome. Berthier y entre.

Peu de jours avant la chute de Berne, Rome était tombée sous les coups de Berthier. Mon frère Joseph avait été nommé ambassadeur près du saint-siége. Il n'ignorait pas les éléments qu'il y avait à Rome pour l'application des doctrines du Directoire. Toute l'Italie avait la même fièvre: c'était à qui planterait le premier l'arbre de la liberté. Naples était aussi en fermentation, et les prisons n'y suffisaient pas pour contenir les suspects. Rome ne pouvait, dans un tel état des esprits, perdre entièrement la mémoire de ses grands souvenirs: tout ce qui connaissait l'alphabet, dans cette patrie des Cicéron, des Émile, des Brutus, repoussait le

joug monacal et pontifical, pour rappeler les beaux jours du gouvernement consulaire ; et, chose bizarre ! une partie du clergé partageait ces sentiments.

Depuis la paix de Tolentino, la bonne harmonie ne s'était rétablie qu'à moitié : Joseph sentit qu'il devait agir avec prudence. Les partisans de la France venaient lui témoigner le désir de rétablir la république romaine. Il les détournait de ce projet. Instruit enfin indirectement qu'un complot devait éclater le 26 décembre, il crut donner un gage de sa loyauté envers le saint-siége, en s'ouvrant franchement au cardinal secrétaire-d'état Doria. Mais les princes de l'église étaient trop prévenus contre nous pour être sensibles à un tel procédé. On redoubla de surveillance ; des consignes sévères furent données. Malgré ces avis, un mouvement éclata, le 28, dans le voisinage du palais de France ; la multitude viola l'enceinte de sa juridiction, en criant à tue tête : *Vive la république romaine ! Vive la république française !* Chargée par les gendarmes et les trabans du pape, cette foule se réfugia sous les portiques du palais, ce que personne n'aurait pu empêcher. On la poursuivit jusque dans les cours à coups de fusil.

Proclamation de la république romaine.

C'était un attentat au droit des gens. Le jeune général Duphot, officier plein de mérite, et fiancé à une de mes sœurs, s'élança, l'épée à la main pour défendre un asile sacré, et fut indignement criblé de coups de feu. La qualité de l'offenseur ajoute à la honte de l'offense. Un tel attentat de la part des sbires du pape ne pouvait pas rester impuni. Berthier marcha sur Rome, et campa, le 10 février, à la tête de deux divisions, sous le château de St-Ange. Cinq jours après, au pied même du Quirinal, se fit entendre le cri de liberté romaine, qui n'avait pas retenti autour du Capitole depuis la fameuse conspiration de Rienzi. Le peuple se rassembla dans le Forum, à l'exemple de ses illustres ancêtres, rédigea l'acte de son affranchissement, et proclama ses consuls, un sénat et des tribuns. C'était une parodie tant soit peu ridicule de la Rome des Scipions. Mais ces mots magiques frappaient les esprits du reste de l'Europe, et si le Directoire avait été plus habile et mieux avisé dans le choix de ses agents, il aurait pu en tirer d'immenses avantages.

Berthier, se rendant au vœu du peuple, marcha, à la tête de ses grenadiers, au Capitole [1], et y proclama la reconnaissance de la république romaine. Il ne resta plus au pape d'autre ressource que d'abdiquer. Ce qu'il y eut de cruel pour Pie VI, dans cette révolution, c'est qu'elle fut opérée le jour anniversaire de la vingt-cinquième année de son pontificat, le 15 février ; et que, trois jours après, en action de graces de l'abolition de sa souveraineté et du rétablissement de la république romaine, *un Te Deum solennel fut chanté dans l'église St-Pierre, par quatorze cardinaux.* Le 20 février, le pape sortit de Rome pour

[1] Des groupes de soldats et de patriotes accompagnaient le cortége en chantant un hymne assez mémorable sur l'air du chant du *Départ :* il porte tellement le cachet de l'époque que nous le transcrirons ici.

Romain, lève les yeux : là fut le Capitole ;
Ce pont est le pont de Coclès ;
Ces chardons sont couverts des cendres de Scévole ;
Lucrèce dort sous ces cyprès.
Là Brutus immola sa race ;
Ici s'engloutit Curtius,
Et César à cette autre place
Fut poignardé par Cassius.
Rome, la liberté t'appelle !
Romps tes fers, ose t'affranchir :
Un Romain doit vivre pour elle,
Pour elle un Romain doit mourir.

n'y plus rentrer. Berthier lui donna une escorte. Il se rendit à la chartreuse de Pise, où il resta jusqu'au 30 avril 1799, qu'il fut transféré en France.

La conquête de Rome devint un événement funeste par les fautes ultérieures qu'elle entraîna, et l'extension démesurée qu'elle donna à notre ligne d'opération. Il eût fallu constituer Rome, n'y laisser qu'un faible corps, et rappeler l'armée sur l'Adige.

Cette riche cité fut exploitée par quelques chefs militaires peu délicats, et surtout par une nuée d'agents déprédateurs qui fondirent sur les trésors de St-Pierre comme une nuée de vampires. L'armée était mal nourrie et mal payée, tandis que d'indignes traitants nageaient dans l'or : elle s'insurgea comme les flottes anglaises l'avaient fait un an auparavant ; et si la révolte militaire est susceptible d'excuse, c'est certainement dans une circonstance pareille. Masséna même, qui avait succédé à Berthier, fut forcé de quitter l'armée, qu'il ne parvint pas à faire rentrer dans le devoir, et qui l'accusait (injustement peut-être) de tolérer le scandale dont elle se plaignait, et même d'y participer.

Deux événements comme l'invasion de Rome et de la Suisse étaient plus qu'il n'en fallait pour déchirer le traité de Campo-Formio : tout homme prévoyant devait bien s'attendre qu'il ne serait qu'une trêve.

Je me rends de Rastadt à Paris.

Pendant que tous ces événements préparaient un nouvel orage, je m'étais rendu à Paris où m'appelaient mon nouveau titre de général en chef de l'armée d'Angleterre, et plus encore le projet d'une expédition en Égypte. Je ne pouvais mieux solenniser ma rentrée dans la capitale qu'en y apportant la ratification de la paix. Aussi fus-je accueilli avec des transports qui tenaient du délire. Tous les cœurs s'ouvraient à l'espérance ; les plaies de la patrie allaient se cicatriser ; sa gloire, élevée jusqu'aux nues, devait rétablir ses relations politiques sur les deux continents, et forcer tôt ou tard l'Angleterre à une paix qui consoliderait nos travaux ; l'industrie, les arts, le commerce prendraient alors l'essor que la révolution semblait faite pour leur imprimer : tout, en un mot, promettait un avenir riche de tous les genres de prospérités.

Le Directoire, en me recevant le 10 décembre au Luxembourg, dans une audience solennelle, me proclamait *l'homme de la providence, un de ces prodiges dont la nature avare ne gratifie le genre humain que de loin en loin.* La France ne manquait pas d'échos pour répéter les éloges pompeux de son président. Je fus forcé de me réfugier sous l'habit modeste de membre de l'institut pour me dérober aux acclamations importunes d'un peuple toujours enthousiaste dans ses mouvements d'admiration, et toujours prêt à en changer l'objet.

Les autorités cherchèrent à l'envi à me témoigner la reconnaissance nationale. Un comité du conseil des anciens rédigea l'acte pour me donner la terre de Chambord et un grand hôtel dans la capitale ; le Directoire, on ne sait pourquoi, s'alarma de cette proposition : ses affidés l'écartèrent.

Pendant les deux ans que je venais de commander en Italie, j'avais rempli le monde de l'éclat de mes victoires ; la coalition en avait été divisée. L'empereur et les princes de l'empire avaient reconnu la république ; l'Italie tout entière était soumise à ses lois ou à son influence. Deux nouvelles républiques y avaient été créées dans le système français. L'Angleterre seule restait armée, mais elle avait manifesté le désir de

la paix, et si le traité n'avait point été signé, il fallait en accuser la folie du Directoire, après la journée de fructidor. A ces résultats si grands, obtenus sous le rapport des relations extérieures de la république, se joignaient tous les avantages qu'elle avait recueillis dans son administration intérieure et dans sa puissance militaire. A aucune époque de son histoire, le soldat français n'avait éprouvé plus vivement le sentiment de sa supériorité. C'était à l'influence des victoires d'Italie que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse étaient redevables d'avoir pu reporter les couleurs françaises sur les bords du Lech. Au commencement de 1796, l'empereur avait 160 mille hommes sur le Rhin, il voulait porter la guerre en France. Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin n'avaient point de forces suffisantes pour lui résister et garder les places; leur infériorité numérique était notable, elles manquaient de tout, et si la valeur de tant de braves garantissait à la république une honorable défense, l'espoir de faire des conquêtes n'entrait dans aucune combinaison. Les journées de Montenotte, de Lodi, etc., portèrent l'alarme à Vienne; elles obligèrent le conseil aulique à rappeler successivement de ses armées d'Allemagne le maréchal Wurmser, l'archiduc Charles et plus de 60 mille hommes, ce qui rétablit l'équilibre de ce côté, et permit à Moreau et à Jourdan de prendre l'offensive.

Plus de 120 millions de contributions extraordinaires avaient été levés en Italie : soixante millions avaient payé, nourri, réorganisé l'armée d'Italie dans tous les services; soixante millions, envoyés au trésor de Paris, l'avaient aidé à pourvoir aux besoins de l'intérieur et aux services des armées du Rhin. Indépendamment de ce secours important, le trésor devait à mes victoires une économie annuelle de 70 millions, somme à laquelle s'élevait, en 1796, l'entretien des armées des Alpes et d'Italie. Des approvisionnements considérables en chanvre, en bois de construction; des bâtiments conquis à Gênes, à Livourne, à Venise, avaient relevé la marine de Toulon. Le Musée national s'était enrichi des chefs-d'œuvre des arts qui embellissaient Parme, Florence et Rome, et qu'on évaluait à plus de 200 millions.

Le commerce de Lyon, de la Provence, du Dauphiné, commençait à renaître, du moment où le grand débouché des Alpes lui était ouvert. Les escadres de Toulon, réorganisées et appuyées des escadres espagnoles, dominaient dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. De beaux jours paraissaient assurés à la France; et c'était aux vainqueurs d'Italie qu'elle se plaisait à les devoir.

CHAPITRE IV.

Situation des Anglais dans l'Inde. Expédition d'Égypte. Prise de Malte. Entrée des Français à Alexandrie. Bataille des Pyramides. Prise du Caire. Bataille navale d'Aboukir. Desaix soumet la haute Égypte. Expédition de Syrie. Retour en Égypte. Les Turcs descendent à Aboukir, et sont détruits. Bonaparte retourne en France.

Situation difficile où je me trouve à Paris.

Le brillant accueil que je venais de recevoir dans la capitale aurait enorgueilli le plus modeste, et encouragé le moins ambitieux. Il était aisé de voir que je pouvais aspirer à tout en France. Néanmoins le moment n'était pas encore venu d'en profiter, et de donner tout l'essor à ma popularité; il fallait attendre que le Directoire eût achevé de se discréditer. La France m'avait proclamé son héros; mais ce n'était pas assez, et pour devenir le chef de l'état, il fallait en être le sauveur et le restaurateur.

Quels que fussent mes titres à la reconnaissance nationale, cela ne me donnait pas le droit de renverser le gouvernement établi, auquel je devais mon avancement rapide et une partie de ma gloire : il fallait qu'il se détruisît lui-même par son incapacité et par les désastres qu'il attirerait sur la France; alors seulement je pourrais paraître sur la scène, en qualité de sauveur de la patrie. Comme je savais à qui j'avais à faire, je ne doutais nullement que cela n'arrivât tôt ou tard. Il n'y avait qu'à abandonner les pauvres têtes du Directoire à leurs propres moyens; car, indépendamment de la faiblesse des individus, les choses n'étaient pas de nature à pouvoir durer. En effet, ou le Directoire attenterait à la liberté en se saisissant de la dictature, à l'exemple du comité de salut public, ou bien il serait dévoré par l'anarchie, ainsi que le conseil exécutif de 1792 : dans les deux hypothèses, la chute était inévitable.

Origine de la guerre d'Égypte.

Cependant le rôle que j'avais à jouer, en attendant l'événement, était embarrassant. On m'avait conféré le titre pompeux, mais illusoire, de général en chef de l'armée d'Angleterre. C'était un épouvantail dont le cabinet de Londres ne pouvait être dupe; car rien n'était préparé à cette époque pour lui donner de la réalité : tout ce qu'on aurait pu faire, c'eût été d'aller en Irlande jeter 20 à 30 mille hommes : entreprise avantageuse, sans doute, mais qui me convenait peu.

J'étais un personnage trop important pour qu'il me fût possible de demeurer à Paris les bras croisés. Quoique le Directoire eût mêlé ses acclamations à celles de toute la France, je savais que Rewbel et Merlin m'en voulaient secrètement : sous le prétexte de la

hiérarchie des pouvoirs, ils blâmaient la résolution que j'avais prise de mon chef; ils m'accusaient d'avoir traité avec l'Autriche au lieu d'aller à Vienne, ce qui, à les entendre, eût assuré la révolution de l'Allemagne, et donné à Rewbel le plaisir de fabriquer quelques républiques démocratiques sur les débris du saint-empire. C'était, selon eux, le moyen le plus immanquable d'assurer le triomphe des principes et la prépondérance de la France sur tous ses voisins. Ils ne calculaient pas qu'on ne révolutionne point un empire comme l'Autriche aussi aisément que Rome ou Milan, ou, pour mieux dire, ils ignoraient que rien n'était moins disposé à leurs utopies que les peuples soumis au cabinet de Vienne. Leurs déclamations sourdes contre moi étaient révoltantes. Il fallait prendre un parti; car tous les jours les factions les plus opposées venaient frapper à ma porte : tantôt les agents royalistes cherchaient à me démontrer l'impossibilité du système républicain en France, et à m'exciter à la restauration de la monarchie; tantôt les plus ardents sectateurs de la république venaient se plaindre des attentats du Directoire contre la liberté, et attendaient de moi que je fisse le Gracchus. Je devais donc me décider, ou à conspirer contre le Directoire, ou à faire cause commune avec lui. Je ne voulais pas encore faire l'un, je ne voulais plus faire l'autre. Le seul parti raisonnable était de m'éloigner, mais de m'éloigner avec éclat. Je savais qu'il fallait fixer l'attention pour rester en vue, et qu'il fallait tenter pour cela des choses extraordinaires, parce que les hommes savent gré de les étonner.

Plusieurs lettres anonymes, parfaitement rédigées, m'avaient déjà été adressées pour me prémunir sur la difficulté du rôle que j'allais jouer en France. L'une de ces lettres me conseillait de créer un état pour moi en Italie, comme Dumouriez avait imaginé d'en établir un en Hollande. Mais je n'étais pas songe-creux à ce point-là : je reviendrai plus tard sur cette proposition.

J'avais parlé vaguement pendant les négociations de Campo-Formio d'un projet sur l'Égypte, toutefois je ne pensais pas alors à m'en charger. Talleyrand avait aussi goûté ce projet. A mon retour, j'offris de le mettre à exécution. Les résultats pouvaient être immenses, et cela suffisait pour que la tâche me parût digne de moi.

On pense bien que la majorité des directeurs auxquels je portais ombrage accueillit avidement une proposition qui les débarrassait du pacificateur dont ils redoutaient la popularité. Ils étaient dans l'enchantement de me voir ainsi courir au-devant de leurs vues par un exil volontaire.

Quelques hommes d'état voulurent me retenir, en me faisant sentir que je serais appelé par la force des circonstances à prendre le timon des affaires. Je leur répondis que la poire n'était pas mûre, et que j'allais chercher de nouveaux titres à leur confiance.

Nous n'avions pas de notions fort exactes de ce qui se passait dans l'Orient, car la perte de Pondichéry et les embarras où la république s'était trouvée, ne lui avaient pas même laissé le désir de s'en occuper. Mais ce que nous savions bien, c'est que Tippoo-Saëb, chef de l'empire de Mysore, fondé par Hyder-Aly avec l'appui de la France, avait proposé à Louis XVI, en 1788, de chasser les Anglais de l'Inde, si on lui assurait un secours de 8 mille Européens avec un bon nombre d'officiers pour conduire ses troupes; et que Louis XVI, inquiété chez lui, n'avait pas accepté une proposition qui lui donnerait l'embarras d'une guerre maritime au moment où il était menacé d'une révolution. Enfin nous savions que les Anglais,

pour punir Tippoo de ce message, avaient secondé le Nizam contre lui, et, après l'avoir investi dans Seringapatnam, lui avaient imposé en 1792, un traité qui le dépouillait d'une partie de ses états. Il était naturel dès lors que nous comptassions sur l'appui du sultan de Mysore. Nous n'ignorions pas non plus que les Marattes, quoique ennemis de la race mogole et musulmane, n'aimaient guère mieux la compagnie anglaise, et qu'il serait possible de trouver parmi eux les éléments d'une puissante alliance.

Toutefois, comme il est nécessaire pour bien apprécier l'expédition d'Égypte de connaître l'état réel de l'Inde à cette époque, il est bon de reprendre les choses d'un peu plus loin.

État de l'Indostan.

Le prince tartare Aureng-Zeb, contemporain de Louis XIV, étendant les conquêtes de ses prédécesseurs, fonda au milieu de l'Inde l'empire mogol, dont la population ne s'élevait pas à moins de 50 millions d'habitants. Riche d'un revenu de 900 millions, et capable de mettre 800 mille hommes sur pied, cet empire était divisé en un grand nombre de provinces gouvernées par des soubabs et des nababs.

Ce conquérant mourut en 1707; et telle est la misérable condition de ces dynasties despotiques de l'Orient, que quarante ans étaient à peine révolus, quand ses successeurs, en guerre d'un côté avec leurs vassaux, assaillis de l'autre par les Persans, sous le terrible Thamas Kouli-Kan, harcelés enfin par les Marattes, furent réduits à implorer l'appui des Européens en leur abandonnant quelques provinces.

On ne saurait tracer une esquisse satisfaisante des bouleversements qui se succédèrent dans la presqu'île du Gange durant les cinquante dernières années : ces révolutions, qui portent un cachet tout particulier, semblent plutôt appartenir aux contes arabes qu'à l'histoire. L'élévation ou la chute d'une foule de petits despotes changeait à chaque instant les limites des états; mais, à travers ces déchirements, il suffira de saisir l'ensemble des faits principaux, pour donner un aperçu de la situation de l'Inde à l'époque des premières guerres de la révolution, et à celle où je m'en occupai.

Ce ne fut qu'au milieu du 18e siècle que la compagnie anglaise, appréciant le système que l'habile Dupleix avait voulu déployer pour la France, prit part pour la première fois dans les querelles des princes de ces contrées. Ici, comme en Europe, la politique britannique *s'appliqua à diviser pour régner*. Habile à soutenir tour à tour les princes indous contre les Musulmans de la dynastie mogole, ou à combattre en faveur de ces derniers contre les naturels du pays, dès que ceux-ci se montraient trop puissants, cette société parvint à s'approprier successivement les portions les plus importantes du territoire de ses protégés comme de ses ennemis.

A l'époque de la révolution française, cinq états principaux se partageaient l'Inde : ceux gouvernés par les princes musulmans étaient au sud, le Mysore, obéissant à Tippoo-Saëb; au nord, le Mogol, soumis de nom à Schah-Alloun, et de fait à ses grands officiers. Plus loin, au nord, Zeman-Schah régnait sur les Afgans, habitant le Candahar et le Kaboul. A côté de ce royaume s'étendait celui de Belouchistan, dont les peuples farouches se faisaient redouter.

Enfin, au centre de la presqu'île on voyait l'empire des Marattes, fondé par Sévaji, prince indou qui, s'étant maintenu en possession du royaume de Sattarah, parvint ensuite à reprendre la majeure partie des

conquêtes des Mogols dans le Décan. Bientôt après sa mort, tous les petits princes tributaires se rendirent indépendants des grands rajahs qui lui succédèrent, et dont l'autorité se trouva successivement circonscrite à la forteresse de Sattarah. Tout en feignant de reconnaître les droits de cette famille à la couronne, le peishwah, son premier ministre, s'empara du pouvoir absolu sur la partie occidentale de la presqu'île où il fonda le royaume de Pounah. Madaji-Scindiah en fit autant au nord et à l'est. Cet homme habile, en battant l'armée d'Ismaël-Beg et secourant Schah-Alloun contre le féroce Golaem-Cadir, parvint à rétablir la prépondérance des Marattes dans les états du Mogol, où il s'empara de toute l'autorité sous le nom de l'empereur, à qui il ne laissa que son palais et un faible revenu, seul héritage de la puissance colossale d'Aureng-Zeb.

Madaji-Scindiah avait été secondé dans ses opérations par un corps européen, ou organisé et instruit à l'européenne par les soins d'un officier savoyard nommé de Boigne. Ce célèbre Maratte mourut en 1794; et son neveu Dowlut-Row, sans hériter de ses talents, suivit son système, conserva sa prépondérance sur le Mogol, et parvint même à l'étendre, en 1796, jusque sur les états du Peishwah en plaçant sur le trône de Pounah, Badje-Row qu'il tenait entièrement sous sa tutelle. Le général Peyron avait succédé à de Boigne dans le commandement de l'armée de Scindiah, composée de cinq brigades organisées à l'européenne et de 34 mille hommes d'infanterie bien dressée, outre une cavalerie innombrable.

Un troisième état maratte, gouverné par le rajah de Berrar, s'étendait au nord du Décan : quoique moins puissant que les deux précédents, c'était un des membres les plus redoutables de la confédération. La famille d'Holkar régnait sur Malwa, et vingt autres petits princes feudataires indépendants de ceux-ci avaient des diaghirs, espèce de dotations.

On voit par là que le peuple maratte formait une confédération nombreuse assez semblable à l'empire germanique, dont elle ne différait guère que par la force dans les institutions des principaux états qui en faisaient partie, ou par les mutations fréquentes que le régime et les mœurs orientales apportaient dans l'organisation intérieure de chacun d'eux. La confédération indouse présentait en effet le spectacle assez singulier d'un grand rajah héréditaire possédant de vastes états sans autorité, entouré de deux grands dignitaires qui, non contents de rendre leurs charges héréditaires, se partageaient sans scrupule les domaines du prince dont ils recevaient l'investiture.

Plus à plaindre encore, l'empereur du Mogol distribuait des couronnes sans pouvoir en garder une, car, à proprement parler, c'était un souverain sans sujets : despote incapable de se faire obéir, il vendait à des aventuriers le droit d'exercer une autorité absolue dans ses provinces ; pauvre alors même que toutes les monnaies de l'Indostan se frappaient à son effigie, il se glorifiait d'avoir pour tributaires de grands rois, dont il était trop heureux d'implorer la générosité pour subvenir à son entretien.

La finesse de lord Clive, le profond machiavélisme d'Hastings, la sagesse de lord Cornwallis, avaient successivement pris à tâche d'immiscer la compagnie dans les intérêts compliqués de ces états, et d'intervenir dans leurs différends avec une apparence de loyauté. Elle paraissait toujours sur la scène en arbitre; et, fondée sur les

traités, elle aidait le plus faible, afin de partager ensuite avec lui les dépouilles de celui qui aurait pu lui devenir redoutable. C'est ainsi qu'à l'aide des Marattes et du Nizam, elle était parvenue, en 1792, à vaincre Tippoo-Saëb, à qui elle ne pardonnait pas d'avoir envoyé des ambassadeurs à Louis XVI pour lui proposer de la chasser de l'Inde.

Deux ans après, les Marattes attaquèrent à leur tour le Nizam, inondèrent son pays avec 200 mille hommes, et le dépouillèrent au moment où la compagnie, endormie sur ses succès, ne songeait pas à secourir ce prince, qu'elle tenait sous sa tutelle. Soit qu'il fût mécontent du peu d'empressement que l'on mit à lui porter secours, soit qu'il aspirât à l'indépendance, il avait confié à un officier nommé Raymond le soin de lui organiser à l'européenne une armée de 15 mille hommes, pour la solde de laquelle on lui abandonna le revenu d'une riche province.

Projets du sultan de Mysore. Apathie de la France.

Tippoo-Saëb, depuis le malheureux traité de Seringapatnam qui lui avait arraché la moitié de son empire, ne respirait que vengeance. La France, livrée à l'anarchie et découragée par la perte de Pondichéry, semblait avoir oublié tout le parti qu'elle pouvait tirer de la disposition des peuples de l'Indostan contre la compagnie anglaise. Pas un vaisseau, pas un homme n'avait été envoyé dans l'Inde; et, à l'insouciance des gouverneurs de l'Ile-de-France, on eût dit qu'ils ignoraient l'existence des deux presqu'îles du Gange. Truguet seul imagina, à la fin de 1796, de porter des secours au sultan de Mysore : mais le projet de ce ministre, basé sur la possibilité d'organiser des bataillons de nègres qui ne sortirent jamais des plantations de l'Ile-de-France, n'eut pas même un commencement d'exécution. Pour réussir, il eût fallu un noyau de vieilles troupes; or le gouvernement républicain ne fit aucune tentative pour en porter le moindre détachement.

Quelques aventuriers furent à la veille d'exécuter ce que la faiblesse de Louis XVI et l'inexpérience du comité de salut public en intérêts coloniaux avaient fait négliger. Un corsaire, nommé Rippaud, jeté sur la côte deMangalore, et amené à Tippoo-Saëb, lui ayant appris les victoires des armées républicaines en Europe, réveilla en lui l'espoir d'être secouru par les anciens alliés de son père. Il envoya une ambassade à l'Ile-de-France avec un projet d'alliance à soumettre au Directoire; projet si bien combiné qu'aucun diplomate européen ne le désavouerait. La réponse du gouverneur Malartic prouve qu'il n'apprécia nullement la démarche de ce prince; cependant il lui envoya une trentaine de sous-officiers, d'artilleurs et d'ouvriers, qu'il mit à très-haut prix, mais qui discréditèrent l'uniforme français par leurs extravagances révolutionnaires, et autorisèrent la compagnie anglaise à se servir de ce prétexte pour assaillir le sultan de Mysore. Tout porte même à croire que le Directoire ne fut jamais bien instruit de ce qui se passa à cette occasion.

Cependant Tippoo ne s'en tint pas là : s'efforçant d'assoupir la rivalité des Marattes, il cherchait à armer le Peishwah et Scindiah contre la compagnie; portant même ses vues plus loin, il recherchait l'alliance de Zeman-Schah.

La réunion des forces de ces différents états pouvait s'élever de 50 mille hommes disciplinés à l'instar des troupes européennes, et à 300 mille soldats armés à l'indienne. Si l'impétuosité tumultueuse des Marattes, la bravoure chevaleresque des Rajepoutes, et l'ambition effrénée de tous

ces chefs avaient voulu se ployer à une règle commune, et agir de concert pour la délivrance de l'Inde, nul doute qu'une coalition aussi formidable n'eût en peu de temps triomphé de l'Angleterre; surtout si une division française, commandée par un homme de tête, eût servi de régulateur aux opérations des forces combinées.

État des forces anglaises.

La compagnie n'avait alors pour alliés que deux ou trois nababs subalternes et le Nizam; encore ce dernier, en renvoyant les bataillons anglais de sa garde pour se jeter entre les bras de Raymond, laissait croire qu'il reviendrait tôt ou tard à la politique de son prédécesseur, qui avait combattu sous les drapeaux d'Hyder-Aly.

Mais la compagnie était déjà redoutable par elle-même; car les trois présidences dont elle se composait formaient de véritables empires. La principale, maîtresse de Calcutta, du Bengale, de la côte d'Orixa et de la riche vallée du Gange jusqu'à Oude, était le centre du gouvernement général, et ne le cédait guère à la mère-patrie en puissance et en richesse. La seconde, composée des possessions du Décan autour de Madras, siégeait dans cette dernière ville. Enfin, la troisième, établie à Bombay, réunissait les établissements de la côte de Malabar et de Surate, aux comptoirs du golfe Persique. Les forces dont les différentes présidences disposaient pouvaient s'élever à 25 mille européens et 60 mille cipayes bien organisés.

But de l'expédition d'Égypte.

Tel était l'état de l'Inde quand j'entrepris de nous ouvrir une communication directe avec elle. J'étais convaincu que c'était le vrai moyen de frapper l'Angleterre au cœur; car à cette époque l'Inde était tout pour elle : exclue du continent américain, elle n'avait pas ce riche hémisphère à sa disposition.

L'expédition d'Égypte avait trois buts : 1° d'établir sur le Nil une colonie française qui, sans recourir au système de culture par esclaves, pût tenir lieu à la république de St-Domingue et de toutes les îles à sucre; 2° d'ouvrir de nouveaux débouchés à nos manufactures dans l'Afrique, l'Arabie et la Syrie, et fournir à notre commerce toutes les productions de cette partie du monde; 3° enfin, de partir de l'Égypte comme d'une base d'opérations pour porter une armée de 50 mille hommes sur l'Indus et soulever les Marattes, Indous, Musulmans, en un mot tous les peuples opprimés de ces vastes contrées. Une belle armée, composée moitié d'Européens, moitié de recrues des climats brûlants du tropique, transportée par 10 mille chevaux et autant de chameaux, portant avec eux des vivres pour 50 à 60 jours, de l'eau pour 5 à 6 jours, et un train d'artillerie de 150 bouches à feu de campagne, avec double approvisionnement, arriverait en quatre mois sur l'Indus. Le désert cesse d'être un obstacle pour une armée qui a en abondance des chameaux et des dromadaires.

Cette expédition devait donner une grande idée de la puissance de la France; elle devait attirer l'attention sur son chef; elle devait surprendre l'Europe par sa hardiesse : voilà plus de motifs qu'il n'en fallait pour la tenter.

A la vérité, l'Égypte était tributaire de la Porte, l'un des plus anciens alliés de la France, puisque, dès le siècle de François 1er, elle avait constamment fait cause commune avec elle. Mais les Mamelucks étant les vrais maîtres du pays, et en révolte ouverte contre le grand-seigneur, on devait penser que le Divan, déjà tout occupé de la guerre contre Paswan Oglou, pacha de Widdin, et contre les Wechtabies, assez faible pour

souffrir l'indépendance d'une foule de pachas récalcitrants, ne se jetterait pas aveuglément dans les rangs de nos ennemis pour une ombre de suzeraineté qu'à la rigueur nous eussions pu reconnaître aussi bien que les Mamelucks. On avait tout lieu de se flatter qu'on réussirait à convaincre le Divan de nos dispositions amicales, si on y envoyait un négociateur habile, et Talleyrand dut se charger de ce soin.

Tournée à Anvers.

Plein de confiance dans les résultats de sa mission, je pressai vivement les préparatifs de mon départ.

Afin de détourner l'attention de l'ennemi des ports de la Méditerranée, où tout était en pleine activité, je profitai de mon titre de général en chef de l'armée d'Angleterre pour faire l'inspection des ports de la côte. Ayant poussé jusqu'à Anvers, je m'assurai, à l'aspect du superbe bassin de l'Escaut, des avantages inappréciables que nous tirerions un jour de cette place importante : elle fit sur moi l'effet que la belle Newa avait produit sur Pierre-le-Grand.

Le continent se brouille de nouveau.

Dans l'intervalle, l'horizon politique se rembrunit sur le continent. Après mon départ de Rastadt, le congrès avait entamé les discussions pour la paix avec l'empire. Les plénipotentiaires français eurent quelque peine à obtenir la cession de la rive gauche du Rhin, car elle renversait la constitution de l'empire germanique, en absorbant les trois électorats de Mayence, Trèves et Cologne. Cependant les grandes puissances prirent goût aux sécularisations, qui leur faisaient espérer des acquisitions à leur convenance. L'Autriche pensa à séculariser les archevêchés de Saltzbourg, de Passau, de Trente; la Bavière, les évêchés de Franconie (Wurtzbourg, Bamberg, Aichstedt); la Prusse songea à ceux de Munster, Paderborn, etc. On posa donc les bases d'un grand système d'indemnités, et on reconnut définitivement la ligne du Rhin à la France. C'était une vaine formalité, car déjà tous les éléments d'une tempête se montraient à l'horizon. Il était évident que l'invasion de la Suisse, la formation de la république ligurienne, la révolution de Rome, avaient déchiré le traité de Campo-Formio, et que l'Autriche, tout en tolérant les événements qui amèneraient l'exécution de ce traité en ce qui concernait l'empire germanique, se mettrait en devoir de demander que le Directoire y fût également fidèle de son côté : or, celui-ci s'était engagé avec trop de présomption dans la carrière de la propagande pour qu'il pût revenir sur ses pas.

L'Angleterre s'était empressée de prendre acte de tous ces empiètements pour soulever de nouveau l'Europe contre nous, en portant l'alarme à la fois en Russie, à Vienne, à Berlin, à Turin, en Toscane et à Naples. Elle ne tarda pas à s'assurer que rien ne serait plus facile que de tramer une nouvelle coalition.

L'empereur Paul, en montant sur le trône, avait, à la vérité, changé un instant la face des affaires du Nord. Le bruit était général que la mort de sa mère venait d'arrêter la signature d'un traité de subsides avec l'Angleterre. Déjà un ukase avait décidé la levée de 150 mille recrues, et soit que l'impératrice voulût prendre part à la guerre continentale, soit qu'elle résolût d'entreprendre contre la Turquie, ou de se venger des griefs que le jeune Gustave, futur roi de Suède, lui avait donnés par la brusque rupture de son mariage avec la grande duchesse Alexandrine, ces préparatifs annonçaient de grands événements.

Le premier soin du nouvel empereur fut de révoquer cette levée. Il affecta de vouloir se lier plus étroitement avec la Prusse, et de se vouer tout entier à la conduite des affaires intérieures de son vaste empire.

Ces démonstrations pacifiques ne tardèrent pas à agir sur la confiance, et leur résultat immédiat fut une hausse du papier-monnaie, qui remonta au-dessus même de sa valeur nominale : preuve irrévocable des ressources que la Russie possédait alors pour la conduite d'une grande entreprise. Mais ces résolutions n'eurent qu'une courte durée. Le caractère bizarre de ce prince était un gage certain, pour le cabinet de Londres, qu'en le prenant par son faible on l'entraînerait facilement à la guerre contre la France; et aucun moyen ne fut négligé pour atteindre ce résultat. D'ailleurs, il n'était pas impossible de lui persuader que l'intérêt de la Russie ne permettait pas de laisser accabler l'Autriche par la puissance qui avait toujours soutenu l'empire ottoman : bien que ce prétexte ne fût que spécieux, on ne manqua pas de l'employer. Malheureusement il s'en offrit d'autres : la cession à la France des îles Ioniennes, les événements de Suisse, ceux du Piémont, ébranlèrent ce prince, et son cabinet, garant d'ailleurs par le traité de Teschen de l'intégrité de l'empire germanique, ne pouvait rester plus longtemps étranger aux négociations qui allaient devenir inévitables.

Un événement singulier apprit au Directoire que l'Autriche, assez justement indisposée de tous ses empiètements, conservait à son égard des sentiments hostiles. Bernadotte, nommé à l'ambassade de Vienne avait arboré le drapeau tricolore sur son hôtel, pour célébrer l'anniversaire d'une victoire remportée sur les Autrichiens. Un pareil acte, quoiqu'il fût coloré du prétexte de représailles, déplut au cabinet autant qu'au peuple ; l'hôtel de l'ambassade fut assailli par une populace irritée, et Bernadotte, après avoir déployé toute la fierté républicaine, et avoir vu son hôtel envahi et le drapeau arraché et brûlé, quitta Vienne le lendemain.

Le Directoire voulut d'abord déclarer la guerre, et me confier le commandement en chef; je l'en détournai, en lui démontrant que Bernadotte avait tort, et que si l'Autriche voulait la guerre, elle eût évité un éclat semblable pour gagner le temps de s'y préparer.

Toutefois, je ne tardai pas à me raviser; plusieurs autres circonstances dénotèrent que les cartes allaient se brouiller. Je voulus différer mon départ; le Directoire, qui avait eu satisfaction de l'affaire de Bernadotte, insista; et placé dans l'alternative de me perdre ou d'obéir, je pliai.

Le Directoire, charmé de se débarrasser de moi, m'accorda tout ce que je voulus. Je préparai mon départ dans un profond secret; il était nécessaire au succès, et il ajoutait au caractère singulier de l'expédition. Jamais préparatifs si formidables ne furent mieux déguisés.

Départ de Toulon. Prise de Malte.

Je me rendis à Toulon le 10 mai 1798. Le 19, je mis à la voile avec 13 vaisseaux de ligne, 6 frégates et des bâtiments de transport qui portaient 25 mille hommes de débarquement. Je fus joint en mer par des escadres sorties des ports de Bastia, de Gênes et de Civita-Vecchia, avec 7 à 8 mille hommes qui devaient faire partie de mon expédition. Le 9 juin, nous arrivâmes devant Malte.

On y avait ménagé des intelligences avec un petit nombre d'officiers français, plus attachés à leur pays qu'à cette gentilhommière

tombant de caducité. L'Ordre ne s'attendait pas à notre visite, et rien n'était prêt pour la défense. Si je ne m'en emparais pas, rien de plus sûr que les Anglais l'eussent fait, et le poste était indispensable pour nos communications intermédiaires avec la France. Je craignais que quelque vieux levain de gloire ne portât les chevaliers à se défendre, ce qui pouvait retarder et même faire manquer mon expédition : ils se rendirent heureusement plus vite encore que je ne m'en étais flatté. Il suffit de quelques démonstrations pour voir tomber entre nos mains une des plus fortes places de l'Europe.

Débarquement à Alexandrie.

Après avoir laissé à Malte une bonne garnison et les instructions nécessaires à la défense, je continuai ma traversée avec un rare bonheur. La flotte anglaise, qui nous cherchait, croisa notre navigation sans nous rencontrer. Elle arriva avant nous à Alexandrie; mais l'amiral Nelson, instruit que nous n'y avions pas paru, s'en fut nous chercher sur la côte de Syrie. Le 30 juin au soir, nous arrivâmes devant Alexandrie. Dans la nuit même, je fis commencer le débarquement au mouillage de Marabou, et le lendemain je marchai sur Alexandrie avec la partie de mon armée qui avait déjà débarqué. Une colonne suivit la plage de Marabou, et attaqua du côté du Port-Neuf. Deux autres tournèrent la ville, et vinrent l'assaillir du côté de la colonne de Pompée et de la porte de Rosette. Une population nombreuse garnissait les murs et les tours de la ville des Arabes. Mon artillerie n'était pas encore débarquée; cependant nos colonnes enlevèrent d'assaut cette première enceinte; la nouvelle ville et les forts capitulèrent le même jour.

La possession d'Alexandrie me donnait un pied assuré en Égypte. Le débarquement continua sans obstacle. Mon armée était forte de 30 mille hommes partagés en cinq divisions aux ordres des généraux Kléber, Desaix, Reynier, Bon et Menou [1]; ma cavalerie, qui comptait 3 mille hommes, n'avait pas plus de 300 chevaux, le reste devait être monté dans le pays.

Marche sur le Caire.

Pour ne pas donner le temps aux Mamelucks de concerter leurs moyens de défense, il fallait brusquer la conquête de l'Égypte. L'élite de leurs forces se composait de cavalerie la plus redoutable du monde; l'infanterie ne consistait qu'en milices hors d'état de se mesurer avec nos soldats. Le succès dépendait de la vivacité de nos attaques et de la stupéfaction qu'elles devaient produire. Les croisés avaient échoué contre l'Égypte, parce qu'ils faisaient une guerre de religion, et qu'avec des armées lointaines ils s'attaquaient aux masses entières de l'islamisme, dont chaque sectateur était soldat né. Il fallait éviter ce danger. Grâce à la révolte et à l'indépendance des Mamelucks, la population musulmane était divisée; nous devions arriver comme amis de la Porte, et nous rattacher ainsi une bonne partie des Turcs. La victoire est toujours le moyen le plus sûr de se faire des partisans; en offrant à la fois l'olivier et le laurier, nous pouvions gagner les hommes paisibles que l'administration violente d'une horde guerrière rendait fort malheureux.

Saint Louis avait mis 4 mois à aller au

[1] On m'a accusé d'avoir voulu emmener avec moi l'élite des généraux : c'est une insigne calomnie; craignant avec raison la guerre continentale, je proposai au Directoire de garder Kléber et Desaix; il ne le voulut pas.

Caire, et s'y était endormi. Je voulus y aller en 15 jours, et en partir aussitôt pour achever ma tâche.

Le 6 juillet, je quittai Alexandrie, et me dirigeai à travers le désert sur Rahmanie. La division Kléber passa par Rosette, dont elle s'empara, et me rejoignit à Rahmanie. Avant d'y arriver, nous eûmes le premier engagement avec les Mamelucks, dont un parti fut repoussé par Desaix qui formait mon avant-garde. Je continuai ma route vers le Caire, en remontant le Nil; mais il fallut se battre avant d'arriver à la capitale de l'Égypte.

Combat de Chebreisse.

Le 13 juillet, nous rencontrâmes Mourad-Bey, le plus courageux des chefs mamelucks, posté avec 4 mille chevaux près du village de Chebreisse, ayant son flanc droit couvert par une flotille. Rien n'égale la beauté du coup-d'œil que présente cette cavalerie africaine : les formes élégantes des chevaux arabes, relevées par le plus riche harnachement; l'air martial des cavaliers, la bigarure brillante de leurs costumes, les superbes turbans enrichis d'aigrettes de leurs officiers; tout cela formait pour nous un spectacle à la fois nouveau et piquant. La cavalerie turque, qui est fort belle, est pourtant loin d'égaler celle des Mamelucks. Le combat s'engagea entre nos flotilles : celle de l'ennemi attaqua la nôtre, qui côtoyait notre marche en remontant le Nil. Pour la dégager, je me portai contre Mourad-Bey. J'adoptai l'ordre de bataille dont les Russes se servent habituellement dans leurs guerres contre les Turcs : chacune de mes divisions forma un grand carré qui renfermait les équipages et le peu de cavalerie que j'avais. Ces carrés disposés en échelons se flanquaient réciproquement. En vain les Mamelucks se présentèrent de tous les côtés; contenus par le feu de l'artillerie qui garnissait les carrés, ils n'osèrent les entamer, et se replièrent vers la capitale.

Bataille des Pyramides.

Le 21 juillet, nous arrivâmes à la vue du Caire; depuis longtemps nous jouissions de celle des Pyramides. L'aspect de ces monuments inouïs qui semblent dater de la création du monde, et sur lesquels tant de siècles ont passé, celui de la superbe cavalerie des Mamelucks caracolant dans la plaine, causait à nos soldats un mélange d'étonnement et d'orgueil. Habile à exciter leur enthousiasme, je leur adressai cette allocution éloquente qui, sans doute, vivra autant que les éternelles Pyramides qui en furent les témoins.

« Soldats! vous êtes venus dans ces con-
« trées pour les arracher à la barbarie,
« porter la civilisation dans l'Orient, et
« soustraire ces belles contrées au joug de
« l'Angleterre. Songez que du haut de ces
« monuments, quarante siècles vous con-
« templent!! »

Mourad-Bey avait garni d'artillerie le village d'Embabé, dont les retranchements étaient garnis de milices, soutenues par 6 mille chevaux mamelucks et arabes. Je fis avancer mes carrés. Desaix et Reynier devaient se prolonger, la droite en avant, pour couper la communication d'Embabé avec la haute vallée du Nil, tandis que les divisions Bon et Kléber attaqueraient de front les retranchements. Les Mamelucks, s'apercevant de la marche de Desaix, se portèrent contre lui en grande masse; mais toutes leurs brillantes charges échouèrent contre l'intrépidité du carré français, qui garda ses rangs sans se laisser entamer. Jamais plus brave cavalerie n'avait trouvé plus héroïque contenance : la vigueur et

l'ardeur même de ces fameux chevaux de Mamelucks augmentaient le désordre dans leurs rangs; ils venaient chercher la mort dans les nôtres, désespérés de ne pouvoir nous entamer. A la gauche, les troupes qui marchaient sur Embabé emportèrent les retranchements. Les ennemis, se voyant resserrés ainsi entre notre ligne de carrés et le Nil, s'enfuirent vers la haute Égypte, à l'exception de 1500 qui furent noyés dans le fleuve. Tout leur camp et 40 pièces de canon tombèrent entre nos mains [1].

Entrée au Caire.

Cette brillante victoire, qui ne me coûta pas 200 hommes hors de combat, m'ouvrit les portes du Caire. J'y entrai le 25.

Ibrahim-Bey, qui commandait les Mamelucks de la rive droite du Nil, se replia sur Belbeis. Mourad-Bey, avec ceux de la rive gauche, prit le chemin de la haute Égypte. J'envoyai à sa poursuite Desaix. Cet excellent général, malgré le petit nombre de troupes qu'il avait à ses ordres, réussit à s'établir dans la haute Égypte, et à contenir Mourab-Bey, qui, toujours battu, mais jamais découragé, renouvelait ses tentatives avec une constance admirable.

Pour achever notre conquête, il fallait se débarrasser d'Ibrahim-Bey. Je partis du Caire le 7 août, avec les divisions Reynier, Menou, Kléber et la cavalerie, me dirigeant sur Belbeis. Ibrahim se retira vers le désert de la Syrie. Je le suivis. Le 11, ma cavalerie atteignit et défit son arrière-garde à Salchich. Ibrahim, avec environ mille chevaux, se sauva à travers le désert et se rendit à Gaza. Je laissai Reynier à Salchich, avec ordre de fortifier ce poste qui couvrait l'Égypte du côté de la Syrie. La division Kléber fut dirigée sur Damiette, dont elle s'empara, ce qui acheva de me rendre maître de toute la côte. Moi-même, avec la division Menou, je revins au Caire.

Bataille navale d'Aboukir.

Tout allait bien jusque là, ou du moins je le croyais ainsi; mais déjà un grand revers, amené par l'inexécution de mes ordres, avait porté un coup fatal à mes espérances. J'avais insisté à plusieurs reprises pour qu'on retirât dans le vieux port d'Alexandrie la flotte qui nous avait amenés, ou qu'elle fît voile pour la France, si cela ne pouvait s'effectuer. Nos marins avaient prétendu que le canal menant à ce port n'était pas accessible aux vaisseaux de ligne : des sondes faites par mes ordres prouvèrent que ceux de 74 pouvaient passer. Je pressai cette opération. Brueys la trouvait hasar-

[1] Un célèbre romancier anglais qui s'est avisé d'écrire l'histoire pour prouver que

Tel brille au second rang qui s'éclipse au premier.

n'a pas craint de comparer la bataille des Pyramides à celle de Waterloo.

Quelle ressemblance peut-il y avoir entre un corps de cavalerie dont la moitié se laisse acculer au Nil, dont l'autre moitié caracole dans une vaste plaine, et 200 mille hommes d'infanterie munis de 800 pièces de canon, manœuvrant de part et d'autre avec habileté dans les champs de Waterloo?... Position locale, espèce de masses, ordonnance du combat, manœuvres de deux partis, importance relative de l'action, rien en un mot n'offre le moindre sujet de rapprochement. Autant vaudrait comparer les batailles de la Moscowa et de Leipsick à l'échauffourée des Thermopyles. Si j'avais tenu Wellington dans la position où j'avais mis les Mamelucks, et qu'il ne se fût pas trouvé à côté de lui une armée de 60 mille hommes pour le dégager, il ne se serait pas sauvé un homme de la sienne pour porter la nouvelle de sa défaite à Londres. Walter Scott eût mieux fait, pour sa gloire, de s'en tenir à l'histoire romanesque du sac de Liége par le duc de Bourgogne, qu'il a si bien dépeint dans Quentin Durward. (*L'ombre de l'auteur.*)

deuse, et pensait en outre qu'il serait bloqué par trois vaisseaux dans ce défilé d'où il ne pourrait jamais sortir : il préférait tenir la mer. Après avoir débarqué son matériel, il attendait des vivres pour ses équipages, et se mit en bataille serré à la côte dans la rade d'Aboukir, en attendant qu'il pût reprendre la route de Corfou ou de Toulon. Le 1er août, à la nuit tombante, il y fut assailli. L'amiral français crut pouvoir braver en *panne* un ennemi qui, selon son calcul, ne pourrait l'attaquer que de front. Mais Nelson fila audacieusement à travers des bas-fonds entre notre ligne et la terre, coupa le centre, doubla et accabla la gauche, tandis que la droite restait spectatrice de ce ridicule combat. La bataille dura 36 heures et se termina par la destruction des trois quarts de notre flotte. L'amiral Brueys expia du moins par une mort glorieuse sa faute si funeste à la marine française.

Résultat fâcheux de cet événement.

Quoique cette catastrophe changeât toutes les chances de notre expédition, elle ne nous laissait pas néanmoins sans espoir de succès. Nous pouvions nous maintenir en possession du pays, si nous parvenions à rattacher les habitants à notre cause. Avec de l'argent, des armes, des officiers, nous pouvions recruter nos légions comme les Mamelucks. Tous mes efforts se tournèrent vers ce but. A la vérité, deux obstacles majeurs se présentaient : le premier était le blocus maritime qui portait atteinte au commerce d'exportation, source de richesse de ce pays; le deuxième était la religion. Le Coran ordonne d'exterminer les idolâtres ou de les soumettre aux tributs ; il n'admet pas l'obéissance et la soumission à une puissance infidèle; en cela il est plus favorable à l'esprit militaire que la religion chrétienne qui prescrit de rendre à César ce qui appartient à César, et qui déclare que l'empire de Jésus-Christ n'est pas de ce monde. Nous l'avons déjà dit, au xe, xie et xiie siècles, les dogmes de l'islamisme avaient opposé d'immenses entraves aux croisés en Syrie, parce que la religion étant l'objet de la guerre, elle avait dégénéré en guerre d'extermination, où l'Europe perdit des millions d'hommes. Si un tel esprit eût animé les Égyptiens en 1798, nous eussions été perdus ; ma petite armée, qu'aucun fanatisme n'exaltait, et déjà dégoûtée du pays, n'eût pas résisté six mois à une population de plusieurs millions de Musulmans exaspérés. Heureusement pour nous que les préceptes du Coran avaient perdu de leur influence par les relations habituelles des Égyptiens avec l'Europe. S'il y avait de la haine, elle n'était pas poussée au degré de fanatisme du xe siècle. Je ne désespérais donc pas de me concilier les Imans, les Muphtis, les Ulémas, et tous les ministres de la religion musulmane. L'armée française, depuis la révolution, était indifférente à tous les cultes ; en Italie même, elle n'allait jamais à l'église. Je fis valoir cette circonstance pour persuader aux Musulmans que mes soldats étaient autant de cénophites, disposés à embrasser le mahométisme. Les chrétiens de différents rites, assez nombreux, voulaient profiter de notre présence pour se soustraire aux restrictions imposées à leur culte ; je m'y opposai, et j'eus soin de maintenir les affaires religieuses sur le pied existant. Tous les jours, au soleil levant, les cheiks de la grande mosquée se rendaient chez moi ; on les y accablait de marques d'égards, et j'affectais de m'entretenir longuement avec eux de la vie du prophète des chapitres du Coran. J'assistai à plusieurs de leurs cérémonies, et en respectant leurs usages et leur croyance, je parvins à leur inspirer une grande confiance.

Talleyrand néglige de satisfaire la Porte ; elle nous déclare la guerre.

Par suite du même système, je travaillais de tout mon pouvoir à calmer la Porte. En débarquant en Égypte, j'avais essayé de lui prouver que mon expédition ne devait point lui donner d'ombrage, que je ne venais que pour châtier les beys dont elle avait à se plaindre, pour ruiner le commerce des Anglais aux Indes, et rendre à l'Égypte l'entrepôt de l'Orient. J'espérais que Talleyrand serait parti pour Constantinople dans le même but, mais le renard avait trop peur des *Sept-Tours ;* il trouva des prétextes pour confier cette mission à un subalterne, resta à Paris, et laissa un libre champ aux efforts des ministres de Russie et d'Angleterre. Cependant la Porte balançait encore à se déclarer ouvertement contre nous ; il ne fallut rien moins que la destruction de notre flotte pour fixer ses incertitudes. Le 1^er^ septembre, Ruffin, notre chargé d'affaires à Constantinople, fut conduit aux Sept-Tours, et la guerre déclarée.

Jusque là j'avais conçu de justes espérances pour la réussite de notre projet de colonisation. L'Égypte, à part quelques incursions de Mamelucks, paraissait tranquille. La commission de savants qui m'avait suivi explorait cet antique berceau de la civilisation : des établissements scientifiques, formés au Caire par leurs soins, contribuaient à charmer les ennuis qu'on éprouve sur une terre si étrangère ; d'autres concouraient à former les ateliers, les fonderies, les poudres et toutes les ressources que les arts procurent à la guerre.

La rupture avec la Porte vint troubler péniblement ces heureuses apparences.

Révolte du Caire.

La nouvelle de cet événement ne tarda pas à se répandre en Égypte et y causa une fermentation générale. Le chef des Musulmans s'étant déclaré contre nous, nous n'étions plus que des chiens de chrétiens, qu'il était méritoire d'exterminer. Une révolte sérieuse éclata au Caire le 22 octobre. Le général Dupuis, qui y commandait, et près de 300 de nos officiers et soldats furent égorgés. Il devenait indispensable de sévir ; mes troupes, campées autour de la ville, y pénétrèrent, et firent un grand carnage de tous ceux qu'elles y trouvèrent les armes à la main. Après deux jours de massacre, le calme fut rétabli, et cette sédition réprimée ne fit que consolider notre puissance en Égypte. D'un autre côté, Desaix avait achevé la soumission de la haute Égypte, et gagné, sur les débris des Mamelucks, la bataille de Sediman.

Expédition de Syrie.

Notre repos ne fut pas de longue durée : j'appris que les Turcs rassemblaient en Natolie une armée qui devait pénétrer en Égypte en longeant la côte orientale de la Méditerranée. Djezzar, pacha de St-Jean-d'Acre, formait déjà des magasins pour le passage de cette armée, qu'il devait renforcer par des troupes réunies en Syrie. Le meilleur moyen de déconcerter ces projets était d'aller détruire ces préparatifs avant que l'armée ottomane fût à portée de soutenir Djezzar. En conséquence, je résolus de marcher en Syrie avec la partie de mes troupes qui n'était pas rigoureusement nécessaire pour garder les côtes et maintenir la tranquillité en Égypte pendant mon absence. Le 10 février, je partis du Caire avec les divisions Bon, Lannes et la cavalerie. Le 17, j'arrivai à El-Arich où je trouvai les divisions Reynier et Kléber qui s'y étaient rendues de Salchich et de Damiette. Reynier avait déjà emporté d'assaut le village d'El-Arich ; mais le fort se défendait encore.

Cette bicoque pouvait nous arrêter d'autant plus longtemps que nous n'avions que des pièces de campagne qui ne faisaient pas grand effet sur ses murs assez épais. Heureusement la garnison capitula le 20.

Passage du désert. — Prise de Jaffa.

Quoique la force totale de mon expédition ne s'élevât pas à 13 mille hommes, je fus encore obligé de les faire marcher par divisions isolées à travers le désert qui nous séparait de la Syrie, pour ne point tarir les puits, unique ressource de cette contrée aride. Après 48 heures de la marche la plus pénible, nous atteignîmes la plaine de Gaza. Toute l'armée se réunit près de cette dernière ville, que l'ennemi avait évacuée en nous abandonnant de grands magasins. Le 3 mars, nous arrivâmes devant Jaffa. La garnison était nombreuse, et se disposait à se défendre. Je fis établir des batteries pour battre le mur d'enceinte. Le 7, la brèche s'étant trouvée pratiquable, la ville fut emportée d'assaut. Nous fîmes, à cette occasion, deux mille prisonniers qui m'embarrassèrent beaucoup. La faiblesse de mon armée ne me permettait pas d'en détacher des escortes pour les garder. D'un autre côté, il eût été plus qu'imprudent de renvoyer sur parole des gens pour lesquels le point d'honneur n'existe pas; et d'ailleurs une partie de ces janissaires étaient les mêmes qui, pris à El-Arich, avaient promis de ne plus servir. Ne sachant quel parti prendre, je les fis fusiller. Je m'y décidai avec répugnance; mais l'idée que ces barbares de l'Asie ne traitent pas autrement les prisonniers chrétiens, et se font une gloire d'envoyer leurs têtes à Constantinople, leva tous mes scrupules. Mes ennemis n'ont pas manqué de me reprocher cette action qui, jugée d'après les principes du droit des gens, n'est pas justifiable, mais qu'une réciprocité naturelle, surtout les circonstances difficiles où je me trouvais et le salut de mon armée excuseront peut-être aux yeux de la postérité.

Résistance de St-Jean-d'Acre.

Djezzar-Pacha avait réuni tous ses moyens pour la défense de St-Jean-d'Acre, que nous investîmes le 18 mars. Les fortifications de la place ne consistaient qu'en un mur d'enceinte, flanqué de tours, et couvert d'un fossé. Mais nos moyens d'attaque étaient d'autant plus circonscrits, que Sidney-Smith, commandant de la croisière anglaise, avait réussi à enlever l'artillerie de siége que je faisais transporter d'Alexandrie par mer et à la mettre en batterie contre nous. La tranchée fut ouverte le 20 mars. Djezzar, dirigé par un ingénieur et un artilleur français [1], m'opposa une résistance désespérée. Un premier assaut, que je livrai le 28 ayant manqué, les espérances des assiégés se ranimèrent.

Bataille du mont Thabor.

Des postes d'avertissement que j'avais à Saffet et à Nazareth me donnèrent la nouvelle de l'approche d'une armée ennemie rassemblée à Damas, et grossie dans sa marche par la jonction des habitants de la Palestine. Pour la contenir, je poussai vers le Jourdain deux petits corps d'observation, Kléber avec sa division à Nazareth, et Murat avec un détachement d'environ deux mille hommes à Saffet. Peu de jours après, j'appris que l'armée ennemie avait passé le Jourdain au pont de Giz-el-Mésanié, et que

[1] Phelippeaux et Tromelin. Ce dernier vint plus tard me demander du service en France. Je le nommai colonel, en lui disant de faire autant de mal à mes ennemis qu'il m'en avait fait en Égypte.

Kléber allait être attaqué. Je volai à son secours. Le 15 avril, je quittai le camp devant St-Jean-d'Acre, suivi de la division Bon et de la cavalerie : le lendemain matin, j'arrivai près du mont Thabor à la vue des ennemis, qui, avec une grosse masse d'infanterie, occupaient le village de Fouli.

Leur cavalerie, composée d'environ 20 mille chevaux, inondait la célèbre plaine d'Esdrelon, où la division Kléber, formée en deux carrés et entièrement entourée, se soutenait avec un aplomb admirable.

Mon apparition fut un coup de foudre pour les ennemis : découragés déjà par la résistance invincible des carrés de Kléber, ils n'osèrent plus se mesurer avec les troupes fraîches que j'amenais ; toute cette cohue s'enfuit à bride abattue ; nous emportâmes à la baïonnette le village de Fouli. L'armée ottomane, en pleine déroute, repassa le Jourdain au pont de Giz-el-Mésanié, et se retira sur Damas.

Cette singulière victoire fit un effet si merveilleux sur les ennemis, qu'ils n'osèrent plus inquiéter notre armée pendant toute la durée du siége. Je laissai Kléber à Nazareth, et avec le reste des troupes, je retournai devant Acre.

Continuation du siége de St.-Jean d'Acre.

Le siége continuait avec ténacité, mais peu de succès. Les Turcs, aidés par les Anglais de l'escadre de Sidney-Smith, et dirigés par Phelippeaux et Tromelin, se défendaient vaillamment. Déjà cinq assauts avaient échoué, lorsqu'une flotille, équipée à Rhodes, vint ravitailler la place ; elle avait amené le fameux corps discipliné à l'européenne par l'amiral Hussein-Pacha. Croyant prévenir l'arrivée de ce secours, le 8 mai je fis livrer un sixième assaut. Nous fûmes encore repoussés. Il n'y avait plus d'espoir de s'emparer de la place. En m'opiniâtrant à continuer le siége, j'aurais risqué de ruiner ma petite armée. Je fus obligé de me préparer à la retraite.

Dernière tentative.

Cependant j'étais si peu habitué aux revers, que je ne pus me résoudre à me désister de mon entreprise avant d'avoir encore une fois tenté la fortune. Kléber venait de me rejoindre ; ses troupes étaient fraîches ; je me flattais qu'elles m'aideraient à venir à bout d'une place dont les brèches ouvertes présentaient des chances de succès. Le 10 mai, matin et soir, pour la septième et huitième fois, je renouvelai l'attaque. L'ardeur de mes troupes semblait avoir accru leurs forces, mais rien ne fut capable d'ébranler l'opiniâtre intrépidité des assiégés.

Levée du siége.

Le 22 mai, je levai le siége, et retournai en Égypte. Chemin faisant, nous dévastâmes tout le pays, autant pour nous assurer des ressources en retraversant le désert, que pour ruiner celles dont les Turcs auraient pu profiter pour se rapprocher des frontières de l'Égypte. Je fis évacuer tout ce que l'on put des blessés et des malades. Cinquante seulement, atteints de la peste, étant hors d'état de nous suivre, il y aurait eu de la cruauté à les abandonner au féroce Djezzar. Je leur fis distribuer de l'opium pour leur donner une mort sans souffrance. Les malveillants ne manquèrent pas de faire valoir contre moi ce nouveau grief, et pour le coup j'avoue que j'eus tort. Entraîné par un sentiment d'humanité fort naturel, et qu'en pareil cas j'aurais voulu qu'on employât envers moi, je ne calculai pas que cette action, qui ne me présentait aucun avantage direct, fournirait matière à de calomnieuses inter-

prétations. J'aurais dû laisser ces malheureux à la merci des Turcs, puisque tel était le sort rigoureux que le destin leur réservait.

Retour au Caire. — Démarche pour gagner les Musulmans.

Rentré en Égypte, je repris le chemin du Caire avec le gros de l'armée. J'y arrivai le 14 juin. Kléber retourna à Damiette ; je laissai une forte garnison à Cattieh. Dans cet intervalle, Desaix avait achevé de soumettre la haute Égypte, et la bataille de Semanhout avait complété la ruine des affaires des Mamelucks.

Le peu de succès de mon entreprise sur la Syrie me fit sentir plus vivement encore le besoin de négocier avec les ministres de l'islamisme pour agir sur l'esprit des peuples. Ce fut après le retour de Salchich que je leur proposai de publier un fétam, par lequel ils ordonneraient au peuple de prêter serment d'obéissance au général en chef. Cette proposition les fit pâlir, et un vieillard me répondit : Pourquoi ne vous feriez-vous pas musulman avec toute votre armée? Alors 100 mille hommes accourraient sous vos bannières, et, après les avoir disciplinés à votre manière, vous rétabliriez la patrie arabe, et soumettriez l'Orient. La circoncision et la privation du vin étaient les seuls obstacles que je leur opposai. On entra en discussion sur les moyens d'éluder ces deux questions. Ces braves gens pensaient aussi qu'avec le ciel il est des accommodements : ils déclarèrent que l'on pouvait être musulman et boire du vin, pourvu que l'on doublât ses œuvres de bienfaisance. Je fis alors tracer le plan d'une mosquée plus grande que celle de Gemil-el-Azar, sous prétexte d'élever un monument à la conversion de l'armée, mais au fait je ne voulais que gagner du temps. Le fétam d'obéissance fut donné par les scheiks, qui me déclarèrent ami du prophète et spécialement protégé par lui. Le bruit fut généralement répandu qu'avant un an, toute l'armée porterait le turban, et nos soldats ne tardèrent pas à éprouver les bons effets de cette ruse bien innocente et bien permise dans la situation où nous nous trouvions.

Débarquement. Bataille d'Aboukir.

Vers la fin de juillet, les Mamelucks reparurent dans la basse Égypte, et Mourad-Bey redescendit vers Gisch. Pendant que je faisais mes dispositions pour leur donner la chasse, je reçus la nouvelle que 15 mille Turcs, amenés par une flotte partie de Rhodes, venaient d'exécuter un débarquement sur la plage de la presqu'île d'Aboukir, et qu'ils avaient même déjà emporté de vive force le fort de ce nom. Je sentis la nécessité de me débarrasser de ce corps avant qu'il eût reçu du renfort, ou qu'il eût été joint par les Mamelucks et les insurgés du pays. Le 24 juillet, la partie de l'armée que je destinais à cette expédition se trouva rassemblée aux puits, entre Alexandrie et Aboukir. Le lendemain, j'attaquai les Turcs.

Ces extravagants placent leur plus grande confiance dans la cavalerie, et, venus par mer, ils n'en avaient pas : mon projet d'attaque fut fondé sur cette singulière combinaison. Les deux lignes de retranchements, qu'ils avaient ébauchées pour barrer la presqu'île, furent successivement enlevées, malgré la résistance opiniâtre qu'ils opposèrent. En même temps, Murat parvint, par mes ordres, à pénétrer entre leurs lignes avec quelques escadrons, et à y semer l'épouvante. Tous voulurent fuir à l'envi pour regagner leurs embarcations; ils n'en eurent pas le temps. Ce qui ne fut pas passé au fil de l'épée, trouva la mort dans les flots. De 12 à 13 mille hommes qu'ils étaient,

il n'en échappa que 2 mille qui se réfugièrent dans le fort, et 200 hommes que l'on fit prisonniers, avec le pacha qui commandait en chef. Tout le reste fut tué ou précipité dans la mer. Notre perte fut environ mille hommes hors de combat. Cette victoire me fit d'autant plus de plaisir, qu'elle lavait l'humiliation que le désastre de notre flotte avait attaché au nom d'Aboukir. Le fort, vivement bombardé, se rendit le 2 août.

Ce succès consolidait notre position en Égypte, au point qu'il eut suffi de 5 à 6 mille hommes de renforts par an pour nous y maintenir.

Je me décide à retourner en France.

A cette époque, des soins plus importants attirèrent mon attention. Déjà, devant St-Jean-d'Acre, nous avions su qu'une nouvelle coalition s'était formée. Nous reçumes plus tard par Sidney-Smith plusieurs journaux anglais et la gazette française de Francfort, qui nous instruisirent des revers des armées d'Italie et du Rhin, ainsi que des révolutions successives qui avaient achevé de désorganiser et d'avilir le Directoire.

J'avais reçu aussi une lettre du gouvernement, qui m'annonçait que l'amiral Bruix partait de Brest pour se rallier aux escadres espagnoles et à celle de Toulon, dominer la Méditerranée, et ramener l'armée d'Égypte, si les circonstances l'exigeaient. On me renouvelait l'autorisation de revenir en France. Bruix n'avait pas paru : il était probable qu'il aurait reçu chasse et renoncé à sa course.

Je me sentais capable de rendre à la patrie le lustre de la victoire et les bienfaits de la paix intérieure et extérieure. Tout me montrait que les esprits étaient déjà lassés de la révolution, et que le moment était arrivé de la terminer en s'emparant de son héritage. Il fallait se hâter pour ne point se laisser prévenir par quelque autre que la beauté du rôle aurait pu tenter. Aucun motif ne me retenait en Égypte. Ma tâche se réduisait désormais à coloniser l'Égypte conquise; les principales dispositions étaient prises pour y réussir. Kléber était aussi capable d'achever l'entreprise que moi-même, si la réussite en était encore possible. Je crus pouvoir mieux servir mon pays en Europe : d'ailleurs l'instant était propice pour m'éloigner. Si ma réputation avait pu être faiblement obscurcie par le mauvais succès de l'expédition de Syrie, la victoire d'Aboukir venait de la rétablir dans son premier éclat. Je n'eus garde d'attendre. J'ordonnai de préparer une petite escadre de 4 bâtiments, avec laquelle je mis à la voile le 24 août, après avoir laissé à Kléber le commandement en chef de l'armée d'Egypte. On a beaucoup déclamé sur ce départ, et bien injustement. D'abord j'avais carte blanche du Directoire, et j'étais autorisé à revenir. Ensuite, ou l'expédition était désespérée, ou elle pouvait se soutenir : dans la première hypothèse, il ne s'agissait plus que de signer une convention d'évacuation, et le dernier officier de l'armée le pouvait aussi bien que moi; dans le second cas, Kléber était capable de lutter contre tous les ennemis alors existants dans ces contrées. Ce général, instruit, spirituel, vaillant, était un des plus beaux hommes de l'Europe. C'était l'idéal du dieu Mars : terrible dans les combats, calme et froid dans les combinaisons, grand administrateur, chéri du soldat, il ressemblait en tous points au maréchal de Saxe. S'il n'eut pas l'occasion de se placer parmi les capitaines du premier rang, il avait l'étoffe pour le devenir : peut-être n'entendait-il pas la stratégie dans

toute l'étendue de ses combinaisons, mais il y fût parvenu par son génie et l'habitude du commandement.

Nous reviendrons plus tard sur les heureux résultats de ce choix. Pour suivre le fil des événements, et juger la résolution qu'ils m'inspirèrent, il importe de tracer une esquisse rapide de la campagne de 1799.

CHAPITRE V.

Situation de l'Europe en 1798. Négociation de Rastadt et de Selz. Une seconde coalition se forme contre la France; la Russie, l'Angleterre, l'Autriche, la Turquie, Naples, y prennent part. Les Napolitains commencent la guerre et s'emparent de Rome; ils sont repoussés jusqu'à Naples, où Championnet entre victorieux. Ferdinand IV s'enfuit en Sicile. République parthénopéenne. Les Français battus à Stockach, à Magnan et sur l'Adda, sont chassés d'Allemagne, d'Italie et des Grisons. Macdonald se retire de Naples; bataille de la Trebia. Révolution du 10 prairial; Mantoue se rend aux Autrichiens, ainsi que la citadelle d'Alexandrie. Bataille de Novi. Nouveau plan des alliés; l'archiduc Charles se porte sur le Bas-Rhin. Le duc d'Yorck doit agir en Hollande. Suwaroff vient prendre le commandement du centre en Suisse. Bataille de Zurich. Les Anglo-Russes débarquent en Hollande et emmènent la flotte hollandaise; ils sont battus à Bergen et repoussés. Mélas assiége Coni; Championnet, qui veut la sauver, est battu à Génola.

État des affaires en Europe après mon départ.

Tandis que nous espérions fonder ainsi sur les rives du Nil un point d'appui formidable pour bouleverser la puissance anglaise dans l'Inde, la France se trouvait menacée dans ses propres fondements. Mon départ pour l'Égypte, loin de rendre le Directoire plus prudent, n'avait fait qu'exciter son humeur conquérante. Ses agents traitaient la Cisalpine comme les proconsuls de Rome traitaient jadis les peuples vaincus. Trouvé frappait des coups d'état, chassait et directeurs et législateurs.

Des agents de propagande excitaient en Piémont des troubles si graves que le roi crut devoir demander l'assistance des troupes françaises pour les calmer, et que Brune, affectant des craintes sur le danger qui pouvait en résulter pour l'armée, exigeait que Charles-Emmanuel lui livrât la citadelle de Turin pour garantir la tranquillité publique.

Demandes déplacées du Directoire à Rastadt.

Le congrès de Rastadt, après avoir d'abord reconnu la rive gauche du Rhin à la France, avait pris, aussitôt après mon départ, une marche entièrement opposée. Le Directoire, peu satisfait d'avoir obtenu tout ce que le traité de Campo-Formio lui accordait, redoubla bientôt ses prétentions, et fit faire, par ses plénipotentiaires, les demandes les plus exorbitantes. Il voulait les forts de Kehl, de Cassel, toutes les îles du Rhin; il demandait la démolition d'Ehrenbreitstein; il voulait, en un mot, se placer offensivement sur la droite du Rhin pour avoir un pied en Allemagne, ce qui était contraire au traité. Il poussa l'exigence jusqu'à prétendre qu'on assurât la libre navigation de tous les fleuves d'Allemagne affluents au Rhin, et que les dettes des pays qu'il acquerrait à la rive gauche fussent reportées sur les pays donnés en indemnités : ce qui était d'une absurdité révoltante. Tant

d'exigence n'était point le résultat d'une noble ambition ; c'était celui d'une morgue tracassière et de l'amour de la propagande. La composition du Directoire atteste cette vérité : le stoïcien Rewbel, le noble Barras, l'avocat Merlin, l'illuminé Laréveillère, le poëte François-de-Neuchâteau, n'étaient pas des ambitieux, mais des hommes prétentieux, des politiques à courtes vues. Ajoutant ces prétentions exagérées aux révolutions dont l'Europe était menacée de toutes parts, il était évident que la guerre se trouvait rallumée de fait. Si elle tarda à éclater, c'est qu'il fallait à nos ennemis le temps de se concerter.

Le cabinet de Vienne, instruit des dispositions de l'Angleterre et de la Russie, voulut néanmoins tenter la voie des négociations. Il fallait bien s'expliquer sur les griefs qu'on avait, et en demander le redressement avant de recourir aux armes. Une négociation décisive s'établit donc à Selz à l'effet de régler les nouveaux intérêts qui en résultaient. Le baron de Thugut, qui s'était retiré des affaires pour ne pas signer la paix avec nous, venait de reprendre le portefeuille des mains de Cobentzel. Celui-ci se rendit à Selz pour négocier avec François-de-Neuchâteau. Quoique l'objet spécial de ces conférences n'ait pas été avoué, on peut présumer quels intérêts y furent agités ; il est évident que les conseillers de François II eussent trompé la confiance de ce prince, s'ils avaient admis l'état de l'Europe au milieu de 1798, comme équivalent à celui qui venait d'être tout récemment stipulé à Campo-Formio. A la vérité, à chacune de ses agressions, le Directoire protestait ingénuement de son désir de maintenir les relations pacifiques avec la maison impériale, comme s'il fallait assaillir directement un état du premier ordre pour se constituer en guerre avec lui, et qu'il ne suffise pas de détruire l'un de ses voisins pour lui faire un devoir de courir aux armes. Outre l'évacuation de la Suisse et le rétablissement de son entière indépendance, qui devaient être les premiers gages de l'exécution du traité de paix, les conventions récentes qui venaient de transformer la Cisalpine, Rome et même le Piémont en véritables provinces conquises, autorisaient le cabinet de Vienne à demander que ces états fussent de même rendus à leur indépendance, ou que la maison d'Autriche obtînt du moins des équivalents pour cet accroissement de la puissance rivale. S'il faut en croire des versions qui n'offrent que trop de probabilités, il paraît qu'on marchanda à Selz plusieurs provinces de la péninsule italique pour indemniser l'empereur de ce qu'il perdrait en renonçant à Saltzbourg et à l'Innviertel, ou en souffrant l'ascendant de la France sur les républiques élevées autour d'elle.

Démarches de la Russie en faveur de l'Empire.

Le cabinet de Vienne, convaincu par le rejet de ses propositions qu'il n'y avait rien à espérer de la part du Directoire, se décida à se rapprocher de la Russie. Cette puissance pouvait d'autant moins rester étrangère aux événements qui venaient de changer la face de l'Europe, que, garante de l'état de l'Allemagne en vertu du traité de Teschen, elle voyait l'empire menacé d'un bouleversement par l'extension qu'on voulait donner au système de sécularisations et d'indemnités. Et, lors même que la politique n'eût pas prescrit à Paul Ier de s'intéresser vivement à ce qui se passait en Suisse, à Turin, à Rome et dans la Méditerranée, il y eût été porté naturellement par l'affection qu'il avait constamment témoignée pour l'ordre de Malte.

Négociations du prince Repnin à Berlin.

Le cabinet de St-Pétersbourg sentit tout l'avantage de sa position, et cédant à l'évidence des dangers qui menaçaient le système général de l'Europe, il envoya le prince Repnin d'abord à Berlin, puis à Vienne, tant pour décider les deux cours à se désister de toute indemnité en Allemagne, que pour aviser aux moyens de refouler l'ambition du Directoire dans les limites tracées par les traités.

Embarras de la Prusse.

Le premier objet de sa mission fut assez facile à remplir, car Frédéric-Guillaume trouvait dans les termes mêmes du traité de Campo-Formio les moyens de recouvrer la Gueldre, si l'on rejetait le système des indemnités. Mais la Prusse, plus scrupuleuse sur le second article, persista à garder la neutralité. Le jeune roi, animé de l'amour du bien, s'exagérant les avantages de la paix, ne s'attachait qu'à réparer les brèches faites à l'état par la dissipation de son père. Il demeura convaincu que la politique ne lui imposait d'autres combinaisons que de faire respecter sa frontière et son pavillon, et de prospérer tandis que ses rivaux s'appliquaient à se détruire. Des critiques sévères ont blâmé la gestion du comte de Haugwitz, son ministre; et malgré l'éloquente défense publiée quelques années après par le célèbre Lombard, il n'est pas démontré en effet que le cabinet de Berlin ait apprécié toute l'étendue de ses avantages. Sans doute on ne saurait nier que la position de la Prusse ne fût délicate; elle était dans le cas de toutes les puissances du second rang, lorsqu'elles se trouvent appelées à tenir l'équilibre entre deux masses supérieures prêtes à se heurter. De quelque côté que le cabinet de Berlin se déclarât, la balance pouvait pencher de manière à rendre ensuite tout contre-poids inutile, et il était néanmoins embarrassant de rester spectateur oisif du déchirement de l'empire, de l'assujettissement de la Suisse et de l'Italie. Une médiation armée eût peut-être prévenu de grands malheurs, bien mieux qu'une stricte neutralité. Ces sortes d'interventions, décidées à propos et dans un sens convenable, sont le signe d'une politique vaste et profonde : aussi toute la logique de Lombard n'a-t-elle point réussi à persuader que la Prusse ait fait, à cette époque décisive, des efforts proportionnés à ce qu'elle pouvait pour détourner la guerre qui allait éclater. En se prononçant avec fermeté, franchise et modération, elle eût obligé le Directoire à évacuer les territoires envahis depuis la paix, et le cabinet de Vienne à modérer ses prétentions.

Vues de l'Autriche.

L'Autriche, de son côté, quelque disposée qu'elle fût à remplir ses engagements, ne pouvait se dissimuler la nécessité de poser les bases des rapports futurs entre les quatre grandes puissances. Elle ne pouvait qu'y gagner; car si l'on ne tombait pas d'accord, elle n'entrevoyait que des chances heureuses pour ses armes.

Ses espérances sur l'Italie.

La nouvelle de la défaite d'Aboukir et de la déclaration de guerre de la Porte à la France prouvait assez au cabinet de Vienne qu'il ne tenait qu'à lui, en rentrant en lice, de reconquérir l'Italie, dont la fortune semblait encore une fois remettre la destinée entre ses mains. On y comptait bien 100 mille Français depuis les Alpes jusqu'au Tibre; mais cette armée, dépourvue d'attirail, en proie aux besoins les plus pressants par l'incurie et les dilapidations des administrateurs, forcée d'ailleurs de se dissémi-

ner pour couvrir ses conquêtes, paraissait hors d'état d'entrer en campagne avec succès. D'ailleurs, les actes arbitraires qui avaient frappé le Directoire cisalpin, et le despotisme successivement exercé par Trouvé et par Brune sur les magistrats d'une république qui devait être indépendante, avaient mécontenté les Lombards les plus attachés à la France, en même temps qu'ils avaient redoublé la haine des partisans de l'Autriche. Brune, improuvé par le Directoire, avait été à la vérité remplacé par Joubert dans le commandement en chef de l'armée d'Italie ; mais le mal était fait, l'impression difficile à effacer, et les causes toujours existantes.

Le Piémont n'avait pas été mieux traité, et si les sentiments de la cour de Turin étaient peu favorables pour nous, on se conduisait avec elle de manière à les justifier. Loin de s'en faire franchement un auxiliaire sûr en lui accordant une indemnité pour ses pertes, on souhaitait révolutionner son pays comme la Suisse, pour le faire entrer dans le système de balance démocratique dont j'ai parlé ; et l'occupation de la citadelle de Turin, loin d'arrêter les partisans de la propagande, les avait rendus plus audacieux. Ainsi Charles-Emmanuel, bien qu'il eût enfin conclu le traité offensif et défensif qui nous promettait un corps auxiliaire de 8 mille hommes, ne pouvait se soumettre de bonne grâce à de pareils traitements.

Le grand-duc de Toscane, malgré son désir de la paix, était un prince autrichien ; il n'en fallait pas davantage pour être mis à l'index : on convoitait son pays pour lier la république romaine à la ligurienne et à la cisalpine. Tous ces projets ne devaient pas manquer de nous faire des ennemis. Le vénérable Pie VI, dépossédé de sa puissance temporelle, mettait son influence spirituelle en campagne pour les exciter.

Naples signe une convention secrète avec les Anglais et fait des levées considérables.

A ces chances de succès, il faut ajouter que le cabinet de Vienne pouvait compter sur le secours de celui de Naples, à qui mon éloignement et l'approche de l'orage révolutionnaire, qui menaçait de franchir les états romains, avaient rendu toute sa haine. Un traité, signé le 19 mai 1798, comme simple mesure défensive, avait été suivi d'une levée pour compléter l'armée napolitaine. Acton n'attendit pas la victoire de Nelson pour manifester l'intention de revenir à son ancienne politique : l'accueil qu'on fit à cet amiral, au mépris du traité de Paris, en souffrant qu'il fût reçu et approvisionné dans le port de Syracuse pour faciliter sa course à la recherche de la flotte qui portait mon armée, démasqua la partialité de ce cabinet. Il n'en eût pas fallu davantage pour prouver qu'il se jetait de nouveau dans les bras de l'Angleterre, si une convention secrète, signée dès le 11 juin par les plénipotentiaires des deux cours, ne les avait formellement liées contre la France. A peine la victoire d'Aboukir fut-elle connue, que les conseillers de Ferdinand IV jetèrent le masque, en ordonnant une levée de tous les hommes de 18 à 45 ans, pour couvrir, disaient-ils, les côtes des Deux-Siciles contre les dangers auxquels elles se trouvaient exposées depuis la prise de Malte. On ne se borna pas à porter les régiments de ligne au complet ; un nombre égal de milices provinciales bien organisées éleva la force de l'armée napolitaine jusqu'à 60 mille hommes : auxiliaire puissant qui devait assurer aux armées impériales la supériorité dans la péninsule.

Chances favorables pour l'Autriche.

Dans de telles circonstances, François II pouvait-il balancer, quand les Russes et les Turcs marchaient de concert contre l'ennemi

commun ; que d'un côté la Lombardie lui tendait les bras, et que de l'autre il voyait le cœur de ses états menacé par l'irruption des Français en Suisse? Lors même que, dénué d'ambition, il eût franchement renoncé à recouvrer ses possessions d'Italie, le salut de la monarchie autrichienne ne lui imposait-il pas la loi de détourner les calamités que présageait à l'Allemagne l'établissement des Français jusqu'aux portes du Vorarlberg.

Quoi qu'il en soit, son premier soin avait été de mettre Naples à l'abri du sort que venait d'éprouver Rome, en signant avec cette cour le traité défensif du 19 mai dont je viens de parler, et qu'on jugea suffisant pour la garantir d'invasion.

Elle s'allie à la Russie.

A ces alliances de pure précaution succédèrent bientôt des mesures plus sérieuses : l'inutilité des conférences de Selz ne fut pas plutôt connue, que le comte de Cobentzel partit pour Berlin et Pétersbourg à l'effet de se rapprocher des intérêts de ces deux cours. L'alliance avec la Russie ne fut pas difficile à conclure ; et, dès le mois d'octobre, une armée auxiliaire, dont Suwaroff devait prendre le commandement, entra en Gallicie pour se diriger sur la Moravie. D'un autre côté, le conseil aulique, aussitôt après la nouvelle de la chute de Berne, se hâta de remettre les armées impériales sur un pied respectable ; et ce qui se passait autour de lui ne justifiait que trop ses armements.

La politique du Directoire devient de plus en plus oppressive.

Quel espoir restait-il, en effet, de ramener Rewbel et ses collègues à un système plus modéré ? L'influence de Talleyrand dans la politique de la France s'était-elle signalée d'une manière à justifier la réputation dont ce ministre jouissait ? N'était-ce pas depuis son installation qu'on avait médité tant d'invasions et de fausses démarches ?

Révolution intérieure en Hollande.

D'ailleurs les exactions des agents du Directoire ne faisaient que s'étendre de plus en plus depuis les sources du Tibre jusqu'aux bouches de l'Ems et aux confins de la Rhétie. Ses proconsuls frappaient des contre-épreuves du 18 fructidor partout où ils pouvaient craindre le moindre germe de résistance, partout où l'on osait croire que la liberté ne consistait pas dans une obéissance aveugle à leurs prétentions. La Cisalpine était à peine revenue de l'étonnement causé par la destitution arbitraire de ses magistrats, que la Hollande eut son tour. Ici du moins le prétexte fut plausible. La constitution batave acceptée, il s'agissait de nommer des autorités nouvelles. L'assemblée nationale provisoire, telle qu'elle était restée après la journée du 22 janvier, avait décrété, le 4 mai, à l'exemple de la convention, que la majeure partie du nouveau corps législatif serait prise dans son sein, tant il est naturel de retenir l'autorité quand on en a une fois goûté les charmes. Le général Daendels, jaloux de prouver son amour pour la liberté, courut à Paris dénoncer les vues de quelques membres de ce gouvernement, que Charles Delacroix, alors ministre à La Haye, soutenait. Le Directoire batave lança contre son général réfractaire un mandat d'arrêt, et sollicita son extradition de la France. Mais Daendels, ayant persuadé Rewbel, revint le 10 juin avec des ordres au général Joubert de le seconder dans son entreprise. La lutte s'engagea promptement : des commissaires, désignés pour remplacer les chambres, furent arrêtés par le Directoire. L'assemblée nationale se disposa à la résistance ; et Daen-

dels, à l'exemple d'Augereau, paraissant à la tête de quelques compagnies de grenadiers, fit dissoudre le corps législatif, et voulut procéder à l'arrestation de trois directeurs, Wreede, Langen et Finyie; mais deux s'étaient enfuis, et l'on remit aussitôt le troisième en liberté. Le pouvoir fut confié à un gouvernement provisoire, en attendant la mise en activité des autorités constitutionnelles.

Affaires de Suisse.

La Suisse ne fut pas exempte de ces commotions. La constitution, fabriquée à Paris par Ochs, Laharpe et Talleyrand, et calquée sur des modèles qui ne plaisaient pas à ce pays, était rejetée surtout par les petits cantons. Les Grisons, qui n'en voulaient pas davantage, requéraient les Autrichiens de les protéger à teneur d'anciens traités, et une division du corps de Bellegarde s'avança sur Coire. Les charges jusque là inconnues auxquelles le pays était soumis par les cantonnements de 40 mille hommes, semblaient odieuses : les vexations du proconsul Rapinat achevaient d'exaspérer les deux partis; il avait exigé la destitution de deux directeurs qui furent remplacés par Laharpe et Ochs. Le premier s'en souciait peu; mais la crainte d'être accusé d'avoir entraîné sa patrie dans l'abîme, sans avoir le courage de la sauver, le décida.

Traité d'alliance conclu à Paris.

Peu de temps après, un traité entre la Suisse et la France fut signé à Paris le 19 août. Pour l'honneur des négociateurs Jenner et Zeltner, aussi bien que pour celui du gouvernement helvétique, il faut croire que ces stipulations furent dictées par la force, et justifiées par le refus de toutes les puissances voisines d'intervenir en faveur des opprimés; car cette alliance offensive et défensive imposait à l'Helvétie la fourniture d'un contingent, et l'établissement de deux routes militaires pour descendre en Italie d'un côté, ou en Souabe de l'autre. C'était pire qu'une conquête et une réunion formelle à la France; car, en cas de guerre, on supportait tout le fardeau des levées, des impôts et du théâtre des hostilités, sans avoir aucune compensation à espérer. Le faible prix de ce sacrifice était l'acquisition du Frickthal, et la promesse de l'évacuation de la Suisse sous trois mois : clause illusoire dont l'exécution semblait impossible, et même en contradiction à la teneur du traité.

Serment de fidélité refusé par les petits cantons.

Tandis que le Directoire helvétique associait ainsi ses destinées à celles de la république française sous de si funestes présages, l'intérieur le menaçait d'une guerre civile. La mise en activité d'une constitution acceptée avec tant de répugnance n'avait pas paru suffisante; on demandait la prestation d'un serment de fidélité solennel, ce qui remettait de nouveau à la décision tumultueuse des assemblées populaires un acte de pure formalité. Ce serment, prêté dans la majeure partie de l'Helvétie, trouva dans les petits cantons la plus vive opposition. Schwitz et Underwald, surtout, jurèrent de mourir plutôt que de s'y soumettre. Le Directoire trouva fort mauvais que les fils de Guillaume Tell osassent se croire plus libres que des jacobins.

Expédition de Schawembourg contre Stanz.

Schawembourg se rendit à Lucerne avec des troupes pour en imposer; mais ses négociations ayant été vaines, il résolut d'étouffer ce germe de résistance dans les Alpes, et dirigea deux colonnes sur le canton d'Underwald : on sait qu'il se compose d'une petite vallée à laquelle on aboutit par le

mont Brunig du côté de l'Oberland, et par le lac de Lucerne du côté du Nord. Une colonne, partie de Thoun, débarque à Brienz, gravit le sentier du Brunig, et descend sur Saxelen; une autre, embarquée à Lucerne, se présente devant Stanzstadt. Deux ou trois mille paysans exaspérés, avec une artillerie peu nombreuse et mal servie, ne pouvaient rien contre une division de 7 à 8 mille hommes victorieux en cent combats; mais, dans l'impossibilité de vaincre, la plupart vendent chèrement leur vie, et succombent en héros, après deux jours d'une lutte sanglante. Les femmes mêmes, saisissant les armes de ceux qui tombent, reçoivent à leur tour une mort qu'elles ne savent pas donner, et augmentent le nombre des victimes, sans changer les chances du combat. Les Français, exaspérés par le nombre de braves qu'ils perdent, et furieux de recevoir des coups de fusil de toutes les maisons, mettent le feu au bourg entièrement construit en bois; il devient en un clin d'œil la proie des flammes, et le combat, après s'être prolongé dans les décombres, s'étend de proche en proche jusqu'à la vallée d'Engelberg. Tirons un voile sur ces scènes d'horreur, aussi déplorables dans l'intérêt de la France que dans celui de l'Helvétie, et dont il ne faut accuser que le machiavélisme de quelques hommes.

Cette sanglante exécution indigna toute l'Europe; les républicains furent révoltés que, des lambris dorés du Luxembourg, on osât proclamer la guerre aux chaumières, et imposer à coups de canon la métaphysique de quelques illuminés, à la place de la vieille liberté. Les hommes d'état de tous les partis rougirent que la noble France prostituât ainsi le sang de ses braves.

Schwitz et Uri, pour éviter le même désastre que Stanz, prêtèrent le serment exigé, et n'en éprouvèrent pas moins mille vexations.

Les Autrichiens appelés par les Grisons.

Après cette triste expédition, il restait à décider sur le sort des Grisons : celui des autres cantons n'était pas fait pour engager les ligues à le partager. Les démarches de Florent Guyot, ministre de France, l'exemple des Planta et des Salis-Seevis, ne purent décider les patriciens à se soumettre en même temps au régime populaire et au joug politique le plus onéreux. Vainement ils sollicitèrent à Paris la conservation de leurs antiques institutions et leur indépendance: la réponse de Talleyrand ne leur laissant pas d'espoir, ils s'abandonnèrent aux conseils des Salis, qui, dévoués à l'Autriche, réclamèrent les secours du cabinet de Vienne. Celui-ci s'empressa d'y porter un corps de 6 à 7 mille hommes, stipulé par d'anciens traités avec l'empereur Maximilien; et le 19 octobre une division impériale entra à Coire.

Le Directoire français songe à compléter ses armées.

Dans le temps que ces événements se passaient, le Directoire, à qui le retour de François-de-Neufchâteau prouva qu'il ne fallait compter sur la paix qu'en faisant de grandes concessions, sentit la nécessité de se mettre en mesure. Ses armées ne présentaient que des cadres appauvris; elles regrettaient l'absence des meilleurs régiments, qui se morfondaient sur les rives du Nil et dans les sables de la Syrie, aussi inutilement que jadis les troupes de Gui de Lusignan devant Ptolémaïs.

Loi sur la conscription.

La réquisition ne fournissait plus d'hommes, et d'ailleurs cette loi révolutionnaire ne pouvait plus être exécutée dans les circonstances présentes.

Le Directoire, après avoir conféré avec les militaires qui siégeaient au corps législatif, les pénétra de la nécessité d'assurer à l'ar-

mée un mode de recrutement aussi prompt dans son exécution que sûr dans ses résultats. Le général Jourdan présenta, dès la fin d'août, le projet de loi qui assujettissait sans distinction, au service militaire, tous les jeunes gens de 20 à 25 ans. Cette levée, moins rude que la réquisition, ne frappait pas indistinctement toute une génération : en rangeant naturellement la population militaire en cinq classes, elle permettait de n'appeler successivement que le nombre d'hommes indispensable, laissait la chance du tirage au sort, et, en dernière analyse, la faculté de se faire remplacer.

Suites de la défaite d'Aboukir et de la déclaration de la Porte.

Le désastre d'Aboukir et la déclaration de guerre de la Porte vinrent signaler au Directoire l'impossibilité de se maintenir en Égypte, contre les forces de l'Angleterre et de la Turquie réunies, et lui donner d'amers regrets sur cette expédition, cause première de l'incendie qui allait de nouveau embraser le monde.

Décret pour la levée de 200 mille hommes.

Un seul parti s'offrait dans une situation pareille : c'était de presser la levée qui devait compléter les armées ; de négocier néanmoins avec modération, soit pour gagner du temps, soit pour éviter réellement une rupture, si la chose était encore possible.

Dans ces entrefaites, on procéda à la levée d'une partie des 200 mille conscrits, qu'une loi du 28 septembre mit à la disposition du Directoire. Un traité, signé à Lucerne le 30 novembre, stipula la levée d'un corps auxiliaire helvétique de 18 mille hommes que la France s'engagea à équiper et entretenir [1].

L'appel des conscrits s'exécuta d'abord assez bien, si l'on en excepte la Belgique, où les réfractaires, aidés des paysans, arborèrent ouvertement l'étendard de la révolte. Heureusement les corps stationnés en-deçà du Rhin et en Hollande purent y envoyer à temps des colonnes suffisantes pour tout faire rentrer dans le devoir ; mais le feu, qui n'en couvait pas moins sous la cendre, pouvait se rallumer à la moindre étincelle.

Embarras des finances.

Il était encore plus difficile d'obtenir de l'argent que des hommes. Les signes factices de circulation étaient détruits, le numéraire disparu, les impôts réguliers presque nuls, et les dépenses au contraire se trouvaient triplées par les bénéfices immenses qu'il fallait accorder à des fournisseurs immoraux et méfiants, pour les décider à se charger des différents services.

Les négociations traînent par l'entremise de l'Espagne.

Toutefois, malgré l'activité avec laquelle on se disposait de part et d'autre à la guerre, soit qu'on espérât encore de s'entendre, soit qu'on ne voulût que le temps d'achever les préparatifs, on négociait toujours par l'entremise de l'Espagne, dont les ambassades à Vienne et à Paris échangeaient les propositions respectives. Prête à renoncer à l'Innviertel, par déférence pour la Russie et la Prusse, l'Autriche demandait qu'on lui rendît en échange Mantoue et la ligne du Min-

[1] Outre cela, l'Helvétie devait lever une armée de milices, lorsque son territoire serait menacé. Une loi très-sage en fixa l'organisation : l'élite, qui était seule mobile, se composait des hommes de 18 à 45 ans, autant que possible non mariés ; elle comptait 64 bataillons de mille hommes chacun : le premier contingent fut fixé à 25 mille.

cio, que les troupes françaises évacuassent la Suisse et Rome, enfin qu'elles rendissent le Piémont et la Cisalpine à leur indépendance.

Si ces demandes eussent été faites de bonne foi, dans l'intention de vivre en parfaite intelligence, on ne pourrait se refuser d'en reconnaître la justice. Mais n'était-il pas à craindre que Mantoue une fois rendue, l'Italie et l'Helvétie évacuées, le cabinet de Vienne ne provoquât une nouvelle guerre? Quand une méfiance réciproque s'établit entre de grandes puissances, il en résulte une politique ombrageuse et tracassière : le Directoire voulait tout accaparer pour se fortifier contre ses ennemis; et l'Autriche voyait dans ces empiètements un esprit d'usurpation intolérable. Aussi, malgré la marche pacifique des affaires au congrès de Rastadt, le recrutement était pressé avec activité dans les états héréditaires, les régiments complétés. Les Russes s'avançaient en Moravie, sans précipiter une marche que les circonstances pouvaient encore rendre inutile.

État des négociations à Rastadt.

Le congrès de Rastadt cheminait, dans cet intervalle, vers l'accomplissement de sa tâche, sans faire attention que ses travaux étaient subordonnés à la tournure que prendraient les négociations particulières entre les grandes puissances. Les Français avaient obtenu presque tout ce qu'ils désiraient. La démolition d'Ehrenbreistein souffrit bien quelques difficultés; mais la députation de l'empire était trop portée à la paix, pour ne pas y consentir moyennant la restitution de Kehl que nous ferions démolir. Le système de sécularisation présenté par Roberjeot venait d'être adopté; enfin l'*ultimatum* des plénipotentiaires français pour la première base était admis, et tout semblait prendre une tournure satisfaisante, quand la nouvelle de la marche des Russes vers la Moravie provoqua une note du gouvernement français, dans laquelle il signifia qu'il considérait cette marche comme une déclaration de guerre, si ces troupes franchissaient le territoire de l'empire, et que les négociations seraient suspendues jusqu'à ce qu'on lui eût donné toute satisfaction à ce sujet. Cette note termina les opérations du congrès de Rastadt, qui dès lors n'exista plus que pour la forme, car la guerre de la seconde coalition venait déjà de s'allumer par les hostilités de Naples.

Angleterre.

L'Angleterre triomphait de nouveau en voyant de toutes parts la foudre s'amonceler sur la France, privée de ses plus habiles défenseurs. Cette fois, du moins, son cabinet n'avait pas eu besoin de profondes combinaisons pour lier une nouvelle coalition, et la folie du Directoire avait fait plus que tous les agents d'Albion, pour réunir des intérêts aussi opposés que ceux de la Russie, de la Porte et de l'Autriche. Toutefois le ministère ne perdait aucune occasion de les animer contre la France; car il fit offrir, au mois de novembre, des subsides au cabinet de Vienne, qui les refusa, dit-on, pour ne pas nuire aux négociations entamées relativement à la cession d'une partie de l'Italie, dont il traitait avec le Directoire.

Les escadres anglaises, maîtresses de la Méditerranée depuis la victoire d'Aboukir, et résolues d'y former un établissement solide, venaient de s'emparer de l'île de Minorque. L'île de Gozzo était reprise par Nelson, au nom du roi de Naples, et Malte, bloquée par mer, allait bientôt être investie par terre.

L'Angleterre ne chercha pas seulement au-dehors les moyens d'étendre sa puissance; la réunion complète de l'Irlande, et la fusion

du parlement de ce royaume dans celui de la Grande-Bretagne, devaient servir d'acheminement à une réconciliation complète, à un amalgame des deux peuples, dont on se promettait un accroissement de force nationale.

Les moyens nécessaires pour remplacer les 5 mille hommes détachés aux Indes orientales, et préparer en outre une expédition capable d'arracher l'Égypte aux Français, devaient entraîner un surcroît de levées et de dépenses. La marine, en multipliant ses stations et les conquêtes coloniales, exigeait également des sacrifices proportionnés. L'intérêt exorbitant de la dette publique augmentait chaque année par de nouveaux emprunts, malgré l'heureuse institution de l'amortissement. L'impôt du dixième sur les revenus, substitué à quelques voies insuffisantes, ajouta une somme de 240 millions aux recettes de l'année précédente, en sorte que le budget fut aisément couvert.

Russie.

Les débris de l'Ordre de Malte, réfugiés en Allemagne, venaient de déférer à l'empereur Paul la dignité de grand-maître de cet Ordre, en remplacement du baron de Hompesch, et les sentiments de ce prince, connus depuis longtemps, ne laissaient aucun doute sur le prix qu'il attacherait à ce titre. Les flottes russo-turques, arrivées à la fin d'octobre dans l'Archipel, et précédées d'un appel de l'archevêque grec aux fidèles, soulevèrent les îles Ioniennes contre les Français, qui, confinés en petit nombre dans les remparts de Corfou, s'y virent bientôt attaqués par terre et par mer.

Espagne.

Le cabinet de Madrid, fidèle à son alliance naturelle, mais fatigué des sacrifices qu'il croyait faire, bien plus aux caprices des chefs d'une république turbulente, qu'à l'intérêt réel de la France et de l'Espagne, se voyait de nouveau dans la nécessité de hasarder ses flottes sur l'Océan ou sur la Méditerranée. A la faiblesse de ses efforts, on eût dit qu'il suivait, malgré lui, l'affinité de ses intérêts politiques, et qu'il cherchait par son apathie à obtenir des droits à quelques ménagements de la part du cabinet de St-James; résolution d'autant plus naturelle à Charles IV, que les traitements dont on accablait les rois de Naples et de Piémont, alliés de sa famille, lui laissaient quelques regrets des obligations qu'il s'était imposées à St-Ildefonse. Cependant la force des événements l'entraînait; les dangers de l'équilibre maritime le décidaient à fournir du moins les contingents auxquels il s'était engagé, et les efforts de ses envoyés à Paris et à Vienne, pour empêcher de nouvelles hostilités, attestent d'ailleurs combien son cabinet apprécia les inconvénients qui en résulteraient pour la guerre maritime.

Portugal.

Le Portugal était enchaîné plus étroitement que jamais à la fortune britannique, et la victoire d'Aboukir était une garantie certaine qu'il resterait longtemps dans cette dépendance.

Suède et Danemarck.

La Suède et le Danemarck n'avaient éprouvé aucun changement notable dans leur situation. Quoique leur pavillon commençât à se ressentir des entraves mises par l'Angleterre au commerce des neutres, il prospérait encore au milieu de l'embrasement universel.

La cour de Naples commence la guerre.

Le signal de la nouvelle guerre fut donné, au grand étonnement de l'Europe, par les Na-

politains, que jamais on n'avait vus animés d'une si belle ardeur guerrière, et qui semblaient destinés à faire dans ce siècle les levées de boucliers les plus intempestives. La cour de Naples avait porté son armée jusqu'à 70 mille hommes ; le trop fameux Mack fut mis à leur tête. Ce général, disciple de Lascy, avait dirigé avec succès l'expédition du prince de Cobourg contre Dumouriez, en 1793; en échange, ses plans pour la campagne de 1794 portaient le cachet du défaut de bons principes militaires : il avait de l'imagination, du savoir, mais l'esprit et le jugement faux. Ferdinand IV, fier du gonflement de ses bataillons, excité par Nelson et par Acton, osa se jeter avec 50 mille hommes sur les états romains, dont il espérait nous expulser, et que Championnet couvrait avec 18 mille hommes, dispersés depuis l'Adriatique jusqu'à la Méditerranée. Mack s'avance, du 23 au 27 novembre, sur Rome en plusieurs colonnes, et oblige la petite armée de Championnet à se replier sur Civita-Castellana (l'ancienne Véies), dont les remparts naturels lui permettent d'attendre des renforts.

Le général en chef court à Ancône pour les chercher. En son absence, Mack veut attaquer Macdonald et Kellermann, qui le repoussent avec perte. Championnet, revenu à son armée, fait enlever à Calvi une division napolitaine isolée qui ose menacer sa communication ; il manœuvre ensuite pour couper la division Damas qui a pris la direction de Viterbe. Mack, effrayé, évacue Rome, Ferdinand IV reprend la route de Naples, ordonnant une levée en masse. Damas, abandonné, conclut avec Kellermann un traité qui lui laissait la faculté de se rembarquer.

Joubert se saisit du Piémont et occupe la Toscane.

Championnet, rentré à Rome le 13 décembre, y resta quelques jours pour attendre des nouvelles de l'Italie septentrionale ; car, au moment où le roi de Naples le chassait de cette capitale, le bruit s'était répandu que celui de Sardaigne et le grand-duc de Toscane faisaient cause commune avec ce prince. Quoique aucun acte diplomatique ne confirmât ces rapports, les relations du Directoire avec ces souverains étaient chargées de trop de nuages pour ne pas donner du poids à ces craintes. Il venait d'en coûter récemment 8 millions au cabinet de Turin, pour avoir laissé échapper, dans sa correspondance avec la cour de Vienne, le vœu d'être débarrassé des Français. Joubert, que cette nouvelle extorsion avertissait de se tenir en garde, instruit que Charles-Emmanuel faisait des préparatifs clandestins, crut devoir le prévenir dans la rupture. D'abord, sur l'avis de l'invasion de la république romaine, il fit requérir, par l'ambassadeur Eymar, l'exécution du traité de l'année précédente, par lequel le roi s'engageait à fournir un contingent de 8 mille hommes dans toutes les guerres de la république française en Italie. Le cabinet de Turin s'étant excusé sur l'impossibilité de réunir de suite cette division, Joubert, sans attendre les ordres ultérieurs du Directoire, sûr d'agir selon ses vues, consigne ses griefs dans une espèce de manifeste ; réunit, le 5 décembre, les divisions Victor et Dessolles sur le Tésin ; et pendant que les places de Novare, de Suze, de Coni et d'Alexandrie, tombent par surprise au pouvoir des Français, il dirige ces deux divisions sur Verceil. Les troupes piémontaises, après une ombre de résistance, sont poussées sur Turin, où les républicains, déjà maîtres de la citadelle, entrent en même temps qu'elles.

Charles-Emmanuel, abreuvé de dégoûts et d'humiliations sur un trône chancelant, en descendit avec résignation, et signa le

8 décembre, une renonciation à ses droits sur le Piémont, en se bornant à stipuler quelques mesures de sûreté personnelle, jusqu'à son arrivée en Sardaigne, où il s'exilait, disait-on, volontairement. Mais, à peine arrivé à Livourne, il publia une protestation solennelle contre un acte arraché par la force.

Le détrônement de ce souverain ainsi opéré sans secousse, Joubert avait dirigé une division sur Florence, lorsque de nouvelles protestations d'attachement du grand-duc de Toscane, et peut-être aussi les ordres du Directoire, retinrent son bras prêt à frapper. Toutefois la division occupa Livourne et une partie du grand duché. Certain alors de la soumission de toute l'Italie, Joubert se hâta d'annoncer à Championnet qu'il pouvait prendre l'offensive à son tour contre les Napolitains, et lui envoya des renforts.

Ferdinand s'enfuit en Sicile.

Le mauvais succès de l'expédition de Rome avait tellement rempli de terreur l'âme de Ferdinand, qu'il partit de Naples le 21 décembre, et s'embarqua de nuit pour la Sicile, avec autant de précipitation et de désordre que si les Français eussent été aux portes de sa capitale.

Championnet s'empare de Naples.

Ce ne fut pourtant que le 3 janvier que Championnet passa le Volturne et investit Capoue, en attendant les nouvelles de sa gauche qui, sous les ordres de Duhesme, devait soumettre Pescara et arriver par Sulmona. Au centre, la division Lemoine se portait sur Popoli, y culbutait le corps de Gambs, et s'avançait sur Venafro; à l'extrême droite, Kellermann et Rey marchèrent par Itri sur Gaëte, place importante qu'un vieillard octogénaire leur rendit lâchement sans coup-férir avec une belle garnison de 3 mille hommes.

Une insurrection générale, ordonnée par la cour et par les prêtres, faillit changer la face des affaires, car Championnet se vit lui-même assiégé dans son camp sous Capoue. Mais le gouvernement provisoire, confié par le roi au prince Pignatelli, avait si peu la confiance du peuple insurgé, que loin de songer à attaquer Championnet, il se hâta de conclure un armistice qui nous donnait Capoue, Bénévent et deux millions. A cette nouvelle, le peuple irrité accuse de trahison et Mack et le gouvernement provisoire; il désarme les troupes de Damas, qui reviennent d'Orbitello par mer : des détachements sont même envoyés pour arrêter Mack. Pignatelli éperdu demande à celui-ci des troupes d'élite, dont il veut se servir contre la multitude déchaînée, au lieu de les opposer aux Français. Le peuple arrête et désarme la brigade Dillon envoyée à cet effet. Mack, alarmé de cette effervescence, ne voit de salut pour lui qu'en venant chercher un refuge dans le camp de Championnet, où il se constitue prisonnier le 15 janvier.

Championnet, ayant réuni alors toutes ses divisions, s'avança sur la capitale. La population de cette ville et des environs, excitée par les prêtres, courut aux armes aux cris de *Viva la santa fede!* força le vice-roi Pignatelli à se sauver en Sicile pour éviter la mort, et menaçait de s'ensevelir sous les ruines de Naples.

A défaut de courage militaire, cette populace était animée par des passions vives et tumultueuses; la résistance fut, comme le caractère vif et léger de ce peuple, acharnée le premier jour, désordonnée et nulle le second. Le 21 janvier, Championnet victorieux entra dans Naples.

Que la cour des Deux-Siciles se fût décla-

rée après la reprise des hostilités sur l'Adige, on le conçoit; mais courir ainsi en aveugle au-devant de sa perte, quand l'Autriche n'était point encore en mesure, c'était un acte de démence. Cette faute, qui retomba sur elle, n'en fut pas moins utile à la coalition, par celles qu'elle fit commettre au gouvernement français.

Érection d'une république parthénopéenne.

Le Directoire, qui avait 116 mille hommes en Italie, et qui mesurait la puissance qu'une telle force devait lui procurer, à l'échelle de ce que j'avais su opérer avec 50 mille hommes, ne sentait pas qu'en occupant tout, il serait faible partout. 53 mille hommes avaient suffi à Championnet pour soumettre Naples; et si le Directoire eût offert à Ferdinand une paix acceptable, nul doute que ce prince pusillanime ne se fût hâté de la signer; en sorte que l'armée de Championnet aurait pu revenir vers Mantoue à temps pour prendre part à la campagne. Au lieu de cela, Rewbel imagina de créer une république parthénopéenne, faute absurde qui nous imposait la loi de soutenir quelques idéologues des villes, contre la cour, les Anglais, les prêtres, et les six millions d'habitants du royaume. C'était se priver de 30 mille hommes sur l'Adige, et les exposer à une ruine presque certaine. En ajoutant à ce grand détachement la division Gauthier en Toscane, les troupes nécessaires à l'occupation du Piémont, la division de Valteline pour assurer la jonction avec l'armée d'Helvétie, la division de Ligurie; tout cela formait une masse de 60 mille hommes détachés, en sorte qu'il ne restait à Schérer que 47 mille combattants sur l'Adige et 10 mille à Mantoue; force insuffisante pour tenir tête aux puissants préparatifs de la coalition.

Les Russes s'avancent vers l'Italie.

Déjà les troupes russes traversant la Styrie, se dirigent sur l'Italie. L'archiduc Charles passe l'Inn, entre en Bavière et s'avance jusque vers Ulm. Le général Kray assemble 71 mille Autrichiens entre Vérone et le Tagliamento.

Le Directoire prend l'initiative sans être en mesure.

Le Directoire sentit qu'il eût été très-important d'ouvrir la campagne avant que les Russes n'arrivassent; mais les gouvernants imprudents qui prétendaient conserver la paix, en changeant à leur gré la face de la moitié de l'Europe, étaient à la fois offensifs envers leurs voisins, et peu en mesure de soutenir leurs agressions. Ils n'en résolurent pas moins de courir au-devant des coups. Le général de brigade Lahorie, ancien aide-de-camp de Moreau, ingénieur sans génie, fut chargé de leur tracer des projets.

Il imagina de porter Jourdan avec l'armée du Danube, forte à peine de 36 mille hommes, droit vers Ulm, entre cette ville et les montagnes, tandis que Masséna, avec les 38 mille de l'armée d'Helvétie, avancerait à travers tous les obstacles des Alpes rhétiques et tyroliennes, c'est-à-dire à travers les précipices des Grisons, du Voralberg et du Tyrol, jusque sur l'Inn. En même temps Schérer, à la tête de ses 47 mille hommes, attaquerait Vérone et l'Adige.

Ces trois petites masses devaient trouver à qui parler : Schérer allait donner sur 71 mille Autrichiens assemblés sous les ordres de Kray, entre Vérone et Udine, et bientôt soutenus par deux corps russes de 20 mille hommes chacun, dont Suwarof amenait le premier par la Carinthie. Jourdan heurterait contre l'archiduc Charles, qui n'avait

pas moins de 78 mille hommes sur le Lech ou dans le Voralberg. Masséna aurait affaire en partie à Hotze, détaché de cette armée, et en partie à Bellegarde, qui couvrait le Tyrol avec 44 mille Autrichiens. Une troisième armée russe de 30 mille hommes, sous le général Korsakof, arrivant seulement dans le mois de juillet, servirait plus tard de réserve à celle de l'archiduc.

Masséna s'empare des Grisons.

Malgré la disproportion dans la force des masses respectives, Masséna débuta néanmoins le 6 mars par un coup brillant : il n'avait devant lui que les 7 mille hommes du général Auffenberg, appelés au secours des Grisons; car le corps de Hotze, enterré dans les retranchements de Feldkirch, ne songeait pas à en sortir, et pouvait être observé par sa gauche. Masséna passe le Rhin, tourne et enlève le fort de Luciensteig, puis débouche sur Coire, où Auffenberg, investi avec 3 mille hommes, se voit dans la nécessité de mettre bas les armes. Masséna pousse les débris de ce corps sur l'Engadine, où Lecourbe, venant de Bellinzona, a pénétré par Tusis. Le général Dessolles marche de Bormio sur Taufers, à la tête de la division de Valteline, destinée à opérer la jonction; il y culbute le corps de Laudon qui, coupé en même temps par la droite de Masséna, perd 4 mille hommes, et sauve à peine 500 fuyards à travers les glaciers.

L'archiduc marche au-devant de Jourdan.

L'archiduc Charles, instruit du passage du Rhin par Jourdan, s'avance au-devant de lui vers Stockach, à la tête de 60 mille hommes. Pour faciliter les opérations de son collègue, Masséna a fait attaquer, le 14 mars, les retranchements de Hotze à Feldkirch : malgré les vigoureux efforts d'Oudinot, la partie était trop inégale, et il fut repoussé.

Hotze marche, avec la moitié de son corps, au-devant de la droite de Jourdan pour seconder l'archiduc. Masséna veut en profiter, et assaillit de nouveau la redoutable position, le 22 mars, avec les divisions Ménard et Oudinot; mais, n'ayant pas été plus heureux, il ramène ses troupes dans les Grisons et le Rhintal, avec une perte sensible.

Jourdan se fait battre à Stockach.

Jourdan, bien qu'il n'eût que 35 mille hommes à opposer aux 60 mille de l'archiduc, veut attaquer, le 25 mars, toute sa ligne à la fois, et la faire déborder au loin à gauche par St-Cyr et à droite par Férino : le premier débouche par Tuttlingen, et le deuxième par Schaffouse, à dix lieues l'un de l'autre.

L'archiduc, placé au centre, accable Soult isolé à Stockach ; il n'était pas difficile à 30 mille hommes d'en battre 10 mille. St-Cyr, qui courait à trois lieues derrière la ligne ennemie avec 12 mille hommes, eut le bon esprit de se saisir du pont de Sigmaringen, et de se retirer en hâte sur la forêt Noire pour gagner Strasbourg. La droite sous Férino, séparée du corps de bataille, se rejeta sur Schaffouse : nous en fûmes quittes à bon marché, car cette armée eût été détruite si elle avait eu affaire à moi. J'aurais traité le corps de St-Cyr comme ceux de Lusignan et de Provera à Rivoli.

Revers en Italie.

Schérer ne fit guère mieux. Son adversaire attendait, entre Vérone et Legnano, l'arrivée de Mélas et des deux divisions de réserve autrichiennes, avant de songer à prendre l'offensive. Favorisé par cet état de choses, Schérer se trouve avec le gros de ses forces devant deux brigades impériales, isolées dans les retranchements entre l'Adige et le lac de Garda. Il les attaque avec trois divisions le 26 mars, enlève le camp de Pas-

trengo, le plateau de Rivoli, et les ponts de Polo sur l'Adige; puis porte son centre aux ordres de Moreau contre Vérone, tandis que la droite s'étend jusque vers Legnago. Cette dernière se trouve ici en face de Kray et de l'élite de ses forces; le général autrichien débouche de Legnago, fond sur Montrichard, le pousse par Anguiari jusque sur le Menago, et menace la route de Mantoue.

Kray, au lieu de profiter de ce succès pour attirer le gros de son armée sur ce point, repasse l'Adige afin de marcher au secours de Vérone, menacé par le centre et la gauche de l'armée française.

Le 27, Moreau, avec le centre, combat sans résultat devant Vérone. Le 28, Schérer, qui a tâtonné sur toute la ligne depuis deux jours, imagine de faire passer l'Adige à la gauche seule sous Serrurier; elle s'avancera de Pelo vers Vérone, cherchera à tourner cette place qui, adossée aux montagnes impraticables, ne saurait être tournée; puis débouchera ensuite au milieu de toute l'armée impériale. Le 29, on se souvient que la manœuvre est impossible, ce qui sauve sans doute Serrurier d'une destruction totale.

Schérer, se rappelant ma manœuvre d'Arcole, eut la ridicule idée de vouloir la répéter; il assembla les deux tiers de son armée à Ronco pour y passer l'Adige, oubliant qu'en 1796 j'étais maître de Vérone et de Legnago, et qu'en passant à Ronco je jetais Alvinzi dans un cul-de-sac. Aujourd'hui les Autrichiens étaient maîtres de ces deux places, ce qui renversait de fond en comble les conditions du problème. Se jeter à Ronco avec 30 mille hommes, au milieu de 70 mille ennemis maîtres de Vérone et de Legnago, c'était vouloir faire passer son armée sous les fourches Caudines. Pour comble de sottise, la division Serrurier s'avance seule, le 30, de Polo sur Vérone pour attirer l'attention de l'ennemi, tandis que le gros de l'armée file par la droite vers Ronco. Kray fond sur cette division compromise, la culbute sur Polo avec perte de 2 mille hommes; le reste ne se sauve qu'en détruisant à la hâte les ponts. Heureusement pour Schérer, que Kray débouchant le 2 avril de Vérone, le força à renoncer à son inconcevable projet.

L'armée, revenant de Ronco à Magnan dans des boues horribles, accablée sur sa droite le 5 avril, fut ramenée sous le canon de Mantoue dans un désordre complet. Si Kray, qui n'avait eu devant lui, du 3 au 5, que les deux seules divisions de Moreau, les eût accablées avant le retour de Schérer, celui-ci eût été rejeté et investi sur le bas Pô. Dans la bataille même, les Autrichiens, déviant de leur premier projet qui était bon, firent mal à propos leur effort principal sur la droite des Français, au lieu de le porter contre la gauche. Leur victoire eut néanmoins de grands résultats : Schérer ne tint pas même derrière Mantoue; après avoir complété les garnisons de cette ville, ainsi que de Ferrare et de Peschiera, il fila derrière la Chièse.

Retraite totale de l'armée derrière le Rhin.

La retraite de l'armée du Danube entraîna celle de la petite armée d'observation de Bernadotte qui avait jeté quelques bombes dans Philipsbourg. Le Directoire accepta en même temps la démission de Jourdan, et réunit ses troupes, ainsi que celles de Bernadotte, sous le commandement de Masséna.

Ce malheureux début prouva aux présomptueux directeurs toute l'ineptie de leur plan. Ils avaient commencé la guerre sans en avoir préparé les moyens, croyant réellement que 120 mille Français divisés, suffisaient pour vaincre 200 mille Autrichiens

beaucoup plus concentrés. Cette lutte inégale ne fut pas au reste sans gloire pour les généraux et les soldats de la république ; et l'on ne sait ce qui doit le plus étonner, ou de la témérité du gouvernement français, ou de l'inconcevable timidité du conseil aulique, qui tira si peu de parti de ses premiers avantages.

Attentat commis sur nos plénipotentiaires à Rastadt.

La stupeur que causa un événement si peu attendu fut bientôt dissipée par le dénouement tragique de l'interminable congrès de Rastadt. En entrant en Souabe, Jourdan avait déclaré Rastadt ville neutre, et donné une sauve-garde au congrès. Cette situation favorisait les desseins de la France, qui voulait détacher les princes de l'empire de l'alliance de l'Autriche : déjà la tournure des négociations promettait au Directoire un plein succès, quand la bataille de Stockach et la retraite de l'armée du Danube firent tout à coup pencher la balance diplomatique du côté du vainqueur. Dès lors aussi le cabinet de Vienne prétendit régler le sort du midi de l'Allemagne. Désirant connaître jusqu'à quel point les princes de l'empire s'étaient avancés vis-à-vis du Directoire, il chargea le comte de Lehrbach, son ministre plénipotentiaire, d'aviser aux moyens de se procurer leur correspondance avec les négociateurs républicains. Celui-ci n'en trouva pas de plus sûr que de faire enlever le caisson de la légation française au moment de la rupture du congrès, et fut autorisé par sa cour à requérir du prince Charles les troupes nécessaires à ce coup de main. L'archiduc les refusa d'abord, objectant que ses soldats ne devaient pas se mêler d'affaires diplomatiques ; mais le comte de Lehrbach, ayant exhibé de nouveaux ordres, l'archiduc fut obligé de mettre à sa disposition un détachement des housards de Szeckler. Le colonel de ce corps fut mis dans la confidence. L'officier chargé de l'expédition devait seulement enlever le caisson de la chancellerie, en extraire les papiers, et, par occasion, administrer quelques coups de plat de sabre à Jean Debry et Bonnier, en punition de la hauteur qu'ils avaient mise dans leurs relations diplomatiques. Roberjeot, ancien condisciple du ministre autrichien et lié d'amitié avec lui, avait été nominativement excepté de cette mesure.

Les plénipotentiaires français devaient partir le 28 avril ; mais, dans la soirée du 19, ils furent sommés de se retirer sur-le-champ, la ville devant être occupée militairement le lendemain. Ils se mirent donc en route la même nuit pour Strasbourg. A peine étaient-ils sortis de Rastadt, que les housards, à l'affût de leur proie, enveloppèrent les voitures ; mais oubliant leur consigne, ces soldats, ivres pour la plupart, frappèrent les envoyés, sans distinction de personnes, du tranchant de leurs sabres, et laissèrent sur la place Bonnier et Roberjeot. Jean Debry, blessé au bras et à la tête, se sauva, comme par miracle, et fut, au point du jour, chercher un asile chez le ministre de Prusse.

Cette violation inouïe des droits les plus sacrés produisit en France l'effet d'une commotion électrique. De toutes parts retentirent des cris de vengeance, et l'esprit national prit un instant l'énergique physionomie de 1792. Le Directoire en profita pour faciliter la levée de la conscription, et rendre, pour un moment du moins, sa cause plus populaire.

Entreprise tardive de l'archiduc.

Dans ces entrefaites, l'archiduc Charles n'avait point profité de ses succès : s'il eût passé le Rhin à Schaffouse avec 60 mille

hommes et combiné une attaque avec les 40 mille de Bellegarde, Masséna, enfoncé dans l'Engadine, eût été perdu. Mais on donna le temps aux Français de porter en Suisse toute l'armée de Jourdan, à mesure qu'elle rentrait en Alsace, et Masséna, qui en prit le commandement, vint établir le gros de ses forces le long du Rhin jusqu'à Lucisteig, prolongeant sa droite dans l'Engadine.

Les Autrichiens avaient commis la faute de rendre Bellegarde indépendant de l'Archiduc, et c'est sans doute à cette circonstance, autant qu'à la maladie de ce prince, qu'il faut attribuer l'inconcevable inaction de son armée du 27 mars au 14 mai.

Suwarof arrivé en Lombardie passe l'Adda.

Dans cet intervalle, Suwarof, arrivé le 17 avril sur la Chièse, chassa Schérer derrière l'Adda. L'armée française était déjà réduite à 28 mille hommes par les garnisons, les combats et la manie de vouloir occuper toute l'Italie. Schérer la dispersa encore depuis Pizzighetone à Lecco. La droite, sous Montrichard, fut même jetée à la rive droite du Pô pour couvrir Modène, Bologne, ou entrer en communication avec la Toscane et Rome.

Le Directoire justement irrité contre son général le rappela. Moreau prit le commandement dans la nuit du 25 avril, et fut attaqué, dès le point du jour, sans avoir eu le temps de rectifier ses positions. Quoique les alliés eussent employé 35 mille hommes à bloquer Mantoue, Peschiera et Ferrare, il leur en restait encore 54 mille sur l'Adda. Couvrir une ligne de 20 lieues avec 28 mille hommes contre une force double est une chose impossible : les détachements de Moreau, assaillis le 27 avril à Cassano et Vaprio, sont percés par le centre ; et Serrurier, coupé vers la gauche à Verderio, se voit dans la dure nécessité de mettre bas les armes. Suwarof fait deux jours après son entrée à Milan. Moreau, qui a ramené à peine 20 mille hommes sur le Tésin, les divise ensuite sur Valence et Turin. Suwarof passe le Pô à Plaisance pour se porter sur Alexandrie. Kray s'est chargé du blocus de Mantoue. Le comte de Hohenzollern attaque successivement les places de Peschiera et Orci-Novi, qui succombent en peu de jours. On le charge alors du siége de la citadelle de Milan, et d'observer les troupes revenant des Grisons dans la Valteline. Kaim bloque Pizzighetone, qui se rend presque sans coup-férir. Klénau, à l'aide d'une puissante flotille armée à Venise, secondé en outre par la défection du général Lahoz et par l'insurrection des provinces voisines, attaque Ferrare. Tout l'édifice que j'avais construit en Italie s'écroulait avec une effrayante rapidité.

Grande expédition navale de l'amiral Bruix.

Le Directoire, voyant le danger dont le menaçait la nouvelle coalition, résolut une expédition maritime, dans le triple but de réunir les escadres de Brest avec celles des Espagnols dans la Méditerranée, de retirer l'armée d'Égypte, et de retourner dans l'Océan pour tenter l'expédition d'Irlande, si longtemps projetée. D'autres prétendent qu'il voulait au contraire prendre en Italie des troupes à bord, afin de me renforcer en Égypte, mais que la mauvaise tournure des affaires et notre expulsion de la Lombardie l'avaient forcé à changer de projet. Quoi qu'il en soit, Bruix cingla, au commencement d'avril, avec 25 vaisseaux, de Brest à Cadix ; fit lever la croisière de l'amiral Keith, puis vint à Toulon. Il en sortit de nouveau, le 30 mai ; se réunit, à Carthagène, aux forces espagnoles sous Massaredo ; navigua, avec 50 vaisseaux, sans ravitailler Malte, sans

secourir l'Égypte, en un mot, sans rien entreprendre, et vint s'enfermer avec la flotte espagnole à Brest. Keith, renforcé jusqu'à 48 vaisseaux, le chercha vainement dans la Méditerranée, et le suivit jusque devant Brest. Cette promenade, qui n'eut d'autre résultat que d'amener l'escadre espagnole comme en ôtage à Brest, et de concentrer tous nos moyens dans ce port pour les y laisser investir et pourrir, est encore une énigme aux yeux de tous les marins.

L'armée de Macdonald évacue Naples.

Pendant qu'on nous chassait ainsi des Grisons et de la haute Italie, Macdonald, qui avait succédé à Championnet, après avoir guerroyé à Naples, dans les Abruzzes et la Pouille, contre les débris des Napolitains et une multitude insurgée, venait de recevoir l'ordre tardif de remonter vers le Pô, et marchait sur Rome. Suwarof détacha la division Ott sur Modène pour l'observer. Une flotte russo-turque soumettait les îles Ioniennes et assiégeait Corfou. La perte de l'armée de Naples semblait certaine; on avait ajouté à la faute de son rappel tardif l'ordre de laisser des garnisons dans les forts, à Naples, à Gaëte, à Capoue, à Civita-Vecchia et à Rome, ce qui était une nouvelle absurdité.

Moreau s'était convaincu à Turin, que la capitale d'un royaume subjugué ne saurait être bien disposée pour un vainqueur qui la réduit au rôle de ville de province ; il avait dû jeter garnison dans la citadelle, et se concentrer vers Valence et Alexandrie, afin de couvrir Gênes et les passages de l'Apennin, dont la conservation était indispensable pour sauver Macdonald et l'armée de Naples. Suwarof avait suivi Moreau par la rive droite du Pô et la route d'Alexandrie. Son avant-garde prit le chemin de Valence sur Turin par la rive gauche. Celle-ci, trop ardente, veut passer le fleuve sans ordre à Bassignano pour insulter le camp français vers Valence ; mais, abordée à propos par les 18 mille hommes qui restaient à Moreau, elle est culbutée avec perte.

Suwarof entre à Turin.

Cette échauffourée et la belle défense de Moreau vers Marengo et Alexandrie n'empêchèrent pas Suwarof de passer de nouveau le Pô à Cambio, et d'entrer, le 27 mai, en vainqueur à Turin, dont les habitants attaquèrent la garnison, de concert avec l'avant-garde de Wukassowich. Moreau arrive à Asti, entouré d'ennemis et d'insurgés qui venaient de surprendre Ceva, et d'intercepter ainsi sa dernière communication. Il résolut de réunir ses forces sur l'Apennin, en se frayant une issue pour joindre la division Pérignon, qui gardait la Ligurie.

Masséna est chassé des Grisons.

Tandis que ces choses se passaient en Italie, Masséna, pressé de toutes parts dans les Grisons, s'en tirait à meilleur marché qu'on n'aurait dû le supposer. Las d'une inaction de cinq semaines (du 27 mars au 30 avril), les Autrichiens avaient enfin combiné l'attaque du fort de Lucisteig pour le 1er mai, de concert avec le parti des Grisons qui les appelait. Mais Hotze s'y prit si mal, qu'une de ses colonnes, débouchant avant les autres, sous les ordres du général St-Julien, tomba au milieu de la division Ménard, qui l'enveloppa et lui fit rendre les armes. Une insurrection redoutable éclate le même jour dans toutes les Alpes, depuis Coire jusqu'à Schwitz et Altorf: Masséna est forcé d'envoyer la division Soult tout entière pour soumettre ces deux petits cantons et rétablir la communication avec le St-Gothard.

Lecourbe, aventuré dans l'Engadine, y tenait tête aux forces supérieures de Belle-

garde, et se couvrait de gloire à Zernetz, tandis que la mince division laissée par Dessolles en Valteline, sous les ordres de Loison, essuyait les attaques de la droite de Suwarof. Il semblait perdu, car tôt ou tard l'ennemi percerait, par Coire, sur Dissentis, ou par les bailliages italiens sur le St-Gothard.

Lecourbe voit qu'il ne lui reste pas de parti plus sûr que celui de dégager d'abord Bellinzona, menacé par le comte Hohenzollern. Il marche sur Taverne, et en chasse le prince de Rohan, le 13 mai, à l'instant où un orage bien plus redoutable éclate sur sa gauche. Les Autrichiens, après avoir passé quinze jours à revenir de l'échauffourée du 1er mai, s'étaient décidés enfin à tenter, le 14, une nouvelle attaque contre Lucisteig, et l'archiduc avait envoyé, à cet effet, un renfort de 12 mille hommes, avec ordre de se concerter en outre avec Bellegarde. Grâces à ces puissants moyens, ils tournent et enlèvent le fort, percent la division Ménard, refoulent sa gauche sur Sargans, et poussent la droite dans la direction de Dissentis, au pied du St-Gothard. Lecourbe laisse à Loison le soin de défendre les avenues d'Airolo, et court à la défense des Alpes menacées.

Le cabinet de Vienne, plus jaloux de se consolider en Italie que de détruire les corps organisés que nous avions compromis dans les Grisons, avait prescrit à Bellegarde de ne laisser que la division Haddick pour prendre le St-Gothard, et de marcher, par la Valteline, sur Milan, pour y renforcer Suwarof, qui allait donner contre plusieurs places fortes et contre l'armée revenant de Naples. Cet incident contribua à sauver Lecourbe, qui revint sur Altorf, après une retraite non moins honorable que pénible; il entama même fortement la brigade St-Julien, descendue de Dissentis sur la vallée de la Reuss, et un autre détachement qui s'était aventuré dans le Muttenthal, entre lui et le corps de bataille de Masséna.

L'archiduc pénètre en Suisse.

De son côté, l'archiduc Charles, un peu contrarié du départ de Bellegarde pour l'Italie, avait enfin passé le Rhin à Schaffouse, le 27 mai. Hotze passa le fleuve vers Coire; Masséna replié derrière le Thur, sentant qu'il devait empêcher la jonction des deux corps, attaqua celui de Hotze à Frauenfeld, et remporta un avantage partiel qui ne l'empêcha pas de se retirer, deux jours après, sur Zurich. Cette ville a une enceinte bastionnée en maçonnerie très-épaisse; le côté du midi ou la petite ville a pour fossés la Limmat qui sort impétueusement du lac; au nord, le corps de place est dominé par le Zurichberg, et malgré le défilement de ses ouvrages, il ne pouvait pas résister longtemps. Masséna avait fait tracer un vaste camp retranché sur cette montagne pour lier sa défense avec celle du plateau de Hong.

Masséna évacue Zurich et garde l'Albis.

L'archiduc voulut l'attaquer le 6 juin, et le fit sans succès : cependant une colonne autrichienne parvint à se glisser inopinément le long du lac jusqu'à la porte; elle fut punie de cette audace. Toutefois la position de Masséna était critique. A l'approche des Autrichiens, la population montagnarde des Grisons, des petits cantons et du Valais, avait couru aux armes. Les succès des alliés en Italie menaçaient le Simplon et le St-Bernard; le St-Gothard est enlevé, et Lecourbe ramené jusque sur Schwitz et Altorf. Il eût été imprudent de sacrifier son armée pour tenir Zurich avec un défilé à dos. Masséna préféra la ligne de l'Albis, monta-

gne escarpée qui borde la Limmat et le lac, depuis Bruck jusqu'à Utznach ; il abandonna la ville aux Autrichiens.

L'archiduc est paralysé par les ordres du cabinet.

L'archiduc, informé par le conseil aulique de la prochaine arrivée de Korsakof avec 30 mille Russes, avait reçu l'ordre de ne rien tenter de décisif avant l'arrivée de ce puissant renfort, et demeura jusqu'au mois d'août campé derrière Zurich, ce qui donna le temps à Masséna de s'assurer dans ses belles positions, et au Directoire de lui envoyer des renforts.

Macdonald revient sur Modène.

Macdonald, sur ces entrefaites, avait évacué Naples et Rome pour rejoindre Moreau : affaibli des garnisons, mais renforcé par la division qui avait occupé la Toscane, il s'avançait avec 30 mille hommes sur Modène. Moreau détache la division Victor sur la Trebia, pour aller au-devant de Macdonald ; la jonction se fait, le 14 juin, à Firenzuola. Moreau file lui-même des hauteurs de l'Apennin pour descendre dans la plaine. Il comptait réunir les 34 mille hommes de Macdonald avec les 16 mille qu'il avait en Ligurie. En s'emparant ainsi, avec 50 mille hommes, de la ligne du Pô, il n'espérait pas moins que de dégager Mantoue, ce que la dispersion des forces ennemies ne rendait pas impossible. Rien n'entraîne en effet à la dissémination imprudente des forces, comme des conquêtes rapides sur un ennemi qui se disséminé trop lui-même. Les alliés en firent l'expérience : au moment où Macdonald descendait de l'Apennin sur Modène, Kray était toujours devant Mantoue, Hohenzollern et Klénau vers Bologne, Ott à Parme, Seckendorf et Wukassowich vers Ceva et Montenotte ; Frolich observait Coni. Lusignan était vers Fenestrelles. Bagration venait de soumettre Suze ; Suwarof, avec le corps de bataille de Mélas et la division Kaim, assiégeait la citadelle de Turin ; enfin Bellegarde, descendu par la Valteline sur Milan, allait mettre le général russe en mesure de réunir des forces assez respectables dans les plaines centrales de la Bormida, et Haddick, laissé en Valais, gardait les Alpes contre la droite de Masséna.

Dès que les alliés furent instruits de l'approche de Macdonald, ils portèrent au-devant de lui les détachements de Klénau et de Hohenzollern, qui marchèrent sur Modène, où ils furent battus séparément le 12 juin : le dernier, assez sérieusement entamé, fut rejeté derrière le Pô ; le second se replia un peu mieux en ordre sur Ferrare.

Suwarof l'attaque sur la Trebia.

Suwarof, instruit de ces événements, laisse Kaim à Turin pour bloquer la citadelle, part de cette ville à marches forcées pour joindre Ott à Plaisance : il prescrit à Kray de ne laisser qu'une division légère sous Mantoue, et d'accourir aussi, par Mezzana-Corte, sur le Pô, où il espère réunir 50 mille hommes, indépendamment de Bellegarde qui reste vers Alexandrie pour observer Moreau. Suwarof, arrivé le 15 juin sur le Tidone, y trouve Ott vivement pressé, le dégage et repousse Victor. Macdonald concentre le lendemain ses colonnes allongées, et attaque l'ennemi. Suwarof réunit aussi ses 33 mille hommes ; mais Kray n'arrive pas, et les forces des deux partis sont balancées. Un combat sanglant s'engage entre deux armées également exaltées, l'une par le souvenir de ses anciennes victoires, l'autre par celui de ses avantages récents : les forces sont égales, les généraux seuls sont différents.

Macdonald, qui attend Moreau par le pied de l'Apennin vers la gauche, commet

la faute de porter ses efforts du côté opposé, et le long d'un fleuve sans ponts, où ses troupes peuvent être culbutées. Suwarof, mieux avisé, porte au contraire les siens à l'aile opposée, certain que, s'il pousse la gauche des Français, il obtiendra d'immenses résultats. Après trois jours d'une lutte mémorable, l'armée française, ayant la moitié de son effectif hors de combat, est rejetée sur la Toscane. Sa perte paraît immanquable; mais Moreau ayant battu Bellegarde dans les plaines d'Alexandrie, l'armée de Suwarof étant elle-même abîmée, et Kray étant resté paisible sous Mantoue, par des ordres positifs de son cabinet, le maréchal russe dégoûté laissa à Macdonald le temps de revenir par la corniche de Pontremoli, et de ramener son armée à la Spezzia, dans un état déplorable. C'était beaucoup de l'avoir sauvée. Ce désastre achevait de ruiner toute espérance pour le rétablissement de nos affaires en Italie, dont le sort jusque là aurait pu dépendre de la jonction des deux armées.

Suwarof, victorieux à la Trebia, eut d'abord envie de se jeter sur Gênes pour achever notre expulsion totale de l'Italie. Mais les Autrichiens avaient à cœur de soumettre les places. L'empereur lui prescrivit impérieusement de se borner à l'attaque de Mantoue, d'Alexandrie et de Tortone.

Situation générale des affaires.

Quatre mois n'étaient pas encore écoulés depuis l'ouverture de la campagne, et déjà les armées françaises, par suite du plan trop légèrement adopté, se trouvaient expulsées de toutes les conquêtes qui faisaient l'orgueil du Directoire, et repoussées à quelques lieues de leurs frontières. Malgré les 100 mille conscrits incorporés dès lors dans les régiments de toutes armes, à peine restait-il 200 mille hommes épuisés de fatigues, découragés par vingt défaites, en proie aux derniers besoins, à opposer aux armées victorieuses des Austro-Russes, secondées en Italie, comme en Suisse, par les peuples fatigués d'un joug pénible. Partout la fortune semble déserter les drapeaux républicains : l'armée d'Orient, forcée de lever le siége d'Acre, après soixante jours de tranchée ouverte, retourne en Égypte, où une expédition turque est sur le point de débarquer; tandis que dans l'Inde, les Anglais prennent d'assaut la capitale du Mysore, et partagent, avec le Nizam, ce royaume ancien allié de la France.

Le roi de Naples, le grand-duc de Toscane, sont rentrés dans leurs capitales; le roi de Sardaigne est rappelé dans la sienne par Suwarof. La coalition triomphe, et l'Angleterre qui en est l'âme, impatiente d'accélérer la chute de la république, signe un traité avec la Russie pour une expédition destinée à chasser les Français de la Hollande.

L'avénement du prince de Brésil au trône de Portugal, qu'il occupait de fait depuis sept ans sous le titre de régent, par suite de l'aliénation mentale de la reine, n'en laissait pas moins ce royaume asservi à la politique anglaise.

Mécontentement contre le Directoire.

Telle était, en peu de mots, la situation respective des puissances belligérantes : celle de la France se ressentait davantage des vicissitudes du sort des armes; et quand bien même le Directoire eût été certain d'aplanir les difficultés que son étrange politique lui avait suscitées à l'extérieur, il n'aurait pu conjurer l'orage qui s'amoncelait contre lui au sein même de la république.

Depuis le 18 fructidor, l'arbitraire et l'immoralité semblaient être les uniques régulateurs de sa conduite. Légataire des em-

barras du comité de salut public, sans hériter de la puissance dictatoriale dont celui-ci tirait sa force, il ne pouvait se flatter des mêmes succès ; car les grands mobiles qui avaient électrisé la nation française, usés par un abus continuel, n'offraient plus les mêmes ressources. La nation, épuisée par des sacrifices en pure perte, n'aurait pas répondu à l'appel du gouvernement le plus animé de l'amour du bien public. Exiger d'elle de nouveaux sacrifices, c'était paraître oppressif. De cette fausse position naissait une mésintelligence réciproque : le Directoire cherchait à s'investir de la force nécessaire pour se mettre au niveau de la tâche immense qui lui était imposée; la nation, réclamant une liberté dont elle n'avait jusqu'alors connu l'existence que par des proclamations, regardait chaque pas des directeurs dans la carrière du pouvoir, comme un acte de tyrannie insupportable, et formellement opposé au but de la révolution.

Le corps législatif profita des difficultés de leur position pour renchérir sur leurs torts. Il les accusait hautement « d'avoir « violé le droit des nations en attaquant, sans « manifeste ni déclaration préalable, la « Suisse et l'empire ottoman ; d'avoir com- « primé la liberté des assemblées primaires; « d'ériger des bastilles, d'inscrire sur la « liste des émigrés quiconque avait le mal- « heur de leur déplaire ; de tenir des lits de « justice en Hollande, en Italie, en Suisse, « et de vouloir réduire les représentants à « un asservissement continuel. » Dans de pareilles dispositions des esprits, tous les efforts pour maîtriser les élections de l'an VII furent inutiles, et les députés de la nouvelle série arrivèrent avec la ferme résolution de renverser une tyrannie que les grands dangers de la patrie et l'espoir de la victoire seuls eussent pu rendre supportable.

Sièyes, entré au Directoire, prépare un coup de parti contre la majorité.

La nomination de Sièyes en remplacement de Rewbel, désigné par le sort pour quitter le fauteuil directorial, affermit les députés dans leur projet. Ce nouveau directeur s'étant aperçu que Merlin et Treilhard, imbus des doctrines de leurs devanciers, entraînaient le faible Laréveillère, sentit l'importance de rompre cette majorité, et s'aboucha avec mon frère Lucien et Genissieux, meneurs des conseils. Dès lors il ne fut plus question que de saisir l'occasion d'éliminer ces directeurs par un coup d'état, contraire à celui qu'avaient frappé les hommes du 18 fructidor, pour chasser les législateurs qui leur étaient incommodes.

Adresse aux conseils.

Des adresses de plusieurs départements étaient envoyées à cet effet aux conseils. Les meneurs attaquèrent surtout l'administration du Directoire, qui percevait 725 millions pour laisser tous les services en souffrance : on accusait même le ministère de la guerre d'avoir vendu à vil prix 130 mille fusils de l'arsenal de Paris.

L'insurrection couvait dans la Vendée, et la Belgique s'opposait à main armée aux levées d'hommes et d'impôts. Chaque séance amenait des attaques plus virulentes contre les médiocres chefs du pouvoir exécutif.

La nomination de Treilhard est annulée.

La lutte pouvait être incertaine, tant que les directeurs menacés se maintiendraient à leur poste et agiraient de concert : il fallait donc commencer par détruire ce triumvirat ; mais comment l'abattre sans violer la constitution? et n'était-ce pas lui fournir des armes contre la représentation nationale, en cherchant à le renverser? Dans cette perplexité, un député se rappela fort

à propos que Treilhard avait été élu trois jours plus tôt que ne le permettait la loi : les deux conseils saisirent ce prétexte pour annuler sa nomination. On rapporte que le directeur reçut lui-même sa destitution, et qu'il quitta ses collègues avec moins de regret que de gaieté. Cette opération frappa le Directoire pendant quelques jours d'une véritable paralysie, par la division des quatre membres restants. On lui rendit bientôt sa force en le complétant par le ministre Gohier, qui fit pencher la balance en faveur du parti qui méditait des réformes.

Merlin et Laréveillère donnent leur démission.

Ce n'était pourtant qu'une demi-victoire ; on sentit la nécessité de forcer Laréveillère et Merlin à la retraite. D'abord, feignant de vouloir en appeler à leurs juges constitutionnels, ils essayèrent de faire tête à l'orage ; mais, effrayés des menaces proférées contre eux à la tribune, ils se résignèrent à envoyer humblement leur démission dans la nuit du 16 au 17 juin. Leur condescendance désarma le corps législatif, qui se contenta de les couvrir de sarcasmes. Ils sont rendus à leur nullité, dit Bordas ; ils n'ont plus d'autre entourage que leurs remords : leurs espions les désavouent ; ils sont abandonnés de leurs complices. Boulay alla plus loin, en qualifiant Merlin d'homme à petites vues, à petits arrêtés, à petites passions, à petites vengeances, digne, en un mot, d'être le garde-des-sceaux de Louis XI.

Ils sont remplacés.

Les conseils nommèrent à la place des démissionnaires Roger-Ducos, conventionnel, qui n'était guère plus connu à la tribune que le général Moulins, son collègue, ne l'était aux armées ; en sorte que Sièyes demeura par le fait le meneur du Directoire.

Bernadotte fut nommé au ministère de la guerre, choix sur lequel on fondait de trompeuses espérances pour réparer le désastre des armées.

Ces changements ne furent pas plutôt opérés, que la nouvelle de l'évacuation de Zurich et de la retraite de Moreau sur l'Apennin signala l'urgence de mesures vigoureuses. Il ne s'agissait plus de vérifier le déficit des finances, mais de le combler. Jourdan propose un emprunt forcé de 100 millions sur les riches, mesure désastreuse et toujours repoussée par l'opinion, mais que l'urgence des circonstances pouvait faire excuser. Toutes les classes de la conscription sont mises à la disposition du Directoire, et, si la levée s'exécute sans obstacle, on peut compter sur près de 200 mille hommes pour renforcer les armées. Il ne faut que du temps et de l'argent. Des bataillons de gardes nationales sont mobilisés dans les places frontières pour rendre toutes les troupes disponibles et parer aux dangers d'une invasion.

Consternation à la nouvelle de la bataille de Trebia.

A peine ces mesures furent-elles adoptées, que la nouvelle de la bataille de la Trebia vint ajouter à la détresse publique. Tant de désastres justement mérités affectèrent différemment tous les partis : les bons français en gémirent, les républicains s'indignèrent, les ennemis intérieurs s'en réjouirent, mais tous s'accordèrent, par des motifs différents, à prononcer anathème contre le gouvernement qui les avait attirés.

Où sont donc les vainqueurs de Turcoing, de Fleurus, de Rivoli, de Castiglione ? s'écriait-on de toutes parts. Les armées ne seraient-elles plus composées des mêmes soldats, des mêmes généraux, qui naguère portaient la gloire de la France des Alpes noriques aux confins de la Bohême ? En ré-

fléchissant avec plus d'attention sur les causes des succès précédents, on s'aperçut qu'on les avait peu connues, et que de grandes masses, mais surtout des masses habilement dirigées les avaient produits, alors même qu'on les attribuait à la valeur française, ou à l'amour de la patrie. Quoique les moments de crise et d'effervescence soient peu propres à la réflexion, cependant l'on reconnaît qu'en accordant trop aux causes générales, on n'a pas assez apprécié les hommes capables d'enchaîner la victoire. Une clameur universelle s'élève contre Rewbel et contre Talleyrand, auquel on reproche d'avoir été le conseiller ou le complice de sa fausse politique, de ses usurpations. Ceux mêmes qui sont le moins capables d'indiquer ce qu'ils auraient dû faire, voient évidemment qu'ils ont mal gouverné.

Formation des clubs.

Les malheurs publics, en démontrant la nécessité de retremper les courages, amenèrent de nouvelles réunions politiques. Une société, digne émule de celle des jacobins, venait de se former au Manége ; là, à la porte même du conseil des anciens, on déclamait sur l'impéritie de l'administration. Pour se soustraire à la loi qui interdisait les sociétés dirigées par des présidents, on avait nommé Drouet *régulateur des débats*. Ces ardents républicains, sans vouloir le triomphe des prolétaires, croyaient pouvoir se servir des meneurs de ceux-ci, et bientôt le club du Manége égala celui des Cordeliers. La France fut menacée d'une anarchie plus horrible que celle de 1793, parce qu'alors la dictature du comité de salut public, soutenue par la victoire, remédiait en quelque sorte aux vices du gouvernement populaire, et qu'aucune autorité ne pouvait se flatter d'y parvenir, si l'on déchaînait de nouveau les anarchistes.

Séances orageuses du Manége.

Déjà la tribune du Manége retentissait d'accusations contre ceux qui avaient tenu le timon des affaires, et l'on n'attendait qu'un signal pour faire tomber leurs têtes. C'est la conduite de Talleyrand qui, après celle de Rewbel et de Schérer, prête le plus à l'examen : il est formellement accusé de cette funeste expédition d'Égypte, cause première de tout le mal. Réduit à se justifier, il affirme que l'expédition était décidée avant son entrée au ministère. Charles Delacroix, se croyant inculpé par cette assertion, déclare que, si le projet fut agité bien avant la révolution, il n'en fut jamais question pendant qu'il eut le portefeuille.

Talleyrand est remplacé.

La justification de Talleyrand ne persuadant pas ses antagonistes, le Directoire, par déférence pour l'opinion, nomma Reinhard au ministère des relations extérieures, Robert Lindet aux finances, Cambacérès à la justice. Mais un changement de ministère ne saurait amener un changement immédiat de politique extérieure, quand on n'est pas en position de négocier une paix passable ; et le renvoi de Talleyrand ne suffisait pas pour dissoudre la coalition. En jetant un regard sur le passé, on dut alors regretter amèrement toutes les extravagances de 1798. Quelle différence de résultats, si l'on se fût appliqué à consolider l'influence de la république en Italie, en y intéressant l'Espagne par l'agrandissement de l'infant duc de Parme, et la maison de Savoie par de justes indemnités, au lieu de s'aliéner les cours de la péninsule par les révolutions de Gênes, de Rome et du Montferrat ! Élever une puissance en faveur du gendre de Charles IV eût été un excellent moyen de prouver à la reine des Deux-Siciles et à Charles Emmanuel de Piémont, que nous savions

estimer l'alliance des princes qui entraient franchement en relations amicales avec nous; c'eût été engager en même temps l'Espagne à redoubler d'efforts sur mer, et à fournir, pour la garde commune de l'Italie, le contingent stipulé à St-Ildefonse. Ainsi, loin d'avoir besoin d'envoyer Macdonald à Naples et Gauthier en Toscane, on aurait eu 140 mille combattants français, espagnols et italiens, à présenter aux impériaux sur l'Adige.

Le Directoire fait fermer le Manége.

Toutefois le temps des récriminations était passé. Il ne s'agissait plus de dominer en Italie, mais bien de sauver la France. Les regards du Directoire se tournèrent sur l'intérieur, où les fureurs de la société du Manége menaçaient de tout bouleverser. De tels désordres, à la porte du palais législatif, devenaient intolérables; la société, expulsée du lieu de ses séances, alla s'installer rue du Bac, sous la présidence du régulateur Augereau. Les débats devenaient tous les jours plus orageux; l'éloge de Babœuf, prononcé à la tribune de la société, attestait qu'il était temps de frapper. Sièyes confia à Fouché le ministère de la police; et cet ancien proconsul, auquel on ne peut contester un grand esprit des affaires, se hâta de fermer l'antre du jacobinisme, en même temps que le Directoire réclamait une loi répressive des délits de la presse.

Nouveau plan d'opérations proposé.

C'était très-bien pour l'intérieur, mais il fallait d'autres mesures pour arrêter les ennemis de la France. Certain d'obtenir, par la nouvelle loi, les deux principaux éléments de la guerre, le Directoire s'occupa du soin de repousser l'invasion dont on menaçait la France du côté de l'Est. Il chargea le bureau topographique de déterminer la ligne d'opérations que prendraient probablement les armées alliées, si elles parvenaient à chasser Masséna de la Suisse; et d'indiquer les obstacles naturels ou d'art qu'on pourrait, dans cette direction, opposer à une grande invasion. Quoiqu'un militaire distingué eût tracé dans un mémoire lumineux sa direction naturelle dans la trouée entre le Jura et les Vosges, le général Clarke, chef de ce bureau, s'obstina à soutenir qu'elle se dirigeait, par la Suisse et les Alpes cotiennes, sur Lyon. En conséquence, il présenta un long travail, dans lequel il indiqua toutes les mesures à prendre pour couvrir la frontière des Alpes. Ces moyens consistaient principalement à former une armée qui aurait la garde du grand et du petit St-Bernard, du Simplon, du Mont-Cénis, du Mont-Genèvre et du Col de l'Argentière; tandis que l'armée d'Italie, débouchant de l'Apennin, reprendrait l'offensive pour prévenir le siége de Coni ou faire lever celui de Mantoue, et que l'armée d'Helvétie opérerait une diversion puissante sur la Limmat.

Joubert est chargé de l'exécuter.

Le nouveau Directoire sentant le besoin de refaire son crédit par un coup d'éclat, Joubert, jeune général qui donne de grandes espérances, est chargé de remplacer Moreau qu'on compare au temporiseur Fabius, et qu'on destine à commander sur le Rhin. Son successeur doit réorganiser une armée de 45 mille hommes en Ligurie, et s'avancer de nouveau sur le Pô afin de dégager Mantoue. Championnet, mis en jugement parce qu'il avait osé braver les proconsuls du Directoire à Naples, descend du banc des accusés pour aller commander l'armée de 34 mille hommes qu'on organise dans les Alpes.

Si la proximité de Grenoble et de Chambéry étaient des motifs pour organiser cette

armée, plutôt que d'envoyer des troupes par la Provence à Gênes, ce n'en était pas un pour donner des chefs séparés à ces armées, et assigner à celle des Alpes une destination principalement défensive. Mantoue, assez mal bloquée pendant quelques mois, l'était plus étroitement depuis la chute de Peschiera; et, tous les préparatifs étant terminés, Kray fit enfin ouvrir la tranchée le 15 juillet: Latour-Foissac capitula le 30. En même temps Chasteler et Bellegarde assiégeaient plus vigoureusement encore la citadelle d'Alexandrie, où l'artillerie autrichienne se distingua, et qui capitula également le 22 juillet, après sept jours d'une attaque très-chaude.

Il débouche de l'Apennin.

Joubert, arrivé dans le commencement d'août, débouche enfin le 12 de l'Apennin sur Novi. Il est accompagné de Moreau qui, appelé au commandement de l'armée du Rhin, veut suivre son jeune ami jusqu'après la bataille. On espère n'avoir à combattre qu'une quarantaine de mille hommes [1]. Un bruit vague se répand que Mantoue a capitulé, mais on n'y ajoute pas foi.

Le 14 août, au soir, la droite et le centre sont réunis sur le superbe plateau de Novi, au pied de l'Apennin, lorsqu'on apprend la triste nouvelle, non seulement que Mantoue a réellement succombé, mais encore que le corps de Kray qui l'assiégeait se trouve déjà réuni à Suwarof, prêt à nous recevoir dans la plaine. On a peine à croire qu'une place qui m'a résisté dix mois entiers soit tombée en trois mois devant des Autrichiens; il n'est que trop vrai que Latour-Foissac l'a mal défendue; et, en admettant même qu'il ait été attaqué plus régulièrement, et qu'il n'ait pas eu les mêmes moyens que le maréchal autrichien, toutefois est-il certain qu'il eût pu prolonger sa défense d'une quinzaine de jours au moins; il n'en fallait pas davantage pour le sauver.

Bataille de Novi.

On reçoit, dans la soirée, la confirmation de ce malheur, de manière à ne pouvoir en douter. Dès lors rien ne doit porter l'armée à risquer une bataille contre un ennemi supérieur. Il faut revenir sur l'Apennin, et concerter un autre plan d'opérations avec Championnet: mais on a une belle position; la gauche doit venir s'y réunir dans la matinée; rien ne semble exiger une retraite précipitée, car il n'est pas probable que l'ennemi devienne assaillant d'un poste si formidable, quand il a intérêt à nous attirer en plaine. Suwarof en juge autrement: il fait attaquer le 15 août, au point du jour, par sa droite aux ordres de Kray. Déjà les colonnes autrichiennes grimpent les rampes du coteau, couvertes de vignobles, et paraissent sur le plateau. Joubert y vole, se met à la tête du 34e régiment, culbute l'ennemi, mais est frappé à mort à la première décharge: il était à peine six heures du matin.

Moreau, qui semble destiné dans cette campagne à être chargé de toutes les mauvaises affaires, prend le commandement d'une armée engagée malgré elle et sans but;

[1] Avant la prise de Mantoue, Suwarof renforcé avait:

55	mille hommes entre Alexandrie et Tortone.
13	mille sous Kaim vers Turin et les Alpes.
14	mille sous Haddick en Valais.
A rep. 82	

Report. 82	
6	mille sous Ott et Klénau à Modène, Ferrare.
27	mille sous Kray devant Mantoue.
Total. 115	mille.

Joubert et Championnet en avaient 70 mille.

il parvient d'abord à repousser l'ennemi.

Depuis trois heures on se bat à notre gauche, quand Suwarof débouche à neuf heures contre le centre à la tête du corps russe, et veut à tout prix enlever de front Novi et ses hauteurs. St-Gyr s'y défend à merveille; deux fois l'ennemi repoussé, pris en flanc par Watrin, est ramené jusqu'à Pozzolo-Formigaro. Enfin Mélas avec la réserve, ou plutôt avec la gauche des coalisés, arrive à deux heures seulement de Rivalta, longe la Scrivia, fait gravir à 8 bataillons de grenadiers le revers du Monte-Rotundo où passe la route de Gavi et de Gênes, et tourne ainsi la position. Suwarof et Kray le secondent par un nouvel effort. Dès lors la retraite devient à la fois inévitable et difficile. On l'effectue par des traverses sur Pasturana, où le défilé s'encombre. Pérignon et Grouchy, voulant donner le temps à la colonne de filer, reçoivent le combat en avant contre les forces quadruples que l'ennemi amène de tous les rayons de la circonférence. Ils sont blessés et pris avec 4 à 5 mille braves qui partagent leur sort: une bonne partie de l'artillerie tombe au pouvoir des alliés. Cette fatale journée décide irrévocablement du sort de l'Italie.

Masséna reprend les petits cantons.

Plus heureux, Masséna remportait au même instant (14 août) un avantage signalé. Par un hasard assez bizarre, il combinait la reprise de la ligne des hautes Alpes, qu'il avait perdue au mois de juin, au moment où l'archiduc Charles, enfin renforcé par Korsakof, voulait en profiter pour prendre l'offensive du côté opposé.

Beau projet de l'archiduc, qui échoue.

L'archiduc voulait concentrer son armée au-dessous de Bruck, afin de franchir d'un même coup les lignes de l'Aar, de la Limmat et de la Reuss, rivières considérables et rapides qui se réunissent près de cette ville.

De Bruck à Arau, il n'y a que quatre lieues, et dans une même journée l'archiduc pouvait franchir trois barrières importantes, et se saisir des hauteurs du Jura qui séparent Arau de Bâle. Ce mouvement eût compromis d'une manière grave le salut de l'armée française, qui s'étendait sur l'Albis jusqu'à Glaris.

Le Directoire, de son côté, voulant faire aller de front les entreprises de Joubert et celles de Masséna, avait pressé celui-ci de prendre l'offensive. Il fallait y préluder en reprenant la chaîne des hautes Alpes, qu'on avait dû abandonner au mois de juin.

Lecourbe, renforcé, attaque le corps de Simbschen, s'empare du Grimsel, du Furca, du St-Gothard et du Crispalt; fait 4 mille prisonniers. La division du Valais chasse Rohan du Simplon. Soult et Chabran balayent le canton de Glaris et la gauche de la Linth. Ces succès partiels, loin d'être un bonheur, eussent complété la ruine de l'armée, si le projet de l'archiduc n'eût échoué.

Trente mille Autrichiens et autant de Russes s'étaient réunis, le 16 août, en face du village de Dettingen. La seule division Ney couvrait Bruck et le Frickthal; il ne se trouvait que 6 bataillons à portée de disputer le passage. Tel est l'inconvénient d'avoir des lignes immenses et une foule de points à garder. Les 122 bataillons et 140 escadrons qui composaient les armées du Rhin et du Danube eussent formé, si la Suisse avait été neutre, une armée imposante entre Ulm et Strasbourg; tandis que, réduits à tout couvrir, depuis Genève jusqu'à Dusseldorf, ils ne présentaient qu'une force active de 70 à 75 mille hommes, dispersés encore sur une ligne de 100 lieues; il n'y en avait pas 8 mille au point du passage.

Les Autrichiens, méprisant les précau-

tions d'usage, espèrent jeter leur pont sous la protection de 40 pièces qui balayent la plage, sans faire passer des troupes pour couvrir les travailleurs. La brigade Quetard, accourue au premier bruit, est bientôt forcée de s'éloigner ; les obus autrichiens mettent le feu à Dettingen. Un bataillon de carabiniers zuricois se jette dans les masures, et, à l'aide de leurs excellentes carabines, ces braves et habiles tireurs abîment les pontonniers ennemis. D'un autre côté, le fond rocailleux de l'Aar empêchait les ancres de tenir. Plusieurs heures se passent. Dix mille Français, réunis sous les ordres de Ney, ayant eu le temps d'accourir près du passage, découragent l'archiduc, et il renonce à son projet. Ce fut un grand bonheur pour les Français ; car, s'il eût réussi, on ne saurait trop calculer les suites désastreuses qu'il eût entraînées. Masséna était alors avec la réserve dans le Muttenthal, la moitié de son armée eût été perdue.

Nouveau plan de la coalition.

Les coalisés, enivrés de leurs victoires, avaient vu néanmoins leur ligne un instant compromise par les dissensions survenues entre Suwarof et le cabinet de Vienne. Le maréchal russe, arrivé à Turin, n'avait rien eu de plus pressé que de rappeler le roi de Sardaigne dans sa capitale. Mais Thugut, plus rusé diplomate, ne voulait rien préjuger sur le sort futur du Piémont, et s'y opposa fortement. Il avait déjà marchandé à Selz quelques provinces piémontaises, et peut-être voulait-il faire, de ce retour du roi, une spéculation pour obtenir de lui le Novarais à la paix, et partager ainsi avec la maison de Savoie le titre et les fonctions de *portier des Alpes*. Cette politique déplaisait à Suwarof, qui, contrarié aussi de l'inaction de Kray à l'époque de la Trebia, se plaignit avec tant d'amertume, que la mésintelligence menaça le camp des alliés.

Les cabinets de Londres et de Vienne s'entendirent pour proposer un nouveau plan d'opérations à celui de Pétersbourg ; il fut convenu :

1° Que toutes les troupes russes de Suwarof et Korsakof se réuniraient en Suisse pour former le centre, et pénétrer en Franche-Comté de concert avec un corps d'Autrichiens ;

2° Que l'archiduc Charles se dirigerait, avec le gros de son armée, sur Manheim, reprendrait cette place, passerait le Rhin autant pour seconder Suwarof que pour favoriser une expédition anglo-russe destinée à descendre en Hollande ;

3° Que celle-ci, commandée par le duc d'Yorck, et composée de 25 mille Anglais, 15 mille Russes sous le général Hermann, délivrerait la Hollande, et, aidée par les troupes que le stathouder y leverait, ainsi que par la diversion de l'archiduc, chasserait même les Français de la Belgique ;

4° Que Mélas commanderait les Autrichiens restés seuls arbitres de l'Italie, et acheverait notre expulsion de la Ligurie et du Piémont ;

5° Que la flotte russe, après avoir soumis Corfou, seconderait l'attaque d'Ancône confiée au corps de Froelich ;

6° Que les Anglais aideraient les Napolitains à la réduction des garnisons laissées à Naples, Rome, Civita-Vecchia, etc.

L'archiduc marche sur Manheim.

Suwarof allant partir d'Italie et déboucher en Suisse, l'archiduc devait, sans objections, opérer son mouvement sur le Bas-Rhin. Il se mit en marche le 31 août ; mais ne voulant pas laisser Korsakof exposé seul aux coups que le cabinet de Vienne semblait lui ménager à dessein, il laissa le corps de Hotze, d'environ 25 mille hommes,

dans les petits cantons, et celui de Nauendorf, de 10 mille, à l'embouchure de l'Aar dans le Rhin, couvrant la forêt Noire et la droite des Russes.

L'archiduc, instruit à Doneschingen que le général Muller avait passé le Rhin à Manheim avec 18 mille hommes, et bombardait Philipsbourg, porta le corps du général Starray au secours de cette ville, et marcha lui-même, avec 55 mille hommes, pour le soutenir. Muller n'eut garde de l'attendre, et se hâta de repasser le Rhin, en laissant la faible division Laroche à la garde de Manheim. L'archiduc l'attaque le 17 septembre, pénètre par la tête de pont de Neckerau, et, malgré les efforts de Ney accouru sur les lieux, il s'empare de la place et de 1500 prisonniers.

Plan de Suwarof.

Suwarof avait une tâche difficile : les tentatives de Moreau pour débloquer Tortone l'avaient entraîné à différer son départ; il s'était mis en marche d'Asti, le 11 septembre, onze jours après l'archiduc; tandis que pour bien faire il eût fallu qu'il s'ébranlât avant lui. Trois chemins s'offraient à son choix : il pouvait déboucher par le Valais dans le pays de Vaud pour faire diversion, mais il s'exposait à être battu isolément; il pouvait franchir le St-Gothard sans artillerie, déboucher sur Schwitz et se joindre à Hotze, tandis que son matériel irait par Coire; enfin, il pouvait de Como prendre la route du Splugen pour venir faire sa jonction par les Grisons, sans combattre. Il préféra le St-Gothard comme plus sûr que le premier moyen, et moins long que le troisième.

Bataille de Zurich.

Instruit par Suchet du départ de Suwarof pour la Suisse, et sachant bien que l'archiduc avait conduit le gros de son armée sur Manheim, Masséna ne pouvait laisser échapper l'occasion de battre Korsakof avant l'arrivée du maréchal; car s'il attendait le vainqueur de Novi, il était plus que probable qu'il se verrait ramené sur le Jura. Il rassemble donc environ 38 mille hommes au centre, et se décide à attaquer le 25 septembre.

Soult passe la Linth à Schœnis. Hotze accouru au premier feu est tué, ainsi que son chef d'état-major; le désordre se met dans son corps, qui est culbuté sur le Toggenbourg, avec perte de 5 mille hommes hors de combat. Mortier attaque Zurich à la rive gauche de la Limmat. Lorges et Ménard passent la Limmat à Fahr, pour tourner Zurich et assaillir le Zurichberg.

Korsakof avait reçu de Suwarof l'avis qu'il serait le 26 à Schwitz, et son corps de bataille était blotti en avant de la petite ville de Zurich, prêt à attaquer l'Albis, lorsque le canon de Foy et de Lorges, tonnant vers Fahr, lui apprend le danger qui le menace. Cependant le général russe, jugeant mal de sa position, pousse sa gauche entre la Zil et le lac, et s'acharne contre une fausse attaque du général Drouet. Ce ne fut qu'à l'arrivée de Masséna et de Lorges au nord de Zurich, qu'il sentit qu'il était compromis. Il avait une division en face de Bruck, à Wurenlos; il s'en trouvait coupé par le passage de Masséna à Fahr : il fallait se décider sur-le-champ ou à percer par l'Albis pour aller sur Schwitz joindre Suwarof, ou à jeter toutes ses forces sur Lorges pour lui faire repasser la Limmat. Korsakof ne savait à quoi se résoudre : la crainte de ne pas obéir à Suwarof lui faisait redouter le seul parti sage qu'il eût à prendre, celui de fondre sur Lorges. La nouvelle de la mort de Hotze et de la défaite de son corps acheva de le plonger dans l'embarras; il persista à se main-

tenir, avec la moitié de ses forces, entre la Zil et Zurich, où Mortier et les grenadiers réunis de Klein le combattirent à chances balancées toute la journée. Cependant Oudinot et Lorges canonnaient déjà la porte de Winterthour, et couronnaient les hauteurs qui dominent Zurich au nord, seule retraite qui restât à l'ennemi.

Korsakof se retire sur le Rhin.

Enfin Korsakof se décide dans la nuit. Toute son armée traverse Zurich, et débouche, le 26 au matin, pour se rouvrir la route de Schaffouse; ce qu'elle parvient à faire en repoussant la division Lorges. Cependant celle-ci, ayant reçu du renfort, attaque de nouveau la ligne ennemie, coupe la queue de ses colonnes, tandis que Mortier pénétrait dans la petite ville de Zurich, abandonnée à la garde de quelques pelotons de tirailleurs. Korsakof parvient à gagner Schaffouse, mais en nous abandonnant 5 mille blessés, 2 mille prisonniers et presque toute son artillerie. Il eut plus de 10 mille hommes hors de combat; Hotze en avait au moins 5 mille.

Suwarof passe le St-Gothard.

A peine Masséna venait-il de remporter cette brillante victoire, qu'il reçut la nouvelle des succès de Suwarof au St-Gothard. Le maréchal, retardé trois jours à Lucerne, n'avait pu attaquer Airolo et les rampes méridionales de la montagne que le 25 et le 24. Secondé par Strauch, il délogea Gudin, le força à se retirer sur le Furca, et bivouaqua à l'hospice. Une colonne de 6 mille Russes, sous Rosenberg, dut marcher à travers les rocs, les glaces, et les précipices du Crispalt, pour descendre sur Urseren et couper Lecourbe, s'il osait tenir au pont du Diable.

Cette marche audacieuse autant que pénible atteignit son but : Lecourbe, instruit à l'hospice de l'arrivée de l'ennemi à Urseren, prend son parti en désespéré, jette son canon dans la Reuss, grimpe les montagnes presque inaccessibles de Geschenen, en suit les flancs, puis redescend à Wasen; mais il apprend ici qu'une autre colonne autrichienne, venue des Grisons, est déjà maîtresse de la vallée vers Amsteg; tandis que Suwarof, de son côté, avait forcé l'arrière-garde au pont du Diable, après un combat sanglant, et opéré sa jonction avec Rosenberg. L'audace de Lecourbe s'accroît avec le danger; il se jette sur la colonne autrichienne sans hésiter. Celle-ci, menacée d'un autre côté par la réserve qui venait d'Altorf au-devant de Lecourbe, s'estime trop heureuse de n'être pas écrasée elle-même, et lui ouvre le passage. Ce général passe alors la Reuss à Seedorf, détruit le pont, et s'adosse aux montagnes de Surenen et au canton de Berne.

Il se jette par d'horribles chemins sur le Muttenthal.

Suwarof descend alors sans obstacle sur Altorf et Fluelen; mais ici s'arrête tout chemin praticable, et il faut s'embarquer sur le lac de Lucerne, seule voie de communication de ce canton avec celui d'Uri. La position était critique : Lecourbe avait une flotille armée, et s'était saisi du petit nombre de barques existantes. Le général russe n'avait pas à hésiter; il grimpa les parois escarpées des montagnes de Kesseren dans le Schachental, où jamais troupe n'avait passé, et que Lecourbe même n'avait pas jugées praticables : il y perdit le peu de canons de montagne qu'il avait, beaucoup d'hommes et de chevaux, et arriva exténué dans le Muttenthal, le 28, trois jours plus tard qu'il n'y comptait.

La défaite de Korsakof le force à marcher sur Glaris.

Instruit du désastre de Korsakof, il

espérait du moins être secouru par deux divisions de la droite de Hotze, qui, dans le plan général, devaient s'emparer de Glaris et assurer la communication avec lui.

Défaite des Autrichiens dans ce canton.

Ces divisions, aux ordres de Jellachich et de Linken, avaient en effet attaqué la seule brigade Molitor, le 25. Jellachich débouchait sur Wesen par le mauvais sentier qui longe le lac de Wallenstadt. Molitor lui en imposa par sa belle résistance; et le général autrichien, engagé dans le coupe-gorge, ayant appris la défaite et la mort de Hotze, se crut perdu s'il y restait, et se retira sur Wallenstadt.

Le lendemain, Linken, débouchant des Grisons en trois colonnes par le défilé d'Engi et le Todiberg, descend la vallée de Sernst, enlève un bataillon de Molitor aventuré seul dans les montagnes, et s'avance sur Glaris; mais Molitor, débarrassé de Jellachich, lui oppose la même résistance; et le général autrichien, instruit du sort de ses collègues, reprend la route des Grisons, de peur d'être enlevé. Il est à remarquer que le général Molitor, avec 4 bataillons français et 2 suisses, avait ainsi déroute le point décisif de jonction de 12 mille autrichiens avec Suwarof. Les localités le favorisaient, il est vrai; mais sa fermeté, son activité et sa résolution n'en sont pas moins dignes d'éloges.

Retraite pénible de Suwarof.

Suwarof s'achemina aussitôt de Mutten vers le Bragel, montagne difficile où il trouva encore l'avant-garde de ce Molitor qui faisait face à tous. Il se convainquit par là que les Autrichiens avaient disparu de Glaris; et, pour comble d'embarras, Mortier et Masséna avec les vainqueurs de Zurich venaient d'arriver à Schwitz; les grenadiers de Klein à Einsiedlen. La moindre hésitation eût tout perdu. Auffenberg et Bagration forcèrent heureusement la petite avant-garde de Mortier au Kloenthal, le 30, et descendirent sur Glaris. Suwarof les suivait avec Derfelden. Le général Rosenberg, resté avec 4 bataillons dans le Muttenthal, y fut attaqué, le 1er octobre, par Mortier qu'il repoussa de la manière la plus glorieuse jusque sur Schwitz. Débarrassé par ce succès, l'arrière-garde atteignit le Bragel sans perte. Molitor s'était replié à Neffels, derrière la Linth. Bagration fut chargé de l'attaquer le 1er octobre. On se battit de part et d'autre avec fureur : la petite troupe de Molitor faisait des prodiges: ses ennemis ne lui cédaient en rien; enfin, l'arrivée de la division Soult, qui revenait sur ses pas après avoir chassé les débris de Hotze jusque dans les Grisons, fixa la victoire. Cet incident aggravait encore la position de Suwarof, qui n'avait plus une minute à perdre. Il se jeta, par le sentier de Panix et d'Engi, c'est-à-dire par les flancs du Todiberg, dans les Grisons, route horrible dans la belle saison, et qui alors était d'autant plus pénible et dangereuse, qu'elle était couverte de neige. Le peu de chevaux et de mulets qui lui restait fut abandonné au pied de ce gouffre. Plusieurs centaines d'hommes périrent dans les précipices. Aucune expression ne saurait rendre ce que cette retraite eut d'horrible. La gloire n'est pas uniquement le prix des dangers et de la victoire; il y en a aussi à braver les éléments, la nature, les privations. Sous ce rapport, il y eut peu d'événements plus glorieux pour les deux partis dans cette guerre mémorable.

Effort infructueux de Korsakof sur Winterthour.

Pendant ce temps, Korsakof avait été

renforcé par quelques Bavarois et par la petite armée de Condé, qui venait du fond de la Russie avec 3 à 4 mille émigrés pour conquérir la France. Ce général sentit que, pour laver l'affront de Zurich, il fallait à tout prix dégager son général en chef compromis. A cet effet il s'était avancé de Constance et de Busingen sur Winterthour; mais, attaqué ici par les réserves et par les divisions Lorges et Ménard, il fut forcé de se retirer derrière le Rhin et de couper ses ponts.

L'archiduc revient de Manheim vers la Suisse.

L'archiduc Charles était accouru, comme nous l'avons dit, sur Manheim par ordre de son cabinet : il y reçut bientôt la nouvelle du désastre de Zurich, ce qui le décida à renoncer à tout autre projet qu'à celui de sauver l'armée; et il revint en toute hâte à Doneschingen.

Mésintelligence avec Suwarof, qui se retire en Bavière.

L'archiduc proposa à Suwarof de venir le joindre pour rentrer en Suisse par Schaffouse : Suwarof préférait rentrer de son côté par Rheineck. Le général autrichien blâma cette double opération, et le vieux maréchal irrité prit le chemin de la Bavière, où il mit ses troupes en cantonnements.

Descente des Anglo-Russes en Hollande.

Dans ces entrefaites, les Anglais et les Russes avaient exécuté le projet d'invasion en Hollande. Abercrombie descendit d'abord, le 27 août, dans la Nord-Hollande avec 3 mille Anglais suivis le lendemain de 12 autres mille. Il n'avait trouvé que la faible division Daendels, qui ne put s'y opposer. L'escadre anglaise de l'amiral Mitchell pénétra dans le Texel, et celle des Hollandais, excitée par les orangistes, s'insurgea, et força l'amiral Story d'arborer le pavillon du stathouder et de remettre l'escadre aux Anglais.

Le choix de la presqu'île étroite de la Nord-Hollande, convenable pour protéger un premier débarquement, devait aussi favoriser la défensive de Brune. Ce général réunit à Alkmaer les divisions françaises de Gouvion et de Vandamme, avec les deux divisions bataves de Dumonceau et de Daendels; ce qui lui forma une armée de 22 mille hommes. Il voulut forcer, le 10 septembre, la position avantageuse d'Abercrombie à Slaper-Dyc, et fut repoussé.

Le prince d'Orange se montrait en même temps aux frontières de la Frise; mais ses partisans, alors peu nombreux, ne purent rien faire en sa faveur.

Les Russes et les Anglais débarquèrent enfin, le 16 septembre, les restes de l'expédition sous le duc d'Yorck; ce qui porta leurs forces à 35 mille hommes. Brune avait eu des renforts qui portaient les siennes à 28 mille combattants.

Le 19 septembre, les coalisés attaquèrent Brune à Alkmaer; l'effort principal devait se faire vers Bergen par les Russes, et au lieu de les soutenir convenablement, le gros des Anglais se jeta sans raison dans les lagunes du Zuyderzée. Les Russes se divisèrent en deux colonnes : celle du général en chef Hermann donna contre Vandamme, qui fut ramené derrière Bergen; mais Gouvion et Rostolland l'ayant secouru à propos, la colonne russe, attaquée de front et en flanc, fut abîmée; Hermann tomba lui-même au pouvoir des nôtres avec 2 mille hommes; le reste périt ou se dispersa. Essen, qui s'avançait plus à gauche, assailli à son tour et menacé à revers, se réfugia derrière le Zyp. Dundas, secondé d'une brigade russe, avait d'abord battu Dumonceau à Schoorldam; mais les renforts que Brune put y envoyer le forcèrent bientôt à se reti-

rer avec perte. Au centre, Pulteney avait obtenu un avantage insignifiant sur Daendels ; il rentra bientôt dans sa position. A la gauche, Abercrombie, ne trouvant que de faibles détachements à Hoorn, fatigua ses troupes par des chemins horribles, sans prendre aucune part à l'affaire.

Une nouvelle tentative eut lieu, le 2 octobre, à Egmont-op-Zée. Abercrombie prit cette fois l'attaque principale contre la gauche de Brune, et, favorisé par les flotilles dont le feu dominait la plage, il décida Brune à se replier sur Alkmaer pour attendre la division Boudet, qui devait arriver le 5 de la Belgique. Le 6, les Anglais voulurent marcher sur Harlem pour sortir du terrain inextricable dans lequel ils s'étaient engagés. Le combat commença à Castricum, et les alliés furent de nouveau repoussés avec une perte assez sensible.

L'armée alliée était confinée dans les lagunes du Zyp : les pluies d'automne rendaient sa position très-pénible ; la nouvelle de la bataille de Zurich la laissait sans espoir de secours du côté du Rhin ; les orangistes ne bougeaient pas ; l'Angleterre avait atteint la moitié de son but en prenant la flotte batave. En conséquence, le duc d'Yorck résolut de retourner à Londres, et s'assura, par un traité d'évacuation peu glorieux, les moyens de le faire sans être entamé. Ce traité fut signé le 18 octobre.

Telle était la situation de nos affaires quand j'arrivai à Paris. La Suisse et la Hollande venaient ainsi d'être heureusement délivrées dans un moment décisif où la jonction des forces russes au centre des opérations eût pu menacer même le sol français d'invasion. Mais l'anarchie était plus que jamais dans l'état, et la coalition continuait à remporter en Italie des succès assez marquants pour menacer nos départements du midi, où les passions réactionnaires commençaient à fermenter d'une manière alarmante.

Lecourbe est forcé de lever le siége de Philipsbourg.

Le départ de l'archiduc de Manheim pour revenir au secours de Suwarof avait fait donner à Lecourbe l'ordre de repasser le Rhin afin de réduire Philipsbourg : il réussit à l'investir ; mais Starray renforcé nous obligea deux fois à renoncer à cette tentative. Un armistice mit fin à cette entreprise sans résultat direct sur le sort de la guerre.

Efforts inutiles de Championnet pour sauver Coni.

Une opération plus importante avait aussi échoué en Italie. Championnet, qui avait succédé à Joubert et à Moreau dans le commandement en chef aux Alpes et en Italie, dut profiter du départ de Suwarof pour dégager Coni, seule place que nous eussions conservée au versant sur le Piémont, et dont Mélas se disposait à faire le siége.

Afin d'y mettre obstacle, plus de 50 mille hommes furent mis en mouvement depuis la Spezzia et la Bochetta, par l'Argentière, jusques au mont Cénis. Six ou sept corps morcelés sur cette immense circonférence devaient difficilement réussir contre l'armée de Mélas concentrée sur la Stura, entre Turin et Alexandrie, et pouvant, en une ou deux marches, porter ses masses où bon lui semblait.

C'était absolument la répétition de la bataille de Rivoli appliquée à une échelle dix fois plus vaste.

Championnet, repoussé à la fin de septembre dans une première tentative sur Mondovi, en avait fait une plus sérieuse à la fin d'octobre : la même faute dut nécessairement amener les mêmes résultats. St-Cyr, avec l'aile droite, obtint bien un succès partiel très-glorieux en avant de Novi le 24 oc-

tobre ; mais les divisions du centre, agissant sans ensemble sur Fossano, furent battues, le 3 novembre, par 34 mille Autrichiens, qui les accablèrent de leur supériorité au moment où Duhesme débouchait avec l'aile gauche de Fénestrelles par Saluces sur Savigliano. Celui-ci, repoussé à son tour, dut regagner le pied des montagnes. Pendant ce temps, St-Cyr avait lutté avec succès à Novi contre Kray, qui venait d'y être renforcé par la division du Valais que les grandes neiges rendaient inutile au Simplon et au St-Bernard. Mais le centre, battu de nouveau à Mondovi le 10 novembre, et la gauche refoulée dans les Alpes, rendaient toute jonction désormais impossible ; et rien ne put empêcher Mélas de pousser vivement le siége de Coni, qui capitula le 4 décembre. Kray repoussa alors St-Cyr sur la Bochetta, et Klénau, débouchant même de la rivière du Levant, tenta, mais inutilement, de nous enlever Gênes.

Pendant que Mélas couronnait ainsi une campagne glorieuse par des manœuvres qui lui faisaient honneur, le général Frolich avait été chargé de soumettre Ancône, où le général Monnier avait tenu la campagne malgré l'approche d'une escadre russe et d'un corps d'observation de Russes, de Turcs et de paysans insurgés. Le siége fut enfin commencé le 1er novembre, et, nonobstant la belle défense de Monnier et de sa petite garnison, la place se rendit le 12 : la garnison, de 2700 hommes, rentra en France sur parole, couverte de lauriers.

Telle fut l'issue de cette célèbre campagne de 1799 si féconde en événements, et dont j'ai dû tracer une esquisse pour nous reporter à la situation des affaires lors de mon avénement au consulat.

CHAPITRE VI.

Retour d'Égypte. Journée du 18 brumaire. Napoléon nommé premier consul. Campagne de 1800. Batailles d'Engen et de Moskirch. Masséna investi dans Gênes. Passage du St-Bernard. Bataille de Marengo. Armistice. Négociations infructueuses avec l'Autriche. Nouvelle rupture. Batailles de Hohenlinden et du Mincio. Paix de Lunéville. Affaire des neutres. Bataille navale de Copenhague. Pitt se retire du ministère. Mort de Paul Ier. Négociations entamées avec l'Angleterre. Préliminaires de Londres. Traité avec la Russie, la Porte, les États-Unis. Expédition de St-Domingue. Réunion du Piémont. Concordat. Établissement de la république italienne. Paix d'Amiens. Contre-révolution de Suisse. Acte de médiation. Intervention de la France et de la Russie pour les indemnités en Allemagne.

La nécessité de suivre l'enchaînement des opérations militaires m'a fait anticiper un peu sur les événements : il faut retourner au vaisseau sorti d'Alexandrie le 24 août, et qui portait à la fois mes destinées et celles de l'Europe. Notre traversée, quoiqu'un peu longue, fut heureuse, et, le 6 octobre, je débarquai à Fréjus. Ma présence excita l'enthousiasme du peuple. Ma gloire militaire rassurait tous ceux qui tremblaient à l'idée de l'invasion étrangère. Mon voyage eut l'air d'un triomphe, et je compris, en arrivant à Paris, que la France était à ma discrétion, car tout y était mûr pour un grand changement.

Nécessité d'un changement dans l'ordre des choses.

Après une révolution qui a détruit de fond en comble l'édifice social, déplacé tous les intérêts, retrempé toutes les habitudes, un gouvernement jaloux de mettre un terme aux bouleversements ne doit pas seulement améliorer des lois enfantées dans le délire des factions, ou dictées par l'enthousiasme ; il faut qu'il y substitue une charte qui fixe invariablement les principes généraux, les bases des lois organiques et les principales garanties des libertés publiques : laissant au temps et à l'expérience le soin de rédiger successivement les lois de détail nécessaires pour assurer la marche du gouvernement, et les codes qui déterminent les droits et les devoirs des citoyens. Chaque magistrat éclairé sentait que la constitution de l'an III était détestable, et que les autorités qu'elle avait produites manquaient de capacité ; mais on n'était pas si bien d'accord sur les remèdes à y apporter.

Les moyens de remédier au vice qui mine un état représentatif et électif sont plus ou moins difficiles, selon la situation où les antécédents ont placé celui qu'il s'agit de sauver. Au premier aspect, le plus simple et le plus régulier paraîtrait de confier au corps législatif le droit de modifier le pacte constitutionnel. Toutefois n'est-il pas à craindre, en adoptant ce système, que les conseils, jaloux d'empiéter sur le pouvoir

exécutif, ne cherchent toutes les occasions de le restreindre, et que, chaque jour signalant de nouvelles ambitions, on ne voie se succéder des chocs qui renverseront bientôt les institutions primitives? Si l'on attribue, au contraire, l'initiative de ces changements au pouvoir exécutif, le danger n'est-il pas plus imminent, et, sous prétexte du salut public, enchaînant les conseils, ne les forcera-t-il pas à un suicide pareil à celui qui frappa le corps législatif au 18 fructidor? D'ailleurs, quelle confiance peut inspirer un pacte dont la durée dépend du caprice des magistrats, dont il trace à peine les devoirs et fixe mal les limites.

Si, pour éviter ces deux écueils, on confie à une troisième autorité la garde de la constitution, et qu'on la charge d'introduire les grandes innovations réclamées par les besoins et les vœux de tous, il est facile de prévoir que le but ne sera pas atteint: le pouvoir exécutif, qui disposera du trésor et des troupes, qui signera les alliances, distribuera les emplois, dominera inévitablement ce tribunal suprême ou sera bientôt aux prises avec lui. Quel que soit le résultat de cette lutte, elle aura de fâcheuses conséquences; car un coup d'état contre cette assemblée devient inévitable, à moins qu'elle ne se condamne volontairement au rôle abject du sénat de Tibère, ou qu'elle ne s'empare au contraire de l'autorité, comme fit jadis le factieux sénat de Stockholm.

Cette vérité, démontrée par tant de cruelles expériences, prouve qu'un gouvernement représentatif, entaché d'esprit d'anarchie, ne saurait être soumis à des réformes légales, sans mettre à chaque instant la liberté en péril, ou sans ébranler l'état par des institutions qui engendreront elles-mêmes le vice qu'on cherche à extirper.

La garantie d'un corps spécialement constitué pour ces réformes étant donc à peu près nulle, il ne reste alors que les coups d'état frappés à l'aide des baïonnettes : remède non moins terrible sans doute, mais dont l'application ne fut pas toujours funeste aux nations forcées d'y recourir. En effet, quoi qu'en disent ces spéculateurs politiques qui prétendent soumettre la marche des sociétés à des règles immuables, on citera la dissolution du parlement par Cromwell, celle du sénat de Stockholm par Gustave III, et le 18 brumaire, comme des preuves que l'intervention de la force armée peut aussi être regardée comme un moyen de salut dans les grands périls qui menacent une nation. Si ces imposants témoignages de l'histoire viennent à l'appui de mon assertion, il restera néanmoins à décider par qui et dans quelle circonstance une telle intervention doit être exercée, pour ne pas devenir mille fois plus odieuse que tous les vices des institutions, et ramener les peuples aux révolutions dégoûtantes du Bas-Empire. Mon but n'étant point d'entrer ici dans des discussions de droit public, je me bornerai à ces observations, indispensables pour apprécier un événement qu'il est de mon devoir de rapporter avec quelques détails.

A l'époque où nous touchons, tout le monde en France désirait la révision de la constitution, et l'abrogation de cette foule de lois rendues par des assemblées en délire. L'opinion générale repoussait ce Directoire, dont l'administration n'avait produit, depuis deux ans, que des désastres; que le 18 fructidor et le 22 floréal avaient signalé comme une autorité despotique, mais dont la journée du 30 prairial avait mis à nu l'avilissement et la nullité. On était également fatigué des débats scandaleux qui s'élevaient chaque jour dans les conseils; et leur état d'hostilité permanente contre le

pouvoir exécutif faisait souhaiter une plus juste pondération entre les principales autorités de la république.

Sièyes en médite un depuis longtemps.

Sièyes, parvenu depuis trois mois à la suprême magistrature, suivant d'un œil attentif les progrès de l'opinion. Avantageusement connu par le succès de ses missions diplomatiques, aussi bien que par ses talents administratifs, et jouissant encore de la popularité acquise par ses premiers écrits, il avait conçu le projet de substituer aux autorités existantes un gouvernement qui eût plus de force et d'unité, et qui surtout offrît des garanties à la propriété et aux droits des citoyens. Il y était d'autant plus intéressé que déjà les jacobins, mécontents de la clôture du Manége, l'attaquaient ouvertement dans leurs journaux, et demandaient aux conseils d'annuler son élection, qu'ils présentaient comme inconstitutionnelle: les uns prétendent qu'il avait eu le projet d'appeler un prince de Brunswick au trône, et que sa mission à Berlin n'avait pas eu d'autre but. Il vantait, dit-on, ce choix comme le plus propre à repousser pour toujours une réaction contre-révolutionnaire; d'autres pensent que le rusé faiseur de constitutions se réservait pour lui-même la présidence viagère d'une république, dont il avait rêvé l'établissement. Si l'entreprise ne semblait pas exempte de dangers, elle n'était pas impossible; car toute la France conspirait en quelque sorte, et les directeurs eux-mêmes travaillaient avec ardeur, quoiqu'en sens divers, à la ruine d'un édifice qu'ils ne se sentaient plus la force de soutenir. Nombre de législateurs s'associèrent bientôt aux projets de Sièyes, particulièrement dans le conseil des anciens, les uns par ambition déçue, d'autres par ambition à satisfaire; enfin les plus sages, dans la persuasion que le char de l'état ne pouvait plus marcher au milieu des obstacles qui l'environnaient. Le conseil des cinq-cents au contraire, malgré l'épuration de floréal, comptait encore beaucoup de républicains zélés, qui n'eussent jamais adhéré à des changements dont l'abolition de la constitution de l'an III eût été la conséquence. Cependant mon frère Lucien, président de ce conseil, favorisé par l'auréole de gloire que je répandais sur toute ma famille, et poussé par un esprit tracassier qui ne s'est jamais démenti, était parvenu à s'y former un parti puissant.

Un des hommes sur qui Sièyes se reposait le plus était Talleyrand, sous les ordres duquel il s'était trouvé pendant son ambassade à Berlin, lorsque celui-ci tenait le portefeuille des affaires étrangères. Outre la conformité de vues, Talleyrand brûlait, comme ce directeur, de tirer vengeance des vociférations dont il venait d'être l'objet peu de mois auparavant. Un triomphe éclatant pouvait seul lui rendre son ancienne réputation, et rien ne devait lui coûter pour l'obtenir.

Mais une révolution de la nature de celle que l'on méditait devenait impossible sans le secours et l'assentiment des troupes; il fallait gagner un chef militaire connu des armées, et pourtant assez docile pour suivre la direction qu'on voudrait lui tracer, et s'arrêter quand on le lui commanderait. Les généraux Moreau et Joubert furent les seuls sur lesquels on jeta d'abord les yeux: le premier avait inspiré quelque défiance par sa conduite équivoque au 18 fructidor; et la mort frappa le second au moment où l'on se flattait qu'il obtiendrait, par la victoire, assez de considération pour mener cette grande entreprise à sa fin.

Mon retour accélère l'explosion.

On voit ainsi que les esprits étaient bien

disposés, lorsque, poussé par la fortune, je venais de débarquer à Fréjus, le 6 octobre, après avoir échappé, comme par miracle, aux croisières anglaises. Mon arrivée et le concert d'acclamations qui m'accompagna jusqu'à Paris terminèrent toutes les irrésolutions. Sièyes jugea qu'il ne ferait rien sans moi, et s'empressa, aussi bien que Lucien, de me donner tous les fils de la conjuration ; il fut convenu dès lors que mon épée achèverait ce qu'ils avaient conçu et préparé.

Jamais peut-être circonstances n'avaient été plus favorables pour accomplir un projet de cette nature. La majorité du Directoire se composait de trois hommes nuls. Barras, le seul qui eût quelque célébrité, ne la devait qu'à la journée de vendémiaire, et à quelques services rendus dans la marine. Si ces trois directeurs eussent été des hommes populaires ou plus habiles, ils auraient pu facilement déjouer la conjuration, en faisant usage des armes que leur donnait la constitution; mais ils prirent le change, et restèrent plongés dans un état d'inertie qu'on eût été tenté de prendre pour de la stupeur. D'ailleurs ils n'étaient pas entièrement d'accord, et Barras lui-même était le premier à reconnaître la nécessité d'un changement dans l'état, pourvu qu'il continuât à y jouer un rôle.

Bien que le Directoire eût changé trois de ses membres depuis la journée de prairial, on n'en regardait pas moins cette autorité comme un corps homogène, et on n'absolvait pas les nouveaux élus des fautes de leurs devanciers, puisque le mal continuait à se faire sentir.

Les meneurs des conseils savaient donc bien que personne n'élèverait la voix en faveur de la majorité du Directoire. Au-dehors et dans les armées, les triumvirs ne comptaient aucun appui. Les victoires de Masséna en Helvétie et de Brune en Hollande étaient compensées par les défaites de l'armée d'Italie, dont l'épuisement et la faiblesse laissaient à découvert la frontière des Alpes maritimes. Les levées ordonnées s'exécutaient de jour en jour avec plus de difficultés, car la pénurie dans laquelle on laissait les bataillons auxiliaires récemment formés n'encourageait pas les conscrits à voler sous les drapeaux. Si les hommes appelés marchaient en partie, leur départ forcé ne faisait qu'accroître le mécontentement : l'enthousiasme patriotique de 1792 s'était dissipé avec les circonstances qui l'avaient fait naître ; et la conduite du gouvernement achevait d'en étouffer les dernières étincelles.

Ajoutez à cela que les victoires de l'étranger avaient soulevé les cendres qui recouvraient le feu de la guerre civile dans les départements de l'Ouest, et que les vociférations de 1793, renouvelées au club du Manége, avaient provoqué en quelque sorte la loi odieuse qui prescrivait la levée d'ôtages parmi les nobles, les parents d'émigrés et les principaux propriétaires des cantons signalés comme royalistes. Cette funeste mesure, loin d'atteindre son but, avait rallumé l'incendie ; les massacres et les combats recommençaient en Poitou et en Bretagne.

Les finances étaient gaspillées, le crédit détruit, les minces ressources de l'emprunt forcé n'avaient rien rétabli, et tout l'odieux de la mesure était resté avec le déficit qu'elle aurait dû combler.

Ainsi la faiblesse du gouvernement et les vices de ses institutions avaient également concouru à mettre la France à deux doigts de sa perte. J'y retrouvai l'anarchie. Tout le monde voulait sauver la patrie, et proposait des plans à cet effet. On venait m'en faire confidence; mais il n'y avait pas à la tête de tous ces projets un homme capable de les mener à heureuse fin, et de leur donner un but convenable. J'allais donc

servir de ralliement à tous ceux qui croyaient un changement nécessaire à la France. Ils comptaient tous sur moi, parce qu'il leur fallait une épée. Je ne comptais sur personne, et rien ne m'empêchait de choisir le plan qui me convenait le mieux.

La fortune me portait à la tête de l'état. J'allais me trouver maître de la révolution, car je ne voulais pas en être le chef, ce rôle ne me convenait pas. J'étais donc appelé à préparer le sort à venir de la France, et peut-être celui du monde.

Je n'avais pas le choix dans ma destination, car le règne du Directoire touchait à sa fin. Il fallait mettre à sa place une autorité imposante, et il n'y a de vraiment imposant que la gloire militaire. Le Directoire ne pouvait donc être remplacé que par moi ou par l'anarchie. Le choix de la France ne pouvait être douteux. L'opinion publique à cet égard éclairait la mienne.

Les républicains, qui m'avaient d'abord accueilli avec empressement, se défièrent de mes projets; ils entrevirent un élément de dictature dans l'autorité qu'on semblait disposé à me confier; ils se liguèrent contre moi. La présence même de Sièyes ne pouvait les rassurer. Il s'était chargé de faire une constitution; mais les jacobins redoutaient plus mon épée qu'ils ne se fiaient à la plume spéculative d'un abbé.

Révolution du 18 brumaire.

Tous les partis se rangèrent alors sous deux bannières : d'un côté se trouvaient les républicains qui s'opposaient à mon élévation; de l'autre était toute la France qui la demandait. Cependant il fallut un coup d'état et l'emploi des baïonnettes pour opérer la révolution du 18 brumaire; j'avais espéré un moment qu'elle se ferait par acclamation. Le signal fut donné dans le conseil des anciens, où nous avions pour nous tous les hommes modérés, les magistrats éclairés, les hommes souples et ambitieux, enfin quelques légistes doctrinaires, véritables alchimistes en politique, qui cherchent la pondération parfaite des pouvoirs comme la pierre philosophale. Cependant, comme on redoutait une puissante opposition, nous convînmes, avec les inspecteurs de la salle, qui étaient du complot, de convoquer une séance extraordinaire pour le 18 brumaire (9 novembre), à huit heures du matin, en prenant soin d'avertir un peu tard les membres les plus capables de faire pencher l'opinion de leurs collègues contre nous. La majorité suffisante s'étant réunie au nombre de 150 membres, ceux-ci ordonnèrent la translation des conseils à St-Cloud, où ils seraient à l'abri des attaques des démagogues ou des partisans du Directoire, si les uns ou les autres cherchaient à mettre en jeu la population de la capitale. On m'investit en même temps du commandement des troupes, et de toute l'autorité nécessaire pour opérer la translation et assurer la tranquillité publique, aussi bien que celle des conseils.

Cette nomination était déjà en elle-même un coup d'état, car si les anciens avaient le droit de changer le siége du gouvernement, ils n'avaient pas celui de confier des commandements militaires. Les mesures furent prises avec précision. Le conseil des cinq-cents, prévenu du décret de translation, en murmurait déjà lorsque Lucien, président, déclara la clôture de la séance et l'ajournement à St-Cloud pour le lendemain.

Jusque là j'avais partagé avec Sièyes le premier rôle; mais dès que je fus investi du commandement, j'établis mon quartier-général aux Tuileries, où 8 mille hommes furent aussitôt assemblés. Je les passai en revue et les haranguai. Les postes les plus importants furent confiés à des généraux dévoués.

Tous ceux qui avaient à se plaindre du Directoire, et Moreau le premier, vinrent se ranger sous mes ordres et solliciter un commandement. Des proclamations ronflantes invitèrent les Parisiens au calme et à la confiance dans l'enfant gâté de la victoire : je leur promettais le salut de la patrie : je le pouvais, car j'étais déjà maître de la moitié du champ de bataille. J'envoyai aux directeurs Barras, Gohier et Moulins, l'invitation impérative de donner leur démission ; les deux militaires s'y décidèrent, l'avocat seul s'y refusa. Barras m'envoya la sienne par son secrétaire, persuadé sans doute que nos anciennes relations pourraient me déterminer à lui conserver une bonne part dans le nouveau gouvernement qui allait se former. Je connaissais trop Barras pour me donner un pareil collègue. Son message arriva au comité que nous venions d'établir aux Tuileries avec la commission du conseil des anciens et la minorité du Directoire (Sièyes et Roger-Ducos), et où se trouvaient la plupart des chefs militaires. Je sentis l'opportunité d'une scène qui frappât les esprits des troupes et des assistants. Après avoir répondu assez sèchement au messager de Barras, j'ajoutai, en élevant fortement la voix : « Qu'avez-vous « fait de cette France que je vous ai laissée « si brillante ? Je vous ai laissé la paix, j'ai « retrouvé la guerre ; je vous ai laissé des « victoires, j'ai retrouvé des revers ; je vous « ai laissé les millions de l'Italie, et j'ai trouvé « partout des lois spoliatrices et la misère. « Qu'avez-vous fait des 100 mille Français « que je connaissais, tous mes compagnons « de gloire ? Ils sont morts !... Cet état de « choses ne peut durer ; avant trois ans, il « nous mènerait au despotisme..... Il est « temps enfin qu'on rende aux défenseurs « de la patrie la confiance à laquelle ils ont « tant de droits. A entendre quelques factieux, bientôt nous serions tous les ennemis de la république, nous qui l'avons « affermie par nos travaux et notre courage : « nous ne voulons pas de gens plus patriotes « que les braves qui ont été mutilés au service de la république. »

Le lendemain, les législateurs se transportent à St-Cloud, précédés par 5 mille hommes qui gardent les avenues et les portes du château. Les anciens siégent à l'ancienne galerie et à l'orangerie. Les préparatifs nécessaires au local retardent l'ouverture jusqu'à deux heures ; les chefs républicains ont le temps de concerter un plan de résistance ou plutôt d'attaque. Les séances s'annoncent d'une manière orageuse. J'entre d'abord aux anciens, je leur prouve l'existence d'une conspiration, en dénonçant les ouvertures que m'ont faites Barras et Moulins, pour frapper un coup d'état dans leur sens. Je demande de promptes mesures pour sauver la république ; on m'oppose la constitution, et je démontre que, violée dans toutes les occasions, elle n'est plus qu'un vain mot dont se couvrent tour à tour les factions. Enfin, après avoir fortement invité la majorité à répondre à l'attente de la France, je m'écrie : « Tremblerai-je devant « des factieux, moi que la coalition n'a pu « détruire ! Si je suis un perfide, soyez tous « des Brutus ; et vous qui m'accompagnez, « braves grenadiers, que je vois autour de « cette enceinte, que ces baïonnettes avec « lesquelles nous avons triomphé ensemble, « se tournent aussitôt contre mon cœur. « Mais, si quelque orateur soldé par l'étranger ose prononcer les mots *hors la loi*, « que la foudre de guerre l'écrase à l'instant « même. Souvenez-vous que *je marche accompagné du dieu de la guerre et du dieu de la fortune !* » C'était Mahomet parlant à de véritables Séides.

Cependant, bien qu'adressées à mes soldats, ces paroles menaçantes s'adressaient

aussi à l'opposition. Je n'avais en effet plus rien à ménager dans la lutte où je m'étais engagé; il fallait que j'en sortisse vainqueur ou que ma tête en répondit.

Toutefois ce n'était pas des anciens que j'avais des obstacles à craindre; mes plus redoutables adversaires siégeaient aux cinq-cents.

A l'ouverture de la séance de ce conseil, Gaudin, l'un des secrétaires, s'était chargé de proposer la formation d'une commission de sept membres, pour faire, séance tenante, un rapport sur les dangers de la chose publique, et présenter les mesures convenables. Son discours fut le signal de la tempête; des cris de *Vive la constitution, à bas les dictateurs!* étouffèrent sa voix. Au plus fort du tumulte, Delbrel demande qu'avant tout les représentants renouvellent leur serment de fidélité à la constitution de l'an III; sa motion passe à l'unanimité. Lucien se voit forcé, bien à contre-cœur sans doute, de jurer le premier. Les républicains avaient réussi à exciter un moment d'enthousiasme, et à entraîner ceux qui n'étaient point dans le secret de la conjuration. Mais ils ne surent pas profiter de leurs avantages; et, au lieu de déclarer la patrie en danger, et d'adopter un parti vigoureux qui eût peut-être ramené le conseil des anciens à résipiscence, ils consumèrent trois heures pour la prestation du serment, et à de vains débats occasionnés par la démission de Barras.

Dans cet instant, je descendis de la salle des anciens à celle des cinq-cents. On venait de m'instruire de ce qui s'y passait, et il devenait urgent de porter un prompt secours à mes partisans abattus; mais, présumant bien que la scène ne serait pas tranquille, je mis les troupes sous les armes, et commandai un détachement de grenadiers pour me prêter main-forte au besoin.

Ces précautions n'étaient pas inutiles; car à peine avais-je franchi le seuil de la porte, que les cris de *hors la loi* se firent entendre. Le député Bigonnet s'élance à la tribune, et, m'apostrophant vivement, me somme de me retirer. Les uns se pressent à la tribune, d'autres manifestent, par leurs regards et leurs gestes menaçants, l'intention de me faire subir le sort de César. Vainement je tente de me faire entendre, je ne puis y parvenir; mes plus ardents ennemis, au nombre desquels on distingue Aréna et Destrem, s'avancent contre moi (on les dit armés de poignards). Enfin, convaincu que les phrases n'aboutiraient à rien, je sors de cette assemblée, dont la mer en courroux ne présente qu'une faible image, et vais me réfugier au milieu de mes soldats.

Mon départ ne rétablit pas le calme. Lucien, resté seul pour tenir tête à l'orage, eut à supporter les invectives d'un grand nombre de représentants qui l'accusaient de complicité, et insistaient pour qu'il prononçât l'arrêt qui me mettait hors la loi. Chaque instant ne faisait qu'augmenter le désordre; des propositions opposées partaient des divers coins de la salle, et le président s'efforçait inutilement de ramener la tranquillité. Cette situation violente ne pouvait durer : Lucien, voyant sa voix méconnue et couverte par les vociférations des membres les plus fougueux, prit le parti de se dépouiller des insignes de sa dignité, et sortit de la salle, au milieu d'un détachement que j'envoyai pour le recueillir.

Je n'attendais que ce signal pour me venger des outrages dont j'avais été abreuvé. Cependant, pour donner autant que possible à ma conduite tous les dehors des formes légales, Lucien harangue les troupes, leur peint la représentation nationale comme en butte aux poignards d'une bande de fac-

tieux, et, en sa qualité de président, il requiert leur aide pour les expulser du conseil.

A ces mots, terminés par le cri accoutumé de *Vive la République*, les soldats répondent par celui de *Vive Bonaparte!* Vingt grenadiers s'avancent vers la salle, et l'officier supérieur, qui les précède, enjoint aux députés de l'évacuer. Prudon, Digonnet, le général Jourdan, invoquent la constitution, et apostrophent les grenadiers, auxquels ils reprochent de manquer à leur devoir; ceux-ci, frappés d'étonnement, et reconnaissant le dernier, qui leur avait naguère ouvert le chemin de la victoire, n'opposaient qu'une force d'inertie. Le plus léger incident pouvait renverser nos projets. Mais bientôt Murat termine tout en déclarant *que le corps législatif est dissous*. La charge bat, de nouvelles troupes se présentent, et en un clin d'œil la salle, envahie par un bataillon entier, est abandonnée des représentants.

Ce fut par des fugitifs que les anciens apprirent ce qui venait de se passer. Ce conseil ignorait encore l'issue de la journée, quand quelques membres des cinq-cents accoururent à sa barre dénoncer l'acte de rigueur dont ils venaient d'être victimes. Mais, loin de s'en inquiéter, la commission nommée quelques instants auparavant n'attendait que cette nouvelle pour demander l'ajournement de la législature et la formation d'un gouvernement consulaire provisoire. Cette marche était illégale, car la mesure devait être proposée par les cinq-cents. En conséquence, la séance fut suspendue quelques heures, et on fut de tous côtés à la recherche de ceux-ci.

A neuf heures, un assez grand nombre de députés se trouvant réunis à l'Orangerie, Lucien déclara le conseil en majorité et ouvrit la séance. Presque tous les membres de l'opposition manquaient, et le petit nombre de républicains qui se trouvèrent présents était tellement frappé de terreur, qu'aucun n'osa parler contre les diverses propositions qui furent faites.

Chazal présenta bientôt un projet de loi concerté avec les anciens, et qui, appuyé par les meneurs de la conjuration, passa à l'unanimité. Ses principaux articles prononçaient l'abolition du Directoire, l'expulsion de 61 députés signalés comme démagogues, la remise du pouvoir exécutif entre mes mains et celles de Sièyes et de Roger-Ducos, sous le titre de consuls de la république; l'ajournement de la législature à trois mois; enfin, la formation de deux commissions temporaires prises dans les deux conseils, pour travailler sans délai, l'une aux changements à apporter dans les principes organiques de la constitution, l'autre au code civil. La loi fut aussitôt sanctionnée par les anciens; et, après avoir reçu le serment des nouveaux administrateurs de la France, les conseils levèrent à cinq heures du matin leur longue et orageuse séance.

Pendant les deux jours que durèrent ces débats, les habitants de la capitale restèrent dans un calme profond. Accoutumés aux orages politiques, et ajoutant peu de foi aux promesses de liberté du parti démagogique, ils se réjouirent d'un événement dont ils attendaient un meilleur avenir. Personne ne s'intéressait beaucoup au sort d'une charte violée tant de fois, et qui était impuissante pour réprimer les factieux. Les membres des autorités, ayant perdu tout crédit et toute popularité, n'excitaient guère d'intérêt, et chacun au contraire croyait apercevoir l'aurore de plus beaux jours. Partisans naturels d'un régime qui les rapprochait du monarchique, les nobles et les prêtres entrevirent, dans celui qui lui succédait, la fin de leurs malheurs;

les rentiers, la résurrection du crédit; les acquéreurs de biens nationaux, la garantie de leurs propriétés; les militaires, le terme de leurs désastres; toute la population enfin espéra une nouvelle ère de bien-être et de sécurité. L'abolition des lois odieuses des ôtages et de l'emprunt forcé justifièrent bientôt une partie de ces heureux pronostics; et dès lors la confiance, qui semblait être éloignée pour jamais, gagna insensiblement toutes les classes de la nation.

Dans cette journée, Moreau s'était contenté de commander un bataillon sous mes ordres, avec lequel il marcha au Luxembourg. Ce rôle ne s'accordait guère avec celui de Séide du républicanisme qu'il afficha à plusieurs reprises, ni avec les projets de restauration que les Bourbons ont eu la complaisance de lui supposer en 1813.

Projet de constitution.

Après la dissolution des conseils, ils furent remplacés par une commission législative, et un comité fut chargé de rédiger une nouvelle constitution. Sièyes nous amusa avec le projet d'un grand électeur qui aurait nommé deux consuls, et aurait le droit de les absorber s'ils osaient outrepasser leurs pouvoirs. L'un de ces consuls serait chargé de la politique et de la guerre, l'autre aurait l'intérieur. C'était déjà une absurdité que de scinder l'administration publique en deux consulats indépendants l'un de l'autre; comme si l'administration de l'intérieur ne devait pas influer sur la paix ou la guerre, et si la victoire ou les bons traités étaient étrangers au régime intérieur d'un état. Mais ce qui semblait bien plus ridicule encore, c'était un électeur sans autorité et sans forces disponibles, chargé de régenter et destituer un consul qui disposerait de 500 mille hommes.

Il était évident que cette institution était mesurée à la taille de Sièyes : il comptait bien être lui-même cet *électeur absorbant*, et gouverner ainsi en chanoine, sans en avoir ni les embarras ni la responsabilité. Cette espèce de grand Lama ne convenait point à une nation guerrière comme le Français, bien moins encore à un peuple enfoncé dans tous les embarras d'une révolution inouïe, et d'une guerre intérieure et extérieure dont l'histoire ne retrace aucun exemple.

Gouvernement consulaire.

Je fis sentir ces défauts, et je proposai un premier consul, chef de l'état, et deux autres consuls, comme conseil consultatif. On se rangea à cet avis, au grand déplaisir du Lycurgue désappointé. Le premier rôle m'appartenait de droit dans cette trinité; et, pour éviter toute rivalité, j'eus soin que mes collègues ne fussent point tirés de la classe des militaires, ni de celles des hommes ambitieux. Je fis choisir Cambacérès et Lebrun. Le premier était un légiste renommé pour son érudition, le second avait été administrateur éclairé : tous deux étaient des hommes d'affaires, mais sans énergie, tels en un mot qu'il me les fallait.

Le ministère fut composé comme il suit : celui de la guerre fut confié à Berthier [1]; les relations extérieures ne furent données qu'un mois plus tard à Talleyrand : je lui en voulais d'avoir refusé d'aller à Constantinople pour justifier l'expédition d'Égypte. Je confiai les finances à Barbé-Marbois et à Gaudin; la marine passa successivement à Bourdon, à Forfait, puis à Décrès; la

[1] Le portefeuille fut cédé au mois d'avril à Carnot, qui le rendit à Berthier au retour de Marengo.

justice à Abrial, puis à Régnier; l'intérieur, donné d'abord à Laplace, revint à mon frère Lucien, qui le céda à Chaptal; la police fut le lot de l'inévitable Fouché : le poste important de secrétaire-d'état, qui servait en quelque sorte de centre à toutes les branches du gouvernement, fut donné à Maret, qui réunissait les talents d'un homme d'état aux connaissances de la diplomatie, et qui avait traversé sans tache la révolution.

Le vœu public venait de me donner la première place de l'état. La résistance qu'on m'avait opposée ne m'inquiétait pas, parce qu'elle ne venait que de gens perdus dans l'opinion. Les royalistes n'avaient pas paru. Ils avaient été pris sur le temps. La masse de la nation avait confiance en moi, car elle savait bien que la révolution ne pouvait pas avoir de meilleure garantie que la mienne. Je n'avais de force qu'en me plaçant à la tête des intérêts qu'elle avait créés, puisqu'en la faisant rétrograder, je me serais trouvé sur le terrain des Bourbons.

Il fallait que tout fût neuf dans la nature de mon pouvoir, afin que toutes les ambitions y trouvassent de quoi vivre; mais il n'y avait rien de défini dans sa nature. Les gens à théories, qui veulent du définitif, trouveront que c'était un défaut ; c'était au contraire un mérite, car c'était une dictature déguisée, genre de gouvernement le plus convenable dans les temps de crise et dans un ordre de choses transitoire. J'eusse peut-être mieux fait de saisir franchement la dictature; chacun aurait jugé mon pouvoir : cela eût mieux valu. La dictature aurait eu l'avantage de ne rien préjuger pour l'avenir, de laisser les opinions en suspens, et d'intimider l'ennemi en lui montrant la ferme résolution de la France; mais le nom choquait, et l'instant d'un ordre de choses définitif n'était pas encore venu.

Si je n'étais, par la constitution, que le premier magistrat de la république, j'avais pour bâton de commandement une épée plus redoutable que le sabre de Scanderberg. Il y avait incompatibilité entre mes droits constitutionnels et l'ascendant que je tenais de mon caractère et de mes actions. Le public éclairé le sentait comme moi; la chose ne pouvait pas durer ainsi, et tout se préparait naturellement à des changements qui auraient pour but la force et la stabilité dans l'état.

Je trouvai des courtisans plus que je n'en voulais : mes antichambres en étaient encombrées. Aussi n'étais-je nullement en peine du chemin que ferait mon autorité.

Je propose la paix, qui est rejetée.

La situation de la France me donnait plus d'inquiétude. Malgré les chances que je me promettais, je crus devoir demander la paix. Je le pouvais alors de bonne foi, parce qu'elle était une fortune pour moi, et que les malheurs précédents n'étaient pas mon ouvrage. Plus tard elle n'eût été qu'une ignominie.

M. Pitt la refusa ; et jamais cet homme d'état ne fit plus grande faute, car ce moment fut peut-être le seul où les coalisés auraient pu la conclure avec sécurité. La France, en demandant la paix, se reconnaissait vaincue, et les peuples se relèvent de tous les malheurs, excepté celui de ployer sous le joug dans l'adversité.

Par son refus, le ministre anglais m'a obligé à prendre un plus vaste essor, et il a étendu mon empire sur toute l'Europe. La forme du refus n'était pas moins extraordinaire que le fonds ; je m'étais adressé directement au roi d'Angleterre : la lettre demeura sans réponse; le secrétaire des affaires étrangères en fit une à Talleyrand, dans laquelle il indiquait le retour des Bour-

bons en France comme le seul moyen de mettre un terme aux troubles de l'Europe.

Il était curieux de voir un gouvernement qui avait deux fois traité à Lille, en reconnaissant la république et le Directoire, refuser de traiter avec une autorité plus solide et illustrée par la victoire. C'est que le gouvernement amovible et vacillant du Directoire était bien le fait de l'Angleterre, qui trouvait son compte à tout le mal qui pouvait nous arriver.

En même temps que je proposais la paix à l'Angleterre, je cherchais aussi à me rapprocher de la Russie. Paul Ier était indigné des revers essuyés par ses troupes en Hollande, et en rejetait la faute sur les Anglais. Suwarof ne se plaignait pas moins des généraux autrichiens, qui avaient abandonné les petits cantons à l'instant où il s'y jetait tête baissée. Aigri par la retraite désastreuse, mais honorable, à laquelle il s'était vu réduit, il avait eu des démêlés avec l'archiduc Charles, à la suite desquels l'armée russe s'était séparée des Autrichiens et retirée en Bavière. Je profitai de l'occasion pour me raccommoder avec Paul; je lui renvoyai sans échange et sans rançon 5 à 6 mille prisonniers parfaitement équipés à neuf. Ce procédé ne fut pas perdu : aucun traité ne fut conclu à la vérité, mais les Russes ne prirent plus la moindre part à la coalition, et leur armée s'achemina bientôt vers la Pologne. Quoique la force en fût réduite à 30 ou 35 mille hommes, sa retraite n'était pas moins un événement décisif.

Les refus de l'Angleterre et de l'Autriche ne me laissant pas d'autre parti, il me fallut donc songer à pousser vigoureusement la guerre. Bien que celle de terre fixât avant tout mon attention, je n'oubliai néanmoins ni l'armée que je venais de quitter, ni les moyens maritimes nécessaires pour la secourir.

Chute de Tippoo-Saëb. — Affaires maritimes.

De grands événements s'étaient passés en Orient : au moment où je levais le siége de St-Jean-d'Acre, notre ancien allié Tippoo-Saëb succombait dans l'Inde. Aussitôt que le ministère anglais eut la certitude de ma descente en Égypte, il tira de la station du Tage, de Gibraltar ou de ses ports, tout ce qu'il y avait de forces disponibles, en sorte qu'un corps de 5 mille hommes fit voile, en toute hâte, pour l'Inde.

Le marquis de Wellesley résolut de profiter sans délai de ces renforts pour frapper un coup décisif sur Tippoo-Saëb, afin de nous enlever le puissant appui que ce guerrier musulman nous offrait dans le centre de l'Indoustan. Sûrs de l'alliance du Nizam, comme de la neutralité de Scindiah et des Marattes, ennemis jurés de la caste musulmane, les Anglais, conduits par les généraux Harris, Stuart et Wellesley (depuis Wellington), fondirent sur les états du sultan, et, après plusieurs combats plus ou moins disputés, mirent le siége devant Seringapatnam, qui fut battue en brèche et prise le 5 mai 1799, à la suite d'un assaut plus célèbre que meurtrier. Tippoo, fidèle à sa gloire, se fit enterrer sous les ruines de son palais, et ses états furent partagés entre la compagnie et ses créatures. Ce coup important et décisif, joint à la chute probable de Malte bloquée depuis deux ans, rendait la situation de notre armée d'Égypte plus précaire, mais point encore désespérée.

Je chargeai Gantheaume de sortir de Brest pour y porter des renforts de troupes, d'armes et de munitions. La flotte espagnole étant toujours confinée à Brest, où l'on se rappelle qu'elle était revenue avec Bruix, et celle de Hollande n'étant pas encore remise du désastre de Camperduyn, je ne voyais, pour l'instant, rien à entreprendre par mer. L'Irlande ne nous offrait plus les mêmes

chances que sous le Directoire: l'Angleterre, avertie par la descente du mince détachement du général Humbert, et fatiguée des craintes que ce pays lui donnait, y avait concentré une puissante armée sous les ordres de lord Cornwallis: plus 40 mille hommes y furent successivement portés, et les insurgés, détrompés des promesses qu'on n'avait point su réaliser, avaient, en grande partie, déposé les armes. Les affaires de St-Domingue prenaient, depuis 1796, une tournure moins sinistre: Toussaint-Louverture s'étant déclaré avec ses noirs en faveur de la république, avait rétabli l'ordre dans les cultures, triomphé des hommes de couleur, et confiné les Anglais dans St-Marc, où le général Maitland, désespérant de le vaincre, lui proposa de le reconnaître pour souverain d'Haïti. Le Directoire lui avait envoyé Hédouville, que l'adroit et ombrageux Toussaint fit rembarquer d'autorité pour la France; et, dans l'espoir d'éviter une rupture ouverte avec nous, il déclina les propositions de nos ennemis, et affecta le dévouement le plus entier à la république. La Guadeloupe se maintenait avec succès: la Martinique se trouvait, depuis six ans, livrée aux Anglais; les colonies hollandaises de Surinam, d'Essequebo, sur le continent de l'Amérique méridionale, étaient tombées en leur pouvoir, ainsi que l'île de Curaçao.

État des armées sur le continent.

Si la guerre maritime offrait peu de chances à mon activité, la guerre continentale m'occupa d'autant plus sérieusement. L'armée d'Italie, réduite à 30 mille hommes actifs, s'était réfugiée sur les rochers de Gênes. Dix autres mille gardaient les Alpes cotiennes et le Dauphiné. L'armée du Rhin, qui comptait au-delà de 100 mille combattants, cantonnait en Alsace et en Suisse, depuis Strasbourg à Schaffouse.

Nos troupes n'osaient plus repasser les Alpes en présence des forces supérieures que l'ennemi avait rassemblées dans le bassin du Pô. Cependant il importait ou de rentrer à la fois en Italie et en Allemagne, ou de porter des coups si décisifs sur le Danube, qu'on pût y reconquérir la péninsule en dictant la paix à l'Autriche. Il fallait reprendre Mantoue, Alexandrie et Milan, à Vienne. Tel était mon plan.

J'appelai les conscrits, je fis forger des armes; je réveillai le sentiment de l'honneur national, qui n'est jamais qu'assoupi chez les Français. Je rassemblai une armée, jeune il est vrai, mais pleine d'enthousiasme.

Le contre-coup de nos revers s'était fait sentir en Vendée, où la guerre civile se rallumait. J'y dirigeai deux belles divisions de l'armée de Brune, victorieuse en Hollande. L'approche de ces troupes et une législation plus modérée fit tomber les armes des chefs royalistes, et je pus disposer de ces forces dans l'est.

Autant l'armée d'Italie était misérable, autant celle du Rhin, réunie à celle d'Helvétie, était belle; j'en donnai le commandement à Moreau, en lui envoyant les recrues nécessaires pour compléter ses corps, et le mettre en état de prendre l'offensive. Le reste de mes troupes disponibles fut porté sur Dijon, où je fis organiser une armée de réserve de 40 mille hommes, qui, de ce point central, devait se trouver prête à marcher en Souabe, en Suisse ou en Italie, selon que les circonstances l'exigeraient. Les divisions qui venaient de soumettre la Vendée en formèrent le noyau.

Plan de campagne.

La possession de la Suisse nous donnait

le grand avantage de pouvoir prendre à revers les lignes d'opérations des ennemis en Italie et en Souabe. Ma première pensée fut de laisser sur la défensive l'armée de Masséna dans l'Apennin, pour porter celles de réserve et du Rhin dans la vallée du Danube. La constitution de l'an VIII ne permettant pas aux consuls de commander l'armée en personne, mon intention était de confier celle de réserve à un lieutenant, et de laisser la grande armée à Moreau ; mais en suivant le quartier-général de celle-ci, j'aurais de fait dirigé les opérations de toutes les deux. Je voulais faire passer Moreau à Schaffouse, prendre Kray à revers, le refouler dans l'angle du Mein et du Rhin, en le coupant de Vienne ; opérer, en un mot, contre la gauche du général autrichien, ce que je fis cinq ans après par la droite de Mack à Donavert : nous eussions ensuite marché sans obstacle sur l'Autriche, et reconquis l'Italie à Vienne. Mais il me fut impossible de vaincre l'obstination de Moreau, qui voulait à toutes forces jouer un rôle brillant. Il refusa d'abord de commander sous moi, si je venais à son armée ; ensuite il ne voulait pas suivre mon idée de passer à Schaffouse, prétendant qu'elle était dangereuse. Je n'étais pas encore assez affermi pour rompre en visière avec un homme qui avait de nombreux partisans dans l'armée, et à qui il n'avait manqué que de l'énergie pour se mettre à ma place. Il fallut négocier avec lui, comme avec une puissance, car, dans ce temps, il en avait une réelle. Je lui laissai donc le commandement de la plus belle armée que la France eût vue depuis longtemps, et le soin de l'amener à son gré sur le Danube. Je me décidai alors à conduire mes conscrits par le St-Gothard en Lombardie, en me faisant seconder par Lecourbe, lorsque Moreau aurait remporté ses premiers succès.

État de l'Italie.

Dans le même temps, nos affaires en Italie semblaient ruinées sans ressources. L'Angleterre se disposait à y faire agir une armée ; Naples, la Toscane, Rome, éclairées par les événements passés, pouvaient faire de grands efforts pour les seconder.

Mort de Pie VI. Exaltation de Pie VII.

Au moment d'évacuer l'Italie, le Directoire avait imaginé de faire conduire Pie VI en France. Le déplacement de ce vénérable vieillard était une faute, pour ne pas dire plus. Ce n'était pas sous l'illuminé Laréveillière qu'on pouvait se flatter de transférer l'influence du saint-siége en France, et le Directoire n'était point en mesure d'anéantir cette influence. Pie VI avait un pied dans la tombe, et y descendit en effet à Briançon, peu de jours après son arrivée. S'il eût vécu, le conclave eût pourvu de manière ou d'autre au remplacement d'un pontife prisonnier [1].

Il nomma à sa mort le célèbre Chiaramonte, évêque d'Imola, auquel ses homélies républicaines ne semblaient pas trop donner des titres à *l'exaltation*. Il fut proclamé sous le nom de Pie VII, au commencement de 1800. C'était au reste un excellent pontife ; il professait pour moi des sentiments qui ne se démentirent jamais. Nous regrettâmes plus d'une fois l'un et l'autre que nos positions respectives nous missent en opposition. Mais l'église veut dominer... elle est exclusive : la politique du Vatican a toujours été la même depuis Grégoire : si elle a

[1] Napoléon a aussi fait transférer le pape en France, mais il était alors maître de Rome et voulait établir le saint-siége à Paris : il y a une grande différence.

quelquefois sommeillé sous des pontifes modérés et philanthropes, elle s'est toujours relevée plus fière, et l'Europe ne doit jamais cesser d'être en garde contre elle. Moi seul je fus sur le point de la fondre dans les intérêts du grand empire!! Mais n'anticipons pas, et revenons à l'état des affaires dans la péninsule.

Projets des alliés sur Gênes et Toulon.

L'Angleterre, qui ne perdait aucune occasion d'agir partout où il s'agissait de nous expulser d'un poste maritime, avait concerté avec l'Autriche un nouveau projet pour nous chasser même de Gênes. Le général Abercrombie, revenu de Hollande après le mauvais succès de l'expédition, était destiné à rassembler un corps de 20 mille Anglais à Minorque, afin de seconder les impériaux. Il est probable que les vues du cabinet de Londres ne s'arrêtaient pas à la Ligurie, et que, plein de confiance dans le succès de la belle armée de Mélas, il ne désespérait pas de ramener les enseignes de la coalition jusque sur les murs de Toulon.

Masséna est bloqué dans Gênes.

En effet, le général autrichien, qui avait à ses ordres une armée trois fois plus nombreuse que celle des Français dans l'état de Gênes, avait réussi à percer, le 6 avril, de Cairo sur Savone, et à partager ainsi en deux notre ligne de défense. Masséna, avec la droite de l'armée, forte de 12 mille hommes, fut obligé de se renfermer dans Gênes. Mélas l'y fit investir par 35 mille Autrichiens aux ordres du général Ott, tandis que Kaim couvrirait le Piémont, et que lui-même, avec les 30 mille hommes qui lui restaient, se porta sur la gauche de l'armée française commandée par Suchet. Celui-ci, n'ayant que 8 à 9 mille hommes, pressé de front par des forces supérieures et débordé constamment sur sa gauche, fut forcé à rétrograder jusqu'au Var dont il se couvrit; trop heureux d'avoir pu sauver le long du rivage un corps d'armée débordé par les montagnes, et qui pouvait être facilement coupé.

Je me décide à passer le St-Bernard.

Ces nouvelles, quelque fâcheuses qu'elles fussent par elles-mêmes, me firent d'autant moins de peine, qu'elles me donnaient la certitude que Mélas avait exclusivement fixé son attention sur l'état de Gênes, et qu'il n'était nullement en mesure de parer les coups que j'allais lui porter. Je sentis que le moment propice était venu d'exécuter mon plan en envahissant l'Italie du côté où l'on m'attendait le moins. Mais comme le temps pressait pour sauver Gênes, et que la marche par St-Gothard serait un peu longue, je me décidai à préférer le St-Bernard, en laissant la première de ces routes au corps que je ferais venir du Rhin. Je partis dans les premiers jours de mai pour Dijon.

Premières opérations sur le Rhin.

Afin d'accélérer l'arrivée du renfort que Moreau devait m'envoyer, il importait qu'il prît d'abord l'initiative; son armée s'ébranla à cet effet dans les derniers jours d'avril. Elle était forte de plus de 100 mille hommes, outre les fortes garnisons de Mayence, de Strasbourg et autres places du Rhin. Kray, qui lui était opposé, en avait au moins autant; mais le conseil aulique lui avait ôté le pouvoir de disposer de la gauche, en lui ordonnant de la laisser dans les montagnes du Vorarlberg. Favorisé par cette circonstance, qui lui assurait la supériorité de masses disponibles, Moreau pousse des démonstrations par sa gauche vers Kehl, file, avec la moitié de son armée, de Bâle sur Engen, et y opère sa jonction avec Lecourbe,

qui venait de passer le Rhin à Schaffouse, à la tête de l'armée d'Helvétie, destinée à former l'aile droite.

Kray, campé aux sources du Danube, vers Doneschingen, loin de prendre les mesures convenables pour déjouer cette jonction, avait au contraire donné dans le piége, et poussé sa droite vers Kehl. Revenant sur ses pas, son armée rencontre celle de Moreau à Engen, quand il n'était plus temps; elle y est battue le 3 mai. Lecourbe eut la plus grande part à ce succès, en emportant Stockach, point décisif qui menaçait la ligne de retraite de l'ennemi.

Kray n'est pas plus heureux deux jours après à Moskirch, quoiqu'il eût été rejoint par son aile droite avant l'arrivée de la gauche de Moreau; il se retire sur Ulm en deux colonnes, dont l'une est encore culbutée isolément à Biberach, le 8 mai. Il se réfugie alors dans le vaste camp retranché préparé depuis un an sous le canon d'Ulm, après avoir essuyé de grandes pertes.

Le portefeuille de la guerre fut confié à Carnot.

Berthier ayant été nommé au commandement en chef de l'armée de réserve, le portefeuille de la guerre fut confié à Carnot. Dès que je pus présumer que la question était décidée dans les plaines d'Engen, je fis partir ce ministre pour l'armée du Rhin, afin qu'il en détachât 20 mille hommes par le St-Gothard sur le Tésin, et je partis moi-même de Dijon pour Genève.

La mission de Carnot parut à Moreau une méfiance offensante, et le piqua au vif; cependant, après ce qui s'était passé au sujet du plan de campagne, comment aurais-je pu me jeter tête baissée en Lombardie, avant de m'assurer que le détachement se ferait sans la moindre objection ni le moindre délai?

Passage des Alpes.

Le 8 mai, j'arrivai à Genève, d'où j'ordonnai des démonstrations vers le Dauphiné, tandis que les colonnes de l'armée de réserve filaient déjà par Lausanne vers le bas Valais. Le passage des hautes Alpes devait nous présenter de grandes difficultés, mais je savais qu'elles n'étaient pas insurmontables. Je lance ma colonne principale, forte de 35 mille hommes, sur le grand St-Bernard: le général Chabran, avec une division de 4 mille hommes, prend le chemin du petit St-Bernard; le général Moncey, avec un corps de 15 mille hommes détachés de l'armée du Rhin, reçoit l'ordre de descendre du St-Gothard sur Belinzona; une petite colonne, aux ordres du général Bethencourt, doit passer le Simplon, se dirigeant sur Domo-Dossola; enfin, pour partager l'attention de l'ennemi, et le désorienter sur mes mouvements, j'ordonne au général Thureau de rassembler environ 5 mille hommes tirés des places du Dauphiné, et de déboucher sur Suze par le mont Cénis et le mont Genèvre.

Ces manœuvres bien combinées ont le plus heureux résultat. Mélas, tenu dans l'incertitude par mon séjour à Genève et les démonstrations du mont Cénis, prolonge son séjour à Vintimille. Il avait eu d'abord le projet de marcher avec 20 mille hommes en Piémont; mais il change d'avis, et il ne part que plus tard avec deux fortes brigades. Son armée se trouve ainsi éparpillée: Wukassowich, commandant la droite, tient le haut Tésin, au pied du St-Gothard; Laudon garde le débouché du Simplon; Briey couvre la vallée d'Aoste avec 3 mille hommes; Haddick et Kaim occupent, avec 20 mille hommes, la plaine du Piémont, le débouché d'Yvrée, la vallée de Suze, celle de Pignerol et de Coni: le gros de l'armée guerroyait en Ligurie et sur le Var.

Le 17 mai, le général Lannes, qui com-

mande mon avant-garde, part du bourg de St-Pierre, et se porte sur le grand St-Bernard. On avait démonté les bagages et les canons. Ces derniers sont traînés à bras, dans des auges ou sur des espèces de traîneaux creux. Ma présence et la grandeur de l'entreprise animent mes soldats, qui, pour me suivre, ne connaissaient pas d'obstacles.

Les plus heureux pressentiments m'agitaient en pénétrant dans les gorges des Alpes. Les échos retentissaient des cris de l'armée qui m'annonçaient une victoire peu douteuse. J'allais revoir l'Italie, théâtre de mes premières armes. Mes grenadiers, après avoir atteint enfin la cime du St-Bernard, jettent en l'air leurs chapeaux garnis de plumets rouges, en poussant des cris de joie, précurseurs ordinaires de la victoire. On fait une halte à l'hospice, où, par mes soins et ceux des bons religieux qui se consacrent ici au soulagement de l'humanité, des rafraîchissements sont préparés à nos colonnes. Après un court repos, elles reprennent gaiement les armes, et descendent la montagne, dont le versant méridional offre l'aspect le plus riant qui étonne l'œil et anime encore les courages. Les Alpes sont franchies, et nous débordons comme un torrent en Piémont.

Nous étions tous jeunes dans ce temps, soldats et généraux. Nous méprisions les fatigues autant que les dangers. Nous étions insouciants sur tout, excepté sur la gloire.

Nous sommes arrêtés par le fort de Bard.

Cependant un obstacle dont on n'avait pas assez calculé l'importance pensa nous arrêter au début de notre course victorieuse. L'armée descendait la vallée de la Doria, après avoir culbuté à Châtillon un petit corps ennemi, trop faible pour s'opposer à notre marche. Nous poussâmes jusqu'au fort de Bard, qui, situé dans une position inexpugnable, nous barrait le passage. La garnison, composée de 400 hommes, résista à toutes nos sommations et aux escalades que je fis tenter. Il était désespérant de se voir ainsi arrêter court par une poignée d'ennemis. Ce ne fut qu'à force de travaux et d'audace que nous parvînmes à nous tirer de ce mauvais pas. L'infanterie de Lannes avait pu gravir par un sentier les montagnes d'Albaredo; mais ni chevaux ni canons ne pouvaient y passer.

Je le tourne par des prodiges d'activité.

Je fis ouvrir un nouveau sentier à travers les rochers pour passer ma cavalerie. Mes soldats, à l'imitation de ceux d'Annibal, débouchèrent par un passage frayé de leurs propres mains. Si ce général carthaginois avait été embarrassé de ses éléphants, je ne l'étais guère moins de mes canons. Pour passer les miens, je dus hasarder de le faire pendant la nuit à demi-portée de fusil du fort, et par les rues mêmes du faubourg qu'il enfile, en ayant soin d'entourer les roues de paille pour ne pas donner l'éveil à l'ennemi. Tout nous réussit, et nous continuâmes à marcher pleins d'espérance sur Yvrée. Lannes avait déjà emporté cette ville, et rejeté sur Romano les Autrichiens qui l'occupaient. Trois mille seulement se trouvaient dans la vallée d'Aoste, sur notre passage ; mais plus de 30 mille étaient disséminés dans les vallées du Tésin et du Pô.

Mélas se trompe sur nos mouvements.

Mélas n'avait point compris mes manœuvres. En apprenant que l'armée de réserve se dirigeait vers Genève, il s'était imaginé que nous n'avions pas autre chose en vue que de faire quelques démonstrations vers le nord du Piémont, afin de détourner son

attention de l'état de Gênes, et d'alléger ainsi la besogne de Masséna et de Suchet. Il crut que, pour nous tenir en respect, il suffisait de détacher, de Vintimille sur Turin, un corps de 7 mille hommes. Cependant il ne tarda pas à le suivre à la tête d'une autre division, laissant à Ott le soin d'assiéger Gênes avec 25 mille hommes, et à Elsnitz le soin de le couvrir sur le Var avec 18 mille. Mais toujours préoccupé de l'idée que nous ne ferions qu'une puissante diversion, Mélas se laissa tromper par l'attaque que Thureau exécuta, le 22 mai, sur Suze; non-seulement il ordonna à Kaim de marcher de Turin au-devant de cette petite colonne, mais il lui assigna encore la majeure partie des renforts qu'il amenait de Nice, et marcha, le 24 mai, à Savigliano.

Ainsi toutes les forces qui devaient s'opposer aux 60 mille hommes que j'amenais en Lombardie, ne consistaient qu'en 18 mille hommes dispersés en trois corps sous Wukassowich, Laudon et Haddick.

Le jour même où Mélas se trouvait à Savigliano, j'arrive à Yvrée. Chabran est laissé pour continuer le siége du fort de Bard. Thureau, après avoir forcé le pas de Suze, s'établit à Bussolino, d'où il menace Turin; Moncey, descendant du St-Gothard, pénètre dans les bailliages italiens; Bethencourt se porte sur le fort d'Arona. Mon plan se développe majestueusement et l'ennemi ne s'en doute pas encore.

Combat de la Chiusella.

Le général Haddick s'était porté de Turin sur la Chiusella, où il avait recueilli les troupes que Lannes avait chassées d'Yvrée, ce qui formait au général autrichien un corps de 10 mille hommes. Lannes l'attaque le 26, force le pont de la Chiusella, et rejette l'ennemi sur Chivasso, où il entre le lendemain. Haddick se retire à Turin, où il rejoint Mélas.

Je marche sur Milan.

Je n'avais poussé mon avant-garde sur Chivasso que pour faire croire à l'ennemi que j'allais me porter sur Turin; toutefois je n'eus garde de prendre cette direction. Pour assurer l'exécution de mes projets, qui ne tendaient à rien moins qu'à me saisir de toutes les communications des Autrichiens, il fallait absolument manœuvrer sur Milan : c'était frapper un coup d'éclat qui agît à la fois sur l'opinion des peuples d'Italie, et répandît la terreur dans l'armée ennemie, en même temps qu'il accélérait ma réunion avec les 15 mille hommes que Moncey amenait de l'armée du Rhin. Je marchai donc d'Yvrée par Santhia, Verceil et Novare, vers le Tésin.

Passage du Tésin.

L'avant-garde de Lannes, devenue arrière-garde, masqua mon mouvement en se portant par Crescentino, Trino et Mortara, sur Pavie. La nouvelle avant-garde, commandée par le général Murat, força le passage du Tésin à Turbigo, le 31. Le général Laudon, pour défendre cette rivière, avait rassemblé quelques troupes; il fut battu, et perdit 1500 hommes hors de combat. Le général Wukassowich, accourant de la vallée du haut Tésin pour le joindre, arriva trop tard, et n'eut que le temps de se sauver sur l'Adda. Les Autrichiens jetèrent 2 mille hommes dans le château de Milan, et se replièrent, au nombre de 6 mille, jusqu'aux bords du Mincio. Le 2 juin, j'entrai à Milan.

Dispositions de Mélas.

Mélas, ne sachant pas encore à qui il avait affaire, eut d'abord l'idée de passer le Pô à Casal, pour m'attaquer en queue; mais

quand il sut, par les doubles rapports de Haddick et de Wukassowich, que j'avais 60 mille hommes en Lombardie, il y renonça, et sentit qu'il fallait attirer à lui les 40 mille hommes d'Ott et d'Elsnitz avant de hasarder une bataille. Ce dernier, qu'il avait laissé sur le Var avec 17 mille hommes, et qui, malgré sa supériorité en nombre, n'avait pu forcer la position de Suchet sur la droite de cette rivière, reçut ordre de se mettre en retraite, pour gagner la tête de la vallée du Tanaro, qu'il dut descendre ensuite jusqu'à Asti. Il fut prescrit à Ott d'en finir promptement avec Masséna, ou de lever le blocus de Gênes pour repasser la Bochetta, et voler à la défense du Pô vers Plaisance.

Le mouvement rétrograde d'Elsnitz commença le 28 mai. Suchet, dont les renforts avaient porté ce corps à 12 mille hommes, le poursuivit vivement jusqu'au Tanaro, et, par des manœuvres habiles contre sa droite, le prévint au Col de Tende, coupa son centre, et lui fit éprouver une perte d'environ 8 mille hommes hors de combat. Les jours suivants, Suchet, s'avançant par Finale sur Savone, se porta au secours de Gênes, mais il n'était plus temps.

Masséna rend Gênes.

Masséna avait capitulé le 5 juin, après avoir soutenu avec constance soixante jours de blocus rigoureux et une famine horrible. Dès le 3 mai, il était en pourparlers avec le général Ott, lorsque celui-ci reçut l'ordre de lui faire un pont d'or, s'il voulait se rendre de suite, ou de lever le siége, s'il paraissait vouloir prolonger sa défense. Cet incident épargna à Masséna l'acte de désespoir auquel il s'était décidé plutôt que de se rendre prisonnier. Il avait résolu de se jeter en Toscane à la tête de sa colonne d'affamés ; les ordres de Mélas le sauvèrent. Les 8 mille hommes qui restaient encore de la garnison française obtinrent libre sortie, 6 mille seulement rejoignirent Suchet dans les environs de Savone.

Ott, tout fier de sa conquête, se hâta de jeter une forte garnison à Gênes, de repasser la Bochetta, et de se diriger par la vallée de la Scrivia sur Tortone, dans l'intention de nous disputer le passage du Pô ; mais il était trop tard, car Lannes le passait au même instant, le 6 juin, à San-Cipriano, et Murat à Nocetto, près de Plaisance, après avoir facilement culbuté les détachements qui voulurent s'y opposer.

Je passe le Pô.

Les événements se précipitaient vers le dénouement. Je me trouvais déjà établi sur les derrières de l'ennemi ; mais il pouvait encore échapper par la rive droite du Pô, en descendant jusqu'à Borgoforte, en face de Mantoue. Il fallait donc lui ôter cette dernière ressource. Je me décidai à passer le fleuve avec les divisions Watrin, Chambarlhac, Gardanne, Monnier, Boudet et la cavalerie de Murat, ce qui formait un total de 30 mille hommes ; le reste devait assurer mes propres communications avec la Suisse, et garder la rive gauche du Pô. La division Chabran, devenue disponible par la capitulation du fort de Bard, se porta à Verceil et fit occuper Yvrée, Chivas, Crescentino et Trino. Bethencourt continua à bloquer Arona ; Moncey demeura dans le Milanais. Une de ses divisions fut postée à Pavie, une autre bloquait le château de Milan, et la troisième occupait Crema et Brescia, pour tenir en échec les troupes autrichiennes postées sur le Mincio. La division Loison bloquait Pizzighetone et le château de Plaisance, observait le bas Pô, et couvrait les derrières de mon armée. J'avoue que cette position était disséminée, et que l'idée d'envelopper Mélas, en voulant tout couvrir,

était un peu hasardée. Il eût été plus sage de réunir 15 mille hommes de plus sur Tortone, parce que si Mélas filait sur le Mincio par Milan, je n'en avais pas moins conquis toute l'Italie par une seule marche, et que, réuni à Masséna, je n'avais plus besoin d'avoir des communications par le St-Bernard : mais le succès enivre, et je voulais tout ou rien. J'avais aussi espéré que Masséna tiendrait quelques jours de plus, et qu'en débouchant vers Tortone, il nous serait facile d'entrer en jonction par Novi.

Bataille de Montebello.

On vient de dire que le corps d'Ott accourait en toute hâte de Gênes pour prendre part à la défense du Pô : il ne put arriver à temps, et ne poussa que jusqu'à Montebello, où il rencontra le corps de Lannes. Tout plein du désir d'arriver à Plaisance, et persuadé qu'il n'avait affaire qu'à un détachement de mon armée, Ott se précipita sur le bourg de Casteggio contre tous les principes de la guerre, qui interdisaient aux Autrichiens de livrer des combats partiels, lorsqu'une concentration seule pouvait les sauver. Lannes le reçut à la tête des divisions Watrin et Chambarlhac ; il prit même l'offensive pour le déborder par les belles hauteurs qui dominent ce bourg et tout le pays jusqu'au Pô.

Les Autrichiens combattirent avec intrépidité ; la victoire était douteuse, lorsque l'arrivée de Victor, avec la division Gardanne, la décida en notre faveur. Les ennemis, tournés par les deux ailes, furent complètement défaits ; leur centre, pressé au pont de Casteggio, fut abîmé : ils perdirent 6 canons, 5 mille prisonniers, et 3 mille tués ou blessés. Ott jeta 2 mille hommes dans la citadelle de Tortone, et se replia sur Alexandrie, où Mélas concentrait le reste de ses forces.

Cet événement était de la plus haute importance, il affaiblissait l'ennemi de 8 mille hommes à l'instant où il allait être obligé de se frayer un passage, et il exaltait le moral de nos troupes, bien décidées à le lui disputer.

Bataille de Marengo.

Je poursuivis ma marche sur Alexandrie. Le 12 mars, nous passâmes la Scrivia, et nous débouchâmes dans la plaine de San-Giuliano. Une arrière-garde qu'Ott avait laissée à Marengo en fut débusquée par la division Gardanne, et se vit obligée de repasser la Bormida. J'échelonnai mon armée sur la route de Tortone à Alexandrie. La division Gardanne s'établit à Pedrabona, en face de la tête du pont que les Autrichiens avaient conservé sur la Bormida. Elle avait en soutien Victor, posté à Marengo avec la division de Chambarlhac, et la brigade de cavalerie de Kellermann. En arrière de Victor se trouvait Lannes, déployé près de San-Giuliano avec la division Watrin et la brigade de cavalerie de Champeaux. Enfin, la division Monnier formait le dernier échelon à Torre di Gafaralo. La brigade de cavalerie de Rivaud, postée à Sale, observait le bas Tanaro et le Pô, sur la droite de l'armée. Sur notre gauche, je poussai le général Desaix avec la division Boudet à Rivalta, afin d'empêcher l'ennemi de filer par sa droite vers Novi ; Desaix devait chercher aussi à ouvrir des communications avec l'armée d'Italie, qui descendait la vallée de Bormida par Dego sur Aqui. J'avais cru pouvoir m'étendre ainsi, parce que le peu d'empressement que l'ennemi avait mis à défendre la plaine de San-Giuliano semblait indiquer qu'il n'était point décidé à livrer bataille, et qu'il chercherait au contraire à manœuvrer pour se rejeter sur Gênes, afin de gagner ensuite Parme et Modène ; il m'en fit même

donner le faux avis par un double espion que je croyais dans nos intérêts, et qui recevait des deux mains. Cette erreur, qu'on ne peut certes pas me reprocher, pensa nous coûter cher.

Mélas n'avait achevé de rassembler son armée que dans la journée du 13. Le lendemain, à la pointe du jour, il passa la Bormida à la tête de 35 mille hommes et nous attaqua avec vigueur. La division Gardanne fut forcée à la retraite : Victor la rallia à la droite de la division Chambarlhac, qui s'était formée sur une ligne depuis le village de Marengo jusqu'à la Bormida. Le général Haddick, avec la droite des Autrichiens, vint se déployer sur deux lignes en face de la position de Victor ; Kaim, qui formait leur centre, se plaça obliquement à la gauche de Haddick ; Ott fut lancé sur Castel-Ceriolo ; la réserve aux ordres d'Elsnitz demeura en arrière de la droite, sur la route qui mène de Marengo à Alexandrie : mais les deux tiers de sa cavalerie furent intempestivement détachés au sud d'Alexandrie sur la route d'Aqui, pour observer Suchet et Masséna.

Nous n'étions pas préparés à recevoir la bataille. Je me hâtai de disposer mes échelons de manière à se soutenir, et de rappeler Desaix de Rivalta sur San-Giuliano. A 10 heures du matin, je suis obligé de faire avancer Lannes et de le mettre en ligne à la droite de Victor, que Kaim se disposait à prendre en flanc. Victor défend avec vigueur le passage du ruisseau de la Barbotta qui coule à Marengo : un feu vif et meurtrier s'y engage de part et d'autre ; les Autrichiens y perdaient du monde ; Mélas fait donner la moitié de la cavalerie de réserve qui lui restait, après le sot détachement qu'il avait fait. Cette brigade isolée est précipitée dans le ruisseau marécageux, et l'ennemi, qui avait le double de cavalerie, se voit, dès le commencement de l'action, privé du secours de cette arme au point où elle aurait pu décider la victoire. Lannes réussit à contenir le centre des ennemis ; mais pendant ce temps Ott ayant dépassé Castel-Ceriolo, menaçait de prendre à revers notre droite, secondé par la cavalerie du centre aux ordres de Frimont. Je lui oppose mes grenadiers de la garde. Ces 800 braves s'avancent dans la plaine, entre Castel-Ceriolo et Villanova, et y forment un carré semblable à une redoute inexpugnable, devant lequel viennent se briser les efforts réitérés des escadrons autrichiens. Profitant de la glorieuse résistance de cette troupe d'élite, je dirige sur Castel-Ceriolo cinq bataillons de la division Monnier, afin d'en débusquer l'infanterie légère des ennemis. Malheureusement une charge vigoureuse des Autrichiens sur la gauche de la division en marche sépare le général Monnier de ses troupes, le force à se rejeter vers Lannes, met la brigade de gauche en retraite, et oblige ainsi celle de Carra St-Cyr à suivre le mouvement de la ligne, au moment où ses tirailleurs pénétraient déjà dans Castel-Ceriolo.

Toutefois l'occupation instantanée de ce village donne un point d'appui à ma droite, et rétablit mes affaires sur cette aile. Mais, en revanche, sur ma gauche elles vont au plus mal : Victor, après avoir soutenu plusieurs heures les efforts de l'ennemi, ne peut y résister davantage, sa gauche plie et perd l'appui de la Bormida ; son centre est enfoncé, et tout son corps, mis en désordre, se trouve vivement poussé sur San-Giuliano. La défaite de la gauche, découvrant le flanc de Lannes, il doit aussi songer à la retraite, et l'exécute en bon ordre à travers la plaine dans la direction de la Ghilina.

Les Autrichiens poussent déjà des cris de victoire. Mes généraux et Berthier, plus que tout autre, croient la bataille décidément perdue. Desaix et moi nous ne désespérons

pas encore. Ce général s'avance à grands pas sur San-Giuliano : les 6 mille hommes qu'il m'amène sont des troupes fraîches qui, sous la conduite d'un tel chef, doivent faire des miracles. Je consacre tous mes soins à ralentir le mouvement de retraite de ma gauche, afin de gagner le temps nécessaire à Desaix pour arriver au champ de bataille. Les ennemis, après avoir fait une halte, avançaient de nouveau avec vivacité ; mais la faute qu'ils avaient faite de se dégarnir de cavalerie sur leur droite pour la porter au-devant de Suchet et de Masséna, les empêchait de recueillir des trophées et de pousser impétueusement ; tandis que si une partie de cette cavalerie avait pu être lancée à la poursuite de Victor, elle eût achevé la déroute de l'armée, et fixé la victoire de leur côté.

Enfin, vers les 5 heures du soir, Desaix débouche de San-Giuliano, et se forme en avant de ce village ; Lannes s'établit obliquement entre la droite de Desaix et Villanova ; le carré de ma garde lie sa droite avec Castel-Ceriolo. La cavalerie de Champeaux se forme en arrière de Desaix, et celle de Kellermann en arrière de l'intervalle entre Desaix et Lannes : Victor s'efforce de rassembler ses bataillons en arrière et à gauche de Desaix. L'ennemi avançait toujours en s'étendant par les deux flancs. Sa gauche, sous Ott, atteignait déjà Villanova ; son centre, après avoir fait halte à la hauteur de Guasca, se mettait en devoir de marcher sur San-Giuliano, et la droite débouchait de Cassina Grossa. Mélas se croit si sûr de la victoire, qu'il court à Alexandrie pour en expédier la nouvelle à Vienne et à Gênes, tandis que son chef d'état-major, Zach, s'avancera en colonne par la grande route de Tortone dans l'espoir d'en recueillir les fruits. Celui-ci doute si peu de ses succès, qu'il marche par échelons fort éloignés les uns des autres. Le premier, composé de 5 mille hommes d'élite qu'il mène en personne, est suivi à distance d'un quart de lieue par trois autres corps sous Kaim, Bellegarde et Elsnitz. A l'instant où la tête de colonne touche à San-Giuliano, mon artillerie de réserve se démasque et y sème la mort ; en même temps Desaix l'aborde avec impétuosité : malheureusement une des premières balles vint frapper ce brave au milieu de la poitrine, et priva la France d'un de ses meilleurs serviteurs et d'un de mes plus chers compagnons d'armes. Nos troupes, exaspérées par la mort de leur illustre chef, redoublent d'efforts ; les ennemis, qui croyaient courir à une victoire certaine, montrent de l'étonnement. Kellermann saisit ce moment pour les charger en flanc avec quatre escadrons. La colonne ébranlée se pelotonne, la tête, entourée et enfoncée, finit par mettre bas les armes. Profitant de cet avantage, nos troupes poussent en avant. Kellermann laisse à l'infanterie le soin de recueillir les prisonniers, et s'avance contre la division Kaim, qui suivait à un quart de lieue celle de Zach ; le même désordre s'y introduit par une brillante charge de cavalerie faite à propos et à l'improviste. Les Autrichiens consternés battent en retraite. En vain leur réserve essaie de se soutenir à Marengo ; rien ne peut résister à l'impétuosité de nos soldats. L'ennemi se voit obligé de repasser la Bormida dans le plus grand désordre, en laissant entre nos mains 8 drapeaux, 20 canons, et 6 mille prisonniers.

Le général Ott, qui s'avançait dans ces entrefaites jusqu'à Chilina, s'estime heureux de regagner Castel-Ceriolo déjà occupé par nos tirailleurs, et se replie, non sans peine, jusqu'à la tête du pont de la Bormida.

Convention d'Alexandrie.

C'était une belle victoire, et les suites

devaient en être incalculables. Mélas avait encore à la vérité une armée aussi nombreuse que nos divisions présentes à Marengo, il pouvait donc recommencer le combat le lendemain ; mais s'il était repoussé, alors il eût fallu passer sous les fourches Caudines et se rendre à discrétion. Ayant un pont sur le Pô à Casal, on a dit qu'il aurait dû au moins profiter de cet avantage pour se jeter sur la rive gauche, et tâcher de se faire jour en perçant par Milan et Brescia sur Mantoue. Cela eût été fort bien, s'il avait réussi à culbuter Chabran et Moncey ; mais si ceux-ci parvenaient seulement à contenir deux jours les têtes de colonnes autrichiennes dans les prairies coupées de Lombardie, où l'on ne combat que sur les chaussées et les digues, n'aurais-je pas eu le temps d'accourir, et Mélas n'eût-il pas été réduit à mettre bas les armes ? Du côté de Gênes, il n'avait guère plus de chances : Suchet, se trouvant déjà à Aqui, pouvait le prévenir. Le général autrichien n'avait donc que deux partis à prendre, m'attaquer derechef à Marengo, ou sauver à son maître 60 mille hommes épars, en traitant de la remise des places d'Italie : l'un était plus glorieux, l'autre était plus sûr et plus prudent ; il perdait des places qui n'étaient pas à l'Autriche, et il sauvait une belle armée.

Dès le lendemain de la bataille, il m'envoya un parlementaire pour traiter d'une convention. Je saisis avec joie l'occasion de recouvrer d'un trait de plume la plus grande partie de l'Italie : j'accordai à Mélas la permission de se retirer avec son armée sur le Mincio ; en revanche, il me fit remettre les places de Coni, d'Alexandrie et de Gênes ; le fort Urbin et les citadelles de Tortone, de Milan, de Turin, de Pizzighetone, de Plaisance, de Ceva et de Savone ; enfin le château d'Arona.

L'armistice d'Alexandrie s'étendit aussi, peu de temps après, à l'armée d'Allemagne. Moreau rendu plus circonspect par le grand détachement qu'il avait dû faire sous Moncey, avait guerroyé un mois autour d'Ulm et du camp retranché ; mais, convaincu enfin de l'ascendant qu'il avait sur Kray, il s'était ébranlé au milieu de juin pour manœuvrer de manière à lui enlever l'avantage de ce camp ; il opéra un grand mouvement, la droite en avant, passa le Lech, s'empara d'Augsbourg, acheva sa conversion pour s'établir en bataille sur la rive droite du Danube et menacer Kray de le couper de Vienne : la manœuvre était habile ; elle eut un plein succès. L'armée française ne s'en tint pas là, elle franchit le Danube à Hochstedt, vengea dans ces plaines l'affront que Tallard et Marsin y avaient imprimé aux armes françaises, battit la gauche et la réserve de Kray, qui n'eut rien de mieux à faire que de décamper pour regagner l'Iser [1].

Moreau l'ayant prévenu à Munich, le fit reployer jusque sur l'Inn, lorsqu'une convention, signée à Parsdorf, mit sur ce point aussi un terme aux hostilités.

J'avais droit d'espérer que les revers de l'Autriche l'amèneraient à un accommodement. Du milieu même du champ de bataille de Marengo, j'avais chargé le général St-Julien de porter au cabinet des paroles de paix, en lui donnant à entendre que j'étais prêt à traiter aux mêmes conditions qu'à Campo-Formio.

Sans doute ma victoire, quoique brillante,

[1] Un infâme libelliste dont l'horrible plume a souillé tout ce qu'elle a touché, l'abbé Mongaillard, a prétendu que j'avais laissé ignorer les succès de Moreau aux Français ; tandis que tous les moniteurs de l'an IX sont pleins des rapports très-bien faits du général Dessolles, son chef d'état-major. C'est ainsi qu'on s'est permis de me juger.

ne m'avait pas encore conduit sur les Alpes noriques comme en 1797; mais, en échange, l'armée du Rhin était dans une attitude bien autrement menaçante qu'à cette époque.

Négociation du général St-Julien.

Le cabinet de Vienne me renvoya M. de St-Julien avec une lettre de créance de l'empereur même, qui m'engageait à ajouter foi à tout ce qu'il me dirait. L'intention de son gouvernement était de négocier de concert avec l'Angleterre, avec laquelle il venait de conclure un traité de subsides deux jours avant d'apprendre le désastre de Marengo. La situation était piquante, et, dans le fait, traiter séparément huit jours après une pareille transaction, eût été une félonie.

Le général St-Julien m'ayant remis ses lettres, je lui fis sentir tout l'avantage qui résulterait pour sa cour de traiter sans perte de temps; car je ne pouvais consentir à aucun délai, sans exiger de fortes garanties, puisque partout la victoire me permettait de continuer les opérations avec succès : chaque semaine de retard coûterait ainsi à l'Autriche une place ou une province. Cet officier, consultant l'intérêt militaire plus que la position diplomatique de son cabinet, signa le 28 juillet des préliminaires admettant les mêmes bases que le traité de Campo-Formio. Duroc repartit aussitôt avec lui pour Vienne, afin d'en obtenir la ratification.

Le cabinet de Vienne le désapprouve.

Thugut furieux que son envoyé eût été plus loin qu'il ne voulait, le fit exiler en Transilvanie, et repoussa les préliminaires, tout en reconnaissant qu'il était prêt à continuer les négociations de concert avec les Anglais; car dans l'intervalle, lord Minto, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, avait déclaré que son cabinet serait disposé à une négociation qui aurait pour objet l'intérêt commun des deux cours.

Quoique cette résolution fût assez naturelle dans l'état réel des choses, elle m'indigna, parce que la lettre de l'empereur était de nature à ne pas pouvoir reculer sur les engagements que prendrait son envoyé; que ces engagements étaient d'ailleurs modérés; que l'intervention de l'Angleterre entraînerait des longueurs; que le temps était plus profitable à mes ennemis qu'à moi; enfin, qu'il me convenait d'isoler la cause de l'Autriche de celle de l'Angleterre. J'ordonnai aux généraux Moreau et Brune de rompre de suite l'armistice en Allemagne et en Italie.

Négociation pour un armistice naval et pour prolonger celui du continent.

Cette notification en imposa à Vienne. Le cabinet sentait le besoin de la paix; d'un autre côté, je ne voulais pas la repousser pour un simple défaut de forme, et j'avais entamé des négociations à Londres par Otto, à l'effet de conclure un armistice naval. Je pouvais tirer un double parti de mon attitude victorieuse sur l'Inn et le Mincio : c'était d'obtenir d'un côté cet armistice naval, qui me permît d'envoyer quelques frégates en Égypte et à Malte avec des armes, des hommes et des munitions, et d'exiger de l'autre que l'Autriche me remît les places d'Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg, pour arrêter ma marche offensive. L'Autriche y consentit; l'armistice fut signé à Hohenlinden, le 20 septembre, et confirmé à Castiglione pour l'armée d'Italie.

L'Angleterre ne voulut pas admettre un armistice naval, parce qu'elle comptait sur la prochaine chute de Malte, qui se trouvait sévèrement bloquée depuis deux ans, et qu'elle craignait en outre l'envoi d'un ren-

fort qui consoliderait notre position en Égypte.

Kléber propose d'évacuer l'Égypte.

En effet, un événement qui pouvait avoir des suites importantes venait de se passer en Orient. Après mon départ d'Égypte, le général Kléber, voyant sa position trop en noir, m'avait dénoncé au Directoire. Lorsque sa lettre arriva à Paris, j'étais à la tête du gouvernement. Je ne crus pas que Bonaparte, premier consul, dût venger les querelles de Bonaparte général. Je fis répondre à Kléber par des encouragements. Dans les entrefaites, le visir Mehmed-Pacha, convaincu qu'il ne s'agissait que de se présenter pour vaincre, s'était avancé sur *El-Arisch* avec 50 mille hommes. Kléber lui proposa d'évacuer l'Égypte, ce que les Turcs acceptèrent avec empressement. Mais les Anglais, instruits que les stipulations du traité étaient en pleine exécution, et que la plupart des forts seraient déjà remis aux troupes ottomanes, se crurent autorisés à ne point le ratifier, quoiqu'il eût été négocié de concert avec l'amiral Sidney-Smith. Ils comptaient que l'Égypte serait entièrement occupée par les Turcs quand leur refus arriverait, et que l'armée, réduite à s'embarquer, tomberait en leur pouvoir. Ce calcul machiavélique tourna à la confusion de ses auteurs.

Il est forcé de vaincre à Héliopolis.

Kléber avait commis une imprudence manifeste ; il sentit la nécessité de vaincre pour la réparer, et il marcha le 20 mars au visir, qui s'avançait sur Héliopolis. En moins de quatre heures, il mit l'armée turque dans une déroute complète, la rejeta dans le désert avec perte de 10 mille hommes, et rentra triomphant au Caire, dont un corps turc s'était momentanément emparé. Le visir se vengea de sa défaite en faisant lâchement assassiner son vainqueur, le jour même où nos armes triomphaient à Marengo.

La victoire d'Héliopolis pouvait consolider notre position en Égypte, si nous parvenions à y jeter quelques mille hommes de renforts, et les différents objets nécessaires pour y fonder une colonie. Pitt et Grenville en eurent peur, et élevèrent toutes les difficultés pour repousser l'armistice naval.

Je fis sentir combien il serait ridicule de déposer les armes envers la puissance sur laquelle j'avais des avantages, et de rester en état d'hostilités avec l'autre. Lord Grenville sentit la force de l'argument. On admit la nécessité de l'armistice naval et la levée des croisières ; mais on voulut interdire toute navigation aux bâtiments de l'état, et n'admettre que des vivres pour quinze jours à Malte et à Alexandrie (Malte venait de se rendre, le 5 septembre, au général Pigot, au moment où l'on se disputait sur les obstacles à mettre à son ravitaillement ; mais cet événement ne nous était pas encore connu). Dès lors il n'était guère probable que nous pussions nous entendre pour la paix, soit avec les deux puissances collectivement, soit avec l'Autriche seule.

Convention importante avec les États-Unis.

Je profitai du loisir que cette suspension d'hostilités me donnait à Paris, pour mettre en règle nos relations avec les États-Unis.

Les farces démagogiques des agents du comité de salut public nous avaient brouillés, en 1793, avec ces fils aînés de la liberté française, et les honteuses prévarications des agents du Directoire avaient empêché Pinckney de rétablir la bonne harmonie qui n'aurait jamais dû être troublée entre nous. A la vérité, les Américains avaient à se reprocher d'avoir consenti au droit de visite que s'arrogeait l'Angleterre ; mais ce n'était

pas en rompant ouvertement avec eux, ni en les menaçant sans ménagement, qu'on aurait pu les faire revenir à d'autres sentiments. Mes victoires ouvrirent une nouvelle voie. Les députés qui se trouvaient depuis deux ans à Paris s'entendirent avec mon frère Joseph et avec Rœderer. Une convention, conclue le 30 septembre à Morfontaine, régla nos rapports ultérieurs sur le pied des nations les plus favorisées, et sanctionna les principes sacrés du droit maritime. La liberté de la navigation neutre y fut solennellement proclamée, sans autres restrictions que celles qui résultent du droit universel à l'égard des ports effectivement bloqués et des marchandises de contrebande, c'est-à-dire aux vivres, armes et munitions. Enfin, le principe que le pavillon couvre la marchandise y était consacré comme le seul qu'une législation juste et sage pût admettre.

Querelles des Anglais avec les neutres.

Cet événement était de la plus haute importance ; car, dès le mois d'août, le Danemarck et la Suède se trouvaient engagés dans de sérieuses contestations avec l'Angleterre, qui, peu satisfaite de méconnaître les règles du droit maritime, ne rougissait pas d'attaquer même les convois escortés par des bâtiments de guerre danois et suédois.

La Russie et la Prusse, intéressées au maintien du respect dû à leur pavillon, intervenaient dans ces importantes discussions ; et un orage qui s'amoncelait de toutes parts menaçait le trident britannique.

Rupture de la négociation de Londres.

Ce n'était pas moi qui, dans de pareilles occurrences, pouvais donner l'exemple de fléchir devant les prétentions anglaises. Je n'en étais que plus fermement résolu de ne pas traiter sans avoir mis mes intérêts les plus chers à l'abri, par un armistice naval convenable. Les conditions imposées par lord Grenville ne remplissant pas le but, la négociation fut rompue le 9 octobre à Londres, et je déclarai que je ne traiterais avec l'Autriche et l'Angleterre que séparément.

Conspiration Cerrachi.

Le jour même où la négociation se rompait à Londres, un complot menaçait mes jours à Paris. D'obscurs factieux, se comparant aux Brutus et aux Cassius, méditaient dans l'ombre les moyens de se débarrasser d'un général que leur imagination déréglée leur présentait comme un autre Cromwell ou un despote oriental.

Je devais me rendre à l'Opéra ce jour-là, et tout Paris en était instruit. Fouché vint m'informer que les conjurés, à défaut du Capitole, avaient choisi les corridors d'un théâtre pour exécuter leur projet. On me pressait de ne point m'y rendre. Je n'eus garde de suivre un conseil si peu digne de moi ; mais je fis prendre les mesures nécessaires pour s'assurer des coupables. Cerrachi et Arena furent saisis avec les poignards et les armes dont ils devaient me frapper ; ils furent jugés et condamnés.

Expéditions des Anglais contre le Ferrol et Cadix.

L'Angleterre, au milieu des contestations qu'elle venait d'élever, redoublait d'audace et d'activité pour s'assurer des avantages que la situation des choses lui promettait ; et, pour faire oublier au peuple anglais les malheurs de la famine qui désolait les trois royaumes, elle portait son pavillon victorieux sur tous les points du globe. Il semblait qu'il ne manquât au gouvernement anglais que des garnisons pour prendre possession de la moitié du monde. La perte de ces colonies réagissait sur la politique des états européens comme sur leur marine ; en privant les peuples du commerce

de longs cours, elle leur enlevait les premiers éléments d'une marine militaire, et les mettait ainsi hors d'état de soutenir leur système colonial.

Déjà depuis six mois, les colonies de Surinam et de Demerari avaient été enlevées à la Hollande sur le continent américain ; les îles de Curaçao et de St-Eustache eurent le même sort. L'amiral Popham venait en outre de mettre à la voile avec une expédition pour la mer du Sud. Enfin, un armement considérable, dont le général Pulteney devait commander les troupes, se préparait dans les ports, et devait aller joindre Abercrombie pour former quelque grande entreprise. Tel est l'avantage d'une vaste puissance maritime ; elle menace tout à la fois, et on ne sait sur quel point il faut l'attendre : elle frappe là où il lui convient et quand il lui convient.

L'expédition de Pulteney pouvait avoir en vue la Hollande que nous avions dégarnie, pour former d'abord l'armée de réserve et ensuite l'armée gallo-batave qu'Augereau rassemblait vers Mayence ; elle pouvait attaquer Anvers, Flessingue, Boulogne, comme elle pouvait insulter l'Espagne ou descendre en Égypte. J'assemblai un corps à Amiens sous les ordres de Murat, dans l'idée que la Hollande ou Anvers étaient son point de mire. Ce corps se composait en partie de grenadiers réunis de tous les bataillons de garnisons dans l'intérieur. Mais Pulteney cingla vers les côtes d'Espagne, où il comptait faire à la flotte du Ferrol, ce qu'Abercrombie et l'amiral Mitchel avaient fait au Texel à la flotte batave. Pulteney, débarqué le 25 août, attaqua le fort St-Philippe et les hauteurs de Brion ; mais l'amiral Moreno ayant mis à terre une partie des équipages de l'escadre, déjoua un projet qui ne paraissait calculé que sur une surprise et sur la négligence dans le service qui règne parmi les Espagnols. Pulteney déjoué renonça avec assez de légèreté à sa tentative, et fit voile pour Cadix.

En même temps, Abercrombie, que l'armistice rendait inutile en Italie, avait reçu l'ordre de se présenter devant Cadix ; la jonction des deux escadres se fit à Gibraltar.

A la tête de cette nouvelle Armada, lord Keith parut, le 6 octobre, devant cette riche cité, alors en proie aux ravages de la fièvre jaune, et que ses malheureux habitants avaient en partie désertée. Toutefois, moins audacieux que le célèbre d'Essex, il se contenta d'abord de la bombarder ; le général Morla, qui y commandait, lui opposa une ferme contenance. Enfin, Abercrombie s'était décidé à mettre à terre une partie de ses troupes, à la pointe de San-Lucar, et déjà elles avaient commencé une attaque, lorsque l'ordre de se rembarquer les arrêta dans ce projet. On a dit que la crainte de communiquer avec une population de pestiférés avait seule sauvé Cadix.

Ces deux entreprises, poussées plus à fond, eussent peut-être réussi : on ne comprend pas qu'avec une pareille réunion de moyens, les généraux anglais n'aient fait que des démonstrations.

Thugut quitte le ministère.

Pendant que la guerre maritime se poussait avec tant d'activité, rien ne se décidait encore sur le continent. Cependant Thugut, qui avait déjà quitté le ministère en 1797, pour ne pas traiter avec nous, avait feint de céder de nouveau le portefeuille au comte de Cobentzel (4 octobre) ; mais celui-ci étant parti quelques jours après de Vienne pour Lunéville, où un congrès avait dû se rassembler, il remit le portefeuille au comte de Lehrbach, sous le nom duquel Thugut continua à diriger les affaires.

Celui-ci se flattait encore de nous arracher l'Italie. Son armée s'était renforcée sur

le Mincio. Les Napolitains, délivrés de leurs guerres intestines et des massacres juridiques ordonnés par la reine, et barbarement exécutés sur les bâtiments de Nelson, s'avançaient aux confins de la Toscane. Abercrombie pouvait descendre d'un instant à l'autre à Livourne, avec la petite armée qu'il promenait de Minorque sur les côtes de Toscane et de là à Gibraltar. Le grand-duc formait ses milices à l'aide d'un corps autrichien commandé par le général Sommariva.

Occupation de la Toscane.

Je résolus de prévenir la jonction de ces éléments orageux. Le général Dupont reçut l'ordre d'entrer en Toscane, de désarmer les milices, et d'occuper Florence et Livourne; ce qu'il exécuta le 16 octobre après de légers combats à Barberino et Arrezo.

Préparatifs sur le continent.

L'activité des négociations politiques pendant les mois de juillet, août et septembre, n'avait pas empêché les deux partis de continuer leurs préparatifs. J'avais d'abord fait entrer en Suisse une seconde armée de réserve, formée à Dijon par Macdonald, et forte d'environ 14 à 15 mille hommes. Augereau assemblait à Mayence une petite armée gallo-batave de même force. Ces corps étaient destinés à débarrasser mes deux armées principales de ces accessoires qui inquiètent les flancs, morcèlent les armées, et sont le prétexte de toutes les fautes des généraux médiocres. Macdonald couvrirait à la fois dans le Tyrol la gauche de Brune et la droite de Moreau; il deviendrait un corps de manœuvre pour déborder l'ennemi, il lierait les deux armées. Augereau balaierait la gauche du Danube, contiendrait les forces que l'ennemi assemblait en Bohême, et laisserait à la belle armée de Moreau toute la liberté de ses mouvements.

Les Autrichiens avaient aussi mis le temps à profit. L'archiduc palatin s'était rendu en Hongrie pour y renouveler la levée en masse de 1797. L'archiduc Charles, qu'une injuste disgrâce privait du commandement suprême, pressait, dans le gouvernement de Bohême qu'on lui avait conféré, l'organisation de légions de 10 à 12 mille hommes qui devaient bientôt entrer en ligne. Des recrues affluèrent de tous les états héréditaires pour recompléter les régiments. La petite armée de Condé, revenue du service de Russie à celui de l'Angleterre, et un beau contingent bavarois, renforcèrent en outre les impériaux. L'empereur François se rendit lui-même à son armée pour raviver l'amour de la patrie et de la gloire. Cédant à des considérations dont il serait difficile d'assigner la cause, il crut devoir remplacer Kray par l'archiduc Jean, jeune prince instruit dans l'art militaire, mais qui n'avait ni l'expérience ni le génie de son frère l'archiduc Charles. On lui donna pour conseils les mêmes généraux Lauer et Weyrother, qui avaient été les guides de Wurmser et d'Alvinzi dans les grandes journées de Bassano et de Rivoli, et qui, malgré toute leur érudition, manœuvraient toujours fort bien pour se faire battre; car rien n'est pire que l'érudition sans principes.

Grâce à ces préparatifs, l'Autriche crut qu'il serait honteux de faire la paix en nous abandonnant Mantoue qu'elle possédait encore. Il est rare qu'un état fasse la paix après quelques défaites, sans recouvrer une partie de ce qu'il a perdu au moyen du sacrifice qu'il fait du reste : on voit rarement une nation qui se respecte céder plus qu'on ne lui a pris, quand elle se croit en mesure de le défendre. Nous dirons plus tard combien ces maximes naturelles ont été méconnues

dans les conditions qu'on a prétendu m'imposer.

Tout espoir de rétablir la paix sans combats étant évanoui, je me décidai à rompre l'armistice, au milieu de novembre, malgré la rigueur de la saison. Si nous laissions tout l'hiver à l'Autriche, les chances de ce repos seraient entièrement contre nous : Moreau et Brune reçurent donc l'ordre de dénoncer la reprise des hostilités.

Plan d'opérations.

J'avais conçu un projet très-hardi pour déborder l'armée de Bellegarde sur le Mincio, en faisant franchir toute la chaîne des Alpes rhétiennes à Macdonald, pour déboucher sur Trente et refouler les Autrichiens sur les lagunes de Venise, en même temps que Brune les attaquerait de front. Afin de l'exécuter plus sûrement, Murat reçut l'ordre de partir avec le camp d'Amiens pour l'Italie, aussitôt que la destination connue de Pulteney l'aurait rendu disponible. J'avais eu un moment l'envie de me porter, avec 80 mille hommes, par les Alpes noriques sur Vienne, en même temps que Moreau y arriverait par la vallée du Danube. Je me décidai néanmoins à ne pas me rendre en personne à l'armée de Brune qui, par la tournure des événements, ne serait qu'un accessoire : je fus confirmé dans cette résolution par ce qui s'était passé à Paris à l'époque de Marengo. Le parti vaincu au 18 brumaire était encore assez vivace : à la première nouvelle des succès de Mélas apportée par un courrier de commerce, les jacobins me croyant vaincu avaient proposé, dit-on, à Carnot, ministre de la guerre, un coup d'état contre moi. On sait trop le parti qu'il eût pris, si une heure après, mon courrier annonçant une victoire décisive, n'avait changé la face des affaires. Je crus plus sage de diriger les opérations du fond de mon cabinet, et Berthier reprit le portefeuille de la guerre.

Macdonald trouvait sa tâche d'une exécution impossible, ses moyens hors de proportion ; il m'envoya son chef d'état-major pour me porter des objections.

Après avoir écouté attentivement l'exposé de cet officier, je l'interrogeai sur la force présumée et les positions du corps du général Hiller, du côté de l'Allemagne, et des divisions Laudon, Dedowich et Wukassowich qui couvraient le Tyrol italien. Embrassant ensuite d'un coup-d'œil cette masse des grandes Alpes, entre le Rhin et l'Adige, j'analysai les différentes hypothèses que ce vaste théâtre présentait à mes combinaisons, puis j'ajoutai : « Nous enlèverons sans com-
« battre cette immense forteresse du Tyrol;
« il faut manœuvrer sur les flancs des Au-
« trichiens, menacer leur dernier point de
« retraite ; ils évacueront sur le champ toutes
« les hautes vallées. Je ne changerai rien à
« mes dispositions. Retournez prompte-
« ment ; je vais rompre l'armistice : *dites à*
« *Macdonald qu'une armée passe tou-*
« *jours, et en toute saison, partout où*
« *deux hommes peuvent poser le pied.* Il
« faut que, quinze jours après la reprise des
« hostilités, l'armée des Grisons se trouve
« aux sources de l'Adda, de l'Oglio et de
« l'Adige ; qu'elle ait tiré des coups de fusil
« sur le mont Tonal qui les sépare ; enfin
« qu'arrivant à Trente, elle forme la gauche
« de l'armée d'Italie, et manœuvre de con-
« cert avec elle sur les derrières de Belle-
« garde. Je saurai porter à temps des ren-
« forts où ils seront nécessaires : ce n'est pas
« sur la force numérique d'une armée, mais
« bien sur le but et l'importance de l'opé-
« ration que je mesure celle du comman-
« dement. »

Succès brillants de l'armée du Rhin.

Les hostilités recommencèrent vers la fin

de novembre. Peu de jours après, Moreau gagna la bataille décisive de Hohenlinden. L'archiduc Jean voulant prendre l'initiative, au lieu de nous attendre derrière la redoutable position de l'Inn, se jeta dans le pays fourré entre cette rivière et l'Iser, afin de déboucher sur Munich, tandis que le corps de Klénau, avec une bonne partie de sa cavalerie, déboucherait par Ratisbonne, et lui donnerait la main à Dachau. L'archiduc, excité par Weyrother, pénètre, le 3 décembre, dans la grande forêt de Hohenlinden, sur quatre colonnes. Trois de ces colonnes marchaient par des chemins détestables et détrempés par une neige abondante. La principale, composée du centre avec tous les parcs et les réserves, cheminant par une belle chaussée, débouche, deux heures avant les autres, sur Anzing, tombe au milieu des divisions de Moreau, et en est chaudement accueillie. Par un hasard non moins heureux, Richepanse, se dirigeant dans la forêt, se croise avec la gauche des Autrichiens qui avait été fort retardée, s'empare ainsi de la chaussée, et prend le centre de l'archiduc en flagrant délit, en l'attaquant à revers dans un défilé dont Moreau lui disputait l'issue. Assailli de toutes parts dans ce coupe-gorge, l'archiduc Jean, après avoir perdu 100 pièces de canon et 12 mille hommes, est trop heureux de regagner l'Inn.

Cette victoire était d'autant plus heureuse qu'elle avait été remportée sans que l'aile droite sous Lecourbe, ni la gauche sous Collaud, y prissent aucune part; Moreau les avait bien appelées à lui dès qu'il avait appris la marche offensive de l'ennemi, mais elles n'avaient pas eu le temps d'arriver.

L'armée victorieuse suivit impétueusement l'ennemi épouvanté. Les têtes de nos colonnes, guidées par Lecourbe, Richepanse, Decaen, jeunes guerriers pleins d'activité et d'ardeur, prenant à peine quelques heures de repos, le poursuivaient avec cette vigueur dont j'avais donné l'exemple en 1796.

L'imposante barrière de l'Inn, malgré ses trois têtes de ponts retranchées pendant l'armistice, et malgré la place de Braunau, ne put les arrêter plus d'un jour. L'emplacement fautif de l'ennemi permit à Moreau de menacer la droite, et de passer l'Inn sur l'extrême gauche, près de Rosenhaim.

Les Autrichiens tinrent en avant de Salzbourg, et Lecourbe faillit y être engagé seul dans un combat désavantageux : sa fermeté lui donna le temps de remédier au mal. La Salza, la Traun, l'Enns, furent franchies avec la même vigueur. Richepanse enleva plusieurs arrière-gardes ennemies, et montra une grande habileté. Le général Klénau, qui était allé courir vers Ratisbonne avec un corps assez nombreux, surtout en cavalerie, paralysé par la déroute de l'armée principale, n'eut rien de mieux à faire qu'à se joindre au général Simbschen et aux légions de Bohême, pour tomber sur la petite armée d'Augereau, qui, ayant soumis Wurtzbourg et investi la citadelle, s'avançait vers Nuremberg. Quelques légers avantages, remportés par les Autrichiens sur ce point secondaire, n'empêchèrent pas l'armée principale de revenir jusque vers St-Polten dans le plus grand délabrement. Richepanse, Decaen, Lecourbe, se couvrirent de gloire dans cette courte campagne, qu'illustrèrent le passage de l'Inn, celui de la Salza, et les combats de Schwanstadt, Vocklabruck et Lambach.

L'archiduc Charles venait de prendre des mains de son frère le commandement d'une armée démoralisée, et qui, en vingt jours, venait de perdre 25 mille hommes hors de combat, 120 pièces de canon, 4 mille voitures. Arrivant sans renforts et sans espérances prochaines, comment eût-il pu y ramener la confiance et la victoire?

Armistice de Steyer.

Il proposa un armistice. Moreau avait ordre de n'y consentir que dans le cas où l'Autriche s'engagerait à séparer sa cause de l'Angleterre, et à traiter isolément sans délais. Il fallait 48 heures pour avoir la réponse de Vienne, et Moreau refusa de suspendre sa marche, certain que les résultats des mouvements antérieurs devaient lui donner une quantité de prisonniers et de bagages. Enfin, le cabinet de Vienne consentit à tout, et le général Grune signa, le 23 décembre, un armistice à Steyer, pour l'armée d'Allemagne seulement.

Inaction de Brune.

L'armée d'Italie était restée dans l'inaction. Brune n'avait aucun intérêt à brusquer une affaire, parce qu'il attendait Macdonald et Murat. De son côté Bellegarde, ignorant la destination de ces derniers, attendait que la cessation des pluies d'automne rendît les opérations moins pénibles dans les lagunes de l'Oglio et du bas Pô.

Passage du Splugen.

L'armée des Grisons, docile à mes ordres, s'était élancée, pleine d'ardeur, dans les neiges et les glaces du Splugen, à une époque où le voyageur même tremble de s'y exposer avec toutes les précautions d'usage.

Des masses amoncelées d'une neige mobile, cachant des précipices affreux, des avalanches menaçantes, mille dangers de toute espèce ne sauraient arrêter des braves habitués à mépriser la mort. Les colonnes, après des efforts extraordinaires, débouchent enfin sur les bords riants du lac de Como.

Ce n'est pas tout; il faut vivre au milieu des paysages pittoresques, et c'est en Lombardie qu'il faut aller chercher les moyens d'alimenter l'armée, que la Valteline dénuée de grains ne saurait nourrir. Macdonald franchit les chaînes secondaires et abruptes du col d'Apriga, moins élevé que le Splugen, mais plus difficile peut-être pour une armée.

Il propose à Brune de lui envoyer son aile gauche pour rendre plus décisive l'attaque par les montagnes. Celui-ci craint, en s'affaiblissant dans la plaine, de se livrer aux coups de Bellegarde; car, s'il est battu et rejeté derrière l'Adda, l'armée de Macdonald serait perdue dans les gouffres du Tyrol.

Tous deux avaient raison : il était bien de porter nos efforts sur la gauche, il ne l'était pas de le faire partiellement. Si j'avais été sur les lieux, j'aurais marché moi-même, avec ma gauche et le corps de bataille, pour joindre Macdonald, et faire à Bellegarde ce que j'avais fait, en 1796, à Wurmser, à Bassano, en ne laissant qu'un corps léger sur l'Adige. Macdonald, piqué du refus, s'en alla attaquer le Tonal, dont l'ennemi avait hérissé les cimes glacées de retranchements. Il y fut repoussé.

Opérations de Brune.

Le passage du Mincio avait eu lieu le 25 décembre; il devait se faire vers Monzambano : la droite, sous Dupont, exécuterait une attaque secondaire à Volta. Un retard fit donner contre-ordre au centre et à la gauche; Dupont ne le reçut que quand il avait déjà effectué son passage, et la démonstration devint ainsi l'affaire principale. Cette aile eut à soutenir tous les efforts de Bellegarde contre Pozzolo. Suchet vint à son secours sans consulter Brune, et nos troupes se maintinrent par miracle sur la rive gauche. Le lendemain, Brune passa en effet à Monzambano; l'ennemi céda partout aux efforts de notre belle armée, dont l'Adige ne suspendit qu'un instant la marche victo-

rieuse. La gauche, sous Moncey, remonta ce fleuve par Roveredo.

Jonction de l'armée des Grisons.

Macdonald, de son côté, après avoir laissé la moitié de sa petite troupe sous Barague-y-d'Hilliers, aux sources de l'Adige, avait passé les rochers du val d'Apriga, et était descendu sur Breno, afin de communiquer avec la brigade Lecchi, envoyée par Brune à sa rencontre. Repoussé, comme je l'ai dit, à l'attaque du Tonal, il dut se rabattre, par Pisogno et le col de San-Zeno, sur Storo, en se frayant un passage dans les glaces vives, comme il l'avait fait au Splugen, dans des masses de neige. Cette courte campagne fut mémorable, notamment par les fatigues de toute espèce que les troupes eurent à supporter, et les obstacles naturels qu'elles surent vaincre à force de résignation, de dévouement et de courage. L'histoire la transmettra à la postérité, comme un des monuments de notre gloire.

Enfin, le 4 janvier Macdonald entra en communication avec Moncey ; et le 7, il déboucha par le col de Vesagno, sur Trente, où il fut joint par Vandamme, qui descendit la vallée de la Noss aussitôt que l'ennemi eût évacué le Tonal.

La droite de Bellegarde, pressée à Calliano entre Moncey et Macdonald, semblait perdue. Le général Laudon la sauva en trompant Moncey par le faux avis d'une armistice. Les Autrichiens filèrent par la Brenta pour rejoindre Bellegarde. Moncey, qui croyait entrer à Trente par suite de l'arrangement fait avec Laudon, fut assez surpris d'y trouver Macdonald. Piqué d'avoir été dupe d'un stratagème si usé, et qui se répète néanmoins presque toujours avec succès, il suivit Laudon et Wukassowich par les gorges de la Brenta. Macdonald se mit, par Botzen, aux trousses de la division autrichienne, qui avait couvert les Grisons et le haut Adige, et que Barague-y-d'Hilliers poussait sur Méran. Il allait l'entourer, quand l'armistice de Trévise enchaîna son bras, au moment où il allait recueillir du moins quelques trophées de sa pénible campagne.

Armistice de Trévise.

Brune, qui avait poussé mollement jusqu'à Trévise, prit en effet sur lui de conclure un armistice, en laissant Mantoue aux Autrichiens, et en accordant libre sortie aux garnisons des forts de Vérone, Legnago, Peschiera et Ancône, qu'on lui évacuait : c'était une double sottise, car Mantoue allait être le point décisif de la négociation prochaine avec le cabinet de Vienne, et les garnisons que nous laissions partir seraient incessamment forcées à se rendre prisonnières. J'avais prévu cette faute, en ordonnant cinq jours avant à Brune de ne point traiter sans obtenir Mantoue. Cet ordre arriva deux jours trop tard. Cette étrange convention était d'autant plus déplacée, que Murat descendait au même instant en Lombardie, et arrivait sur le Pô avec un beau corps d'élite de 12 mille hommes.

J'ordonnai à Brune de rompre aussitôt cet armistice, et de pousser en avant, à moins qu'on ne lui cédât Mantoue. Cobentzel, instruit à Lunéville de cette difficulté, s'empressa de la lever, en consentant à la remise de la forteresse, et en donnant ainsi force à la convention de Trévise.

Machine infernale du 3 nivôse.

Rien n'eût manqué à mes vœux, si l'événement du 3 nivôse (24 décembre) ne m'avait appris que j'étais encore sur un volcan. Cette conspiration fut imprévue : c'est la seule que la police n'ait pas déjouée d'avance. Elle n'avait pas de confidents, c'est

pourquoi elle a réussi. Elle était simple, car elle ne consistait qu'à embarrasser ma voiture, lorsqu'elle passerait dans la rue St-Nicaise, et à la faire sauter par une machine remplie d'artifices comprimés, que l'on a nommée machine infernale.

J'échappai par miracle. L'intérêt qu'on me témoigna me dédommagea amplement de ce complot. On avait mal choisi le moment pour conspirer; rien n'était prêt en France pour les Bourbons.

On chercha les coupables. Je le dis en vérité, je n'en accusais que les Brutus du coin des rues. En fait de crimes, on était toujours disposé à leur en faire honneur. Je fus étonné, lorsque la suite des enquêtes vint prouver que c'était aux royalistes que les habitants de la rue St-Nicaise avaient l'obligation d'être sautés en l'air.

Les Napolitains battus en Toscane.

Pendant les débats de Brune avec les Autrichiens, les Napolitains, qui semblaient prendre à tâche de ne rien faire à propos, avaient imaginé de débusquer nos détachements de Sienne et d'envahir la Toscane. Le comte de Damas y entra à la tête de 8 mille Napolitains. Sommariva, parti d'Ancône, devait insurger les vallées voisines, et franchir l'Apennin pour lui donner la main. Murat approchait alors de Parme. Cependant Miollis, ne prenant conseil que de son audace, marche avec 3 mille Franco-Cisalpins sur les Napolitains, et les met dans une déroute complète à San-Donato (14 Janvier). L'armistice de Trévise, paralysant Sommariva, livrait Naples à nos coups.

Expédition de Murat contre Naples.

Certain que la paix avec l'Autriche ne tarderait pas à se conclure, et que l'armistice nous assurait en tout cas le temps d'en finir avec Naples, je prescrivis à Brune de renforcer Murat de deux divisions, et à celui-ci de se porter sur Rome à la tête de 27 mille hommes. Je convoitais la superbe rade de Tarente qui avait servi de boulevard aux Carthaginois pour résister à la puissance romaine dans la péninsule, et où, moyennant quelques travaux, les plus nombreuses flottes pouvaient trouver un refuge. Elle avait un double intérêt pour moi à l'époque où l'Égypte était encore en notre possession : c'était un point de départ avantageux pour y porter des secours.

Murat s'avança sans obstacle jusqu'à Foligno.

Cependant la cour de Naples avait pressenti le danger où les suites de la bataille de Marengo allaient la précipiter. Si la reine Caroline était égarée par ses passions contre nous, on ne saurait néanmoins lui contester un esprit supérieur. Elle se rendit à Vienne, et de là à Pétersbourg, pour solliciter l'appui de la Russie qui avait si puissamment contribué à la ramener sur le trône.

Les projets de Paul 1er sur Malte devaient naturellement le porter à tout ce qui tendrait à lui donner quelque considération à Naples; mais la prise de possession de l'île, au nom de l'Angleterre, l'avait tellement exaspéré, qu'il s'était décidé à faire cause commune avec moi. Il envoya M. Kalitschef à Paris, et Lewaschof en Italie. Les sentiments de ce prince chevaleresque allèrent si loin, que Louis XVIII dut quitter Mittau pour se rendre à Varsovie.

Armistice de Foligno.

J'avais trop d'intérêt à satisfaire Paul, et trop peu d'avantage à paralyser de grandes forces au fond de la presqu'île, pour ne pas écouter l'intercession de Lewaschof. Murat, d'après mes ordres, signa à Foligno un

armistice avec la cour des Deux-Siciles, qui nous donnait satisfaction sur tous les griefs, et qui consentait à l'occupation de la rade de Tarente jusqu'à la paix générale.

Soult fut détaché avec 10 mille hommes pour en prendre possession, et je lui prescrivis de procéder de suite aux travaux nécessaires pour la mettre à l'abri des Anglais.

Murat s'était rendu à Rome, où le pape lui fit bon accueil. Il assura le saint-siége de mes intentions pacifiques à son égard, et la bonne harmonie fut bientôt rétablie entre nous.

Paix de Lunéville.

La paix, signé le 9 février à Lunéville, mit fin à cette seconde coalition; elle différait peu de celle de Campo-Formio. L'amendement principal concernait la Toscane cédée à l'infant de Parme, en transportant le grand-duc à Salzbourg. Cette clause était importante en ce qu'elle appelait l'intervention de l'Espagne dans les affaires d'Italie, comme sous Louis XIV et Louis XV, et qu'elle achevait d'en exhéréder la maison d'Autriche, qui, maîtresse de Vérone et de Venise, aurait pu y entrer plus facilement à l'aide de la Toscane.

Voici, au reste, les principaux articles de ce traité : 1° l'empereur, stipulant soit en qualité d'empereur d'Autriche, soit au nom de l'empire germanique, cède la Belgique et toute la rive gauche du Rhin; 2° il renonce à la Lombardie pour en former un état indépendant; 3° l'Autriche conservera en échange les états de Venise jusqu'à l'Adige, dont le Thalweg, depuis la sortie du Tyrol jusqu'à la mer, formera la démarcation; 4° le duc de Modène reçoit le Brisgau en échange de son duché, annexé à la république cisalpine; 5° le grand-duc de Toscane renonce à ses états et à sa part de l'île d'Elbe, qui seront possédés par l'infant duc de Parme, il recevra une indemnité pleine et entière en Allemagne; 6° la France remet Kehl, Cassel et Ehrenbreitstein, à condition que ces forts resteront dans l'état où ils seront remis; 7° les princes dépossédés par la cession de la rive gauche du Rhin auront une indemnité, prise en Allemagne dans le sein de l'empire; 8° les républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne, étant reconnues indépendantes par l'article 11, leurs peuples auront la faculté d'adopter la forme de gouvernement qui leur conviendra.

Cet article, quoique conforme aux principes du droit public et naturel, était un germe inévitable de discorde, et l'on eut bientôt occasion de s'en assurer : ce qui est juste n'est pas toujours sage en politique.

A tout prendre, le jour où cette paix fut signée me parut un des plus beaux de ma vie, car il fut un des plus heureux pour la France; elle était de nouveau grande et respectée : elle pouvait goûter le sommeil du lion, et se réveiller dans une attitude imposante au sein de la prospérité.

Campagne de 1801. Affaires des neutres.

Au moment où je terminais avec tant d'avantages la guerre de la seconde coalition, des événements importants se préparaient dans le Nord, aussi bien qu'en Afrique. Pour tracer une esquisse des premiers, je serai forcé de revenir un moment sur mes pas.

La grande puissance des Anglais avait dégénéré en despotisme insupportable. Les neutres n'étaient pas plus épargnés que les ennemis.

Les principes du droit des gens avaient consacré, même dans les temps les plus malheureux, que les convois de vaisseaux marchands, escortés de vaisseaux de ligne

neutres, ne seraient point soumis à la visite; mais qu'en échange, les vaisseaux de l'état ne convoieraient ni munitions prohibées, ni bâtiments étrangers. Ces dogmes salutaires étaient le dernier refuge du commerce européen dans les temps de guerre. Les Anglais violèrent sans pudeur tous les droits jusqu'alors consacrés : ils saisirent de force les convois destinés pour la France, ceux qui portaient des marchandises françaises, ou dont les cargaisons se composaient d'articles utiles à la république.

Ils attaquèrent et enlevèrent même des frégates danoises et suédoises qui voulurent défendre les propriétés confiées à la garde de leur honneur et de celui du prince, dont le pavillon serait ainsi flétri et humilié.

Avec un pareil droit maritime, le commerce russe, danois, suédois, prussien, hollandais, serait entièrement à la merci du cabinet de St-James, et les nations ne pouvaient reconnaître un tel ordre de choses sans renoncer à leur indépendance et aux sources les plus précieuses de leur prospérité.

Expédition des Anglais contre Copenhague.

L'Angleterre répondait aux justes réclamations des cabinets, *qu'elle devait faire tout ce qu'elle pouvait pour assurer sa puissance maritime, et qu'elle pouvait tout ce qu'elle voulait.* Ces prétentions et l'usurpation de Malte, dont l'Angleterre prit possession en son nom au lieu de la remettre à l'ordre dont Paul 1er avait été nommé grand-maître, indignèrent ce prince, ainsi que la Prusse, le Danemarck et la Suède. Tous crièrent aux armes, pour résister à un monopole à la fois outrageant et désespérant. On arma à Copenhague, à Stockholm, à Cronstadt et à Reval. Une quadruple alliance unit les puissances du Nord pour la conservation de leur honneur et de leurs droits.

L'Angleterre savait bien que, débarrassé de l'Autriche, je porterais tous mes efforts vers la marine. Il lui importait donc de frapper vigoureusement sur les puissances du Nord, avant qu'aucun grand plan pût être concerté entre nous ; il fallait profiter de ce que les glaces retenaient encore les 25 vaisseaux russes dans leurs ports, pour attaquer les autres.

Le cabinet de St-James, loin de céder à l'orage, fit donc partir aussitôt 20 vaisseaux et un ambassadeur pour Copenhague. L'*ultimatum* ayant été rejeté par l'influence du comte de Bernstorf, Nelson força le passage du Sund, opération qui lui réussit sans peine, parce que les batteries de la côte suédoise ne firent point feu. Il se présenta devant Copenhague, dont l'approche était défendue par dix vieux vaisseaux embossés, une foule de canonnières, et deux batteries de terre formidables, à la droite et à la gauche de la ligne.

Bataille navale de Copenhague.

Le 2 avril, Nelson attaqua cette ligne avec 12 vaisseaux et plusieurs frégates, en passant le long du banc de Mittelground, qui coupe le détroit en deux ; un des vaisseaux échoua. Le combat fut terrible, la droite de Nelson ne put rien contre la batterie des Trois-Couronnes, son centre fut abîmé par une canonnade violente ; 8 à 900 bouches à feu vomissaient la mort sur ses vaisseaux. Ils avaient si peu d'espace, que s'ils venaient à être dégréés, ils devaient échouer sur le banc, où ils se trouvaient encore sous le feu de la ligne danoise. La position parut si hasardée, que l'amiral en chef Parker donna le signal de la retraite ; Nelson y répondit par le signal de combat à mort.

Cependant les Danois avaient beaucoup souffert; plusieurs vaisseaux entièrement désemparés flottaient au milieu des deux partis. Nelson, qui venait d'échouer avec son propre vaisseau et deux autres, imagina d'envoyer un parlementaire pour sauver les blessés des bâtiments danois, qui, selon lui, avaient amené pavillon, mais dont il ne pouvait s'emparer.

Armistice avec les Danois. — Mort de Paul Ier.

Le prince royal, qui s'était couvert de gloire en ne bougeant pas des batteries de terre et en préparant cette noble résistance, tomba dans le piége, et conclut une armistice. Bien que les conditions en fussent honorables pour les Danois, il donnait gain de cause aux Anglais. On assure que sans cela Nelson eût été fort embarrassé d'échapper. On ajoute aussi, pour expliquer cet armistice, qu'au milieu du combat le prince de Danemarck avait appris la mort de Paul Ier, qui devait changer tout le système de la confédération du Nord. Cela n'est pas impossible; l'empereur avait effectivement péri dans la nuit du 22 mars, et il pouvait se faire qu'on en fût instruit à Copenhague le 2 avril.

Quoi qu'il en soit, le triomphe des Anglais à Copenhague et les dispositions pacifiques énoncées par l'empereur Alexandre à son avénement au trône, ajournèrent toutes les espérances des neutres, et l'Angleterre, à la veille d'une crise menaçante, s'en tira victorieusement.

Les Anglais descendent en Égypte.

Ses armes n'avaient pas été moins heureuses en Égypte. Le résultat de la bataille d'Héliopolis avait fait sentir au cabinet de St-James la nécessité de prendre un parti décisif. La tournure des affaires en Italie rendait un corps nombreux disponible. Abercrombie fut destiné à le conduire sur les rives du Nil. Il descendit le 8 mars à Aboukir avec 16 mille hommes, suivis de près de 6 autres mille. Il devait se concerter avec l'armée du grand-visir qui déboucherait de Syrie par le désert, et avec le corps de Baird venant de l'Inde par Suez. Si Menou eût été un homme de tête, il eût pu battre ces corps séparément, et jeter les Anglais à la mer, comme j'y avais jeté les Turcs. Mais il se morcela lui-même, repoussa les conseils de ses généraux, et fit battre ses corps en détail. Après avoir perdu la bataille d'Alexandrie, où Abercrombie trouva une mort glorieuse, le général français fut réduit à se jeter dans la place, tandis que Belliard, laissé avec trop de monde au Caire, y était investi par les Turcs réunis à Hutchinson.

Pour comble de malheur l'amiral Gantheaume, que j'avais expédié avec 6 mille hommes de renfort, parut trois fois sur les côtes d'Égypte sans avoir le courage ou l'adresse de débarquer; il revint autant de fois à Toulon, en sorte qu'il ne resta à Belliard et à Menou qu'à signer successivement des traités d'évacuation.

Pitt quitte le ministère.

Dans ces entrefaites, Pitt avait senti que la guerre n'avait plus de but légitime, et qu'il était temps d'en finir. Avant même que la flotte de Parker n'appareillât de Yarmouth, il s'était décidé à faciliter un rapprochement. Il se retira, et le ministère qui lui succéda s'empressa de renouer avec Otto, qui se trouvait toujours à Londres, les négociations interrompues à la fin de 1800.

Situation de la France.

La république prospérait de jour en jour; un de mes premiers soins, en arrivant au gouvernail, avait été dirigé vers les finan-

ces. Elles étaient dans un désordre funeste; je m'appliquai à le faire cesser. Dix systèmes destructeurs s'étaient succédé depuis M. de Calonne. Les recettes à la fin du règne de Louis XVI s'élevaient, selon le fameux compte rendu de Necker, à 480 millions, mais il y avait une dette portant l'intérêt de 260 millions; il en restait à peine 220 pour subvenir aux besoins de l'état qui se montaient à 380 millions outre la dette. On subvenait au déficit annuel par des emprunts qui aggravent le mal lorsqu'on ne trouve pas à l'instant même une recette convenable pour les balancer ou même pour les amortir. L'Assemblée constituante, sous prétexte d'économies, croyait avoir réduit les dépenses à 530 millions; mais cette réduction n'avait jamais existé que sur le papier, et n'était point un bien. Un milliard d'assignats hypothéqués sur les domaines nationaux avaient permis au ministère de marcher sans encombre jusqu'à la fin de 1791. Les apprêts de la guerre forcèrent à augmenter successivement les émissions; et la seconde assemblée, pour se populariser, ne trouva rien de mieux que de ne point forcer la rentrée des contributions, mais de recourir au moyen en apparence si commode du papier monnaie. La convention fit de la planche aux assignats un abus si ridicule, que la somme émise fut portée jusqu'à 50 milliards, à mesure de leur dépréciation. Il fut un moment où on donnait 12 à 15 mille francs pour une pièce d'or de 24 francs.

Le Directoire avait d'abord rejeté ce papier déprécié, et proclamé une première banqueroute, en ordonnant l'échange d'assignats contre des mandats à 30 capitaux pour un; mais personne n'eut confiance dans des chiffons qui ne faisaient que changer de nom, et il fallut en revenir à faire tout le service public en numéraire. Cette transition était un des points les plus délicats et les plus difficiles dans un temps de crise et de guerre à la fois intérieure et extérieure, surtout quand une guerre maritime déplorable ruinait les ports, les colonies, et tout commerce d'exportation.

Pendant dix ans la dette publique avait été mal payée ou payée en assignats sans valeur. Le Directoire se sentit hors d'état d'acquitter en numéraire les 240 millions exigés tous les ans pour payer les prodigalités de Louis XIV, du régent et de Louis XV. Il imagina après le 18 fructidor de réduire la dette des deux tiers, c'est-à-dire à 70 millions environ de perpétuel, et 10 millions de viager. Le reste fut remboursé en bons admissibles dans les achats de biens nationaux.

Cette seconde banqueroute avait ébranlé le crédit au point que le tiers consolidé ne valait que 12 pour 100, et que les deux tiers, payés en bons, étaient sans aucune valeur.

Malgré cette annulation des deux tiers de la dette, le budget des besoins s'élevait encore de 7 à 800 millions, c'est-à-dire à 300 millions de plus que sous l'administration de Necker [1]. Les besoins de la marine, de l'armée, et les frais du gouvernement républicain, causaient cette augmentation: à la vérité, les provinces de la Belgique, celles de la rive gauche du Rhin, la Savoie et le comté de Nice fournissaient au trésor un accroissement d'impositions qu'on peut estimer à 60 millions.

Le Directoire n'avait jamais pu élever les

[1] Selon le compte rendu, les besoins étaient de 633 millions, y compris 260 millions d'intérêts, etc., et les recettes de 472 millions; le déficit de 161 millions était couvert par un emprunt à 4 p. %.

Si le Directoire eût ajouté les deux tiers de la dette remboursée au budget de 1799, qui était de 780 millions, cela eût fait 941 millions.

recettes à la moitié des sommes indiquées dans les budgets ; il pourvoyait aux besoins par des délégations sur des coupes de bois inouïes ordonnées dans les domaines nationaux, par des emprunts forcés odieux, par l'argent que lui avait fourni l'Italie, et par une dette flottante ruineuse.

Pour mettre de l'ordre et de la facilité dans les recettes, je les fis diviser par douxième de mois en mois. Les receveurs-généraux durent souscrire des obligations mensuelles pour toutes les cotes foncières, mobiliaires et personnelles ; en sorte que le trésor, certain de ses moyens, avait, dès le premier janvier, à sa disposition le capital nécessaire pour assurer tous les genres de service. L'ordre dans la comptabilité et dans la dépense fut mis de pair avec celui des perceptions ; la confiance se rétablit promptement.

A la vérité, je fus forcé d'établir une espèce de chambre ardente pour réparer les gaspillages qui s'étaient introduits dans les fournitures, dans la vente des domaines nationaux, dans les coupes de bois. L'impitoyable Defermont fut mis à la tête de cette liquidation, qui, juge et partie en même temps, tranchait un peu révolutionnairement, mais qui épargnait à l'état le désagrément d'être dupe d'avides traitants et d'ignobles usuriers.

Grâce à toutes ces sages mesures, notre budget de dépenses, qui s'éleva successivement de 680 jusqu'à 800 millions, fut constamment assuré ; le service du trésor ne fut jamais en souffrance un seul moment, si l'on en excepte deux ou trois jours de crise occasionnés par la faute de son ministre ; les rentiers, les fournisseurs, les fonctionnaires, l'armée, la flotte, furent régulièrement payés. Le crédit public monta au niveau de l'intérêt de l'argent ; une caisse d'amortissement fut créée pour lui donner plus de garanties ; et la France, dont les économes politiques à la solde de l'Angleterre annonçaient chaque jour la dissolution faute d'argent, ne fut jamais dans une situation plus prospère qu'à cette époque.

Tout, dans l'intérieur, marchait de niveau avec les finances, la politique et la guerre : des codes importants se préparaient dans le recueillement ; la liste des émigrés était réduite à mille individus notés comme provocateurs de troubles ou chefs de partis ; tous les autres, au nombre de plus de 100 mille, étaient rappelés, et on leur restitua les biens non vendus, à l'exception des seules forêts excédant 400 arpents, qui furent ajoutées au domaine, et des droits sur les canaux publics. L'instruction, tombée dans les désordre, fut réorganisée par un décret (1er mai 1802) : Fourcroy et Fontanes en prirent successivement la direction.

Les factions semblaient se taire ; tant d'éclat les comprimait. La Vendée s'éteignait peu à peu : le départ de Puisaye pour l'Amérique, et la mort de Frotté pris et fusillé au moment où il voulait tenter un nouveau soulèvement en Bretagne, laissèrent le parti sans chef reconnu. Georges, le plus audacieux, s'était vu forcé à chercher un refuge en Angleterre, et les autres, las d'être instruments et victimes, ne songeaient qu'au repos. Les jacobins mêmes étaient forcés d'applaudir à ma victoire, car elle leur profitait autant qu'à moi. Je n'avais plus de rivaux.

Nécessité d'un nouveau système religieux.

Il ne restait, pour achever l'entière pacification de la France, qu'à relever les autels renversés dans les moments de la plus violente anarchie. Le clergé était dans un schisme complet depuis sa fameuse constitution civile de 1791 ; les églises étaient désertes et tombaient en ruine. Je crus devoir

rétablir la religion catholique par le même motif qui l'avait fait adopter à Henri IV, deux siècles auparavant. Mais s'il importait de rappeler ses ministres, il n'était pas moins urgent de réfréner leur ambition. Il fallait fermer l'accès de la république à cette armée sans patrie, marchant sous la bannière d'un chef étranger, qui, pendant dix siècles, pour élever la tiare au-dessus des couronnes, avait substitué l'ignorance, la superstition, le fanatisme et l'intolérance, aux admirables préceptes de l'évangile. En un mot, il fallait rétablir la religion des Fénélon, et non celle des Loyola ou des Mouchy.

Moyen de le faire avec succès.

Pour atteindre ce double résultat, trois moyens s'offraient à mon choix : le premier, de remettre l'église gallicane sous la discipline de la cour de Rome, en limitant ses droits de manière à ne lui laisser aucune influence dans les affaires de l'état ; le second, de secouer entièrement cet importun patronage, et de profiter de l'espèce d'insousiance que la révolution avait inspirée pour les matières religieuses, afin de décorer un prélat français du patriarcat, en lui attribuant l'investiture canonique, et laissant d'ailleurs subsister le rite catholique dans toutes ses formes ; enfin, le troisième était de déclarer les cultes catholique et protestant également à la charge de l'état, et de favoriser l'extension du dernier, déjà répandu dans une partie de la France, sauf à y introduire la hiérarchie.

Chances en faveur de la réforme.

Le dernier moyen eût été peut-être plus approprié aux futurs intérêts de la France et à ceux du parti qui avait triomphé dans la révolution. Quelques publicistes ont pensé qu'il aurait pu rallumer l'insurrection de l'Ouest et mécontenter la moitié de la république, qu'il importait précisément de calmer. Sans doute leurs craintes n'eussent été que trop fondées, si l'on eût voulu introduire la réforme par des voies rigoureuses ; car, malgré tout mon pouvoir, j'aurais bien pu échouer là où Henri VIII et Gustave Vasa avaient réussi : les grandes réformes religieuses sont l'ouvrage des circonstances et de l'à-propos ; vouloir les forcer, c'est soulever les peuples et faire des martyrs au lieu de prosélytes. Mais, loin qu'il fût question d'imposer une loi aux consciences, il suffisait de les diriger avec douceur. Dans l'état où se trouvait alors le catholicisme en France, il est probable qu'on n'eût pas rencontré un obstacle invincible à l'introduction d'un système qui eût placé la religion primitive de Henri IV au niveau de celle de Charles IX.

Si j'avais pu prévoir que je descendrais du trône en 1814 et 1815, je n'aurais point hésité à me prononcer pour la réforme. C'était en effet la plus puissante barrière à opposer au retour des Bourbons, principalement si cette réforme était adoptée par la masse éclairée de la nation. Les Stuarts ont bien prouvé qu'il est peu de rapprochement entre une dynastie déchue et la nation qui professe un culte différent. Les hommes qui ont voulu comparer la restauration de Charles II à celle de Louis XVIII, n'ont pas compris cette différence de situation. Mais, entraîné par mes vastes projets, je sacrifiai les avantages intérieurs à la politique extérieure.

D'un autre côté, toutes les facilités qu'on pouvait entrevoir à la propagation de la réforme n'étaient que conjecturales : il était possible que, malgré toutes les apparences, l'introduction d'un nouveau système religieux reveillât en effet les passions assoupies.

Mon pouvoir encore neuf avait besoin de se consolider ; j'avais plus de motifs que

Louis XIV pour dire, *L'état, c'est moi;* toute mesure qui pouvait provoquer une scission ou une résistance devait donc me paraître dangereuse dans mes intérêts, quelque avantageuse qu'elle pût être pour le bien public.

Chance d'un patriarcat gallican. — Je me rapproche de l'église romaine par un concordat.

Dès lors le moyen de substituer un patriarche français au saint-siége dut me paraître moins sûr encore que celui de protéger la réforme; car, si la constitution civile imposée au clergé en 1791 avait causé tant de soulèvements en France, pouvait-on espérer que les prêtres du Midi et de l'Ouest consentissent à renoncer à leurs obligations envers le pape, pour reconnaître un prélat qu'il n'eût pas manqué d'excommunier? N'était-ce pas remettre la paix de ces provinces à la merci d'une bulle qui leur eût interdit l'obéissance? D'ailleurs l'influence que la France exerçait sur l'Italie et l'Espagne n'exigeait pas moins de ménagements envers le saint-siége, et nos rapports avec l'Irlande dépendaient de ceux qui existaient dans notre croyance religieuse. Pour lutter contre l'Angleterre, il fallait absolument le concours de l'Espagne : on sait que le clergé y règne plus que le souverain; quel moyen aurait-on eu de perpétuer l'alliance entre un état gouverné par le fanatisme monacal, et une république frappée des foudres du Vatican? Il valait donc mieux laisser l'église avec le schisme déjà existant, que d'engager alors une chute aussi délicate. Toutefois, comme cela n'eût pas produit le résultat immédiat que je désirais, et que je venais d'apprécier en Italie l'influence que la religion catholique est susceptible de donner à un gouvernement, je préférai de traiter avec la cour de Rome, pour rétablir les choses à peu près sur le pied où elles étaient avant la révolution. J'obtins néanmoins pour l'église gallicane plus de franchise qu'elle n'en avait jamais eu; le nombre des siéges épiscopaux fut considérablement réduit, et je conservai au gouvernement le pouvoir de s'opposer aux excès du fanatisme religieux et aux dangers des maximes ultramontaines.

Reproches faits à ce concordat.

Cette transaction, non moins honorable pour la modération du cardinal Gonsalvi que pour moi, encourut toutefois le blâme des partisans de la république, et même de quelques célèbres publicistes. « Bonaparte, « disaient-ils, s'applique vainement à dé- « truire les restes de la révolution, et à « fermer tout accès aux prétentions des « contre-révolutionnaires, puisque, par son « concordat, il rouvre à ces derniers une « porte assurée, et creuse lui-même la mine « qui ébranlera son ouvrage. »

Quoi qu'on en dise, ces craintes étaient outrées : c'est l'Europe entière qui a renversé mon ouvrage, et les armées spirituelles de Rome n'y ont eu qu'une faible part. Cependant je reconnus plus tard qu'en ne secouant pas entièrement le joug ultramontain, je donnais effectivement des armes à une réaction. Si je ne la redoutais pas de mon vivant, elle était possible après moi. C'est une grande erreur en effet de croire qu'il suffise de resserrer les limites du fanatisme pour l'empêcher d'être jamais dangereux. On n'a qu'à se rappeler combien la religion des Grégoire VII et des Boniface VIII était différente de celle des premiers évêques de St-Pierre, pour juger des progrès que le fanatisme est capable de faire en peu de temps, quand on lui fournit un point d'appui pour ébranler le monde.

Je croyais avoir bien mis la France et l'Europe à l'abri de ses prétentions; mais

l'expérience vient de prouver que je me suis trompé.

Faute commise par mes successeurs.

En effet, le concordat, avec ses articles réglementaires, remplissait toutes les conditions d'un excellent pacte religieux : il assurait à la société un moyen suffisant pour maintenir le peuple dans les lois d'une morale pure et sévère ; il garantissait la nation et le gouvernement contre l'ambition d'un clergé cosmopolite qui avait fait ses preuves depuis Grégoire VII. Quel homme raisonnable aurait pu croire que les principes de ce concordat eussent été méconnus en 1817?... Qui sait ce qui résultera des fautes commises! On n'arrête pas quand on veut une corporation redoutable qui fonde ses prétentions sur les mystères de la Divinité, et les place ainsi hors de l'atteinte des lois civiles.

La morale religieuse est un bien inappréciable pour l'humanité. Ses dogmes peuvent être même un puissant levier politique dans les mains d'un homme d'état, lorsque l'influence de ses ministres est renfermée dans de justes bornes ; mais, sous le manteau sacré des choses divines, il est facile aussi de couvrir des sociétés factieuses, et d'ébranler l'autorité même des rois les plus puissants, dès que ceux-ci ne savent pas maintenir l'influence des prêtres dans les limites qu'un gouvernement raisonnable ne devrait jamais laisser franchir.

L'Espagne et la Turquie sont de tristes exemples vivants du mal que la théocratie peut faire à une nation, quand les chefs de l'église sont en opposition avec les dépositaires de l'autorité temporelle. La Russie, l'Angleterre, la Hollande, la Prusse et tous les pays protestants, prouvent au contraire l'avantage de la soumission du clergé aux lois civiles, et de sa dépendance de l'autorité politique sans aucune intervention étrangère.

Que dix siècles de barbarie et d'erreur aient maintenu les souverains du XVII^e^ siècle sous le poids de l'influence romaine et sous le glaive de la milice de Loyola, cela se conçoit ; ils n'auraient pu secouer entièrement ce joug sans s'exposer à une révolution religieuse, toujours funeste lorsque l'étranger peut y intervenir, comme l'Espagne le fit dans les troubles de la ligue. Mais que les ministres de mes successeurs, loin de conserver les digues salutaires élevées par le concordat, aient renversé un édifice qu'ils auraient dû élever s'ils ne l'avaient trouvé tout fondé pour leur sûreté et celle de la France, c'est une absurdité qu'on a de la peine à comprendre ; c'est un attentat contre le trône et la nation dont ils seront responsables envers la postérité, et que l'histoire inflexible réprouvera. Comment les hommes appelés à tenir les rênes d'un grand peuple, peuvent-ils méconnaître les axiômes les plus simples de l'art de gouverner, au point de favoriser l'établissement de la théocratie ultramontaine? Le premier de ces axiômes est que, si la religion doit être un moyen de morale pour le public, elle doit aussi être un élément de force pour l'autorité : dès que ses ministres font un pas pour franchir ce cercle, ils deviennent des ambitieux et des factieux plus redoutables que les nobles et les autres citoyens, puisqu'ils ont la multitude fanatique à leurs ordres, et qu'ils se placent au-dessus des pouvoirs humains.

Que des princes de l'église, tels que les Ximénès, les Mazarin, les Richelieu, voulussent l'empire du sacerdoce dont ils partageaient les avantages, cela était naturel ; mais la chose est fort extraordinaire de la part d'un chef laïc au XIX^e^ siècle.

Ce qui s'est passé depuis mon exil m'a

prouvé que, sous le rapport philosophique, je n'avais pas pris le meilleur parti. Mais, en envisageant mon système sous le point de vue politique de nos rapports avec l'Italie et l'Espagne, il trouvera grâce aux yeux des hommes d'état.

Négociations de Londres.

Les négociations avec l'Angleterre, reprises après la retraite de Pitt et la paix de Lunéville, n'avaient point marché au gré de nos désirs.

L'Égypte et Malte étaient une pierre d'achoppement pour les deux cabinets. Les Anglais avaient débarqué 20 mille hommes aux bouches du Nil, et y obtenaient des succès : ils en attendaient l'issue, pour traiter plus avantageusement.

De mon côté, je voulais me donner une situation équivalente, en menaçant le Portugal et l'Angleterre même d'invasion. Mon frère Lucien, alors chargé de l'ambassade de Madrid, reçut l'ordre de se concerter à cet effet avec le gouvernement espagnol.

Une petite armée, assemblée à Bayonne sous mon beau-frère Leclerc, traversa les Castilles, et se présenta vers Almeyda, en même temps que le prince de la Paix, à la tête de 30 mille Espagnols, descendait la vallée du Tage et menaçait Lisbonne. Le prince régent se hâta d'acheter la paix au prix d'une somme de 30 millions, et de la cession d'Olivenza à l'Espagne. Ce résultat n'atteignait pas mon but ; je refusai la ratification du traité, exigeant l'entière occupation du royaume.

En même temps, j'assemblais une flottille à Boulogne pour menacer l'Irlande ou les côtes d'Angleterre même. Nelson vint attaquer cette flottille avec des machines incendiaires, et fut repoussé avec perte.

Ces démonstrations réciproques eurent une faible influence sur les négociations, car elles traînèrent jusqu'au milieu de juillet, sans qu'on en entrevît les résultats. Les Anglais ne se pressaient pas, parce qu'ils apprenaient de jour en jour les succès d'Abercrombie en Égypte; mais, d'un autre côté, la presqu'île de Tarente était occupée, Naples subjuguée, le Portugal menacé d'une invasion ; enfin la paix continentale se consolidait de jour en jour, et il fallait que l'incertitude eût un terme. Otto signifia donc le 14 juillet, au cabinet anglais, que je refusais de ratifier le traité de Badajoz entre l'Espagne et le Portugal, et que j'insistais sur l'occupation de ce dernier royaume, uniquement afin de nous ménager un moyen de compensation pour les colonies espagnoles que l'on prétendait garder. Cette déclaration en amena réciproquement plusieurs autres qui donnèrent une marche plus rapide à la négociation, dont Malte avait été jusque là le point difficile. Dans une note du 27 juillet, Otto s'expliquait en ces termes :

« Le gouvernement français ne veut rien « oublier de ce qui peut mener à la paix gé- « nérale, parce qu'elle est à la fois dans l'in- « térêt de l'humanité et dans celui des al- « liés.

« C'est au roi d'Angleterre à calculer si « elle est également dans l'intérêt de sa po- « litique, de son commerce et de sa nation; « et, si cela est, une île éloignée de plus ou « de moins ne peut être une raison suffi- « sante pour prolonger les malheurs du « monde.

« Le soussigné a fait connaître par la der- « nière note, combien le premier consul avait « été affligé de la marche rétrograde qu'a- « vait prise la négociation ; mais lord Haw- « kesbury, contestant ce fait dans sa note « du 20 juillet, on va récapituler l'état de la « question avec la franchise et la précision « que méritent des affaires de cette impor- « tance.

« La question se divise en trois points :
« La Méditerranée, les Indes, l'Amérique.
« L'Égypte sera restituée à la Porte ; la « république des sept-Iles est reconnue ; « tous les ports de l'Adriatique et de la Méditerranée qui seraient occupés par les « troupes françaises, seront restitués au roi « de Naples et au pape ; Mahon sera rendu « à l'Espagne ; Malte sera restituée à l'ordre, « et si le roi d'Angleterre juge conforme à « ses intérêts, comme puissance prépondérante sur les mers, d'en raser les fortifications, cette clause sera admise.

« Aux Indes, l'Angleterre gardera Ceylan, « et par là deviendra maîtresse inexpugnable de ces immenses et riches contrées ; « les autres établissements seront restitués « aux alliés, y compris le cap de Bonne-Espérance.

« En Amérique, tout sera restitué aux « anciens possesseurs. Le roi d'Angleterre « est déjà si puissant dans cette partie du « monde, qu'exiger davantage, c'est, maître « absolu de l'Inde, vouloir l'être encore de « l'Amérique.

« Le Portugal sera conservé dans toute « son intégrité.

« Voilà les conditions que le gouvernement français est prêt à signer.

« Les avantages que retire le gouvernement britannique sont immenses ; en prétendre de plus grands, ce n'est pas vouloir « une paix juste et réciproquement honorable.

« La Martinique n'ayant pas été conquise « par les armes anglaises, mais déposée par « les habitants dans les mains des Anglais, « jusqu'à ce que la France eût un gouvernement, ne peut pas être censée possession anglaise : jamais la France n'y « renoncera.

« Il ne reste plus actuellement au cabinet « britannique qu'à faire connaître le parti « qu'il veut prendre ; et si ces conditions « ne peuvent le satisfaire, il sera du moins « prouvé à la face du monde que le premier « consul n'a rien négligé, et s'est montré « disposé à faire toute espèce de sacrifices « pour rétablir la paix et épargner à l'humanité les larmes et le sang, résultats « inévitables d'une nouvelle campagne. »

La chose traîna jusqu'au commencement de septembre. L'Angleterre ne se contentait plus de la Trinité, elle prétendait garder Tabago et les possessions hollandaises du continent américain ; elle élevait des entraves à la remise de Malte. Maîtresse de l'Asie, elle ne déguisait plus qu'elle voulait l'être de l'Amérique et du Levant. Je lui fis faire, le 11 septembre, une déclaration forte et péremptoire, et j'insistai sur l'occupation du Portugal par mes troupes, si elle n'en finissait pas.

Signatures des préliminaires.

Tant de fermeté eut l'heureux résultat qu'on devait attendre. Le gouvernement anglais renonça non-seulement à la possession de Démérari et de Berbice, mais encore à la franchise de ces établissements, qu'il avait d'abord substituée à la demande de leur conservation. Enfin, les préliminaires de cette paix si ardemment désirée furent signés à Londres le premier octobre, entre Otto et lord Hawkesbury.

L'article 1er portait la prompte cessation des hostilités sur terre et sur mer, et la restitution de toutes les conquêtes qui seraient faites par l'une ou l'autre partie, postérieurement au traité.

Les huit principaux qui suivaient stipulèrent la restitution à la république française et à ses alliés, l'Espagne et la Hollande, de toutes les possessions et colonies occupées ou conquises par les forces anglaises dans le cours de la guerre, à l'exception de l'île

de la Trinité, et des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan, desquelles S. M. britannique se réservait la pleine et entière souveraineté.

L'ouverture du cap de Bonne-Espérance au commerce et à la navigation des deux parties contractantes, qui devaient y jouir des mêmes avantages.

La remise de l'île de Malte et dépendances par les Anglais à l'ordre de St-Jean-de-Jérusalem.

La remise de l'Égypte à la Porte, dont les puissances contractantes garantissaient au reste toutes les possessions.

La garantie des possessions du Portugal.

L'évacuation du royaume de Naples et de l'état romain par les Français, et de Porto-Ferrajo par les Anglais, ainsi que de tous les ports et îles qu'ils occupaient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

La reconnaissance de la république des Sept-Îles par la république française, etc., etc.

La nouvelle de cet événement répandit une joie universelle en Europe : le commerce, si longtemps comprimé, allait enfin reprendre son essor. Les neutres ne prirent pas moins de part à l'heureuse pacification, bien qu'elle leur enlevât les chances de leur commerce interlope ; ils y entrevoyaient un meilleur avenir et des relations paisibles, qui les dédommageaient en quelque sorte des charges que le nouveau droit public des Anglais leur avait imposées. A Londres même, l'ivresse fut à son comble ; le peuple était dans le délire, comme s'il fût passé des angoisses du désespoir au comble du bonheur. Mon aide-de-camp, porteur de la ratification, ne vit pas sans étonnement ce peuple ennemi dételer les chevaux de sa voiture, et le traîner en triomphe.

Paix avec la Russie et la Porte.

Ma politique fut très-active dans cette année. Je réglai mes relations avec l'empereur Alexandre par un traité des 8 et 11 octobre; car j'avais été sur le point de m'allier avec Paul Ier, avant d'avoir conclu la paix avec lui. Nos différends avec la Porte furent terminés par un traité. Je ratifiai la convention de Morfontaine avec les États-Unis. Enfin je réglai le sort de la Cisalpine, de la Batavie et de la Suisse.

Acquisition de la Louisiane.

J'obtins de l'Espagne qu'elle me rétrocéderait la Louisiane que nous avions dû lui abandonner en 1763, par suite de la honteuse paix de Paris, bien qu'elle fût alors notre alliée.

La position de cette contrée si favorable aux cultures avait un grand prix à mes yeux. Placée entre le Mexique et les États-Unis, elle me rendrait un jour arbitre de l'Amérique septentrionale : maîtres des bouches du Mississipi, nous le serions de tout le commerce des contrées arrosées par les affluents de cet immense fleuve. Si St-Domingue nous échappait, nous pourrions trouver sur le Mississipi et le sol et le climat nécessaires à la culture des denrées coloniales. Je renonçai deux ans après à toutes ces espérances, en vendant cette précieuse colonie aux États-Unis : la crainte que les Anglais ne s'en saisissent et n'y fissent un établissement qui leur assurerait un jour l'influence sur le Mexique et les États-Unis, fut la principale cause qui me décida à cette aliénation.

L'infant de Parme, roi d'Étrurie.

Pendant que la paix de Londres se négociait, je faisais tous mes efforts pour asseoir les petits états voisins sur des bases qui me convinssent. J'avais fait céder la Toscane à l'infant duc de Parme, qui devait être reconnu roi d'Étrurie. Ce prince, de la branche espagnole, amènerait un contingent

espagnol pour combattre la branche autrichienne en Italie, toutes les fois que cela me serait nécessaire, ainsi que cela s'était fait sous Philippe V et sous Louis XV. En même temps, je m'attachais de plus en plus la famille royale de Madrid : j'en avais besoin pour mes desseins maritimes et pour expulser l'Angleterre de l'Amérique. Enfin, je gagnais à cela l'acquisition du duché de Parme, qui me reviendrait en échange.

Pour mettre le sceau à ces relations, Lucien imagina de me faire divorcer pour épouser l'infante Isabelle d'Espagne. Cette alliance avec la famille des Bourbons aurait eu sans doute de grands avantages : l'affaire me parut néanmoins offrir ses inconvénients, et la princesse était trop jeune pour que je pusse me décider. Je jugeai que la démarche de Lucien n'était dictée que par sa haine pour Joséphine, et je lui ordonnai de ne plus s'en occuper.

Expédition de St-Domingue et de la Guadeloupe.

Je profitai de la liberté des mers, rétablie par le traité de Londres, pour songer à nos colonies. A mon avénement au consulat, j'avais trouvé les colonies en proie à la guerre civile : noirs, mulâtres et blancs s'abhorraient et s'égorgeaient réciproquement. Les derniers étaient à peu près éteints; les hommes de couleur, pleins d'énergie, de courage et de force, n'étaient que 40 mille, et on comptait 500 mille noirs. En nous appuyant sur ceux-ci, qui avaient déjà 25 mille hommes enrégimentés, nous pouvions porter la terreur dans les îles anglaises. Je comblai donc les noirs de bienfaits; Toussaint, leur chef, avait montré du talent et du zèle à combattre les Anglais, je me flattais qu'en lui sacrifiant Rigaud et en lui soumettant les hommes de couleur, en lui confiant en un mot les intérêts de la colonie, il serait satisfait. Mais l'ambitieux connaît-il jamais des bornes? Excité par les Anglais et quelques intrigants qui l'entouraient, Toussaint voulut faire de son chef une constitution coloniale, et se proclama président à vie, comme je m'étais fait consul. Une telle démarche ne pouvait pas être tolérée : c'était le pas décisif d'une émancipation mal déguisée sous le masque d'un reste de déférence à la métropole.

Je regrettai d'avoir rappelé Rigaud et fait tomber les armes des hommes de couleur, dont l'attachement à la France n'avait jamais été un problème tant qu'on leur laissa la jouissance des droits politiques solennellement accordée par des décrets. La supériorité de leur instruction et de leur esprit en faisait réellement les notables de l'île.

J'armai 30 vaisseaux, 16 frégates, qui portèrent successivement 25 mille hommes à St-Domingue. J'en confiai le commandement au général Leclerc, mon beau-frère, en lui donnant pour instruction, *de rendre l'influence aux hommes de couleur, de faire enlever une centaine de chefs noirs jusqu'au grade de chefs de bataillon inclusivement, et de les remplacer par des mulâtres et des blancs.*

Leclerc débarqua ; mais, influencé par les anciens colons qui le circonvenaient, il fit tout ce qu'il fallait pour exaspérer les hommes de couleur, sans le concours desquels il devenait impossible de réussir.

Grâce à leur appui, il parvint néanmoins à soumettre la partie de l'Est et Port-au-Prince. Toussaint, Dessalines et Christophe résistèrent, incendièrent les villes de la côte, et se réfugièrent au centre des mornes. Vaincus en plusieurs combats, ils firent leur soumission. De la part de Toussaint, ce n'était qu'une feinte pour attendre les pluies et les fièvres d'automne. On apprit bientôt ses trames, on le fit enlever et conduire en France, où il mourut en prison. Cependant

Leclerc, au lieu d'exécuter mes instructions, provoqua une nouvelle explosion par le traitement impolitique qu'il fit essuyer à Rigaud, revenu par mes ordres dans l'île. Il le fit arrêter et rembarquer de force pour la France; plusieurs autres mulâtres furent mal traités et même noyés.

De ce moment, l'insurrection commença à se manifester; le signal en fut donné par deux mulâtres qui s'étaient toujours montrés attachés à la France.

A la Guadeloupe, l'amiral Lacrosse n'avait pas été plus prudent envers Pélage, et la colonie s'était soulevée contre lui. Richepanse y fut envoyé, et, plus heureux que Leclerc, il parvint à la soumettre entièrement.

La défection de Dessalines et de Christophe suivit de près celle des chefs de couleur. Ces deux castes, si ardentes à s'entre-détruire, confondaient leur ressentiment dans une haine commune contre les blancs.

La fièvre jaune, non moins terrible que la peste, vint moissonner en trois semaines les deux tiers de notre belle armée d'expédition. Vingt mille hommes étaient morts ou gisaient moribonds dans les hôpitaux. De nouveaux régiments débarqués perdirent la moitié des présents, vingt-quatre heures après leur débarquement. Cet horrible fléau ne laissa à 4 mille Français épars aucun moyen de défendre un pays aussi vaste, et la déclaration de guerre des Anglais, forçant de rappeler la flotte dont les équipages avaient été de même moissonnés, laissa sans espoir de retraite les débris de tant de braves illustrés par une multitude de victoires. Mon beau-frère eut du moins la consolation de ne pas survivre à ce désastre : il avait succombé lui-même à la cruelle épidémie.

Réunion provisoire du Piémont.

La prospérité de mes affaires en Europe me dédommageait de ces contre-temps : le Piémont, organisé d'abord en 27e division militaire pour être plus tard formellement réuni à la France, assurait mon empire au-delà des Alpes. La Hollande, l'Italie et la Suisse reconnaissaient également les lois que je leur dictais.

Affaires de la Cisalpine et de la Suisse.

Mes négociateurs à Lunéville, guidés par des principes de justice, avaient stipulé que les républiques voisines élevées par l'influence française seraient libres de se donner telles lois qu'elles voudraient. Rien n'était plus juste au fond; mais cependant ces états étant constitués et reconnus par le traité, ces expressions ne pouvaient s'appliquer qu'à leur indépendance future sans que l'état existant et solennellement reconnu dût être troublé par des contre-révolutions.

Il importait que la Hollande, la Cisalpine et l'Helvétie eussent des chartes postérieures au traité, et qu'on ne pût pas accuser la France de les avoir contraintes dans leur choix. On créa un nouveau gouvernement à La Haye, et j'assemblai une consulta italienne à Lyon au mois de décembre 1801.

Érection de la république italienne.

La république batave centralisa son pouvoir dans la personne de ses magistrats les plus dévoués à la France, ce qui ne pouvait qu'étendre l'influence que j'exerçais chez elle. Les Cisalpins érigèrent une république italienne dont ils me conférèrent la présidence à vie. On pense bien que je n'étais pas resté étranger à ces différentes mesures. Il fallait un chef à l'Italie, et personne n'avait le droit de me disputer ce titre. La France s'était engagée à former de la Cisalpine un état indépendant : mais je ne m'étais point interdit la liberté d'y accepter la magistrature. Je sais bien que c'est un peu jouer sur les

mots ; mais il n'est pas défendu d'interpréter les traités à son propre avantage. L'Autriche ne se crut pas assez forte pour s'y opposer, et personne en Europe n'avait alors intérêt à le faire, car c'était une institution viagère.

Les Anglais improuvent les conditions de la paix.

Si les préliminaires de Londres avaient excité l'allégresse d'une partie du peuple anglais, ils trouvèrent aussi des censeurs parmi ces patriotes exaltés dont la Grande-Bretagne fourmille.

La communication officielle en ayant été faite le 30 octobre au parlement, les champions de ce parti exclusif, Grenville et Windham surtout, critiquèrent sans ménagement les conditions du traité, prétendant qu'elles étaient beaucoup plus avantageuses à la France qu'à l'Angleterre. Ce dernier déclara, *que les ministres ayant signé l'arrêt de mort de la patrie, il ne savait s'il était convié à une fête ou à des funérailles.* Selon lui, on accordait à la France les moyens de disputer l'empire des mers, puisqu'on lui rendait son commerce, et qu'on lui laissait rétablir sa marine. Il se réservait de prouver à la discussion que la paix n'était ni sûre, ni nécessaire. L'opposition, par un motif contraire, approuvait la paix, mais en blâmant ses stipulations, qui, au dire de Shéridan même, entraînaient la dégradation nationale : tristes pronostics pour la durée d'un traité dans un pays où l'intérêt général, indivisible de l'honneur national, est la première des vertus, le plus sain des devoirs ! C'était la première fois depuis la guerre qu'on voyait voter les Fox, les Shéridan, dans le même sens que les appuis constants du ministère. Pitt ajouta à l'étonnement public en se proclamant le défenseur d'un traité qu'il avait mis sa gloire à ne pas signer. Au reste, ces débats, qui eurent lieu dans la chambre haute, prouvent combien tout ce qui tient à la politique extérieure offre de nuances diverses, selon qu'on l'examine à travers le prisme des passions ; ils montrent en même temps l'aptitude des Anglais pour ces sortes de discussions. Les partisans du ministère s'appliquèrent à démontrer l'avantage de l'acquisition des îles de Ceylan et de la Trinité, l'une placée en védette des vastes possessions de l'Inde ; l'autre heureusement située pour observer l'Amérique méridionale, et servir de point de départ offensif contre les riches provinces espagnoles de Caracas et de Venezuela, ou contre les possessions françaises et hollandaises de la Guiane. La sanction des conquêtes faites sur Tippoo et l'affranchissement de l'Égypte n'échappaient pas non plus à ces apologistes.

Lord Spencer attaquait, il est vrai, le traité avec des arguments plus spécieux que solides, mais assez puissants pour soulever l'orgueil national qu'il prétendait offensé. « On n'avait tiré, disait-il, qu'un faible « fruit d'immenses sacrifices ; on rendait à « la France et à ses alliés des établissements « qui avaient coûté de grands efforts, et « dont on devait la conservation aux braves « qui les avaient conquis, aussi bien qu'à la « sécurité de l'empire britannique et à ses « garanties contre l'agrandissement de la « France sur le continent.

« La protection qu'on prétendait devoir « aux alliés était une excuse dérisoire, puis- « qu'on avait laissé arracher Olivenza au « Portugal, et qu'on ne faisait aucune men- « tion de la maison d'Orange, qui s'était « sacrifiée pour l'Angleterre, et dont le dé- « vouement était récompensé par l'ingrati- « tude et le silence.

« La cession du cap et de Cochin rouvrait « la route de l'Inde aux rivaux de l'Angle- « terre ; la France acquérait une position « redoutable à l'entrée du fleuve des Ama- « zones et recouvrait les Antilles, tandis

« que l'Angleterre s'excluait elle-même de « la Méditerranée en rendant Malte. »

A l'exagération de ces reproches, lord Spencer ajoutait le regret de voir consolider par cette paix les principes de la révolution française, au moment où je leur portais les derniers coups. Ce n'était pas la seule erreur qu'on pût lui reprocher : les possessions menaçantes qu'il voyait à l'embouchure du fleuve des Amazones ne pouvaient être que le territoire désert de la Guiane jusqu'au Cap-Nord et à la rivière d'Arowary, dont les préliminaires ne faisaient pas mention; on savait seulement que le Portugal l'avait cédé à la France par le traité de Madrid. Quant à Cochin et au cap de Bonne-Espérance déclaré port franc, ce n'étaient pas des possessions capables d'inspirer des inquiétudes sérieuses sur le commerce de l'Inde.

Lord Cornwallis est envoyé à Amiens.

Malgré tant de clameurs, les nouveaux ministres persistèrent à suivre le système qui les avait déterminés à cette négociation; et lord Cornwallis fut désigné pour se rendre au congrès d'Amiens, où il devait mettre le sceau à la paix définitive, de concert avec mon frère Joseph, le chevalier d'Azara et Schimmelpeninck, chargés de stipuler, le second au nom de l'Espagne, le troisième pour la Hollande. Le négociateur anglais reçut à Paris l'accueil le plus distingué, et on poussa la prévenance jusqu'à lui accorder des honneurs inusités. Quoique ses compatriotes se montrassent sensibles à ces attentions, et que les préliminaires eussent posé les bases d'une manière assez précise pour qu'on pût se flatter d'amener les négociations promptement à leur fin, on s'aperçut, à l'ouverture des conférences d'Amiens, que l'ancienne jalousie et une méfiance invétérée présidaient aux moindres pensées des deux cabinets.

Débats relatifs à Malte.

Malte présenta d'abord de nouvelles difficultés; les précautions minutieuses pour la remise et le sort futur de cette île attestent, mieux qu'aucune dissertation militaire, le prix que chacune des puissances attachait à ce que ce poste fût mis hors de l'atteinte de sa rivale. L'ordre de St-Jean-de-Jérusalem, auquel on devait le restituer, alors dispersé et en état de schisme, n'était qu'un gardien suspect ou insuffisant aux yeux de l'Angleterre, qui en était exclue par sa religion. Lord Cornwallis observa d'abord, que si l'établissement d'une langue anglaise était incompatible avec les statuts de l'ordre, il fallait, par réciprocité, qu'il n'y eût pas de langue française. On tomba d'autant plus facilement d'accord sur ce point, que cet ordre de chevalerie était en effet incompatible avec les institutions de la république. Il n'en fut pas de même sur le fond : je proposai de raser les fortifications de Malte, d'en faire un lazaret commun à toutes les nations, et de rendre l'ordre à ses fonctions primitives, en transformant les chevaliers en simples hospitaliers. L'Angleterre s'y opposa, sans doute dans l'espoir de se ressaisir un jour de ce formidable boulevard. Mon ministre offrit alors de mettre l'île sous la suzeraineté du roi de Naples, mais sous la garantie de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse, de l'Espagne, de l'Angleterre et de la France. Si les troupes de l'ordre étaient insuffisantes pour sa garde, chacune des six grandes puissances aurait fourni son contingent. Malte eût été respecté en temps de guerre, et aurait servi de lazaret à tous les partis.

L'Angleterre adhéra à cette proposition

avec quelques modifications; elle voulait que la garnison, au défaut de troupes maltaises, fût composée de Napolitains. Le palais des rois de Naples se trouvant sous le canon des flottes britanniques, il eût été facile à celles-ci, en cas de guerre, d'entraîner le gouvernement des Deux-Siciles dans les intérêts du cabinet de St-James et d'en obtenir, sinon la remise, du moins la libre entrée à Malte pour ses escadres. Ne pouvant admettre toutes ses prétentions, et désirant que l'ordre demeurât indépendant, je proposai de mettre à Malte une garnison suisse jusqu'à ce qu'il fût en état de se défendre lui-même. Au surplus, sans mettre de mon côté aucune entrave à la paix, je n'étais point fâché que la discussion s'en prolongeât quelques mois, afin d'avoir le temps de terminer l'organisation de la république italienne, dont la consulta, assemblée alors à Lyon, me déférait la présidence. En effet, il n'était point indifférent pour moi de donner lieu à une réclamation avant ou après la signature du traité; ce n'est pas qu'il importât que le traité me reconnût formellement comme président de la république; mais je tenais à ce qu'il fût postérieur à cet acte, afin de m'en prévaloir au cas de rupture comme ayant acquis force de chose jugée.

Signature de la paix définitive.

Enfin l'inflexibilité du cabinet de St-James triompha de ces obstacles; il fut arrêté que le roi de Naples fournirait à Malte une garnison de 2 mille hommes pendant un an, à dater de la remise des forts, et que, si l'ordre n'avait pas levé à cette époque des forces estimées suffisantes pour garder l'île et ses dépendances, les troupes napolitaines y resteraient jusqu'à ce qu'elles y fussent remplacées par un nombre de troupes convenu entre les puissances garantes.

Après quelques autres débats sur une extension de territoire réclamée par la France autour de Pondichéry et sur les pêcheries de Terre-Neuve, les plénipotentiaires ayant écarté la question de la reconnaissance des nouveaux états d'Italie par le gouvernement anglais, la paix fut enfin signée le 27 mars.

Lacunes qu'elle présente.

On a élevé des doutes sur la bonne foi des deux parties contractantes; car de grandes lacunes rendaient le traité incomplet, et devaient nécessairement susciter sous peu des démêlés sérieux entre elles. Ma position personnelle me faisait attacher un grand prix à cette paix, qui m'élevait, dans l'opinion, au plus haut degré de gloire : en donnant une impulsion à la prospérité intérieure de la France, elle me facilitait les moyens de franchir l'espace qui me séparait du trône : ma sincérité ne saurait donc être mise en doute, car toutes les lacunes signalées étaient en ma faveur, et pour en profiter il suffisait de laisser subsister les choses dans l'état où le traité les plaçait.

Il n'en était pas de même du gouvernement anglais : en écartant toute discussion sur la Toscane et sur le Piémont, dont les princes dépossédés étaient naguère encore ses alliés, on doit croire que le cabinet de St-James se ménageait des prétextes de rupture. A ne considérer la chose que sous le rapport des formalités politiques, le royaume d'Étrurie pouvait exister sans être reconnu à Londres, et certes la paix maritime n'eût pas été troublée d'un siècle : mais comment le port de Livourne pouvait-il s'ouvrir au commerce anglais, si le ministère refusait de reconnaître le prince qui y régnait? La question du Piémont était bien plus sérieuse encore : postérieurement au traité de Lunéville, ce pays avait été divisé en six dépar-

tements ; ce n'était pas une réunion formelle à la vérité, mais le général Jourdan les administrait au nom de la France, et la dénomination de 27e division territoriale donnée à cette vaste principauté était un présage du sort qui lui était réservé. L'Angleterre ne put, sans arrière-pensée, se taire sur une circonstance aussi grave ; car, en supposant même que le gouvernement français différât longtemps cette réunion, il n'en était pas moins vrai qu'il administrait ce pays pour son compte ; qu'il disposait de ses revenus, de ses troupes et de ses places de guerre ; enfin, qu'il l'habituait à son autorité par des transitions insensibles.

La Suisse avait été l'objet d'un silence non moins extraordinaire ; et, bien que les comptoirs ou les flottes britanniques n'eussent rien à démêler avec les habitants des rochers du St-Gothard, le sort d'un état lié à la France par tant de rapports politiques, commerciaux et militaires, devait importer beaucoup au ministère de Georges III.

On ne tarda pas, ainsi qu'on le verra plus loin, à juger l'importance de ces omissions, dont on ne saurait imputer la faute qu'à la partie intéressée à régler ces différents objets. Quoi qu'il en soit, ce traité différait peu des préliminaires. La seule différence notable était relative à la maison d'Orange, pour laquelle les observations de lord Spencer ne furent pas perdues, et en faveur de laquelle on stipula une indemnité ; d'un autre côté, les cessions faites par le Portugal dans la Guiane au moment du traité furent sanctionnées, et le sort de Malte réglé.

Elle est moins bien reçue à Londres que les préliminaires.

Ces modifications n'étaient point de nature à mériter, au traité définitif, un meilleur accueil qu'aux préliminaires. Le commerce des Anglais, qui avait vu avec quelque inquiétude l'armement français parti pour les Antilles, et la soumission prochaine de St-Domingue, se montra moins satisfait de cette paix qu'il ne l'avait paru d'abord. L'aristocratie s'indignait de voir qu'une souche démocratique et républicaine pût porter de bons fruits. On eût dit que les premiers actes d'un gouvernement habile et vigoureux lui faisaient pressentir toutes les difficultés qu'elle aurait à surmonter, et les obstacles que nous mettrions à ses entreprises. Les partis opposés s'étant appliqués à dénigrer les préliminaires, il n'était pas étonnant que le traité définitif fût reçu par la multitude avec une froideur qui contrastait d'une manière frappante avec l'enthousiasme qu'on avait montré pour le premier.

Les mêmes objections furent reproduites dans les deux chambres, à la lecture du traité d'Amiens ; lord Grenville l'attaqua avec sa logique forte et concise. Il s'appliqua à démontrer que le ministère, en rendant à la France toutes ses colonies, n'avait rien fait pour diminuer sa prépondérance sur le continent. Depuis les préliminaires, la consulta de Lyon avait consolidé mon influence sur l'Italie. Le bruit de la cession de la Louisiane à la France, tenue secrète depuis deux ans, commençait à répandre l'alarme en Amérique, aussi bien qu'en Angleterre ; enfin la mort du duc de Parme faisait tomber ce duché entre mes mains, et déjà l'île d'Elbe nous était assurée.

Tous les partis se réunirent, et l'animosité fut portée si loin, que Windham reprocha même au ministère d'avoir pris des mesures dérisoires pour garantir l'indépendance de Malte, en la plaçant sous la sauve-garde d'une puissance dont les Français occupaient les rades et bloquaient en quelque sorte la capitale.

Le ministre Hawkesbury répliqua que l'influence acquise par la France sur un des

états secondaires du continent, n'intéressait l'Angleterre qu'indirectement, et qu'excepté un petit nombre de cas, on ne pouvait admettre qu'une raison de cette nature suffit pour s'engager dans une guerre interminable. Il observa en outre que l'état continental, sanctionné par la paix de Lunéville, autorisait d'autant moins une rupture, que la Russie et la Prusse avaient reconnu les changements survenus en Italie. Cet argument n'était que spécieux, car aucune transaction publique ne sanctionnait l'abandon du Piémont ni de la Suisse, et la réunion de l'île d'Elbe à la France.

Cependant les clameurs de la double opposition n'empêchèrent pas le ministère de ratifier le traité, et les chambres de voter, à une très-grande majorité, les remercîments d'usage au roi. Les relations se rétablirent aussitôt entre les deux gouvernements. Lord Cornwallis fut nommé à l'ambassade de Paris, et je désignai le général Andréossy, officier d'artillerie distingué, pour remplir celle de Londres.

Cette paix d'Amiens est mieux accueillie en France.

Le traité avait été mieux reçu en France, où l'on fut scandalisé des déclamations de l'oligarchie anglaise contre ce qu'on appelait le triomphe des principes révolutionnaires ; tandis qu'on voyait chaque jour disparaître en France les derniers vestiges qui en restaient.

Coup d'état sur le tribunat.

En effet, je venais de dissiper le dernier nuage qui s'était montré sur notre horizon politique, et de le faire tourner à l'avantage de mon autorité. Partout où il n'y a pas un centre de pouvoir incontestable, il se trouve des hommes qui espèrent l'attirer à eux. C'est ce qui arriva au mien. Mon autorité n'était qu'une magistrature temporaire : elle n'était donc pas inébranlable. Les gens qui avaient de la vanité et se croyaient assez de talent pour régir l'état, se mirent en campagne contre moi. Ils choisirent le tribunat pour leur place d'armes. Là ils commencèrent à m'attaquer sous le nom de pouvoir exécutif. Ces Gracques modernes prétendent que toute autorité, c'est-à-dire tout pouvoir exécutif, est ennemi de la liberté ; partant de cette fausse base, ils regardent comme une action louable de le fronder et de tout faire pour contrarier ses opérations. Si j'avais cédé à leurs déclamations, c'en était fait de l'état. Il avait trop d'ennemis pour diviser ses forces et perdre son temps en paroles : on venait d'en faire une rude épreuve ; mais elle n'avait pas suffi pour faire taire cette espèce d'hommes qui préfèrent les intérêts de leur vanité à ceux de leur patrie. Ils s'amusèrent, pour faire leur popularité, à contester les impôts, à décrier le gouvernement, et à entraver sa marche.

Le consulat menaçait de finir comme le Directoire, si je n'avais pas détruit cette opposition par un coup d'état. Je renvoyai les tribuns récalcitrants. On appela cela éliminer ; le mot fit fortune. Parmi ces éliminés, se trouvait Benjamin Constant, le favori de madame de Staël, femme extraordinaire et célèbre, mais pour qui l'intrigue était un élément nécessaire ; elle voulait primer partout, et mener les affaires publiques comme son cercle.

Consulat à vie.

Ce petit coup d'état était à la fois commandé par la situation de la France, et par les projets que je méditais pour donner une assiette plus solide au gouvernement à la tête duquel je me trouvais placé. Je sentais de jour en jour davantage que la constitution républicaine de l'an VIII n'était qu'un

état transitoire qui ne pouvait durer. Les autorités à contre-poids sont à peine bonnes pour les temps calmes et tranquilles : la dictature seule convient aux temps de troubles. Il fallait donc renforcer l'autorité qu'on m'avait confiée chaque fois qu'elle avait couru un danger, afin de prévenir les rechutes.

A la vérité, une dictature viagère n'eût été encore que du provisoire ; il faut du définitif aux peuples pour leur donner une attitude forte au-dehors et calme au-dedans. Mais, dans la disposition où étaient les esprits, je ne consultais que les besoins du moment. Il me suffisait d'avoir pour l'instant l'autorité nécessaire pour opérer le bien dans notre intérieur, et assurer notre prépondérance ; le nom de la magistrature n'y faisait rien. Le consulat à vie, qui me fut décerné le 2 août, devint la première base de l'édifice qui me restait à construire. On m'avait déjà prorogé cette dignité pour dix ans par un sénatus-consulte du 6 mai, ce qui l'eût portée jusqu'en 1820 ; mais on jugea avec raison qu'il convenait mieux de la rendre viagère, et je m'en contentai en attendant des institutions plus stables.

Ma tâche était de terminer la révolution en lui donnant un caractère légal, afin qu'elle pût être reconnue et légitimée par le droit public de l'Europe. Je savais qu'avant de le proposer, il fallait en arrêter les principes, en consolider la législation, enfin, en détruire les excès. Je me crus assez fort pour y réussir, et je ne me trompai pas.

Principes de mes travaux.

Le principe de la révolution était l'extinction des castes et non pas celle des rangs ; c'était l'égalité des droits et non pas celle des classes : je l'ai maintenue en faisant des lois dans cet esprit. Les excès se montraient dans le triomphe des maximes démagogiques, je les ai détruites : dans l'existence des factions, je n'ai tenu aucun compte ni des unes ni des autres ; elles ont disparu. Ces excès se montraient encore dans la destruction du culte, je l'ai rétabli : dans l'existence des émigrés, je les ai rappelés : dans ce désordre général de l'administration, je l'ai réglée : dans la ruine des finances, je les ai restaurées : dans l'absence d'une autorité capable de contenir la France, je lui ai donné cette autorité, en prenant les rênes de l'état.

Peu d'hommes ont fait autant de choses que j'en ai fait alors en si peu de temps. L'histoire dira un jour ce qu'était la France à mon avénement au consulat, et ce qu'elle était quand elle a donné la loi à l'Europe. Je n'ai pas eu besoin d'employer un pouvoir arbitraire pour accomplir ces immenses travaux. On n'en aurait peut-être pas refusé l'exercice, mais je n'en aurais pas voulu ; j'aimais à gouverner par les lois. J'en ai fait beaucoup ; je les ai faites sévères et précises, mais justes. Je les ai fait observer rigoureusement, parce que c'est le devoir du trône ; mais je les ai respectées. Elles me survivront. Les codes civil, de commerce et criminel, rédigés sous ma présidence et après des débats auxquels je prenais une part active, suffiraient pour illustrer mon règne.

Je sentis la nécessité de rendre à mon armée le puissant véhicule des décorations militaires, qu'on avait supprimées par un fatal et ridicule système de nivellement ; je recréai en quelque sorte un ordre de chevalerie où l'on entrerait tous les jours en se distinguant au service de l'état sous quelque forme que ce pût être : la légion-d'honneur ne blessait point les principes les plus absolus de l'égalité ; elle n'admettait de distinctions que celle de l'importance des

services rendus à la France. Cependant elle fut méconnue et repoussée par un parti assez nombreux de ces tribuns pointilleux qui ne voyaient dans toutes mes créations que des institutions prétoriennes : elle passa à une faible majorité.

Publication solennelle du concordat.

Le concordat avec le pape avait été tenu secret pendant huit mois pour deux raisons : la première, afin d'obtenir la démission des évêques titulaires émigrés, qui paraissaient déterminés à repousser les nouveaux arrangements; la seconde, pour discuter à loisir, dans le conseil d'état, les articles réglementaires qui devaient coordonner le système religieux de l'état avec les lumières et les besoins de la nation. On avait préludé à ces différentes mesures en établissant un ministère spécial pour les cultes, dont Portalis prit le portefeuille.

Je profitai de la publication de la paix définitive pour proclamer en même temps ce grand acte de morale et de politique. C'était, aux yeux des républicains et de l'armée, un des points les plus délicats à traiter ; car si chacun appréciait la morale de l'évangile, une foule de citoyens n'en conservaient pas moins de répugnance pour ceux de ses ministres à l'intrigue et aux cabales desquels ils attribuaient une partie des troubles qui avaient accompagné la révolution. Il ne fallut rien moins que les 77 articles réglementaires, pour que le concordat dissipât les craintes qu'inspirait le retour du clergé récalcitrant dans la république. Ces articles, gage d'une sage et juste tolérance, réglaient les rapports des diverses confessions protestantes, et consacraient ainsi des cultes jadis frappés d'anathème. Ils enlevaient aux catholiques romains tout sujet de disputes religieuses, et mettaient le concordat en harmonie avec l'esprit du siècle; mais la cour de Rome, dont ces innovations semblaient braver les dogmes et limiter l'influence, ne tarda pas à les miner sourdement.

Le concordat, ainsi modifié, fut promulgué le 18 avril, après avoir été soumis à la sanction du corps législatif. La cérémonie qui eut lieu à cette occasion à Notre-Dame, ordonnée avec une pompe toute nouvelle, offrit aux Parisiens étonnés un contraste frappant avec le cynisme affecté des gouvernants de 1793. Depuis les fêtes de la naissance du dauphin et la célèbre fédération du Champ-de-Mars, nulle cérémonie n'avait frappé leurs yeux comme celle-ci. Le cortége, composé de la garde et de détachements des différents corps de l'armée qui accompagnaient les consuls, le légat du pape, les ministres et les députations du sénat à Notre-Dame, effaçait certainement tout ce que l'éclat de la maison du roi avait laissé d'impression dans les esprits. La solennité étudiée de cette cérémonie politico-religieuse fut d'un sinistre augure pour les partisans de la république, dont elle excita les murmures : ils dirent hautement qu'elle n'existait plus que dans les noms des magistratures. Des généraux [1] encoururent, pour leur désapprobation, une disgrâce dont ils ne se relevèrent qu'en offrant leurs services dans un moment où ils jugèrent que le salut de leur patrie se rattachait à celui de ma personne.

Résultats de cette mesure.

Grâce à ses articles organiques, le concordat ne produisit d'abord que d'heureux résultats, car il rallia au gouvernement des millions d'habitants des campagnes qui gémissaient depuis neuf ans du renversement des autels.

[1] Lecourbe, Monnier, Delmas et plusieurs autres.

Réunion du Piémont.

Le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel VI, retiré dans son île, avait abdiqué, le 4 juin, en faveur de son frère Victor-Emmanuel IV, le fardeau d'un trône qui ne lui offrait plus que des tribulations sans gloire. Le Piémont fut formellement réuni à la France le 11 septembre. L'île d'Elbe l'avait été quelques semaines auparavant.

L'Europe entière garda le silence sur cet événement qui était facile à prévoir, puisque, depuis un an, Turin était le chef-lieu d'une division militaire, et régi par les lois françaises. Toutefois, le silence n'était pas un consentement, et il fallait la sanction des traités pour légitimer ces réunions.

Le duché de Parme devait aussi nous revenir à la mort du duc, puisque son fils venait en échange d'être proclamé roi d'Étrurie. Je fis prendre possession de ce beau pays le 9 octobre; mais je lui conservai une administration particulière, sans me douter qu'il serait un jour l'héritage d'une veuve qui outragerait ma mémoire, et manquerait en même temps à sa gloire et à celle de son fils.

Contre-révolution en Suisse.

Les changements que j'avais souhaités dans les républiques voisines ne s'étaient pas opérés aussi pacifiquement en Suisse qu'en Cisalpine : les formes imposées par le Directoire à cette république avaient fait bien des mécontents. Ceux-ci se crurent autorisés, par le traité de Lunéville, à courir aux armes, et, instigués par l'Autriche, ils voulurent rétablir l'ancienne oligarchie bernoise à côté de la démagogie des petits cantons, avec tous les vices du gouvernement fédéral.

Le gouvernement unitaire existait, il était reconnu; avec des modifications, il pouvait faire le bonheur de la Suisse; et si le fédéralisme paraissait préférable à tous ces petits orgueils qui veulent que chaque bourg soit maître chez lui, du moins fallait-il consolider les intérêts nés de la révolution, et donner un centre à ce fédéralisme pour le rendre plus compacte et plus respectable.

Il s'agissait de ne pas troubler la tranquillité de l'Europe pour quelques baillis bernois, et il nous importait de ne pas souffrir que l'influence de l'Autriche s'établît en Suisse au détriment de celle que la France y exerçait. On a beau être puissant, on déchoit bientôt en politique quand on laisse prendre à ses rivaux le grappin sur les peuples qui nous avoisinent. L'Autriche menaçait déjà la Bavière en cherchant à s'approprier l'Inn Viertel avant d'avoir rien statué sur les indemnités.

Je fis rentrer Ney en Suisse avec 20 mille hommes. Les Bernois et les petits cantons, qui avaient ouvertement attaqué le gouvernement helvétique et rejeté ses faibles troupes jusqu'à Lausanne, furent sommés de dissoudre leurs contingents : l'ordre fut rétabli, et je réunis 50 députés suisses à Paris pour conférer avec eux sur les institutions les plus propres à satisfaire les différents partis. L'acte de médiation du 19 février 1803 fut le résultat de ces sages mesures, auxquelles les Suisses furent redevables de leur entière pacification.

Il ne manquait à cet acte que de donner quelque indemnité aux Bernois, et de faire de leur ville la capitale permanente de la Suisse pour qu'il remplît toutes les conditions nécessaires au bien du pays.

Relations amicales avec la Russie.

Tout allait ainsi en Europe au gré de mes désirs; il ne restait plus rien à régler que

l'affaire des indemnités de l'Allemagne. J'avais craint un instant que l'empressement de l'empereur Alexandre à rétablir la bonne harmonie avec l'Angleterre ne dégénérât en brouille entre nous deux; ces affaires me donnèrent bientôt l'occasion de me rassurer. Elles étaient fort compliquées, et il pouvait en résulter une rupture du traité de Lunéville. La modération d'Alexandre seconda mes vues pour le repos du continent. Au fait, il n'y avait pas alors de sujet de rivalité entre nous. Au contraire, la France et la Russie, telles qu'elles se trouvaient alors, étaient des alliées naturelles qui pouvaient arranger l'Europe à leur gré. Si j'avais fait des conquêtes, la Russie avait aussi acquis la plus belle partie de la Pologne. La France n'avait pas sanctionné ces partages, et nous avions, de part et d'autre, des concessions égales à faire valoir.

Médiation de la Russie et de la France réunies pour les indemnités d'Allemagne.

Il s'agissait de s'entendre sur les indemnités que le traité de Lunéville promettait à l'Autriche et au grand-duc de Toscane; sur celle que la France avait promise au roi de Prusse pour la portion de territoire qu'il avait cédée sur la rive gauche du Rhin; sur celle que réclamait la Bavière, en échange du Palatinat; enfin sur celle de la maison d'Orange.

Pour obtenir toutes ces indemnités, il fallait porter la sape dans le saint empire romain. La Russie, garante du traité de Teschen, avait la première voix au chapitre: il fallait agir de concert, et nous y réussîmes à ma grande satisfaction. Certes, je me serais bien passé de son intervention en cette affaire; mais ses antécédents l'y autorisaient, et j'aurais eu mauvaise grâce de lui contester un droit que je m'arrogeais à moins de titres. Nous convînmes donc de nous porter médiateurs, et d'agir franchement et dans la meilleure intelligence pour achever ce grand œuvre de pacification. Je fus d'autant plus ravi de cette bonne harmonie, que les événements de Suisse auraient pu contribuer à la troubler. L'Autriche ne fut pas contente de ces arrangements; ses vues sur l'Inn Viertel furent déjouées; le grand-duc de Toscane n'eut que la moitié des indemnités qu'elle réclamait pour lui; enfin, la rentrée des troupes françaises dans l'Helvétie faillit brouiller les cartes avec le cabinet de Vienne.

Cependant ma contenance lui imposa, et ma modération envers les Suisses, dont le territoire fut évacué, mérita les suffrages de mon puissant allié. La bonne intelligence entre nous fut encore cimentée par le rétablissement du traité de commerce, conclu en 1787 par M. de Ségur, entre la Russie et la France.

Enfin le grand recez de la députation de l'empire mit le complément à la paix continentale; l'Europe allait respirer. L'Angleterre seule, jalouse de notre prospérité, se préparait à de nouveaux assauts.

La paix avait en effet donné un essor immense à cette prospérité : nos ports contenaient à peine les vaisseaux de toutes les nations qui y affluaient; Paris était devenu le rendez-vous de toute l'Europe, et les Anglais, privés depuis dix ans des plaisirs du continent, y abondaient.

Notre commerce de vins et autres produits reprenait toute son activité : nos manufactures, celles de Lyon surtout, jetaient d'autant plus d'éclat, que toutes les ressources des beaux-arts et des sciences avaient été appliquées à donner plus de développement au bon goût, ainsi qu'aux procédés matériels de la fabrication.

Cette révolution, qu'on a tant calomniée

et tant méconnue, parce qu'elle fut souillée d'abominables excès et entachée de démagogie, imprima à toute la nation un mouvement général d'industrie et d'activité, qui lui assurait les plus hautes destinées. Il fallait en consolider les fruits, en bannir les excès, en détruire les fausses maximes, et recueillir son héritage : des imbécilles seuls auraient pu songer à la faire rétrograder.

CHAPITRE VII.

L'Angleterre refuse d'exécuter le traité d'Amiens. Nouvelle rupture. Invasion du Hanovre. Occupation d'une partie du royaume de Naples. Les Anglais dominent dans tout l'Indostan. État de l'Europe. Préparatifs pour une descente en Angleterre. Pitt rentre au ministère. Bill de défense. Conspiration de Georges et de Pichegru. Érection de l'empire. Maxime de Napoléon en matière de gouvernement. Il est proclamé empereur, et cette dignité sera héréditaire dans sa famille. Il est couronné par le pape. Il part pour l'Italie. Organisation de la grande-armée. Brouille avec la Russie. Sortie des flottes. Napoléon revient à Boulogne.

Situation intérieure de la France.

Tandis que la victoire et les négociations concouraient à l'envi à relever la gloire de la France, tout marchait dans l'intérieur au gré de mes désirs. L'état se recréait avec une rapidité merveilleuse. Je m'en occupais avec ardeur : à part les incorrigibles du faubourg St-Germain et quelques démocrates exaltés, toute la nation applaudissait à mes travaux, et chacun manifestait son admiration avec enthousiasme. Pour ne pas être accusé de suffisance en faisant moi-même le panégyrique de ces travaux, je vais rapporter les propres expressions d'un homme qui fut mon admirateur comme idéologue, et mon ennemi comme fanatique et comme historien.

« Glorieux par la guerre, glorieux par la « paix, Napoléon effaçait, aux yeux éblouis « des peuples, l'éclat des plus brillantes re- « nommées de l'antiquité et des temps mo- « dernes : le souvenir de ses exploits en « Égypte, en Italie, électrisait toutes les « pensées, faisait le charme de toutes les « conversations. La teinte antique de ses « proclamations et de ses discours trans- « portait aux plus beaux siècles d'Athènes « et de Rome, et décélait un grand génie « comme une grande âme.

« C'est lui qui a tiré la république de la « détresse, et l'a deux fois portée au plus « haut degré de gloire et de puissance. Il « part, elle retombe ; il revient, elle se re- « lève. Ses ennemis ont triomphé en son « absence ; nouvel Hercule, il les terrasse « à son retour.

« Son éloignement fut le signal de la « guerre ; sa présence fut celui de la vic- « toire et de la paix, non seulement avec « l'Autriche, mais encore avec la Russie, « l'Angleterre, la Turquie, le Portugal, « l'Allemagne et le prince d'Orange.

« Il a obtenu des barbares eux-mêmes « un traité favorable à la France : Tunis et « Alger sont devenus nos amis ; les Français « n'ont plus à redouter les cruautés du fa- « rouche Africain ; leurs vaisseaux sillonnent « librement la Méditerranée ; les pirates « de la Libye n'insultent plus le drapeau « républicain. C'est lui seul qui étouffa les « discordes civiles, rendit aux exilés leur « patrie, au pape Pie VI les honneurs et la

« paix du tombeau. C'est lui qui, en traitant « avec Pie VII, a calmé les consciences et « préservé la morale.

« Il a immortalisé son siècle par la ré- « daction de plusieurs codes importants. « Nos finances lui doivent leur prospérité; « les magistrats, le paiement de leurs ho- « noraires; l'armée, l'honneur de ses dra- « peaux et la régularité de sa solde; les « voyageurs, la commodité des routes; les « commerçants, la restauration des canaux; « les navigateurs lui devront un jour la « liberté des mers.

« Partout la France reprend son antique « éclat : les palais outragés par le temps ou « par la fureur des hommes se réparent; « de nouveaux monuments s'élèvent pour « attester un jour notre gloire. La main « des arts ajoute partout en France aux « beautés de la nature; les ruines, signes « déplorables des discordes passées, dispa- « raissent; des édifices magnifiques s'achè- « vent, sous l'empire d'un gouvernement « magnanime. Tels sont les fruits de la paix « qu'il a conquise, de la concorde qu'il a « ramenée. »

« La révolution est terminée, l'atelier des « malheurs du monde est fermé. »

Ces éloges ne sont eux-mêmes qu'une répétition de ce qui se disait en France. Les orateurs à la tribune; les magistrats par leurs députations; les écrivains dans leurs productions, ne trouvent pas de phrases assez sonores pour faire retentir l'Europe de mes hauts faits, et interpréter dignement les éclats de la reconnaissance nationale. On m'enivrait d'encens. Quelque exagérées que fussent les expressions de ceux qui s'annonçaient ainsi comme les échos de l'opinion publique, ma conscience me disait qu'au fond leurs éloges étaient vrais, et que je les méritais.

Toutefois je sentais qu'il manquait une chose à tout notre système; c'était du définitif. Bien que mon désir fût de faire à la révolution un établissement à la fois solide et raisonnable, je voyais que je ne pouvais y parvenir qu'après avoir vaincu de grandes résistances, car il y avait encore antipathie entre les anciens et les nouveaux régimes. Ils formaient deux masses dont les intérêts étaient précisément en sens inverse. Tous les gouvernements qui subsistaient en vertu de l'ancien droit public se croyaient exposés par les principes de la révolution, et celle-ci n'avait de garantie qu'en forçant l'ennemi à traiter ou en l'écrasant, s'il refusait de la reconnaître.

J'étais l'homme qui devait terminer de manière ou d'autre cette lutte; je me trouvais à la tête de la grande faction qui avait voulu anéantir le système sur lequel roulait le monde, depuis la chute des Romains. Comme tel, je me trouvais en butte à la haine de tout ce qui avait intérêt à conserver cette rouille gothique, et c'était à tort, puisque seul je pouvais ramener l'ordre et rapprocher les intérêts des deux partis. Si les factions raisonnaient et se prêtaient à des concessions volontaires, en huit jours nous eussions été d'accord.

Un caractère plus souple que le mien aurait pu louvoyer pour laisser une partie de cette question à décider au temps; mais dès que j'eus vu le fond du cœur de ces deux factions, dès que j'eus la conviction qu'elles partageaient le monde comme au temps de la réforme, je compris qu'il serait long et difficile de les réunir. Je résolus néanmoins de tout faire pour y parvenir. La question était plus compliquée que le prétendu manuscrit de Ste-Hélène ne le suppose. Elle ne se réduisait point à faire triompher la révolution ou à succomber avec elle, mais bien à la réconcilier avec ses ennemis du dehors, et à calmer ceux du dedans jusqu'à

ce qu'une fusion complète de leurs intérêts avec les nôtres ait eu le temps de s'opérer : il fallait pour cela deux générations. J'aurai occasion de démontrer plus tard que l'auteur du manuscrit confond à tort la révolution dans ses rapports avec la France seule, et la révolution dans les différentes phases qu'elle parcourut relativement aux puissances étrangères; il confond surtout l'époque de l'empire reconnu avec l'époque de la république.

En rejetant ce qu'il y a d'absolu dans son système, je veux bien néanmoins en admettre les conséquences pour l'époque de 1803, à laquelle nous étions arrivés. J'avais consacré deux ans entiers à cicatriser les blessures de la France, à rapprocher les intérêts et les opinions, à éteindre les passions. J'y avais réussi au-delà de toute espérance. Il n'y avait pas à se méprendre néanmoins sur cet état de choses. Les royalistes le considéraient comme un acheminement à la contre-révolution, et leurs adversaires trouvaient que je m'avançais trop dans cette carrière qu'ils redoutaient.

Créer au-dedans un seul intérêt français et le faire respecter et sanctionner par l'étranger, tel était le but évident de la mission qui m'était confiée. Je compris donc que pour donner à la France une assiette durable, il fallait réconcilier ses institutions intérieures avec les anciennes dynasties, puis la rendre assez forte pour qu'on ne l'attaquât plus impunément. Il fallait avoir pour nous la majorité de l'Europe, afin que la balance penchât de notre côté. Il n'y avait que deux moyens d'avoir cette majorité, celui des alliances volontaires, ou celui des soumissions opérées par l'ascendant de notre puissance. Dans l'impossibilité d'obtenir le premier, je dus bien adopter le second.

Nouveaux griefs que me donne l'Angleterre.

Je donnais tous mes soins à obtenir ces résultats, lorsque mes relations avec l'Angleterre se brouillèrent de nouveau. La paix d'Amiens ne semblait avoir été pour elle qu'un moyen de venir reconnaître mon édifice, de mieux l'attaquer. Jamais elle ne se disposa à exécuter entièrement le traité. Au lieu de rendre Malte, la possession de de cette île forteresse fut prônée par ses écrivains comme la clef de la Méditerranée, et l'unique moyen que l'Angleterre eût de résister dans cette mer à l'alliance de la France et de l'Espagne : le cabinet de St-James résolut donc de la garder.

Au lieu d'évacuer l'Égypte, le général Stuart occupait encore Alexandrie, et semblait vouloir s'y fixer. J'envoyai Sébastiani pour rétablir nos anciens rapports dans le Levant et s'assurer de l'évacuation promise. On sonna le tocsin contre sa mission, parce que son rapport, fait en forme de reconnaissance militaire, annonçait que j'avais de nombreux partisans dans ce pays, et prêtait au gouvernement anglais le projet de s'y maintenir.

D'un autre côté, j'avais des griefs non moins puissants dans les attaques personnelles, à la fois injurieuses et grossières, que se permettaient chaque jour les journaux Anglais et ceux de l'émigration. L'Angleterre exhalait plus d'animosité contre moi que jamais Guillaume n'en avait montré contre Louis XIV, et cependant la situation des deux puissances était en sens inverse, car aujourd'hui le prétendant au trône légitime se trouvait en Angleterre, et elle nous renvoyait avec usure le mal que les Stuarts avaient voulu lui faire avec l'appui de la France. J'avais donc double droit de me plaindre. Un général, placé par la victoire à la tête du plus puissant état de l'Europe, insulté tous les jours par des journaux et des

pamphlets où l'on reconnaissait trop bien le doigt du ministère anglais, devait en être exaspéré. Plus susceptible qu'un prince né sur le trône, je ne pouvais voir sans indignation qu'au lieu de reconnaître le mérite de mes entreprises militaires et de mon administration, on s'acharnât à présenter mes victoires comme des boucheries sans art; mon gouvernement comme despotique et usurpateur; mes principes et mon cœur comme ceux d'un Caligula.

Je portai des plaintes; on m'opposa les lois anglaises sur la liberté de la presse : j'observai que des réfugiés étrangers n'avaient pas le droit de brouiller deux puissances à l'ombre des abus de la presse, et je demandai qu'on éloignât ces brouillons d'Europe en leur appliquant *l'aliennbill.*

Elle m'envoie lord Withworth.

L'Angleterre, qui refusait cette concession, prétendait nous faire souscrire à tout ce qui lui convenait. Peu satisfaite d'avoir aidé à nous dépouiller de St-Domingue, elle voulait encore nous ruiner par un traité de commerce : celui de 1786 avait été trop impopulaire en France pour que je me décidasse à le renouveler. Sans doute l'exportation des produits territoriaux de la France peut compenser aux yeux de certains ministres la perte des manufactures : mais nous avions trop besoin de remplacer nos colonies par un bon régime industriel, pour jamais recevoir des Anglais des marchandises que la France peut produire. Je repoussai le traité de commerce et insistai pour l'évacuation de Malte. Le cabinet de Londres m'envoya lord Withworth sous le prétexte d'aviser aux moyens de conserver la paix, mais plutôt pour m'exciter à la guerre, car cet envoyé n'avait rien de ce qui pouvait nous concilier.

Explication trop franche avec ce diplomate.

Quelques semaines après son arrivée, j'eus avec lui un long entretien, où je développai peut-être avec trop d'abandon ma situation et celle de l'Europe. Je lui déclarai : « Qu'il était indigne de faire des « traités pour refuser de les exécuter dès le « lendemain; que rien ne me ferait renoncer « à l'évacuation de Malte; que j'aimerais « mieux voir les Anglais campés sur les « hauteurs de Montmartre, que de les voir « en possession de cette île. »

Je me plaignis des journaux, mais surtout de l'asile et de la solde qu'on accordait à Georges et consorts, au lieu de les reléguer au Canada, ainsi qu'on l'avait promis. « Chaque vent qui souffle d'Angleterre, lui « dis-je, ne m'apporte que haine et animosité; comment voudrait-on que je ne fusse « pas exaspéré!!

« En abordant la question de l'Égypte, « je l'assurai que le voyage de Sébastiani « n'avait eu aucun but hostile. Il n'eût tenu « qu'à moi d'y envoyer 25 mille hommes « pour aider la Porte à en chasser les An- « glais, dont la présence m'autorisait à le « faire; *que, quelque désir que j'eusse « d'y établir une colonie, je ne l'avais « pas fait, parce qu'il ne valait pas la « peine de troubler la paix du monde et « de paraître l'agresseur, pour conquérir un pays qui tôt ou tard tomberait « dans les mains de la France, soit par « la dissolution de l'empire turc, soit « par arrangement avec la Porte.* » Paroles indiscrètes que l'adroit Withworth ne laissa point tomber, et dont l'Angleterre se prévalut pour justifier sa conduite!

Après avoir témoigné mon désir de la paix, j'énumérai les chances réciproques de la guerre, j'abordai franchement la question de la descente et tous les dangers qu'elle me présentait; mais il y avait une

chance de succès sur cent, et c'était assez pour me décider à l'entreprendre. Je lui rappelai que j'avais 480 mille hommes sous les armes prêts à y paraître au premier signal; que l'Europe ne voulait plus s'allier à l'Angleterre et se sacrifier pour elle; que malgré cela je désirais la paix. « Je suis le « plus puissant sur terre; vous dominez « toutes les mers : si nous nous entendions « bien, nous gouvernerions le monde; nous « le bouleversons, au contraire, par le « moindre différend. Si je n'avais pas éprouvé à chaque occasion l'animosité de l'Angleterre, j'aurais tout fait pour me la « concilier; participation aux indemnités; « influence sur le continent; traité de commerce; j'aurais tout accordé à une puissance qui m'eût témoigné de la considération et de la bienveillance, tandis que je « devais tout refuser à d'implacables ennemis. »

Déclaration hostile de Georges III.

Cette longue conférence fut loin de rien raccommoder: les Anglais n'y virent que mon désir de coloniser l'Égypte et s'en autorisèrent pour garder Malte, pour armer et prendre l'initiative de la guerre. Le 8 mars, un message du roi au parlement ne laissa plus de doute à ce sujet. Cette déclaration m'indigna, car les allégations étaient injustes. Depuis quand en effet les *projets supposés et lointains* d'un cabinet sur une province appartenant à un tiers seraient-ils une cause légitime de rupture? L'Angleterre ne niera pas que, déjà sous Walpole et Georges 1er, elle ambitionnait l'Amérique du sud; le désir vague de son ministère de s'établir dans ce pays eût-il été un motif légitime de rupture pour la France?

Violente sortie que je fais à son négociateur.

Je ne pus dissimuler mon ressentiment à Withworth à sa première apparition aux Tuileries; et je l'apostrophai peut-être avec trop de vivacité : « Nous avons déjà fait la « guerre pendant dix ans, vous voulez en« core la faire dix autres années; vous m'y « forcez! » puis me tournant vers les ambassadeurs étrangers, je leur dis : « Les « Anglais veulent la guerre; s'ils me for« cent à tirer l'épée, je ne serai pas le pre« mier à la remettre dans le fourreau. *Ils « ne respectent pas les traités, il faut les « couvrir de crêpe noir.* »

Sentant que j'étais allé un peu loin, je m'adressai de nouveau à Withworth en ces termes. « Pourquoi ces armements, contre « qui ces mesures? Je n'ai pas un vaisseau « de ligne armé dans les ports de France: « si vous voulez vous battre, je me battrai; « il est peut-être possible de détruire la « France, mais non de l'intimider. Vous « dites vouloir la paix, exécutez donc les « traités. Malheur à ceux qui ne les respec« tent pas; ils en seront responsables à « toute l'Europe, dont ils causeront la « ruine! » Je me retirai ensuite trop agité pour ne pas craindre de me laisser entraîner de nouveau.

Ultimatum anglais rejeté.

Cependant mes ministres ayant proposé de souscrire à tout arrangement pour rassurer les Anglais sur l'Égypte, ils feignirent de consentir à ne pas conserver Malte comme propriété, mais de se réserver le droit de l'occuper pendant dix ans. Ils demandaient en outre, 1° qu'on leur fît céder l'île de Lampedouse par le roi de Naples; 2° que mes troupes évacuassent la Hollande et la Suisse; 3° qu'on assurât une indemnité en Italie au roi de Sardaigne. A ces conditions, ils reconnaîtraient le roi d'Étrurie et la république ligurienne. Ferme dans ma résolution de ne pas déroger aux condi-

tions du traité d'Amiens, je rejetai ces différents articles, et il fallut de nouveau courir aux armes. J'avoue que c'était mettre beaucoup en jeu pour un mince avantage ; j'aurais pu sans honte et sans danger admettre ces propositions qui peut-être n'étaient pas sincères.

J'occupe de nouveau Naples.

Je ne pouvais faire la guerre qu'en m'assurant des compensations pour les colonies que nous pourrions perdre, et des pays maritimes pour nous aider à la soutenir. Mes troupes rentrèrent dans le royaume de Naples afin d'occuper derechef la presqu'île de Tarente et de fermer les ports de la péninsule au commerce anglais. St-Cyr conclut à cet effet une nouvelle convention et occupa les Abruzzes.

Mes troupes envahissent le Hanovre.

Mes troupes, renforcées en Hollande, passèrent le Rhin, et pénétrèrent dans le Hanovre dont Mortier prit possession. Les troupes hanovriennes, acculées au nombre de 15 mille hommes sur le bas Elbe, capitulèrent à Artlenbourg, et furent licenciées sous condition de rentrer dans leurs foyers.

Effet produit par ces invasions en Europe.

Ces invasions nous convenaient certainement beaucoup; mais elles n'étaient pas du goût des autres puissances : on leur reprochait d'être contraires aux principes reconnus du droit public, qui ne permettent pas à une puissance d'envahir tout ce qui est à sa convenance. La Russie avait quelque intérêt au sort de la Hollande, et l'Autriche ne voyait pas sans déplaisir le sol germanique violé par l'entrée dans le Hanovre. Toutefois, comme le cabinet de Vienne sentait que j'étais en guerre avec le roi Georges, il ne pouvait pas m'interdire de justes représailles contre ses états; il se contenta d'échanger quelques notes diplomatiques insignifiantes.

La paix de Lunéville, quoique imposée à l'Autriche, la laissait assez puissante pour qu'elle redoutât de courir les chances incertaines de la guerre, dont tout l'avantage se réduirait à faire une diversion utile aux Anglais. Thugut avait cédé le ministère au comte de Cobentzel, homme d'état plus modéré. Je pouvais espérer de conserver avec elle des relations amicales.

La Prusse s'engraissait de sa neutralité, et n'avait aucun motif de la rompre.

La Russie m'observait, et réclamait en faveur de la Hollande, de Naples et du roi de Sardaigne. L'Italie était entrée, à peu de chose près, dans mon système.

Nouveaux rapports avec l'Espagne.

L'Espagne fit quelques difficultés de prendre de nouveau part à la guerre, qui avait été nuisible à ses ports et à ses colonies; elle cherchait à se soustraire au traité de St-Ildefonse, se flattant de pouvoir conserver sa neutralité. Des débats eurent lieu à ce sujet depuis le 6 juin jusqu'au milieu d'octobre 1803. Il m'était indifférent que la marine espagnole se réunît à la nôtre pour l'instant, et j'étais bien aise que le commerce de l'Espagne prospérât à l'ombre de la neutralité, car la France y avait toujours la meilleure part. Toutefois, pour ne pas renoncer aux avantages du traité, je fis convertir le contingent en un subside annuel de 60 millions par une convention signée à Madrid le 19 octobre entre Beurnonville et Cevallos, ministre des affaires étrangères.

Les Anglais la provoquent.

L'Angleterre eut vent de ce traité, car elle ne tarda pas à prendre un ton mena-

çant. Au fait, cet état de choses ne convenait pas au ministère britannique : il lui fallait sinon la neutralité absolue de l'Espagne, du moins l'admission du commerce anglais dans ses ports du continent; si elle devait en être exclue, la guerre était préférable. La négociation dura un an, et prit un caractère hostile dès que le ministère eut appris, par l'amiral Cochrane, qu'une escadre de 10 à 12 vaisseaux français, réfugiée de St-Domingue au Ferol, allait y être armée et réparée, et que les Espagnols faisaient des préparatifs.

Le parti de la guerre avait à Londres de nombreux sectateurs. La décadence de la marine espagnole dispensait de la ménager; elle ajoutait peu aux forces matérielles de la France; ainsi, durant la guerre, toutes les possessions de l'Amérique espagnole resteraient à la merci des expéditions anglaises, ou à l'influence de ses agents, qui y fomenteraient l'esprit d'indépendance : les vaisseaux, les galions deviendraient la proie de ses croisières et de ses armateurs.

Cet intérêt était trop évident pour ne pas amener une rupture. Le cabinet de Londres donna ordre à ses vaisseaux de courir sur les Espagnols, et plusieurs frégates, revenant du Mexique avec 15 à 20 millions en piastres ou en lingots d'or, furent attaquées et enlevées par l'amiral More sans déclaration de guerre préalable. On cria à la piraterie; l'Angleterre se justifia en disant que l'Espagne était alliée de la France et lui fournissait des secours. L'Espagne se vengea en déclarant enfin formellement une guerre à laquelle elle s'était vainement flattée d'échapper en conservant des relations amicales avec le gouvernement anglais.

Le Portugal achète sa neutralité.

Le Portugal avait aussi acheté sa neutralité au prix d'un tribut annuel de 16 millions stipulé par le traité du 25 décembre, signé à Lisbonne entre le général Lannes et le ministre portugais. Le reste de l'Europe était également en bonne harmonie avec nous. Afin de resserrer nos liens avec les États-Unis d'Amérique, je venais de leur céder la Louisiane contre le paiement de 70 millions. Il me convenait mieux de la savoir dans leurs mains que de l'exposer à passer dans celles des Anglais, à cause de son voisinage du Mexique et des États-Unis dont je voulais également bannir leur commerce.

Succès inouis des Anglais dans l'Inde.

La guerre était à peine commencée que déjà les Anglais retiraient tous les fruits des succès obtenus dans les années précédentes. Ils doublaient leur puissance dans l'Orient par la soumission de l'Indostan. La mort de Tippoo les avait débarrassés d'un rival dangereux; mais il restait encore un adversaire plus puissant, de race maratte, c'était le célèbre Scindiah.

Il était parvenu à ressaisir le pouvoir sur la caste mahométane de Schah-Alloun : il tenait de fait le sceptre du Mogol. Tant que cet empire existait, la puissance anglaise pouvait être douteuse. La capitulation de l'armée d'Égypte diminuait, il est vrai, le danger. A peine fut-elle connue dans l'Inde, que Wellesley enhardi fit attaquer l'armée de Scindiah. Selon l'usage de la compagnie, il appuyait les intérêts des Musulmans contre les Marattes, comme il avait précédemment soutenu les intérêts des indigènes et du Nizam contre le musulman Tippoo. La victoire ne fut pas longtemps balancée : les troupes disciplinées à l'européenne par Peyron trahirent le prince maratte, qui fut défait par Lake et Wellington dans une bataille décisive près d'Assye. Delhi et Agra tombèrent au pouvoir des Anglais, qui,

maîtres du riche empire du Mogol, étendent aujourd'hui leur domination sur 40 millions d'Indous.

Ce triste événement est la plus belle apologie que l'on puisse faire de mon expédition d'Égypte, dont le but était de l'empêcher ; malheureusement le coup était irréparable, et, bien qu'il eût fourni sous Louis XVI un sujet de guerre à outrance contre l'Angleterre, je n'avais pas le moyen de m'y opposer, tant les circonstances étaient changées. Au surplus, nous n'apprîmes ces fâcheux événements en Europe qu'au commencement de 1803, au moment où l'Angleterre proclamait déjà la rupture de la paix d'Amiens. Le général Decaen, que j'avais envoyé prendre possession de l'Ile-de-France et du pauvre comptoir de Pondichéry, ne pouvait pas grand'chose au milieu de cette puissance colossale ; il fut bientôt contraint d'abandonner ce faible poste sur le continent et de se borner à défendre l'Ile-de-France.

Chances pour une descente en Angleterre.

Le continent n'offrant pas encore de symptômes d'une attaque prochaine contre la France, j'en profitai pour menacer l'Angleterre d'une descente. Quoique difficile, cette opération a toujours été regardée comme possible ; et une fois exécutée, la prise de Londres était à peu près certaine. La capitale occupée, il se fut élevé un parti puissant contre l'oligarchie. Peut-être eussions-nous couru quelques dangers ; mais Annibal en passant les Alpes et César en débarquant en Épire, en Afrique ou en Angleterre, regardaient-ils derrière eux ?

Londres n'est située qu'à peu de marches de Calais ; et l'armée anglaise, disséminée pour la défense des côtes, ne se fut pas réunie à temps pour couvrir cette capitale. Sans doute que cette expédition ne pouvait être tentée avec un corps d'armée ; mais son succès eût été certain avec 150 mille hommes qui se fussent présentés devant Londres cinq jours après leur débarquement.

Les flottilles n'étaient que le moyen de débarquer ces 150 mille hommes en peu d'heures, et de s'emparer de tous les basfonds. C'est sous la protection d'une escadre réunie dans la mer des Antilles, et venant de là à toutes voiles sur Boulogne, que devait s'opérer le passage. Si la combinaison de cette réunion de l'escadre ne réussissait pas une année, elle réussirait une autre fois. Cinquante vaisseaux partant de Toulon, de Brest, de Rochefort, de Lorient, de Cadix, iraient se réunir à la Martinique ; leur sortie seule ferait trembler pour les deux Indes, et tandis que les Anglais iraient courir à leur recherche au cap de Bonne-Espérance et dans la mer des Antilles, ces vaisseaux reviendraient devant Boulogne et assureraient le débarquement en Angleterre.

Il ne me fallait que dix heures pour descendre avec 150 mille vieux soldats aguerris et victorieux dans un pays dénué de places fortes et d'armée régulière. On a cru que le patriotisme des Anglais les porterait à se lever en masse pour la défense de leur pays, et que la retraite de mon armée deviendrait dès lors impossible. Ce patriotisme aurait pu être un obstacle dans toute autre circonstance, mais en mettant à mon avant-garde les principes démocratiques qui avaient trouvé tant de partisans en Angleterre, nous aurions du moins établi une scission, et balancé par là les efforts du reste de la nation. Si jamais le système de propagande fut un instrument de succès, c'était bien en cette occasion. Au surplus, l'expérience seule aurait pu décider la question ; elle n'a pas été achevée.

Un motif plus puissant aurait pu m'empê-

cher de tenter l'entreprise, c'était la situation équivoque de mes relations avec le continent et notamment avec la Russie. L'Autriche, à son instigation ou à celle du cabinet de Londres, pouvait recommencer la guerre le jour où je mettrais le pied dans les îles britanniques, et nous enlever ainsi le fruit de dix ans de victoires pour une expédition douteuse. Il est constant que la descente ne serait jamais bien prudente sans l'alliance de l'une de ces puissances, et cette considération ne contribua pas peu à mon mariage quelques années après.

Préparatifs pour l'effectuer.

Dans tous les cas, comme la menace ne me coûtait rien, puisque je ne savais que faire de mes troupes, il valait autant les tenir en garnison sur les côtes qu'ailleurs. Ce seul appareil a obligé l'Angleterre à se mettre sur un pied de défense ruineux. C'était autant de gagné.

Pendant 1803 et 1804, je couvris de camps les falaises de Boulogne, de Dunkerque et d'Ostende ; des escadres considérables se préparèrent à Brest, à Rochefort, à Toulon ; les chantiers de France étaient couverts de prames, de chaloupes, de bateaux canonniers, de grandes et petites péniches ; on employa des milliers de bras à creuser des ports sur la Manche pour recevoir ces nombreuses flottilles.

De son côté, l'Angleterre courut aux armes. Pitt, loin de se laisser abattre par l'imminence du danger, crut devoir reprendre les rênes de l'état dans ces circonstances difficiles. Il ne se contenta pas du fameux bill de défense (18 juin 1804), il abandonna le travail paisible de l'échiquier, endossa l'uniforme et ne rêva que machines de guerre, bataillons, forts, batteries. Le vieux et vénérable Georges III quitta ses maisons royales et passa journellement des revues ; des camps s'élevèrent sur les dunes de Douvres, des comtés de Kent et de Sussex. L'armée anglaise, qui n'était que de 70 mille hommes en 1792, fut successivement portée à 150 mille hommes, tant milices régulières que troupes de ligne, sans compter les forces employées au dehors des trois royaumes. Le danger de la patrie fit enrégimenter 500 mille volontaires (fencibles). Indépendamment des forces navales, qui s'élevaient à 470 bâtiments, une flottille de 800 canonnières couvrit les côtes d'Angleterre et d'Irlande. Les deux armées se voyaient ; elles n'étaient plus séparées que par le détroit. Ces mesures coûtaient cher à l'Angleterre ; mais il faut avouer aussi qu'elles ranimèrent l'esprit militaire de ses habitants, et les préparèrent à me combattre sur terre.

Complots ourdis contre moi.

Malgré ces immenses préparatifs de défense, le ministère n'était pas sans inquiétude sur le résultat de mes menaces : pour faire diversion, on organisa un complot contre moi. Afin de mieux réussir, on avait mis en mouvement une multitude de conspirateurs. Aussi en fûmes-nous informés dans les vingt-quatre heures, tant les confidences allaient bon train.

Comme je voulais cependant punir des hommes qui ne cherchaient qu'à troubler l'état, je fus obligé d'attendre, pour les faire arrêter, qu'on eût rassemblé contre eux des preuves irrécusables.

Pichegru était à la tête de cette machination : cet homme, qui avait plus de bravoure que de talents, avait voulu jouer le rôle de Monck ; il allait à sa taille.

Ces projets m'inquiétaient peu, parce que je connaissais leur portée, et que l'opinion publique à cette époque ne les favorisait pas. Les royalistes m'auraient enlevé ou égorgé qu'ils n'en eussent pas été

plus avancés. Chaque chose a son temps.

Les factions, quoique debout, avaient émoussé leurs forces ; la peur qu'elles avaient l'une de l'autre rattachait les hommes raisonnables à mon char. Les chefs royalistes, tout-à-fait oubliés depuis la pacification de la Vendée, cherchaient à reparaître sur l'horizon politique. C'était une conséquence naturelle de l'accroissement de mon autorité. Je refaisais la royauté ; c'était chasser sur leurs terres. Ils ne se doutaient pas que ma monarchie n'avait pas de rapport à la leur. La mienne était toute dans les faits ; la leur toute dans les droits. La leur n'était fondée que sur des habitudes ; la mienne s'en passait : elle marchait en ligne avec le génie du siècle ; la leur faisait d'inutiles efforts pour le retenir.

Les républicains s'effrayaient de la hauteur où me portaient les circonstances : ils se défiaient de l'usage que j'allais faire de ce pouvoir. Ils tremblaient que je ne remontasse une vieille royauté à l'aide de mon armée. Les royalistes accréditaient ce bruit, et se plaisaient à me présenter comme un imitateur inconsidéré des anciens monarques. D'autres, plus adroits, répandaient sourdement que je ne prenais la peine de restaurer le pouvoir, que pour en faire hommage aux Bourbons, lorsqu'il serait en état de leur être offert.

Les têtes médiocres, qui ne mesuraient pas ma force, ajoutaient foi à ces bruits. Leur résultat était de renforcer le parti royaliste, et de me décrier dans le peuple et dans l'armée ; car ils commençaient l'un et l'autre à douter de mon attachement à leur cause. Je ne pouvais pas laisser courir une telle opinion, parce qu'elle tendait à nous désunir. Il fallait à tout prix détromper la France, les royalistes et l'Europe, afin qu'ils sussent tous à quoi s'en tenir avec moi. Une persécution de détail contre des propos ne produit jamais qu'un mauvais effet, parce qu'elle n'attaque pas le mal à sa racine. D'ailleurs ce moyen est devenu impossible.

J'appris bientôt que Moreau avait eu des relations avec ces conjurés. Ceci devenait plus délicat, parce qu'il avait une popularité colossale. Il était clair qu'on devait le gagner. Il avait trop de réputation pour que nous fussions bons voisins. Le plan de campagne de 1800, qu'il ne sut ou ne voulut pas apprécier, avait jeté entre nous la pomme de discorde et dévoilé ses prétentions. Il se croyait trop de supériorité pour m'obéir passivement. Il fallait trouver une manière honnête de nous séparer : il la trouva en frondant à tout propos les mesures de mon gouvernement sans se laisser toucher par les avances que je lui faisais pour me l'attacher.

On a dit que j'étais jaloux de lui : c'est une erreur ; mais il l'était beaucoup de moi. Je l'estimais, parce que c'était un bon militaire. Il avait pour amis tous ceux qui me portaient envie, c'est-à-dire beaucoup de gens. Ils en auraient fait un héros, s'il avait péri. Je n'en voulais faire que ce qu'il était, c'est-à-dire un homme secondaire. J'ai réussi : l'absence l'a perdu, ses amis l'ont oublié, et on n'y a plus songé.

Attentat sur le duc d'Enghien.

Un incident plus grave vint se rattacher à ce fameux procès. Ma police extérieure avait reçu à la fois des avis certains du complot formé contre moi à Londres par Georges, Pichegru, et autres agents royalistes, ainsi qu'à Stuttgardt par un agent anglais nommé Drake. L'accord qui existait entre ces projets n'était pas bien démontré. A la même époque, le duc d'Enghien se trouvait sur les bords du Rhin, et on assurait que Dumouriez venait d'y arriver. Aussitôt grande rumeur parmi la gent fouchéenne ; nul doute

que le prince ne soit l'âme du complot: que viendrait faire sans cela un Bourbon aux portes de Strasbourg, dans un pays où il a d'étroites relations, à la vérité, mais où il court des dangers? Comment croire que sa présence et celle de Georges et de Pichegru à Paris ne fussent pas une chose concertée? En concentrant la révolution sur ma tête, j'avais rendu plus facile le projet de la renverser. Il semblait que le premier consul disparaissant, il n'y avait plus qu'à présenter un drapeau blanc pour le remplacer. On se trompait; mais toutes les circonstances de cet événement cadraient d'une manière incroyable avec celles qui me portaient à fixer l'opinion de la France.

Le désir de me plaire excita les chefs de la police secrète à dévoiler cette trame; quelques lettres saisies suffirent pour me décider à faire enlever ce prince, persuadé, d'après les rapports, que nous trouverions dans ses papiers mille preuves pour une de ses projets.

Il m'importait d'un côté de faire cesser les clameurs du parti qui avait voulu la révolution sans démagogie, mais qui craignait la réaction royaliste, et de l'autre de dégoûter les chefs des royalistes de l'envie de semer de nouveaux troubles en France. Je résolus donc de frapper un coup décisif, indispensable pour fixer l'opinion des deux millions de Français qui avaient adhéré à la révolution et combattu pour elle.

Des ordres furent donnés à Strasbourg pour faire passer de nuit une petite colonne à Kehl, afin d'entourer le village d'Ettenheim, où séjournait le duc d'Enghien, d'y enlever, ainsi qu'à Offenbourg, tous les étrangers qui s'y trouvaient et de les conduire à Paris. Mon aide-de-camp Caulaincourt, qui se trouva être de service, fut porteur de ces ordres, dont il devait justifier l'exécution près du grand-duc de Baden. On sait que Dumouriez ne se trouva pas, parce qu'il y avait eu une méprise dans les noms; on avait pris le comte de Thumeri pour lui. Tout fut d'ailleurs ponctuellement exécuté.

La police continuait à assurer l'existence d'un grand complot et l'arrivée prochaine de plusieurs malles de papiers qui le prouveraient de reste. Mon projet était d'assembler une haute cour nationale, d'y appeler une partie du sénat, de la haute magistrature et des chefs de l'armée, et de faire prononcer un jugement solennel : mes ordres furent donnés à cet effet. Le colonel des cuirassiers Préval, officier distingué, avait été appelé de Compiègne pour faire le rapport de l'affaire d'après la législation existante. Comme son père avait été sous le duc d'Enghien colonel du même régiment, il repoussa noblement cette tâche. Dans l'intervalle, la police avait fait examiner les papiers du prince; on reconnut qu'il n'y existait aucun indice du complot. Il fallut renoncer à l'idée d'un jugement solennel par la haute cour, parce que l'absolution du prince rendrait plus odieuse la violation du territoire de l'empire et toute la conduite de cette affaire. Il restait deux partis à prendre : le premier et le seul raisonnable, de le détenir jusqu'à la paix générale par mesure de haute police, comme ayant voulu exciter des troubles en Alsace; le second, de le livrer à une commission militaire comme émigré ayant porté les armes contre la France, sauf à recourir à la réclusion jusqu'à la paix, s'il était acquitté par la commission. Je m'arrêtai au dernier moyen, qui fut aussi l'avis des principaux fonctionnaires.

On voit que je fus conduit par la fatalité dans cette circonstance; car si j'avais su qu'on ne trouvât aucune trace d'un complot avéré je me serais gardé de faire violer le

territoire de Baden, et de me donner tout l'odieux d'un enlèvement qui tournerait contre moi, quelle qu'en fût l'issue. Ce furent les infames rapports de ma police occulte qui causèrent tout le mal. Si nous eussions pris les malles de papiers qu'elle annonçait, et que la culpabilité du prince eût été reconnue par une haute cour nationale, tout eût été d'accord avec les principes les plus sévères et avec mon premier dessein.

Chacun sait que la commission militaire condamna le prince sur ses propres aveux, parce qu'il avait envahi, en 1793, le territoire français à main armée. Chacun sait aussi qu'on me laissa ignorer l'appel qu'il fit à mes sentiments, car on ne me parla de cette démarche et de la lettre qu'il voulut m'écrire, qu'après l'exécution du jugement, qui, selon la coutume des lois militaires, se fit séance tenante. Je fus étranger aux détails affligeants qui accompagnèrent cette catastrophe; c'est assez d'avoir à répondre sur le fond... Je fus entraîné par de perfides suggestions, par de faux rapports, par la force des événements. En le considérant comme coup d'état, je pus me consoler d'un attentat qui devait jeter la terreur parmi les partisans d'un retour à l'ancienne monarchie, faire cesser les désordres intérieurs, et donner aux trois millions de Français qui m'avaient élevé sur le pavois un gage de ma rupture éternelle avec les Bourbons.

Le procès de Moreau et des conspirateurs auxquels on l'avait associé se fit avec plus de solennité, et traîna encore plusieurs mois : il fut condamné au bannissement. Les autres coupables exigeaient moins de ménagements. C'étaient tous les vieux habitués de conspiration dont il fallait purger une fois pour toutes la France. Nous y avons réussi, car il n'en a plus reparu dès lors.

Pichegru fut trouvé étranglé dans son lit. On ne manqua pas de dire que c'était par mes ordres. Je fus totalement étranger à cet événement; je ne sais pas même pourquoi j'aurais soustrait ce criminel à son jugement. Il ne valait pas mieux que les autres, et les tribunaux étaient là pour le juger. Je n'ai jamais rien fait d'inutile dans ma vie.

Nécessité de rendre à la France un gouvernement héréditaire et stable.

On a beaucoup argumenté sur cet événement, et sur le parti que j'aurais dû prendre à cette époque décisive. Chacun a fait des commentaires selon ses vues : les uns voulaient que j'achevasse de terrasser l'hydre révolutionnaire, en restant consul, pour préparer aux Bourbons un lit de roses à leur retour. D'autres voulaient que j'alliasse les intérêts de la révolution aux miens, en restant consul à vie ; ce qui eût consolidé, selon eux, la république et la liberté, tout en assurant une durée convenable à la première magistrature.

Ces raisons sont bonnes pour des écoliers. *Le gouvernement électif donne lieu à d'éternelles convulsions. Il est pitoyable, là même où il est remorqué par une dynastie légitime,* comme en Pologne, ou dans l'empire germanique. Mais dans un état dont le gouvernement de droit se trouve réfugié chez l'étranger, un système électif est le comble de l'absurdité. Comment éviter en effet que chaque élection ne devienne le motif d'une guerre civile, où l'étranger interviendrait? Heureux si, à chaque consul, on était quitte pour la perte d'une province, d'une colonie, ou d'une portion de l'indépendance nationale ! Si l'Angleterre fût restée élective après Cromwell, Louis XIV et les Stuarts l'eussent subjuguée et morcelée.

Certes, s'il n'eût été question que de

moi, j'aurais fort bien pu rester maître de l'état avec le titre que j'avais; mais il s'agissait de la France, et je l'aimais assez pour rappeler plutôt les Bourbons que de la laisser avec un consul électif.

On a écrit des milliers de volumes sur les maximes de gouvernement et sur les institutions les plus convenables aux états, sans qu'on soit beaucoup plus avancé pour cela que du temps de Xénophon.

Exposition de mes principes en fait de gouvernement.

Ces controverses agiteront probablement encore fort longtemps le globe, parce qu'on les soutient ou sans bonne foi d'une part, ou sans expérience des affaires de l'autre. Les uns, professant des théories impraticables, brouillent tout dans l'espoir chimérique d'augmenter ce qu'ils nomment les libertés du peuple : chose fort respectable sans doute, mais très-vague et que chacun prétend définir selon ses intérêts ou ses passions. Bon nombre de cerveaux creux croient même fermement à la possibilité d'un gouvernement populaire ou à la démocratie pure.

D'autres veulent le gouvernement de l'aristocratie, soit sous la forme patricienne dans les républiques, soit par l'influence de la haute noblesse dans les monarchies. Ceux-ci ont leurs jacobins qui, sous le masque de défendre les prérogatives publiques contre le trône, ne défendent que leurs priviléges féodaux aux dépens de l'administration royale : tels furent le sénat de Stockholm, les diètes polonaises et même les parlements français. Enfin, sous une troisième bannière marchent ceux qui prêchent le pouvoir absolu, soit qu'ils aient pris ce goût dans le maniement des affaires, soit qu'ils affectionnent un pouvoir dont ils espèrent s'arroger un jour l'autorité; tels furent tous les états dominés par des prêtres ambitieux. Il semble pourtant que l'histoire et la raison pourraient réduire les différentes théories sur les gouvernements à leurs plus simples expressions, et mes auditeurs ne trouveront pas mauvais sans doute que je développe ce que j'en ai pensé dès que j'eus acquis quelque expérience dans la conduite des affaires.

La démocratie n'est réellement dominante que là où le peuple choisit directement ses chefs, et où ceux-ci rentrent successivement dans la classe du peuple. Elle n'a jamais existé que nominalement et dans de petits états; même à Rome elle ne fut que passagère. Partout le peuple, mis en mouvement par des ambitieux, retombe en peu d'années dans les griffes de l'aristocratie.

Dans la situation où l'Europe se trouve aujourd'hui, aucun grand état ne saurait exister sous la forme d'une république démocratique; à peine les petits cantons suisses ont-ils pu s'y maintenir : et il suffit de savoir ce qui s'y passe pour juger de la profondeur des vers de Corneille :

> Mais quand le peuple est maître on n'agit qu'en [tumulte,
> La voix de la raison jamais ne se consulte;
> Les honneurs sont vendus aux plus ambitieux,
> L'autorité livrée aux plus séditieux, etc.

L'exemple des États-Unis, que les idéologues se plaisent à citer à tout propos, est aux yeux d'un sage publiciste la meilleure preuve qu'un gouvernement républicain énerve les moyens d'une nation, à moins qu'il ne dégénère en dictature odieuse. La faiblesse des Américains est telle, qu'avec dix millions d'habitants ils ont subi, en 1814, l'affront de voir leur capitale prise et saccagée par une seule division anglaise arrivant par mer! Un tel scandale n'a pu être que le résultat du système qui s'oppose,

dans les républiques, à l'établissement d'une armée régulière respectable, et qui enchaine l'action du gouvernement par toutes les entraves possibles.

Une république ne peut échapper à ce danger qu'avec un pouvoir absolu, comme celui du comité de salut public; et il n'est pas d'homme sensé qui puisse le souhaiter à sa patrie, en le préférant à une monarchie tempérée, mais fortement constituée. Les États-Unis, sous un gouvernement plus fort, seraient déjà maîtres du continent américain, du moins jusqu'à Panama. D'ailleurs, on ne saurait en rien les assimiler à la France. Une nation qui n'a pour voisins que de faibles peuplades d'Iroquois, ou des colonies européennes séparées de leur centre d'action et de puissance par deux mille lieues d'Océan, n'a rien à redouter : quels que soient les éléments de son gouvernement, il sera toujours supérieur à ceux qui l'avoisinent. Les États-Unis au centre de l'Europe n'eussent pas existé dix ans après la paix de 1783. Les mœurs d'un peuple entièrement neuf, laborieux, agricole, sans prolétaires, sans noblesse, sans préjugés, sans voisins dangereux, pouvaient y faire fleurir le régime démocratique. Toutes les données étaient différentes en France : ce n'est pas avec une vieille monarchie dépravée qu'on fait des Romains ou des Spartiates.

L'aristocratie a l'avantage de concentrer l'action du gouvernement dans des mains moins inhabiles, moins dangereuses que celles d'une multitude ignorante; mais l'aristocratie est toujours égoïste exclusive, jalouse. *Un monarque ennoblit le mérite plébéien; l'aristocratie le repousse :* un patricien de Berne ou de Venise est plus orgueilleux qu'un duc et pair ou un grand d'Espagne.

Outre cela, une aristocratie s'entend toujours d'un gouvernement électif dont les magistratures sont temporaires et passagères. Un grand état ne peut être électif sans être certain de sa ruine. Combien l'empire germanique n'a-t-il pas vu de guerres intestines pour l'élection de ses empereurs? Et quel a été le résultat du système électif en Pologne où, tantôt la France, tantôt la Russie, tantôt la Suède, venaient donner un roi?

Le gouvernement monarchique héréditaire est donc pour une grande nation le seul convenable ; le seul qui puisse tenir d'une main ferme les rênes de l'état, procurer la tranquillité intérieure, et suivre fortement un bon système de politique extérieure.

La grandeur ou la décadence des empires n'est jamais le fruit de quelques désordres intérieurs, de quelques institutions plus ou moins populaires, elle vient toujours du dehors. L'empire grec avec ses lâches empereurs et ses marmitons [1] serait encore debout si Mahomet II ne fût venu à Constantinople : les Romains dégénérés seraient encore maîtres de l'Italie, malgré de mauvaises lois et d'indignes princes, si Attila, Genseric et Théodoric n'y eussent mis bon ordre ; la Pologne aurait son anarchie et son *liberum veto,* sans les voisins qui l'ont partagée.

La politique extérieure est donc le premier besoin d'une nation civilisée : or il n'y aura jamais de bon système de politique là où l'autorité diplomatique sera dans les mains de chambres délibérantes ; les comités secrets mêmes ne peuvent rien pour dimi-

[1] Dans le bas-empire, c'était un honneur d'avoir un titre dans la maison et jusque dans les cuisines de l'empereur. On comptait plus de cinq mille marmitons au palais de Byzance.

nuer le danger d'abandonner la politique nationale à des assemblées tumultueuses, de livrer le secret de l'état à cinq cents législateurs divisés d'opinion et ordinairement peu versés dans ces matières.

C'est dans la monarchie seule qu'un peuple entouré de monarchies peut trouver son salut. Ce point admis, il reste à savoir si la monarchie doit être absolue, si elle doit être limitée : dans ce cas, par qui et à quel point elle sera limitée?

C'est ici que toutes les théories viennent se confondre, et que toutes les doctrines échouent contre les passions et les faiblesses humaines. Si la nation impose des limites au trône par ses députés, ces législateurs auront donc l'initiative de la loi? Dans ce cas, les députés de la génération présente pourront être sages, probes, attachés aux lois qu'ils auront faites; mais ceux de la génération suivante penseront-ils de même? n'accuseront-ils pas de servilité les députés qui se seront contentés du rôle de conseillers respectueux? ne voudront-ils pas lutter pour étendre le champ de ce qu'ils nommeront les libertés publiques? Honteux du peu de pouvoir que les lois leur accordent, ne voudront-ils pas les réformer, et la lutte une fois engagée entre le trône qui veut maintenir et les novateurs qui veulent renverser, ne finira-t-elle pas comme celle de l'Assemblée constituante et de l'Assemblée nationale?

Les révolutions d'Angleterre, de Suède, de Pologne, de Carthage, de Rome, de Florence, en un mot, toutes les pages de l'histoire, ne déposent-elles pas en faveur de ces vérités?

Si les députés n'ont pas l'initiative de la loi, ils perdent de leur influence; mais ils conserveront, avec l'impossibilité de faire le bien, toute la faculté de faire le mal. Ils auront le rejet des lois; ils refuseront les subsides, susciteront tous les embarras au gouvernement; et si l'étranger, habile à en profiter, attaque le pays, ses provinces seront démembrées, les factions s'appuieront sur les baïonnettes étrangères. La Fronde, la Ligue, la guerre de Pologne avec Charles XII et avec Catherine, sont là pour le prouver.

Dans le gouvernement limité, il y a encore à décider si la résistance sera exercée par l'aristocratie ou par les communes. L'une et l'autre seront dangereuses, parce qu'il est dans la nature des grandes assemblées délibérantes de trouver qu'elles n'ont jamais une part assez considérable à l'autorité, et pour l'acquérir elles troublent l'état.

Enfin, il faudra tracer une ligne de démarcation bien difficile entre les libertés politiques du peuple et les prérogatives de l'autorité. La presse sera-t-elle libre? chaque écervelé pourra-t-il décrier sans cesse et tous les jours les actes du gouvernement, sans ôter à celui-ci la considération intérieure et extérieure, sans soulever les passions de la multitude, toujours prête à applaudir à tant de faux prophètes qui se déclarent les oracles de l'opinion publique?

La liberté *illimitée* de la presse périodique est la véritable boîte de Pandore. Il n'y a pas de gouvernement qui puisse y résister, surtout après des révolutions qui ont soulevé mille intérêts et mille passions contraires. Il n'y a pour s'en assurer qu'à lire le *Père Duchesne* de 1793, le *Miroir* de 1798, la *Quotidienne*, le *Journal des Hommes libres*, la *Gazette*, le *Drapeau blanc*, etc. [1].

Si la presse doit être limitée, elle ne saurait être asservie, car s'il est un mal plus

[1] La censure est nécessaire à l'état, mais non la destruction de la presse et l'esclavage de la pensée.

déplorable que la licence de la presse, c'est son asservissement au profit de la barbarie, du fanatisme : sa licence mène au comité de salut public, son asservissement mène à l'inquisition ; l'une convient à la démagogie, l'autre à un monstre comme Philippe II. C'est un juste système de répression qu'un législateur doit chercher.

Pénétré de toutes ces vérités, je me suis convaincu que le meilleur des gouvernements est le gouvernement héréditaire d'un seul, administrant dans l'intérêt général et national, et non pour des coteries privilégiées ; éclairé par des assemblées consultatives, lesquelles auraient tout le pouvoir nécessaire pour donner de bons conseils, mais aucun pour arrêter la marche du char de l'état, s'il leur prenait fantaisie de le faire pour flatter des utopies ou des ambitions personnelles. A ces bases fondamentales il faudrait ajouter :

1° Un système d'élections bien mûri, qui assure une représentation convenable, dans la chambre des communes, à tous les intéressés ; c'est-à-dire à la propriété, à l'industrie et au gouvernement lui-même, car il est absurde de supposer la possibilité de faire marcher une administration qui n'aurait aucune part à la discussion des lois.

2° L'égalité des citoyens devant la loi et dans les emplois publics.

3° Une noblesse ou notabilité viagère pour services rendus à l'état, n'admettant d'héréditaire que la pairie pour les aînés des familles, dont les chefs auraient acquis, par d'illustres victoires ou d'habiles négociations, des droits à la reconnaissance nationale ; mais ne donnant cette pairie que pour deux ou trois générations, afin d'ouvrir ses rangs à de nouveaux services rendus, et forçant les fils de pairs à servir à leur tour sous peine de déchéance.

4° L'indépendance des tribunaux, et des garanties pour la liberté individuelle, sauf les cas de haute trahison.

5° Un bon code pénal pour la presse, et un tribunal de censure composé d'hommes recommandables, inamovibles et considérés.

6° Une religion nationale indépendante des prêtres étrangers.

Sans doute ces institutions n'offriraient jamais une perfection à laquelle il n'y eût rien à redire, car je ne crois pas, comme les doctrinaires, à la possibilité de cette perfection dans l'ouvrage des hommes ; mais je les envisage comme indispensables pour mettre l'administration publique à l'abri des déclamateurs, qui croient que l'on mène les états avec des phrases ; pour la garantir enfin des intrigants qui, affectant de le croire aussi, ne demandent que les occasions de jouer un rôle, sans s'inquiéter de ce qui peut en résulter pour la tranquillité publique, la grandeur et la sûreté de la nation.

Tels ont été constamment mes points de vue depuis 1804 ; tels ont été aussi les motifs de ma conduite aux différentes époques où des orages intérieurs ont agité mon gouvernement.

Établissement de l'empire résolu.

Guidé par de semblables maximes, je ne pouvais croire à la possibilité de conserver la forme républicaine, et je savais qu'au fond la majorité des Français s'en souciait peu ; ce que voulait la France, c'était sa grandeur. Je la lui avais assurée ; il n'y avait que moi qui pusse lui en faire espérer la durée. La France voulait donc que je régnasse sur elle. Tout était précaire dans le système du consulat, parce que rien n'y était à sa place. Il y existait une république de nom, une souveraineté de fait ; une représentation nationale faible, un pouvoir

exécutif fort; des autorités soumises, et une armée prépondérante.

Rien ne marche dans un système politique où les mots jurent avec les choses. Le gouvernement se décrie par le mensonge perpétuel dont il fait usage : il tombe dans le mépris qu'inspire tout ce qui est faux, parce que ce qui est faux est faible. Il n'y a plus qu'un secret pour bien mener le monde, c'est d'être fort, parce qu'il n'y a dans la force ni erreur, ni déception; c'est le vrai mis à nu.

Je sentais la faiblesse de ma position, la fragilité de notre édifice. Il fallait établir quelque chose de solide pour servir de point d'appui aux intérêts nés de la révolution : l'établissement de l'empire fut résolu, et un sénatus-consulte du 18 mai 1804 le déclara héréditaire dans ma famille. Carnot fut le seul homme marquant qui s'y opposa.

Je ne pouvais pas devenir roi, c'était un titre usé; il portait avec lui des idées reçues. Mon titre devait être nouveau, comme la nature de mon pouvoir. Je n'étais pas l'héritier des Bourbons, et n'avais aucun droit à leur couronne, bien que je l'eusse trouvée à terre ; mais rien ne s'opposait à ce que j'en misse une autre sur mon front. Je pris le nom d'empereur, parce qu'il était plus grand et moins défini.

Impossibilité où je me trouvais de rappeler les Bourbons.

Mes ennemis, et j'entends par là les deux factions opposées, ne m'ont jamais pardonné cette démarche, mes partisans mêmes en ont été étonnés. On a été jusqu'à dire que j'avais réellement hésité à rappeler les Bourbons, et que les menaces des champions du 18 brumaire m'en avaient seules détourné.

On m'a fait peu d'honneur par ces suppositions qui tombent d'elles-mêmes. Je savais trop le monde, les hommes et les choses, pour ignorer que, si même je me contentais du titre de connétable, de maire du palais, ou de tout autre dont il aurait plu aux princes de me décorer, six mois ne se passeraient pas sans que je fusse ou exilé ou factieux. Nouveau Charles-Martel, aurais-je pu me flatter de régner sous le nom d'un nouveau Chilpéric, et porter mes aigles victorieuses, unies aux lis, des bords de l'Elbe à ceux du Tage? Un tel rôle n'est possible que sous une monarchie unie, quand la nation est d'accord, et qu'un prince imbécille est le seul obstacle qui se trouve placé entre le pouvoir absolu et un grand capitaine. Mais après une révolution effroyable dont tous les éléments sont encore en présence!.... c'est une absurdité.

Je ne doutais nullement des bonnes intentions des princes; mais je ne doutais pas davantage de la fausse position dans laquelle ils se trouvaient. L'heureux mot du comte d'Artois, *Il n'y a rien de changé en France, si ce n'est qu'il s'y trouve un Français de plus,* est sublime; mais c'est une noble utopie, comme la balance des pouvoirs de Sièyes, la paix perpétuelle, etc. Les princes rentraient avec les royalistes de toutes les conditions; ils avaient à traiter pour les intérêts de cent mille familles nobles, qui leur eussent demandé, comme en 1816, *s'il n'y avait qu'une légitimité.* Les princes eussent été placés à la tête de la contre-révolution, et moi à la tête de ceux qui ne pouvaient pas la tolérer. J'aurais porté ma tête sur l'échafaud ou consolidé mon ouvrage; l'alternative n'était pas agréable. Il n'y aurait eu qu'un moyen d'arranger la chose, c'eût été de faire le Monck en France, et d'aller ensuite chercher un refuge en Italie, en plaçant la couronne de roi des Romains sur ma tête. Une lettre anonyme fort spirituelle m'en avait donné

le conseil à l'époque des négociations de Campo-Formio, et j'ai pensé qu'elle venait de Louis XVIII. Mais, eussé-je été plus légitime roi d'Italie qu'empereur des Français? l'Autriche se fût-elle accommodée de la fondation d'un état qui l'expulsait pour jamais de la Lombardie ? la France m'eût-elle soutenu? et, dans la certitude contraire, quel insensé eût quitté le commandement de 500 mille Français victorieux, pour celui de 30 peuples italiens qui ne s'entendaient pas entre eux, qui n'étaient pas encore fondus et amalgamés pour former une seule nation, enfin qui n'avaient rien de prêt pour leur défense ?

Résultats de l'établissement de l'empire.

Revenons à l'empire. Jamais révolution ne fut aussi douce que celle qui renversa cette république pour laquelle on avait répandu tant de sang; c'est qu'on maintenait la chose; le mot seul était changé, c'est pourquoi les républicains n'ont point redouté l'empire. D'ailleurs les révolutions qui ne déplacent pas les intérêts sont toujours douces.

La révolution étant enfin terminée, elle devenait inébranlable sous une dynastie permanente. La république n'avait satisfait que des opinions; l'empire garantissait les intérêts et les opinions.

Ces intérêts étaient ceux de l'immense majorité, parce qu'avant tout les institutions de l'empire garantissaient l'égalité. La démocratie y existait de fait et de droit, dégagée de tous ses inconvénients. La liberté seule y avait été restreinte, parce qu'elle ne vaut rien pour les temps de crise; mais la liberté n'est à l'usage que de la classe éclairée de la nation, encore en fait-elle rarement bon usage: l'égalité sert à tout le monde. C'est pourquoi mon pouvoir est resté populaire, même dans les revers qui ont écrasé la France.

Mon autorité ne reposait pas, comme dans les vieilles monarchies, sur un échafaudage de castes et de corps intermédiaires; elle était immédiate, et n'avait d'appui qu'en elle-même; car il n'y avait dans l'empire que la nation et moi. Mais dans cette nation tous étaient également appelés aux fonctions publiques. Le point de départ n'était un obstacle pour personne; le mouvement ascendant était universel dans l'état. Ce mouvement a fait ma force, je n'ai pas inventé ce système : il est sorti des ruines de la Bastille ; il n'est que le résultat de la civilisation et des mœurs que le temps a données à l'Europe. On aura de la peine à le détruire ; il se maintiendra par la force des choses, parce que le fait finit toujours par se placer là où est la force. Or, la force n'était plus dans la noblesse depuis qu'elle avait permis au tiers-état de porter les armes, et qu'elle n'avait plus voulu être la seule milice de l'état. Elle n'était pas non plus dans le clergé depuis que le monde en avait reconnu l'abus et le danger.

Le gouvernement le plus sage est celui qui sait s'appuyer sur la partie la plus vigoureuse de la nation, en lui imposant des limites pour la maintenir dans une direction salutaire : c'est le parti que j'ai pris en jetant un édifice tout neuf.

La chute des préjugés avait mis en France la source des pouvoirs à découvert. Il fallait donc refaire l'autorité sur un autre plan; il fallait qu'elle se passât du cortége des préjugés; il fallait qu'elle se passât de cet aveuglement qu'on appelle la foi. Elle n'avait hérité d'aucuns droits ; il fallait donc qu'elle fût entière dans le fait, c'est-à-dire dans la force.

Je ne montais pas ainsi sur le trône comme un héritier des anciennes dynasties, pour m'y asseoir mollement sur les prestiges des habitudes et des illusions; mais pour mettre

les lois en accord avec les mœurs, et pour rendre la France redoutable, afin de maintenir son indépendance.

État de l'Europe après mon avénement au trône.

Je m'attendais bien que la reconnaissance de cet empire ne se ferait pas sans opposition : Louis XVIII, retiré alors à Varsovie, avait donné le signal à tous les souverains par une protestation énergique contre ce qu'il nommait mon usurpation. Outre cela, l'atmosphère politique du continent n'était plus aussi serein. La Russie annonçait des intentions moins favorables.

Brouille de la Russie.

L'empereur Alexandre était jeune et passionné pour le militaire; nourri dès son berceau des grandes actions de Catherine et de Pierre-le-Grand, cherchant avec avidité l'occasion de se montrer leur digne successeur, il devait courir la même carrière que moi : soit qu'il s'alliât à mes projets contre l'Angleterre, soit qu'il se réunît à l'Angleterre pour s'opposer à mes desseins, nous devions nous rencontrer dans les champs de la gloire. Dans l'un et l'autre cas, il ne manquerait pas d'agrandir les destinées de son empire, et de se placer dans l'histoire au niveau de ses illustres aïeux. Jusqu'en 1803 il avait paru assez disposé en ma faveur. Le canon de Copenhague, retentissant en quelque sorte jusqu'à Cronstadt et St-Pétersbourg, avait sonné l'alarme contre les prétentions anglaises. C'en était assez pour faire pencher ce prince en ma faveur, et la bonne intelligence avec laquelle nous réglâmes de concert la grande affaire des indemnités d'Allemagne, en 1803, prouve assez dans quelles dispositions il était à cette époque pour moi.

Mais dès lors une multitude d'événements entraîna Alexandre dans un autre sens.

Il avait proposé, à la fin de la même année, sa médiation pour la paix avec l'Angleterre; on demandait au préalable que j'évacuasse la Hollande, l'Italie et la Suisse. Quant à ce dernier point, je ne fis nulle difficulté; mais les autres conditions ne pouvaient me convenir, vu l'incertitude de la réussite de cette médiation : c'est tout ce qu'on aurait pu exiger de moi en signant un traité préliminaire. Je proposai un armistice et un congrès en laissant les choses au point où elles étaient jusqu'à la paix. Le cabinet de Londres exigea, avant d'admettre la médiation, que j'évacuasse le Hanovre, et, dans l'impossibilité de nous entendre, il fallut renoncer à traiter. Mon refus mit de la froideur entre la Russie et moi : Marcoff quitta Paris, où il ne laissa que d'Oubril comme chargé d'affaires. Le caractère et les sentiments personnels de l'ambassadeur entrèrent pour beaucoup dans ma première brouille avec la Russie, peut-être eût-elle éclaté à une autre occasion; nous devions tôt ou tard nous trouver en présence; mais à cette époque j'étais entièrement adonné à mes projets sur l'Angleterre, et on regrettera peut-être un jour de ne les avoir pas laissé achever. Comme l'a dit un historien judicieux : « Il est de l'intérêt général de « l'Europe que la supériorité maritime ap- « partienne à une puissance continentale, « puisque c'est le seul moyen de sauver les « principes du droit des gens, et de faire « intervenir toutes les forces du continent « dans le maintien du libre parcours des « mers. » Tant que mon génie et mon activité étaient dirigés vers les îles britanniques et sur les côtes de la Manche, il ne fallait pas les en détourner. Malheureusement les passions des hommes sont quelquefois plus fortes que les choses. L'empereur de Russie avait à se plaindre de ce que je ne donnais pas au roi de Sardaigne l'indemnité qui avait été promise pour le Piémont par

le traité du 11 octobre 1801 ; il y allait de son honneur d'insister. Ses troupes occupaient encore la république des Sept-Iles, dans l'intention sans doute de ne s'en dessaisir qu'après l'exécution de ce qui avait été convenu entre nous sur l'Italie. La neutralité du nord de l'Allemagne, violée pour occuper le Hanovre, l'inquiétait sur mes vues ultérieures. La violation du territoire de son beau-père, l'électeur de Baden, lors de la saisie du duc d'Enghien, lui paraissant un attentat à l'honneur de sa famille, acheva de l'irriter. Dès le 7 mai, il avait adressé des notes énergiques à la diète de Ratisbonne contre cette violation du territoire de l'empire, dont il demandait réparation. Le roi de Suède, Gustave IV, beau-frère de l'empereur Alexandre, et gendre comme lui de l'électeur de Baden, jeta feu et flamme dans toute l'Europe. Jaloux de jouer un rôle, la tête toute montée de celui de Gustave-Adolphe, dont il n'était que le ridicule homonyme, il se persuadait être au temps où 30 mille Suédois tenaient la balance de l'Europe; il régentait tous les gouvernements qui ne s'empressaient pas de l'imiter.

Elle ne me reconnaît point comme empereur.

Le sénatus-consulte qui me conférait la couronne impériale compliquait la difficulté: autant cet événement intéressait la France, autant il intéressait toutes les anciennes dynasties. La reconnaissance de mon empire semblait entraîner l'abandon des anciens principes de la légitimité et du droit divin. Cependant, tout bien considéré, on pouvait aussi y voir un hommage éclatant rendu aux avantages du système héréditaire, un triomphe de la monarchie sur la révolution. L'empereur Alexandre, l'envisageant sous ce point de vue, eût sans doute sacrifié l'amour-propre de dynastie à l'intérêt de l'état, si nous eussions vécu alors en bonne intelligence ; mais, au point où nous en étions, c'était un grand motif de rupture ajouté à tous ceux qui existaient déjà. En effet, d'Oubril remit, le 28 août 1804, une note qui était un vrai manifeste, et demanda ses passeports. Toutefois, il faut en convenir, la Russie ne se mit point immédiatement en état de guerre. D'Oubril resta même à Mayence jusqu'à la fin d'octobre; et on me laissa entrevoir la possibilité d'éviter une rupture, si je donnais les satisfactions demandées pour Baden et le Piémont. Ne l'ayant pas mise à l'épreuve, j'ignore si cette assertion était sincère.

L'Autriche se décide à me reconnaître.

Le cabinet de Vienne, moins scrupuleux ou plus disposé au maintien de la paix, ne fit aucune difficulté de me reconnaître en qualité d'empereur. Cet événement me rassurait ; car la Russie était trop loin de moi pour m'atteindre, et je résolus de ne point lui céder.

Les Turcs ne s'y décident pas.

La Prusse, l'Espagne, le Danemarck s'empressèrent de me notifier la reconnaissance d'une dignité qui, loin de leur déplaire, devait resserrer nos rapports et leur donner plus de stabilité. Ce qui me surprit davantage, ce fut l'hésitation de la Porte à reconnaître mon empire. Depuis que la paix de 1801 nous avait réconciliés, nous avions eu quelque peine à renouer avec elle nos anciennes relations, déjà ébranlées par la révolution. Ce n'est pas que les Turcs fussent fort sensibles au sort de la famille des Bourbons, on sait comment ils traitent eux-mêmes leurs princes; mais tous les membres du Divan n'avaient pas oublié l'ancienne alliance qui avait uni l'empire ottoman à la France. Ils se rappelaient combien leurs guerres en Hongrie avaient secondé François Ier con-

tre Charles-Quint, et Louis XIV contre Léopold 1er; et combien, à leur tour, ils étaient redevables à ces premiers d'avoir fait de puissantes diversions aux coups que l'Allemagne leur portait. Dans la dernière guerre de 1789 à 1791, Louis XVI, embarrassé dans son intérieur, n'avait rien pu faire en faveur des Turcs, et avait laissé à l'alliance anglo-prussienne le soin d'intervenir pour la paix. Ce fut le premier coup porté au crédit de la France; les désordres de la révolution, la destruction de l'état de Venise, l'acquisition des îles Ioniennes, les discours publics de Monge pour la résurrection de la Grèce, et, par-dessus tout, l'expédition d'Égypte, avaient soulevé le Divan contre la France républicaine, et produit l'étrange phénomène de l'étendard de Mahomet déployé à côté des bannières russes et anglaises.

Sentant le besoin de me rapprocher d'eux, j'envoyai le maréchal Brune en qualité d'ambassadeur: il se trouvait à Constantinople lorsque je mis la couronne impériale sur ma tête. Les Anglais ne négligèrent rien pour prévenir le Divan contre moi, en me peignant comme l'auteur de l'expédition d'Égypte, sur laquelle, disaient-ils, j'avais encore des projets: ils s'étayaient à cet effet des vagues propos tenus à lord Withworth, et de la mission de Sébastiani. La Russie, alors décidée à rompre, les secondait vivement. Brune ne sut pas détruire ces préventions, et revint en France sans avoir obtenu ma reconnaissance formelle, mais aussi sans refus: il laissa Ruffin à Constantinople; et je me hâtai de le confirmer, pour laisser la porte ouverte à un rapprochement.

Le pape vient à Paris pour mon sacre.

Dans ces entrefaites, j'avais obtenu du pape Pie VII qu'il vînt à Paris pour nous entendre sur tout ce que le concordat aurait pu laisser de douteux entre nous et sur les intérêts temporels du saint-siége: je voulais en profiter pour me faire couronner et sacrer.

J'espérais, par la solennité que la main du saint-père imprimerait à cette auguste cérémonie, faire disparaître tout ce que mon ascension au trône pouvait avoir d'illicite aux yeux du vulgaire.

Le vénérable pontife, reconnaissant de la paix que j'avais rendue à l'église, et se promettant d'obtenir de moi la restitution des provinces détachées de ses états, n'hésita point, malgré son grand âge, à franchir les Alpes pour venir jouer le même rôle qu'Étienne III avait joué en 754, en plaçant la couronne des fils de Mérovée sur la tête de Pépin, père de Charlemagne, chef, comme moi, d'une dynastie nouvelle: c'était le seul exemple de cette nature que le vicaire de Jésus-Christ eût donné aux rois chrétiens.

Je n'attendais pour me faire couronner que l'émission du vœu national, consulté sur le grand acte qui me conférait l'empire. Le dépouillement en étant achevé, une députation du sénat conservateur me présenta enfin, le 1er décembre, le résultat de cet imposant plébiscite. Sur quatre millions de citoyens actifs, plus de trois millions et demi avaient voté pour l'affirmative: Henri IV n'avait pas régné sur la France par un vœu aussi unanime.

Dès le lendemain, je fus sacré par le pape à l'église de Notre-Dame. Quant à la couronne, ne voulant pas la tenir d'un pontife, je la posai moi-même sur ma tête après la bénédiction sacerdotale. Une députation de tous les corps de l'armée assistait à cette imposante cérémonie, et en doublait l'éclat, déjà relevé par la présence des grands corps constitués de l'état, des ministres, ambassadeurs, sénateurs, législateurs et préfets.

Jamais Paris n'avait vu, même sous Louis XIV, rien qui pût éclipser la pompe de cette grande journée, à laquelle il ne manqua que le beau temps.

Déclaration de ma politique au corps législatif.

Pour y mettre le complément, je sentis le besoin de montrer des sentiments pacifiques. L'ouverture du corps législatif, fixée au 25 décembre, m'en fournissait le moyen. Je déclarai solennellement que je ne voulais réunir aucun territoire à l'empire, mais que je saurais en soutenir l'intégrité; que je ne voulais point augmenter mon influence, mais que je ne laisserais pas déchoir celle que j'avais acquise. Mon ministre des affaires étrangères déclara à la chambre que l'Angleterre reviendrait de son erreur; qu'elle serait convaincue de l'impuissance de ses efforts; qu'elle n'avait qu'à perdre dans une guerre sans but; en un mot, que son cabinet reviendrait à d'autres sentiments lorsqu'il serait bien convaincu que jamais la France ne consentirait à lui laisser le droit de rompre les traités, et que nous ne ferions jamais la paix à d'autres conditions qu'à celles du traité d'Amiens.

J'offre encore la paix au roi d'Angleterre.

Peu de jours après, je pris le parti d'écrire encore directement à Georges III pour lui proposer la paix, et lui démontrer qu'une coalition ne ferait qu'accroître la puissance continentale de la France. Non seulement l'aliénation mentale de ce prince le mettait hors d'état de me répondre, mais le ministère repoussait ces appels directs aux sentiments du roi, comme étant opposés aux maximes fondamentales du gouvernement anglais. Aussi lord Mulgrave adressa-t-il à Talleyrand quelques phrases insignifiantes. Il fallait, disait-il, avant de répondre à ces ouvertures, s'entendre avec les puissances du continent sur les moyens de stipuler des engagements capables de pourvoir à la sûreté de l'Europe, et de prévenir les dangers dans lesquels elle s'est trouvée enveloppée.

Nous verrons bientôt quels étaient ces moyens proposés par l'Angleterre à l'empereur de Russie, dans une note dictée par Pitt, au même instant où j'écrivais ma lettre.

Organisation de la grande armée.

A peine les fêtes du couronnement furent-elles terminées, que je songeai à faire des préparatifs plus sérieux pour la descente en Angleterre. Mon armée campait depuis deux ans sur les dunes de la Manche, sans autre délassement que ses exercices militaires : jamais on n'en vit de plus belle ni de plus martiale.

J'avais employé ce temps à perfectionner son organisation : l'expérience avait démontré la nécessité d'adopter un système plus fort que les divisions isolées qui avaient prévalu durant la révolution. Je fis des corps d'armée de trois divisions commandées par des maréchaux. Ce nombre suffit pour soutenir le premier choc contre toute une armée. Je pouvais dès lors considérer chacun de ces corps comme une aile, et avoir la facilité de renforcer une partie de ma ligne en y portant un ou deux corps de plus; enfin cette concentration simplifiait l'expédition des ordres de mouvements.

Je formai des réserves de cavalerie plus puissantes, en me bornant à donner une brigade légère à chaque corps d'infanterie; je donnai des cuirasses et des uniformes élégants à ma grosse cavalerie, qui ressemblait auparavant à des gendarmes de police, et n'avait rien de ce qui doit constituer la première arme, si ce n'est le courage naturel au cavalier français. Un officier proposa

à cette époque de former des lanciers; on se moqua de lui, parce que nos hussards avaient toujours battu les hulans autrichiens, et j'ai eu lieu de regretter plus d'une fois le peu d'attention qu'on donna à son projet. On a mal apprécié les lanciers, parce qu'on les avait toujours employés aux avant-postes, où ils combattaient individuellement sans avantages. Mais dans les charges en lignes serrées, les lanciers sont également redoutables à l'infanterie qu'ils peuvent mieux atteindre, et à la cavalerie armée de sabres qui ne peut rien contre eux.

Au milieu de tous ces soins, je commis une faute, ce fut de désorganiser l'état-major. J'avais eu à me plaindre de plusieurs adjudants-généraux de l'armée d'Italie qui faisaient le métier de frondeurs, et m'avaient indisposé contre leurs camarades. Je donnai le coup de mort à un corps qui doit être l'âme d'une bonne armée; je supprimai le grade de chef de bataillon à l'état-major, en sorte qu'un capitaine ne pouvait pas devenir colonel [1]: tous les bons officiers sentirent que pour avancer, il fallait désormais quitter l'état-major et entrer dans la ligne. Les officiers supérieurs de l'état-major seuls restèrent, parce que leurs places étaient bonnes, et que cet ordre au surplus ne les frappait pas; mais leurs meilleurs subalternes quittèrent sans hésiter. J'y attachais peu de prix, dans l'idée que l'échelle de mes mouvements s'agrandirait proportionnellement à mes forces, et que ces officiers ne seraient destinés qu'à porter mes ordres. Dans le fait, ils ne furent plus que des courriers. Ce n'eût pas été un mal, si j'avais pu commander toujours en personne, et me trouver par tout à la fois; mais, en détruisant la pépinière de cette classe d'officiers qui doit être propre à tous les travaux militaires, je désorganisais les moyens de suppléer à ma présence sur le théâtre de guerre où je ne serais pas présent.

Ces réflexions, que j'ai eu lieu de faire dans mon exil, m'ont convaincu que cette circonstance n'a pas peu contribué à nos revers. Berthier, qui sortait de l'ancienne école d'état-major, au lieu prendre la défense du corps dont il était chef naturel, se plaisait à renchérir sur les humiliations que je lui prodiguais : il croyait me faire sa cour, et, en vrai Narcisse, il a flatté ce travers jusqu'au bout.

Je donnai le commandement des corps d'armée à des hommes éprouvés dans maintes batailles. J'avais nommé, à mon ascension au trône, seize maréchaux de France parmi les généraux qui avaient eu jusque là des commandements en chef; tous ne furent pas d'abord appelés à mon armée.

Bernadotte eut le premier corps : c'était un homme fin, d'un extérieur brillant; les plans d'opérations qu'il avait faits comme ministre de la guerre, prouvaient qu'il était meilleur lieutenant que général en chef.

Marmont, jadis mon aide-de-camp et officier d'artillerie, commanda le 2e, quoiqu'il ne fût pas maréchal alors. J'ai eu trop à m'en plaindre pour le juger : la postérité s'en chargera.

Davoust fut mis à la tête du 3e corps : cet homme, qui avait reçu une bonne éducation, avait la tête fortement organisée et des idées de guerre très-justes. Ses manières rudes et un caractère à la fois soupçonneux et dur lui ont fait beaucoup d'ennemis, et dans les graves circonstances où il s'est trouvé, l'esprit de parti s'est déchaîné contre lui avec une grande injustice. Sévère, mais juste envers ses subordonnés, mieux qu'aucun autre il sut maintenir l'or-

[1] On a dévié à l'ordonnance en nommant plus tard beaucoup d'officiers de ce grade à l'état-major; mais le mal était fait.

dre et la discipline parmi ses soldats : aucun de mes maréchaux n'exigeait plus de ses subordonnés, et aucun ne les fit servir avec autant d'exactitude.

Le 4e corps était confié à Soult. Celui-ci, d'un physique mâle, d'un esprit étendu, laborieux, actif, infatigable, avait fait preuve en Suisse, à Gênes, de talents supérieurs : on lui reprochait d'être trop ambitieux.

Lannes avait le 5e corps. Couvert de gloire et de blessures, ce brave manquait de principes faits sur la guerre ; mais il y suppléait par un jugement admirable, et sur le champ de bataille il ne le cédait à aucun de ses collègues.

Ney commandait au 6e corps. Il est assez connu de toute l'Europe pour me dispenser d'entrer dans de grands détails sur ce qui le concerne. Si, entraîné par une fatale destinée, il ne fut pas le chevalier sans reproches, il fut incontestablement le chevalier sans peur [1]. Lannes fut peut-être aussi brillant que lui dans maintes attaques ; mais la force d'âme que Ney déploya dans le grand désastre de 1812, où il commanda successivement tous les corps d'armée, lui assigne le premier rang parmi les braves de tous les jours. De même que plusieurs de ses collègues, il n'entendait point la guerre en grand sur la carte ; mais sur le terrain, rien n'égalait son assurance, son coup-d'œil et son aplomb.

Le 7e corps, aux ordres d'Augereau, se forma plus tard à Brest. Son chef avait cueilli la palme à Castiglione : un physique imposant et des manières soldatesques avaient fait sa fortune ; mais si son auréole jeta encore un peu d'éclat à Arcole, il n'a rien fait depuis pour justifier sa réputation.

Murat fut mis à la tête des réserves de cavalerie. Le titre de mon beau-frère et celui de duc souverain de Berg qu'il reçut plus tard le plaçaient de fait au nombre de mes lieutenants destinés à commander plusieurs corps. Cet officier de cavalerie, qui avait dû à sa bonne mine, à son courage et à son activité, l'honneur d'être mon aide-de-camp et mon parent, n'a jamais été à la hauteur de la réputation colossale que je lui avais faite. Il avait de l'esprit naturel, un courage brillant et une grande activité ; mais il a prouvé que tel brille au second rang qui s'éclipse au premier.

Un homme d'une trempe différente fut mis à la tête de l'armée d'Italie. Sa victoire de Zurich lui donnait des titres à obtenir de préférence le commandement d'une armée isolée. Masséna reçut de la nature tout ce qui fait un excellent homme de guerre : doué d'un grand caractère, d'un courage éprouvé et d'un coup-d'œil qui lui inspirait les résolutions les plus promptes et les plus heureuses, on ne peut lui refuser une place distinguée parmi les capitaines modernes. Cependant il faut avouer qu'il brillait plus dans les combats que dans le conseil.

Brune, Mortier et Bessière furent aussi du nombre des élus. Le premier ne manquait pas de certain mérite : c'était pourtant à tout prendre un général de tribune bien plus qu'un militaire redoutable. Le second, moins brillant, était plus solide : son calme

[1] La faiblesse de Ney, en 1815, ne peut être appréciée que par ceux qui l'ont approché de très-près ; si elle parut inexcusable et contraire à toutes les règles de la morale, du moins l'intention fut-elle d'un bon français : Ney se crut appelé à décider de la guerre civile, et il sacrifiait tout pour l'éviter. De même qu'il l'avait fait à Fontainebleau, il foula aux pieds les principes par un amour mal raisonné pour la patrie ; mais il n'était ni un traître, ni un ambitieux. C'était un preux et vaillant guerrier qui fut inconséquent, et plus à plaindre qu'à blâmer. On aurait dû se contenter de juger sa faute et le condamner par contumace ; il eût été assez puni à vivre loin de la France.

et son sang-froid, passés en proverbe parmi les soldats, lui avaient valu plus d'un succès, et il était du nombre de ceux qui pouvaient conduire un corps sous ma direction. Quant à Bessière, il avait fait ses preuves près de moi à l'armée d'Italie, où il commandait mes guides à cheval. Il n'avait pour lui qu'un grand esprit d'ordre et une valeur reconnue. Il était méthodique et d'une timidité excessive dans le conseil.

Lefebvre, duc de Dantzick, était un vrai grenadier. Enfant de la nature, il ne devait rien qu'à son esprit naturel, à une grande bravoure, et à son caractère simple et naïf. Il savait se faire aimer du soldat et le mener droit à une position : c'était tout son mérite.

Jourdan avait commandé en chef une grande armée. Victorieux à Fleurus dans une circonstance des plus décisives, il avait dû à la fortune une grande partie de sa réputation. Bon administrateur, laborieux, homme d'ordre et intègre, ayant de l'instruction, il eût été fort bon chef d'état-major d'une grande armée sous un chef qui l'eût bien dirigé.

Moncey, Pérignon et Serrurier n'ayant plus combattu sous l'empire, on nous dispensera de nous étendre sur leur compte : les deux premiers avaient commandé en chef avec distinction aux Pyrénées, et leurs opérations en 1794 et 1795 annonçaient du talent. Placés dans les rangs des sénateurs, ils ne figurèrent plus à la tête des troupes, si ce n'est un instant dans la crise qui amena l'ennemi sous les murs de Paris.

Macdonald et Lecourbe ayant commandé des armées auraient eu des droits au bâton de maréchal ; toutefois le premier avait si mal manœuvré à la Trebia que je crus devoir ajourner sa promotion. Lecourbe aussi s'était laissé battre en 1799 vers Philipsbourg : néanmoins, il avait montré une si grande aptitude pour la guerre des montagnes en Suisse, et pris ensuite une si grande part aux victoires de Moreau en 1800, qu'il l'eût mieux mérité que bien d'autres. Quelques propos malveillants lui étaient échappés contre moi à l'époque du procès de Moreau, et je n'étais point en position d'employer mes ennemis.

On voit par le portrait de ces généraux, qu'excepté Masséna, Soult, et peut-être Davoust, je n'aurais pu confier le commandement d'une armée à aucun d'eux [1]. Cependant je croyais en avoir plus qu'il ne m'en fallait, voulant diriger moi-même tout l'ensemble des grandes opérations, et ayant plus besoin de vaillants lieutenants que d'habiles collègues.

Nonobstant les petits défauts que nous avons signalés, la constitution militaire de l'empire était la plus solide de l'Europe ; car les autres puissances n'avaient pas encore fait les progrès qu'elles firent depuis en nous imitant et en nous surpassant même en plusieurs points.

Mon armée se prépare pour l'embarquement.

Le premier corps occupait le Hanovre ; le 2e se trouvait en Hollande au camp de Zeist ; les 3e, 4e, 5e et 6e depuis Ambleteuse à Montreuil ; le 7e à Brest. 120 mille fantassins, 12 mille cavaliers, 8 mille dragons à pied qui se monteraient en Angleterre. 4 mille artilleurs, 450 pièces de campagne, 7 mille chevaux, étaient prêts à s'embarquer, et s'embarquèrent même plusieurs fois. 2200 bateaux, chaloupes ou péniches, armés de plus de 5 mille pièces de canon, répartis en autant d'escadrilles qu'il y avait de sections dans l'armée, étaient destinés au transport des troupes, en profitant, pour

[1] Le Vice-Roi, Saint-Cyr, Suchet et Oudinot n'ont été nommés que postérieurement.

tenter le passage, du moment où nos flottes auraient sinon balayé la Manche, du moins éloigné pour quelques temps les forces ennemies du canal.

Tout le matériel de l'expédition était à bord, et il suffit de récapituler l'énormité de ces préparatifs [1] pour prouver que, si je ne fus point arrêté par les difficultés de cette gigantesque entreprise, je ne fus point au-dessous des devoirs qu'elle m'imposait. Le grand ordre qui régnait dans cette immense flottille, les exercices fréquents par lesquels j'habituai les troupes à embarquer et à débarquer en moins d'une heure au signal convenu, le soin avec lequel chacun fut instruit de ce qu'il aurait à faire, tout en un mot avait été prévu pour assurer le succès de cette grande opération.

Parallèle de mon projet avec celui de César.

Je ne m'attacherai point à réfuter ici le parallèle qu'on a voulu établir entre l'expédition de César et mon projet de descente; parallèle absurde, puisqu'il n'y eut rien de semblable, si ce n'est le lieu choisi pour l'embarquement; or le choix de ce lieu, dicté par les situations géographiques, ne dépendait point des combinaisons du général.

César, vainqueur des Gaules, attaquait avec des légions romaines les peuplades sauvages et divisées de la Bretagne; il avait une flotte supérieure aux mauvaises barques des Bretons en nombre, en force de bâtiments et en manœuvre. Il était sûr d'arriver et sûr de sa retraite; bien mieux, il allait à une victoire certaine.

J'allais, au contraire, m'attaquer à la nation la plus industrieuse, la plus fière du globe; à une nation reine des mers, qu'elle dominait avec 140 vaisseaux de haut bord, armés de 15 mille pièces de canon; à une nation qui présentait une population de 15 millions d'habitants; et pour peu que la guerre traînât en longueur, je devais compter, même en déduisant l'Irlande, qu'on m'opposerait au moins 200 mille hommes sans expérience, peu aguerris, mais animés de l'amour de la patrie. L'expédition de César était un jeu d'enfant, la mienne était l'entreprise des Titans, voilà la seule comparaison qu'on puisse faire. A la vérité, je n'allais pas soumettre et occuper comme lui la fière Albion; j'allais ruiner ses chantiers, ses arsenaux, ses manufactures, puis revenir en France et me présenter à l'Europe dans l'attitude victorieuse qui me permettrait de lui dicter la paix.

Quelques craintes que mes démêlés avec la Russie pussent me donner sur le parti que prendrait le continent, j'avoue que je fus trompé par l'attitude pacifique de l'Autriche, surtout après la reconnaissance formelle de mon empire, qu'elle venait de faire tout récemment. Si elle persistait dans ce système et la Prusse dans une neutralité qui lui était si profitable, rien ne s'opposait à l'exécution de mon projet. Dans le cas contraire, je calculais que l'Autriche, n'étant pas sur le pied de guerre, ne s'exposerait pas à agir avant d'avoir fait de longs préparatifs et sans attendre l'arrivée des Russes. Or, il ne me fallait que trois semaines pour opérer la descente, entrer dans Londres, ruiner les chantiers et détruire les arsenaux de Portsmouth et de

[1] Cet embarquement se composait de 14 millions de cartouches, 90 mille coups de canon, 32 mille fusils de rechange, 1500 mille rations de biscuit, 1500 mille pierres à feu, 30 mille outils du génie, 11 mille selles et harnachements, 450 pièces de canon, 7400 chevaux à bord de bâtiments disposés pour écuries; enfin 160 mille hommes de toutes armes.

Plimouth. Si je réussissais, le bruit de cet exploit ne suffirait-il pas pour empêcher la guerre continentale? Et au pis aller, ne pourrais-je pas en levant une double conscription remplacer les troupes embarquées, reporter mon armée au complet, et tenir tête à l'orage sur le Rhin et l'Adige?

La promptitude avec laquelle j'espérais frapper le grand coup, et revenir ensuite, était la principale chance sur laquelle je fondais l'espoir d'un succès; et je ne me dissimulais ni la témérité, ni la difficulté de l'entreprise; mais mon génie consistait à embrasser rapidement, du même coup-d'œil, et les obstacles et les moyens de les surmonter.

Sortie de nos flottes pour se réunir aux Antilles et revenir dans la Manche.

Encouragé par tant de motifs, je donnai les ordres au ministère de la marine de préluder à la descente par la réunion de nos forces maritimes. Pour y réussir, il fallait donner un rendez-vous lointain à nos différentes escadres de Toulon, Cadix, Rochefort et Brest. Je résolus de les diriger vers la Martinique, d'où elles reviendraient débloquer celle du Ferrol, pour s'avancer réunies dans le canal et favoriser l'expédition. Nos mesures furent très-habilement prises à cet effet; car elles ne tendaient pas seulement à assurer la jonction de sept à huit escadres dispersées à Toulon, Cadix, Ferrol, Rochefort, Brest; mais encore à porter l'alarme dans les établissements anglais des Deux-Indes, et à éloigner ainsi la majeure partie des forces navales anglaises de leurs côtes au moment où les nôtres y reparaîtraient. On profiterait de la sortie de ces escadres pour porter des troupes de débarquement aux colonies. Le général Lauriston devait reprendre Surinam et les établissements hollandais sur le continent de l'Amérique, où il importait de ne pas laisser prendre pied aux Anglais; Reille s'emparerait de Ste-Hélène pour intercepter la navigation de l'Inde et favoriser nos croisières contre le commerce de la compagnie, puis il chercherait ensuite à jeter garnison française au cap de Bonne Espérance. D'autres détachements balaieraient les Antilles et reprendraient Ste-Lucie, Tabago, St-Pierre, etc., déjà tombées au pouvoir de l'ennemi.

Première sortie de Rochefort.

L'amiral Missiessy appareilla heureusement de Rochefort, le 4 janvier, avec cinq vaisseaux et quelques bataillons de débarquement; mais battu peu de jours après par une tempête, il lutta treize jours entiers contre tous les éléments; il n'arriva pas sans avarie aux Antilles. Il débarqua au commencement de février à la Martinique les secours en hommes et munitions qu'il y portait, puis fit attaquer l'île de la Dominique par le général Lagrange, qui s'en empara à l'exception du fort Rupert; il démantela les différentes batteries du Roseau, et ne voulant pas perdre du temps à un siége, il se rembarqua après avoir traité de même les îles de St-Chrystophe, de Newis et de Monserrat. Il reçut l'ordre de revenir en Europe, vu que l'escadre de Toulon avait été forcée par la tempête à rentrer dans ce port. Cependant il parvint en route à débloquer un moment la ville de Santo-Domingo, dernier poste que nos troupes tinssent à Saint-Domingue, et où le général Ferrand se défendait avec un courage digne d'un meilleur sort. Missiessy n'avait pas rempli sa mission à mon gré, je le remplaçai par le contre-amiral Lallement dans le commandement de l'escadre de Rochefort, qui reçut l'ordre de remettre en mer.

Villeneuve sort deux fois de Toulon.

L'amiral Villeneuve n'avait pas montré la même constance à lutter contre les mauvais temps. Sorti de Toulon, le 18 janvier, à la tête de 18 vaisseaux ou frégates, et battu, comme Missiessy, par le gros temps, il eut un vaisseau démâté, et trois frégates forcées à gagner les côtes de Corse, ce qui lui inspira la fatale résolution de rentrer dans le port. Il ne remit à la voile que le 30 mars, lorsque l'escadre de Rochefort était déjà en route pour revenir; circonstance qui devint funeste, ainsi qu'on le verra.

Arrivé devant Carthagène, Villeneuve voulut rallier à lui l'escadre espagnole de 7 vaisseaux qui s'y trouvait; mais les autorités de cette nation lui répondirent que l'escadre avait une autre destination. Il prit alors le chemin de Cadix, où il ne rencontra que cinq vaisseaux anglais qui se hâtèrent de prendre le large. Villeneuve se réunit ici au petit nombre de bâtiments prêts à appareiller, et eut alors 14 vaisseaux et 6 frégates avec lesquels il cingla vers les Antilles, et mouilla le 15 mai à la Martinique. Il y rallia quatre vaisseaux espagnols sortis de Cadix immédiatement après son passage, sous les ordres du brave amiral Gravina.

Gantheaume n'ose pas sortir de Brest.

L'amiral Gantheaume, qui devait appareiller de Brest pour la même destination avec 20 vaisseaux, ne put y parvenir, ayant devant lui l'amiral Cornwalis avec des forces supérieures, et n'ayant su profiter assez tôt du gros temps pour assurer cette sortie. Il fallut, pour plus de sûreté, adopter la résolution de faire revenir Villeneuve, et d'opérer la jonction vers Brest, en lui laissant le soin de débloquer ce port: l'ordre lui en fut envoyé par l'amiral Magon, sorti à cet effet de Rochefort avec deux vaisseaux.

Nelson court en Égypte.

Nelson, instruit de la sortie de l'escadre de Toulon, s'était persuadé qu'elle était destinée pour l'Égypte. Le rassemblement du corps de St-Cyr, à Tarente, au fond de la presqu'île de Naples, et les troupes prises à bord de l'escadre, rendaient cette conjecture plus probable que toute autre. Aussi Nelson courut-il chaque fois jusqu'aux bouches du Nil. Il ne fut pas peu surpris d'apprendre que Villeneuve avait débloqué Cadix, et continué sa route dans l'Océan.

Opérations de Villeneuve aux Antilles.

Quoiqu'il n'eût que dix vaisseaux abîmés par une croisière de deux ans, l'amiral anglais fit voile pour Lisbonne, aussitôt que le vent lui permit de franchir le détroit; et certain, par les nouvelles qu'il y reçut, que les Français cinglaient vers les Indes occidentales, il résolut de les suivre le 11 mai; au moment où Villeneuve mouillait déjà à la Martinique. Celui-ci ne sut pas profiter de l'avance qu'il avait sur l'ennemi, ni des troupes de débarquement que je lui avais données; il se borna à l'attaque du rocher du Diamant où les Anglais avaient fait le dépôt de leur croisière dans les Antilles. Important comme poste secondaire, ce rocher ne l'était point assez pour fixer exclusivement l'attention de l'amiral français, et la prise en était assez difficile, faute d'espace pour y débarquer. Le colonel Boyer, chargé de l'entreprise avec quelques compagnies, se glissant de grotte en grotte et de rocher en rocher, hissant ses tirailleurs avec des cordes, parvint à emporter ce petit Gibraltar et à y faire 150 prisonniers. Cette escalade périlleuse autant que pénible est un des plus beaux faits d'armes de cette guerre maritime.

Il revient en Europe.

Après avoir perdu inutilement trois se-

maines à attendre la flotte de Brest, Villeneuve se décida à opérer contre les îles anglaises, et tira à cet effet des renforts de troupes de la Guadeloupe et de la Martinique ; lorsque le contre-amiral Magon lui apporta, le 6 juin, l'ordre de revenir en Europe, afin de se réunir à l'escadre du Ferrol et de Rochefort, et de débloquer ensuite Brest où Gantheaume l'attendait avec 21 vaisseaux, ceux-ci reçurent l'ordre de sortir en rade pour prendre part à la bataille si elle avait lieu.

Instruit, en même temps, de l'arrivée de Nelson à la Barbade, Villeneuve, s'appuyant sur l'ordre qui le rappelait, appareilla le 10 août, sans même se donner le temps de mettre à terre les troupes de débarquement qu'il avait emmenées et que j'ordonnais de laisser à la Martinique, pour pousser avec succès la guerre dans les Antilles.

Nelson revient aussi en Angleterre.

Nelson, ayant appris son départ, ne douta nullement qu'il n'attaquât la Trinité, et courut au secours de cette île. Désabusé, il revint sur Antigoa : ce ne fut que plusieurs jours après qu'il sut enfin que Villeneuve reprenait la route d'Europe. Alors il se dirigea vers Cadix, envoya en toute hâte des avisos pour en prévenir les stations et l'amirauté ; puis, après avoir vainement cherché des renseignements sur la marche de notre escadre, il retourna avec deux vaisseaux en Angleterre, et envoya les 9 autres renforcer la flotte de Cornwallis devant Brest, persuadé un peu tard que la réunion de toutes nos forces sur ce point était notre unique objet.

CHAPITRE VIII.

Projet de Pitt pour abaisser la France. Troisième coalition. Campagne de 1805. Batailles d'Ulm et d'Austerlitz. Opérations en Italie et Tyrol. Démêlés avec la Prusse. Traités de Vienne et de Presbourg. Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg prennent le titre de roi. Masséna envahit le royaume de Naples. Guerre maritime. Bataille navale de Trafalgar.

Origine d'une nouvelle coalition.

La sortie de forces navales si considérables, et la présence de 160 mille braves en face et à vingt lieues de ses ports, étaient bien faites pour inspirer de justes alarmes à l'Angleterre; elle sentit le besoin de s'en débarrasser à tout prix. A peine Pitt fut-il replacé à la tête du ministère, que cet infatigable ennemi de la France chercha dans toutes les cours de l'Europe des alliés à nous opposer.

Le voile qui couvre l'origine de la troisième coalition n'a été jusqu'à ce jour soulevé qu'à demi; la Russie paraît en avoir donné l'impulsion; d'autres l'attribuent au cabinet de Londres, et quoi qu'il en soit, tous deux ne pouvaient tarder à s'entendre, dès que l'ambassade russe avait quitté Paris sans que j'eusse satisfait à aucun de ses griefs, et que celle de Suède venait d'imiter son exemple.

Le cabinet de St-James travaillait de tout son pouvoir à envenimer ces ressentiments: le prince Czartorinski, ministre des affaires étrangères, ayant laissé entrevoir au ministère anglais les dispositions où l'empereur Alexandre était de s'opposer, à main armée, à tout empiétement ultérieur de ma part, Pitt saisit avec avidité cette ouverture, et une négociation fut entamée à l'instant pour ourdir une coalition formidable, seul moyen de détourner l'orage prêt à fondre sur l'Angleterre. On a dit que ces communications de Czartorinski étaient une manœuvre concertée d'avance par des hommes dont l'attachement à l'Angleterre n'était point un secret.

Il ne suffisait plus à notre implacable rival d'imposer des limites à la puissance française; il voulait encore contester celles qui venaient d'être sanctionnées par des traités, nous faire rétrograder dans les limites de 1792. Sans cela, comment promettre à l'Autriche un agrandissement qui pût l'entraîner à la guerre? comment y décider la Prusse.

Projet de Pitt pour nous reléguer dans les limites de 1792.

La fameuse note du 16 janvier, qui proposait à l'Europe le partage de nos dépouilles, est un monument curieux, et qui justifie tout ce que j'ai pu faire pour mettre la France en état de résister à de semblables projets [1].

[1] Voyez cette note aux pièces justificatives, n° 1.

Pitt proposait de rendre la Lombardie à l'Autriche; le roi de Sardaigne ne recouvrerait pas seulement le Piémont, la Savoie et Nice, on lui donnerait encore la république de Gênes pour le fortifier contre nous. La Prusse obtiendrait la Belgique pour me séparer de la Hollande, et arracher celle-ci à mon influence. Les petits états de la rive gauche du Rhin, qui nous avaient été cédés à Campo-Formio, à Lunéville, seraient donnés à la Prusse, à l'Autriche ou à d'autres princes allemands qui prendraient part à la ligue.

Autant il eût été naturel que les grandes puissances s'armassent pour empêcher mon agrandissement ultérieur, autant il était injuste et impolitique de vouloir nous remettre dans les limites de 1792. C'eût été fort bien si les autres états eussent voulu rentrer aussi dans les mêmes limites qu'ils avaient à cette époque. Mais la Russie, l'Autriche et la Prusse n'avaient-elles pas partagé la Pologne en 1795? L'Angleterre n'avait-elle pas acquis la moitié de l'Inde? La France, au contraire, n'avait-elle pas perdu son alliance de famille avec l'Espagne, l'Autriche, la Sardaigne et Naples? Ses alliés dans l'Inde n'étaient-ils pas devenus des provinces anglaises : la ruine de St-Domingue ne lui ravissait-elle pas la suprématie dans les Antilles : n'eût-elle pas été dès lors dans *un état relatif inférieur de moitié à l'état de* 1792? *Descendre quand tous ses ennemis montent, ne doit pas être le sort d'une grande nation victorieuse depuis dix ans; vouloir me faire subir une telle ignominie, c'était me mettre dans la nécessité de mourir les armes à la main, ou de subjuguer l'Europe.*

La peur de mon ascendant et de mon génie entreprenant peut expliquer l'adhésion des puissances continentales à ce projet émané du cabinet de Londres; mais la peur de me voir sans cesse exposé au même danger doit expliquer aussi le parti que j'ai pris de me rendre dominant en Europe pour y échapper. Ainsi une crainte réciproque, portée à l'excès, devient souvent la cause des démêlés politiques les plus violents et pousse les hommes au-delà des bornes raisonnables, surtout après des révolutions.

La Russie négocie avec lui.

Quelque mal disposé que le cabinet russe fût pour moi, il était impossible qu'il ne trouvât pas le projet de Pitt exagéré; mais un nouvel incident leva tous ses scrupules. J'avais senti que l'Italie ne pouvait pas rester sous la forme républicaine à côté de mon empire; c'eût été un contre-sens. Je ne pouvais pas non plus en abandonner les rênes à d'autres qu'à moi, puisque l'Europe me les avait concédées et que la péninsule était nécessaire à mes projets maritimes.

Je mets la couronne d'Italie sur ma tête.

La députation italienne qui était venue assister à mon couronnement fut constituée en *consulte* d'état sous la présidence de Melzi, et après quelques semaines de débats, elle me présenta, le 17 mars, l'acte constitutionnel qui érigeait la république italienne en royaume héréditaire et m'en décernait la couronne.

Pour satisfaire l'Europe, du moins momentanément, je fis proposer d'abord cette couronne à mon frère Joseph, espérant par ce simulacre de séparation, diminuer l'impression fâcheuse qu'un tel accroissement de puissance pourrait produire.

Mais Joseph montrant quelques scrupules d'accepter un trône tributaire, prétendait me dicter l'abolition des traités qui soumettaient l'Italie à une contribution annuelle de 30 millions ou à l'entretien de 30

mille Français nécessaires pour le protéger.

Je me consolai facilement de ces scrupules incompatibles avec mes projets, et les levai en plaçant sur ma propre tête la couronne de fer des rois lombards qu'avait ceinte Charlemagne, et qui se trouvait enfouie depuis des siècles dans le reliquaire du palais de Monza. Pour répondre d'avance aux réclamations de mes ennemis, je promis néanmoins de placer cette couronne sur la tête d'un fils adoptif, et de la séparer de celle de France dès que les Anglais auraient rendu Malte et que les Russes auraient évacué la république des Sept-Iles : ce qui me permettrait alors d'évacuer aussi le royaume de Naples, et de rendre la Lombardie à une espèce d'indépendance.

Dans le fait, que je fusse président à vie ou roi, peu importait à l'Europe; l'essentiel était que dès aujourd'hui la couronne d'Italie fut séparée de celle de France, ou du moins qu'on en eût la certitude après ma mort. C'était surtout ce que l'Autriche voulait : du reste, elle aimait mieux avoir sur sa frontière un royaume qu'une république démocratique.

Je me rendis le 18 mars au sénat pour lui annoncer cet important changement. C'était le cas de renouveler à la face de l'Europe l'exposé de mes vues politiques. Je le fis en ces termes.

« Le génie du mal cherchera en vain des « prétextes pour mettre le continent en « guerre. Ce qui a été réuni à notre empire « par les lois constitutionnelles de l'état, y « restera réuni. *Aucune nouvelle puis-* « *sance n'y sera incorporée ;* mais les lois « de la république batave, l'acte de média- « tion des dix-neuf cantons suisses, et ce « premier statut du royaume d'Italie, seront « constamment sous la protection de notre « couronne; et nous ne souffrirons jamais « qu'il y soit porté atteinte. Dans toutes les « circonstances et dans toutes les occasions, « nous montrerons la même modération, « et nous espérons que notre peuple n'aura « plus besoin de déployer ce courage et « cette énergie qu'il a toujours montrés pour « défendre ses légitimes droits. »

Alliance entre la Russie et l'Angleterre.

Ce que je prenais pour de la modération, ne parut pas tel au reste de l'Europe. L'empereur Alexandre, au moment où il reçut cette nouvelle, négociait avec l'Angleterre sur le projet de Pitt du 16 janvier. Il jugea qu'il n'y avait plus à hésiter pour se décider à la guerre. Il signa sans tarder, le 11 avril, un traité offensif et défensif avec le cabinet de Londres. Cependant, par une sage réticence, la Russie n'y stipula point sur le sort de la Belgique et des provinces rhénanes : il n'y fut question que de l'évacuation de Naples, de la Hollande, de la restitution du Piémont au roi de Sardaigne et de l'indépendance de la Suisse. Il s'engagea à mettre d'abord 115 mille hommes en campagne, et pour lui en faciliter les moyens sans obérer ses finances, l'Angleterre lui assura un subside de 50 millions. Par un article subséquent les forces promises furent portées à 180 mille combattants. Bien que toutes ces premières démarches eussent été faites dans le plus grand secret, je ne pouvais guère m'abuser sur les dispositions hostiles de la Russie; mais tant que l'Autriche ne se déclarait pas, que pouvais-je redouter d'ennemis dont j'étais séparé par de grandes puissances et un intervalle de 500 lieues impossible à franchir?

L'Autriche hésite à y adhérer.

Peut-être eussé-je détourné l'orage, si j'avais consenti, pour acheter le repos de l'Autriche, à laisser la république italienne entièrement indépendante; mais, je le répète, c'eût été un contre-sens dans l'organi-

sation de l'Europe, et dès qu'elle se donnait un gouvernement monarchique, il fallait bien saisir la couronne, ou la voir sur la tête d'un prince étranger : ce n'était pas pour cela que nous l'avions conquise. D'ailleurs, qui pouvait garantir que ma modération n'eût pas été prise à Vienne pour de la faiblesse? ce cabinet m'avait montré trop de malveillance pour que je pusse m'y fier ; et je crus avoir assez fait en m'engageant éventuellement à cette séparation par l'acte solennel dont je viens de parler.

En effet, la plupart des anciennes dynasties étaient effrayées de me voir sur le trône. Quelques politesses que nous nous fissions, elles me considéraient encore comme un adversaire dangereux ; car je ne régnais qu'en vertu d'un système qui détruisait l'autel que le temps leur avait élevé. J'étais à moi seul une révolution. L'empire les inquiétait comme la république ; elles le redoutaient davantage, parce qu'il était plus vigoureux.

Avec de la modération et du temps, je serais parvenu à les rassurer ; mais la malheureuse nécessité où je me trouvais de fermer Naples, la Hollande et le Hanovre aux Anglais, sema l'alarme contre moi. J'avais beau protester que ce n'était que des démarches défensives, on n'en crut rien, et les grandes puissances se persuadèrent qu'il était de leur politique de m'attaquer le plus tôt possible, c'est-à-dire avant que j'eusse pris toutes mes forces.

L'Autriche hésita néanmoins quelque temps, soit qu'elle redoutât l'issue de cette lutte où elle serait destinée à recevoir les premiers coups, soit qu'elle voulût mieux s'y préparer. Persuadé qu'il ne fallait rien précipiter, mais attendre au contraire le moment le plus opportun, le cabinet de Vienne penchait à faire des démonstrations et à obtenir un sursis par la voie des négociations ; il n'était pas d'ailleurs d'accord avec les Anglais sur l'organisation à donner au continent.

Voyage en Italie.

Au moment où mes escadres faisaient voile vers la Martinique pour y assurer une jonction plus facile et plus avantageuse que dans les mers d'Europe, je résolus de me rendre en Italie pour me faire couronner à Milan comme je l'avais été à Paris. Ce voyage remplissait plusieurs buts également importants. Le premier était d'augmenter la sécurité des Anglais et de leur donner entièrement le change sur mon projet ; le second, d'imposer à l'Autriche par ma présence sur ses frontières ; le troisième d'exciter l'esprit public des Italiens, en m'offrant à leurs regards entouré d'une pompe nouvelle pour ces contrées, et qui devait ranimer en eux l'amour de la gloire et de la patrie. En me rendant à Lyon, je m'écartai pour visiter Brienne, ce berceau de mon éducation française, à laquelle je sentais tout ce que je devais, et où la fortune me ménageait un si sanglant revers. Lyon me reçut avec plus d'enthousiasme que jamais ; le luxe dont j'entourais ma cour était le gage de la prospérité de ses manufactures : la gloire et l'intérêt étaient ici d'accord dans les acclamations des braves Lyonnais.

Travaux d'Alexandrie, camps de manœuvres à Marengo et Castiglione.

J'ordonnai en passant à Alexandrie les immenses travaux qui allaient en faire en quelques années la place la plus formidable de l'Europe et la clef de l'Italie. Vingt millions furent affectés à ce grand projet. Placée dans le bassin méridional du Pô, à une distance convenable de Turin, de Gênes, de Milan, de Plaisance, de Parme, Alexandrie était destinée à devenir le refuge d'une grande armée en cas de revers, et la base

offensive de toutes nos opérations dans l'Italie septentrionale. Peut-être Pavie ou Crémone eussent-elles mieux convenu pour des opérations contre l'Autriche, et pour mieux dominer la ligne du Pô; mais, comme point politique, Alexandrie remplissait mes vues. Seize régiments d'infanterie rassemblés dans un camp de manœuvres près de Marengo, pour y donner le simulacre de la bataille que nous y avions gagnée, devaient rappeler à l'Autriche toute notre supériorité sur ses armées; un autre camp de 17 régiments assemblés dans le même but autour de Castiglione, attestaient au cabinet de Vienne que j'étais prêt à me mesurer avec lui dès qu'il lui en prendrait envie.

Je me fais couronner à Milan.

Mon couronnement eut lieu à Milan le 26 mai, avec une solennité digne de la superbe cathédrale où il se fit. Jamais même sous Charlemagne une pompe pareille n'avait frappé les Italiens. Après avoir été sacré par l'archevêque-cardinal Caprara, je saisis la couronne de fer des rois lombards et la posai sur ma tête. Milan était dans un enthousiasme voisin de l'ivresse, et la Lombardie le partageait d'autant plus franchement que le clergé même m'élevait aux nues comme le restaurateur des autels. Le pape, qui voyageait à deux journées de moi, avait répandu ses bénédictions sur les peuples soumis à ma puissance, et relevé ainsi l'éclat de mes lauriers aux yeux de la multitude.

La renommée n'aura pas assez de ses cent voix pour redire à nos neveux avec quelle activité je fis marcher de front, dans ce voyage, les travaux pour l'organisation de cette monarchie italienne; les ordres pour l'armée expéditionnaire de Boulogne; les instructions pour mes escadres courant les mers; les soins que réclamaient les affaires intérieures de la France; enfin, mes négociations avec l'Europe et le projet pour la réunion de Gênes à mon empire. Déjà un des plus éloquents écrivains de ce siècle [1], à qui il ne manque que des points de vue plus fermes pour égaler les plus grands historiens de l'antiquité, a pris soin de tracer cet intéressant tableau que la postérité placera à côté des plus beaux morceaux de Tite-Live. En quittant Milan, je laissai les rênes de l'Italie à Eugène avec le titre de Vice-Roi; ce jeune prince était digne, sous tous les rapports, de ma confiance, il devint le plus fidèle de mes amis et un de mes meilleurs lieutenants. Peu de temps après la souveraineté de Luques fut donnée à ma sœur Élisa Bacchiochi. Je me rendis à Gênes, dont je pris possession solennellement et avec un appareil qui fit oublier un moment aux Génois le changement qui allait résulter dans leur position par l'acte de réunion du 4 juin.

Lorsque je crus le moment venu où la flotte de l'amiral Villeneuve se rapprocherait des parages de la Manche, je partis de Turin au milieu d'une parade et me rendis dans le plus grand incognito en trois jours à Paris, puis à Boulogne, où tout se disposait pour l'embarquement.

Retour de nos flottes en Europe.

Pendant que je posais ainsi à Milan, à Turin, à Alexandrie, à Mantoue et à Gênes, les pierres d'attente des plus vastes desseins, l'amiral Villeneuve faisait route pour revenir en Europe, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre. Ce retour, auquel les Anglais n'étaient nullement préparés, était fait pour leur donner des inquiétudes : ils n'avaient que dix vaisseaux sous l'amiral Calder devant

[1] Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires.*

le Ferrol où l'on en comptait dix-huit, tant français qu'espagnols. Il n'y avait que cinq vaisseaux sous l'amiral Stirling devant Rochefort, où nous en avions six et autant de belles frégates, qui trouvèrent bientôt l'occasion de sortir sous les ordres de l'amiral Lallement. Villeneuve ayant plus de quinze jours d'avance sur les avisos anglais, il semblait facile de surprendre Calder devant le Ferrol, de lui donner chasse, de rallier l'escadre combinée de ce port, d'arriver sur Rochefort et de s'avancer avec quarante vaisseaux vers Brest. Mais par une fatalité inconcevable, les avisos anglais, favorisés par de rudes coups de vents, firent route avec une telle rapidité qu'ils arrivèrent à temps pour informer leurs stations; celle de Rochefort eut l'ordre de venir sans délai joindre Calder : dès lors la jonction projetée ne put s'opérer sans combat.

En effet, Calder, se trouvant à la tête de quinze vaisseaux et trois frégates, rencontra, le 22 juillet, à la hauteur du cap Finistère, Villeneuve qui avait dix-neuf vaisseaux et huit frégates. Un temps brumeux les empêchait de se reconnaître bien exactement; tous les deux formèrent la ligne, et se livrèrent, bord à bord, une de ces batailles en ordre parallèle où l'art ne peut entrer pour rien. Deux vaisseaux espagnols maltraités tombèrent en dérive au milieu des Anglais et furent pris; d'ailleurs, aucun résultat notable ne signala cette journée.

Villeneuve entre au Ferrol, et en part pour Cadix.

Villeneuve donna même chasse le lendemain à l'escadre ennemie, qui fit retraite et leva la croisière du Ferrol pour aller rejoindre la flotte devant Brest; mais le gros temps le décida à entrer de son côté, le 25 juillet, dans la baie de Vigo, ne pouvant à cause du vent atteindre le port qu'il cherchait à gagner. Il y revint toutefois quelques jours plus tard, et, après s'être fait joindre par cinq vaisseaux français et dix espagnols, il fit voile, le 13, avec ses trente vaisseaux pour Vigo, puis pour Cadix, où il arriva le 21 août, à l'instant même où je comptais qu'il paraîtrait devant Brest, et où Gantheaume manœuvrait pour le favoriser.

L'amiral Collingwood avait repris le blocus de Cadix; il n'avait pas la moitié de cette force, et on devait croire que Villeneuve saurait du moins en profiter pour le surprendre et l'accabler en le plaçant entre les feux de la côte et ceux de notre flotte. Il ne sut rien faire et se borna à entrer dans ce port. Il avait tellement perdu la tête par la grande responsabilité qui pesait sur lui, qu'il oublia même de laisser à Vigo des instructions éventuelles pour l'amiral Lallement qui le cherchait avec six beaux vaisseaux français sortis de Rochefort, et qui parut en effet deux jours après lui à Vigo. Mais ignorant sa marche, cet amiral se trouva hors d'état de le rejoindre, et s'en fut croiser dans l'Océan entre l'Irlande et la pointe de Biscaye.

Aussitôt que Cornwallis fut instruit de la jonction de nos flottes, il renvoya Calder avec vingt vaisseaux au cap Finistère pour les observer ou les combattre. Ne les trouvant plus au Ferrol, l'amiral anglais poussa jusqu'à Cadix, où il se réunit avec Collingwood. Cette circonstance était faite pour assurer l'exécution de mon projet, si Villeneuve, fidèle à mes intentions, eût cinglé vers Brest. En effet, ou il eût rencontré Calder en route, ou bien ils se fussent croisés : dans le premier cas, ayant trente-huit vaisseaux contre vingt, il l'aurait battu, ce qui eût mis Cornwallis dans la nécessité de débloquer Gantheaume pour le secourir; dans la seconde hypothèse, Villeneuve se croisant avec Calder paraîtrait devant Brest. y surprendrait Cornwallis avec des forces

inférieures de moitié, ce qui était bien la chance la plus heureuse et en même temps la plus probable.

Suites de ses fautes multipliées.

Déviant, au contraire, de mon plan, Villeneuve, au lieu de paraître en triomphe devant Brest, allait se confiner à l'extrémité de la péninsule, où il se trouvait avec trente-trois vaisseaux de 10 mille hommes de débarquement loin de tous les intérêts de la France.

Ainsi échoua, par la pusillanimité d'un seul homme et la circonstance fortuite de la marche rapide de deux avisos, le plan le plus profondément conçu que j'aie jamais médité; car je veux bien croire que, malgré son peu d'énergie, Villeneuve eût pleinement exécuté sa mission, si, au lieu de trouver au cap Finistère les deux escadres de Calder et de Stirling en mesure de le recevoir, il eût surpris devant le Ferrol le seul Calder en position de croisière et hors d'état de lutter.

La direction de Villeneuve sur Cadix ruinait tout espoir d'exécuter la descente pour cette campagne, puisque les Anglais, éclairés sur nos desseins, seraient désormais en mesure de les déjouer. D'ailleurs, les rapports que je reçus au même instant de mon ambassadeur à Vienne me signalant les préparatifs menaçants de l'Autriche, me décidèrent à tourner sur le continent qui me provoquait, les coups dont je m'étais flatté de pouvoir, si non terrasser l'Angleterre, du moins la mettre hors d'état de dominer les mers et de dicter des lois à l'univers.

L'Autriche accède à la nouvelle coalition.

En effet, mon voyage en Italie avait achevé de lever tous les doutes de l'Autriche, qui depuis quatre mois suivait avec l'Angleterre et la Russie des négociations actives pour renouer une coalition. Le général Winzingerode, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, en était l'agent le plus actif. Nous venons de dire que le cabinet de Vienne penchait à essayer les voies d'une médiation armée avant de se décider ouvertement à une rupture. C'est le langage ordinaire de ceux qui ont besoin de gagner du temps: l'Autriche nous a montré à Prague ce qu'elle entend par médiation.

Mission inutile de Nowosiltzof.

Cependant, pour complaire à Français u, ou pour essayer lui-même les voies pacifiques, l'empereur Alexandre résolut d'envoyer M. de Nowosiltzof à Paris. Ce négociateur poussa jusqu'à Berlin; mais la nouvelle que je venais de réunir, le 4 juin, la république de Gênes à la France lui fit donner l'ordre de ne pas poursuivre son voyage. Cette réunion détruisait effectivement tout espoir de rapprochement, car ce territoire était le seul qu'on pût offrir au roi de Sardaigne à la place du Piémont. D'ailleurs, comment espérer de me faire renoncer à la couronne d'Italie, quand je venais de réunir plus récemment à mon empire un pays dont la paix de Lunéville proclamait l'indépendance? Dès lors la guerre était inévitable.

Les publicistes aux gages de l'Angleterre en ont rejeté toute la faute sur moi; comme si le projet de nous arracher la Belgique et les provinces du Rhin n'était pas déjà une déclaration de guerre. Cependant, je dois en convenir, de tous les actes de ma politique, il n'en est peut-être point de plus difficile à expliquer que cette réunion intempestive de la république de Gênes. Le moment n'en était point opportun; j'allais quitter l'Italie pour me rendre à Boulogne en toute hâte et faire préparer l'embarquement de mon armée pour être prêt à ap-

pareiller dès que Villeneuve se présenterait dans la Manche. Il était de mon intérêt de ménager l'Autriche pour paralyser les intentions hostiles de la Russie. Dès que le cabinet de Vienne m'avait reconnu en qualité de président de la république italienne, j'étais fondé à espérer qu'il reconnaîtrait aussi mon titre de roi, qui ne changeait rien à l'état des choses si la couronne devait se séparer après moi. Mais ajouter à ce grief celui de détruire une république consacrée par les traités, et dévoiler ainsi, par ces réunions successives, des vues plus étendues sur le reste de la péninsule italienne, au mépris formel de tous les engagements, c'était provoquer une coalition générale au moment de faire voile vers la Tamise [1].

L'époque de l'adhésion tacite de l'Autriche au traité de Pétersbourg du 11 avril n'est pas connue : mais dès le milieu de juillet elle combinait un plan d'opération pour le cas où la négociation armée n'atteindrait pas son but; elle y adhéra formellement le 9 août, sauf adoption des changements qu'elle avait proposés pour la réorganisation du continent.

Premier plan des coalisés.

Le premier plan des coalisés était de mettre 400 mille hommes en campagne, savoir : 250 mille Autrichiens, 115 mille Russes et 45 mille Suédois ou autres petits états subsidiaires des Anglais. L'Autriche trouva ces troupes insuffisantes pour agir efficacement en Italie et contre la formidable barrière du Rhin. Elle répliqua par un mémoire assez bien rédigé, où elle prétendait que l'état militaire de la France, supposé au complet à 600 mille hommes, il fallait nécessairement augmenter les forces agissantes. *Le difficile étant de faire arriver les Russes avant que je ne les prévinsse et que je ne fondisse sur les Autrichiens; on jugeait indispensable d'agir avec la plus forte masse en Italie et de rester sur la défensive en Allemagne.* La proposition était juste ; la conséquence qu'on en tirait absurde : c'est précisément parce que la réunion des Russes en Allemagne était le nœud gordien, qu'il fallait placer le gros des forces autrichiennes sur la ligne d'opérations où cette réunion devait s'opérer; ligne qui était d'ailleurs la plus courte pour moi et la plus importante. L'égoïsme du cabinet de Vienne l'aveugla; il ne faisait la guerre que pour reconquérir l'Italie, et il en conclut faussement que c'était là où il devait porter ses efforts. L'Autriche s'exagéra aussi les forces que je pourrais opposer. Elle crut qu'elle aurait sur les bras la totalité de notre état militaire, ce qui n'était pas possible, ayant tant de côtes à garder : je ne pourrais jamais lui opposer en campagne au-delà de 250 mille hommes.

Le cabinet de St-Pétersbourg envoya le général Winzingerode à Vienne pour discuter et convenir du plan définitif. Il observait que de Brody à Braunau, les Russes

[1] Napoléon doit se trouver ici dans un embarras évident pour expliquer sa conduite. Il a dicté, à Ste-Hélène, tous ses points de vue sur la descente. Il a tracé à Villeneuve des instructions qui paraissent ne laisser aucun doute sur la réalité de son projet. Beaucoup de gens n'y ont jamais cru. Ce qui est certain, c'est que la conduite de Napoléon en Italie semblait faite pour provoquer la guerre continentale, et autorise à croire qu'il aimait mieux chercher des lauriers en Autriche qu'en Angleterre. Mais s'il a voulu la guerre continentale, comment expliquer l'idée de compromettre, sans but, toutes les forces navales de l'Espagne et de la France, réunies dans la Manche? Si au contraire il a voulu descendre en Angleterre, pourquoi ne pas différer de six mois les changements en Cisalpine et la réunion de Gênes, qui devaient nécessairement lui amener une double guerre sur les bras? (*Éditeurs.*)

avaient 284 lieues, et de Boulogne à Braunau, la grande armée en aurait 274. Ainsi, en comptant le temps nécessaire pour que je pusse recevoir la nouvelle de l'entrée des Russes sur le territoire autrichien, et celui de mettre l'armée en marche par différentes lignes d'étapes pour traverser la France, les Russes devaient arriver avant moi sur l'Inn, et même sur l'Iser. Alexandre promit qu'il tiendrait de bonnes réserves toutes prêtes, de manière à excéder encore le contingent auquel il s'engageait.

Plan définitivement arrêté par les coalisés.

L'Autriche se décida, et il fut définitivement arrêté :

1° Quelle agirait,

en Italie, avec	130 mille fantass. et 13,500	chevx.
en Tyrol, avec	50 mille hommes et 2,000	»
en Allemagne, avec	66 mille fantass. et 25,000	»
en corps détachés,	28 mille hommes et 1,500	»
TOTAL . . .	274 mille fantass. et 40,000	chevx.

2° Que la Russie porterait 100 mille hommes en Allemagne, dont la moitié y serait rendue vers le 20 octobre; qu'elle ferait partir un corps de Corfou pour débarquer à Naples, s'y réunir aux Anglais et aux Napolitains, et marcher de concert sur le Pô. Un troisième corps anglo-russe descendrait dans le Hanovre et dans la Poméranie, et se joindrait à l'armée suédoise sous les ordres du roi Gustave IV; enfin, une quatrième armée russe assemblée sur le Bug, aux portes de Varsovie, menacerait la Prusse, soit pour la contenir, soit pour l'entraîner.

Efforts des coalisés pour entraîner l'Allemagne.

Cependant les espérances des cabinets coalisés se brisèrent contre la ferme volonté de Frédéric Guillaume, qui voulait à tout prix conserver sa neutralité. Les alliés lui demandèrent même le passage par la partie polonaise de ses états, et il n'y répondit qu'en assemblant aussitôt sur la Vistule des forces suffisantes pour faire respecter son territoire.

Je ne reçus qu'un peu tard des avis certains sur les vues de la coalition; mais dès le mois de juillet, j'eus des indices de son existence par les rassemblements des Autrichiens en Italie, et des Russes sur le Bug. Ces derniers ne m'eussent pas inquiété, si l'Autriche fût restée neutre dans ma lutte avec l'Angleterre. Je lui fis demander des explications par Talleyrand; Cobentzel en donna de mauvaises. Je fis signifier au cabinet de Vienne qu'il retirât ses troupes, ou que je prendrais ses armements pour une déclaration de guerre. En attendant, nous nous apprêtions de part et d'autre au combat.

L'Autriche, appréciant de quel intérêt la Bavière pouvait être pour elle, fit tous ses efforts pour l'entraîner dans l'alliance : elle n'y réussit pas; l'électeur Maximilien-Joseph se rappelait trop bien le rôle joué par ses ancêtres, et les prétentions récentes du cabinet de Vienne pour s'agrandir à ses dépens; il était d'ailleurs personnellement attaché à la France, et certain que j'arriverais à temps pour le secourir, ce prince résolut de se jeter dans nos bras, si les troupes impériales envahissaient ses états.

L'électeur de Wurtemberg inclinait pour la coalition, aussi bien que celui de Baden, et leurs relations de famille avec la Russie rendaient la chose toute naturelle; mais leur proximité de Strasbourg et de Mayence leur faisait craindre d'en être victimes, et donnait du poids aux démarches de mes ministres pour les attirer dans nos rangs.

Les Autrichiens entrent en Bavière.

Les Autrichiens ouvrirent la campagne plus maladroitement qu'ils ne l'avaient ja-

mais fait. Ils s'imaginèrent me prendre au dépourvu. Cette prétention leur fut funeste. Je m'étais mis en mesure de frapper sur la Tamise, si le continent demeurait tranquille; ou sur le Danube, si le continent me provoquait et me forçait à renoncer à ma grande entreprise. J'étais parti de Paris pour Boulogne en annonçant à Cobentzel que je ne voulais que la paix du continent, et que, plein de confiance dans les protestations pacifiques de son maître, j'allais donner la dernière main aux préparatifs de descente. J'avais prescrit de fréquents simulacres d'embarquement pour habituer les troupes à l'exécuter en peu de temps; nous étions parvenus à mettre 150 mille hommes à bord, prêts à appareiller en une demi-heure; le matériel était embarqué depuis longtemps: j'ordonnai de redoubler ces simulacres, de mettre embargo dans tous les ports. Une avant-garde du corps de Ney appareilla de Montreuil pour longer la côte et se réunir au camp de Boulogne. Le corps de Soult fut embarqué tout entier durant deux jours : mes équipages le furent aussi. Ces mesures trompèrent Cobentzel; il annonça à Vienne que dans huit jours je serais en mer. Les Autrichiens le crurent sur parole, et inondèrent aussitôt la Bavière avec 84 mille hommes sans attendre les Russes. Ils se flattaient d'entraîner ainsi l'électeur dans leur parti de gré ou de force, ce qui leur eût procuré un renfort de 20 mille hommes, et l'avantage de porter le théâtre de la guerre jusque sur le Rhin; mais c'était éloigner le moment de la jonction avec la grande armée russe, et en augmenter les difficultés.

Leur calcul fut doublement trompé; Maximilien-Joseph, instruit des projets de l'ennemi, se prépara à partir de Munich, et dès que les Autrichiens passèrent l'Inn, il se retira à Wurtzbourg avec toute son armée et sa cour. Les Autrichiens n'en continuèrent pas moins leur marche qui n'était dès lors plus qu'une extravagance sans but. Après avoir traversé la Bavière et franchi l'Iser et le Lech, ils vinrent s'établir sur le Danube et l'Iller. L'archiduc Ferdinand les commandait de nom; mais il avait ordre de déférer entièrement aux avis du général Mack, que toute l'Allemagne croyait un grand général, quoiqu'il eût déjà montré son incapacité en Flandres et à Naples. L'archiduc Jean avec 40 mille hommes occupait le Tyrol. Une autre armée de 100 mille hommes, aux ordres de l'archiduc Charles, s'avança sur l'Adige, prête à envahir l'Italie.

L'armée quitte les côtes de la Manche, et marche sur le Danube.

La nouvelle des préparatifs hostiles du cabinet de Vienne et des menaces qu'il faisait à la Bavière et à l'Italie, arriva presque en même temps que celle du combat livré par Villeneuve à l'amiral Calder et de sa retraite sur Vigo.

Lors même que l'expédition eût été mon unique projet, il fallait bien y renoncer dans de pareilles circonstances. En 24 heures, mon armée, prête à tout, fit demi-tour à droite et se mit en marche pour l'Allemagne : l'embargo fut mis sur la poste aux lettres, et depuis six jours nos colonnes filaient à marches forcées sur la Lorraine, qu'on ne songeait encore à Paris qu'à leur embarquement. Cependant je ne pouvais pas laisser mon immense flottille aux coups des Anglais : j'organisai un corps d'armée à Boulogne avec les 5es bataillons (les bataillons de dépôt) de la grande armée et j'en laissai le commandement à Brune. Un autre corps sous Collaud garda Anvers et Flessingue; enfin quatre camps de réserve furent établis à Strasbourg, Mayence, Juliers et Alexandrie. Les maréchaux Lefèvre et Kellermann organisaient à Mayence les

conscrits destinés aux corps de la grande armée et en formaient, en attendant de les faire entrer en ligne, des divisions de réserve et de garnison. Indépendamment de ces forces susceptibles d'être mobilisées, il fallait mettre nos autres ports, nos côtes et celles de Hollande, à l'abri de tout danger, et préparer les moyens secondaires pour porter toute notre énergie au-dehors. Je fis rétablir l'institution si précieuse des gardes nationales, en me réservant toutefois le droit d'ordonner moi-même leur organisation, et de déterminer l'époque et le nombre de celles qui seraient mobilisées. Ce moyen pouvait nous donner au besoin 100 mille hommes pour la garde de l'intérieur, et c'était beaucoup. Une conscription de 80 mille hommes fut décrétée pour pourvoir à temps au recrutement, et tenir les corps actifs au complet. Des marchés considérables furent passés pour organiser à Strasbourg les transports d'artillerie, avec des chevaux et conducteurs soudoyés en Alsace, en Suisse, en Lorraine.

Je devais croire aussi que les Anglais et les Russes reprendraient le projet d'une descente en Hollande, ou du moins qu'ils viendraient reprendre possession du Hanovre, et que, basés sur ce pays, ils pourraient bien inquiéter la république batave. Je proposai à la Prusse d'occuper cet électorat que Bernadotte quittait pour marcher en Autriche; et dans l'incertitude du parti qu'elle prendrait, je chargeai mon frère Louis du commandement en Belgique et en Hollande.

Masséna, qui commandait 50 mille hommes en Italie, eût la tâche de s'opposer aux forces doubles de l'archiduc Charles. St-Cyr devait d'abord s'emparer de Naples, et licencier l'armée avant que les Russes et les Anglais pussent le prévenir et l'attaquer : mais un traité de neutralité ayant été signé le 27 septembre avec le duc de Gallo, ministre du roi de Naples, pour mettre les états de son maître à l'abri des Anglais et de la coalition, St-Cyr dut alors évacuer le royaume en toute hâte pour se porter sur l'Adige et renforcer Masséna.

Passage du Rhin.

Je me réservais à la tête de la grande armée de punir Mack de la témérité avec laquelle il venait s'offrir à mes coups. Nos colonnes volèrent sur le Rhin avec une grande rapidité. Les réserves de cavalerie sous les ordres de Murat, soutenues du corps de Lannes, passèrent ce fleuve à Kehl le 25 septembre [1]. Ils menaçaient ainsi les débouchés de la forêt Noire, pour donner

[1] ÉTAT DE LA GRANDE ARMÉE EN 1805.

Bavarois, 2 divisions, Wrède et Deroi.

1er Corps, Bernadotte ; divisions d'infanterie, Drouet, Rivauld ; cavalerie, Kellermann.

2e Corps, Marmont ; divisions Boudet, Grouchy, Dumonceau ; cavalerie, Guérin.

3e Corps, Davoust; division d'infanterie, Bisson, Friant, Gudin; cavalerie, Fauconnet.

4e Corps, Soult; divisions d'infanterie, Saint-Hillaire, Vandamme, Legrand ; cavalerie, Margaron.

5e Corps, Lannes ; divisions Suchet, Gazan, Oudinot, grenadiers réunis.

6e Corps, Ney; divisions Dupont, Loison, Malher; cavalerie, Colbert, dragons à pied, commandés par Baraguey d'Hilliers.

7e Corps, Augereau ; divisions Desjardins, Mathieu.

Réserve de cavalerie sous Murat. — divisions de cuirassiers, Nansouty, d'Haupoult. — de dragons, Klein, Walter, Beaumont, Bourcier. — légère, Treillard.

Gardes, Mortier ; gardes à pied, 8 bataillons; Bessières, gardes à cheval, 14 escadrons.

N.B. Soult avait d'abord 4 divisions, mais Suchet

le change à l'ennemi et masquer les manœuvres tendant à tourner sa droite. Le 26 septembre, les corps de Ney, de Soult et de Davoust effectuèrent également leur passage; le premier débouchant vis-à-vis de Carlsruhe, se dirigea sur Stuttgard. L'électeur de Wurtemberg refusa de laisser passer son quartier-général à Louisbourg, et les troupes électorales, faute d'ordres, lui ayant fermé les portes de Stuttgard, Ney fit avancer son artillerie pour les enfoncer. Le général Pfuhl jugea plus prudent de les ouvrir, et fut improuvé par son maître. Soult traversa le fleuve à Spire, se dirigeant sur Heilbronn; et Davoust à Manheim, se dirigeant sur Neckar-Els. Marmont passa à Mayence et se porta à Wurtzbourg, où il trouva le corps de Bernadotte, venant du Hanovre, réuni à l'armée bavaroise qui comptait environ 25 mille hommes.

Pendant que ces mouvements préparatoires s'exécutaient, j'eus soin de m'attacher l'électeur de Wurtemberg, un peu exaspéré de la manière dont Ney avait forcé l'entrée de sa capitale. Dès mon arrivée à Louisbourg, je conclus avec ce prince un traité qui m'assurait un corps auxiliaire de 8 mille hommes. J'en avais déjà fait un pareil depuis trois semaines avec l'électeur de Baden pour un corps de 4 mille hommes. Celui de Hesse-Darmstadt en promit autant. Ces troupes ne prirent aucune part à la guerre; mais elles servirent à garder mes communications, et cela valait mieux que de les compter dans les rangs ennemis.

Direction de mes masses sur Donawerth.

La force totale des troupes que j'avais à ma disposition à la droite du Rhin s'élevait à 180 mille hommes en comptant les Bavarois. Je résolus de mettre à profit cette supériorité pour détruire l'armée ennemie en me jetant sur ses derrières et en coupant ainsi ses communications avec les Russes qui arrivaient par la Moravie. Les corps de Ney, de Soult, de Lannes, la cavalerie de Murat et ma garde, se dirigèrent vers Donawerth et Dillingen; les corps de Davoust et de Marmont marchèrent à Neubourg; et Bernadotte, joint aux Bavarois, se dirigea sur Ingolstadt. Les deux derniers traversèrent dans leur marche, la principauté d'Anspach, possession prussienne qui se fiait sur sa neutralité. Cette circonstance que je crus insignifiante, d'après ce qui s'était passé en 1796 et 1800, pensa nous brouiller avec la Prusse [1]. Augereau, qui venait de Brest avec le 7e corps, ayant plus de chemin à faire, fut destiné à couvrir notre droite du côté des Grisons et à garder l'espace entre le Rhin et le haut Danube.

Mack commet la faute de m'attendre sur le Danube.

Si les Autrichiens avaient commis une faute grave en prenant trop tôt l'initiative, ils étaient du moins excusables par l'espoir qu'ils avaient eu d'entraîner la Bavière de gré ou de force dans leur parti; mais lorsque le départ de la cour de Munich et de son armée pour Wurtzbourg eut détruit cette espérance, on ne comprend pas qu'ils aient poursuivi leur marche jusqu'à Ulm, et qu'ils y soient restés. S'ils avaient le moindre renseignement de la rapidité avec laquelle mes colonnes volaient de Boulogne sur le Rhin, ils seraient impardonnables d'avoir compro-

en fut détaché. Mortier eut ensuite un corps tiré des autres : il eut les divisions Dupont, Gazan et Dumonceau.

[1] En 1796, Jourdan et l'archiduc Charles passèrent sur plusieurs points du territoire neutralisé par les Prussiens : en 1800, Starray et Augereau combattirent aussi vers Nuremberg, sur le même territoire.

mis le succès de la campagne, en engageant partiellement des forces dont l'accord seul pouvait faire triompher la coalition : s'ils l'ignoraient, la chose était encore plus absurde, car toute la France et l'Allemagne le savaient.

Mon armée tourne la droite des Autrichiens à Donawerth, et se jette sur leurs derrières.

Je ne perdis pas une minute pour punir Mack de cette bévue. Nous étions établis sur le Danube, comme en 1800 nous l'étions sur le Pô. La conduite de Mack nous secondait merveilleusement. Ce trop fameux disciple de Lascy ne sut prendre aucun parti décisif. Il s'était flatté de couvrir la ligne du Danube en portant sa droite vers Rain sous le général Kienmayer, son centre à Guntzbourg et la gauche sous le canon d'Ulm. Il se mettait ainsi en bataille faisant face du côté du Rhin, quand nous débouchions déjà sur l'extrémité de sa ligne pour l'assaillir à revers.

Kienmayer était trop faible pour nous empêcher seul de passer le Danube. Le 6 octobre, Vandamme, soutenu des autres divisions de Soult, s'empara du pont de Donawerth ; le lendemain, Murat avec sa cavalerie passa à la rive droite et poussa jusqu'à Rain, après avoir forcé le passage du Lech. Kienmayer se replia sur Aicha. Davoust et Marmont débouchèrent par Neubourg dans la même direction. Le 8, Soult se porta directement de Donawerth à Augsbourg. Ney remonta la rive gauche du Danube, de Dillingen à Gunzbourg ; Murat, suivi de Lannes, remonta la rive droite du fleuve. Arrivé à Wertingen, il y trouva un corps de douze bataillons que le général Auffemberg amenait d'Inspruck, et que Mack dirigeait trop tard au secours de Kienmayer. Notre cavalerie, aidée des grenadiers d'Oudinot, dispersa ce corps et lui enleva trois mille prisonniers. D'un autre côté, Kienmayer n'osa pas accepter le combat et se replia sur l'Iser. Le 9, Soult arriva à Augsbourg, et Marmont s'y porta également. Davoust prit par Aicha. Murat avec sa cavalerie s'établit à Zumarshausen. Plus de 120 mille hommes s'étaient ainsi répandus comme un torrent sur les communications de l'ennemi avec Vienne.

Mack perd la tête.

Mack, frappé de cécité et ne comprenant rien à nos manœuvres, crut se tirer d'embarras par un changement de front en arrière ; il étendit sa droite vers Memmingen, son centre entre l'Iller et Gunzbourg, et maintint la gauche sous le canon d'Ulm, sans avoir aucun projet arrêté pour parer aux chances qui le menaçaient [1]. Je fis mes dispositions en conséquence. Bernadotte et Davoust reçurent ordre de se rendre à Munich, autant pour suivre Kienmayer que pour contenir l'armée russe qui accourait à son secours, et avait dépassé Lintz. Soult se porta par Landsberg à Memmingen, afin de fermer à Mack le chemin du Tyrol. Moi-même je me dirigeai sur Ulm par la rive droite du Danube, avec la cavalerie de Murat et les corps de Lannes et de Marmont.

Manœuvre pour lui couper la route de la Bohême.

Ce n'était pas tout de couper Mack de sa base de l'Inn et de la grande route de Vienne par Munich ; le but de ce général étant sa jonction avec les Russes, il aurait pu aisément gagner la Bohême, en filant d'Ulm par la gauche du Danube sur Nordlingen et Monheim. Ce mouvement était

[1] Les Autrichiens n'ayant rien publié sur leurs désastres de cette campagne, on n'a jamais bien connu les opérations et les combinaisons de Mack.

d'autant plus à craindre, que l'ennemi en se dirigeant sur nos derrières eût enlevé tous nos parcs, nos dépôts et nos traînards; et qu'en détruisant les ponts du Danube, il ne risquait rien de notre part. J'avais prévu tous ces inconvénients en renforçant Ney de la division Gazan, des dragons à pied de Baraguey d'Hilliers, et de la division de cavalerie Bourcier. Il lui fut ordonné de remonter la rive gauche du Danube avec 40 mille hommes, dans le triple but de couvrir nos communications, de couper celles de l'ennemi et de masquer Ulm, seul débouché des Autrichiens. Cependant, pour ne pas me priver entièrement de la coopération d'une force si considérable, je prescrivis à Ney de s'emparer des ponts sur le Danube, et d'y faire passer des avant-gardes qui seraient chargées de les couvrir et d'informer le maréchal de ce qui se passerait de mon côté, afin qu'il pût venir prendre part à la bataille décisive, si elle se livrait à sa portée. Il eut à cette occasion une belle affaire à Gunzbourg, dont il emporta le pont; il occupa de même ceux d'Elchingen et de Leipheim. Sa droite sous Dupont s'établit à Albeck. L'arrivée de Murat à Burgau contribua à lui assurer ces succès, en prenant à revers les troupes qui lui étaient opposées.

Fautes de Murat.

Bien que nous fussions supérieurs en nombre, ces mouvements multipliés avaient un peu éparpillé l'armée; et me rappelant l'échauffourée de Marengo, je crus en éviter la récidive en confiant à Murat les corps de Ney, de Lannes et des réserves de cavalerie, pour donner plus d'ensemble à mes détachements. Cette mesure me permettrait aussi de voler de ma personne au-devant des Russes, s'ils débouchaient sur Munich avant que Mack ne fût détruit. J'eus lieu de m'en repentir : Murat ne comprit point les motifs des instructions à Ney; il se persuada que l'ennemi se concentrait derrière l'Iller pour se baser sur le Tyrol, et ordonna au maréchal de quitter entièrement la rive gauche du Danube, afin de s'avancer de Gunzbourg et d'Elchingen sur la Roth, et de là sur Ulm et Wiblingen. C'était découvrir entièrement la route de Bohême et nos propres communications. Heureusement que Ney prit sur lui de n'en exécuter qu'une partie : il fit passer la division Loison d'Elchingen sur la Roth, et se disposa à l'aller joindre par Leipheim à Kissendorf; mais il laissa Dupont et Baraguey d'Hilliers sur la rive gauche du Danube, en dépit des ordres du grand-duc de Berg.

Je ne fus instruit de cette particularité que plus tard; elle me donna une grande idée du talent de Ney : je sus depuis que j'en étais redevable à un de ses officiers.

Mesures de Mack pour se sauver.

Mack, revenu enfin de la stupeur où nos manœuvres hardies et rapides l'avaient plongé, sentit qu'il était temps de chercher une issue. Un conseil de guerre fut assemblé, et après d'orageuses délibérations, il décida, dit-on, que l'archiduc Ferdinand se mettrait à la tête d'un corps d'élite de 20 mille hommes pour s'ouvrir un passage par la route de Heidenheim et Nordlingen [1]. Mack tiendrait Ulm avec le reste pour favoriser ce mouvement, et sans doute il se flattait de pouvoir ensuite se jeter lui-même en Tyrol. S'il est vrai que les généraux autrichiens

[1] Les Autrichiens n'ayant jamais rien publié sur cette désastreuse campagne, nous n'avons rien appris de leurs opérations que par ouï-dire. Les uns portent ce conseil à la suite de l'affaire de Gunzbourg, le 10; d'autres seulement après l'affaire d'Elchingen, dans la nuit du 14 au 15. L'archiduc et Mack ne furent pas d'accord.

aient adopté ce plan de retraite excentrique à la Bulow, cette résolution était le digne complément de toutes les sottises qu'ils avaient déjà commises. C'était en jetant 4 mille hommes seulement dans Ulm et se serrant en masse avec tout le reste qu'ils pouvaient se flatter de gagner ou la Bohême ou le Tyrol, et non en se morcelant sur toutes les routes. En agir ainsi, c'était vouloir ruiner leur armée en détail.

Combat de Haslach.

Quoi qu'il en soit, un corps de 25 mille hommes était sorti d'Ulm par la rive gauche le même jour où Ney, mal dirigé par Murat, rappelait la division Loison d'Elchingen sur la Roth, et partait de Gunzbourg avec celle de Malher pour la joindre : mes généraux semblaient s'être ainsi donné le mot pour ouvrir à l'ennemi une issue qu'il ne devait plus espérer. Pour surcroît de contrariété, Baraguey d'Hilliers, chargé de se réunir à Dupont vers Albeck afin de marcher de concert sur Ulm, n'en fit rien. Dupont, arrivé seul le 11 octobre au village de Haslach, avec 6 bataillons et 3 régiments de cavalerie, y donna sur tout le corps de bataille de Mack. La fortune répara ses fautes. Le général autrichien voulut s'étendre par ses ailes pour envelopper notre petite troupe : sa nombreuse cavalerie fit des mouvements à perdre de vue, et courut au loin à gauche pendant que Dupont réunissait ses efforts sur le centre à Jungingen. Ce village fut pris et repris jusqu'à six fois. La 9e légère, qui avait mérité à Marengo le surnom d'incomparable, et la brave 32e, l'honneur de l'ancienne armée d'Italie, s'immortalisèrent dans cette occasion. Grâce à tant de vaillance, Dupont enfonça la 1re ligne ennemie, enveloppa et prit une colonne isolée, se maintint jusqu'à la nuit, et se mit avant le jour en retraite sur Albeck, emmenant près de 3000 prisonniers. Il laissait à la vérité un champ de bataille jonché du tiers de sa division : la cavalerie, qui s'était promenée derrière lui, enleva 9 pièces de canon et ses équipages, mais il avait triomphé avec 7 mille hommes de plus de 20 mille et arrêté le mouvement de l'ennemi; il revenait couvert de gloire et de trophées. Baraguey d'Hilliers, qui devait le seconder, s'arrêta lâchement à Languenau sous prétexte de ne pas compromettre ses troupes; étrange manière de voler au secours de son collègue! Le lendemain, Ney, induit en erreur par Murat qui prétendait toujours livrer bataille sur l'Iller, avait rappelé Dupont à Gunzbourg pour ne pas le laisser compromis seul sur la rive gauche.

Je cours sur le Danube pour investir Ulm.

J'appris à Augsbourg, le 12, le mouvement que Murat avait prescrit à Ney; j'avais eu d'abord le projet de me porter avec Davoust sur Munich où l'on craignait l'approche des Russes et de l'archiduc Jean; mais je sentis que, sans ma présence sur le Danube, on ne ferait que des sottises; je me rendis en toute hâte à Pfaffenhofen, et dirigeai ma garde sur Gunzbourg. Marmont marcha sur l'Iller; Lannes dut garder Weissenhorn et Pfuhl; Soult se rabattit de Landsberg sur Memmingen pour couper la route du Tyrol. Je reçus, dans la matinée du 13, l'avis du combat inégal soutenu par Dupont; il n'y avait pas de temps à perdre, je courus à Kissendorf au quartier général de Ney, à qui j'avais déjà fait réitérer par Berthier l'ordre de reprendre la position d'Elchingen, ne comprenant rien aux motifs qui avaient pu la faire abandonner. Ce maréchal venait de partir pour Fallheim dans l'intention de reprendre le pont d'Elchingen où une canonnade assez vive se faisait entendre.

Les Autrichiens occupent Elchingen. — Ils détachent Jellachich sur Biberach.

Mack, instruit le 12 de la disparition de Dupont, avait lancé le corps de Werneck pour le suivre à Albeck; le corps de Laudon dut se porter à Elchingen afin de masquer ce débouché. Le général autrichien ne savait où donner de la tête; à peine était-il débarrassé de Dupont qu'il apprit que Soult venait de tomber sur son extrême droite à Memmingen, d'investir la division de Spangen dans cette ville, et de refouler les troupes de Wolfskehl sur Ochsenhausen. Il fit partir en toute hâte le général Jellachich d'Ulm le 13 pour aller couvrir cette route, et peut-être même pour délivrer Spangen. Il était déjà trop tard : enveloppé par 25 mille hommes dans une ville ceinte de murailles et d'un vieux parapet, manquant de vivres et de munitions, Spangen s'était rendu le 13 avec environ 7 mille Autrichiens. L'idée de pousser Werneck sur Heidenheim tandis que Jellachich s'en allait vers Biberach, montre assez à quel ennemi nous avions à faire.

Ils brûlent le pont d'Elchingen.

Les divisions autrichiennes de Laudon et de Riesch, campées sur les hauteurs d'Elchingen, devaient protéger la marche de Werneck et sans doute celle de l'armée qui se disposait à le suivre. C'était leur avant-garde qui, au moment de mon arrivée à Kissendorf, fit attaquer, le 13 octobre, le pont d'Elchingen où le général Malher n'avait qu'un régiment : l'officier qui y commandait fit couper une arche pour se couvrir contre des forces supérieures, en se repliant sur la rive droite. Ney, qui voyait réaliser tout ce qu'il avait prédit à Murat, se hâta de rassembler la division Malher sur ce point, et il y marcha lui-même avec celle de Loison. Les Autrichiens, menacés à leur tour par l'approche de ces forces, n'eurent rien de mieux à faire que d'incendier le reste du pont; ce qu'ils ne purent néanmoins exécuter qu'en partie.

Ney se dispose à réparer les fautes commises.

Ney fit tous les préparatifs pour le rétablir, afin de forcer le passage et de retourner à la rive gauche où il était trois jours auparavant. Je trouvai ainsi à mon arrivée tout le mal réparé et mes dispositions prévues et parfaitement exécutées : il s'agissait de combiner les moyens d'y faire concourir le reste de mon armée. Lannes, qui occupait Pfuhl et Kirchberg en face d'Ulm, dut se préparer à soutenir Ney au besoin; Marmont reçut l'ordre de venir relever Lannes dans sa position et de se mettre à cheval sur l'Iller. Soult, aussitôt qu'il eut fait mettre bas les armes aux Autrichiens qu'il cernait à Memmingen, se dirigea vers Achstetten, afin de couper la route de Biberach. Dupont, recevant l'ordre de se porter de nouveau de Brenz sur Albeck, aurait favorisé Ney dans l'attaque d'Elchingen. Tout se disposait ainsi pour l'entier investissement de l'ennemi : quelque parti qu'il prît désormais, sa perte dépendait de la journée du 14.

Bataille d'Elchingen.

Il faisait depuis plusieurs jours un temps affreux; nous étions dans la boue jusqu'aux genoux; le Danube était débordé; le pont, en partie brûlé, venait d'être réparé imparfaitement. Le 14 octobre au matin, le temps s'éclaircit un peu; Ney en grande tenue passa au point du jour avec les voltigeurs du 6e léger et les grenadiers du 39e. Le village d'Elchingen s'élève en amphithéâtre sur la berge à quelque distance du Danube; il est entouré de jardins clos de murs qui se dominent successivement, et un vaste couvent en couronne la sommité. C'est un

des postes les plus formidables qu'on puisse imaginer. Il fallut emporter les premières maisons pour protéger le passage et la formation des troupes, ensuite débusquer l'ennemi de maison en maison à mesure que nos pelotons débouchaient. Une telle opération, exécutée en face de 15 mille hommes et de 40 pièces de canon, exigeait toute l'intrépidité de Ney qui ne déploya jamais un courage plus brillant [1].

Après quelques chances balancées, le couvent fut escaladé par le 6e léger, et toute la division parvint à s'établir sur le plateau, gagnant la gauche de l'ennemi par la chapelle de St-Wolffgang. Ici une bataille rangée s'engage; Ney sent qu'il faut opérer un changement de front pour ne pas être culbuté au Danube et pour débarrasser le passage; mais en étendant sa droite sur les hauteurs il faut assurer sa gauche, point décisif où les Autrichiens tiennent à la faveur d'un bois et d'où ils peuvent reprendre Elchingen. L'intrépide 69e régiment est chargé d'emporter ce bois qui doit être la sauve-garde de notre nouvelle ligne. Il s'y précipite avec enthousiasme; la terreur devance ses pas et la mort l'accompagne : tout ce qui résiste est renversé.

Dans le même temps la cavalerie de Colbert et de Bourcier exécute des charges brillantes, soutenue par l'infanterie de Loison; bientôt la division Malher défile à son tour sur le pont et vient mettre Ney en état de poursuivre ses succès. L'ennemi enfoncé est rejeté par Kesselbrun sur Haslach dans la direction d'Ulm avec perte de 20 canons et 3 mille prisonniers : un corps détaché parvient seul à prendre le chemin d'Albeck où tout porte à croire que la division Laudon devait se retirer pour suivre Werneck. Ney, informé de la présence d'un corps ennemi sur la droite, ne crut pas devoir passer la nuit vers Haslach, et pour mieux protéger les ponts, il revint sur les hauteurs d'Albeck où il plaça son quartier-général.

Pendant que Ney cueille des lauriers si chèrement achetés, le général Dupont lutte entre Albeck et Languenau contre l'infanterie de Werneck qui semble vouloir prendre l'offensive.

Investissement d'Ulm.

Le 15 au matin, les armées sont encore en présence, mais dans une position telle que la ruine de celle de l'ennemi est inévitable. Mack, avec sa gauche devenue la droite, occupe les hauteurs de Lahr et de Mohringen devant Ulm; Werneck s'étend au nord jusqu'au-delà d'Albeck vers Nerenstetten.

La pluie qui a cessé le 14, reprend de plus belle; malgré un temps affreux nos troupes redoublent d'ardeur. Ney dirige les deux divisions Loison et Malher sur Haslach : la cavalerie de ma garde le soutient. Dupont, qui est encore isolé, se trouve entre Albeck et Languenau en face de forces supérieures. Lannes passe le pont d'Elchingen, et cherche à rétablir celui de Thalfingen pour venir seconder Ney; Marmont le remplace sur les hauteurs de Pfuhl et au pont de Kirchberg sur l'Iller; Soult continue à s'approcher d'Ulm, au sud, par la route de Biberach; enfin Murat, avec la cavalerie, débouche aussi d'Elchingen sur les hauteurs de la rive gauche.

On voit par ces positions que les Autrichiens, tournant le dos au Rhin, semblent avoir pris la place de mon armée, qui, à son

[1] Il avait eu une altercation vive avec Murat, et comme pour le provoquer à un défi de bravoure, il s'était mis, en grande tenue, à la tête de la colonne dont il dirigea chaque bataillon : présent partout où le danger se montrait, il semblait chercher le trépas; la mort ne voulut pas de lui.

tour, paraît venir de Vienne et avoir pris la place des Autrichiens. C'était la répétition de Marengo avec plus de chances et de supériorité encore en notre faveur. Le combat ne fut pas long ; Mack, renonçant à l'espoir de tenir devant Ulm, rentre dans la place [1]. Son arrière-garde est pressée, partout l'ennemi épouvanté fuit en désordre.

Ulm, revêtue d'une enceinte bien bastionnée avec fossés pleins d'eau, est située dans un fond dominé par les hauteurs du Michelsberg et de la Tuilerie. Kray y avait établi, en 1800, un fort camp retranché, seul système par lequel la place soit susceptible d'une longue défense. Dès lors les ouvrages extérieurs avaient été rasés : Mack avait commencé à en faire relever le relief, mais ce travail n'était qu'ébauché. Ney se jette à la tête de la division Malher sur le Michelsberg ; la redoute est enlevée ; Loison suit de près ; Suchet enlève l'ouvrage de la Tuilerie.

Ney veut l'emporter.

Maître du Michelsberg et plongeant entièrement sur la ville, Ney aperçoit encore quelques Autrichiens au dehors et lance le 50e régiment sur la porte de Stuttgard. Son but était d'effrayer l'ennemi et de le sommer ensuite de se rendre, car aucune disposition n'était faite pour soutenir cette tentative. Les braves du 50e, jaloux de n'avoir pris aucune part à l'affaire d'Elchingen, abordent impétueusement l'ennemi, pénètrent pêle-mêle avec lui jusque sous la porte ; un bataillon se jette même dans le retranchement de droite. Suchet, apercevant cette attaque, y envoie le 17e léger sans savoir quel est le but de Ney : ce régiment s'entasse à la porte avec le 50e ; mais les Autrichiens, découvrant du haut des remparts que l'effort est isolé, reprennent courage, enlèvent les premiers pelotons qui ont pénétré, et referment la herse. Ney, satisfait, envoie un officier pour sommer Ulm et menace Mack d'une attaque plus sérieuse.

Murat marche contre Werneck.

Pendant ces tentatives audacieuses, Dupont se trouve pressé entre Albeck et Languenau par Werneck. On ignore si celui-ci, coupé d'Ulm par le combat d'Elchingen, cherche à se rapprocher de Mack, ou s'il ne veut que s'emparer de Languenau pour assurer sa retraite. J'avais peine à croire à ce rapport. Éclairé enfin sur l'état des choses, et voyant que décidément l'ennemi est coupé en deux, j'ordonne aussitôt à Murat de marcher par Albeck avec trois divisions de dragons pour seconder Dupont : je prends toutes les dispositions pour renforcer les postes de Guntzbourg et de Donawerth par les dragons à pied, et je m'attache plus particulièrement à consommer la ruine de la moitié de l'armée ennemie qui s'est sauvée dans Ulm, persuadé que l'autre ne saurait échapper à nos escadrons. L'archiduc Ferdinand y était entré avec Mack ; mais le prince, voyant le sort inévitable qui allait frapper les débris de son armée, résolut de se mettre à la tête de ce qui lui restait de cavalerie, de se jeter par Geislingen sur Aalen, pour aller rejoindre l'infanterie de Werneck et gagner avec lui la Bohême [2].

Je fais sommer Mack.

Le lendemain 16, je fis lancer quelques

[1] On croit que ce fut ici seulement que l'archiduc Ferdinand, voyant qu'on était séparé de Werneck, résolut de partir avec 5 mille chevaux pour se réunir à lui et gagner la Bohême.

[2] Tels sont les renseignements reçus par Napoléon ; d'autres versions feraient croire que l'archiduc dut commencer sa retraite avant l'affaire d'Elchingen.

obus sur Ulm; à la suite de cette menace, j'envoyai le colonel Ségur pour sommer Mack en le menaçant de l'assaut et de la perte de la garnison : je l'autorisai à accorder six jours. Mack en demanda huit; il prétendait être soutenu par les Russes qu'il croyait à Dachau; il se vanta au parlementaire d'être fermement résolu de manger ses trois mille chevaux plutôt que de se rendre; c'était avouer qu'il manquait de vivres, et j'avais bien calculé que son invasion avait été trop rapide pour lui donner le temps d'amasser de grands magasins. Tout ce qu'il avait amené ou requis dans le pays suffit à peine pendant les quinze jours qu'il chôma sur l'Iller.

Ségur fut renvoyé à Ulm le 17 : Berthier l'y suivit de près, et après quelques pourparlers, Mack envoya le prince de Lichtenstein à mon quartier-général pour en finir. Je lui peignis en couleurs les plus noires la situation désespérée dans laquelle il se trouvait; je lui parlai d'assaut, lui rappelant qu'à Jaffa l'obstination du scheik m'avait forcé à faire passer 4 mille Turcs au fil de l'épée : il s'en retourna bien convaincu qu'il ne lui restait qu'à capituler.

Il capitule conditionnellement.

Certain que Munich était occupée par Bernadotte, Wrède et Davoust; que l'archiduc Ferdinand se trouvait poursuivi sur Nordlingen par des forces supérieures, et que les Russes ne songeaient pas encore à passer l'Inn; en un mot, qu'il y avait impossibilité absolue à ce qu'il fût secouru, le maréchal autrichien consentit à rendre la place, le 25 octobre, s'il n'était pas délivré avant cette époque : en attendant, il en remit une porte au maréchal Ney. A l'instant même je détachai le corps de Lannes sur Aalen pour seconder Murat dans la poursuite de l'archiduc.

Défaite de Werneck.

A peine vingt-quatre heures s'étaient écoulées depuis cette honteuse transaction que nous reçûmes la nouvelle des avantages signalés remportés par mon beau-frère sur les troupes de l'archiduc Ferdinand. Infatigable dans les succès, Murat atteignit d'abord l'arrière-garde de Werneck, le 16, à Languenau. La reconnaître, la charger de concert avec Dupont et la culbuter, fut pour lui l'affaire d'un instant. Deux mille prisonniers tombèrent en son pouvoir. Il se remit avant le jour à la poursuite du corps principal sur la route de Neresheim. Embarrassé par un convoi de 500 voitures d'artillerie et d'équipages, Werneck ne put éviter d'être atteint par nos soldats à qui la victoire donnait des ailes; et, forcé à recevoir un engagement désavantageux, il perdit encore un millier d'hommes. L'archiduc, désespérant de se tirer d'affaire avec cette infanterie, se sépara de nouveau d'elle avec sa cavalerie, et prit la route de Nuremberg.

Il se rend prisonnier.

Werneck, assailli alors, le 18 à Trochtelfingen, près Nordlingen, débordé et entouré avec des troupes exténuées et manquant de tout, capitula avec environ huit mille hommes. La voix publique accusa ces vieux guerriers, qui s'étaient illustrés dans maintes batailles, d'avoir ainsi mis bas les armes devant des forces à peu près égales : le fait est qu'on n'est pas enveloppé par de la cavalerie inférieure en nombre, quand on a de la bonne infanterie et du canon. Le grand convoi, qui avait filé à gauche, fut pris le même jour, à Topfingen, par une brigade de dragons.

Mack en fait autant.

Informé dans la soirée même de ces suc-

cès importants, je sentis le parti que je pouvais en tirer. Il m'importait d'accélérer un dénouement; les corps entassés autour d'Ulm manquaient de tout. Nous avions fait nos marches rapides sans aucun magasin : à la vérité, nous parcourions un cercle si vaste, et le pays est si riche, que nos troupes n'avaient manqué de rien tant qu'elles marchaient; mais en position avec des masses réunies, il en est tout autrement. D'un autre côté, je brûlais de me rendre sur l'Inn de crainte que Bernadotte et Davoust n'y fussent exposés seuls à l'arrivée de l'armée russe. J'appelai Mack à mon quartier-général; il eut la bonhomie d'y venir. Je lui fis part de la prise de Werneck, je lui démontrai que Bernadotte et Wrède avaient culbuté Kienmayer au-delà de l'Inn, en lui enlevant deux mille prisonniers ; que Soult, ayant passé le Danube au-dessus d'Ulm, occupait en forces les routes du Tyrol et du Voralberg; enfin, je lui proposai de me rendre la place sans attendre un délai désormais inutile et sans but. Le pauvre homme avait tellement perdu la tête, qu'il donna dans le piége. Il oublia qu'il venait de publier une proclamation fulminante contre le premier qui oserait parler de capitulation, et qu'il voulait manger jusqu'au dernier de ses chevaux plutôt que de se rendre. Aveuglé par la proposition captieuse de laisser à Ulm le corps entier de Ney, estimé suffisant pour le bloquer, il crut sauver son honneur et sa réputation par une combinaison ridicule, dont le dernier de ses soldats ne pouvait être dupe [1]. Il consentit donc à rendre Ulm le lendemain.

En conséquence de cet article additionnel, 30 mille Autrichiens défilèrent devant moi le 19 au matin, conduits par seize généraux : ils déposèrent leurs armes pour être transportés en France. Beaucoup de ces soldats exaspérés jetaient leurs fusils au sortir de la ville, ne voulant pas les déposer en faisceaux, et témoignant ainsi toute l'indignation que les bévues de leurs chefs excitaient en eux. 40 drapeaux, 60 canons, 3 mille chevaux de cavalerie, furent en outre les trophées de ce grand événement. Au nombre des généraux prisonniers se trouvaient Klenau, Giulay, Gottesheim, deux princes de Lichtenstein dont toutes les pages de notre histoire attestent la valeur et les talents.

J'avais déjà remporté, depuis dix ans, bien des succès éclatants; mais jamais je n'avais joui d'un triomphe pareil à celui d'une armée entière défilant à mes pieds et déposant ses armes, ses drapeaux et ses canons. Placé sur une éminence qui domine la ville et tout le bassin du Danube, je pus contempler à mon aise ce spectacle qui me promettait désormais de si hautes destinées. Mack vint s'y ranger auprès de moi avec d'autres généraux. Pendant que leurs colonnes défilaient, je les consolai des vicissitudes de la guerre; je déplorai l'aveuglement du cabinet qui les avait envoyés à leur perte dans le seul intérêt de l'Angleterre. Tout entier à mes projets de descente, je ne demandais rien à l'Autriche : c'était des vaisseaux, des colonies, du commerce qu'il me fallait. Quel intérêt pouvait-elle donc avoir à détourner mes coups d'une puissance qui causait tous les malheurs du con-

[1] Sous prétexte de paralyser le corps de Ney à Ulm, Mack semblait impatient de mettre le sceau à son humiliation, et anticipa de six jours la reddition, qui rendait disponible les corps de Soult, de Marmont, la garde et Napoléon lui-même. D'ailleurs il était absurde d'imaginer que Ney seul eût suffi avec 25 mille hommes pour en investir 30 mille dans une place d'une étendue considérable, et à cheval sur le Danube.

tinent? Jusque là c'était à merveille ; mais, entraîné par mon sujet, j'accompagnai cette allocution de menaces indirectes contre la maison impériale : « Tous les empires ont « une fin, lui dis-je, et l'empereur doit frémir à la seule pensée que le temps de la « maison de Lorraine pourrait être venu. » J'avais quelque droit d'être superbe, après des événements si glorieux, uniquement dus à l'habileté de mes combinaisons ; mais ce sentiment n'entrait pour rien dans mes discours. Je voulais imprimer la terreur à Vienne et y dicter la paix. J'ai toujours été plein de confiance dans ma supériorité, mais l'orgueil ne m'a point aveuglé. Toutefois cette sortie faite dans un but pardonnable péchait par la forme, et je sentis que j'aurais pu m'en dispenser.

Sort des débris de l'armée de Mack.

De toute l'armée de Mack, le corps de Kienmayer, l'archiduc Ferdinand avec 3 mille chevaux, et la division Jellachich, avaient seuls pu se soustraire à la destruction ; encore la dernière, échappée d'Ulm sur la route de Fussen, étant demeurée à la garde de ces défilés du Tyrol, ne tarda-t-elle pas à y être enveloppée.

L'archiduc, après avoir abandonné Werneck à son sort, suivit d'abord le chemin de Nuremberg, puis se rabattit ensuite sur l'Altmuhl et Donawerth pour gagner la route de Cham. Il fit suivre le chemin de Nuremberg à son arrière-garde afin de tromper Murat, parvint ainsi à lui faire perdre ses traces, et rentra en Bohême avec 2 à 3 mille chevaux.

La postérité, plus éclairée que nous sur les combinaisons de Mack et du cabinet de Vienne, départira à chacun d'eux la portion de blâme qui leur appartient. On a dit que Mack avait au milieu de son armée un parti puissant qui lui en voulait, qu'il fut contrarié et mal obéi, qu'on dissémina son armée malgré lui. Tout cela est fort possible ; mais un général en chef ne doit pas consentir à être l'instrument de la perte de son armée ; quand on le place entre le déshonneur et la gloire, entre le salut de l'état et la perte de son armée, il doit savoir prendre un parti digne de lui. Mack, confiné dans Ulm, aurait dû au moins tenter de sortir pour suivre Jellachich vers Fussen : il est toujours temps de capituler honteusement sans brûler une amorce.

Une armée de 80 mille hommes se trouvait ainsi détruite comme d'un coup de baguette, sans grande bataille et sans qu'il m'en eût coûté six mille hommes. Le début de la campagne était brillant ; mais rien n'était décidé, si nous ne parvenions à battre les Russes qui arrivaient à marches forcées au secours de leurs alliés. Avant même que Mack eût remis Ulm, je fis partir Soult pour Landsberg et Munich ; Lannes et Murat prirent la même direction aussitôt après la défaite de l'archiduc Ferdinand.

La Prusse menace de se joindre à la coalition.

Malgré tous nos succès, ma position allait devenir plus compliquée. Le Roi de Prusse, qui avait ordonné dès le 8 septembre de mobiliser 60 bataillons et autant d'escadrons pour faire face aux Russes sur la Vistule, venait de recevoir la nouvelle de la violation de son territoire d'Anspach par nos troupes. Aussitôt sa politique de dix ans est renversée ; un cri général de vengeance s'élève dans toute la monarchie. Le cabinet prussien ordonne la formation de quatre corps à Hof, Hildesheim, Munster, la réserve à Berlin. Une division entre dans le Hanovre abandonné par les troupes de Bernadotte, et y rétablit le gouvernement de l'électeur ; en même temps des notes me sont adressées pour demander satisfaction

de la violation du territoire. Toutefois l'entière destruction de l'armée de Mack suspendit un moment cette ardeur guerrière.

J'avais bien un peu compté sur ce résultat; je me croyais certain du succès de mes opérations, dès que Mack était resté vers Ulm, et je pensais, en autorisant la marche de mes troupes, que j'aurais toujours le temps et les moyens de satisfaire Frédéric Guillaume, si mon plan réussissait.

Je dirige toutes mes forces sur l'Inn.

Pour dissiper l'orage qui s'amoncelait de nouveau autour de nous, il était plus urgent que jamais de profiter des immenses avantages que je venais de remporter, et de l'ascendant qu'ils devaient me procurer sur la première armée russe qui, par le désastre de celle de Mack, allait se trouver livrée à nos coups comme elle. En effet, Kutusof venait d'arriver avec 40 mille hommes à Braunau sur l'Inn, où il recueillit la colonne de Kienmayer que Bernadotte et Wrède avaient poursuivie et entamée dans deux combats. Le général Merfeldt s'était réuni à elle avec quelques renforts et en avait pris le commandement. Le premier mouvement des ennemis fut de se reporter en avant sur Haag; mais la nouvelle de la capitulation d'Ulm ne les laissa pas longtemps dans la douce illusion de reprendre l'offensive.

Je n'eus pas plutôt achevé l'expédition des prisonniers pour la France, et ordonné les travaux pour faire mettre Augsbourg à l'abri d'attaque avec une belle tête de pont sur le Lech, que je me rendis en poste, le 24 au soir, à Munich. Après y avoir passé trois jours, je courus sur l'Inn dans l'espoir assez fondé de détruire Kutusof comme son prédécesseur. Sans doute je m'attendais à plus de résistance; mais la disproportion de moyens était telle que je ne pouvais mettre aucun doute dans le résultat. Soult et Marmont avaient pris également le chemin de l'Inn. Lannes, que la capitulation de Werneck avait rendu disponible, se rabattit bientôt sur la Bavière, et Murat même, bien qu'il eût couru jusqu'à Nuremberg après les débris du prince Ferdinand, se rejeta avec son activité ordinaire par Neumarck sur Ratisbonne, et arriva presque aussitôt que moi sur l'Inn.

Passages de l'Inn et de la Salza.

Augereau avait passé le Rhin à Huningue le 26 octobre : je laissai à ce maréchal et à Ney le soin de détruire les corps restés en Tyrol, de concert avec la division bavaroise du général Deroi. Tout étant prêt pour le passage de l'Inn, nous nous ébranlâmes, le 28 octobre, sur trois colonnes. Bernadotte, soutenu de Marmont, passa à Wasserbourg et se dirigea sur Saltzbourg dont le corps de Merfeldt avait pris la défense. Davoust trouva les Russes au pont de Muhldorf qu'ils brûlèrent; il le fit rétablir, et atteignit la Salza à Burghausen dont il fallut également réparer le pont détruit, ce qui donna aux alliés le temps de gagner deux journées d'avance. La réserve et Soult suivaient la même route. Lannes, à la gauche, marcha de Landshut sur Braunau. Partout l'ennemi, pénétré du danger auquel il s'exposerait en engageant une affaire générale, décampa à l'approche de nos colonnes après quelques coups de canon échangés. Il évacua sans coup férir la place de Braunau, dont l'enceinte bastionnée n'avait pas même été armée, tant les Autrichiens se croyaient sûrs d'envahir la France plutôt que de nous voir à Vienne. C'était un excellent poste pour servir de base sur l'Inn, de concert avec Saltzbourg, qui est également pourvue d'un corps de place respectable, quoique dominé. Nous pouvions dès lors considérer

la Salza et l'Inn comme une excellente base d'opérations, puisque la Bavière, Ulm, Ingolstadt et tout l'intervalle jusqu'au Rhin, étaient à nous ou pour nous.

Passage de l'Inn, de la Traun.

La Salza et l'Inn franchis, Murat prit la tête de la poursuite avec sa cavalerie; le 29, il eut un engagement à Ried avec l'arrière-garde de Kienmayer; le 31, une affaire plus sérieuse eut lieu à Lambach : nous nous y trouvâmes pour la première fois aux prises avec l'infanterie russe; un corps de 4 mille hommes voulut tenir en-deçà de la Traun pour donner le temps aux équipages de passer ce défilé. La division Bisson les assaillit; le 17e de ligne avait à se venger de la Trebbia et le fit avec gloire : il trouva néanmoins des adversaires dignes de lui; ce ne fut qu'après un rude combat dans lequel Bisson fut blessé que l'ennemi, voulant se mettre en retraite, se vit culbuté avec une perte notable.

Observations relatives à ma marche sur Vienne.

Je résolus de continuer sans désemparer ma marche sur Vienne. Des Aristarques m'ont blâmé; ils voulaient que je restasse sur l'Inn pour y reprendre de nouvelles forces : ils ne rougissent pas de nommer ma marche sur Austerlitz une extravagance. Le principal motif qu'ils en donnent, c'est qu'une armée prussienne menaçait de se porter sur le haut Danube. N'en déplaise à ces messieurs, j'ai toujours su compter les marches. Il faut du temps à une armée pour venir de Berlin à Ulm, surtout quand cette armée a commencé à faire face aux Russes sur la Vistule, et qu'engourdie par vingt ans de paix, elle n'est pas mobilisée. La règle de guerre la plus incontestable c'est de frapper un ennemi qui n'est pas en mesure. Kutusof était venu au-devant de mes coups, il fallait l'en punir. En restant sur l'Inn, j'aurais permis à l'archiduc Charles, à Ferdinand, à Kienmayer, à Kutusof de se réunir dans la haute Autriche avec l'armée d'Alexandre, et 200 mille hommes me fussent tombés sur le corps, bien pourvus de tout : sans compter encore les Prussiens, que ma position sur l'Inn n'eût point empêchés de s'avancer sur le haut Danube. Ne valait-il pas autant me conseiller de revenir à Strasbourg? En effet, si j'étais resté à Passau, rien ne se fût opposé à ce que le duc de Brunswick ne marchât par Nuremberg sur Ulm. Le remède à une telle opération, c'était ou de décamper derrière le Rhin, ou de prévenir l'ennemi en attaquant les Russes : l'un était honteux, l'autre glorieux; il n'y avait pas à balancer. J'ai mieux jugé que mes censeurs, en sentant que mon intérêt était de battre successivement des corps si éloignés. J'étais supérieur dans les batailles, je devais les chercher. Si je perdais une affaire, je pouvais évacuer jusqu'au Danube, ou m'en remettre à la médiation de la Prusse, que j'aurais alors rendue arbitre des négociations.

En occupant Vienne, je faisais trembler Berlin; je profitais des ressources immenses de l'Autriche; je rompais tout concert entre l'armée russe et l'archiduc Charles; j'étais maître de tous les mouvements. Il faut que l'envie de dénigrer soit bien forte pour tirer des conclusions aussi fausses que celles des détracteurs de ce projet. Si les Prussiens marchaient en Souabe, l'archiduc Charles sur la haute Autriche, et l'empereur Alexandre sur le Danube, se poster sur l'Inn, c'eut été choisir le point où ces trois masses pouvaient concerter leurs opérations et leur assigner un point commun. Passe encore qu'on eût conseillé cette position, si le motif eût été de se mettre à l'abri d'être tourné par les Prussiens; mais on serait

tourné sur l'Inn aussi bien qu'à Vienne, dès que l'ennemi se placerait sur le haut Danube et sur les communications avec la France. D'ailleurs, lorsque ma marche sur Vienne fut décidée, j'ignorais encore le parti que prendrait la Prusse. Elle criait très-haut ; mais quand on veut la guerre, on fait moins de bruit, et je savais qu'au fond elle désirait atteindre son but par des menaces. J'avais l'intention de lui offrir une satisfaction convenable ; ce ne fut qu'au milieu de novembre qu'elle parut sérieusement pencher pour nos ennemis.

L'empereur Alexandre se rend à Berlin et traite avec la Prusse.

L'empereur Alexandre, instruit de la sensation produite à la cour de Berlin par l'événement d'Anspach, avait jugé à propos de se rendre dans cette ville, certain qu'il entraînerait, par ses manières séduisantes, un prince qui avait résisté jusque là à toutes les séductions de sa diplomatie. Un traité fut signé le 5 novembre entre ces deux puissances, et je n'en eus la certitude qu'à l'arrivée du comte Giulay à mon quartier-général aux portes de Vienne.

Reprenons mon mouvement sur cette capitale. Je suivis avec le gros de mon armée la rive droite du Danube. Deux corps marchaient par les montagnes, autant pour couvrir la marche que pour tourner les fortes rivières qui coupent cette route. Nous serrions l'ennemi de si près que malgré l'excellente position de la Traun, il ne nous arrêta pas une minute, et nous abandonna la ville de Lintz avec son beau pont sur le Danube. Il n'était pas difficile de juger tout le parti que j'en pouvais tirer. Je résolus aussitôt d'y faire passer un corps de 20 mille hommes commandés par le maréchal Mortier [1] avec ordre de descendre la rive gauche, afin de donner de l'inquiétude aux Russes pour leurs communications avec la Moravie, et de les obliger ainsi à nous céder sans combat les fortes positions qui défendent les approches de Vienne. S'ils prétendaient y tenir, ce corps pouvait s'emparer de leurs ponts, les couper entièrement de la Moravie et compléter leur investissement. Pour assurer cette opération, le capitaine de marine Lostanges dut former une flottille considérable de bateaux du Danube, et descendre le fleuve à sa hauteur.

Opérations de Masséna en Italie.

Tandis que mes vastes desseins se succédaient et s'exécutaient ainsi avec une ponctualité qui m'étonnait moi-même, mon armée d'Italie n'avait guère moins de bonheur, et remplissait avec la même précision, la tâche qui lui était dévolue. Les Autrichiens avaient commis trois fautes capitales dans leur plan de campagne : la première, d'engager offensivement leur partie faible ; la seconde, de rester inactifs en Italie avec leur partie forte ; la troisième, d'employer une armée dans le Tyrol, où elle resta spectatrice de la défaite des autres jusqu'à ce que son tour fût venu. L'archiduc Charles devait avoir au-delà de 100 mille hommes sans compter les garnisons et les corps du Tyrol. Il est probable que cette armée ne se trouva pas en mesure à l'ouverture de la campagne, autrement on ne concevrait pas pourquoi elle ne passa pas l'Adige le jour même ou Mack franchit l'Inn. Peut-être l'archiduc dut-il attendre que la

[1] Ce nouveau corps était composé de la division Dupont, qui avait quitté Ney aux affaires d'Ulm, de celle de Gazan, tirée du corps de Lannes, et de la division batave du général Dumonceau, détachée du 2e corps.

jonction de Kutusof et de Mack fût opérée sur le Lech ; mais ce n'en était pas moins une fausse combinaison. *A la guerre, il faut agir partout où l'on se trouve plus en mesure et plus en forces que l'ennemi.* L'archiduc, prenant l'initiative, eût rejeté Masséna derrière le Mincio et peut-être derrière le Pô. Si ce succès n'eût pas sauvé Mack, si même il eût augmenté la distance que le prince aurait ensuite à parcourir pour revenir au secours de la monarchie menacée, il n'en est pas moins vrai que cela eût fait une heureuse diversion dès les premiers jours d'octobre, et que l'archiduc, instruit par le Tyrol des événements d'Ulm, eût pu se rabattre plus à son aise sur la Carinthie sans être pressé comme il le fut. Loin de prendre l'initiative, les Autrichiens en laissèrent l'avantage à Masséna. Les armées étaient séparées par l'Adige, qui, depuis le traité de Lunéville, formait la limite des deux empires ; la ville de Vérone se trouvait coupée en deux ; nous occupions la partie située à la rive droite ; les Autrichiens tenaient l'autre moitié et les châteaux forts : on avait coupé deux arches des ponts.

Instructions données à Masséna.

Au moment du passage du Rhin par mon armée, j'estimai que Mack serait détruit ou forcé à une prompte retraite jusqu'à l'Inn, et que tôt ou tard l'archiduc serait appelé à un mouvement rétrograde. Soit pour lui ôter l'idée de passer l'Adige, soit pour être mieux à même de l'attaquer, j'engageai Masséna à s'emparer de la partie de Vérone appartenant à l'Autriche, à faire rétablir les ponts, et à s'établir à St-Michel dans une position resserrée entre l'Adige et les montagnes, où la supériorité numérique de l'ennemi lui serait peu avantageuse ; à moins qu'il n'osât passer l'Adige plus bas ; ce qui eût été une de ces manœuvres audacieuses, à laquelle nous n'étions point habitués de sa part. Masséna s'acquitta à merveille de cette tâche délicate : il se saisit de Vérone et des ponts le 17 octobre, et déboucha conformément à mes ordres.

L'archiduc, plus occupé de sa sûreté que de la conquête de l'Italie, avait fait hérisser de retranchements la célèbre position de Caldiero et de Colognola, formée, comme on sait, d'un contre-fort des montagnes du Tyrol, qui vient barrer la route de Vicence et s'abaisse insensiblement jusque vers l'Adige. Ces hauteurs, hérissées de vignobles, d'arbres, de rochers, et de redoutes, semblaient inexpugnables : Masséna resta en présence du 18 au 29 octobre ; et l'archiduc, voyant que les événements de Souabe renversaient tout espoir de succès en Italie, ne jugea pas même devoir sacrifier des hommes pour le rejeter du moins au-delà de l'Adige.

Passage de l'Adige. — Bataille de Caldiero.

Masséna, instruit enfin le 28 de la capitulation d'Ulm et de la destruction de l'armée de Mack, s'apprêta à exécuter mes instructions, et le fit avec autant d'audace que d'habileté. Ne voulant pas que l'archiduc lui dérobât quelques marches à la faveur du poste redoutable qu'il occupait, il refoula les postes avancés le 29 et osa l'y attaquer dès le lendemain. Convaincu que tout espoir sur le centre serait inutile, il imagina de tourner la gauche en faisant passer l'Adige à la division Verdier renforcée près de Zevio, tandis qu'à l'extrémité opposée Molitor gagnerait les montagnes. Masséna, avec les divisions Duhesme et Gardanne, attaqua Caldiero (la division Serras à l'extrême gauche gardait Rivoli et l'espace entre le lac de Garda et l'Adige). Assaillir 80 mille hommes retranchés, avec 40 mille, était plus que téméraire ; et pour-

tant il faillit réussir. Verdier ne put pas exécuter son passage; Molitor fut ramené après des efforts héroïques. Nos soldats électrisés par les nouvelles d'Ulm, voulaient montrer qu'ils ne le cédaient pas à ceux de la grande armée. Le centre combattit avec fureur. Les Autrichiens débouchèrent offensivement entre leurs ouvrages avec une forte masse d'élite. Masséna la fit mitrailler sur la tête et assaillir sur les flancs: exposée à des pertes cruelles, sans pouvoir enfoncer nos braves, elle fut forcée à la retraite et entamée : le carnage ne finit qu'avec le jour.

Le lendemain, Verdier, plus heureux, termina son passage; mais, isolé au milieu de l'ennemi, il s'estima heureux de venir se joindre à la division Duhesme, non sans avoir été vigoureusement assailli et harcelé par la gauche des Autrichiens. Le 31, il y eut répétition de ces scènes sanglantes, glorieuses pour les deux partis, mais dont le résultat ne fut pas proportionné au dévouement et à l'animosité des combattants. Nos troupes couchèrent ces trois jours, pour ainsi dire, au pied des remparts ennemis. Cette affaire nous coûta plus de 6 mille hommes; les Autrichiens en perdirent pour le moins autant, car au centre leur grosse colonne avait cruellement souffert: on leur fit 2 mille prisonniers.

Retraite de l'Archiduc.

L'archiduc avait fait filer ses *impedimenta;* il se mit en marche, le 1^er^ novembre, en laissant à Frimont le soin de couvrir la retraite. Pour le favoriser, on poussa la brigade Heister des hauteurs de Colognola dans la direction des châteaux de Vérone.

Dès que Masséna s'aperçut du mouvement de retraite, il se disposa à profiter des sacrifices qu'il avait faits pour ne pas laisser échapper l'ennemi. Frimont fut entamé et poussé derrière la Brenta. La brigade Heister, qui avait outre-passé ses instructions en s'avançant jusqu'au château de Vérone, fut enveloppée et prise au nombre de 4 mille hommes.

Quelle que soit la supériorité numérique d'une armée qui doit faire une retraite par suite d'événements qui se passent loin d'elle, le rôle de son arrière-garde n'en est pas moins pénible, car elle est toujours exposée seule à tous les efforts de l'ennemi; et comme l'armée cherche à accélérer sa retraite, elle n'est jamais disposée à rétrograder pour venir au secours de ses corps engagés. La Brenta, la Piave, le Tagliamento, l'Isonzo, facilitèrent celle de l'archiduc, qui atteignit enfin Laybach, sans avoir été entamé sérieusement, mais toujours serré de si près qu'il n'avait pu mettre dans sa marche toute la célérité commandée par les circonstances. Le seul inconvénient qu'il éprouva fut que les corps de sa droite, engagés dans les montagnes de Sette Comuni et dans les gorges de la Brenta, furent un instant coupés, et durent se rejeter par Bellune et Primolan pour gagner la vallée de la Drave. Un combat d'arrière-garde très-vif eut lieu, le 12 novembre, au passage du Tagliamento. L'archiduc s'y était arrêté pour décider s'il marcherait par Tarvis et Villach afin de joindre l'archiduc Jean et de se diriger avec lui sur Saltzbourg; mais les nouvelles de notre impétueuse course sur Vienne le décidèrent à prendre la route de Laybach. L'archiduc avait jeté dans Venise une forte garnison qui, par sa position avantageuse, pouvait donner de grandes inquiétudes à Masséna. Le corps de St-Cyr, revenu de Naples sur l'Adige, lui donna heureusement le moyen d'observer cette place et de continuer sa marche.

Celle de ma grande armée se poursuivait

avec une ardeur que les fatigues semblaient redoubler, bien que le froid commençât à être assez vif et que depuis Lambach les routes et le sol fussent couverts de neige.

Je reçois à Lintz l'électeur de Bavière et le comte Giulay.

J'avais séjourné deux jours à Lintz pour plusieurs motifs : le premier, d'y faire passer Mortier avec le corps dont on a déjà parlé ; le second, d'attendre l'électeur de Bavière. Nous avions couru avec tant de vélocité que ce respectable prince, réfugié comme on sait à Wurtzbourg, ne m'avait plus trouvé à sa rentrée à Munich. Il vint me féliciter de triomphes auxquels il prenait bien sa part, et se concerter en même temps avec moi. Je l'engageai à réunir quelques détachements pour observer la frontière occidentale de Bohême de concert avec Baraguey d'Hilliers. La division Deroy, chargée de réduire Kufstein, devait ensuite prendre possession du Tyrol conjointement avec le corps de Ney.

Un point plus délicat réclamait toute ma sollicitude : les Russes, les Anglais, les Suédois, venaient de débarquer en Hanovre, et la Prusse, loin de nous couvrir de ce côté, prenait une attitude menaçante. Nous n'avions dans ces contrées que la seule garnison de Hameln, et il était à craindre que la Hollande ne devînt le point de mire des coalisés. J'annonçai hautement l'organisation d'une armée du Nord, dont mon frère Louis prendrait le commandement, et qui serait composée de six divisions, indépendamment du corps d'Augereau qui abandonnerait la Souabe pour prendre par Mayence la route des Pays-Bas. Je fis même répandre le bruit que j'allais arriver à Amsterdam et préparer un palais pour me recevoir.

Propositions d'armistice.

Enfin, je reçus aussi à Lintz un message de l'empereur d'Autriche : ce prince, instruit par le comte Giulay de ce qui s'était passé à Ulm, de ma conversation avec Mack, de la démoralisation de ses armées, des désastres causés au pays par la guerre, me renvoya ce général pour demander un armistice et me proposer la paix. L'empereur vint à Molck afin d'accélérer la conclusion de cette affaire. La démarche pouvait être sincère, mais j'avais des motifs d'en douter. Comment accorder une suspension d'armes qui eût permis aux alliés de réunir leurs trois armées sur le Danube, et donné le temps à la Prusse d'entrer en Bohême ou en Bavière? Comment croire à la sincérité d'une démarche pacifique dans de telles circonstances et avec de tels résultats? Pour m'inspirer une confiance aussi aveugle, il n'existait qu'un moyen, celui de me donner par l'armistice même des gages certains, en convenant de suite des préliminaires de paix, et en éloignant les armées dont la réunion pouvait devenir menaçante pour moi, si je ne profitais des avantages de ma position pour l'empêcher. J'exigeai que les Russes retournassent en Pologne, que l'Autriche licenciât les levées en masse de la Hongrie, et me cédât Venise et le Tyrol : sans cela, je serais forcé de continuer mes opérations sur Vienne.

On fut étonné de ces propositions, comme si j'avais dû quitter mes camps de Boulogne, voler avec 150 mille hommes sur l'Inn, et détruire une puissante armée autrichienne, pour m'en retourner sans avantages, ainsi que j'étais venu. Certes, si l'Autriche avait voulu quitter à l'instant les rangs ennemis pour se placer au nombre de mes alliés et renouveler le traité de 1756, avec les changements commandés par les circonstances, j'aurais été injuste de la dépouiller ; j'aurais

dû lui laisser le Tyrol et Venise. Mais ce n'était pas le cas : l'Autriche quittait la coalition pour avoir le temps de se refaire et d'attendre un moment plus opportun de recommencer la guerre. Peut-être eussé-je dû ajouter à la demande de ces deux provinces la proposition d'agrandir ensuite l'Autriche, si elle voulait renouveler l'alliance. Dans le fait, ces conditions, bien qu'elles ne fussent point hors de proportion avec mes succès, parurent un peu dures au cabinet de Vienne, qui attendait le secours de la grande armée russe, celui des archiducs Charles et Jean, sans compter l'appui que la Prusse promettait à la coalition. Au reste, cette négociation ne retarda pas une minute notre marche.

Opérations de Murat et Davoust.

L'ennemi nous avait abandonné l'Enns ; Murat, Lannes et Soult le poussèrent vivement sur Amstetten. Ici le prince Bagration tint avec opiniâtreté (6 novembre) pour donner à Kutusof le temps de filer. Un combat s'engagea corps à corps dans les bois entre les grenadiers russes et ceux d'Oudinot. Nos soldats, plus intelligents, plus impétueux, plus alertes et mieux armés, triomphèrent de l'opiniâtre acharnement de leurs vaillants adversaires : ceux-ci, forcés à la retraite, furent enfoncés par les housards, qui ramenèrent quelques centaines de prisonniers écharpés. Murat les poussa, le 7, jusqu'à Molk, d'où l'empereur d'Autriche venait à peine de partir.

La vallée du Danube, resserrée au sud, comme chacun sait, par les montagnes du Tyrol et de la Styrie, n'offre qu'une seule grande route depuis Lintz : elle suit le Danube plus ou moins près de son cours. Un chemin latéral va par le pied des montagnes sur Steyer et Waydhoffen ; mais ici il se rabat à gauche vers St-Polten et rejoint la grande route, afin d'éviter la chaîne sauvage des Wilde Alpen dont un contrefort forme le Wiener-Wald, chaîne boisée qui coupe la vallée transversalement jusqu'au Danube entre St-Polten et Vienne. La première de ces villes est située ainsi en-deçà du Wiener-Wald et à l'ouverture des défilés ; une arête assez rude, encaissée par la rivière de Trasen, offre à une armée la meilleure position pour couvrir Vienne de ce côté. Tous les rapports annonçaient que l'ennemi y recevrait bataille, d'autant plus que la seconde armée russe pouvait venir le joindre par Krems. Afin de tourner la position, je portai Davoust, Marmont et Bernadotte sur le chemin de Steyer ; mais, instruit de la difficulté du chemin et du défaut de ressources pour l'armée dans un pays si sauvage, le dernier dut revenir dans la vallée du Danube, Marmont reçut l'ordre de descendre de Steyer sur Léoben, et Davoust de continuer sa marche jusqu'à Lilienfeld pour se rabattre sur Vienne. Ce maréchal gravissait, le 8 novembre, avec peine les montagnes rocailleuses qui séparent St-Gaming de Mariazell, véritable patrie des chamois dont elles portent le nom, lorsque son avant-garde donna inopinément sur les colonnes de Merfeld qui avait pris le chemin de Léoben, sans doute de peur de tomber vers St-Polten au milieu de mon armée. Fondre sur sa colonne, la couper en deux, en refouler une partie sur Neuhaus, et faire mettre bas les armes à 3 mille hommes, fut pour les braves du 1er corps l'affaire d'une heure. Les débris de Merfeld regagnèrent Neustadt dans la plus grande confusion.

Kutusof passe le Danube à Krems.

La bataille sur laquelle je comptais à St-Polten n'eut pas lieu. Kutusof, dont les troupes étaient harassées et réduites à 35

mille hommes, jugea avec raison qu'en passant le Danube à Krems, il se débarrasserait d'une poursuite importune qui lui coûtait chaque jour ses plus braves soldats, et abrégerait en outre de quatre marches le chemin qu'il avait à faire pous gagner Brinn. Il repassa donc le fleuve à Mautern, le 9 novembre, sur un beau pont de 28 arches en bois, le seul qui existe entre Lintz et Vienne, et qu'il incendia après lui. Murat ne trouvant plus d'ennemis n'en continua qu'avec plus d'ardeur sa marche au-delà de St-Polten, et poussa, le 10, jusqu'à Burkersdorf, à quatre lieues de Vienne. Soult, qui n'avait pas eu d'ordre de dépasser St-Polten, se laissa entraîner à sa suite jusqu'à Sigartskirchen. J'étais resté avec mes gardes à Molck. Bernadotte, revenu de Steyer, arrivait à St-Polten.

Affaire de Dirnstein.

Kutusof, débarrassé pour l'instant de nous, allait avoir affaire à Mortier, qui longeait, comme on se le rappelle, la rive gauche du fleuve depuis Lintz. Ici les chances étaient pour le général russe, car il savait qu'il allait combattre, avec la masse de ses forces, un corps isolé que sa marche rapide avait encore morcelé. Mortier, uniquement préoccupé du désir d'entamer l'ennemi lorsqu'il passerait le Danube pour prendre le chemin de la Moravie, débouchait le 11 novembre avec vivacité des défilés de Dirnstein, dont le château est devenu célèbre par la détention de Richard Cœur-de-Lion : il n'avait avec lui que la division Gazan et une brigade de dragons; la division Dupont le suivait à une marche, et les Hollandais encore plus loin.

Après avoir passé Dirnstein, Mortier rencontra l'avant-garde de Miloradowich qu'il poussa jusqu'aux portes de Stein : mais ce succès, qui lui valut quelques centaines de prisonniers, le menait à sa perte; car au même instant la division Doctorof, conduite par le général Schmidt, le plus habile des chefs d'état-major autrichiens, descendait par les montagnes derrière Dirnstein, et lui fermait la porte de ce terrible défilé, en même temps que le général Essen renforçait Miloradowich avec ses réserves et se jetait de front sur le plateau de Loïben : un miracle seul pouvait le sauver. Mortier s'était rendu au-devant de la division Dupont, à laquelle il avait ordonné d'accélérer sa marche : en revenant à celle de Gazan, il trouva l'ennemi devant et derrière elle, et eut beaucoup de peine à la rejoindre en mettant l'épée à la main.

Placé dans l'alternative de se faire jour ou de mourir, il se décida à se frayer une issue. La chose n'était pas facile : le chemin de Loïben à Dirnstein passe entre deux hautes murailles qui occupent une partie du profond défilé formé par les montagnes et le Danube; les bataillons de Doctorof, massés dans ce gouffre en colonne très-profonde, n'offraient guère le moyen de les enfoncer; on ne pouvait passer que très-difficilement à droite ou à gauche à cause des montagnes et du fleuve. Le major Henriod, à la tête du 100e régiment, se précipite sur la tête de la colonne ennemie; on s'égorge à la baïonnette : deux de nos pièces chargées à mitraille battent entre les murs dans tout le prolongement, et font d'autant plus d'effet que les Russes, n'ayant pu traîner un seul canon avec eux, n'ont d'autre arme que leur baïonnette. Le général Schmidt est frappé à mort par une de ces décharges. Doctorof n'était pas homme à lâcher facilement prise; mais bientôt la brigade qu'il a détachée en amont du Danube pour assurer ses propres communications dans ce coupe-gorge est attaquée par la division Dupont. Doctorof se trouve ainsi

lui-même entre deux feux, dans la situation où il comptait placer Mortier ; il ne lui reste que peu de minutes pour s'écouler par le ravin qu'il a suivi en descendant des montagnes ; car, si Dupont pénètre jusqu'à l'entrée de ce ravin, c'en est fait de la colonne russe, qui n'a point d'artillerie et ne saurait lutter. Elle se met en retraite en toute hâte ; Mortier refoule son arrière-garde avec une facilité qui le surprend, et à peine a-t-il dépassé Dirnstein qu'au lieu d'ennemis il rencontre la colonne de Dupont. On peut aisément se dépeindre l'effet électrique que dut produire sur nos soldats la vue de leurs camarades et de leurs libérateurs ! Mais ceux qui se sont trouvés à la guerre dans des situations pareilles peuvent seuls en apprécier tout le charme. Cette jonction mit Mortier en état de repousser Essen et Miloradowich qui le pressaient en queue.

Après une pareille échauffourée, manquant de vivres, de munitions et d'artillerie, mon lieutenant crut prudent de repasser le Danube à Spitz à l'aide de la flottille ; trop heureux d'en être quitte pour la perte de 12 à 15 cents hommes. Ce combat n'en coûta pas moins aux alliés, qui firent une perte plus sensible dans la personne du général Schmidt, l'ami, le compagnon d'armes de l'archiduc Charles : il tomba en brave à l'attaque de Loïben.

Nous entrons à Vienne.

Cet événement ne changeait en rien l'état des affaires. Je l'avais en quelque sorte prévu ; car, arrivé à Molck, j'arrêtai Murat et Lannes qui, outre-passant mes instructions, couraient sur Vienne plus vite que je ne le voulais : je fis même rétrograder Soult de Sigartskirchen à Mautern ; Bernadotte demeura à Molck. Mais dès que j'appris à St-Polten, le 12, l'issue de cette affaire, et le retour de Mortier à la rive droite, je mesurai promptement ce qui me restait à faire. La position avancée de Murat sur Vienne, la certitude qu'aucun corps ennemi ne couvrait l'approche de cette ville, me donna l'espoir d'y entrer brusquement, d'y surprendre les immenses ponts du Danube, de déboucher par la route de Moravie, avant que Kutusof ne pût la gagner de Krems.

J'étais stimulé de plus en plus par le retour du comte Giulay à mon quartier-général (12 novembre) ; au lieu de m'apporter l'adhésion de son souverain, aux conditions que je lui avais proposées, il venait m'annoncer que la Prusse s'était enfin décidée, le 3 novembre, à faire cause commune avec les Russes et les Autrichiens. Je connaissais la lenteur et l'irrésolution de ce cabinet ; j'étais en mesure de frapper un grand coup et de porter la terreur en Europe en m'emparant de Vienne ; cela suffirait pour détourner l'orage. D'ailleurs l'occupation de cette capitale forcerait l'archiduc Charles à se diriger vers la Hongrie et ouvrirait ma communication avec Masséna ; dès lors je n'avais point à m'inquiéter de celle de Souabe si les Prussiens la menaçaient.

Pour réussir dans un si hardi dessein, il fallait un concours de circonstances inouies ; la fortune me servit au-delà de toute espérance. Je portai, le 13, mon quartier-général à Burkersdorf ; Murat et Lannes arrivèrent devant Vienne, conformément à mes instructions.

État de cette ville.

Bâtie dans le superbe bassin formé au sud par les Alpes de Styrie, à l'est par les monts Crapacks, et à l'ouest par le mont Bisamberg, par la chaîne de Bohême et les montagnes secondaires de la haute Autriche, Vienne est peut-être, après Constanti-

nople et Naples, la capitale la plus agréablement située de l'Europe. Ayant servi longtemps de boulevard à l'Allemagne contre les rois de Hongrie et les Turcs, elle avait toujours été place de guerre et bien fortifiée. Prise par les Hongrois au milieu du XIII^e^ siècle, elle avait dès lors résisté à tous ses ennemis : chacun sait le fameux siége qu'elle soutint, en 1683, contre les Turcs, où, malgré la vaillance de ses défenseurs, commandés par le comte de Stahremberg, elle eût succombé sous les coups du visir Kiuperli, si les Polonais, conduits par le grand Sobieski, n'avaient volé à son secours, et défait entièrement l'armée ottomane dans une grande bataille sous les murs mêmes de la ville. Cet événement, qui sauva l'Europe du croissant, comme Charles Martel l'avait délivrée des Maures dans les plaines de Tours, eût mérité aux Polonais plus de reconnaissance de la part de l'Autriche. L'ancienne enceinte de Vienne était fortement bastionnée, même du côté du rivage du Danube : elle contient environ 100 mille habitants; mais d'immenses faubourgs, construits à mesure de l'accroissement de la population, en contiennent le double et l'entourent dans un espace de plus de 8000 toises. On les avait couverts de lignes retranchées, sans doute pour les garantir contre les incursions des Turcs, si le cas se représentait. Ces lignes d'un mince relief, avec un fossé insignifiant, n'étaient pas à défendre; mais l'enceinte de la place eût exigé une attaque régulière : toute mon armée n'eût rien pu contre elle sans artillerie de siége. Vienne était, avec Prague, le grand arsenal de la monarchie autrichienne; et, à l'exception des arsenaux anglais, il n'en existait aucun aussi considérable en Europe. Il s'y trouvait 2 mille pièces en bronze, dont 600 du calibre de siége, 100 mille fusils, etc.

Murat surprend les grands ponts du Danube.

Le corps de Merfeld avait traversé la ville pour se retirer sur la gauche du Danube : son arrière-garde tenait le pont pour la destruction duquel on avait tout préparé. Si cette arrière-garde, réunie à la milice de Vienne, eût levé les ponts-levis et garni les remparts, il nous eût fallu passer le Danube ailleurs et renoncer à ces immenses captures : d'ailleurs ce passage n'est pas chose facile, et demande du temps et des moyens que nous n'avions pas sous la main.

L'empereur François, en quittant Molck, n'avait fait que traverser Vienne pour se rendre à Presbourg, et après avoir clos ici les séances de la diète hongroise, il en était reparti pour Brunn, afin de rejoindre l'empereur Alexandre dont l'armée devait s'y concentrer. Le monarque autrichien avait recommandé les habitants de sa bonne ville au comte de Wurbna son grand chambellan qu'il y laissait en qualité de gouverneur : loin d'exciter les Viennois à imiter leurs ancêtres, ce bon courtisan leur prêchait la soumission, et menaçait même de punir ceux qui oseraient songer à des résistances partielles capables de troubler le bon ordre. D'un autre côté, la plus grande partie de la noblesse s'était réfugiée en Hongrie. La tendre sollicitude d'un prince pour sa capitale et pour ses habitants est une fort belle chose; mais est-elle le premier de ses devoirs? Les homélies pathétiques de M. Wurbna étaient-elles bien de saison quand une résistance de dix jours eût pu sauver la monarchie?

Avec de telles dispositions, nous ne devions pas éprouver grand obstacle; aussi la régence, sans même attendre notre sommation, s'empressa-t-elle d'envoyer au-devant de moi le comte de Zinzendorf pour me proposer la reddition de Vienne. Murat avait déjà l'ordre d'accélérer sa marche.

Le 13, au point du jour à l'approche des dragons de Sébastiani, les portes s'ouvrent : nos soldats traversent étonnés cette superbe cité; les grenadiers d'Oudinot suivent; on court au pont; l'état-major fait des signes à l'officier d'artillerie, placé avec une pièce au milieu du pont pour défendre l'approche, et donner, quand il en serait temps, le signal de la destruction.

Le bruit de la mission pacifique du comte Giulay s'était répandu, l'officier et le prince d'Auersberg croient qu'on parlemente et que l'armistice est signé [1]; les nôtres approchent, on entoure l'officier et sa troupe, la colonne est sur le pont. Le prince d'Auersberg, désabusé, n'a plus de ressource que dans la fuite, et nos soldats, plus étonnés encore de la facile conquête de ce magnifique pont de 250 toises que de celle de Vienne, le franchissent à la course afin de poursuivre l'ennemi. Le prince d'Auersberg fut jugé par un conseil de guerre; mais son incurie avait causé un mal irréparable.

Instruit à Burkersdorf de cet étrange événement, je cours à minuit reconnaître le pont, et juger de ce qui me reste à faire; j'y passe la nuit au bivouac; je presse l'arrivée de mes troupes; je lance Murat par Stockerau sur la route de Znaïm, et je reviens avec ma garde établir mon quartier-général dans le beau palais de Schœnbrunn, le Versailles de l'Autriche.

Situation critique de Kutusof.

Kutusof, parti le 13 de Krems pour gagner la grande route de Moravie, apprit le lendemain le passage du Danube et la marche de Murat. Il se trouvait alors engagé entre les deux routes qui de Vienne et de Krems mènent à Znaïm, situation d'autant plus difficile que pour le harceler en queue, j'avais ordonné à Mortier et à Bernadotte de passer le Danube à Mautern à l'aide de la flottille.

Le général russe avait peu d'espoir de gagner, avant Murat, la route directe par Hollabrum, et, s'il y parvenait, Mortier pouvait encore forcer de marche et arriver par Schrattenthal à Znaïm en même temps que l'ennemi. Kutusof prit promptement son parti : il jeta Bagration avec un corps d'élite sur Hollabrum avec ordre de tenir jusqu'à la dernière extrémité, et il prit la traverse directe sur Schrattenthal.

Tenir avec 9 mille hommes contre Murat et Lannes, à deux journées en avant de l'armée, était une tâche épineuse; pour surcroît d'embarras, le général Nostitz, qui couvrait la retraite du corps autrichien sur Znaïm, sommé par Murat de se séparer des Russes sous prétexte qu'un armistice était conclu, le croit avec une inconcevable simplicité, et livre la route à nos colonnes de cavalerie, qui se présentent brusquement et à l'improviste devant Bagration : elles sont bientôt soutenues par les grenadiers d'Oudinot; un combat des plus rudes s'engage; les Russes débordés se mettent en retraite sur Schongraben.

Négociation maladroite de Murat.

Murat, qui brûle d'arriver à Znaïm avant Kutusof, puisque de là dépend peut-être la fin de la guerre et la ruine de cette armée, imagine de neutraliser Bagration, comme il a neutralisé Auersberg et Nostitz; il lui envoie un parlementaire, mais cette fois la

[1] Les Autrichiens ont dit qu'on avait en effet envoyé un parlementaire, et que Murat avait affirmé l'existence d'un armistice. Les stratagèmes de cette nature ne sont pas nouveaux, mais, quoique tolérés par l'usage, ils n'en sont pas plus dans le droit des gens pour cela. (*Éditeurs.*)

ruse tourne contre lui. Kutusof se distinguait surtout par une grande finesse : instruit de l'arrivée d'un parlementaire français, il imagine de sauver son armée en envoyant à son tour le général Winzingerode à Murat pour entrer en négociation et conclure un armistice. Winzingerode était aide-de-camp de l'empereur Alexandre ; il prend sur lui de stipuler au nom de ce prince : l'armée russe se retirera en Pologne par étapes ; les Français à cette condition suspendront leur marche sur la Moravie ; les armées respectives resteront jusqu'à ma ratification dans l'état où elles se trouvent. Murat donne ainsi dans le même piége que depuis trois jours il avait tendu deux fois à l'ennemi ; Kutusof ne peut pas sauver Bagration qui est en face de nos védettes, mais il force de marche avec son armée, pendant que le courrier vole à Schœnbrunn demander mon approbation. Mieux avisé que mon lieutenant, et certain qu'il avait été leurré, je le tançai vertement en lui ordonnant d'attaquer.

Combat d'Hollabrun ou Schongraben.

Le corps de Soult ayant rejoint Murat, la perte de Bagration paraissait inévitable : le 16, au soir, nos colonnes se précipitent sur lui ; Oudinot, Vandamme, les dragons de Murat se disputent à l'envi l'honneur d'arriver les premiers. La droite des Russes est débordée, le centre enfoncé, malgré la résistance la plus honorable ; on combat corps à corps dans les ruines fumantes du village de Grund. La gauche de l'ennemi se trouve coupée ; cependant, à la faveur de l'obscurité et d'une surprise, elle s'ouvre un passage à travers nos colonnes, et s'échappe en nous laissant pour trophée un village rempli de morts et quelques centaines de prisonniers. Le tiers du corps de Bagration avait succombé dans cette lutte qui dura jusqu'à onze heures du soir ; mais il eut la gloire de ramener le reste sain et sauf en présence de 40 mille hommes, dont il avait été en quelque sorte entouré.

Kutusof opère sa jonction.

Ayant rejoint Murat, nous arrivâmes, le 17, à Znaïm. Kutusof en était déjà parti pour Brunn, et rien ne s'opposait désormais à sa jonction, qui s'effectua, le 19, à Wischau. Sébastiani poussa l'arrière-garde ennemie et ramassa beaucoup de soldats isolés.

Mesures prises à Schœnbrunn.

J'avais passé deux jours au palais de Schœnbrunn, et ce séjour délicieux n'avait point été pour moi une Capoue, car plusieurs motifs impérieux m'y retinrent, et jamais je ne déployai plus d'activité. Je n'attendais pas seulement des rapports certains sur ce que ferait Kutusof ; j'avais encore à régler l'administration de l'Autriche et à pourvoir aux besoins futurs de mon armée : une contribution de 100 millions fut frappée à cet effet. Outre cela, je me faisais éclairer par Marmont sur la route de Styrie pour apprendre ce que devenaient les armées de l'archiduc Charles et de l'archiduc Jean. J'avais à m'assurer de la Hongrie, royaume puissant, dont la diète venait d'ordonner de grandes levées ; je poussai Davoust sur Presbourg pour en imposer à ce pays. Mortier, avec le 8e corps, vint occuper Vienne. Bernadotte passé à Mautern, marcha sur la Bohême avec le 1er corps et la division bavaroise de Wrède ; ils s'avancèrent sur Iglaw pour contenir l'archiduc Ferdinand qui avait de nouveau réuni 12 à 15 mille hommes. Cette dissémination apparente de mes forces étonnera les tacticiens qui prêchent la concentration des masses ; elle était néanmoins indispensable et une preuve de ma grande habitude de la guerre. Je savais qu'il fallait 10 à 12 jours à

Kutusof pour joindre l'armée russe et se reconnaître après sa pénible retraite. Montrer des corps d'armée à Presbourg, à Iglaw, à Léoben, c'était agir à la fois sur le moral de la nation hongroise, sur l'archiduc Charles qui venait d'Italie, sur l'archiduc Ferdinand qui défendait la Bohême : je rappellerais ensuite mes corps lorsqu'il faudrait frapper. Le sublime de l'art, c'est de savoir se diviser pour poursuivre, agir sur les esprits, tromper l'ennemi ; mais de se réunir quand il faut combattre. Jamais aucun général n'a poussé cet art aussi loin que moi. Pour se convaincre de la rapidité et de l'impétuosité de mon système, il suffit de se rappeler que j'étais, le 18 octobre, à Elchingen traitant avec Mack de sa sortie d'Ulm, et qu'un mois après je me trouvais à Brunn, ayant franchi l'Inn, la Salza, la Traun, l'Enns, le Danube, combattu à Amstetten, à Mariazell, à Krems, à St-Polten, à Hollabrunn.

Mes combinaisons remplirent parfaitement leur but : non seulement Davoust reçut des députés hongrois l'assurance que ce royaume ne troublerait point les opérations de l'armée, si elle ne foulait pas son territoire au-delà de Presbourg ; il y en eut même qui allèrent jusqu'à lui proposer de prendre les armes pour leur indépendance, si je voulais la protéger [1]. Bernadotte explora la route d'Iglaw et s'assura que l'ennemi était hors d'état de nous nuire de ce côté. Marmont fit une utile diversion en faveur de Masséna et facilita ses opérations en occupant Bruck : je savais bien qu'il n'était pas de force à se mesurer avec l'archiduc, aussi n'en avait-il pas la mission ; son but était en montrant à ce prince une tête de colonne dans les montagnes de Styrie, de le détourner d'une marche sur Vienne, et de le déterminer à préférer la route plus longue, mais plus sûre de la Hongrie. J'allongeais ainsi l'intervalle qui le séparait de l'armée russe ; je retardais de beaucoup l'époque à laquelle il pourrait agir de concert avec elle ; c'était un détachement bien employé : enfin, lorsque le temps serait venu, Marmont se rapprocherait de Vienne, y relèverait Mortier, et me permettrait de réunir mes forces entre le Danube et Brunn, pour agir à mon gré sur les deux armées ennemies, ou prendre en retraite la route qui me convenait le mieux. En attendant, Davoust dut porter une de ses divisions à Neustadt, pour soutenir le 2e corps s'il avait une affaire dans les gorges de Sommering.

[1] Après la paix, un des personnages les plus distingués du royaume fut condamné à 21 ans de prison pour avoir fait cette proposition.

Succès de ma pointe sur Vienne et la Moravie.

J'appréciais de plus en plus la sagesse de la résolution que j'avais prise de pousser jusqu'à Vienne et de m'élever ensuite jusqu'en Moravie. Ce second mouvement était la conséquence du premier ; car pour réussir, il fallait élargir l'espace qui séparait les deux armées alliées et agrandir ma base de retraite, en la rendant plus facile sur Passaw. La Prusse n'était point encore en mesure d'agir immédiatement : 1° parce qu'elle attendait les troupes dont elle avait formé le cordon de la Vistule ; 2° parce qu'elle aimait mieux obtenir ce qu'elle désirait par une négociation que par la guerre. Ce cabinet était formaliste ; et, malgré la visite faite par l'empereur Alexandre au tombeau de Frédéric à Potzdam, le roi Frédéric Guillaume ne s'était engagé que conditionnellement. Il voulait essayer une dernière tentative pour m'amener à un arrangement.

Mon armée à Brunn.

Le 20, je portai mon quartier-général à Brunn. En arrivant dans cette ville, je fus stupéfait de voir que les Autrichiens n'avaient

pas même jeté une mince garnison dans la citadelle, bonne place qu'on ne pouvait prendre sans un siége régulier. Je veux bien admettre que l'abus des places trop nombreuses affaiblit les armées agissantes, et ne sauve pas un empire; mais dans la situation des affaires, l'occupation de Brunn était trop importante pour ne pas y laisser 2 à 3 mille hommes qui n'auraient pu être mieux employés. La place n'était pas en état complet de défense, car on ne s'attendait guère à ce qu'elle se trouvât si tôt exposée au milieu de nos bataillons. Toutefois, nous ne pouvions que la bloquer, et il suffisait de la tenir huit jours pour qu'elle remplit sa destination. Les corps de Lannes, Soult et Murat cantonnèrent entre cette ville, Austerlitz et Wischau. Nous eûmes ici quelques jours de repos, les premiers pour ainsi dire dont mes troupes eussent joui depuis Boulogne. Nous avions volé en moins de trois mois des côtes de l'Angleterre au fond de la Moravie, détruit une armée, soumis la capitale de l'orgueilleuse Autriche. Nos soldats trouvaient du vin et des vivres, mais la chaussure était dans un état déplorable, et ils marchaient pieds nus sur la neige. Ce repos était commandé autant par la nécessité de refaire un peu les troupes que par la situation où nos forces respectives se trouvaient. Profitons de ce moment de répit pour ramener notre attention sur ce qui se passait depuis un mois autour de moi; car, entraîné par la rapidité et l'intérêt toujours croissant de ma marche, j'ai différé de parler des opérations des corps secondaires laissés sur nos derrières.

Opérations en Tyrol.

Pendant que je m'avançais avec tant d'impétuosité sur Vienne, Ney et Augereau n'avaient pas obtenu moins de succès dans le Tyrol. On sait que ce pays montagneux, formant comme un bastion dominant l'Italie et l'Allemagne, a toujours été regardé par les Autrichiens comme la clef des deux pays. Ils pensaient que les montagnes rendent maîtres de la plaine; et si cet axiome est vrai en tactique, il m'était réservé de prouver sa fausseté en stratégie. On débouche du Tyrol en Allemagne par cinq routes principales qui traversent la chaîne des Alpes et sont fermées par autant de forts à Feldkirch, Reiti (Fussen), Scharnitz, Leiten et Kufstein. L'archiduc Jean y commandait d'abord 45 à 50 mille hommes; on en avait tiré une partie pour seconder d'un côté Mack en Souabe, de l'autre l'archiduc Charles en Italie. Cependant avec les milices il lui restait bien encore 35 mille hommes. Ney, parti d'Ulm avec 10 mille hommes seulement, se présente vers Scharnitz le 5 novembre [1]. Une division bavaroise menace Kufstein, ou plutôt observe ce fort et couvre la Bavière; Augereau, qui vient de passer le Rhin à Huningue, s'avance par la forêt Noire sur Kempten, où il se trouvera en présence de la division Jellachich sortie d'Ulm la veille du combat d'Elchingen, et qui a cherché son salut dans le Voralberg. Ney, peu accoutumé à compter ses ennemis, veut brusquer le fort bastionné de Scharnitz qui ferme la gorge; il est repoussé. Une de ses colonnes grimpe les rochers, tourne et enlève le petit fort de Leutasch, descend à Seefeld sur les derrières de Scharnitz qui n'est fermé que du côté de l'Allemagne, force la garnison à chercher son salut dans la fuite, fait 5 à

[1] Ney avait détaché la division Dupont, qui suivit dès lors la marche de Murat; il avait employé une brigade à l'escorte des prisonniers. Il ne lui restait que 5 brigades, c'est-à-dire 12 bataillons, 8 escadrons. Il fut rejoint à Inspruck par les 4 bataillons qui avaient escorté les prisonniers.

600 prisonniers, et s'avance ensuite audacieusement sur Inspruck au centre des corps ennemis.

L'archiduc Jean se concentra sur le Brenner, pour couvrir la retraite du corps de Jellachich et du prince de Rohan, qui se trouvaient encore, l'un à Méran, l'autre dans le Voralberg, et auxquels il donna l'ordre de se replier en toute hâte sur Botzen. Ils n'en eurent pas le temps : Jellachich, entouré à Dornbiren par Augereau, fut obligé de mettre bas les armes avec 5 mille hommes, et reconduit en Bohême sous condition de ne pas servir pendant un an. Le prince de Rohan, plus heureux, culbuta d'abord les postes de Loison à Botzen, le 19 novembre ; mais, après avoir dépassé cette ville, il trouva les débouchés sur la Carinthie occupés par les troupes françaises : l'archiduc Jean, craignant pour ses derrières que la retraite du prince Charles découvrait entièrement, avait cru devoir abandonner le Brenner dans la nuit du 15, pour se mettre en retraite par Villach et Clagenfurth sur Cilly, où il fit sa jonction avec son frère. Rohan, isolé au milieu des montagnes du Tyrol, chercha encore à s'échapper du côté de l'Italie, dans l'espoir de gagner Venise en passant derrière Masséna : il descendit par les gorges de la Brenta sur Bassano. Saint-Cyr, qui bloquait Venise, marcha à sa rencontre et le défit à Castel-Franco. Le prince de Rohan, ne se voyant plus de ressources, mit bas les armes, le 24 novembre, avec environ 5 mille hommes. Masséna, qui se trouvait à cette époque sur l'Isonzo, détacha à la hâte sa réserve de grenadiers pour seconder Saint-Cyr dans cette opération : elle arriva lorsque tout était fini. A la suite de ces événements, Augereau vint se placer vers Ulm pour observer la Prusse; Ney remit le Tyrol à une division bavaroise et marcha à Salzbourg.

Simulacre de négociations.

Revenons à mon armée où de plus grands événements se préparaient, et que nous avons laissée cantonnée, du 22 au 28 novembre, entre Wischau et Brunn, à deux ou trois lieues de l'armée russe, qui attendait sous Olmutz l'arrivée de ses gardes et réserves.

J'avais profité de ce temps pour envoyer le 25 le général Savary à l'empereur Alexandre, moins pour lui porter de nouvelles paroles de paix, que pour savoir du moins quelles seraient les conditions que les alliés y mettraient. Les Autrichiens m'envoyèrent en échange MM. de Stadion et Giulay pour avoir de mon côté la mesure de mes prétentions : ils espéraient que l'adhésion de la Prusse, la marche de l'archiduc Charles sur Vienne, et la réunion enfin opérée des forces russes et autrichiennes, me feraient rabattre des conditions que j'avais proposées à Molck. Jamais cependant on n'avait été plus loin de s'entendre, puisque les coalisés ne demandaient guère moins que le fameux projet de Pitt ; ils laissaient seulement entrevoir qu'on daignerait peut-être me laisser la Belgique, mais qu'il fallait évacuer l'Allemagne et l'Italie, tandis que je n'entendais pas seulement garder tout ce que j'avais, mais je demandais encore à l'Autriche les états de Venise pour le royaume d'Italie, et le Tyrol pour les Bavarois. Le canon seul pouvait nous mettre d'accord. Cependant je proposai un armistice; les envoyés de l'Autriche ayant observé que cela dépendait de l'empereur de Russie et qu'ils n'y étaient pas autorisés, je les engageai à se rendre à Vienne où l'on suivrait la négociation.

Le lendemain 28, le comte de Haugwitz, ministre de Prusse, arriva à mon quartier-général : il m'apportait les récriminations de son maître que je connaissais depuis un

mois par toutes les gazettes d'Allemagne : il exigeait satisfaction pour la violation de son territoire et l'évacuation entière du sol germanique. Ces conditions n'avaient rien que je dusse repousser, puisqu'on n'y touchait point la question de l'Italie et de la Hollande : mais ce n'était pas ce que les autres alliés voulaient.

Nous en étions là, quand on vint m'annoncer que l'armée russe venait de lever ses camps d'Olmutz et d'enlever le poste de Wischau qui couvrait nos cantonnements. Je fis sentir à Haugwitz que je devais le quitter pour songer à la sûreté de mon armée, qu'il était probable que nous allions nous battre incessamment, et qu'il serait mieux placé à Vienne près de Talleyrand qu'à mes bivouacs : je l'engageai à se rendre dans cette capitale, en l'assurant d'ailleurs que j'étais prêt à tout faire pour amener un accommodement. Je me disposai à lui préparer une réponse plus catégorique dans les champs d'Austerlitz.

Dispositions provoquées par la marche des alliés sur Wischau.

Les gardes et réserves russes, sous les ordres du grand-duc Constantin, étant arrivées le 25, l'armée ennemie s'était ébranlée le 27 et avait aisément enlevé notre poste avancé de Wischau. Nous n'étions pas en mesure; car la difficulté de nourrir sur place une armée trop considérable m'avait porté à différer jusqu'à la dernière extrémité de concentrer toutes mes forces. D'ailleurs, il était urgent, comme on l'a déjà dit, de tenir la Bohême et la Hongrie en respect, et j'avais calculé qu'à la faveur de Brunn j'aurais toujours trois jours pour attirer à moi les corps de Bernadotte et de Davoust : j'avais tout prévu en leur ordonnant de s'échelonner vers moi de manière à n'avoir qu'une partie du chemin à faire. En conséquence, j'ordonnai à Murat, Lannes et Soult, de lever leurs cantonnements et de les rassembler en arrière vers Brunn, couvrant néanmoins cette place. Bernadotte reçut l'ordre de laisser la seule division bavaroise à Iglaw, et de se rabattre sur moi à marches forcées. Davoust dut accourir en toute hâte sur Nicolsbourg; Mortier devait remettre Vienne à la division Dumonceau du corps de Marmont et se diriger aussi sur Brunn; Marmont lui-même eut l'instruction de quitter Neustadt pour se rapprocher de Vienne.

Lenteur des ennemis.

Les forces que j'avais sous la main le 29 n'excédaient pas 50 mille hommes; les alliés en avaient 80 mille, il leur importait donc de brusquer le dénouement et de me pousser assez vivement pour me forcer à une bataille. Il est vrai que, grâces aux bonnes positions des environs et à la place de Brunn, qu'ils m'avaient si généreusement abandonnée, je n'aurais pas couru bien loin; cependant il n'en était pas moins de l'intérêt de l'ennemi de chercher à m'entamer, ou de me forcer à une affaire : à la guerre, il faut toujours entreprendre ce que l'on peut faire de plus conforme aux principes, c'est la fortune qui fait le reste.

Ils jugent mal mes projets.

Je n'étais pas sans anxiété sur ce que l'ennemi entreprendrait; la réputation d'opiniâtreté des Russes me donnait à penser : ils s'étaient battus à Hollabrun comme du temps de Frédéric à Zorndorf; mais l'empereur Alexandre n'ayant jamais fait la guerre, se défiait trop de lui et de ses généraux dont la plupart n'avaient combattu que les Turcs; il n'était qu'auxiliaire des Autrichiens; ceux-ci connaissaient mieux leur propre pays; il se reposa sur eux du

soin de le guider. C'était tout ce qui pouvait m'arriver de plus heureux; car à la tête de leurs faiseurs se trouvait le même Weyrother que j'avais si bien traité à Roveredo, Bassano et Rivoli, et dont Moreau avait eu si bon marché à Hohenlinden. Les rapports de Savary et les discours d'un aide-de-camp que l'empereur de Russie venait de me renvoyer avec lui, m'avaient déjà donné la mesure de l'expérience de ses conseillers; je vis qu'ils étaient fort disposés à faire des sottises, pourvu que j'eusse l'adresse de leur en fournir l'occasion.

Les alliés manœuvrent autour de ma position.

Dès les premiers pas, ils jugèrent mal la situation des choses. Le reploiement de mon avant-garde leur fit croire que, loin d'oser leur livrer bataille, je ne songeais qu'à m'échapper en me retirant sur Vienne. Pénétrés de cette idée, au lieu de nous aborder franchement, ils s'amusèrent à faire de larges mouvements par leur gauche, et à se jeter dans des chemins de traverse avec l'intention de me couper la route de Vienne. C'était une faute bien gratuite; car avec un peu de réflexion, ils eussent dû penser que je ne m'exposerais pas à diriger ma retraite du côté où venait l'archiduc Charles et où je pouvais trouver les ponts du Danube détruits, tandis que j'avais derrière moi la Bohême, pays neuf, fertile et où passe le chemin le plus direct pour regagner la Bavière. Ils avaient, à la vérité, quelque intérêt à manœuvrer dans la direction de la Hongrie pour préparer une jonction avec l'archiduc : mais le temps n'en était pas encore venu; ce prince se trouvait encore en Carniole, et l'armée russe attendait le corps d'Essen à Olmutz; ce n'était donc pas le cas d'abandonner cette route pour se jeter inconsidérément sur celle de Gœding.

Dispositions pour les recevoir.

Le 29, les ennemis exécutèrent une petite marche de deux lieues et demie de Wischau jusqu'aux hauteurs de Kutchreau. Cette marche, quoique très-courte, indiquait l'intention prononcée de se diriger vers Auspitz; mais chez eux les idées de la veille n'étaient jamais celles du lendemain. Renonçant au projet de manœuvrer stratégiquement pour gagner entièrement notre droite, ils se reportèrent de nouveau sur nous. Ils ne le firent encore qu'à pas de loup. Le 30, ils bivouaquèrent à Hogieditz. Je passai cette journée à parcourir à cheval les environs; je découvris qu'il ne tenait qu'à moi de bien appuyer ma droite et de déjouer le projet de l'ennemi, en occupant en forces le plateau de Pratzen depuis le Santon jusqu'à Kresenowitz pour l'arrêter de front. Mais cela n'eût amené qu'un choc à chances égales, et je voulais quelque chose de mieux. La tendance des alliés à gagner ma droite était manifeste; je crus pouvoir frapper à coup sûr en leur laissant la liberté de manœuvrer pour étendre leur gauche, et je ne plaçai sur les hauteurs de Pratzen qu'un détachement de cavalerie.

Le 1er décembre, l'ennemi débouchant d'Austerlitz vint en effet se placer en face de nous dans la position de Pratzen, la gauche s'étendant vers Aujest. Bernadotte, arrivé de Bohême, entra en ligne, et Davoust atteignit l'abbaye de Raigern avec une de ses divisions : celle de Gudin bivouaqua à Nicolsbourg.

Les rapports que je recevais de tous côtés sur la marche des colonnes ennemies me confirmèrent dans mon opinion. A neuf heures du soir, je parcourus ma ligne autant pour juger la direction des feux de l'ennemi que pour animer mes troupes. Je venais de leur faire lire une proclamation; elle ne leur promettait pas seulement la victoire,

elle leur expliquait même la manœuvre qui devait nous la procurer. C'était la première fois sans doute qu'un général mettait toute son armée dans la confidence de la combinaison qui devait lui assurer la victoire : je ne craignais pas que l'ennemi en fût instruit, il n'y aurait pas ajouté foi. Cette tournée donna lieu à un des événements les plus touchants de ma vie. Ma présence devant le front des corps d'armée communiqua de proche en proche un élan électrique qui gagna l'extrémité de la ligne avec la rapidité de l'éclair : par un mouvement spontané toutes les divisions d'infanterie hissant des bottes de paille allumées au bout de grandes perches, me donnèrent une illumination dont le coup-d'œil à la fois imposant et bizarre avait quelque chose de majestueux. C'était le premier anniversaire de mon couronnement ! !

L'aspect de ces feux me rappela le souvenir des fagots de sarments avec lesquels Annibal trompa les Romains, et les bivouacs du camp de Liegnitz qui avaient sauvé l'armée de Frédéric en donnant le change à Daunn et à Laudon. A mon passage devant chaque régiment, les cris de *vive l'empereur !* retentissent, et, répétés de loin en loin par chaque corps à mesure que j'avançais, ils vont porter dans le camp ennemi les preuves de l'enthousiasme qui anime nos soldats. Jamais scène guerrière ne présenta une pompe plus solennelle ; et chaque soldat partageait la confiance que ce dévouement devait m'inspirer.

Cette ligne, que je parcourus jusqu'à minuit, s'étendait depuis Kobelnitz jusqu'au Santon. Le corps de Soult en formait la droite ; placé entre Sokelnitz et Puntowitz, il se trouvait ainsi en face du centre de l'ennemi. Bernadotte bivouaquait derrière Girskowitz, Murat à gauche de ce village, et Lannes à cheval sur la chaussée de Brunn ; mes réserves s'établissent en arrière de Soult et de Bernadotte.

En plaçant ma droite sous les ordres de Soult en face du centre ennemi, il était clair que ce serait sur lui que tomberait le plus grand poids de la bataille. Mais pour que son mouvement obtînt le résultat que je m'en promettais, il fallait commencer par éloigner de lui les troupes ennemies qui débouchaient vers Blasowitz et par la chaussée d'Austerlitz ; il était probable que les empereurs et le quartier-général se trouvaient là [1], et qu'il fallait y frapper avant tout pour revenir ensuite sur leur gauche par un changement de front : c'était d'ailleurs le moyen de couper cette gauche de la route d'Olmutz.

Je me décidai donc à seconder d'abord le mouvement du corps de Bernadotte sur Blasowitz avec mes gardes et la réserve de grenadiers, pour refouler la droite ennemie et revenir ensuite sur la gauche, qui se trouverait d'autant plus compromise à mesure qu'elle s'avancerait au-delà de Telnitz.

Mon projet était bien arrêté dès la veille, puisque je l'annonçai à mes soldats : l'essentiel était de saisir le bon moment. J'avais passé la nuit au bivouac ; les maréchaux s'étaient rassemblés autour de moi pour recevoir mes derniers ordres.

Je montai à cheval à quatre heures du matin : la lune était couchée, la nuit froide et assez obscure, quoique le temps fût serein. Il m'importait de savoir si l'ennemi n'avait fait aucun mouvement de nuit qui pût déranger mon projet. Les rapports des grands-gardes confirmaient que tout le bruit allait de la droite ennemie à sa gauche ; les

[1] Les gardes russes et le grand-duc y débouchaient, mais je ne pouvais pas savoir alors que l'empereur Alexandre fût présent avec Kutusof à la colonne de Kolowrath.

feux paraissaient plus étendus vers Aujest. Au point du jour, un brouillard léger obscurcit un peu l'horizon, surtout dans les bas fonds; tout à coup ce brouillard tombe, le soleil commence à dorer de ses rayons les sommités des hauteurs, tandis que les vallons étaient encore enveloppés d'un nuage vaporeux. Nous découvrons très-distinctement les hauteurs de Pratzen, naguère couvertes de troupes et abandonnées actuellement par la gauche de l'ennemi : il est constant qu'il a suivi son projet d'étendre sa ligne au-delà de Telnitz. Cependant je découvre avec la même facilité une autre masse marchant du centre vers la droite dans la direction d'Holubitz. Dès lors rien de plus sûr que l'ennemi offre lui-même son centre dégarni à tous les coups qu'il me plaira de lui porter. Il était huit heures du matin; les troupes de Soult étaient massées sur deux lignes de bataillons en colonnes d'attaque dans le fond de Puntowitz. Je demande au maréchal combien de temps il lui faut pour gagner les hauteurs de Pratzen; il me promet d'y être en moins de vingt minutes. — Attendons encore, lui répondis-je... quand l'ennemi fait un faux mouvement, il faut se garder de l'interrompre.

Bientôt la fusillade s'engage plus vivement du côté de Sokelnitz et Telnitz; un aide-de-camp m'annonce que l'ennemi en débouche avec des forces menaçantes : c'était ce que j'attendais; je donne le signal; aussitôt Murat, Lannes, Bernadotte, Soult, s'élancent au galop. Je monte aussi à cheval pour me transporter au centre; en passant devant les troupes je les excite de nouveau en leur disant : *L'ennemi vient se livrer imprudemment à vos coups, terminez la campagne par un coup de tonnerre.* Les cris de *vive l'empereur!* attestent qu'on m'a compris et deviennent le véritable signal de l'attaque; avant de la raconter, voyons ce qui se passait à l'armée des alliés.

Dispositions des alliés pour la bataille.

S'il faut en croire la disposition projetée par Weyrother, leur dessein était d'agir tactiquement sur le même plan qu'ils auraient d'abord voulu exécuter par des manœuvres stratégiques; c'est-à-dire, d'opérer un effort par leur gauche renforcée pour gagner ma droite, me couper la route de Vienne et me refouler battu sur Brunn. Bien que ma destinée ne fût pas attachée à cette route, et que je lui eusse préféré, comme je l'ai dit, celle de Bohême, il est certain toutefois que ce projet ne laissait pas d'offrir des chances en faveur des alliés : mais, pour qu'il réussît, il ne fallait pas isoler cette gauche agissante; il était essentiel au contraire de la faire suivre successivement par le centre et la droite qui se fussent prolongés dans la même direction. Weyrother, ainsi qu'il l'avait fait à Rivoli, manœuvra par les deux ailes, ou du moins, si ce ne fut pas son projet, il agit de manière à le faire croire.

La gauche sous Buxhowden, composée de l'avant-garde de Kienmayer et des trois divisions russes, Doctoroff, Langeron et Pribichefski, comptait 50 mille hommes; elle dut s'avancer en trois colonnes des hauteurs de Pratzen par Aujest sur Telnitz et Sokelnitz, franchir le ruisseau qui forme deux lacs à la gauche et se rabattre sur Turas.

La 4e colonne sous les ordres de Kolowrath, avec laquelle marchait le quartier-général, formait le centre; elle devait s'avancer par Pratzen vers Kobelnitz, un peu en arrière de la 3e; elle se composait de 12 minces bataillons russes sous Miloradowich et de 15 bataillons autrichiens de nouvelle levée.

La 5e, formée par 80 escadrons sous le

prince Jean de Lichtenstein, devait quitter le centre derrière lequel elle avait passé la nuit, et seconder la droite en marchant vers la chaussée de Brunn.

La 6e, à l'extrême droite, composée de l'avant-garde de Bagration, comptait 12 bataillons, 40 escadrons destinés à attaquer sur la grande route de Brunn les hauteurs du Santon et de Bosenitz.

La 7e, composée des gardes sous le grand-duc Constantin, formerait la réserve de l'aile droite sur la chaussée de Brunn.

On voit que l'ennemi voulait déborder ma droite qu'il supposait étendue jusqu'à Melnitz, tandis que mon armée était massée entre Schlapanitz et la route de Brunn, prête à tout événement.

Leur centre se trouve dégarni.

D'après cette disposition, Buxhowden, déjà plus avancé que le reste de l'armée, s'était encore mis en mouvement avant les autres colonnes; outre cela, la cavalerie de Lichtenstein avait remarché du centre vers la droite, en sorte que les hauteurs de Pratzen, clef de tout le champ de bataille, se trouvaient dégarnies.

Je me jette sur le centre avec le gros de mes forces.

A l'instant où j'en donne le signal, toutes mes colonnes s'ébranlent. Bernadotte franchit le défilé de Girskowitz et s'avance sur Blasowitz, soutenu à gauche par Murat; Lannes marche à la même hauteur des deux côtés de la chaussée de Brunn; ma garde et mes réserves suivent à quelque distance le corps de Bernadotte, prêtes à donner sur le centre si l'ennemi veut y reporter ses forces.

Soult part comme l'éclair du ravin de Kobelnitz et Puntowitz à la tête des divisions St-Hilaire et Vandamme, soutenues par la brigade Levasseur. Deux autres brigades de la division Legrand sont laissées en flanqueurs pour masquer et disputer les défilés de Telnitz et de Sokelnitz à Buxhowden. Comme il est évident qu'il les forcera, le maréchal Davoust reçoit ordre de partir de Raygern avec la division Friant et celle de dragons du général Bourcier, pour contenir les têtes de colonnes russes jusqu'à ce qu'il nous convienne de les attaquer plus sérieusement.

Soult accable Kolowrath.

A peine Soult a-t-il gravi la hauteur de Pratzen, qu'il donne inopinément sur la colonne de Kolowrath (la 4e) marchant au centre derrière la 3e, et qui, se croyant garantie par celle qui la précédait, s'avançait en colonne de route par pelotons. L'empereur Alexandre, Kutusof et son état-major sont avec elle. Tout ce qui arrive d'inattendu au milieu d'un quartier-général étonne et déconcerte : Miloradowich, qui marchait en tête, trouve à peine le temps de mener au combat les bataillons, à mesure qu'ils se forment; il est renversé, et les Autrichiens qui le suivaient éprouvent le même sort. L'empereur Alexandre montre du sang-froid et s'expose pour rallier les troupes; mais grâces aux ridicules dispositions de Weyrother, il n'a pas sous la main une seule division disponible pour servir de réserve. Les troupes alliées sont poussées jusque vers Hostiradeck; la brigade Kamenski, qui appartenait à la 3e colonne, assaillie ainsi sur son flanc droit, vient réunir ses efforts à ceux de Kutusof, et rétablir un moment les affaires : toutefois ce secours ne peut résister aux efforts combinés de St-Hilaire, de Vandamme et de Levasseur; la ligne de Kolowrath, menacée d'être précipitée dans le vallon marécageux de Birnbaum, se replie sur Waschau, comme le prescrivait la disposition. Toute l'artillerie de cette co-

lonne, embourbée dans la glaise à demi-gelée, nous est abandonnée, et l'infanterie, privée de canon et de cavalerie, ne peut plus rien contre Soult victorieux.

La gauche de l'ennemi est contenue.

Au moment où ce coup décisif se frappait, les deux colonnes de droite de Buxhowden s'étaient croisées et encombrées autour de Sokelnitz, d'où elles débouchèrent néanmoins malgré les efforts de la division Legrand ; Buxhowden lui-même débouchait également de Telnitz, les efforts de quatre bataillons seuls ne pouvant l'arrêter.

Dans cet instant, Davoust arrivait de Raygern et la division Friant repoussait sur Telnitz les avant-gardes de l'ennemi : le combat prenant une tournure plus sérieuse vers Sokelnitz, Davoust ne laisse devant Telnitz que les dragons de Bourcier et remonte le ruisseau jusqu'à Sokelnitz avec la division Friant. Un combat des plus chauds s'engage sur ce point; Sokelnitz pris et repris reste un moment aux Russes. Langeron et Pribichefski débouchent même contre les hauteurs de Marxdorf; nos troupes disposées en croissant chargent plusieurs fois leurs flancs avec succès. Cette lutte assez sanglante n'était pourtant qu'accessoire, il suffisait de contenir l'ennemi, sans le repousser ; il n'y aurait même pas eu d'inconvénient à le laisser engager un peu plus.

Succès au centre et à notre gauche.

Tandis que les choses prenaient une tourture si favorable à notre droite, nous n'obtenions pas moins de succès au centre et à la gauche. Il arriva ici au grand-duc Constantin et aux gardes russes précisément ce qui était arrivé au quartier-général et à la 4e colonne : ils devaient être en réserve et se trouvèrent assaillis les premiers.

Bagration s'étendait par la droite vers Dwaroschena pour déborder et attaquer la position du Santon. La cavalerie de Lichtenstein, rappelée du centre pour le seconder, s'était croisée en route avec les autres colonnes, en sorte que le grand-duc et les gardes arrivant vers Krug avant elle, se trouvèrent en première ligne, au moment où Bernadotte s'avançait sur Blasowitz, et Lannes sur les deux côtés de la chaussée de Brunn : le combat s'engagea aussitôt avec vivacité.

Arrivé enfin après une longue promenade à la droite du grand-duc, le prince de Lichtenstein commençait à se former quand les hulans de la garde russe, entraînés par une valeur intempestive, se jetèrent entre les divisions de Bernadotte et de Lannes pour atteindre la cavalerie légère de Kellermann qui se repliait devant eux. Victimes de cette ardeur, ils furent chargés par les réserves de Murat, culbutés, ramenés sous le feu de nos deux lignes d'infanterie qui en coucha par terre la moitié.

Cependant nos progrès du côté de Pratzen avaient forcé Kutusof de rappeler Lichtenstein au secours de son centre ; et ce prince, également menacé à droite et à gauche, ne savait à qui entendre et où porter les premiers secours ; il se hâta d'envoyer quatre régiments de cavalerie qui arrivèrent pour être témoins de la défaite de Kolowrath. Le général Ouwaroff fut établi avec trente escadrons entre Bagration et le grand-duc, le reste de la cavalerie se plaça à sa gauche.

De son côté le grand-duc, voyant les colonnes d'infanterie française pénétrer dans Blasowitz et en déboucher, prend le parti de descendre des hauteurs pour leur épargner la moitié du chemin. Ce mouvement lui semble nécessaire autant pour sa propre sûreté que pour dégager le centre dont on commençait à être inquiet.

Tandis qu'un furieux combat d'infanterie s'engageait entre les gardes russes et la division d'Erlon, le grand-duc ordonne aux gardes à cheval (régiment de cuirassiers) de charger le flanc droit de celle-ci, qui se trouvait formé par le 4e régiment de ligne détaché de la division Vandamme pour couvrir l'intervalle. Les cuirassiers russes se jettent sur ce régiment, enfoncent un bataillon, mais paient de leurs plus braves l'honneur d'avoir enlevé l'aigle de ce bataillon. Cette échauffourée isolée n'était pas dangereuse; toutefois dans l'incertitude si l'ennemi la soutiendrait, je jugeai nécessaire de porter sur ce point le maréchal Bessières avec la cavalerie de ma garde. Il fallait en finir, je lui ordonne de charger. La ligne russe, après la plus honorable défense, est obligée de céder aux efforts réunis de Bernadotte et de Bessières; l'infanterie des gardes, hors d'état de résister plus longtemps, se replie sur Krzenowitz. Les chevaliers-gardes qui arrivaient dans cet instant d'Austerlitz se flattent en vain de rétablir les affaires, ce régiment d'élite ne pouvait plus rien : chargé lui-même par mes grenadiers à cheval que je lance sous les ordres de Rapp, il est enfoncé et tout le centre prend alors le chemin d'Austerlitz.

Dans ces entrefaites, Murat et Lannes avaient attaqué avec succès le corps de Bagration et la cavalerie d'Ouwaroff qui le soutenait. Nos cuirassiers avaient enfoncé la gauche de cette aile pressée par les divisions Suchet et Caffarelli. Partout la victoire couronnait nos combinaisons.

Je joins mes réserves à Soult pour couper la gauche des alliés.

Certain que Bernadotte, Lannes et Murat seraient plus que suffisants pour achever l'ennemi de ce côté, je me rabattis à droite avec mes gardes et la réserve d'Oudinot, pour aider Soult à détruire l'aile gauche prise à revers et compromise au milieu des lacs. Il était deux heures quand Soult, enflammé par notre approche, réunit les divisions St-Hilaire et Legrand pour emporter Sokelnitz à revers, tandis que les troupes de Davoust l'assailliraient de front; Vandamme de son côté se précipite sur Aujest; ma garde et les grenadiers suivent afin de renforcer au besoin ces différentes attaques.

La division Pribichefski, entourée dans Sokelnitz, met bas les armes; quelques fuyards seulement portent la nouvelle de ce désastre. Langeron, poussé à son tour, n'est guère plus heureux, et la moitié de sa troupe seulement parvient à rejoindre Buxhowden. Celui-ci, qui avait perdu cinq ou six heures avec la colonne de Doctorof dans une escarmouche inutile vers Telnitz, au lieu de se rabattre dès dix heures sur Sokelnitz, juge enfin qu'il était temps de songer à son propre salut; il se met en marche entre deux et trois heures pour revenir sur Aujest et sortir de la souricière où il se trouvait engagé, en longeant le fond entre les lacs et les hauteurs. Il débouchait du village, en colonne, lorsque Vandamme se jette avec impétuosité sur son flanc, pénètre dans Aujest et coupe la colonne en deux. Buxhowden, hors d'état de revenir sur ses pas, continue sa route avec les deux bataillons de la tête pour rejoindre Kutusof; mais Doctorof et Langeron, avec les 28 bataillons restants, se trouvent pressés dans le gouffre entre les lacs et les hauteurs couronnées par St-Hilaire, Vandamme et mes réserves. La tête de la colonne du côté d'Aujest, escortant l'artillerie, veut fuir à travers les canaux formés par le desséchement du lac, le pont se romp sous le poids des canons. Ces braves

gens, pour sauver leurs pièces, cherchent à traverser l'extrémité du lac gelé; mais la glace sillonnée par nos boulets, enfonçant sous le poids de cette masse, engloutit hommes et canons : plus de deux mille se noyèrent. Doctorof n'avait qu'un parti à prendre, celui de longer sous notre feu la rive du lac jusqu'à Telnitz, et de gagner une digue qui sépare le lac de ce nom de celui de Melnitz. Il parvint, non sans essuyer une perte énorme, à gagner Satschann, protégé par la cavalerie de Kienmayer qui fit des efforts dignes d'éloges. Ils prirent ensemble le chemin de Czeitsch par les montagnes, vivement poursuivis par les nôtres. Le peu d'artillerie que l'ennemi avait sauvé du centre et de la gauche fut abandonné dans cette retraite, exécutée par des chemins horribles que la pluie de la veille et le dégel rendaient impraticables.

L'ennemi coupé d'Olmutz est rejeté sur la Hongrie.

La position de l'ennemi était cruelle; je l'avais gagné sur la route de Wischau, qu'il ne pouvait d'ailleurs pas suivre, parce qu'elle était déjà ravagée et que les débris de sa gauche n'auraient plus été en état de l'atteindre. Il fut donc forcé de prendre le chemin de la Hongrie; mais Davoust, dont une division arrivait à Nicolsbourg, pouvait par une marche de flanc le devancer à Gœding, tandis que nous le pressions vivement en queue. L'armée alliée, affaiblie de 25 mille tués, blessés ou prisonniers et de 180 pièces de canon, outre une quantité de fuyards isolés, se trouvait dans le plus grand désordre.

L'empereur d'Autriche me demande une entrevue.

L'empereur d'Autriche ne voulut pas confier le sort de la monarchie à une dernière échauffourée qui perdrait tout. Il m'envoya le prince Jean de Lichtenstein pour me demander une entrevue; elle eut lieu le lendemain dans un bivouac sur le bord d'un fossé.

Il n'était pas difficile de nous entendre; j'avais un puissant intérêt à en finir : l'archiduc Charles arrivait sur le Danube, la Hongrie excitée par sa présence pouvait se lever; les réserves de l'ennemi approchaient d'Olmutz; l'archiduc Ferdinand chassait d'Iglaw la division bavaroise de Wrède; la Prusse menaçait de déboucher de Saxe en Franconie avec 100 mille hommes. A la vérité, tout cela ne présentait que des embarras lointains, tandis que j'avais sous la main des trophées certains et immédiats.

Je fis sentir au prince de Lichtenstein qu'en consentant à un armistice, j'oubliais les intérêts du soldat victorieux pour prouver mon désir de la paix. J'en persuadai de même l'empereur d'Autriche, en lui démontrant qu'il eût mieux fait de me laisser suivre mes projets contre l'Angleterre que d'en troubler l'exécution.

L'armistice fut conclu, les Russes durent retourner immédiatement en Pologne, et des négociateurs se réunir à Presbourg pour traiter de la paix définitive.

Observations sur cette bataille.

Jamais succès n'avait été plus éclatant, et j'ose dire, mieux mérité. La victoire avait été annoncée la veille; elle fut certaine dès qu'à dix heures du matin, Soult était maître de Pratzen et Bernadotte de Blasowitz. Sans doute elle fut facilitée par l'aveugle opiniâtreté avec laquelle Buxhowden marcha devant lui suivant la disposition, sans se laisser détourner par les attaques du centre. Si, entendant le canon tonner derrière lui, il eût rabattu aussitôt ses 60 bataillons sur Kobelnitz par la gauche du ruisseau, nous eussions été un peu embarrassés; cependant, massés autour de Schlapanitz,

nous eussions reçu une bataille avec la chance qu'on a contre un ennemi divisé en deux; la victoire n'aurait point eu de résultat aussi brillant, mais j'aurais vraisemblablement toujours gagné le champ de bataille.

Il serait absurde toutefois d'imputer à Buxhowden un revers qui n'était dû qu'à la pitoyable disposition projetée par Weyrother, disposition qui laissa l'armée sans centre, et qui porta le quartier-général en première ligne dans cet intervalle où était le point décisif.

Il n'existait que deux bons moyens de m'assaillir : l'un était de soutenir successivement l'attaque de la gauche par le reste de l'armée en renonçant à la route d'Olmutz pour se baser sur la Hongrie, on le pouvait sans manquer aux règles de la stratégie, puisque l'archiduc Charles arrivait dans cette direction; l'autre était, au contraire, de rapprocher la gauche du reste de l'armée pour conserver la route d'Olmutz derrière soi. A cet effet, Buxhowden aurait dû déboucher par Sokelnitz et Kobelnitz sur Marxdorf, au lieu de s'étendre aussi loin vers Telnitz. Telle fut la fameuse journée d'Austerlitz; de toutes les batailles rangées que j'ai gagnées, celle dont je m'enorgueillis le plus, autant en raison de l'ennemi dont je triomphais qu'à cause des circonstances qui firent réussir toutes mes combinaisons, comme si j'eusse commandé les deux armées et que nous eussions fait des manœuvres convenues [1].

Je retourne à Vienne; position générale; négociation de la Prusse.

Après l'armistice, je m'empressai de retourner à Vienne pour accélérer les négociations, et mettre ordre aux affaires intérieures de mon armée; j'avais aussi une réponse à donner à M. de Haugwitz.

Augereau se trouvait en Bavière, le corps de Ney, après avoir remis le Tyrol à une division bavaroise, arrivait à Saltzbourg. Masséna et Marmont débouchaient sur Vienne. L'armée qui avait vaincu à Austerlitz se rapprochait de la capitale; j'allais ainsi me trouver en mesure de frapper de grands coups, s'il prenait fantaisie aux coalisés de continuer la guerre. Ils avaient encore de puissants moyens, mais ils se trouvaient dispersés. L'archiduc Charles était trop éloigné pour pouvoir agir efficacement avec une armée démoralisée par sa longue retraite et par la défaite de toutes les forces de la monarchie. Il se serait exposé au contraire à avoir sur les bras mon armée victorieuse renforcée de Masséna, de Marmont, de Mortier; car les Russes étaient pour un certain temps hors de portée. Les Prussiens.... Mais n'anticipons pas sur leur désastre, et ne nous occupons pour l'instant que des négociations qui l'ajournaient.

Traité de Vienne avec la Prusse.

Haugwitz sentit qu'il n'était plus temps de me menacer : je lui proposai d'oublier la violation d'un territoire que les deux partis n'avaient pas mieux respecté en 1796 et 1800, lui offrant en récompense de lui céder l'électorat de Hanovre en échange du pays d'Anspach, de Clèves et de la principauté de Neuchâtel.

La Prusse y gagnait trop pour que son ministre dût hésiter; d'ailleurs c'était le

[1] Ulm, Marengo, Iéna, Ratisbonne, furent des victoires aussi brillantes; mais ce fut le résultat de manœuvres stratégiques et de plusieurs séries de combats. Les batailles tactiques les plus remarquables sont celles d'Austerlitz, de Rivoli et de Dresde.

moyen le plus honorable de remettre l'épée dans le fourreau, alors qu'elle l'avait tirée trop tard. Haugwitz accepta aveuglément, heureux d'apporter à son maître la nouvelle d'un agrandissement, au lieu d'une guerre redoutable; moi, j'y gagnais aussi, puisque j'évitais la guerre avec un allié naturel, et que je compromettais la Prusse avec l'Angleterre.

Traité de Presbourg avec l'Autriche.

Le traité fut signé le 15 décembre, et celui avec l'Autriche, conclu à Presbourg le 26, mit fin à cette troisième coalition contre la France. L'Autriche la paya un peu cher : je lui demandai les états vénitiens pour renforcer mon royaume d'Italie et mon système maritime; elle me céda aussi le Tyrol et l'Inn-Viertel pour agrandir la Bavière. Afin de m'attacher irrévocablement ces braves alliés, j'érigeai la Bavière et le Wurtemberg en royaumes, et le Margraviat de Baden en grand-duché. Le pays de Salzbourg, cédé au grand-duc de Toscane par la paix de Lunéville, fut accordé à l'Autriche. Le duc de Toscane obtint le pays de Wurtzbourg qui le mettait plus dans ma dépendance : en échange du pays de Wurtzbourg et du duché de Berg que l'électeur me cédait, la Bavière reçut le pays d'Anspach, indépendamment de l'Inn-Viertel du Tyrol.

Je fis en même temps proposer la paix aux Russes. Alexandre la refusa; ce refus était noble, car en acceptant la paix, il eût accepté l'humiliation de ses alliés. En refusant, il montra de la fermeté dans les revers et de la confiance dans la fortune : ce refus m'apprit que le sort du monde dépendait de nous deux. Cependant la guerre ne pouvait plus continuer entre nous, puisque nous nous trouvions séparés par des pays neutres. Les Russes retournèrent chez eux.

Opérations en Hanovre.

Pendant que je portais la foudre dans les rangs ennemis, ils s'amusaient à me faire au Nord une guerre assez bizarre. Pour utiliser l'humeur chevaleresque du roi de Suède Gustave IV, et le décider à porter ses forces sur le continent, la Russie et l'Angleterre lui avaient décerné le commandement d'une armée à laquelle il joindrait 15 mille Suédois. Après s'être réuni en Poméranie avec le corps de Tolstoy d'environ 10 mille hommes, il passa l'Elbe près de Lauenbourg et s'avança en Hanovre. En même temps, les troupes hanovriennes et quelques bataillons anglais débarquaient sous le général Don près de Stade, et lord Cathcarth avec un autre corps anglais le suivait de près.

Ces forces, qui montaient à plus de 40 mille hommes, après avoir balayé le Hanovre où je n'avais plus que la garnison de Hameln, étaient destinées à opérer contre la Hollande. Bien que j'eusse prévu le danger en envoyant mon frère Louis dans ce pays avec le cadre de ce que je nommais l'armée du Nord, il ne fallait pas moins que la victoire d'Austerlitz pour détourner cet orage, car l'attitude encore douteuse de la Prusse compliquait la question. Heureusement la folie de Gustave vint à mon secours. Furieux contre ses alliés, qui improuvaient le ton déplacé et menaçant qu'il prenait avec la Prusse, à l'instant même où l'empereur Alexandre traitait avec elle à Potzdam, le roi de Suède retourna en Poméranie, se démit du commandement de l'armée, et fit ainsi manquer toute l'opération. Après trois semaines de débats, Gustave se reporta à Lauenbourg; mais là le corps de Tolstoy fut mis à la disposition du roi de Prusse, qui négociait pour se charger de la sécurité du nord de l'Allemagne. Cette séparation déplut de nouveau à Gustave, et Tolstoy se porta dans le Mecklembourg, d'où il partit

ensuite pour retourner en Russie, lorsque la paix avec la Prusse eut rendu sa présence en Hanovre tout-à-fait inutile. Les Anglais se rembarquèrent aussi, et Gustave, pour achever son roman, renvoya ses troupes en Poméranie, ne laissant que cinq cents hommes pour garder le pays de Lauenbourg aux Anglais.

La dynastie de Naples a cessé de régner.

La cour des Deux-Siciles avait donné, par sa conduite inconcevable, la mesure de la haine qu'elle me portait. J'avais conclu, le 21 septembre, une convention de neutralité avec le marquis de Gallo, son ministre à Paris : ce traité, qui devait éloigner de son pays le fléau de la guerre et me donner la disposition du corps de St-Cyr qui l'occupait, était à l'avantage de tous deux, et fut ratifié par le roi le 8 octobre. Cette transaction, qui semblait sauver le royaume de Naples, mit son gouvernement dans la plus fausse position. Avant qu'elle ne fût signée, la reine Caroline avait remué ciel et terre pour intéresser l'Angleterre, la Russie et l'Autriche à son sort : le plan des coalisés avait stipulé le débarquement de 12 mille Russes et de 6 mille Anglais, auxquels on comptait joindre 25 mille Napolitains, et s'avancer sur le Pô pour délivrer l'Italie. Ces forces parurent en effet au milieu de novembre dans la rade de Naples. Les recevoir au mépris des engagements pris récemment avec moi, c'était s'exposer à mon juste courroux ; repousser des alliés qu'on avait sollicités n'était guère plus loyal. Ferdinand, selon sa coutume, hésitait, mais les sentiments haineux de la reine l'emportèrent : non contente de recevoir les coalisés, le 20 novembre, elle fit tout pour entraîner Ferdinand à joindre son armée à leurs troupes. Un plan d'opération fut arrêté pour porter ces forces combinées en Toscane et prendre mon armée d'Italie à revers. Eugène, afin de tenir tête à ce nouvel ennemi, fut obligé de rassembler ce qu'il put de troupes franco-italiennes avec les gardes nationales du royaume, aux frontières de la marche d'Ancône.

Ainsi égarée par une haine aveugle, la reine sacrifia son peuple, sa famille, sa couronne, dans le seul espoir de me nuire. Tout homme impartial conviendra que, par cette conduite, elle autorisait d'avance ce qu'il plairait au vainqueur de décider de son sort. Si j'avais été vaincu, cette levée de boucliers m'eût causé de grands embarras en Italie ; vainqueur, je ne fus pas fâché d'avoir un prétexte d'en finir, et de procurer ainsi une couronne à un de mes frères en me débarrassant d'un ennemi implacable. Le royaume de Naples devait entrer franchement dans le système de la France et de l'Espagne, comme à l'époque du pacte de famille. Dès que la reine était le seul obstacle à l'adoption de ce système, il fallait qu'elle en portât la peine.

Le lendemain même du traité de Presbourg (27 décembre), je lançai mon décret d'anathème sur cette cour inconsidérée ; *je déclarai qu'elle avait cessé de régner.* Masséna avait déjà reçu l'ordre, aussitôt après l'armistice, de compléter le corps de St-Cyr à 30 mille hommes et de le diriger sur Rome ; je lui ordonnai après la paix de prendre le commandement lui-même en y ajoutant quelques renforts. Laissons-le courir à ce triomphe facile, et portons nos regards sur la guerre maritime dont les opérations n'avaient pas été moins décisives, bien qu'elles eussent pris une tournure absolument opposée.

J'ordonne à l'amiral Villeneuve de retourner à Toulon.

On se rappelle que Villeneuve, sorti du Ferrol à la tête de 33 vaisseaux, était revenu,

contre ses instructions, à Cadix au lieu de faire voile pour Brest, et que cette circonstance, réunie à la guerre du continent, m'avait décidé à renoncer à la descente.

Mécontent à juste titre de la conduite de cet amiral, j'avais ordonné qu'il fût remplacé par Rosily, et que la flotte combinée ressortît aussitôt pour entrer dans la Méditerranée, débloquer Carthagène, enlever la petite station anglaise devant Naples, débarquer les 10 mille hommes qu'elle avait à bord pour renforcer St-Cyr à Tarente, et lui permettre de soumettre Naples. Villeneuve devait ensuite rentrer à Toulon, s'y rafraîchir, puis porter des croisières en tout sens dans la Méditerranée et dans l'Océan. Je tenais surtout à en avoir une à Ste-Hélène pour enlever tout ce qui revenait de l'Inde. En convoitant alors la possession de ce rocher, qui eût pu croire que tant d'infortunes m'y attendaient ! ! J'espérais, en donnant des craintes aux Anglais sur l'Égypte, les contraindre à tenir de grandes escadres dans la Méditerranée. Ce système était excellent pour former des marins, user les forces de l'ennemi et causer des dommages à son commerce : il convenait surtout dans la supposition que l'état des affaires sur le continent forcerait à renoncer pour bien des années encore à la descente.

Une preuve de ses avantages, c'est le succès qu'obtenait au même instant l'amiral Lallemant. On se rappelle que ce brave marin, n'ayant pu opérer sa jonction avec Villeneuve, avait croisé entre l'Irlande et la mer de Biscaye où il tint la mer jusqu'à la fin de décembre qu'il rentra triomphant à Rochefort avec un vaisseau de ligne capturé, grand nombre de prises et 1200 prisonniers, succès d'autant plus remarquable qu'il était remporté pour ainsi dire dans les eaux mêmes de l'Angleterre, et sur une mer sillonnée en tous sens par les bâtiments marchands de cette nation.

Cependant, malgré ce fait particulier, il est constant que ce système exposait nos forces navales à des engagements partiels qui les ruineraient en détail ; peut-être eût-il été plus avantageux de laisser notre flotte à Cadix, point saillant très-favorable pour sortir, et très-difficile à bloquer par les gros temps qui, produits ordinairement par les vents du sud-ouest, laissaient les bâtiments anglais exposés à toute la fureur des flots sur une côte dangereuse. Trente vaisseaux dans Cadix eussent coûté cher à l'Angleterre, et ils eussent eu le champ plus libre pour la menacer partout, que s'ils restaient confinés à Toulon. La dépense excessive qu'ils occasionneraient dans un des ports les plus chers de l'Europe et l'inconvénient de faire cette dépense sur un sol étranger, étaient les seuls motifs qui pussent motiver le départ de la flotte. Mes ordres étaient impérieux, Villeneuve devait ressortir ; toutefois, s'il était bloqué par 29 vaisseaux, il dépendait de lui de rester à Cadix : il prit le premier parti.

Nelson revient devant Cadix.

Tandis que par une exécution trop ponctuelle de ce malheureux ordre il courait à sa perte, l'amirauté anglaise, instruite de sa rentrée à Cadix, avait ordonné à Nelson de repartir en toute hâte de Portsmouth pour aller prendre le commandement général des forces britanniques dans ces parages. Il n'était pas homme à se faire attendre, et partit à l'instant avec les 2 ou 3 vaisseaux qu'il trouva sous sa main. Ce grand homme de mer arriva, le 17 octobre, à la flotte de l'amiral Colingwood et en prit le commandement.

Rencontre des deux flottes.

Villeneuve mit à la voile, le 19, avec 33 vaisseaux et 9 frégates. Il est probable qu'il

crut d'abord n'avoir affaire qu'aux 21 vaisseaux commandés par Colingwood et Calder; on assure qu'il fut instruit la veille de l'arrivée de Nelson, mais que, d'après les avis d'un capitaine marchand, il ne voulut pas y croire. D'un autre côté, comme j'avais hautement blâmé son peu d'activité à la Martinique, et qu'il avait de plus à se laver de son inaction à la bataille d'Aboukir ainsi que de son retour à Cadix, il pensa sans doute qu'il serait à jamais déshonoré, s'il prenait chasse avec des forces supérieures. Plein de cette idée, et sachant d'ailleurs que les grandes opérations dans la Manche ne dépendaient plus du parti qu'il prendrait, il se décida à combattre. Toutes les circonstances semblaient ainsi conjurées contre nous : le même amiral qui avait craint de s'avancer vers Brest pour y combattre des ennemis inférieurs et divisés, allait, par une énergie déplacée et intempestive, s'engager avec des forces égales contre le plus habile marin de notre siècle : s'il s'était cru autorisé à dévier de mes ordres dans une opération aussi délicate qu'une jonction avec la flotte de Brest, comment n'osa-t-il pas les interpréter lorsqu'il ne s'agissait plus que d'une simple sortie sans but essentiel à remplir?

Bataille mémorable de Trafalgar.

La rencontre fatale eut lieu, le 21 octobre, à la hauteur du cap de Trafalgar, un peu au sud-ouest de Cadix. Villeneuve pouvait encore réparer sa faute, s'il avait du moins pris des dispositions propres à faire pencher la fortune de son côté; mais se reposant sur l'ordre donné à tous les capitaines de venir au feu, et s'opiniâtrant à suivre les vieux errements du déploiement de sa flotte en ordre parallèle, il attendit que son adversaire vînt le traiter comme il avait traité l'escadre de Brueys à Aboukir. Quand on viole ses instructions, du moins faut-il savoir manœuvrer, vaincre ou mourir.

Nelson, plus habile que lui, saisit l'avantage du vent de nord-ouest qui soufflait, se forma en deux colonnes, coupa le centre avec 14 vaisseaux qui le séparaient de la droite tandis que 13 autres accablaient la gauche en la prolongeant successivement dans toute sa longueur. Il n'en fallait pas davantage pour rendre le succès certain; notre flotte, totalement battue, reprit le chemin de ses ports après avoir perdu 16 vaisseaux, au nombre desquels se trouvait l'amiral qui fut forcé d'amener. Quatre autres, qui s'étaient échappés sous Dumanoir, tombèrent plus tard dans la croisière de l'amiral Strachan sous Rochefort, et se rendirent à des forces presque égales.

Nelson, plus heureux que moi, fut frappé d'un coup mortel au sein même de la victoire; Gravina mourut de ses blessures: c'était un homme de génie qui mérita tous nos regrets. Villeneuve, renvoyé en France sur parole, redoutant les suites du conseil de guerre auquel il devait être livré, se poignarda à Rennes, et sauva sa mémoire d'une condamnation à laquelle il eût pu difficilement échapper.

Cette bataille, plus fatale que celle de la Hogue, et qui décida peut-être de l'empire du monde, si l'on pense que mes destinées et celles de l'Angleterre en dépendirent, ne coûta aux vainqueurs que 1600 tués ou blessés : exemple remarquable de la différence qui existe entre la guerre de mer et celle de terre. Les moindres combats d'avant-garde, depuis 1805 à 1815, ont coûté plus que cette grande victoire. On a immolé jusqu'à 30 mille hommes dans les batailles d'Eylau et de la Moscovie, sans obtenir d'autre résultat que le stérile honneur du champ de bataille, c'est-à-dire quelques toises de terrain.

Depuis cette époque nos flottes ne pu-

rent plus se montrer, et le reste de mon règne se consuma à les mettre en état de se mesurer de nouveau avec le léopard anglais.

Je reçus cette nouvelle dans ma marche sur Vienne : il ne fallut rien moins que mes étonnants succès d'Ulm et d'Austerlitz pour me consoler d'un tel désastre qui me força à adopter un système de politique entièrement neuf.

CHAPITRE IX.

Retour de Napoléon à Paris. Démêlés avec la Prusse. Nouveau traité imposé à Haugwitz. Mort de Pitt : il est remplacé par Fox. Système de Napoléon pour une puissance fédérative. Joseph, roi de Naples. Louis, roi de Hollande. Traités pour l'établissement de la confédération du Rhin. Négociations avec la Russie et l'Angleterre. Rupture avec la Prusse. Batailles d'Iéna, d'Auerstedt. Destruction de l'armée prussienne. Les Français s'emparent de la Hesse, du Hanovre et de tout le pays jusqu'à la Vistule.

Dès que la double paix avec l'Autriche et la Prusse eut rétabli le calme en Europe, du moins pour quelque temps, je me hâtai de retourner en France, où des soins non moins importants réclamaient ma présence.

Mon retour à Munich. Enthousiasme des Bavarois.

Mon retour à Munich fut un vrai triomphe : depuis les guerres du brave Charles Théodore, allié de Louis XIV, et depuis le projet que l'Autriche forma pour s'emparer de leur pays en 1778, les bons Bavarois nourrissaient une haine invétérée contre l'ambition du cabinet de Vienne ; ils me reçurent avec des acclamations si sincères et si touchantes, que jamais je n'éprouvai un sentiment de reconnaissance plus prononcé. La nation, appréciant ce qu'elle allait gagner en puissance et en considération par la couronne royale que je posais sur le front d'un prince dont elle chérissait les vertus, jugeait combien de pareils bienfaits différaient des procédés de l'Autriche envers elle.

Quelques vieux canons pris sur les troupes électorales en 1703, et que nous retrouvâmes dans l'arsenal de Vienne, renvoyés par mes soins à Munich avec un bon nombre de pièces autrichiennes conquises en expiation, y furent reconduits avec toute la pompe militaire. Un élan patriotique électrisa les Bavarois d'un bout du royaume à l'autre. Les couleurs nationales furent arborées par tous les citoyens avec un enthousiasme qui me rappella les premiers beaux jours de 1790.

Je profitai de ces dispositions pour resserrer nos liens par une alliance de famille. Le prince Eugène, vice-roi d'Italie, épousa la princesse Amélie, fille aînée du roi de Bavière, et Berthier, que je venais de placer au rang des souverains en lui donnant la principauté de Neufchâtel, épousa une nièce du roi.

Mon séjour à Munich fut célébré par de grandes fêtes : l'allégresse publique était à son comble. Je ne me promettais pas une réception aussi affectueuse à la cour de Wurtemberg dont l'électeur, prince d'un grand caractère, ne professait pas les mêmes sentiments pour nous. Il n'avait cédé qu'à la force en se réunissant à moi au commencement de la campagne ; mais il était l'oncle maternel de l'empereur Alexandre, la position de ses états m'imposait l'obligation de le traiter à l'égal de la Bavière : c'en était

assez pour m'y résoudre, et j'espérais avec raison qu'en l'élevant sur le trône, je me l'attacherais irrévocablement. Je ne fus point trompé dans ce calcul.

Je reviens à Paris.

Mon retour à Paris n'offrit qu'une suite non interrompue de triomphes ; le spectacle du pont de Kehl surtout parut extraordinaire par la réunion d'une foule immense d'habitants des deux rives du Rhin, accourus sur mon passage. Louis XIV prétendait qu'il n'y avait plus de Pyrénées ; j'aurais pu dire avec plus de raison qu'il n'existait plus de barrière du Rhin entre la France et l'Allemagne. J'avais été précédé dans la capitale par la députation du sénat venue jusqu'à Vienne, pour me féliciter de deux victoires sans égales dans les annales de la France, et qui lavaient d'une manière si glorieuse l'affront sanglant que notre marine venait d'essuyer à Trafalgar. On m'apprêtait à Paris la réception la plus brillante ; j'y rentrai de nuit pour me soustraire à des solennités qui m'obsédaient, et dont je savais si bien donner l'exemple quand elles pouvaient être utiles à mes projets.

Crise de la banque.

De nouveaux soins m'attendaient aux Tuileries. Le premier dont j'eus à m'occuper résultait d'un événement auquel j'étais loin de m'attendre : à l'instant où je fondais la puissance et la gloire de la France d'une manière qui semblait inébranlable, l'état faillit être troublé par une banqueroute inconcevable. Barbé-Marbois s'était mis en tête de faire valoir les fonds du trésor en plaçant 140 millions contre des délégations espagnoles sur la Vera-Cruz qui ne purent se réaliser. Il fut forcé d'avoir recours à la banque pour assurer le service ; celle-ci se trouva gênée à son tour, et ses billets, qui avaient bravé toutes les tempêtes révolutionnaires, furent discrédités au point qu'une multitude effrayée assiégeait les portes pour se faire rembourser. Jamais crise financière ne fut plus inopportune et plus bizarre. Arrivé à 9 heures du soir aux Tuileries, je passai la nuit à vérifier la situation du trésor, et dès 11 heures du matin un conseil de finance convoqué dut aviser aux moyens de remédier au mal. Je n'avais pas encore de trésor secret dans les caves des Tuileries, il fallut trouver des ressources pour faire face aux premiers besoins : nous y parvînmes heureusement ; la confiance reprit peu à peu, et tout Paris en fut quitte pour la peur. Ceci me prouva que la grandeur politique d'un état n'est pas toujours la mesure de son crédit, et me fit sentir la nécessité d'un trésor particulier pour parer aux événements.

Nouvelles combinaisons de ma position avec l'Angleterre.

A cette crise succédèrent de nouvelles complications politiques : les grands événements qui avaient signalé cette campagne de 1805 sur terre comme sur mer, changeaient de fond en comble la situation respective des deux rivales qui se disputaient le commerce et l'influence du monde. La journée de Trafalgar achevait de donner l'empire de la mer aux Anglais ; il fallait adopter un nouveau système pour en contre-balancer les déplorables effets.

Un vieil adage avait dit : « *Qui est maître de la mer l'est aussi de la terre.* » Quelque paradoxale que me semble une telle assertion, on ne saurait nier qu'elle ne soit du moins spécieuse, lorsqu'on réfléchit sur l'importance des plus petits états qui parvinrent successivement à briller par la marine, et sur la grande extension que prit la domination des Romains aussitôt qu'ils furent débarrassés de la rivalité de Carthage.

La découverte de l'Amérique et l'invention de la boussole durent encore doubler l'importance de la marine; et la puissance qu'elle procura successivement aux Hollandais, aux Espagnols et aux Anglais, n'avait fait qu'ajouter de jour en jour à la force de ce préjugé.

Pénétré de ces vérités, et appréciant fort bien l'influence que doit donner l'empire des mers, je jugeais néanmoins avec raison que la principale cause de cette influence provenait de la division des peuples du continent, et que l'adage serait faux si jamais ces peuples venaient à s'entendre. Convaincu toutefois que la France n'atteindrait jamais l'apogée de sa prospérité et de sa puissance, si elle ne parvenait à lutter du moins avec égalité sur les mers contre l'Angleterre, je résolus de tout faire pour relever notre marine, et pour trouver dans les résultats des victoires d'Ulm et d'Austerlitz les moyens de sauver l'Amérique, délivrer l'Inde et débarrasser l'Europe d'un joug qui ruinerait son commerce.

Progrès de la puissance anglaise dans l'Inde.

Depuis mon expédition d'Égypte, la puissance anglaise avait triplé : la chute de Tippoo, et plus encore la défaite successive de Scindiah, du rajah de Bérar, vaincus à Delhi, à Lassavary et à Assye par Lake et Wellesley ; la soumission du rajah de Bourtpour, enfin celle de Holkar, portèrent jusqu'à 40 millions d'habitants les pays soumis à la compagnie anglaise, et à 200 mille tant Cipayes qu'Européens, les forces disciplinées au moyen desquelles elle menaçait de subjuguer l'Asie. L'Europe entière courait aux armes pour empêcher la réunion à la France de quelques vallées de l'Apennin, et personne ne s'inquiétait des progrès de la puissance anglaise dans l'Orient et dans le golfe du Mexique.

Pour atteindre mon but, il me fallait du temps et la paix ; mais une paix telle que ses conditions ne m'enlevassent pas les moyens d'arriver à mes fins ; il la fallait honorable avant tout. Il était difficile de l'espérer telle, en songeant à la haine violente que les feuilles anglaises exhalaient contre moi, et dont le résultat inévitable était d'allumer dans mon cœur des sentiments de représailles qui lui répugnaient. Je n'avais pas, comme Annibal, juré dès mon enfance une guerre éternelle aux ennemis de ma patrie, mais j'avais à me venger des nombreuses attaques personnelles dont le gouvernement anglais avait été l'instigateur. Je sentis qu'on en voulait à ma personne autant qu'à la France ; qu'il fallait m'apprêter à une lutte sans fin ; qu'il fallait, en un mot, faire triompher ma cause ou succomber : la grandeur future de la France n'y était pas moins intéressée que mon honneur et mon repos.

Expéditions maritimes malheureuses.

Ne pouvant lutter ni avec de grandes flottes, ni par le moyen d'une descente, je résolus de frapper l'Angleterre partout où je pourrais l'atteindre. Encouragé par le mal qu'avait pu faire Villeneuve aux Antilles, j'ordonnai la sortie de la moitié de notre flotte de Brest en deux escadres ; la première, sous Vuillaumez, devait aller au secours du cap de Bonne-Espérance et y jeter une garnison de troupes françaises ; la deuxième, sous Leissègues, dut en faire autant à Santo-Domingo, où le général Ferrand soutenait seul, depuis trois ans, tous les efforts des noirs et des hommes de couleur. Après avoir rempli leur mission, elles devaient tenir la mer et faire des prises. Cette dernière arriva avec les secours qu'elle débarqua ; mais, attaquée par l'amiral Duckworth dans la rade où elle était en radoub,

elle fut prise en flagrant délit ; le superbe vaisseau l'*Impérial* de 130 canons, assailli par trois bâtiments ennemis, fut abîmé, et pour ne pas me le laisser prendre, on le fit échouer. Le *Diomède* eut le même sort ; trois autres devinrent la proie des Anglais.

Vuillaumez, instruit en route que le Cap était tombé après huit jours d'attaque au pouvoir de Popham et de Baird, qui y avaient débarqué, fit voile pour la Martinique ; mon frère Jérôme servait avec lui en qualité de capitaine de vaisseau. Bientôt, chassé par les trois escadres de Waren, de Strachan et de Louis, l'amiral Vuillaumez détacha le *Vétéran* commandé par mon frère pour revenir en France m'instruire de sa position et de la perte du Cap. Ce vaisseau fit de riches prises à la hauteur des Açores ; mais, atteint par une partie de la croisière sur la côte de Bretagne, il dut échouer sous la protection de nos batteries de Concarneau près de Lorient. L'escadre de Vuillaumez, assaillie par une tempête horrible, fut dispersée ; l'amiral gagna la Havane avec son vaisseau, trois autres furent pris ou incendiés, un seul rentra dans nos ports.

Moins malheureux dans les mers de l'Inde, l'amiral Linois y avait fait de riches prises et soutenu longtemps l'Ile-de-France. Mais en revenant en Europe après la prise du cap de Bonne-Espérance, il tomba de nuit au milieu d'une escadre ennemie, et fut pris après une très-belle défense avec le *Marengo* qu'il montait.

Moyens de combattre l'Angleterre sur le continent.

La mauvaise issue de ces derniers essais me confirma dans l'idée qu'il fallait prendre de plus grands moyens, si l'on voulait un jour triompher de l'Angleterre. C'était sur le continent qu'il fallait trouver le secret de frapper sa puissance et son commerce ; c'était en soumettant tous les pays de côtes à mon influence que j'aurais un jour des marins et des vaisseaux : en attendant cette époque désirée, je fermerais par la possession de ces côtes tout accès au monopole de mes ennemis.

Le moyen le plus sûr d'y réussir eût été d'être étroitement lié avec le continent ; mais comment espérer cet accord unanime, contraire aux intérêts commerciaux des uns et à l'ambition des autres ? Ceux-ci, humiliés par nos victoires, ne respirant que vengeance ; les premiers ne prospérant que par leurs relations maritimes et les bienfaits de la neutralité. A défaut de ce concert unanime, du moins aurait-il fallu l'alliance d'une puissance du premier rang. Je venais d'acquérir récemment la preuve que nous ne pourrions jamais saisir corps à corps le colosse britannique, tant que nous n'aurions pas sur le continent un contre-poids à opposer aux coalitions que le cabinet de St-James ourdirait contre nous toutes les fois qu'il se verrait sérieusement menacé. C'était par ce contre-poids seul que je pourrais réduire nos forces continentales au rôle d'auxiliaires, et diriger une grande partie des forces de la population et des revenus de la France vers la guerre maritime.

Difficulté des grandes alliances.

L'alliance de 1756, avec l'Autriche, avait été faite par Louis XV dans ce but ; et le traité de famille avec l'Espagne, si honorable pour M. de Choiseul, et bientôt étendu aux maisons régnant à Naples et en Sardaigne, avait mis le complément à la perfection du système fédéral de la France. Le traité avec le cabinet de Madrid était renouvelé ; pour bien faire, il eût été nécessaire de renouveler celui avec l'Autriche. Mais était-il probable de s'attacher cette puissance vaincue en cent combats et dépouillée par nous de sa

prépondérance en Allemagne et en Italie? La guerre de la révolation n'avait-elle pas établi, entre ces deux anciens alliés, une rivalité sinon éternelle du moins de longue durée? Devais-je, pour faire cesser cette rivalité, dépouiller la France des fruits de ses victoires, afin d'en enrichir une puissance ulcérée, dont les intérêts avaient pu être les mêmes que ceux de Louis XV, mais dont les principes et les vues étaient aujourd'hui trop opposés aux nôtres?

La Russie, à qui l'Angleterre pouvait faire beaucoup de mal, craignait aussi l'ascendant plus immédiat dont je menaçais l'Europe, et s'arma contre moi : son alliance n'était donc pas celle que je pouvais briguer, puisque nous étions en guerre. La Prusse, enrichie par sa neutralité, espérait voir passer tous les orages autour d'elle sans s'y exposer; d'ailleurs elle n'était pas seule assez puissante pour former le contre-poids désiré. Ce n'était pas avec sept millions d'habitants qu'on pouvait tenir en bride l'Autriche et la Russie, à moins de les appuyer de toutes les forces de la France, ce qui était loin de répondre au but [1].

Système d'états fédératifs.

Quel parti me restait-il donc à prendre? celui de m'entourer de plusieurs états du second ordre, réunis en fédération, et intéressés par les bienfaits que je leur prodiguerais à combattre pour la même cause que moi : c'était le moyen d'acquérir assez de prépondérance sur le continent pour que l'Autriche et la Russie ne fussent plus disposées à courir les chances des combats; ce qui me permettait de tourner par la suite toute ma puissance contre l'Angleterre seule, et toute mon influence contre son commerce.

Réunions successives à mon empire.

Telles furent dans l'origine les vraies causes de ces réunions à mon empire, de ces royaumes donnés aux membres de ma famille. Ce n'était pas des augmentations de territoire que je cherchais; c'était des éléments de puissance à opposer à la puissance des Anglais ou de leurs alliés. A mesure que les escadres britanniques remportaient des succès et soumettaient quelque colonie des deux Indes, je me hâtais de prononcer la réunion d'une province, pour convaincre l'Angleterre qu'elle ne gagnerait rien à prolonger la guerre, et que chacune de ses acquisitions doublait ma puissance dans une proportion bien supérieure aux avantages qu'elle en tirait.

Ce système n'était pas sans doute dans les idées du droit des gens reconnu jadis, et dont les préceptes réprouvaient les conquêtes lorsque des successions ou des mariages n'y donnaient pas des droits légitimes : mais ce n'était pas moi qui avais imaginé de fouler aux pieds ces règles tant vantées des publicistes; Frédéric-le-Grand et Cathérine avaient prouvé, 40 ans avant moi, le cas qu'ils en faisaient; et bien d'autres en avaient fait de même avant eux. D'ailleurs les Anglais

[1] Je dis ici que la Prusse n'était pas une alliée suffisante pour assurer l'équilibre du continent : plus loin, je dirai qu'elle était l'alliée la plus nécessaire pour ma lutte avec le Nord, et me rendrait maître de l'Allemagne. Il n'y a point de contradiction. La première proposition s'applique à une lutte maritime dans la situation de l'Europe en 1805, c'est-à-dire à une lutte où la France voudrait employer tous ses moyens, sans devenir partie principale sur le continent. Mais dans une guerre continentale où l'empire d'Allemagne serait pour nous, la Prusse, jointe à nos forces, nous rendrait arbitres de l'Europe. Dans la première supposition, la Prusse serait puissance principale sur le continent; dans la seconde, elle ne serait qu'auxiliaire.

prétendaient être autorisés à se permettre sur mer tout ce que l'Europe ne pouvait empêcher. La force la plus abusive était la seule limite de leur droit public, pourquoi n'eussé-je pas agi de représailles sur le continent? Si la mer appartient à celui qui a le plus de vaisseaux, pourquoi la terre n'appartiendrait-elle pas à celui qui a le plus de bataillons et qui en sait faire le meilleur usage dans l'intérêt général des nations?

D'après les considérations que je viens d'exposer, je résolus de profiter de mes grands succès dans la campagne de 1805 pour donner une prépondérance marquée à mon système fédératif; le royaume de Naples, celui de Hollande et la confédération du Rhin en furent le résultat.

Mort de Pitt. Fox lui succède.

A l'instant même où je venais de jeter les fondements de ces nouveaux systèmes par les suites que je me promettais du traité de Presbourg, j'appris en revenant en France que le célèbre Pitt était mort subitement (23 janvier).

On a prétendu que la fin de ce grand homme avait été accélérée par le dépit que lui causa la nouvelle de la bataille d'Austerlitz, qui promettait une longue suite de prospérités à l'empire qu'il s'était flatté de renverser. Quoi qu'il en soit de ce bruit populaire, les successeurs que le roi lui donna annoncèrent un moment que l'Angleterre, attérée de nos succès, éprouvait le besoin de changer de système : Fox fut mis à la tête de la nouvelle administration. Le choix de cet orateur, partisan connu de la paix, était d'un bon augure, bien que la position et l'opinion individuelle d'un homme d'état ne soit pas toujours un antécédent certain pour juger sa conduite comme ministre : Louis XII avait dit que le roi de France ne vengeait pas les injures du duc d'Orléans; un ministre pris dans l'opposition ne serait pas digne de tenir les rênes de l'état, s'il ne pouvait pas dire de même que les opinions de l'orateur à la tribune ne sauraient être celles du chef de l'administration : Pitt aussi avait figuré sur les bancs de l'opposition avant de saisir le timon des affaires. Cependant les collègues qui furent donnés à Fox (Erskine et Grey) étaient également comptés parmi les hommes sages qui avaient constamment incliné pour la paix.

Blocus des ports par une simple ordonnance du conseil.

Quelque modérés que ces nouveaux ministres fussent, ils n'en étaient pas moins Anglais. D'ailleurs, à côté d'eux siégeaient Grenville, Windham, Moira dont les sentiments étaient bien différents. Une de leurs premières mesures fut de déclarer, par un ordre du conseil du 16 mai, le blocus des ports de la Manche, depuis Anvers jusqu'au Havre. Cette idée absolument neuve, de faire admettre l'état de blocus par le fait seul d'un ordre du conseil, était absurde; elle était d'autant plus intempestive qu'à cette époque je n'avais sur cette côte, soi-disant bloquée, aucune armée qui menaçât l'Angleterre. J'aurais ordonné des représailles immédiates à cette législation algérienne, si de nouvelles négociations, entamées dans le même instant avec le cabinet de St-James, ne m'eussent déterminé à ajourner ma vengeance.

Nouvelles difficultés avec la Prusse.

L'état du continent n'était pas aussi pacifique qu'on aurait pu le croire; les éléments d'une nouvelle tempête se montraient sur tous les points de l'horizon, quoique dans le lointain.

Déjà j'avais reçu à Munich la nouvelle inattendue que le roi de Prusse ne voulait ratifier le traité de Haugwitz que sous des

restrictions qui en dénaturaient le fond. Il est vrai que, par un excès de zèle excusable, ce ministre avait agi contre ses instructions, peut-être mal interprété les ordres de son maître. La position du roi était très-critique ; il venait tout récemment de prendre avec l'Angleterre l'engagement de protéger ses troupes en Hanovre, moyennant qu'elles le secourussent s'il était attaqué par la France ; cette convention était postérieure même au traité de Vienne [1]. D'un autre côté, l'empereur Alexandre proposait au roi de mettre toute l'armée russe à sa disposition, d'après l'union qu'ils avaient contractée à Potzdam. Se jeter à corps perdu dans mon alliance au mépris des engagements de la veille était indigne d'un caractère tel que celui de Frédéric-Guillaume ; aussi ce prince reçut-il fort mal M. de Haugwitz : mais l'intérêt de l'état l'emporta sur les scrupules ; il fallait ou se décider à soutenir seul tout le poids de ma colère ou accepter.

Le cabinet de Berlin dénature le traité de Vienne.

Entraîné par ses conseils, le roi prit un de ces termes moyens qui, loin d'arranger les affaires, ne font que les embrouiller : il ratifia le traité à condition qu'il occuperait éventuellement le Hanovre jusqu'à la paix, mais qu'il ne céderait ses trois provinces qu'après que l'Angleterre aurait sanctionné cette acquisition. Je m'attendais si peu à une telle réserve que j'avais déjà cédé Anspach à la Bavière : ce dédommagement lui était dû pour le duché de Wurtzbourg que le traité de Presbourg allouait au grand-duc de Toscane, en échange du pays de Salzbourg abandonné par celui-ci à l'Autriche. Quoiqu'il eût été convenable peut-être d'attendre la ratification de Berlin pour disposer de ces provinces d'Anspach, le mal était sans remède ; elles étaient cédées, et je n'étais pas homme à supporter un affront, surtout dans l'attitude formidable où je me trouvais après la victoire d'Austerlitz. J'y étais d'autant moins disposé que j'envisageais la conduite de Haugwitz de son beau côté. En donnant au roi un riche électorat contre de petites provinces détachées de la monarchie à de grandes distances, je lui avais donné le triple de population et de revenus qu'il ne m'en cédait ; il n'aurait plus de contact avec mes frontières, et ne se verrait plus entraîné dans toutes les querelles que je pourrais avoir avec l'Allemagne ou la Russie. C'était la réparation la plus éclatante que je fusse à même de lui offrir pour la violation de son territoire. Eussé-je mieux fait de punir Bernadotte pour avoir obéi à mon ordre ? Fallait-il venir moi-même à Berlin la corde au cou, comme jadis les empereurs d'Allemagne allaient faire amende honorable à Rome ? Il me semblait plus simple de convenir « Que nous étions des alliés naturels ; « que le Hanovre m'appartenant par droit « de conquête, en le cédant à la Prusse, je « l'agrandissais aux dépens de mes ennemis « les plus acharnés, des provocateurs de « toutes les coalitions ; que le bien de la « monarchie était d'accord en cette circon- « stance avec le mien, et qu'il valait mieux « accepter une telle satisfaction que de se « livrer aux coups de mon armée victo-

[1] Le traité de Vienne était du 15 décembre ; Haugwitz partant le 17 ne crut pas devoir envoyer un courrier extraordinaire à son maître ; il n'arriva que le 25, et c'est le 22 décembre que la convention avec l'Angleterre fut conclue à Berlin. Si Haugwitz se fût fait précéder par un courrier (et certes l'événement en valait bien la peine), il eût épargné à son gouvernement les torts qu'on lui a reprochés. L'Angleterre prétendit même que le cabinet de Berlin avait demandé la participation au traité de subsides, mais celui-ci nia cette circonstance.

« rieuse, tandis que l'Autriche était hors « d'état de secourir la Prusse, et que les « Russes se trouvaient trop éloignés pour « le faire à temps. »

Motifs de ses restrictions.

La raison fondée sur la morale qui portait Frédéric-Guillaume à juger autrement et à ne pas accepter la dépouille de George III, avec lequel il se trouvait plutôt en état d'alliance qu'en état de guerre, était fort respectable. Il était évident aussi que cette acquisition ne serait sûre qu'autant que l'Angleterre la sanctionnerait à la paix. *L'occupation est le résultat de la conquête ; mais la possession n'est légitimée que par des traités, ou une longue possession qui ne saurait plus être troublée.* Or, Frédéric-Guillaume allait me céder trois provinces pour une contrée plus considérable à la vérité, mais dont il n'obtiendrait jamais l'investiture, et qui le mettrait dans un état permanent d'hostilités avec l'Angleterre.

Le cabinet ne sait pas réparer les fautes de Haugwitz.

Cette fâcheuse alternative provenait d'une faute de Haugwitz qui, ébloui par les avantages apparents de son traité, ne donna pas assez de soins à sa rédaction. Il aurait dû stipuler que si la cession du Hanovre devenait un obstacle positif à la conclusion d'une paix générale, et qu'il convînt au bien de l'Europe de le rétrocéder à l'Angleterre, il serait donné au roi de Prusse une indemnité équivalente. Cette clause ayant été négligée, le roi pouvait encore me la proposer; il est probable que je l'eusse acceptée. Dans le cas au contraire où je l'eusse refusée, Frédéric-Guillaume aurait eu à opter entre la guerre avec moi ou la chance incertaine de l'avoir avec les Anglais. S'il adoptait le premier parti, il fallait envoyer en toute hâte et en silence un négociateur à St-Pétersbourg, appeler les Russes en Silésie, et traiter avec les Autrichiens; s'il adoptait le second, il fallait accepter purement et simplement le traité, en m'observant que, si cette détermination entraînait la guerre entre la Prusse et l'Angleterre, le cabinet de Berlin, décidé à courir toutes les chances avec moi, conclurait une alliance offensive et défensive qui lui assurât une part à ces chances si elles étaient favorables. Il ne sut point s'y décider, et de tous les partis, il prit celui qui devait le moins me convenir, et le compromettre davantage.

Il met son armée sur le pied de paix, et me renvoie Haugwitz.

Par une bizarrerie plus difficile encore à comprendre, au moment où le cabinet compliquait, par cette ratification conditionnelle, sa position envers moi, il faisait entrer une partie de son armée dans le Hanovre, ordonnait de mettre le reste sur le pied de paix, et la dispersait, réduite ainsi de moitié, sur toute la surface du royaume. Il crut parer à tout en me renvoyant Haugwitz à Paris pour plaider une cause qui n'était soutenable ni dans la forme ni dans le fond.

Si le refus qu'il m'apportait eût été accompagné d'une déclaration de guerre, je l'aurais compris ; mais accepter le blâme qu'exciterait l'invasion du Hanovre, et remettre néanmoins tout en question avec moi, c'est ce que le plus habile aurait eu de la peine à expliquer. Cet incident, joint aux progrès que les sentiments de haine contre moi faisaient à Berlin, le crédit dont jouissait M. de Hardenberg, partisan reconnu de l'Angleterre dont il était né sujet (il était Hanovrien), mille circonstances, en un mot, m'annonçaient que, malgré le noble caractère de Frédéric-Guillaume, je devais être

désormais sur mes gardes avec la Prusse. A l'exception du cabinet, tout prenait à Berlin un aspect hostile ; l'armée, honteuse, disait-elle, du rôle cauteleux que la politique lui faisait jouer, demandait la guerre à grands cris ; de nombreux groupes d'officiers avaient insulté l'hôtel du ministre pacifique qui avait préféré l'agrandissement de son pays à une guerre intempestive : les lieutenants de housards voulaient décider des grands intérêts de l'état.

J'en profite pour le forcer à un nouveau traité.

Loin de me laisser imposer par cet événement d'une espèce nouvelle, je sentis de plein saut tout le parti que je pouvais tirer de ma position et de celle de l'Europe pour frapper un coup de maître ; il fallait qu'en quinze jours la Prusse entrât dans mon système et sous mon influence directe, ou qu'elle tombât sous mes coups.

Il était évident que le traité de Vienne, mutilé par dix lignes qui en détruisaient le fond, était désormais nul : je déclarai à Haugwitz que son cabinet l'avait détruit lui-même, et que les choses devaient être soumises à une nouvelle négociation. J'exigeai que la remise des provinces échangées se fit à l'instant même, car j'avais déjà cédé Anspach ; j'obligeai la Prusse à renoncer à la cession de 20 mille habitants que la Bavière devait lui faire ; enfin, je forçai le cabinet de Berlin à fermer ses ports aux Anglais.

Les mêmes ministres qui avaient rejeté le traité de Haugwitz, négocié d'égal à égal avec des avantages réciproques, n'ayant plus d'armée sous la main, se trouvèrent trop heureux de le recevoir dénaturé et imposé par la force à des conditions onéreuses. Je m'attendais en quelque sorte à ce résultat, parce que j'avais mesuré d'un clin d'œil la position dans laquelle de faibles conseillers venaient de précipiter leur roi ; et j'avais bien calculé qu'il ne pouvait s'en tirer qu'en pliant sous la loi de la nécessité, ou en s'exposant à des chances désastreuses. Toutefois, je fus surpris de l'empressement qu'il mit à ce nouvel acte de condescendance : j'avais constamment trouvé Frédéric-Guillaume dans la ligne d'une sagesse réfléchie ; le traité de Potzdam même, bien qu'il eût succédé brusquement aux démarches hostiles des Prussiens sur la Vistule, était assez motivé par une violation de territoire, pour qu'on pût l'envisager comme le résultat d'un système bien tracé ; il dénotait même une force de volonté assez grande pour me faire croire à la possibilité d'une rupture, plus qu'à un dénouement qui, sans tirer l'épée, comblerait tous mes vœux : aussi cette victoire remportée d'un trait de plume surpassa-t-elle mes espérances. J'avais pris l'Europe au défaut de la cuirasse, il s'agissait d'en profiter ; l'occasion ne tarda pas à s'en présenter.

Discussions avec l'Autriche pour le Cattaro et Wurtzbourg.

A peine le nouveau traité du 15 février, ratifié à Berlin huit jours après, eut-il mis la Prusse dans une dépendance où elle ne se trouvait point auparavant, que de nouvelles tracasseries faillirent me brouiller avec l'Autriche par suite de deux incidents assez graves : le cabinet de Vienne en me cédant la Dalmatie vénitienne s'était engagé à me remettre l'important port des bouches du Cattaro ; il se borna à en retirer la garnison, et les Russes de la 15e division, stationnés dans les sept îles, y ayant jeté un détachement renforcé de Monténégrins, nous ne pouvions nous en emparer que par la force. Je demandai que l'Autriche me mît en possession de ce port ; et, comme

je ne pouvais aller par terre, de Venise en Dalmatie, sans passer par Trieste et la Croatie, je réclamai un passage que l'Autriche avait toujours accordé aux Vénitiens.

Un événement d'une nature différente faillit nous brouiller en Allemagne : les Autrichiens avaient envoyé leurs troupes prendre possession de Wurtzbourg, qu'on avait cédé au grand-duc de Toscane et non au cabinet de Vienne. Cela pouvait être fort bien dans les anciens usages de l'empire germanique, mais ne convenait nullement à mes projets sur l'Allemagne. J'ordonnai de suspendre la marche des prisonniers qui traversaient la Souabe ; je fis incorporer à mon armée les bataillons de dépôts qui formaient les corps de réserve de Lefebvre et de Kellermann, ce qui la porta au-dessus du complet ; je prescrivis au prince de Neufchâtel, que j'avais laissé en Bavière, de ne point remettre Braunau aux Autrichiens, et de faire enlever les bataillons qui oseraient entrer à Wurtzbourg, s'ils ne se retiraient à la première sommation [1].

Je me décide à détruire l'empire germanique pour y substituer une fédération.

Mon parti était pris ; certain de l'alliance de la Prusse, je voulais me jeter à la tête de 250 mille hommes sur l'Autriche qui n'avait plus d'armée, ou profiter de mon attitude pour la contraindre à exécuter les traités et à renoncer en même temps à l'empire germanique [2]. La fermeté de mon attitude et la mise au complet de tous les corps de mon armée lui imposèrent d'autant plus que la sienne était dans le plus grand délabrement, et qu'on avait vainement attendu les prisonniers de l'armée de Mack pour la réorganiser. L'état de nullité où se trouvait cette puissance et la déclaration de guerre de la Prusse aux Anglais me rendant ainsi maître de l'Allemagne, je résolus de profiter d'une position qui ne se représenterait peut-être jamais pour m'assurer sur le continent l'ascendant qui devait m'en rendre l'arbitre, et me donner tous les moyens de triompher dans ma querelle maritime.

Je place des couronnes sur la tête des différents membres de ma famille.

J'avais déjà préludé à l'exécution de ce système en plaçant mes frères sur des trônes qui devaient à la fois relever le lustre de ma famille et mettre les états voisins dans une dépendance plus directe. Le trône impérial était héréditaire dans ma famille : elle commençait ainsi une dynastie nouvelle que le temps devait consacrer, comme il a légitimé toutes les autres ; car depuis Charlemagne, aucune couronne n'avait été donnée avec autant de solennité : je l'avais reçue du vœu des peuples et de la sanction de l'église. Ma famille, appelée à régner, ne devait pas rester dans les rangs de la société : c'eût été un contre-sens.

Nous étions riches en conquêtes ; il fallait lier intimement ces états au système de l'empire, pour faire pencher la balance continentale de son côté. On a soutenu un paradoxe, en prétendant qu'il n'y a d'autres liens entre les peuples que ceux des intérêts qu'ils mettent en commun. L'histoire est pleine de preuves du contraire ; elle fourmille de traités faits dans le seul intérêt des familles qui gouvernent. C'est un très-grand malheur

[1] Voyez aux pièces justificatives les deux lettres écrites au prince de Neufchâtel, nos 2 et 6. L'occupation de Wurtzbourg n'avait rien que de naturel dans l'ancien système de l'empire germanique ; mais c'était justement à ce système que Napoléon en voulait. — [2] Napoléon avait raison d'exiger l'exécution du traité relativement au Cattaro, mais il ne fallait pas déchirer lui-même le traité, en renversant un empire qui y était reconnu.

sans doute, quand l'intérêt général du peuple n'est pas celui de ses chefs ; mais ce n'est pas chose nouvelle : combien de princes et même de républiques n'ont-ils pas fait d'alliances que l'intérêt bien entendu du pays repoussait ? Sans doute, la liberté maritime à laquelle j'aspirais devait être le vœu de tous les états, principalement de ceux qui avaient un littoral ; mais les petits états n'attachaient pas assez de prix à une espérance si vague pour se résigner à une privation totale de commerce pour vingt ans. Sous ce point de vue, leur intérêt du moment, aussi bien que celui de leur dynastie régnante, s'accordait assez contre nous, dès que nous ne pouvions admettre leurs liens avec l'Angleterre. Il n'était pas en mon pouvoir de changer cette situation ; mais c'était déjà beaucoup que de substituer, à une administration ennemie, un gouvernement qui fût intéressé à marcher avec nous, et dont l'existence se trouvât étroitement liée à nos succès : c'était le seul moyen de faire combattre, pour notre cause, des peuples qui y étaient indifférents ; c'était le seul moyen de les soumettre malgré eux à de longs sacrifices, dont le fruit n'était pas à la portée de leur jugement.

Le trône de Naples donné à Joseph.

Je remplissais ces conditions en plaçant ma famille sur les trônes vacants. Le premier qui se présenta fut celui de Naples. Il fallait un maître à ce malheureux pays pour le sauver de l'anarchie et des vengeances : mon frère Joseph monta sur ce trône que Masséna venait de conquérir.

Celui de Hollande à Louis.

La Hollande avait perdu depuis longtemps l'énergie qui fait les républiques : elle n'avait pas la force de jouer ce rôle ; elle en avait donné la preuve, lors du débarquement du duc d'Yorck. Le grand pensionnaire Schimmelpeninck menaçait d'une fin prochaine. *Il ne fallait pas laisser aux caprices du système électif, les chances de mon alliance avec un peuple si nécessaire à mes projets contre l'Angleterre.* Je ne devais pas soupçonner que la nation regrettât la maison d'Orange après ce qui s'était passé en 1787. La Hollande semblait donc avoir besoin d'un souverain : je lui donnai mon frère Louis.

La couronne de Lombardie assurée à ma mort à Eugène.

La couronne de fer des rois lombards était déjà sur ma tête ; il eût été imprudent de l'en détacher pour la poser sur une autre : c'eût été d'un exemple dangereux. L'Autriche, la plus intéressée au sort de l'Italie, l'avait d'ailleurs reconnue ; mais pour calmer ses craintes et celles de l'Europe, je nommai Eugène Beauharnais vice-roi, en lui assurant à ma mort l'héritage de cette couronne.

Le grand duché de Berg à Murat.

Je donnai à Murat le grand-duché de Berg ; ma sœur Pauline Borghèse eut la principauté de Guastalla ; Elisa Biacciochi fut proclamée princesse de Lucques, de Piombino et de Massacarara ; Berthier eut, comme on sait déjà, la principauté de Neufchâtel cédée par la Prusse.

Masséna et Joseph soumettent Naples.

Entraîné par mon récit, je viens de disposer de la couronne de Naples, et n'ai rien dit encore des événements qui l'avaient mise en mon pouvoir. On se rappelle qu'après la paix de Presbourg j'avais prescrit à Masséna de me venger de la mauvaise foi avec laquelle cette cour avait enfreint les traités. Ce général franchit le 8 février le Garigliano, et marcha en trois colonnes sur Gaëte, Capoue et Itry. Partout les troupes

napolitaines disparurent sans faire de résistance. La cour s'était embarquée pour la Sicile, frappée de terreur par ma proclamation du 27 décembre. Joseph fit, le 15 février, son entrée dans Naples. Les députés de la régence avaient déjà fait rendre Capoue, et jamais conquête ne s'acheva plus paisiblement. Il semblait qu'un piége fût tendu à notre confiance par une prise de possession aussi facile.

Le prince de Sicile avait réuni en Calabre le noyau de l'armée napolitaine, d'environ 18 à 20 mille hommes, sous le prince de Rosenheim et le comte de Damas, se flattant que les Calabrais, à l'exemple de ce qu'ils avaient fait sous le cardinal Ruffo en 1799, se leveraient en masse pour le seconder.

Le général St-Cyr fut chargé de soumettre la Pouille et les Abruzzes jusqu'à Tarente ; Reynier eut la tâche de balayer la Calabre ; Masséna se chargea de la garde de Naples et du siége de Gaëte. Reynier ayant complètement battu la division du comte de Damas à Campo-Tenese, tandis que Duhesme poussait par la Basilicate contre la division Rosenheim, l'armée napolitaine se dispersa ; les princes s'embarquèrent à Reggio avec 2 mille hommes seulement.

Cependant la Calabre, traversée par nos colonnes, n'était pas soumise ; le peuple sauvage et féroce qui l'habite était prêt à chaque signal à se soulever, ou pour mieux dire il n'était soumis que sur le terrain occupé par nos colonnes : hors de la portée du canon, il était insurgé.

Mon frère reçut, dans sa tournée en Calabre, le décret qui lui décernait la couronne de Naples. La nouvelle en fut accueillie dans la capitale avec des démonstrations qui firent croire qu'elle se soumettrait sans regret : on était las d'une administration décriée ; on espérait tout d'un meilleur avenir. Néanmoins l'allégresse que nos partisans manifestèrent fut troublée par l'apparition de Sidney-Smith, qui venait de prendre le commandement de l'escadre anglaise, et qui pouvait joindre un bombardement aux illuminations et aux fêtes publiques ordonnées pour célébrer cet événement. Mais, aussi peu enclin à incendier un palais, sans utilité pour sa cause, qu'il avait été empressé d'incendier l'arsenal de Toulon, cet amiral se contenta de faire peur aux Napolitains, et d'enlever d'un coup de main l'île de Caprée, malgré l'héroïque résistance d'une compagnie qui l'occupait.

Siége de Gaëte.

Toutefois la position de Joseph à Naples n'était pas tellement consolidée qu'elle n'offrît encore bien des obstacles. Gaëte prolongeait sa défense. Cette place, située sur un rocher, ne tenant à la terre que par un col de 400 toises parfaitement fortifié en amphithéâtre, n'offrait que ce seul front d'attaque, et il était hérissé de difficultés. Le prince de Hesse-Philipstadt, officier hessois, plein de courage et d'énergie, y commandait. La garnison, journellement rafraîchie et ravitaillée par mer, était disposée à le seconder. Le siége en commença à la fin de mai sous la direction des généraux Campredon et Vallongue ; Dedon commandait l'artillerie.

Diversion en Calabre.

Depuis quatre mois que Reynier occupait la Calabre, la cour de Sicile avait eu le temps d'y fomenter une insurrection. Lorsque tout fut prêt, et que les Anglais crurent pouvoir fondre avec avantage sur un corps faible et aventuré, le général Stuart vint descendre, à la tête de 9 mille Anglo-Siciliens, dans le golfe de Ste-Euphémie. Reynier, ayant réuni à la hâte une division de 6 mille hommes, marcha à sa rencontre,

l'assaillit le 4 juillet sur les hauteurs entre Mayda et la mer; mais il fut repoussé vigoureusement et forcé à la retraite sur Crotone. Cet échec devint en effet le signal d'une révolte générale. Les Calabrais, rassemblés par le tocsin, fondirent sur tous nos détachements isolés; partout dans la presqu'île nos soldats se virent égorgés, ou forcés de s'ouvrir un passage le fer à la main.

Dans l'intervalle, Masséna pressait Gaëte. Le général du génie Vallongue, qui dirigeait les travaux préparatoires et l'établissement de la grande batterie de brèche, fut emporté le 14 juin par un boulet.

Les travaux avaient été poussés jusqu'au 28 avec une constance rare, puisque la place accablait de projectiles depuis deux mois nos troupes qui ne répondaient pas par un seul coup de canon. Enfin ce jour-là les batteries, armées par les soins du général Dedon de 50 pièces de 33 et de 24 mortiers du plus fort calibre, ouvrirent leur feu à la fois en présence du roi. Le prince de Hesse y fit riposter avec ténacité; mais le dixième jour il reçut à la tête une blessure très-grave, qui le força à quitter le commandement. La brèche fut ouverte vers la citadelle; une seconde plus difficile fut pratiquée dans le bastion à triple étage qui dominait le front. Masséna avait réuni 2500 grenadiers pour livrer l'assaut, quand la place capitula La garnison, forte de 7 mille hommes, eut la faculté que nous ne pouvions lui contester de se rendre en Sicile. La place avait tiré en trois mois 117 mille boulets et 20 mille bombes.

Dès que cette importante conquête eut délivré Masséna des craintes d'un débarquement ennemi, il partit de Naples pour rejoindre Reynier et soumettre la Calabre à la tête de 15 mille hommes. Après avoir complètement battu les insurgés à Cocozza, il dispersa sans peine, mais non sans combats, cet essaim de barbares ameutés par leurs prêtres. Le général Stuart, qui n'avait pas voulu commettre l'honneur du drapeau britannique en se fiant trop à leur secours et en s'avançant dans l'intérieur du pays, ne crut pas devoir lutter avec des forces supérieures, et se rembarqua pour Messine le 5 septembre.

L'insurrection s'éteignit peu à peu par un mélange de rigueur, d'énergie et de clémence; et grâce à une administration toute paternelle, Joseph put se croire solidement assis sur le trône de Ferdinand IV.

Établissement de la confédération du Rhin qui me proclame protecteur.

Il ne me restait plus qu'à régler le sort de l'Allemagne, plus important que tous les autres pour l'exécution de mon grand projet fédératif.

L'empire germanique avait reçu de rudes atteintes par la réforme, la guerre de 30 ans et la paix de Westphalie; par les guerres de Charles-Théodore contre Léopold, et de Frédéric-le-Grand contre Marie-Thérèse; enfin par celle de 1799. Si l'on ajoute la scission que la neutralité du Nord y avait introduite, la manière dont le Hanovre avait été traité par moi, et la Poméranie par son propre souverain, enfin l'érection de la Bavière et du Wurtemberg en monarchies; on conviendra que cette momie politique, toute mutilée, devait tomber au moindre souffle : il n'y avait plus qu'un dernier coup à lui porter. Mon armée se trouvait sur le Danube; Soult était encore maître de Braunau. Je fis signer le 12 juillet un traité auquel je travaillais depuis six mois, par lequel la Bavière, le Wurtemberg, Baden, Hesse Darmstadt et Nassau renoncèrent à tous les liens qui les attachaient à l'empire romain, pour former une confédération du

Rhin sous la présidence du baron d'Alberg, archi-chancelier, qui prendrait le titre de *Prince primat* : les statuts me déféraient celui de *Protecteur*.

A part ces deux dernières clauses et tout ce qui pouvait m'être personnel dans cette importante transaction, elle s'accordait parfaitement avec la nouvelle situation de l'Europe et avec l'intérêt spécial de l'Allemagne. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un regard sur le rôle qu'elle jouait en Europe depuis deux siècles ; si sa force intérieure était nulle, c'était encore pire dans ses rapports extérieurs. Ballottée entre la prééminence de l'Autriche, l'intérêt opposé de la Prusse, l'influence de la France et celle de la Russie, les relations que le Hanovre lui donnait avec l'Angleterre, et la Poméranie avec la Suède ; l'Allemagne, de même que l'Italie, n'était plus qu'une figure géographique, bonne à l'enseignement des colléges : ce n'était ni une puissance ni une nation ; sort inévitable de tous les états fédératifs et électifs, quand ils sont entourés de voisins assez forts et assez adroits pour les dominer.

Cet état de choses, qui tendait à diviser pour régner, convenait au XVI^e^ siècle à la France, alors plus faible que l'Autriche ; mais depuis la destruction de la Pologne il convenait à la France victorieuse de reconstituer fortement une Allemagne indépendante du cabinet de Vienne et de la Russie.

Donner un centre commun à 16 millions d'Allemands, tel était notre intérêt et le leur ; car ne pouvant se maintenir qu'à l'aide de notre puissance, ils seraient dans nos rangs pour longtemps. D'un autre côté, ils se formeraient en un seul corps de nation, ayant ses alliances et ses intérêts particuliers indépendants de la maison d'Autriche ; ils formeraient en un mot une Allemagne.

Le projet était excellent ; il pécha par l'exécution. Je devais donner à cette fédération un chef allemand, pris dans les maisons les plus puissantes, et me contenter de la lier par des traités offensifs et défensifs, sans prendre un titre qui blessait l'orgueil germanique et n'ajoutait rien à mon pouvoir.

Telle qu'elle fut établie, la confédération ne convenait qu'à mon empire ; j'aurais dû la rendre utile à la fois à la France, à l'Allemagne et au reste de l'Europe.

Ce traité est envoyé à Vienne.

Ce traité fut envoyé à Vienne pour obtenir la sanction de l'Autriche. Je l'envoyai aussi à Berthier et au ministre Otto à Munich, pour qu'ils en échangeassent la ratification, ou qu'au refus de l'Autriche mon armée se reportât à l'instant sur l'Inn.

L'empereur François abdique la couronne germanique, et se proclame empereur héréditaire d'Autriche.

Le cabinet de Vienne, l'ayant reçu en même temps que la nouvelle du traité signé par d'Oubril, ne crut pas devoir risquer une guerre sans armée et sans alliés, pour défendre le titre, assez vain depuis un siècle, de chef électif du vieux empire des Othons. Il lui parut préférable d'abdiquer une couronne qui lui avait causé plus d'une guerre ruineuse sans lui promettre d'avantages équivalents, et de renoncer à un titre pompeux mais viager, pour se contenter du titre d'empereur héréditaire d'Autriche, de Hongrie et de Bohême.

François II abdiqua donc, par sa déclaration du 6 août, la couronne germanique qu'il avait reçue en 1792, et commença, sous le nom de François I^er^, la série des empereurs d'Autriche.

Cette détermination surpassa, je l'avoue,

mes espérances : je m'attendais presque à être obligé d'aller chercher cette sanction à Vienne, et nul doute que le traité signé par d'Oubril n'ait beaucoup contribué à ce résultat.

Sensation que cet événement produit à Berlin.

Un pareil événement, annoncé à Berlin immédiatement après la nomination de mon frère Louis au trône de Hollande, et de Murat, mon beau-frère, au grand-duché de Berg, menaçait la Prusse de nouvelles collisions dont elle avait espéré s'affranchir. Les conseillers de Frédéric-Guillaume purent sonder l'abîme entr'ouvert sous leurs pas ; ils durent regretter ou de ne pas s'être tenus franchement au premier traité de Hœugwitz, ou à celui de Potzdam avec la Russie; mais le moment opportun étant passé, pouvaient-ils combattre seuls? avaient-ils un intérêt direct à le faire? La négative ne semble pas douteuse. La Prusse, il est vrai, jouait le second rôle dans la confédération germanique; il lui importait de le conserver pour augmenter son système fédératif et se couvrir des provinces neutres; mais sa religion lui interdisait le premier rôle dans l'empire romain, et il lui était facile de se consoler de sa chute, si elle parvenait à former une contre-fédération au Nord, en ralliant à elle la Saxe, l'électeur de Hesse, la Poméranie, les ducs de Mecklenbourg, les ducs de Brunswick, pays déjà soumis à son influence, mais qu'elle pouvait soumettre plus directement à son protectorat. C'était croître à proportion de mon agrandissement et conserver la situation relative des deux puissances. Frédéric-Guillaume préféra ce parti à celui de la guerre : il négocia cette confédération; mais il traitait à peu près d'égal à égal, tandis que j'avais plutôt des vassaux que des alliés, et que je faisais plutôt des décrets que des traités.

J'aurais dû donner à la Prusse la présidence de la confédération.

Pour donner à mon ouvrage une base plus solide, j'aurais peut-être mieux fait de décerner la présidence de la confédération du Rhin à la Prusse, au lieu de la donner à un prince faible dont l'héritier, accablé de mes bienfaits, m'en a si mal récompensé. La nation prussienne et la cour, également gagnées par une telle faveur, se fussent probablement rattachées franchement à mes destinées. J'aurais eu des alliés fidèles depuis le Rhin jusqu'au Niémen ; et, appuyé sur une telle base, j'aurais pu tout entreprendre. On dira peut-être que c'eût été détruire inutilement la puissance de l'Autriche pour en élever une aussi redoutable à sa place. Rien n'est moins vrai ! l'Autriche seule conservait 24 millions de sujets sans l'empire germanique ; la Prusse, au contraire, n'en avait pas 10 millions avec le Hanovre; or la présidence d'une fédération de rois qui en compterait à peine autant, n'ajouterait pas en proportion à sa puissance positive. Outre cela, la Prusse m'eut été redevable de cette grandeur, et l'Autriche ne m'était redevable que de l'avoir fait déchoir ; ce qui devait apporter une grande différence dans leurs sentiments. La Prusse, élevée dans l'empire aux dépens de l'influence autrichienne, eût été en rivalité éternelle avec la cour de Vienne : elle se fût jetée dans nos bras pour un siècle. Enfin, si jamais ma politique y était intéressée, il eût suffi d'un mot de moi pour que ces princes de la confédération devinssent autant d'adversaires de leur président.

État intérieur de l'empire français.

Ce n'était pas tout que de songer à l'extérieur, il fallait consolider mon ouvrage en donnant à la France des institutions conformes au nouvel ordre social qu'elle avait

adopté, comme l'a dit un homme qui m'avait bien jugé : « Il fallait créer mon siècle « pour moi, comme je l'avais été pour « lui.

« Il fallait être législateur après avoir été « guerrier.

« Il n'était plus possible de faire reculer « la révolution ; car c'eût été soumettre de « nouveau les forts aux faibles, ce qui est « contre nature. Il fallait donc en saisir l'es- « prit, pour y accommoder un système ana- « logue de législation. Je crois y être par- « venu. Ce système me survivra, et j'ai laissé « à l'Europe un héritage qu'elle ne pourrait « répudier, sans tomber dans la barbarie ou « dans l'anarchie.

« Il n'y avait en réalité dans l'état qu'une « vaste démocratie, menée par une dicta- « ture. Cette espèce de gouvernement est « commode pour l'exécution ; mais elle est « d'une nature temporaire, parce qu'elle « n'est qu'en viager sur la tête du dictateur. « Je devais la rendre perpétuelle, en faisant « des institutions à demeure et des corpo- « rations vivaces, afin de les placer entre le « trône et la démocratie. Je ne pouvais rien « opérer par le levier des habitudes et des « illusions ; j'étais obligé de tout créer avec « de la réalité.

« Il fallait ainsi fonder ma législation sur « les intérêts immédiats de la majorité, et « créer mes corporations avec des intérêts, « parce que les intérêts sont ce qu'il y a de « plus réel dans ce monde.

« J'ai fait des lois dont l'action était im- « mense, mais uniforme. Elles avaient pour « principe le maintien de l'égalité. Elle est « si fortement empreinte dans ces codes « qu'ils suffiront seuls pour la conser- « ver. »

Établissement de grands fiefs et de titres.

Je résolus, dès cette époque, d'instituer une caste intermédiaire. Elle serait démocratique, parce qu'on y entrerait à toute heure et de partout. Elle serait monarchique, parce qu'elle ne pourrait mourir, et qu'elle formerait un rempart contre cette même démocratie. Elle serait nationale, parce qu'elle se composerait de tous ceux qui rendaient de grands services à l'état. Mais j'avais besoin d'y préparer peu à peu les esprits, et je différai pour mieux réussir. En attendant, le même message du 30 mars, qui faisait part au sénat des états que je distribuais à ma famille et du régime intérieur que je lui avais imposé, annonçait en même temps l'établissement de vingt-un grands fiefs de l'empire en Italie. Bernadotte fut redevable de la principauté de Ponte-Corvo à son parentage avec mon frère Joseph [1]; Talleyrand eut le duché de Bénévent. Ces titres, suivis un peu plus tard de ceux accordés aux généraux et grands fonctionnaires, les différentes classes de la légion d'honneur, les sénatoreries, rompirent peu à peu les idées d'égalité et de nivellement des rangs. L'égalité ne fut conservée que dans les droits : c'est la seule raisonnable.

Mécanisme de mon gouvernement.

Après le désordre de la révolution, il importait de rétablir l'ordre, parce qu'il est le symptôme de la force et de la durée.

Les administrateurs et les juges étaient essentiels à l'état, puisque d'eux seuls dépendait l'ordre public, c'est-à-dire l'exécution des lois. Je les associai au mouvement qui animait le peuple et l'armée; je les associai aux mêmes récompenses : j'avais insti-

[1] Bernadotte était beau-frère de Joseph par sa femme ; ils avaient épousé deux demoiselles Clary de Marseille ; ainsi le parentage de Napoléon était fort indirect.

tué un ordre qui honorait les administrateurs, parce qu'il avait reçu des soldats un brevet d'honneur; je le rendis commun à tous ceux qui servaient l'état, parce que la première des vertus est le dévouement à la patrie.

Ceux qui n'ont pas compris mes motifs m'en ont fait un reproche. Ils disaient que d'illustres guerriers, vainqueurs dans cent batailles, ne devaient pas être récompensés du même cordon dont on décorait l'administrateur qui, au sein du repos et de la mollesse, faisait sa fortune, alors même qu'il percevait les deniers de l'état avec probité. Loin de contester la nécessité d'établir un ordre purement militaire, je voulus le faire plus tard, en instituant les Trois-Toisons. Mais la légion d'honneur avait un double but, et je ne l'aurais point atteint en la réservant à mes soldats. Elle unissait par les intérêts toutes les classes de la nation, parce qu'aucune n'était ni subordonnée ni exclue. Il se formait autour de moi un corps intermédiaire, une sorte de notabilité fournie par l'élite de la nation, et qui serait attachée au système impérial par sa vocation, par ses intérêts et par ses opinions : la croix de la légion fut en un mot ce qu'était à Rome l'anneau de chevalier. Ce corps nombreux, quoique revêtu du pouvoir civil et militaire, était avoué par le peuple, parce qu'il était tiré de ses rangs. Il avait confiance en lui, parce que leurs intérêts étaient confondus.

L'empire s'asseyait sur une organisation forte. L'armée s'était formée à l'école de la guerre : elle y avait appris à se battre et à souffrir.

Les fonctionnaires civils s'accoutumaient à faire exécuter strictement les lois, parce que je ne voulais ni d'arbitraire, ni d'interprétations. Ils se formaient par là à l'exactitude et à la rapidité. J'avais répandu partout une impression uniforme, parce qu'on ne donnait qu'un seul mot d'ordre dans l'empire. Ainsi tout se mouvait dans cette machine; mais le mouvement ne s'opérait que dans les cadres que j'avais préparés. J'eus un moment la grande pensée de rendre tous les emplois inamovibles, à moins de prévarication et de jugement formel. J'y voyais un grand avantage moral et un gage de stabilité. L'homme qui occupe un emploi pour la vie, songe à deux fois avant de s'exposer à le perdre. L'état y gagnerait des serviteurs plus fidèles, et les employés y gagneraient d'être à l'abri des destitutions arbitraires; l'intrigue et la faveur auraient moins de prise.

Dilapidations arrêtées.

J'ai arrêté les dilapidations publiques, en centralisant sur un seul point toute la machine fiscale. Rien n'a été laissé de vague dans cette partie, parce qu'en fait de monnaie tout doit se retrouver. Je n'ai surtout rien laissé de disponible à ces demi-responsabilités provinciales, parce que l'expérience m'avait prouvé que cet abandon ne sert qu'à enrichir quelques petits malversateurs aux dépens du trésor, du peuple et de la chose publique.

Crédit rétabli.

J'ai rendu le crédit à l'état, en ne faisant pas usage de crédit et en fondant un amortissement certain.

A l'abus des emprunts qui avait paralysé la France, a succédé le système des impôts qui l'a corroborée. Toutefois il m'eût été possible de donner une base plus large à notre crédit de bourse. La crainte de l'*abus* m'éloigna de l'*usage* des emprunts, ressource précieuse qu'il faut savoir ménager. Je proscrivis l'agiotage en refusant toute action du trésor sur les fonds publics. Dix fois

nous eûmes plus d'argent en dépôt qu'il n'en eût fallu pour faire monter les fonds au pair. Ce moyen m'a toujours répugné, et ces scrupules m'ont privé de grandes ressources.

Conscription régularisée.

J'ai perfectionné la conscription, loi rigoureuse, mais grande et seule digne d'un peuple qui chérit sa gloire et sa liberté; car il ne doit confier sa défense qu'à lui-même. Cela est si vrai qu'on a rien su y substituer, et qu'on en a conservé jusqu'au nom après avoir cherché à le rendre odieux.

Monuments.

J'ai ajouté de grands monuments à ceux que possédait la France. Les quatre plus beaux n'ont pas été terminés; c'étaient celui du Mont-Cénis, l'arc de triomphe du Simplon à Milan, celui de l'Étoile et le temple de la Madelaine. Ils devaient servir de témoins à sa gloire. Je pensais qu'ils éleveraient l'ame de nos descendants : les peuples s'attachent à ces nobles images de leur histoire. La colonne de la place Vendôme vivra aussi longtemps que celle de Trajan.

Mon trône ne brillait que de l'éclat des armes. Les Français aiment, de la grandeur, jusqu'à son apparence. J'ai fait décorer les palais; j'y ai réuni une cour nombreuse; je lui ai donné un caractère austère : tout autre eût été mal assorti.

On a dit que ma cour n'était ni amusante ni aimable, et que les femmes me détestaient. Il est vrai qu'elles ont joué un rôle mesquin en comparaison de celui qu'elles jouaient sous madame Dubarry, et qu'elles étaient sacrifiées à la grandeur de l'état. Louis XV leur eût peut-être mieux convenu. Mais, à l'exception des douairières du faubourg Saint-Germain, et de ces femmes qui renoncent à tous les devoirs de leur sexe pour se rendre célèbres à tout prix, je crois que les Françaises m'ont rendu justice, du moins jusqu'en 1813. On s'amusait à la cour d'une manière plus grave qu'au Parc-au-Cerf et aux orgies de la régence; mais on s'amusait.

Travaux intérieurs.

Ce n'était pas aux monuments, symboles de la gloire et de la puissance, que je bornais mes soins; je n'attachais pas moins de prix à tous les établissements industriels et commerciaux : on pense bien que je n'oubliais pas les établissements militaires.

De nouvelles communications nombreuses furent ouvertes au commerce; j'ai fait réunir l'Italie à la France en ouvrant les Alpes par quatre magnifiques chaussées. J'ai entrepris en ce genre ce qui paraissait impossible : les routes du Simplon et du Mont-Cénis, celle de la Corniche qui menait de Nice par Gênes jusqu'à Florence, sont des monuments éternels [1].

J'ai encouragé les progrès de l'agriculture en promulguant des lois protectrices de la propriété, et en répartissant également les charges publiques.

Les canaux de St-Quentin, de Bourgogne, d'Alsace, ont dû réunir la Seine et la

[1] J'apprends dans ma retraite que les Autrichiens et le roi de Sardaigne ont marché à pas de géants dans la carrière que je leur ai ouverte : il est facile d'imiter quand on a des modèles vivants sous les yeux. On n'en doit pas moins rendre justice aux gouvernements qui savent apprendre quelque chose; il y en a tant qui n'apprennent rien ! Le conseil aulique a fait ouvrir une route au Splugen qui lui livre les Grisons : si la Suisse n'y prend garde, on pourra aller de Souabe directement en Italie par son territoire. On a fait une chaussée de Trente par le Tonal sur Bergame pour prendre toute l'Italie à revers, une autre route mène du Tyrol par le lac de Como à Milan.

Saône au Rhin et à la mer du Nord : c'était assurer des débouchés à nos produits territoriaux jusqu'en Hollande et au Weser, lors même que le cabotage serait interrompu : le premier assurait nos communications avec la Belgique.

Tous les genres de fabrication étaient encouragés tant par des primes que par des lois écartant la concurrence étrangère.

Travaux militaires et maritimes.

Mon activité redoublait avec ma sollicitude pour tout ce qui concernait notre système de fortification. Les travaux ordonnés à Alexandrie devaient nous assurer un établissement éternel au-delà des Alpes : on a cru que j'eusse mieux fait d'établir une bonne place à Pavie ou à Crémone ; c'est une question trop longue à résoudre pour la discuter ici.

De la même main dont je projetais les travaux de Buderich pour assurer Wesel par les deux rives du Rhin, et compléter le système général de défense de cette superbe barrière, je traçais les plans pour fortifier Cassel et Kehl qui venaient de m'être cédés par les grands-duc de Baden et de Darmstadt. J'employais une partie des contributions de l'Autriche à établir une tête de pont sur le Lech ; en même temps je faisais assurer la possession de la Dalmatie par de bons ouvrages temporaires [1].

Anvers et Venise surtout n'étaient pas oubliés. La description des immenses travaux ordonnés dans ces deux ports formerait à elle seule le sujet d'un volume. La patrie des Morosini, des Alviane, des Dandolo pouvait par mes soins renaître un jour de ses ruines, sinon comme capitale, du moins comme grande place d'armes et entrepôt du Levant. Le superbe arsenal, seul héritage que Venise eût conservé de l'empire des mers, allait reprendre toute son activité ; les vastes forêts de l'Illyrie, de la Macédoine, nous fourniraient des bois ; la Hongrie des cuivres ; le commerce pouvait nous procurer des cordages et des toiles ; la Dalmatie, l'Albanie, de bons matelots. Qui sait si un jour la Grèce et ses cinquante îles ne nous donneraient par une pépinière d'intrépides marins?

En même temps que je recréais ces grands ports, j'ordonnai d'augmenter les défenses de Brest, de Cherbourg, de Rochefort. On voit que je faisais marcher de front les négociations les plus importantes, les travaux du génie, ceux des arsenaux, de l'architecture civile, des canaux, les soins de l'administration et de la législation. La France, que dis-je, l'Europe ne me paraissait pas assez grande pour occuper mon imagination ardente, qui embrassait tout, et mon amour du travail qui croissait à mesure que les embarras se multipliaient. Je ne demande pas d'autre panégyrique de mon règne, que la publication de ma correspondance avec les chefs de l'armée et des différents ministères, et celle des projets soumis à mon conseil [2].

[1] Voyez les lettres au général Dejean, pièces justificatives, nos 11 et 12.

[2] Au nombre de ces projets, il en est un que je dois rapporter, parce qu'il était relatif à notre organisation militaire. J'avais senti la nécessité d'avoir quelques troupes légères à lancer en partisans, des enfants perdus. Quoique les Cosaques ne m'eussent pas encore fait sentir le prix d'un pareil corps, puisque nous les avions à peine aperçus dans la campagne d'Austerlitz, j'en ordonnai la formation le 9 juillet 1806. On y aurait utilisé de petits chevaux lorrains et des Ardennes, peu propres à la cavalerie régulière ; on aurait fait servir de petits hommes dont la taille n'était pas suffisante pour de beaux régiments de cavalerie, mais d'ailleurs aussi bons soldats et plus agiles. Ces pandours auraient pu se remettre au complet en tous pays, faire le service d'éclaireurs et ménager beaucoup ma cavalerie. L'ordre en fut donné ; mais j'y renonçai plus tard sur les observations de mes généraux, et j'eus lieu de m'en repentir.

Laissons là les soins que je donnais pour élever la prospérité intérieure de la France aussi haut que le défaut de commerce maritime le permettait, et revenons aux affaires d'Allemagne où la confédération du Rhin allait remettre la paix de l'Europe en problème.

La Prusse reconnaît la ligue du Rhin, et en forme une au Nord.

Fréderic-Guillaume reçut avec douleur la nouvelle de ce bouleversement sur lequel je n'avais pas jugé à propos de le consulter. Ceux même de ses conseillers qui avaient pardonné à Haugwitz en faveur de l'acquisition du Hanovre, ne voient dans ce nouvel empiétement qu'un attentat manifeste aux intérêts de la Prusse. Ils soutiennent qu'autant il est de mon intérêt d'étendre mon influence en Allemagne, autant le cabinet de Berlin doit vouloir que l'Allemagne reste une puissance indépendante entre lui et mon grand empire. Malgré ces opposants, le parti de la paix l'emporte néanmoins encore une fois, et Frédéric reconnaît la ligue du Rhin tout en cherchant à former celle du Nord.

Il ne parvint pas à ce but avec autant de facilité qu'il l'avait cru : l'Angleterre et la Russie s'opposaient à ce qu'il y comprît Hambourg et les villes anséatiques, et moi, je ne me souciais guère qu'il y comprît la Saxe. Je convoitais ce pays pour la confédération du Rhin : sa situation géographique en fait la clef de l'Elbe ; ce serait un allié également précieux pour agir contre la Prusse ou contre l'Autriche : enfin la maison de Saxe avait été de temps immémorial l'amie de la France, et son alliance avec les Prussiens depuis 1792 n'avait pas encore effacé l'inimitié de la guerre de sept ans. C'en était assez pour me décider à insinuer à la Saxe de tenir ferme, et à la Prusse de ne pas employer les menaces et la force, si l'alliance éprouvait des difficultés.

Outre le mécontentement que ces obstacles devaient donner à la Prusse, les Anglais, à la suite de la fermeture des ports, avaient capturé 300 bâtiments prussiens ; les ports étaient bloqués par les escadres anglo-suédoises ; le commerce était consterné : le militaire vociférait de plus en plus ; les hommes d'état déploraient l'abandon de l'Allemagne. Si le gouvernement avait voulu étouffer tous les germes de mécontentement, il n'eût fallu rien moins que le tribunal révolutionnaire de Fouquier-Tinville.

Frédéric-Guillaume opposa au torrent une volonté ferme et inébranlable ; il ne pouvait rien de plus. Une étincelle vint tomber sur la mine et en causa l'explosion : cette étincelle jaillit de ma négociation avec les Anglais.

Négociations avec l'Angleterre.

Tout en travaillant à élargir les bases de ma puissance, je ne perdais pas l'espoir de consolider tant de glorieux travaux par la paix maritime, sans laquelle mon édifice n'aurait pu s'affermir. Les premières ouvertures furent le résultat d'un événement fortuit qui était de bon augure. Un de ces monstres enfantés par les guerres civiles, de ces misérables qui pensent que l'esprit de parti ou de secte justifie tout, un Français fanatique, en un mot, osa proposer à Fox de m'assassiner, et d'acheter à cet effet une maison sur l'avenue de St-Cloud, où je passais tous les jours en voiture. Fox, plus généreux que les instigateurs de Georges Cadoudal, chassa cet homme du royaume, et me signala son infâme projet. La correspondance qui en résulta amena des explications réciproques.

On fut longtemps à disputer sur des for-

mes. L'Angleterre voulut traiter de concert avec la Russie; mais il me semblait peu convenable d'amener dans la discussion un tiers avec qui je n'avais rien à démêler, et qui ne pouvait mettre du poids dans la négociation qu'à mon détriment : je déclinai la proposition; on trouva un terme moyen, en obtenant de l'empereur Alexandre qu'il enverrait de son côté un négociateur à Paris. Il m'envoya d'Oubril sous le prétexte d'un échange de prisonniers.

Dans l'intervalle, Fox m'avait demandé la liberté de Lord Yarmouth, détenu à Verdun par suite de représailles pour les bâtiments français enlevés avant la guerre, et dont les équipages non militaires étaient détenus.

En passant à Paris pour retourner à Londres, Talleyrand lui manifesta le désir que nous avions tous d'un rapprochement; il lui dit entre autres choses que nous ne demandions rien aux Anglais, et qu'ils ne pouvaient rien espérer de la guerre qui fût d'un intérêt réel pour eux.

Lord Yarmouth revint avec des instructions, et les conférences s'ouvrirent. On paraissait près de s'entendre; les Anglais proposèrent eux-mêmes l'état de possession respectif, et paraissaient satisfaits de garder Malte et le cap de Bonne-Espérance (l'amiral Popham et le général Baird venaient de conquérir le cap sur les Hollandais le 8 janvier, après une résistance de quelques jours) : ils témoignaient des dispositions à rendre le reste des colonies. Malheureusement Fox tomba malade; lord Spencer prit le portefeuille, et sous prétexte que Yarmouth avait trop légèrement laissé entrevoir ses instructions, on lui adjoignit le comte Lauderdale.

Bien que ce fût un homme du parti modéré, la négociation prit aussitôt une marche rétrograde. On prétendit que, dans les premiers pourparlers, l'état de possession respectif avait été admis, sauf le Hanovre, qui serait restitué à l'Angleterre.

Si la question eût été ainsi posée, j'aurais donc laissé aux Anglais tout ce qu'ils avaient pris, Malte, le Cap, Surinam, Demerari, Berbice, Tabago, et j'aurais de plus rendu le Hanovre sans rien obtenir. Je déclarai ces conditions incompatibles avec mon honneur; et comme je venais de placer mon frère sur le trône de Hollande, je tenais à ce qu'il ne commençât pas son règne par dépouiller les Hollandais de leurs colonies.

Je me trouvais dans le même cas vis-à-vis de Joseph pour ce qui concernait Naples; il fallait renoncer à lui donner cette couronne, si je le privais de la Sicile, qui en est le fleuron comme elle est en même temps le grenier du royaume.

J'avoue que je n'appréciai pas assez tout ce que l'Angleterre sacrifierait, en reconnaissant l'état de possession de la France et des alliés. Je cédai sur le point des colonies et sur le Hanovre; mais en échange j'insistai sur la Sicile.

Ce fut peut-être une des fautes les plus graves que j'aie commises : j'aurais du prendre les Anglais au mot sur la proposition de l'*uti possidetis*, sauf le Hanovre; et envoyer en toute hâte à Berlin un négociateur habile proposer au roi de me seconder dans l'œuvre si désirable de la paix, en acceptant une compensation. Il eût suffi que l'Angleterre promît de ne se mêler en rien du règlement de cette affaire continentale, moyennant qu'on lui rendît son électorat.

Lord Lauderdale eût certainement trouvé le moyen de reculer devant un pareil empressement de ma part; il lui suffisait d'élever des contestations sur l'étendue qu'il entendait donner à l'état de possession réciproque. Tout porte à croire qu'il prétendait ne l'appliquer qu'à l'empire français

proprement dit, et point aux états tombés sous sa dépendance. Cela est si vrai que, dans un moment d'abandon lors de la discussion sur la Sicile, le négociateur anglais dit que, loin de la céder, il avait ordre de redemander Naples pour Ferdinand IV.

Traité signé, et non ratifié par la Russie.

Dans les entrefaites, M. d'Oubril était arrivé à Paris pour traiter au nom de la Russie; nous n'avions point de provinces à nous céder, il ne fut pas difficile de nous mettre d'accord : je demandai la restitution du Cattaro, qui m'appartenait, l'intégrité de l'empire ottoman, l'indépendance des Sept-Iles; je promis l'évacuation de l'Allemagne. Un article secret autorisait l'échange de la Sicile contre les îles Baléares. Le traité fut signé le 20 juillet [1].

L'empereur Alexandre improuva hautement la conduite de d'Oubril, qui fut disgracié; le conseil de l'empire déclara qu'il avait outre-passé ses pouvoirs, et l'empereur refusa sa ratification sans alléguer d'autres motifs.

Ce refus me blessa, parce qu'il contrariait mes espérances. Mes journaux jetèrent les hauts cris : ce sont des instruments dont on se sert pour faire un effet momentané. Il serait absurde de juger mes sentiments d'après ces sorties étudiées : ce n'est pas avec les gazettes qu'on écrit l'histoire.

Si j'avais de vastes projets pour la grandeur de la France et de mon empire, je n'étais pas assez simple pour prétendre que ces projets dussent s'exécuter sans exciter l'inimitié de mes voisins, intéressés à me disputer le rôle que je voulais jouer. Nous nous sommes réciproquement accusés d'ambition, de prétentions exagérées : tout cela est dans l'ordre; mais dès que l'intérêt du moment n'existe plus, il convient de rendre à César ce qui est à César. Je pense que l'empereur de Russie, dans ma situation, eût agi comme je l'ai fait. Pour moi, je n'eusse pas hésité à sa place à combattre les projets du grand empire sur l'Allemagne.

Le cabinet de St-Pétersbourg refusa donc sa sanction le 24 août, et il est probable que l'établissement de la confédération du Rhin en fut la principale cause. Ce pacte était du 12 juillet; mais il n'était pas publié, lorsque d'Oubril signa son traité le 20. Ce ne fut qu'au 1er août qu'on en eut la notification à Ratisbonne.

L'empereur Alexandre jugea avec raison que, si nous n'avions aucune province à rétrocéder, il ne pouvait pas demeurer indifférent au sort des états avec lesquels il était en relations intimes. *Il savait bien que, si la première loi de l'état est sa sûreté, la seconde est la sûreté des puissances voisines dont l'existence est nécessaire à sa propre conservation.*

En vain invoquerait-on tous les vieux législateurs du droit public, il n'y a rien à répliquer contre ces règles. L'empereur de Russie avait garanti comme moi les actes de la députation de l'empire en 1803 : il était garant de l'intégrité de cet empire, déjà, depuis le traité de Teschen en 1779; on ne pouvait lui en vouloir qu'il ne ratifiât pas une paix qui, conclue postérieurement à la destruction de l'empire, la sanctionnerait ainsi tacitement.

De plus, j'avais placé, le 20 juin, mon frère Louis sur le trône de Hollande, et la politique russe pouvait y entrevoir un fâ-

[1] Il est à observer que Napoléon promettait, le 20 juillet, d'évacuer l'Allemagne, tandis que le 12 il s'en faisait nommer protecteur. Le protectorat constatait plus la dépendance que la simple occupation; comment donc croire que la Russie y consentît?

(*Éditeurs.*)

cheux avenir pour ses intérêts. Il faudrait être ignorant ou aveugle pour nier que le cabinet de St-Pétersbourg n'eût de grands avantages à l'indépendance de ces courtiers du Nord, qui ont tant de relations avec ses ports, surtout si le commerce des neutres venait jamais à être respecté. D'ailleurs rien ne forçait la Russie à une paix qu'elle estimait défavorable, puisque la guerre ne pouvait l'atteindre.

D'Oubril déclara, dit-on, qu'il s'était décidé à la signer pour sauver l'Autriche du danger qui la menaçait. J'avais en effet ordonné le 16 juillet à Berthier de reporter mon armée sur l'Inn, si l'Autriche ne ratifiait pas la confédération du Rhin. Il paraît que cet ordre, tout secret qu'il dût être, vint à la connaissance du négociateur russe; mais ce qui n'est pas moins remarquable, c'est que le traité qu'il signa, arrivant à Vienne en même temps que l'acte de confédération, ne contribua pas peu à l'abdication de l'empereur d'Allemagne : il eut ainsi pour moi tous les avantages d'une paix réelle, effet sans doute bien opposé à celui qu'on se proposait.

Au surplus, le motif allégué par d'Oubril pour se justifier était tout-à-fait neuf; c'était un singulier moyen de délivrer l'Autriche d'un danger immédiat, que d'enchaîner la puissance russe pour un certain temps et de lui ôter la faculté de marcher à son secours : l'avenir éclaircira ce mystère.

Mission de Sébastiani à Constantinople.

Avant la conclusion de ce traité, avant de connaître ce qu'on déciderait à Vienne et à Pétersbourg, relativement à la confédération du Rhin, et dans la crainte d'une nouvelle conflagration générale sur le continent, j'avais senti l'avantage d'opposer à la Russie une puissante diversion sur le Dniester. La chose ne paraissait pas très-facile; car on a vu que nos relations avec la Porte avaient failli être compromises à l'époque de mon couronnement, et que le maréchal Brune était revenu de Constantinople sans avoir pu me faire connaître ouvertement comme empereur. La corruption du divan, le souvenir de l'expédition d'Égypte et l'influence anglaise lui avaient opposé quelques obstacles que le temps seul devait lever.

Toutefois la campagne d'Austerlitz était bien faite pour relever notre crédit près de la Porte, et lui donner une haute idée de ce qu'elle pourrait entreprendre avec notre appui. Selim III aimait la France; il fut plus enchanté de nos succès que bien des Français mêmes, et résolut de m'envoyer une ambassade pour me féliciter sur mon ascension au trône.

Empressé de savoir le parti que je pourrais tirer de ces événements, j'y envoyai le général Sébastiani, homme adroit, spirituel, entreprenant, dont les formes agréables convenaient parfaitement à un négociateur, et qui, en sa qualité de militaire, pouvait être doublement utile dans cette mission, si la Turquie était un jour entraînée à la guerre. Je lui recommandai néanmoins beaucoup de prudence, en l'instruisant des négociations entamées. Ses instructions, toutes pacifiques, lui prescrivaient cependant d'user d'adresse pour obtenir le renvoi des hospodars de Walachie et de Moldavie, qui n'étaient que des agents de la Russie. Je ne considérais cette démarche que comme un premier pas pour rétablir notre influence à Constantinople, et il n'en fallait pas davantage pour rallumer une guerre. Par le fait, je n'eus pas lieu de m'en repentir ; car Sébastiani remplit parfaitement ce point de sa mission, et le traité de d'Oubril ayant été repoussé, il me procura la diversion désirée

plus heureusement et plus complètement que je ne m'en étais flatté. La clause du traité qui garantissait l'intégrité de l'empire ottoman contribua sans doute à lui donner plus de crédit qu'à ses prédécesseurs; et il était homme à le mériter.

L'occupation par le corps de Marmont de la petite république de Raguse, qui était tributaire de la Porte, fut ordonnée à cette époque. Elle m'était nécessaire pour occuper la Dalmatie vénitienne et les bouches du Cattaro, et pour nous garantir des attaques de la population grecque du Montenegro, excitée par la division russe de Corfou à prendre les armes contre nous; Marmont reçut l'ordre de la faire occuper par la division Lauriston. Cette démarche fut présentée par nos ennemis comme un nouvel acte d'hostilité envers la Porte; mais elle la touchait trop indirectement, et paraissait d'une trop mince importance au divan pour qu'il la mît en balance avec les avantages qu'il pouvait se promettre de ses rapports avec moi.

Tentative des Anglais sur Buénos-Ayres.

Pendant que ces négociations avaient lieu, la guerre maritime allait son train : les Anglais, qui n'avaient plus d'adversaires sur les mers depuis la bataille de Trafalgar, ne firent pas de bien grandes entreprises cette année. Celle que l'amiral Popham dirigea sur l'Amérique méridionale, sans les ordres du ministère, bien que très-importante dans son but, n'était pas effectuée par des moyens suffisants pour obtenir des résultats.

Après la soumission du cap, Popham, ayant pris quelques renforts à Sainte-Hélène, débarqua Béresfort à Buénos-Ayres.

Cette clef du fleuve de la Plata se rendit sans grande résistance le 27 juillet, et les Anglais y firent de riches prises; mais deux Français au service d'Espagne soulevèrent les habitants, de concert avec quelques troupes royales retirées aux environs. Ils assaillirent les Anglais dans la ville, et les forcèrent après un rude combat à capituler (12 août). Popham voulut s'en venger deux mois après sur Monte-Video, et fut repoussé.

Rupture des négociations avec l'Angleterre.

La nouvelle de ces événements n'était pas encore arrivée en Europe, quand la négociation avec l'Angleterre fut rompue.

Dès que Lauderdale eut appris le refus de ratification de la Russie, il demanda ses passe-ports, certain de m'avoir brouillé avec la Prusse pour le Hanovre, et peut-être avec l'Espagne pour les îles Baléares. On prolongea la discussion sur quelques accessoires jusqu'à la fin de septembre.

Fox avait succombé le 13. Eût-il vécu, cela n'eût rien changé à la face des affaires. Je m'étais placé, par l'établissement de la confédération du Rhin, sur un terrain où je ne pouvais plus espérer de traiter, sans faire beaucoup plus de concessions qu'on ne m'en avait d'abord demandé.

Observations sur ces négociations.

Nonobstant toutes les belles espérances qu'elle avait données, jamais négociation ne fut peut-être plus fallacieuse et plus incompréhensible que celle-ci. On en sera convaincu en examinant avec un peu d'attention tout ce qui l'avait précédée, tout ce qui la suivit.

Le grand projet de Pitt qui avait mis l'Europe en feu en 1805 ne tendait, selon ses notes diplomatiques mêmes, à rien moins qu'à remettre la France dans ses limites de 1792. C'était à très-peu de chose près le traité qu'on me proposa à Châtillon en 1814, quand l'ennemi était aux portes de Paris. Les batailles d'Ulm et d'Austerlitz avaient

sans doute renversé ce beau projet et changé l'état des affaires sur le continent; mais, d'un autre côté, la bataille de Trafalgar avait mis les Anglais dans une position relative tout aussi avantageuse. Comment peut-on croire que l'*état de possession respectif* ait pu entrer dans la tête d'un ministre anglais, un an après ce fameux projet qui renferme en vingt lignes toute la politique du cabinet de St-James durant ces vingt années? Un gouvernement à la tête duquel figuraient encore Grenville, Windham, qui craignait en 1805 de me laisser les limites des traités d'Amiens et de Lunéville, eût-il proposé de reconnaître la réunion du Piémont et de Gênes à la France? eût-il consenti à ce que la Hollande et Naples fussent sinon aggrégées, du moins soumises à mon empire comme de grands feudataires, dont les souverains n'étaient pas seulement de ma famille, mais encore de grands dignitaires de l'empire français, et, en cette qualité, soumis à sa juridiction? Enfin, auraient-ils reconnu la couronne d'Italie sur ma tête, ceux qui n'avaient pas voulu entrer en discussion sur les plus petits changements faits en 1800 dans la péninsule? Non, ils ne le voulurent jamais de bonne foi.

Si on pouvait mettre le moindre doute à cette assertion, qu'on se rappelle le traité de Bartenstein, signé en avril 1807 entre la Russie et la Prusse, et auquel l'Angleterre participa. J'avais alors en mon pouvoir toute la monarchie de Frédéric; j'étais dans une attitude plus redoutable encore qu'en 1806, et cependant la Russie et la Prusse, alliés de l'Angleterre, se promirent de ne déposer les armes que quand l'Allemagne serait délivrée de mes troupes et de mon influence, quand la couronne d'Italie serait placée sur une autre tête.

Il est vrai que Fox ne pensait ni comme le ministre de 1805, ni comme ceux de 1807; car à cette dernière époque c'était Canning qui dirigeait le département des affaires étrangères; mais Fox ne pouvait pas faire une paix réprouvée par toute la nation anglaise; il ne traitait ni pour lui seul, ni par lui seul.

Malgré ces motifs dont on ne peut contester la vérité, je conviens franchement que je saisis mal cette négociation : au risque de ne donner à Joseph que la moitié du royaume de Naples, et même au risque de le rendre en entier à Ferdinand, je devais faire reconnaître mon empire par la Russie et l'Angleterre, ainsi que les établissements faits à mes autres frères. J'agis mal envers la Prusse, en prononçant à plusieurs reprises sur le sort du Hanovre sans même la consulter. Accoutumé à vaincre, je n'étais pas effrayé d'une guerre avec elle; et, à dire vrai, la confédération du Rhin me paraissait si importante et le moment si opportun, que j'étais décidé à braver tous les efforts de l'Europe plutôt que d'y renoncer.

Les Anglais eussent peut-être décliné toute question relative à la reconnaissance de nos établissements en Italie et à Naples, comme ils l'avaient déjà fait à la paix d'Amiens; mais, je le répète, c'eût été pour lors un grief plus juste pour continuer la guerre que la demande de la Sicile que je leur faisais.

La Prusse se décide brusquement à la guerre.

Quoique les propositions relatives au Hanovre n'aient eu aucune suite, l'effet qu'elles produisirent à Berlin n'en fut pas moins aussi prompt que la foudre. La reine, le prince Louis de Prusse, le duc de Brunswick, le baron de Hardenberg s'étaient montrés, depuis le traité de Potzdam, à la tête du parti qui voulait la guerre. Ils n'eurent pas de peine à entraîner le roi, qui n'avait pu calmer l'opinion publique que par

les avantages de l'acquisition du Hanovre, en échange de tous les désagréments qu'il avait essuyés.

On profita de ces apparences de félonie pour soulever tous les esprits contre moi, sans s'inquiéter si réellement je demanderais le Hanovre, et si, dans cette supposition même, je ne ferais pas donner une compensation suffisante à la Prusse. On affecta de ne voir en moi qu'un allié de mauvaise foi, qui reprenait d'une main ce qu'il donnait de l'autre ; un violateur de territoire, qui disposait arbitrairement de tout ce qui ne lui appartenait pas. On alla même jusqu'à publier que j'avais gagné d'Oubril, et que, pour déterminer son maître à faire la paix et à me reconnaître comme empereur, je lui avais proposé le partage de la Prusse, en cédant Varsovie au grand-duc Constantin.

Il n'était pas besoin d'un conte aussi absurde pour tourner des têtes en ébullition depuis un an. Tout-à-coup les Prussiens se rappellent qu'ils sont les dépositaires de la gloire du grand Frédéric : le gouvernement, qui avait comprimé l'impulsion, en donne l'exemple à son tour. Le roi ne voit dans la perte du Hanovre que celle de la monarchie, du dernier gage de sa sûreté, de l'honneur personnel de son roi. Il ne lui reste qu'à tomber glorieusement ou à rester debout comme un lâche. Le cri général *aux armes* se fait entendre depuis la place de Potzdam jusqu'à Kœnigsberg : la guerre est décidée sans même attendre la coopération de la Russie. On négocie une alliance avec elle, mais on ne veut pas attendre ses troupes ; car une guerre d'honneur ne tolère pas de délai.

Ultimatum extraordinaire.

A une longue torpeur succède ainsi une fougue chevaleresque. Le général Knobelsdorf, qui a remplacé Lucchesini à l'ambassade de Paris, me remet un ultimatum extraordinaire, manquant par la forme à tous les égards dus à une grande puissance. On me sommait : 1° *d'évacuer l'Allemagne en commençant du jour où le roi pourrait avoir reçu ma réponse, et continuant sans interruption ;* 2° *de détacher Wesel de mon empire ;* 3° *d'envoyer ma réponse avant le* 8 *octobre au quartier général du roi.*

Certes, Scipion devant Carthage ne tenait pas un langage plus impérieux aux vaincus. On eût dit que nous en étions encore au lendemain de la bataille de Rosbach.

Le cabinet de Berlin eut d'autant plus tort de s'en servir avec moi, que son intérêt était de gagner du temps. S'il m'eût demandé, sous des formes plus convenables, d'évacuer l'Allemagne dans un terme stipulé à l'amiable, il aurait eu raison, et tous les torts d'une agression eussent été de mon côté.

En m'attaquant à l'époque où j'étais aux prises avec les Russes et les Autrichiens, les Prussiens pouvaient me faire beaucoup de mal ; mais il était si extraordinaire qu'ils vinssent seuls hors de saison nous déclarer la guerre, que je fus un moment sans y ajouter foi. Rien n'était plus vrai cependant, et il fallut rentrer en campagne.

Je savais bien que l'armée russe, cantonnée sur le Niémen, serait un auxiliaire inévitable ; mais il fallait du temps : je pouvais être à Berlin avant elle, et j'espérais d'ailleurs que Sébastiani parviendrait à exciter la Turquie à la guerre ; car un traité signé entre l'Angleterre et la Russie accordait à celle-ci la Moldavie et la Valachie pour prix des efforts qu'elle ferait contre la France.

Je n'étais pas homme à attendre la coopération incertaine de Sélim III, pour tomber sur mes adversaires qui venaient se livrer eux-mêmes au dépourvu : j'ordonnai

le rassemblement de mon armée, et partis aussitôt pour Mayence.

Le 6 octobre, j'arrivai à Bamberg. Mon armée était forte de 180 mille hommes : le gros composé des cinq corps de Bernadotte, Davoust, Soult, Ney, Lannes et de la cavalerie du grand duc de Berg, se rassembla à Cobourg et à Bamberg ; ma garde sous Lefebvre prit le chemin de cette dernière ville ; Augereau partit de Francfort pour menacer la route de Cassel, puis se rabattit à droite ; Mortier assembla le 8e corps aux confins de la Westphalie ; mon frère Louis, avec 15 mille Gallo-Bataves, prit la direction de Wesel ; Marmont resta en Illyrie avec le 2e corps chargé de couvrir Raguse, d'occuper le Cattaro, etc.

Position et plan des Prussiens.

Les Prussiens s'étaient avancés en Saxe, et avaient entraîné l'électeur à joindre ses troupes aux leurs. L'électeur de Hesse-Cassel s'apprêtait à en faire autant. Ils se postèrent sur le revers septentrional de la forêt de Thuringe. Le corps de Ruchel de 20 mille hommes formait la droite à Eisenach. L'armée principale de 50 mille, commandée par le roi et sous lui par le duc de Brunswick, se trouvait dans les environs d'Erfurth. L'armée de gauche, confiée au prince de Hohenlohe, d'environ 50 mille Saxo-Prussiens, se concentrait sur Blankenhayn : un corps en était détaché aux ordres de Tauenzien, afin de couvrir l'extrême gauche à Schleitz.

Chances militaires qui s'offrent à mon choix.

Trois chances uniques s'offraient à mes combinaisons pour porter la guerre en Prusse : je pouvais opérer par ma gauche en débouchant de Mayence et de Wesel sur la Westphalie, ce qui eût été absurde ; je pouvais, au contraire, agir en masse au centre par la route d'Eisenach sur Cassel ou Leipsick ; enfin j'avais la faculté de me jeter en masse par ma droite pour tourner la gauche ennemie et couper les Prussiens de Berlin par Hof et Gera, comme j'avais coupé Mack de Vienne par Donawerth, et Mélas à Marengo. Il était évident que cette dernière manœuvre n'était pas seulement la meilleure, mais encore la seule raisonnable.

Faute des ennemis.

Pour éviter la catastrophe, il ne restait aux Prussiens que deux partis à prendre : celui de fondre au milieu de septembre sur mes cantonnements épars en Franconie, ou celui de m'attendre défensivement, massés sur la haute Saale, appuyant leur gauche aux frontières d'Autriche. J'aurais pu les battre de front ; mais ils auraient eu leur retraite sûre sur Dresde et la Silésie. Ils seraient allés rejoindre les Russes sur l'Oder, et la monarchie pouvait être sauvée. Ils coururent, au contraire, par leur droite jusqu'à Eisenach, blottirent leur centre sous Erfurth, et laissèrent la gauche isolée dans les environs de Schleitz. C'était précisément ce qu'il me fallait.

Portraits de leurs généraux.

Le roi, en se mettant lui-même à la tête de son armée, avait exhumé tous les vieux généraux de la guerre de sept ans pour lui servir de guides ; le duc de Brunswick et Mollendorf devaient conduire l'armée à la victoire. Le premier, général d'avant-garde sous son père le grand Ferdinand, n'avait jamais combattu dès lors qu'à Kaiserslautern contre Hoche, où il s'était borné à défendre bravement son camp. Bon administrateur, vaillant dans le combat, mais timide dans le cabinet, il n'avait rien su apprendre durant les quinze années de

guerre qui venaient de s'écouler, bien que ces années fussent assez riches en grandes leçons pour tout militaire capable d'en profiter. Mollendorf, non moins brave, n'était pas plus habile capitaine : l'âge avait glacé chez eux les qualités qui leur avaient valu tant de réputation, et ne leur avait pas donné le génie; car le génie n'est jamais le fruit de l'âge ni de l'expérience. Le prince de Hohenlohe et Massenbach, son bras droit, avaient tout juste assez d'esprit et de science pour prendre de la guerre ce qu'il y avait de plus faux. En un mot, dans tout ce brillant cercle des faiseurs de Potzdam, il n'y en eut pas un seul qui comprît assez mon système pour juger les trois hypothèses bien simples que nous venons de poser, et pour en conclure que c'était par Cobourg et Hof que je tournerais l'armée, si elle osait franchir la Saale. Ils coururent à leur perte avec une présomption qu'on aurait peine à se figurer.

Ces habiles manœuvriers, plongés dans un sommeil léthargique depuis dix ans, comptaient si bien nous reconduire à Mayence, qu'aucuns préparatifs n'étaient faits pour mettre en état leurs places de première ligne, situées à quelques marches de nos cantonnements : tandis que j'entassais bastions sur bastions à Kehl, à Cassel, à Wesel, ils ne mettaient pas une palissade à Magdebourg, pas un canon en batterie à Spandau.

D'ailleurs l'armée était belle, d'une tenue et d'une discipline admirables, l'artillerie excellente, la cavalerie n'avait pas encore tout-à-fait oublié Seidlitz et ses immortelles leçons; disons plus, l'état-major était très-instruit, mais instruit au détail. Ainsi, malgré sa superbe apparence, cette armée était un corps sans âme.

Vues du duc de Brunswick.

Le duc de Brunswick, en poussant sa droite jusqu'à Eisenach, espérait couvrir la route de Cassel et entraîner l'électeur de Hesse qui assemblait déjà un contingent de 20 mille hommes pour en renforcer l'armée.

Le projet du duc était ensuite de franchir les débouchés de la Franconie sur trois points pour tomber sur ma ligne du Mein, où il imaginait que je resterais sur la défensive. C'était juger singulièrement mon caractère, ma position et mes antécédents. Comment croire, en effet, que le capitaine qui s'était précipité avec la rapidité de l'aigle au-devant des forces de l'Autriche et de la Russie réunies, s'endormirait derrière le Mein devant les forces isolées d'une puissance du second rang, surtout quand il avait de si puissants motifs d'agir vigoureusement avant l'arrivée des Russes et le réveil des Autrichiens ?

A la nouvelle de mes premiers mouvements sur Cobourg, le duc revint d'une illusion qui prouvait toute sa simplicité; il renonça à l'offensive, et résolut de concentrer son armée près de Weymar pour nous attendre de front.

Cette concentration était sage; mais c'était sur la gauche à Hof qu'il fallait la faire, au lieu d'attirer cette aile gauche au corps de bataille et de laisser à découvert le chemin même qui conduisait à mon but.

Je m'empare des communications de l'ennemi.

Mon parti fut bientôt pris, lorsque je sus à mon arrivée à Bamberg tout ce qui se passait autour d'Erfurth. Un général ordinaire se serait contenté à ma place de chercher à battre les ennemis, je portai mes vues plus haut : je résolus de les détruire.

Je combinai mon plan de façon à couper leur armée du cœur de la monarchie prussienne, de les tourner par leur gauche, et de m'établir entre eux et l'Elbe. A la vérité, en agissant ainsi sur leurs communications,

c'était exposer un peu les miennes; mais on pouvait le faire sans danger, puisque nous avions la supériorité du nombre, et qu'à bien prendre, en me rabattant aussitôt de Géra à l'ouest, je couvrirais les chemins de Hof, de Nordhalben et de Cobourg, qui, en cas de revers, me ramèneraient en Franconie.

Mon armée pénétra en Saxe par trois routes : à droite Soult, Ney et une division bavaroise se portèrent de Bareith par Hof sur Plauen; au centre, le grand-duc de Berg, Bernadotte et Davoust marchèrent de Bamberg par Cronach sur Saalbourg; à la gauche, Lannes et Augereau, partis de Schweinfurt, prirent leur direction par Cobourg et Graffenthal sur Saalfeld.

Le premier engagement eut lieu le 8 octobre. Un détachement prussien qui voulait défendre la Saale à Saalbourg fut déposté par le grand-duc de Berg; le lendemain, ma colonne du centre, poursuivant son chemin, trouva à Schleitz le corps de Tauenzien. Bernadotte l'attaqua et remporta sur lui une victoire peu disputée.

Ma gauche débuta aussi par des succès. Le 10, Lannes attaqua à Saalfeld l'avant-garde de l'armée de Hohenlohe, commandée par le prince Louis de Prusse. L'ennemi fut battu et perdit mille hommes et trente canons. Le prince Louis, jeune homme de grande espérance, ne voulant pas survivre à la honte d'une défaite, se fit tuer : il avait vécu en preux chevalier, il mourut en héros. Après avoir été mon admirateur, ce prince fut mon ennemi juré, parce qu'il me croyait dangereux pour la Prusse; son patriotisme l'égara, et, malgré tout ce qu'il a fait contre moi, je me plais à lui rendre justice.

Je m'étais attendu à plus de résistance. Le souvenir de Frédéric, de Seidlitz, de Leuthen, de Prague m'avait donné la plus haute opinion de cette armée, et j'avais dit à un de mes officiers à Mayence, que cette campagne ne ressemblerait pas à celle d'Ulm; *que nous aurions de la terre à remuer*. Ces premières victoires me détrompèrent : elles étaient d'un bon augure pour la campagne. Je sentis dès lors que j'aurais bon marché de l'armée prussienne, qui ne montrait pas assez de consistance pour soutenir le poids d'un grand revers.

Manœuvre décisive.

Dès les premiers mouvements, nous avions réussi à déborder la gauche des ennemis en les prévenant le 12 à Géra; il s'agissait de les couper entièrement. A cet effet, ma gauche servit de pivot à une grande conversion de toute mon armée. Le 13, nous occupâmes la position suivante: Davoust, Bernadotte et Murat, avec sa cavalerie légère seulement, se portèrent sur Naumbourg, où nous nous emparâmes de magasins considérables destinés à l'armée prussienne; Soult était en marche de Géra sur Iéna, Ney à Roda; Lannes à Iéna; Augereau à Kahla; une division bavaroise flanqua ma droite en s'établissant à Plauen.

Avant de quitter Géra, j'écrivis le 12 une lettre à Frédéric-Guillaume pour lui proposer la paix. Je confiai à l'officier d'ordonnance, Montesquiou, le soin de la porter. Cette démarche fut mal jugée : Montesquiou, s'il faut en croire le prince de Hohenlohe, fut arrêté dans la nuit, le 13, par les avant-postes, voyageant seul et sans les précautions habituelles des parlementaires : le prince le prit pour un espion, et le garda près de lui en envoyant la lettre au roi qui ne la reçut qu'au plus fort de la bataille. On est forcé d'en convenir; il était un peu tard et difficile d'éviter la guerre. Cependant j'avais deux chances en écrivant cette lettre : ou le roi s'en rapporterait à moi et sou-

scrirait à tout, ou il persisterait dans la résolution de vaincre ou de mourir qu'il avait prise en partant de Berlin. Dans l'un et l'autre cas cela tiendrait son esprit en suspens dans la soirée du 13 et la matinée du 14, et il n'aurait pas le temps de se décider à une marche forcée de nuit pour éviter d'être attaqué à revers. Cette ruse de guerre était permise. Je me donnais les apparences d'un ami de la paix, tout en allant à mon but. Cette lettre n'était pas la plus mauvaise manœuvre de la campagne; si le roi l'eût reçue le 13, comme je le croyais, cela ne l'empêchait point de marcher avec toute son armée sur Freybourg, soit qu'il acceptât ou rejetât la paix. Il dépendait donc de lui de se sauver militairement et politiquement. La date de cette lettre écrite de Géra suffisait assez pour lui dire de hâter sa retraite et de sortir d'embarras tout en y répondant.

Bataille d'Iéna.

L'ennemi, concentré dans les environs de Weymar, ne se douta de mes manœuvres qu'après leur réussite; mais voyant enfin que nous étions déjà maîtres de la route de cette ville à Leipsick et de ses magasins de Naumbourg, il résolut de se mettre en retraite pour regagner l'Elbe avant nous.

Dans la soirée du 13, le roi et le duc de Brunswick, avec l'armée principale, se portèrent vers Sulza. Le prince de Hohenlohe, chargé de couvrir cette marche, demeura près de Capellendorf sur la hauteur d'Iéna : il avait pour soutien le corps de Ruchel, qui rétrograda à Weymar. Je n'eus garde de laisser à l'ennemi le temps d'échapper. Déjà saisi de ses communications, je résolus d'assurer sa ruine en lui livrant bataille.

Quoique le défilé d'Iéna, par lequel nous devions déboucher, fût fort difficile, ce n'était pas un obstacle pour nous qui avions franchi le St-Bernard et le rocher de Bard; Lannes, en poussant l'avant-garde de Tauenzien vers Iéna, avait eu l'audace de grimper la montagne de Landgrafenberg, et de se placer sur le sommet en face de l'armée prussienne, que je découvris moi-même campée sur trois lignes. J'ignorais qu'elle se fût divisée; je croyais qu'elle combattait réunie selon le système de Frédéric. Je pressai la marche de ma garde, et la fis grimper à dix heures du soir par un sentier très-roide sur le plateau de Closewitz, car il importait de nous faire comme une tête de pont pour pouvoir gravir la montagne et déboucher de ce gouffre. Soult nous suivait de près; il arriva pendant la nuit à ma droite et Augereau à ma gauche : Ney bivouaqua à Roda.

Dispositions prises pour la bataille.

Comptant que l'armée entière du roi se trouvait réunie sur ce point, et que sa gauche s'étendait dans la direction d'Apolda, j'ordonnai à Bernadotte de marcher à Dornbourg, à Davoust de se rabattre de Naumbourg par la gauche de la Saale sur Apolda, afin de fondre sur l'extrémité de la ligne ennemie et de la prendre à revers. Murat revint avec sa cavalerie légère me joindre à Iéna. Ces dispositions étaient bonnes dans les suppositions que je faisais; si j'avais prévu que le roi de Prusse voulût percer par Naumbourg, et que Bernadotte y fût déjà arrivé, je n'aurais pas exposé Davoust seul à soutenir le choc du gros de l'ennemi, et envoyé Bernadotte se promener à Dornbourg, où il était également inutile et pour moi et pour Davoust.

Le 14, à la pointe du jour, le combat s'engagea. La nuit avait été froide; un brouillard épais obscurcissait l'horizon; on ne voyait pas à deux pas : ce fut un double bonheur pour nous, puisque l'ennemi ne pouvait pas découvrir que nous n'étions point encore en mesure sur le plateau. Je montai

à cheval à 8 heures, et passant devant le front de la division Suchet, j'exhortai ses bataillons par ces mots : « Soldats ! cette ar- « mée prussienne si fière est tournée comme « celle de Mack à Ulm ; elle ne combat plus « que pour s'ouvrir un passage, le corps qui « la laisserait passer se déshonorerait ! » L'avant-garde du prince de Hohenlohe fut débusquée par Lannes des défilés dont elle tenait encore la tête ; nous nous logeâmes dans Lutzerode et Closewitz. Au bruit de ce combat, Hohenlohe leva son camp de Capellendorf, et s'avança à notre rencontre sur Vierzehnheiligen.

Pendant deux heures, je me contentai de ce faible succès, me bornant à entretenir le combat jusqu'à l'arrivée de ma cavalerie et des trois corps que j'attendais. Ney, par un déplorable excès de zèle, mécontent d'être en réserve derrière Augereau, s'en fut attaquer seul avec 3 mille hommes d'élite toute la ligne prussienne de Vierzehnheiligen : il souffrit pendant une heure tout le feu de l'ennemi et me força à le faire soutenir par Lannes. Cette attaque prématurée devait me contrarier d'autant plus que je supposais toujours l'armée entière du roi sur ce point. Cependant les colonnes de Soult et d'Augereau ayant enfin débouché, ainsi que le gros du corps de Ney, je fis donner le coup de collier : le duc de Dalmatie se précipita sur la gauche de Hohenlohe, Ney et Lannes au centre vers Vierzehnheiligen, Augereau sur Iserstedt.

La victoire ne fut pas un instant douteuse : toute la ligne des Prussiens plia et fut mise dans une déroute complète. Ruchel, arrivant de Weymar avec la réserve hors d'haleine, n'eut pas assez de coup-d'œil pour s'apercevoir que les affaires étaient déjà en trop mauvais état pour qu'il pût les rétablir avec ses 20 mille hommes. Au lieu de se borner à couvrir la retraite du prince de Hohenlohe, il eut l'imprudence de s'engager contre le gros de mon armée, et pouvant nous prendre en flanc, il vint nous aborder de front. Il fut culbuté et grièvement blessé lui-même. Sa défaite ne fit qu'ajouter aux pertes de l'ennemi. Les fuyards vivement poursuivis furent rejetés au-delà de l'Ilm, qu'ils passèrent au-dessous de Weymar. Cette ville fut occupée par nos troupes le soir même de la bataille, à six lieues du point où elle avait commencé.

Bataille d'Auerstedt.

Pendant que nous remportions la victoire d'Iéna, Davoust obtenait à Auerstedt des succès non moins signalés contre l'armée du roi. Celle-ci s'était mise en marche la veille pour gagner Naumbourg et Freybourg. La division Schmettau, qui ouvrait la marche, s'avança jusqu'à Gerstedt, et ses reconnaissances poussées vers le défilé de Kosen firent quelques prisonniers sur une pareille reconnaissance conduite par Davoust. Le duc de Brunswick, instruit de la présence du corps de ce maréchal à Naumbourg, persistait à croire que ce ne pouvait être qu'un détachement de partisans ; au lieu de pousser le soir même Schmettau jusqu'à Kosen, il le laissa dans sa position, et fit bivouaquer les deux autres divisions et celles de la réserve entre Eberstedt et Ranstet ; le quartier-général était à Auerstedt. On se doutait si peu du sort qui menaçait l'armée que la reine même y demeurait avec une sécurité inconcevable ; le roi eut de la peine à la décider à retourner à Weymar.

Faute grave du duc de Brunswick.

Cependant le duc de Brunswick, informé de l'existence d'un corps de nos troupes à Naumbourg, et sachant bien qu'un chemin mène du plateau de Kosen directement à Freybourg sur l'Unstrutt, espérait gagner

cette ville sans être obligé de se faire jour. Il ordonna pour le lendemain à la division Schmettau de s'établir sur les hauteurs de Kosen, et de protéger la marche des quatre autres divisions qui fileraient derrière elle. Cela était fort bien pour s'échapper, si Davoust fût resté immobile à Naumbourg; mais, en supposant même que l'armée du roi se sauvât par cette marche dérobée, que serait devenu le prince de Hohenlohe, qu'on abandonnait ainsi avec 50 mille hommes au milieu de toute mon armée? Si l'on voulait sortir furtivement de la souricière, du moins fallait-il prescrire à Hohenlohe de marcher dans la nuit sur Sulza avec son infanterie, pour y joindre le roi et rendre l'opération d'autant plus certaine. Ce moyen était le seul qui pût sauver l'armée de la destruction qui la menaçait. La division Tauenzien et toute la cavalerie de Hohenlohe fussent restées au camp de Cappellendorf pour masquer la marche, et au pis aller les dix bataillons de Tauenzien eussent été les seuls compromis, encore pouvaient-ils au jour prendre la route d'Erfurth, ou même suivre le roi par celle d'Eckartsberg.

On voit que, si le duc de Brunswick s'entendait fort bien à mettre une armée dans l'embarras, il ne savait guère aviser aux moyens d'en sortir.

L'armée du roi s'ébranla à l'aube du jour; le brouillard dont nous avons parlé contraria et retarda sa marche. Cependant la division Schmettau, arrivant près d'Hassenhausen, donna sur la division Gudin que Davoust avait fait marcher dans la nuit pour s'assurer le moyen de déboucher au jour du défilé de Kosen. Une heure plus tard, c'en était fait; nos troupes entassées dans le défilé n'en eussent jamais pu déboucher et eussent été sans doute mal menées.

Davoust, revenu la veille de sa reconnaissance et ayant reçu mes ordres à deux heures du matin, proposa à Bernadotte de marcher avec lui par Kosen sur Apolda, et lui déféra même le commandement des deux corps. L'ordre du prince de Neufchâtel à Davoust portait en effet que, si le premier corps l'avait déjà joint, ils pourraient marcher ensemble; mais cette phrase n'avait point été répétée à Bernadotte. Celui-ci, par une exactitude trop scrupuleuse, s'attacha littéralement à l'ordre qu'il avait reçu de marcher sur Dornbourg. Tout ce que son collègue put lui dire pour le convaincre fut inutile, et il prit en effet le chemin de Cambourg. Cette opiniâtreté, difficile à expliquer, faillit compromettre Davoust et le succès de la bataille, comme on le verra bientôt.

Le roi de Prusse s'était rendu de sa personne à la division Schmettau, et impatienté du brouillard qui empêchait de découvrir ce qui se passait, il chargea Blücher de s'avancer avec 2500 chevaux pour charger les troupes qui auraient pu déboucher sur le plateau. Gudin arrivait précisément avec sa colonne près d'Hassenhausen : notre cavalerie légère donna nez à nez sur celle bien supérieure de Blücher, et fut ramenée; mais la brigade Gauthier eut le temps de former ses carrés. Le roi les fit charger; l'artillerie placée sur la chaussée, soutenue par l'infanterie, rendit vains tous les efforts de Blücher et de ses escadrons.

Cette résistance inattendue effraya le duc de Brunswick; il voulait mettre l'armée en bataille et attendre la chute du brouillard. Le vieux Mollendorf prétendait que nous n'avions là qu'un corps volant, et qu'il fallait le culbuter dans le ravin de Kosen. Le roi, partageant cet avis, ordonna aux divisions de Wartensleben et du prince d'Orange de franchir le ravin d'Auerstedt. C'était une grande faute, dès qu'on était résolu à prendre l'initiative, de n'avoir pas fait passer ce

défilé dans la nuit : l'armée prussienne serait arrivée toute formée sur nos colonnes en marche.

Wartensleben, qui déboucha le premier, se forma à droite et attaqua la gauche de Gudin. En même temps Blücher, s'étant avancé sur Puncherau, se trouvait en arrière de notre flanc droit, et le chargea avec autant de vivacité que le brouillard un peu éclairci pouvait le permettre. Le moment était décisif : Davoust, plaçant ses carrés en échiquier, secondé par Gudin et par l'héroïque contenance de son infanterie, repoussa plusieurs charges consécutives. Blücher eut son cheval tué; ses escadrons trouvant partout un front d'airain et un feu meurtrier qui coucha les plus braves par terre, toute cette cavalerie prit en désordre le chemin d'Eckartsberg.

L'arrivée de la division Friant, qui s'établit à la droite, acheva d'assurer le succès sur ce point. Débarrassé de ce côté, Gudin fut bientôt assailli sur sa gauche par les troupes de Wartensleben; Schmettau, qui avait déjà perdu la moitié de son monde, fut soutenu sur les deux flancs par le prince d'Orange.

Il était neuf heures : le duc de Brunswick résolut une attaque générale contre notre gauche; il se mit lui-même à la tête de la division Wartensleben. L'inébranlable Gudin tint ferme contre ce nouvel effort, malgré la grande disproportion du nombre. L'attaque se fit mollement, quoique avec courage; les Prussiens visaient trop à conserver leur alignement et leurs distances, comme à la parade. Nos soldats, blottis derrière les haies, les petits fossés, les saules et les jardins qui entourent Hassenhausen, les criblaient de balles. Plusieurs bataillons plièrent, et le duc de Brunswick, en voulant les ramener, fut blessé à mort; Schmettau eut le même sort; Wartensleben eut son cheval tué. Privée de ses chefs, la ligne prussienne hésita, s'arrêta, mais ne rétrogradait pas. Gudin allait succomber, quand la division Morand parut sur le plateau, et se dirigea à notre gauche. Ce puissant renfort de troupes fraîches et électrisées fut décisif. Les Prussiens, repoussés d'Hassenhausen, n'en tinrent pas moins en arrière; le roi résolut de tenter sur notre gauche un effort de cavalerie pareil à celui qui avait si mal réussi à Blücher le matin. Le prince Guillaume exécuta avec courage plusieurs charges contre les troupes de Morand, disposées par carrés de bataillons en échiquier. Le dévouement de ce prince, poussé jusqu'à l'obstination, vint plusieurs fois se briser devant le front redoutable que nos braves fantassins lui présentaient : arrêté par des baïonnettes croisées, fusillé à bout portant, mitraillé par nos batteries, le prince blessé lui-même ne put arrêter le désordre de ses escadrons qui se sauvèrent partie sur Neusulza, partie sur Auerstedt.

Friant, de son côté, pénétrait jusqu'à Tauchwitz, débordait la gauche du prince Henri et l'extrémité de la ligne ennemie.

A peine Morand fut-il dégagé de l'attaque de cavalerie qu'il se précipita sur Rehausen. Le roi s'était trouvé partout au plus fort des attaques, et avait déjà eu un cheval tué. Ce prince montrait autant de sang-froid que de courage; il dirigea lui-même une partie de sa réserve au-devant de notre gauche; mais battu en flanc par l'artillerie et l'infanterie dont Davoust fit couronner le Sonenberg, il lui fut impossible de rétablir le combat et d'empêcher Morand d'emporter Rehausen. Le désordre et la confusion commencèrent à s'introduire dans l'infanterie prussienne.

Davoust jugea alors que le moment était venu de frapper le coup décisif : les hauteurs d'Eckarsberg dominaient la gauche

de l'ennemi ; s'en emparer, c'était gagner à la fois le point tactique et stratégique du champ de bataille, puisque c'était s'emparer du chemin direct de Freybourg et fermer la dernière ligne de retraite à l'ennemi. La division Gudin y marcha par Tauchwitz et Gernstedt ; celle de Friant par Lisdorf. Rien ne put résister à l'impétuosité de leur choc. Le vieux Mollendorf, blessé d'un coup de feu, remit le commandement à Kalkreuth ; mais son dernier noyau de réserve n'ayant pu arrêter l'attaque d'Eckartsberg, il n'y avait plus le moindre espoir de rétablir le combat ; ses troupes passèrent en désordre le ravin assez profond d'Auerstedt.

Le roi, ignorant la défaite du prince de Hohenlohe, ordonna la retraite sur Weymar ; la ruine de son armée eût été complète, si Bernadotte eût exécuté la moitié de ce qu'il était à même de faire. Parti à trois heures du matin de Naumbourg et arrivé à Cambourg vers six heures, il pouvait encore déboucher de là sur Sulza, attaquer le roi et lui couper toute retraite ; il préféra continuer sa marche sur Dornbourg, où le ravin de la Saale est beaucoup plus difficile, en sorte qu'il n'arriva qu'à la nuit aux environs d'Apolda. Toutefois son apparition inopinée sur ces hauteurs, qui flanquent à une certaine distance la route de Weymar, et la rencontre des fuyards du corps de Hohenlohe, achevèrent de porter le désespoir dans les troupes prussiennes qui se débandèrent de tous côtés.

Le roi avait reçu, au milieu de cette catastrophe, la lettre que je lui avais envoyée le 12 de Géra par M. Montesquiou, pour éviter la guerre. Une lueur d'espérance vint ranimer son cœur déchiré ; il m'envoya le comte Denhof, son aide-de-camp, pour proposer un armistice ; mais je ne pouvais plus m'arrêter en si beau chemin : la guerre commencée par un coup de foudre devait mettre la Prusse à mes pieds, et je ne pouvais traiter qu'à Berlin.

Telle fut l'issue de la célèbre bataille d'Auerstedt. Frédéric-Guillaume put dire comme François premier : *Tout est perdu, fors l'honneur.* Quoique battu par un corps inférieur de moitié, il ne put l'attribuer qu'à l'inexpérience de ses troupes et de ses généraux. Trois cent vingt-quatre officiers tués ou blessés, 10 mille hommes hors de combat, les maréchaux duc de Brunswick et Mollendorf, le prince Guillaume, les généraux Schmettau, Warlensleben blessés ou tués, attestent que, s'ils avaient mal manœuvré, ils avaient héroïquement combattu.

La division Gudin eut seule 3500 hommes et 130 officiers hors de combat, perte énorme, puisque c'était la moitié des présents. Rien ne saurait mieux prouver l'intrépide contenance qu'elle opposa aux efforts successifs de l'ennemi : Davoust et tous ses soldats rivalisèrent d'ailleurs de gloire ; ils acquirent des droits incontestables à l'admiration des militaires et de la postérité. Aucune journée des guerres de la révolution n'offrit une lutte aussi disproportionnée avec un succès aussi éclatant. J'eus peine à en croire ses rapports, que je regardai d'abord comme fort exagérés, et dont les relations prussiennes m'apprirent la modération. Il acheta cette victoire du sang de sept mille braves ; mais heureusement un bon nombre n'était blessé que légèrement, et il en rentra plus de la moitié dans les rangs.

Suites extraordinaires de ces deux victoires.

La nuit qui suivit cette double bataille ne fut pas moins fatale aux Prussiens que la bataille même. L'armée du roi, prenant en désordre le chemin de Weymar, donna près

de Buttelstedt sur les fuyards de Hohenlohe, et la confusion fut alors à son comble. Le prince de Hohenlohe arriva presque seul à Wipach. Rien n'avait été prévu pour la retraite. Quant on sait gagner des batailles comme moi, il est à peine pardonnable de ne pas faire des dispositions pour le cas d'une retraite; car c'est la plus grande faute qu'un général puisse commettre. Sans doute il ne doit pas rendre ses dispositions publiques, mais il doit préparer un ralliement aux corps qui peuvent être coupés momentanément.

Les deux chefs étaient hors de combat, le troisième en fuite; personne ne pouvait remédier au mal. Les corps se foulaient, se croisaient, s'entassaient, se dispersaient; jamais on ne vit de scène aussi déplorable, si ce n'est dans la nuit qui suivit la bataille de Waterloo. Les uns prirent la route d'Erfurth; d'autres celle de Colléda; le gros gagna Sommerda, mais dans une confusion horrible.

Blücher, venant de Colléda à Weissensée avec 6 mille chevaux, s'y trouva prévenu par la division des dragons de Klein, et se sauva en lui assurant qu'un armistice était conclu.

Kalkreuth, pressé à Greusen par le corps de Soult, voulut user du même stratagème, mais fut atteint et culbuté; il gagna Sondershausen dans un état déplorable. Ce fut là que Hohenlohe rejoignit ses débris.

Mollendorf, réfugié à Erfurth avec 6 mille hommes et 8 mille blessés, y fut entouré par Murat et Ney. Le gouverneur de cette place, susceptible d'une bonne défense, capitula le lendemain, et rendit même les deux excellentes citadelles qui la commandent.

Dispositions pour en profiter.

Une seule journée venait ainsi de décider du sort de la monarchie prussienne; nous avions déjà entre les mains 60 drapeaux, 200 pièces de canon de campagne, 25 mille prisonniers. Cependant, pour ne pas donner à l'ennemi le temps de se reconnaître et de réorganiser ses forces, il ne fallait pas le laisser respirer un moment, et je pris mes mesures à cet effet.

Bien que le duc de Brunswick eût manifesté le dessein de concentrer ses forces, il n'en fit rien, ou le fit si mal que son armée avait été prise en flagrant délit. Tandis que la moitié succombait à Iéna, et que l'autre moitié était battue en marche sur Freybourg et Naumbourg, deux autres corps sous le duc de Weymar et le général Winning poussaient au-delà de la forêt de Thuringe et à Eisenach : un quatrième de 14 mille hommes formait une réserve sous le duc de Wurtemberg à Halle.

Le coup de foudre qui venait de frapper l'armée dans une telle position, devait avoir des suites d'autant plus graves que n'ayant plus de chef, et le roi même n'ayant pas d'instant à perdre pour regagner la capitale et l'Oder, chacun de ces corps dut songer partiellement à se sauver de son mieux. Bulow aurait pu prendre ici un joli modèle de retraites excentriques.

Hohenlohe et Kalkreuth se sauvèrent par le Hartz sur Magdebourg. Le premier devait y prendre le commandement en chef, rallier tout ce qu'il trouverait et marcher sur l'Oder vers Stettin; mais il était forcé de décrire l'arc par Magdebourg; et comme nous tenions la corde, nous étions à même de le prévenir partout, si nous ne trouvions pas d'obstacle majeur au passage de l'Elbe. Pendant que Murat, Soult et Ney le suivaient sur Nordhausen, où son arrière-garde fut entamée, je prenais, avec Bernadotte, Lannes, Davoust, Augereau et ma garde, le chemin de Dessau, pour y passer l'Elbe,

me diriger sur Berlin, couper l'ennemi de l'Oder, m'emparer à la fois de sa capitale et de ses communications. Le résultat de ces marches, bien combinées et rapides comme l'éclair, aurait dû trouver grâce devant les détracteurs de ma gloire; mais comment exiger que des aveugles apprécient mon système de guerre, quand le duc de Brunswick même le jugeait si mal?

Combat de Halle.

Bernadotte rencontra, le 17 octobre à Halle, le corps de réserve du duc Eugène de Wurtemberg. Ce prince venait à peine de recevoir la nouvelle indirecte de la bataille d'Iéna, avec des circonstances si terribles qu'il n'osait y ajouter foi. Il attendait 2 mille hommes de son corps en marche de Magdebourg sur la rive gauche de la Saale par Sandersleben : soit qu'il fût surpris, soit qu'il n'osât couper le pont de la Saale avant la jonction de ce détachement, il fut abordé si brusquement par la division Dupont, qu'il n'eut pas le temps d'achever ses dispositions pour gagner Magdebourg, ainsi qu'il en avait le dessein.

Assaillir les bataillons laissés au pont de la Saale, entrer pêle-mêle avec eux, fut pour nos troupes l'ouvrage d'un quart d'heure : le gros du corps prussien, campé derrière la ville, fit encore la sottise de vouloir y rentrer pour la reprendre; un combat très-chaud s'y engagea. Dupont débouche par la porte de Leipsick, soutenu par Rivaud et la cavalerie de Tilly, qui attaquèrent l'ennemi du côté de Neumarck, et s'emparèrent de la route de Magdebourg. L'ennemi ne put tenir longtemps contre la supériorité de Bernadotte. Celui-ci, pour compléter la victoire, chercha à couper la route de Dessau; le duc fit un effort pour sauver sa dernière communication; il y réussit et se mit en retraite, vivement suivi par les colonnes de Dupont et de Rivaud. Il vint passer l'Elbe à Dessau, et, après en avoir brûlé imparfaitement le pont, il gagna ensuite Magdebourg, affaibli par la perte de 30 pièces de canon et 5 mille hommes. Le régiment qui arrivait par la gauche de la Saale, entouré de toutes parts dans le défilé de Krollwitz par Drouet et la cavalerie de Tilly, fut du nombre des prisonniers.

Cette lutte de 12 mille Prussiens contre les forces supérieures de Bernadotte fut favorisée par l'excellence du poste, mais ne laissa pas de faire honneur à ses défenseurs. Le duc eût mieux fait d'envoyer au régiment qu'il attendait l'ordre de se sauver comme il pourrait à Magdebourg; il aurait eu alors la faculté de couper les ponts de la Saale, et de reprendre intact le chemin de Dessau et de Wittenberg pour détruire entièrement les ponts de l'Elbe et défendre le passage. Cela eût retardé de deux ou trois jours notre marche, et sauvé à la fois les corps de Hohenlohe, de Blücher et la place de Stettin.

Je marche sur Potzdam et Berlin.

Dans le même temps Davoust, entré le 18 à Leipsick, prit la direction de Wittenberg, et mon quartier-général l'y suivit. On fit dans cette riche cité des captures considérables en marchandises anglaises. Lannes marcha à Dessau; Bernadotte descendit la Saale jusqu'à Bernbourg et Achersleben, et eut ordre de jeter un pont vers Zerbst, pour couper le corps qu'il venait de battre, mais qui s'était déjà réfugié sous Magdebourg. Lannes fit raccommoder les ponts de Dessau, et Davoust, suivi par Augereau, entra, le 23, à Wittenberg sans résistance. Un faible détachement prussien qui s'y trouvait eut la maladresse de mettre le feu au pont sans le brûler. Nous nous dirigeâmes aussitôt sur Potzdam, où nous entrâmes le 24.

Visite au cabinet de Frédéric-le-Grand.

Je ne pus me défendre d'un sentiment bien difficile à dépeindre en montant les marches du palais de Frédéric, et en visitant à Sans-Souci tous les lieux immortalisés par le grand roi. Il avait résisté sept ans à la moitié de l'Europe; en quinze jours sa monarchie était tombée devant mes aigles : ainsi vont les affaires des nations, selon les circonstances et les hommes qui président à leurs destinées. Je trouvai dans son cabinet le pupitre de musique et un autre sur lequel était l'art de la guerre de Puiségur. Le livre était ouvert au chapitre intitulé *du port de l'épée :* ce n'était pas sans doute celui que Frédéric lisait. Ma surprise fut extrême en y trouvant aussi le hausse-col, l'épée, la ceinture et le grand cordon de ses ordres, qu'il avait portés dans la guerre de sept ans. De pareils trophées valaient 100 drapeaux, et leur oubli attestait le désordre et la stupeur qui régnaient dans toute la Prusse au bruit de la catastrophe dont l'armée venait d'être frappée. Je les envoyai aussitôt à Paris pour être déposés aux invalides : plusieurs de ces vieux soldats étaient contemporains de la honteuse défaite de Rosbach; j'étais fier de leur envoyer ces preuves de l'éclatante vengeance que j'en avais tirée.

Le 25 octobre, Davoust entra à Berlin, où nous trouvâmes un arsenal superbe et d'immenses approvisionnements. Notre marche avait été si impétueuse que la capitale n'avait reçu qu'un seul courrier de l'armée, et se trouvait, pour ainsi dire, dans l'état où le roi l'avait laissée en partant. On avait emporté, il est vrai, les paperasses des archives, mais on avait laissé tous les instruments de guerre. Le même jour la forteresse de Spandau, qu'on avait eu l'imprudence de laisser désarmée, se rendit au maréchal Lannes. On trouva 80 pièces de canon dans l'arsenal et 1200 hommes de garnison. Je m'étais rendu à la tête de mes gardes à Charlottenbourg pour soutenir Lannes; j'y restai le 27 pour prescrire les mesures nécessaires à la poursuite du corps de Hohenlohe.

Je fais mon entrée à Berlin.

Je fis mon entrée à Berlin le 28; j'étais déjà entré triomphant à Milan, au Caire, à Vienne; mais, je l'avoue, nulle part je ne fus reçu avec plus d'empressement que chez ces mêmes Prussiens qui ont tant déclamé contre moi, sans se donner la peine de me juger. On m'accueillit plutôt en libérateur qu'en vainqueur. A la vérité la classe bourgeoise, si nombreuse et si respectable dans les états d'Allemagne, me regardait comme le défenseur des principes qui avaient triomphé dans la révolution; jalouse des prétentions de la noblesse, cette classe ne prit aucune part aux gentillesses qui provoquèrent la guerre.

Hohenlohe quitte Magdebourg pour gagner Stettin.

La campagne d'Iéna et celle d'Ulm devaient servir de modèles un jour pour apprendre aux généraux l'art de réunir à propos leurs forces et de les diviser ensuite, quand elles ont frappé. La destruction de l'armée prussienne fut si extraordinaire que pour l'expliquer, je serai forcé d'entrer dans quelques détails.

Tandis que je marchais sur Berlin, Murat, Soult et Ney avaient suivi les débris de l'armée prussienne à Magdebourg. Le roi, jugeant avec raison leur position désespérée, prit le chemin de l'Oder et laissa le commandement en chef au prince de Hohenlohe avec le soin de réorganiser l'armée sous le canon de cette importante place. La chose devenait impossible, à moins qu'il ne voulût s'y laisser investir, ce qui eût été inévitable. Soult le suivait avec tant d'impétuosité que

l'arrière-garde prussienne entrait à peine dans le camp sous Magdebourg, quand la division Legrand s'y précipite avec elle, et refoule tout dans la place, où régnait la plus grande confusion.

Le prince de Hohenlohe apprit ici l'issue du combat de Halle et ma marche sur Dessau et Wittenberg; il espéra toutefois que l'incendie des ponts de l'Elbe lui donnerait le temps de gagner Stettin avant nous. On vient de voir que ces ponts étaient tombés intacts en notre pouvoir.

Il n'y avait que deux partis à choisir, celui de réorganiser et restaurer 50 mille hommes sous la protection de Magdebourg, de tenir la campagne autant que possible sur les deux rives de l'Elbe, et d'attendre l'effet que l'arrivée des Russes sur l'Oder aurait pu produire, sauf à se jeter dans la place quand il y serait forcé. Pour cela il aurait fallu des vivres et munitions en abondance, et il n'y avait ni l'un ni l'autre. Il pouvait se jeter sur Soult, et s'ouvrir un chemin dans le Hanovre, pour se réunir à la division du général Lecocq, et combattre en Westphalie aussi longtemps qu'il le pourrait. Le troisième était de ne pas perdre une minute pour gagner Stettin : il préféra celui-ci, et dans l'état des choses, cette résolution était fort naturelle.

Hohenlohe espérait sortir de Magdebourg avec 68 bataillons et 159 escadrons, y compris ceux que le prince de Wurtemberg avait ramenés de Halle, et destinés à couvrir sa marche; mais le désordre était si grand que Kalkreuth, au lieu d'échelonner sa nombreuse cavalerie à la rive droite, l'avait envoyée cantonner à la rive gauche de l'Elbe jusque vers Sandau [1], et qu'au lieu de 26 faibles bataillons destinés à la garde de Magdebourg, il en resta par mégarde 52 cadres entiers dans la place.

Deux routes mènent de Magdebourg à l'Oder : la meilleure et la plus directe est celle de Brandebourg et de Berlin, l'autre plus au nord par Rathenau, Ruppin, Zehdenick, Prenzlow et Stettin. Le prince ne pouvait pas prendre la première sans rencontrer nos colonnes débouchant de Wittemberg sur Potzdam : en préférant la seconde, il allait au-devant de sa cavalerie, qui marchait de Sandau sur Neustadt, et il éloignait le moment où nous pourrions l'atteindre. Il ne pouvait pas adopter d'autre parti; mais il devait aviser à de meilleures mesures pour l'exécuter et marcher avec plus de vivacité et d'ensemble.

La route de Stettin qu'il suivait se rencontre à Zehdenick avec celle d'Oranienbourg que j'avais prise; il ne devait avoir ni trêve ni repos qu'il n'eût atteint cette ville avec le gros de ses forces et surtout avec ses nombreux escadrons. Il était d'autant plus probable qu'il y arriverait avant les nôtres, que Murat l'avait suivi en queue par le Hartz et venait de le faire sommer dans Magdebourg par le général Belliard. Comment supposer que des troupes françaises, répandues entre Halberstadt et Magdebourg, ayant l'Elbe à passer, arrivassent à Zehdenick avant le prince de Hohenlohe? c'est cependant ce qui eut lieu, Murat ayant atteint Zehdenich par des marches rapides, avant les colonnes de Lannes qui ouvraient ma marche.

Fautes graves qu'il commet.

Le prince de Hohenlohe, sorti de Magdebourg, le 23 octobre, se dirigea en trois colonnes sur Rathenau à la tête de 28 batail-

[1] Un historien prussien fait ce reproche à Kalkreuth; d'autres disent que ce fut Blücher qui mena cette cavalerie sur Sandau, à 15 lieues au-dessous de Magdebourg.

lons et d'une trentaine d'escadrons ; le gros de la cavalerie passa l'Elbe plus bas et le rejoignit près de Neustadt. Blücher prit le commandement du corps du duc de Wurtemberg, destiné à l'arrière-garde.

Le 25, Hohenlohe avait ainsi à sa disposition 50 bataillons et 160 escadrons; mais au lieu de marcher serré en une seule masse, et de bivouaquer en faisant amener des vivres par les habitants et les autorités prussiennes, il s'avisa d'éparpiller ses troupes en cantonnements dans les villages, ce qui les fatiguait par des courses inutiles pour aller et revenir de ces cantonnements, et achevait d'y mettre le désordre et l'indiscipline par une dispersion absurde. Ce système était d'autant plus inconcevable qu'on devait s'attendre à être forcé de s'ouvrir un passage l'épée à la main, et que ce n'est pas le cas de marcher par étapes. Pour ajouter à toutes ces fautes, au lieu de pousser sa nombreuse cavalerie sur sa droite pour flanquer la marche du côté où nous arrivions, il la jeta à l'extrême gauche sur Witstock, tandis que l'infanterie se dirigeait à Neu-Rupin, et une faible avant-garde sous Schimelpeninck à Zehdenick.

Cette ville, située, comme nous l'avons dit, à l'embranchement de la route que j'avais prise, était donc le point décisif qu'il fallait gagner avant nous ; et puisque l'avant-garde y arriva, le reste du corps aurait fort bien pu l'atteindre, si les dispositions eussent été mieux prises.

Reddition de Spandau.

La chute de Spandau, qui eut lieu le même jour (25), acquérait d'autant plus d'importance par l'approche du corps de Hohenlohe. Bernadotte, qui fut informé de sa marche à Brandebourg, m'en donna aussitôt avis, et s'avança dans la direction de Fehrbelin et de Cremmen.

Dispositions pour détruire Hohenlohe.

Le grand-duc de Berg, n'ayant plus rien à faire dans les environs de Magdebourg dès que l'ennemi eut atteint cette forteresse, avait reçu l'ordre de se rabattre promptement vers Balbi ou Dessau pour y passer l'Elbe; il mit tant de célérité qu'il venait d'arriver à Spandau au moment de sa prise, et se dirigea aussitôt par Oranienbourg sur Zehdenick. Lannes, qui dut le suivre, ne poussa, le 26, qu'à Oranienbourg.

Je gardai Augereau et Davoust aux environs de Berlin pour le cas où l'ennemi, échappant aux autres corps, voudrait se rabattre sur nos derrières. Le premier garda le pont important de Neubruck sur le Havel; le second dut jeter sa cavalerie légère jusqu'à Oderberg.

Le 26, le prince de Hohenlohe, instruit de la présence de nos troupes à Oranienbourg, prit la résolution tardive de forcer de marche en se portant avec son infanterie par Gransée à Zehdenick, et le lendemain à Prenzlow, pour gagner, le 28, le défilé de Locknitz près Stettin, où il serait enfin sauvé. La cavalerie prendrait la même direction par Witstock et Woldeck.

Hohenlohe est prévenu à Zehdenick, sur la route directe de Stettin.

Arrivé à Gransée, Hohenlohe reçut la nouvelle imprévue que le général Schimelpeninck avait été culbuté à Zehdenick par la cavalerie du grand-duc de Berg, et s'était sauvé en désordre sur Prenzlow. Il était ridicule de perdre sa communication directe par suite d'une échauffourée de cavalerie, quand 10 mille chevaux prussiens se promenaient à Witstock sans aucune utilité.

Hohenlohe, renonçant dès lors à l'espoir

de s'ouvrir un passage, résolut de gagner Boitzenbourg [1] en faisant un détour par Furstenberg et Lychen, où il attendrait Blücher et une partie de la colonne de cavalerie qu'il attira à lui pour remplacer ce qui lui manquait de troupes à cheval depuis la disparition de Schimelpeninck. L'idée était absurde, car nos troupes tenant la route directe et plus courte de Templin, on devait bien s'attendre à les retrouver en tête de la colonne, avec la chance d'être soutenues même plus facilement par les corps d'armée arrivés les premiers à Berlin (Lannes et Davoust).

Quoi qu'il en soit, Hohenlohe, arrivé à Lychen le 27, y attendit vainement Blücher qui, informé trop tard de cette marche forcée, n'avait pas dépassé Gantzer; il ne fut pas joint non plus par la cavalerie attendue, et, comme il n'avait pas de temps à perdre, il continua sa route sur Boitzenbourg.

Murat l'atteint de nouveau.

Murat n'était pas homme à le laisser passer paisiblement. Instruit dans sa marche de Templin sur Prenzlow de la direction prise par les Prussiens, il se rabattit avec les divisions Grouchy, Beaumont et Lasalle vers Wichmansdorf, où il donna sur les gendarmes de la garde qui flanquaient la marche. Assaillir, tourner, refouler ce superbe régiment de cuirassiers sur les bords du lac fut l'ouvrage d'un instant. C'étaient les officiers de ce corps qui avaient insulté l'ambassadeur de France pour entraîner plus certainement le roi à la guerre; ils expièrent cette conduite par l'affront d'avoir capitulé en rase campagne, ce que la cavalerie ne doit jamais faire.

[1] Boitzenbourg, près Prenzlow, qu'il ne faut pas confondre avec Boitzenbourg-sur-l'Elbe.

Hohenlohe, effrayé à cette nouvelle, forma son infanterie et hésita s'il persisterait à entrer à Boitzenbourg, ou s'il prendrait un chemin de traverse entre Prenzlow et Passewalk : ce dernier parti était certainement le plus prudent; mais il se décida sur le rapport d'une patrouille à entrer à la nuit dans Boitzenbourg, et à prendre le lendemain le chemin de Prenzlow, où il devait trouver des vivres et fourrages pour sa troupe.

Combat et capitulation de Prenzlow.

Le 28, le corps s'avança sur Shonermarck et Gustow; il entra à Prenzlow sans grand obstacle; mais le grand-duc de Berg, arrivant par la route de Templin, ne pouvant occuper une ville avec sa cavalerie, l'avait fait tourner par un détachement de dragons, tandis qu'il s'avançait avec deux divisions sur le ruisseau de Golmitz, fondait impétueusement sur la queue de colonne prussienne, la poursuivait jusque dans le faubourg, sabrait et faisait jeter les armes au régiment du roi, coupait l'arrière-garde du prince Auguste, et le forçait, après une belle défense, à se rendre prisonnier avec son bataillon.

L'infanterie prussienne avait dépassé Prenzlow et pris, on ne sait pourquoi, la route de Passewalk, au lieu de celle de Stettin. Murat fit sommer le prince de Hohenlohe de se rendre, et Lannes, qui se trouvait là de sa personne, quoique son corps fût encore bien loin d'arriver, en fit autant pour tromper l'ennemi.

Convaincu qu'il n'avait plus d'espoir de gagner Locknitz qu'il croyait au pouvoir de notre infanterie, pris en tête par une division de cavalerie et en queue par deux autres, le prince mit bas les armes avec 17 bataillons et 19 escadrons comptant au moins 12 mille hommes.

Prise de la cavalerie prussienne et de Stettin.

Le grand-duc de Berg se multipliait; à peine eut-il obtenu ce brillant succès que la division de cavalerie légère de Lasalle fit capituler Stettin, qu'un gouverneur imbécille rendit à nos housards avec une garnison de 5 mille hommes. Murat se dirigea aussitôt sur Passewalk, où la grande colonne de cavalerie de Hohenlohe s'était réfugiée lorsqu'elle apprit le désastre de son chef. Six régiments de cuirassiers et une brigade d'infanterie, abîmés, il est vrai, par des marches forcées, se rendirent sans coup férir.

Une seule brigade, coupée de Prenzlow la veille, se présenta près de Stettin; le gouverneur refusa de lui ouvrir les portes le 28, pour les ouvrir le lendemain à la première sommation de notre avant-garde. Cette brigade gagna Anclam, où la division du général Becker l'atteignit et lui fit mettre bas les armes.

Blücher se retire sur le Mecklenbourg.

De toute cette armée naguère si florissante, il ne restait plus que Blücher et l'ancien corps du duc de Weimar, commandé par le général Winning qui, après avoir donné le change à Soult, était venu passer l'Elbe vers Sandau d'où il gagna le Mecklenbourg.

Blücher, instruit de la défaite de Hohenlohe, se rabattit aussitôt vers Neu-Strelitz où il joignit ce corps, ce qui lui forma une petite armée de 21 mille hommes. Avant de suivre ses mouvements ultérieurs, il faut revenir à mon armée.

Capitulation de Custrin.

Davoust, après s'être arrêté quelques jours en avant de Berlin, avait pris la route de Francfort sur l'Oder et de Custrin. Cette place, située dans une île de l'Oder, et que le major Heyden avait héroïquement défendue dans la guerre de sept ans, se rendit à nos troupes légères, séparées de la place par le double lit du fleuve. Il fallut, pour en prendre possession, que la garnison nous fournît des bâteaux! Maître de ce boulevard important, Davoust n'ayant pas d'ennemis devant lui, prit aussitôt la route de Posen. Augereau occupa Francfort; mes gardes demeurèrent à Berlin; Ney restait au blocus de Magdebourg.

Pendant que mes aigles franchissaient d'un vol rapide l'espace entre le Rhin et l'Oder, et soumettaient en trois semaines l'espace qui sépare ces deux fleuves, je n'oubliais rien pour consolider ma puissance et assurer ces possessions.

Mesures pour prendre possession du pays entre le Rhin et l'Oder.

Déjà Mortier, avec les deux faibles divisions du 8e corps, avait occupé la principauté de Fulde. Le prince d'Orange, à qui elle était échue en partage à la paix de Lunéville pour l'indemniser du stathouderat, venait de combattre dans les rangs ennemis. Je l'en punis par la saisie de ses états. Mortier s'avança ensuite sur Cassel de concert avec le roi de Hollande.

L'électeur, vassal en quelque sorte de la Prusse, et l'un de mes ennemis les plus prononcés, était parti pour l'Angleterre, emportant avec lui un trésor considérable, fruit des subsides que sa maison avait constamment reçus de l'Angleterre depuis la coalition contre Louis XIV en 1703. Les 20 mille hommes de troupes qu'il préparait pour me combattre mirent bas les armes et furent licenciés par des forces inférieures. Le roi de Hollande s'avança ensuite sur le Hanovre avec l'armée gallo-batave,

et après quelques légères escarmouches, il investit la division prussienne de Lecocq dans Hameln et Nienbourg, s'empara presque sans coup férir de tout l'électorat, ainsi que du duché de Brunswick et des villes anséatiques de Brémen et de Hambourg.

Les contingents bavarois et wurtembergeois, après avoir pris possession de Bareith, et couvert la droite de la grande armée dans sa marche décisive, se dirigèrent par Plauen sur Dresde et donnèrent la main à Davoust en s'avançant vers l'Oder : ils formèrent le 9e corps.

Les contingents des autres petits princes vinrent fournir les garnisons sur nos derrières. Celui de Hesse-Darmstadt à Spandau et Stettin ; Nassau à Berlin.

Je détache les Saxons de l'alliance prussienne.

Je songeai aussi à me rattacher les Saxons; déjà avant la guerre j'avais lancé une proclamation pour leur signaler les projets de la Prusse, qui ne tendaient à rien moins qu'à les réduire à la condition d'une province prussienne. Je signai un armistice avec le général saxon pris à Iéna ; les restes du contingent quittèrent l'armée prussienne à Balbi sur l'Elbe, et l'électeur entama aussitôt des négociations pour se rapprocher de nous.

Blücher est poursuivi jusqu'à Lubeck.

Instruit de la réunion de Blücher avec le corps du général Winning, je chargeai Bernadotte de suivre cette petite armée en queue, tandis que Murat la couperait de Stralsund et de Rostock, et que Soult l'empêcherait de regagner le bas Elbe.

Escorté de la sorte, il était difficile qu'il échappât. Blücher s'était dirigé sur Schwerin, après avoir soutenu un combat d'arrière-garde à Nossentin contre Dupont, et un engagement de cavalerie assez brillant vers Criwitz. Il paraît qu'il avait d'abord voulu prendre le chemin de Gustrow, pour chercher sans doute à s'embarquer à Rostock ou à gagner Stralsund ; mais Murat étant déjà arrivé à Demnin, il se rabattit à gauche vers le Mecklenbourg avec l'intention de se jeter sur le bas Elbe et de guerroyer dans le Hanovre. Prévenu de tous côtés, il se replia sur Gadebush-sur-Lubeck, où il arriva le 5 novembre. Bernadotte y marcha par Schonberg et Soult par Ratzbourg : la cavalerie de Murat les soutenait.

Arrivé par le nord, Bernadotte apprit que le reste du détachement suédois qui avait si présomptueusement occupé le pays de Lauenbourg, venait de s'embarquer sur la Trave à Lubeck. Le cours de cette rivière est sinueux ; la navigation jusqu'à Travemunde difficile et lente : une brigade de la division Dupont, envoyée à moitié chemin vers Schlutup, enleva un bataillon des gardes et les restes d'un riche convoi.

Cette ville est emportée de vive force.

Nos colonnes, arrivées devant Lubeck le 6 au point du jour, commencèrent aussitôt l'attaque. Bernadotte fit assaillir par la division Drouet la porte de Mecklenbourg et le bastion attenant ; la place n'avait qu'une simple enceinte en mauvais état, mais à l'abri d'un coup de main ; elle n'était pas armée ; les Prussiens garnirent à la hâte les remparts de leurs canons de campagne. On assure que deux bataillons prussiens, imprudemment placés en avant de la porte et culbutés par la brigade Frère, furent cause que nos colonnes entrèrent pêle-mêle avec l'ennemi. Quoi qu'il en soit, enflammés par leurs triomphes précédents, les braves des 27e léger et 94e de ligne se précipitent sur l'ennemi, enlèvent le tambour palissadé de la porte et les batteries les plus voisines, et,

soutenus par le reste du corps, pénètrent dans les rues.

Blücher, après avoir fait ses dispositions, était rentré dans son logement ; il y était à peine que nos soldats pénétraient déjà dans la rue royale sur ses pas : il n'eut que le temps de sauter à cheval ; son état-major fut pris. Les colonnes de Soult éprouvaient plus d'obstacles à enlever la porte de Hanovre ; cependant elles venaient d'y pénétrer, quand les troupes de la division Rivaud paraissaient dans la rue aboutissante. Blücher parvint à se frayer une issue par la porte de Holstein avec 4 à 5 mille fantassins et à joindre sa cavalerie cantonnée à la rive gauche de la Trave ; le reste, au nombre d'environ 8 mille hommes, succomba sous le fer du vainqueur ou fut pris les armes à la main. Une lutte sanglante s'engagea de rue en rue, de maison en maison, dans les établissements publics. Une soldatesque enflammée par les scènes cruelles n'est pas facile à contenir, les habitants de cette cité florissante eurent naturellement à souffrir toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut ; mais Soult et Bernadotte parvinrent enfin à rétablir un peu d'ordre et de calme.

Blücher capitule.

Le réfuge que Blücher avait cherché derrière la Trave ne pouvait retarder sa perte que d'un jour, car la neutralité du Danemarck ne lui laissait aucune issue : il fut forcé de mettre bas les armes le lendemain à Rathenau avec les 10 mille hommes qui lui restaient.

Prise de Magdebourg.

L'anéantissement des armées prussiennes n'était pas l'unique résultat de la bataille d'Iéna : le découragement qui s'empara de tous les militaires prussiens fit encore tomber les boulevards les plus formidables de la monarchie. A ceux que nous avons déjà cités se joignit bientôt la place importante de Magdebourg avec 18 à 20 mille hommes de garnison et six cents pièces de canon ; elle ne résista guère mieux que les autres, et après quelques heures de bombardement, le vieux Kleist se rendit à Ney dont la force n'excédait pas celle de la garnison.

Hameln et Nienbourg se rendirent aussi à la première sommation d'une division gallo-batave sous les ordres de Savary.

Séjour à Berlin.

Tandis que mes lieutenants poursuivaient dans toutes les directions les débris de l'armée prussienne, j'étais resté à Berlin, ne pouvant rien à une guerre d'avant-garde qui se faisait à la fois dans toutes les directions. J'avais d'ailleurs à pourvoir à l'administration des grands états que nous venions de conquérir, à presser les mesures capables de nous y maintenir, à passer la revue des corps qui venaient remplacer nos pertes et augmenter nos moyens, enfin à rêver aux moyens de profiter de tant de succès.

Décret sur les blocus des îles britanniques.

Ce fut de Berlin même qne je lançai le décret foudroyant en réprésailles à l'ordre du conseil britannique qui mettait les ports de la Manche en état de blocus. Au fond ce blocus sur le papier était assez insignifiant, puisque l'Angleterre avait assez de vaisseaux pour l'opérer réellement, et que c'était avec des escadres seules qu'on pourrait le lever, s'il était formé par des escadres ; mais c'était la forme et le principe qui étaient contraires au droit des gens.

Le droit maritime dans toute l'étendue que l'Angleterre même avait osé lui donner, autorisait le droit de visite pour s'assu-

rer que le bâtiment était bien réellement de la nation dont il arborait le pavillon, et qu'il ne portait pas de contrebande, c'est-à-dire de munitions navales. Il interdisait aussi l'entrée des ports bloqués assez étroitement pour qu'il y eût danger de pénétrer, *et les navires qui, avertis de ne pas entrer, voulaient le faire par ruse, étaient saisissables.* Pour opérer un blocus réel il fallait donc un nombre suffisant de bâtiments de guerre devant chaque port militaire ou marchand.

L'arrêté du conseil, déclarant toute la côte de France depuis la Seine à Anvers en état de blocus, s'arrogeait le droit de saisir tout ce qui voudrait faire voile pour ces ports, qu'ils fussent réellement investis ou non. Il donnait ainsi, à un décret ministériel, une force artificielle plus puissante que toutes les escadres britanniques ensemble, car en admettant ce principe pour cent lieues de côtes en 1806, l'Angleterre pouvait fort bien l'étendre par un second décret à toutes les côtes de la France et de ses alliés et anéantir le commerce européen : ce qu'elle ne manqua pas de faire en effet.

Quoi qu'en dise l'auteur du *Manuel sur les Neutres,* une grande nation qui possède avec ses alliés plus de deux mille lieues de côtes, cent vaisseaux de ligne, des colonies, et dont les habitants avides de gloire ont du sang dans les veines, ne saurait tolérer une pareille législation sans se dégrader. J'en fus indigné, et ma position victorieuse m'autorisant à ne plus garder de ménagement, je lançai à mon tour un décret qui renchérit sur celui du ministère anglais [1].

Ordres du conseil britannique.

Le cabinet de Londres ne resta pas longtemps mon débiteur : une première ordonnance du 7 janvier 1807 déclara de bonne prise tout bâtiment neutre qui ferait le commerce d'un port de France à un autre, ou à un port de ses alliés.

Jamais Rome et Carthage n'avaient montré autant d'animosité ; leurs querelles ne s'étaient jamais étendues qu'à leur puissance politique et à celle des alliés qu'elles entraînèrent successivement dans le tourbillon de leur lutte ; jamais elles ne s'étendirent à la prospérité de tout ce qui respire sur les deux hémisphères.

Armistice non ratifié par la Prusse.

Tandis que je fulminais contre le nouveau droit maritime que la Grande Bretagne proclamait, mes armées avaient achevé la destruction de tout ce qui restait de Prussiens en campagne entre le Rhin et l'Oder. Murat, Davoust, Lannes, avaient déjà passé ce fleuve pour s'avancer dans la Pologne prussienne.

L'hiver approchait ; il s'agissait de prendre un parti et de consolider nos étonnants succès. Il y avait deux moyens de le faire ; l'un d'achever l'anéantissement de la Prusse en la divisant pour augmenter mes alliés ; l'autre de lui pardonner en l'attachant à mon char par des bienfaits dont elle sentirait d'autant plus le prix après sa défaite, et en marchant avec elle au rétablissement de la Pologne.

Le roi de Prusse, arrivé sur l'Oder, m'avait envoyé le marquis de Lucchesini pour traiter d'un armistice ou de la paix ; il fut accompagné du général de Zastrow, dont le caractère noble et respectable était la meilleure garantie des intentions sincères du roi. Duroc traita avec eux à Charlottenbourg.

[1] Comme ce décret a fait la base de tout le système continental, il ne paraîtra pas hors de saison d'en rapporter le texte. (Voyez Pièces justificatives, n° 13).

Il était difficile de nous entendre, surtout pour un armistice, car à chaque minute on m'apprenait la reddition d'un nouveau corps ou d'une nouvelle place.

Les négociateurs sentirent qu'en laissant entrevoir le désir d'une alliance, ils adouciraient les rigueurs du traité. On est toujours disposé à faire plus pour un ennemi qui devient allié, que pour un adversaire qui signe une paix pure et simple, et peut rentrer le lendemain dans les rangs ennemis.

Je consentis à un armistice qui laissait à la Prusse Magdebourg et tous ses états entre l'Elbe et le Niémen ; elle perdait le Hanovre et tous ses états de Franconie, de Saxe et de Westphalie. Si l'alliance se réalisait, je pouvais la dédommager...

Mais Magdebourg capitula avec 20 mille hommes le jour même où Duroc signait la convention de Charlottenbourg ; pouvais-je rendre ce boulevard principal de la monarchie pour un simple armistice, subordonné encore à l'acceptation d'un prince qui se trouvait à Kœnigsberg, au milieu des colonnes russes appelées à son secours?

Il fallut faire un nouveau traité ; je partis pour Posen, et ne pus le signer que dans cette ville. Je ne devais pas trop compter sur sa ratification, car le roi de Prusse, après la conduite que son cabinet lui avait fait tenir dans l'affaire de Haugwitz, se fût perdu aux yeux des contemporains et de la postérité, s'il eût abandonné de nouveau les Russes dont 80 mille marchaient sur la Vistule et traversaient déjà ses états.

Mon armée s'avance sur la Vistule, et Jérôme reste en Silésie pour assiéger les places.

En attendant, mon armée, n'ayant pas même trouvé un ennemi entre l'Oder et la Vistule, s'était avancée sur Varsovie et Thorn. Il ne restait derrière moi que Stralsund et les Suédois à observer ; la Silésie et ses six forteresses à soumettre. Je réservai d'abord la première tâche à Mortier, jusqu'à ce qu'il pût être relevé par un nouveau corps d'observation de l'Elbe. La soumission de la Silésie fut confiée à mon frère Jérôme : il n'avait pas encore d'établissement ; avant de lui en former un, je voulais lui fournir l'occasion de se distinguer. Il avait d'abord été s'embarquer sur l'escadre de Brest, mais le service de mer ne lui convenait pas, et je l'appelai à l'armée de terre; Vandamme lui servait de guide, et il commandait aux 25 mille Bavarois ou Wurtembergeois, formant le 9e corps.

Réduire Glogau, Breslau, Brieg, Neisse, Schweidnitz et Glatz, dont les garnisons comptaient une force au moins égale à la sienne, n'était pas une entreprise sans difficultés, pour peu que le prince d'Anhalt-Pless qui lui était opposé fût un homme de tête et de cœur. La première ne fit qu'un simulacre de résistance ; il n'en fut pas de même des autres qui, mieux commandées, furent aussi beaucoup mieux défendues.

Résultats immenses de la guerre de sept semaines.

Ainsi se termina la guerre de sept semaines, bien différente de celle de sept ans. Jamais victoire n'avait eu de pareils résultats. Dans ce court espace de temps, ma puissance s'était élancée, pour ainsi dire, des bords du Rhin à ceux de la Vistule. Cent mille prisonniers, 4 mille pièces de canon, six grandes places et plusieurs autres moins considérables, tels étaient les trophées d'une habile manœuvre, de l'impétueuse valeur de mon armée et de l'inexpérience de nos adversaires. Quoi qu'en dise l'élégant écrivain du précis des événements militaires, ces succès ne furent que le résultat d'une habile application des principes de la guerre, de ma part, et d'un oubli total

de ces principes de la part de mes ennemis. Vouloir nier l'existence et l'influence de ces principes, c'est nier le soleil; c'est prouver qu'on n'a pas compris la guerre. Mon génie n'a consisté qu'à les appliquer presque constamment, et à donner à cette application *toute l'étendue du possible*. C'est dans cette manière de les mettre en pratique que j'ai déployé toute la supériorité de mon jugement, la grandeur de mon caractère et l'étendue de mes vues. C'est là ce qui distingue le grand homme de guerre du général médiocre. Mais loin de moi la pensée de mettre en doute l'existence des principes et leur influence sur le sort des combats!

CHAPITRE X.

Projets sur la Pologne. Campagne d'hiver. Les Russes arrivent sur la Vistule et envahissent la Moldavie. Batailles de Pultusk et d'Eylau. Quartiers d'hiver. Opérations contre les Suédois. Siéges de Dantzick et des places de Silésie. Menaces de l'Espagne. Démonstrations de l'Autriche. Les Anglais devant Constantinople; ils échouent contre l'Égypte. Négociations diverses avec la Perse, la Porte, la Suède et les coalisés. Ouverture d'une seconde campagne. Batailles d'Heilsberg et de Friedland. Traité de Tilsit.

Le roi de Prusse s'était retiré à Kœnigsberg. De toute son armée il lui restait à peine 20 mille hommes en état de tenir la campagne; mais 100 mille Russes venaient à son secours et s'avançaient sur la Vistule. Je marchai à leur rencontre; j'arrivai en Pologne. Un nouveau théâtre s'ouvrait à nos armes; j'allais voir cette vieille terre de l'anarchie et de la liberté courbée sous la domination étrangère; les Polonais attendaient ma venue pour secouer le joug allemand.

Projet sur la Pologne.

Il aurait fallu ignorer l'histoire du 18e siècle pour reconnaître tout le parti que je pouvais tirer de la Pologne; mais, pour qu'elle pût servir à la fois de barrière à la Russie et de contrepoids à l'Autriche, il fallait un rétablissement complet. Une guerre très-longue et très-heureuse pouvait seule amener ce résultat: mes ministres n'étaient pas d'accord sur son opportunité; Talleyrand, vieux et usé, soupirait après son hôtel de Paris, et se souciait peu d'une promenade d'hiver en Pologne; il s'y montra contraire. Maret pensait qu'on pouvait en faire l'essai, parce qu'il y voyait d'immenses avantages et des chances de succès.

Les promesses de Dombrowsky et de Zayonscheck étaient engageantes. Une députation solennelle de la grande Pologne, présidée par le comte Dzadinski, vint fixer mes idées en m'assurant une prompte levée de ce qu'ils nomment l'insurrection polonaise, espèce d'arrière-ban où chaque gentilhomme monte à cheval et conduit un certain nombre de ses paysans. Déjà mes ordres étaient préparés, lorsqu'un mémoire d'un officier attaché à ma personne vint ébranler ma résolution. Il me représenta, sous les couleurs les plus vives, l'avantage que je trouverais à préférer l'alliance de la Prusse, à qui il serait généreux de pardonner, et qu'on pourrait agrandir de toutes les parties du territoire polonais qu'il serait possible de réunir par la suite, en conservant à celles-ci leur nationalité: c'était obtenir l'espèce de contrepoids qu'il importait à ma politique de créer, et c'était l'obtenir sans m'exposer aux chances d'une guerre interminable contre la Prusse, la Russie et l'Autriche.

Ce mémoire s'appesantissait surtout sur le danger de donner un point de réunion éternel à la politique de trois puissances naturellement rivales, et sur ce qui nous arriverait de fâcheux en passant la Vistule, si l'Autriche débouchait avec 150 mille hommes derrière nous, sans que nous pussions nous appuyer sur la Prusse. Il faisait ressortir aussi l'avantage qui résulterait, pour la nation Polonaise, de sa fusion avec un peuple éclairé et industrieux. C'était une grande idée.

J'avoue que je me sentis sur le point d'être entraîné : déjà l'armistice se négociait ; mais les réflexions que firent naître les inconcevables capitulations d'Erfurth, de Stettin, de Prenzlow, de Magdebourg et de Lubeck, me firent attacher moins de prix à l'alliance d'une armée si démoralisée. Les conditions de l'armistice s'en ressentirent, et comme je m'attendais que l'arrivée des Russes le ferait refuser, je résolus d'essayer des Polonais, sans me laisser intimider par les approches de la mauvaise saison. Dans le fait, il m'en coûtait moins d'aller à Varsovie combattre l'armée russe au milieu d'une population prête à se joindre à nous, que de l'attendre au milieu des Prussiens humiliés, et qu'un revers de mon armée eût fait revoler aux combats.

Kocziusko se trouvait depuis plusieurs années à Paris, je l'appelai près de moi ; mais il se souciait peu de renouveler une levée de bouclier partielle. Il demandait la restauration formelle et complète de sa patrie, et je ne pouvais pas m'engager trop loin en proclamant la résolution de relever un royaume dont l'Autriche avait accaparé le tiers. C'était à la fois fermer la porte à tout rapprochement avec la Russie et m'attirer l'Autriche sur les bras. Je me contentai d'envoyer Dombrowski et Zayonscheck à Posen, pour les assurer de l'intérêt que je prendrois à leur pays, s'ils me secondaient, et leur annoncer que je les suivais de près. Je partis de Berlin le 24 novembre, et arrivai le 28 à Posen. J'y fus reçu avec un enthousiasme qui m'étonna et parut d'un heureux présage. On nous donna des fêtes qui auraient fait honneur aux plus brillants salons de Paris. Je restai dans cette ville une quinzaine de jours : ce temps n'était pas perdu, puisque mes colonnes filaient dans cet intervalle sur Varsovie, et qu'il me suffisait de quelques jours pour arriver en poste aussitôt qu'elles.

Malgré l'espèce d'élan que je produisis à Posen et à Varsovie, les Polonais n'ont pas rempli entièrement mes vues. C'est un peuple passionné, chevaleresque et léger : tout se fait chez eux par inspiration, et rien par système. Leur enthousiasme est grand, mais ils ne savent ni le régler ni le perpétuer. Ceux qui ont suivi mes drapeaux ont été d'une fidélité et d'une valeur admirables ; je leur en paie ici les tributs de ma reconnaissance : mais comme nation, la Pologne eût pu faire davantage. Ce n'est pas la faute des hommes, c'est celle des choses. Si la Pologne avait eu un tiers-état plus puissant et plus nombreux, elle se fût levée en masse pour nous. Peut-être qu'en donnant aux Polonais un plan, un système, un point d'appui plus solide que la maison de Saxe, ils auraient pu se former avec le temps et se maintenir par eux-mêmes. Quoique mon caractère ne m'ait jamais porté à faire les choses à demi, je n'ai cependant fait que cela en Pologne, et je m'en suis mal trouvé ; mais ce fut la faute de ma situation politique, on ne saurait me l'imputer en rien.

Mesures pour assurer les derrières de l'armée.

Je mis à profit le séjour que je fis à Posen, en signant la paix avec l'électeur de Saxe, et en renforçant, de cet ancien allié

de la France, le système de la Confédération du Rhin. Un premier contingent de 8 mille hommes se mit en marche pour me joindre sur la Vistule. Je donnai aussi la dernière main aux mesures nécessaires pour assurer nos derrières.

Déjà, en quittant Berlin et Mésericz, j'avais prescrit à Mortier ce qu'il aurait à faire avec son 8e corps. Depuis que les troupes de mon frère Louis, passées sous les ordres de Savary, avaient soumis les places de Hameln et de Nienbourg, et achevé la conquête du Hanovre, sa présence y devenait inutile, et il était retourné en Hollande, que les Anglais auraient pu inquiéter. Mortier, ayant quitter la Hesse, vint dans le Mecklenbourg, et dut prendre la garde de tout le littoral de la mer du Nord et de la Baltique, depuis Hambourg et les bouches du Wéser jusqu'à Stettin, afin de surveiller les Suédois et les Anglais.

Un vaste système était indispensable pour nous donner une assiette tant soit peu solide dans les contrées immenses que nous venions d'envahir avec toute l'impétuosité d'un torrent déchaîné, et où de grandes résistances pouvaient encore se rencontrer. Déjà quelques troubles venaient de se manifester dans la Hesse, où les partisans de l'électeur profitèrent de l'absence du 8e corps et des charges inévitables de la guerre pour exciter les esprits. Je donnai aussitôt des ordres pour réprimer ces mouvements. Des colonnes mobiles, envoyées de Mayence par Kellermann, de Munster par Loison, et de Magdebourg par le général Michaud, firent tout rentrer dans l'ordre.

Kellermann organisait à Mayence, en régiments provisoires, les conscrits destinés aux différents corps d'armée pour porter leurs bataillons au complet. Ce mode, qui centralisait la surveillance en évitant les petits détachements toujours dangereux, donnait ainsi à une multitude d'hommes isolés toute la consistance d'une force armée respectable. Quatre de ces régiments étaient déjà rendus à Berlin, où ils relevèrent les contingents de Baden, de Wurtzbourg, et la légion du Nord formée de soldats hessois et prussiens, enrôlés volontairement. Ceux-ci s'avancèrent entre l'Oder et la Vistule pour couvrir nos communications et observer Colberg. Une division de cuirassiers, tirée d'Italie et réunie à Leipsick sous le général d'Espagne, s'acheminait vers Posen et Thorn. Celle des grenadiers d'Oudinot, réorganisée à Berlin, prenait la direction de Varsovie. Quatre autres régiments provisoires se formaient à Mayence ; et mon armée, ainsi alimentée successivement, trouvait dans cette organisation un recrutement certain et des colonnes mobiles qui assuraient ses derrières. Personne n'a entendu comme moi le mécanisme de cette organisation sur les derrières d'une armée, et ces levées successives qui servaient d'aliments périodiques aux régiments, et de réserves pour garder notre ligne d'opérations.

Le roi de Prusse rejette l'armistice.

Quand le roi de Prusse reçut à Kœnigsberg l'armistice signé à Charlottenbourg par MM. Luchesini et de Zastrow, il le trouva d'autant plus inadmissible, qu'il venait de se lier tout récemment avec la Russie par une convention signée à Grodno le 20 octobre, et que le premier contingent russe venait d'entrer sur le territoire prussien, sous ses ordres de Beningsen. Il refusa donc de le ratifier, et la continuation de la guerre était le seul parti qui restât à tous deux.

Nous allions ainsi nous rencontrer de nouveau avec les Russes : la question était

de savoir si nous les attendrions, ou si nous irions au-devant d'eux. La saison était mauvaise; mais c'était pour eux comme pour nous. Si je les laissais avancer, je me privais des ressources et de l'appui de la Pologne : ils pourraient décider l'Autriche, qui n'hésitait que parce qu'ils étaient trop loin d'elle pour la soutenir immédiatement; ils entraîneraient la nation prussienne, qui, revenue de l'étourdissement d'un premier désastre, sentirait la nécessité de tout faire pour se relever.

Les Russes envahissent la Moldavie, et soutiennent en même temps les Prussiens.

L'empereur Alexandre avait mis une grande activité à réparer les pertes de la campagne d'Austerlitz [1] : non seulement ses régiments furent tous portés au complet, mais il augmenta son armée de 30 escadrons et de 31 bataillons de nouvelle formation. Si toutes les forces de la Russie eussent été dirigées contre moi, la lutte eût été pénible à soutenir avec mon armée répandue depuis le Hanovre jusqu'à Varsovie. Heureusement je fus bientôt rassuré sur l'étendue des efforts qu'elle m'opposerait, lorsque je reçus la nouvelle de l'entrée du général Michelson en Moldavie, à la tête de 80 mille hommes.

Pour bien comprendre les motifs de cette invasion qui paraissait une faute, il est nécessaire de reprendre les choses de plus haut. La Russie, certaine que la Prusse nous ferait la guerre, comptait y paraître en auxiliaire, comme elle l'avait fait en 1805 pour l'Autriche; elle se flattait ainsi de pousser les limites de son empire jusqu'au Danube, et l'Angleterre avait trop besoin de son alliance pour ne pas la seconder dans ce projet. Il ne fallait pour cela qu'un motif légitime de faire la guerre aux Turcs. L'influence que Sébastiani prit sur le divan aussitôt après son arrivée, lui en fournit un prétexte plausible. Le premier soin de mon ambassadeur avait été, selon mes instructions, de faire renvoyer les hospodars de Moldavie, Ypsilanti et Morusi, élus sous la protection de la Russie, consacrée par le traité de Yassi. Celle-ci était en droit de réclamer, et le fit vivement : les menaces du comte Italinski, appuyées de celles de l'ambassadeur anglais, qui ne parlait de rien moins que de faire bombarder Constantinople par une puissante escadre, firent rétablir ces hospodars.

Cependant l'empereur Alexandre, instruit d'une mesure contraire à ses traités, et qui constatait mon influence sur la Porte, n'attendit pas cette satisfaction, et ordonna sans délai à Michelson d'envahir les principautés, et de s'emparer des places turques qui bordent le Danube. Ce général passa le Dniester le 3 novembre, et se répandit sans obstacle jusqu'aux frontières de Servie. Nous étions ainsi réciproquement enchantés de l'événement : la Russie, parce qu'elle croyait en profiter, et moi, parce qu'il faisait une puissante diversion en ma faveur. Toutefois la prompte chute de la monarchie prussienne, changeant la face des affaires, mettait tous les avantages de cette agression de mon côté. En effet, en calculant le temps qu'il fallait pour recevoir de Pétersbourg l'ordre de cette invasion, et pour aviser aux mesures d'exécution, on voit bien qu'elle avait été combinée et ordonnée avant qu'on ne connût les désastres de la Prusse. L'empereur

[1] L'armée russe était alors répartie en 18 divisions, qui, à l'exception des gardes, se composait de 6 régiments d'infanterie ou de chasseurs, de 10 escadrons de grosse cavalerie, 10 de cavalerie légère, une compagnie de pionniers, deux batteries de position, trois batteries légères et une d'artillerie à che-

Alexandre eût été trop prudent sans cela pour entreprendre en même temps la double tâche de nous tenir tête et d'attaquer les Turcs.

Lorsqu'il reçut le premier avis de la marche des Français sur Berlin, il détacha les corps de Benningsen et de Buxhowden au secours des Prussiens. Les 40 mille Russes, arrivés avec le premier sur la Vistule peu de jours avant nous, abandonnèrent les bords du fleuve, et se replièrent sur Pultusk pour se rapprocher de leur seconde armée, qui arrivait à marches forcées. Nous passâmes ainsi le fleuve sans obstacles. Davoust et Murat, qui étaient entrés, le 30 septembre, à Varsovie, ne furent pas peu surpris de l'abandon inattendu du poste de Praga, et firent passer aussitôt des troupes en bateaux pour en prendre possession le 2 décembre. Lannes les soutint, et mon aile droite vint s'établir sur le Bug : la gauche n'eut pas moins de bonheur. Ney, qui s'empara de Thorn, déboucha de cette place, soutenu par la cavalerie de Bessières et suivi par le corps de Bernadotte. Au centre, Soult et Augereau préparèrent avec de grandes difficultés les moyens de passer la Vistule entre Modlin et Wyssogrod.

Parti le 16 décembre de Posen, j'arrivai le 18 à Varsovie. Je pressai le passage de ces deux derniers corps; Augereau, ne pouvant réussir à jeter un pont, passa ses troupes en bateaux vers Zakroczin, du 20 au 22. Soult ne pouvant y réussir à Wyssogrod, trouva heureusement les moyens de le faire à Plotzk.

Position des deux partis sur la Vistule.

L'empereur Alexandre avait confié le commandement de son armée au maréchal Kamenski, vieillard plus qu'octogénaire qui, dans les guerres de l'impératrice Catherine, avait montré de l'énergie et de la vigueur, mais auquel son grand âge avait fait perdre ces qualités. Cependant, dès qu'il eut réuni ses forces, il signala son arrivée à l'armée par un mouvement en avant. Il porta son quartier-général à Nasielsk, et fit cantonner les quatre divisions de sa première armée entre l'Ukra, le Bug et la Narew. La seconde armée cantonna entre Golymin et Makow, ayant une de ses divisions à la gau-

val ; ce qui faisait pour chaque division 18 bataillons, 20 escadrons, et l'énorme quantité de 72 pièces de canon : l'artillerie était belle et bien servie ; la cavalerie, si médiocre sous Souwarof, avait fait d'immenses progrès depuis le règne d'Alexandre. Voici la répartition de ces forces :

	bataillons	escadrons	pièces.
1re division, gardes et grenadiers, sous le grand-duc Constantin, comptait,	33	35	84
2e. L'armée destinée à agir en Prusse comptait les 8 premières divisions sous Osterman, Sacken, prince Galitzin, Touczkof, Barclay de Tolly, Doctorof, Essen, ainsi que la 14e sous le prince Gortschakof, ensuite sous le comte Kamenski. . . .	147	170	504
A reporter. .	180	205	588
Report.	180	205	588
3e. L'armée de Moldavie, sous Michelson, avait les 9e, 10e, 11e, 12e et 13e divisions sous le prince Wolkonsky, Muller Zacomelsky, Miloradowich, Meindorf, et duc de Richelieu	90	100	306
(Deux de ces divisions revinrent sur la Narew).			
4e. Corps intermédiaire sous le comte Apraxin, 16e, 17e et 18e divisions sous les généraux Rtischef, prince Labanof et prince Gortschakof	54	30	144
	bataillons	escadrons	pièces.
TOTAL . . .	324	335	1038

Outre les corps de Géorgie, de Finlande et les bataillons de garnison qui formaient une armée entièrement distincte.

che de la Narew. Un corps prussien, commandé par le général Lestocq, campait sur les bords de la Drewentz sur la route de Thorn; il se liait à la droite des Russes, qui le renforcèrent de quelques troupes.

Je prends l'offensive pour éloigner l'ennemi.

Ne voulant pas souffrir que l'ennemi nous resserrât sur la Vistule, et sentant au contraire la nécessité de nous donner une sphère plus large en avant de Varsovie et de Thorn, je prenais au même instant l'offensive. Ney, Bernadotte, et une partie de la cavalerie qui avait passé le fleuve à Thorn, se dirigèrent sur Soldau et Biezun, manœuvrant par leur droite pour isoler le corps prussien et le couper de l'armée russe. Lestocq, instruit que Bessières n'avait que de la cavalerie à Biezun, tenta d'y rentrer; mais nos braves escadrons se jetèrent sur son infanterie, en refoulèrent une partie sur des marais, et le forcèrent à se retirer en lui abandonnant quelques centaines de prisonniers.

Le 25 décembre, à deux heures du matin, je me rendis au pont du Bug; Davoust, l'ayant passé, en jeta un autre sur l'Ukra, et manœuvra par sa gauche pour se mettre en communication avec Augereau qui agissait sur Novemiasto, et Soult qui se dirigeait sur Plonsk. Lannes prit à notre extrême droite le chemin de Sierock et Pultusk. Notre mouvement concentrique s'opéra heureusement : Augereau força le passage de l'Ukra à Kursumb après un combat où le 14e de ligne soutint sa réputation de Rivoli; de là il s'avança sur Novemiasto. Je me portai avec Davoust sur Nasielsk, d'où nous expulsâmes la division Ostermann, malgré la plus vive résistance. Benningsen se concentrait sur Stregoczyn. De toutes parts les généraux ennemis se mirent en retraite. Je résolus de les tourner par leur droite, avec l'intention de les prévenir sur leur ligne de retraite à Rozan. A cet effet, je donnai à Soult la direction de Chicanow sur Makow; Ney appuyant à droite le suivrait en seconde ligne. Augereau et le gros du corps de Davoust durent aussi se porter à Makow, en passant par Golymin. Une des divisions de Davoust, qui marcha de Nasielsk sur Pultusk, et le corps de Lannes, remontant la Narew de Sierock sur la même ville, étaient destinés à attaquer de front l'armée ennemie qui avait pris cette direction.

Le vieux Kamenski, sentant toute l'étendue du danger dont il était menacé, ordonna une retraite générale par Ostrolenka sur Lomza. L'hiver était tardif; il n'avait fait que des pluies continuelles; le terrain bas où coule la Narew était un vaste marécage détrempé : les mouvements y devenaient pénibles. Le général russe, dont la tête se trouvait affaiblie par l'âge, craignant d'être arrêté par son matériel, ordonna d'abandonner l'artillerie si elle gênait la retraite, et il prit lui-même le chemin de Lomza. L'ordre d'un tel sacrifice, qu'on ne croyait pas nécessité par le salut de l'armée, souleva les généraux qui commandaient sous lui. Ne croyant pas le danger aussi imminent, ils balancèrent à y obtempérer. Benningsen, qui commandait la première armée, la rassembla à Pultusk; Buxhowden, commandant en chef la 2e armée, réunit la sienne à Makow; un corps assez considérable, composé de détachements des deux armées, prit poste à Golymin.

Combat de Pultusk.

Le 26, le corps de Lannes, renforcé par la division Gudin, attaqua l'armée de Benningsen à Pultusk. Le combat fut très-vif, nous obtînmes quelque avantage sur l'avant-garde ennemie; mais quand on en vint à aborder la position principale, le choc devint plus rude : la partie n'était pas égale, et les Rus-

ses, profitant de la supériorité de leur immense artillerie, repoussèrent les efforts de mon lieutenant. Au reste, je n'attachais pas une grande importance au succès de ce combat : les coups décisifs devaient être portés à gauche ; Lannes, qui vit son point d'honneur engagé, en jugea autrement, et perdit beaucoup d'hommes sans utilité.

Le même jour, j'attaquai Golymin avec Davoust et Augereau, soutenus par la cavalerie de Murat. Les Russes y firent bonne contenance ; leur première ligne, prise en flanc par Augereau, nous céda sa position ; néanmoins ils se maintinrent à Golymin jusqu'à la nuit ; c'était plus fâcheux pour nous que la non réussite de l'attaque de Pultusk, bien que la retraite de Buxhowden durant la nuit ne se fit pas en très-bon ordre, et qu'il nous abandonnât une partie de son canon dans les boues.

Cependant je ne désespérais pas encore de voir réaliser le plan que j'avais conçu. Je comptais sur Soult, qui devait être rendu devant Makow, et se trouver établi sur les derrières des corps russes qui avaient combattu à Pultusk et à Golymin. Ney et Bessières le soutiendraient en gagnant Chicanow, et s'avançant en seconde ligne sur la même direction. Je fus trompé dans mon attente : il faisait un temps déplorable ; les chemins étaient entièrement défoncés ; en un mot, tout le pays n'était qu'une vaste fondrière où nous enfoncions jusqu'au col. Cette circonstance sauva l'armée russe en ralentissant le mouvement de ma gauche. Soult ne put atteindre Makow, et les routes sur Rozan demeurèrent ouvertes aux ennemis : ils en profitèrent pour se retirer sur Ostrolenka.

On prétend que cette retraite s'exécuta contre l'avis de Benningsen : ce général, trop occupé de ce qui se passait sous ses yeux, avait entièrement perdu de vue l'ensemble des opérations. Pour avoir repoussé l'attaque d'un corps inférieur en nombre au sien, il croyait nous avoir vaincus, et demandait la permission de profiter de sa prétendue victoire en reprenant l'offensive. Ce fut un malheur pour nous qu'on ne l'ait pas laissé faire : la paix de Tilsit aurait eu lieu six mois plus tôt.

De son côté, Ney, avant d'avoir reçu l'ordre d'appuyer sur Chicanow, s'était lancé sur Soldau à la poursuite de Lestocq, qu'il chassa de cette ville. Le général prussien, s'apercevant qu'il n'avait affaire qu'à une avant-garde, remarche sur elle à l'entrée de la nuit, et pénètre dans la ville ; un combat terrible s'engage ; enfin la valeur du 69e régiment l'emporte sur les efforts de l'ennemi, qui est repoussé avec perte d'un millier d'hommes. Dans cette échauffourée, les Prussiens montrèrent un courage auquel nous n'étions plus accoutumés, et mes Égyptiens s'immortalisèrent.

Je me dispose à prendre des quartiers d'hiver.

Les Russes nous ayant échappé, je n'avais nulle envie de courir après eux, pour recommencer une nouvelle campagne, à une époque de l'année aussi défavorable aux grandes opérations. Les boues rendaient les transports impossibles ; mes bataillons se fondaient, et 10 mille blessés pour des affaires secondaires me donnaient à penser sur les suites de mon entreprise. J'avais imaginé que le souvenir d'Austerlitz aurait ébranlé le moral de mes adversaires ; leur fermeté m'étonna, et ils déployèrent une telle quantité de canons, que je sentis la nécessité de rétablir la balance en augmentant mon artillerie. Il importait donc, sous tous les rapports, de donner du repos à mes troupes qui en avaient besoin. Je les fis cantonner entre l'Omulef, la Narew, et

l'Ukra : mon quartier-général et mes gardes revinrent à Varsovie.

Mesures prises pour assurer ma position.

Pour donner une bonne base à ce nouveau théâtre d'opérations, j'ordonnai de mettre en état les ouvrages de Thorn et le camp de Praga, si célèbre en 1794. On traça aussi des têtes de pont à Modlin sur la Vistule et à Sierock sur le Bug. Enfin, il fallait neutraliser les avantages que la position de Dantzick donnait à l'ennemi. Les premières milices polonaises levées par Dombrowski, réunies au contingent de Baden, et à une division française, formèrent le 10e corps d'environ 15 mille hommes [1], avec lesquels le maréchal Lefebvre dut observer les places de Dantzick et de Colberg : le contingent hessois, sous le général Rouyère, bloqua Graudentz. De grandes manutentions pour 100 mille hommes furent établies à Thorn et à Sierock : des apprêts considérables furent faits pour des hôpitaux, d'abord à Posen et à Varsovie, puis dans toutes les petites villes qui offraient quelques ressources. Trente mille tentes, prises dans les arsenaux prussiens, servirent aux premières fournitures de ces établissements.

J'apprends la guerre de Turquie. — Les Russes victorieux en Moldavie envoient des renforts sur le Bug.

Dès mon retour à Varsovie, j'y reçus, le 30 octobre, un courrier de Constantinople, m'annonçant la déclaration de guerre de la Porte aux Russes : j'appris aussi par la Gallicie la nouvelle des succès des Russes en Moldavie. Czerni-George, avec les Serviens, s'était emparé de l'importante forteresse de Belgrade, et Michelson s'avançait sur Bucharest pour lui tendre la main. La nouvelle du désastre des Prussiens décida le gouvernement russe à tirer un renfort de 36 bataillons et de 40 escadrons de cette armée de Turquie. Ces troupes se dirigèrent en hâte sur le Bug.

Il m'importait de tirer parti de cette diversion, importante surtout par l'influence qu'elle devait avoir sur le cabinet de Vienne, en augmentant son irrésolution et l'empêchant de prendre le parti de la Russie. Je fis écrire à cet effet à Sébastiani, et les ordres suivants furent adressés à Marmont en Dalmatie.

« Un courrier parti de Constantinople le 2 « décembre est arrivé à Varsovie le 30 : la « Porte avait déclaré formellement la guerre « à la Russie; et, le 29 novembre, l'ambassadeur russe était parti avec toute sa suite. « Il règne à Constantinople un grand enthousiasme pour cette guerre ; vingt régiments « de janissaires sont partis de Constantinople : on assure que vingt autres sont partis d'Asie pour se rendre en Europe. Déjà « près de 60 mille hommes sont réunis à « Hirssow. Passwan-Oglon en a 20 mille à « Widdin. Le courrier assure que dans la « Turquie l'on déploie la meilleure volonté. « Mon intention est que vous envoyez cinq « officiers du génie et autant de l'artillerie à « Constantinople. Vous écrirez au pacha de « Bosnie et à celui de Scutari, afin qu'ils « vous envoient des firmans pour certifier « que les officiers sont arrivés. Faites passer des officiers d'état-major aux pachas « de Bosnie et de Bulgarie, et aidez-les de « tous vos moyens, comme conseils, approvisionnements et munitions. Il serait possible que la Porte demandât un corps de « troupes, et ce corps ne peut avoir qu'un

[1] Le corps fut d'abord de 10 à 12 mille hommes : renforcé successivement par les Saxons, les Italiens, la légion du Nord, il compta jusqu'à 27 mille hommes au moment du siége (avril).

« objet, celui de garnir le Danube. *Je ne*
« *suis pas très-éloigné de vous envoyer*
« *avec* 25 *mille hommes sur Widden, et*
« *alors vous entreriez dans le système*
« *de la grande armée, puisque vous en*
« *formeriez l'extrême droite;* 25 mille
« Français qui soutiendraient 60 mille Turcs,
« obligeraient les Russes non pas à laisser
« 30 mille hommes sur le Danube, comme
« ils l'ont fait, mais à y envoyer encore une
« armée du double, ce qui ferait une diver-
« sion bien favorable à mes opérations ;
« mais tout cela n'est encore qu'hypothéti-
« que. Ce que vous pouvez faire dans le mo-
« ment, général, c'est d'envoyer vingt à
« trente officiers, si les pachas vous les de-
« mandent ; mais ne donnez point de trou-
« pes, à moins que ce ne soit des détache-
« ments à cinq ou six lieues des frontières
« pour favoriser quelques expéditions. Vous
« pouvez compter sur les Turcs comme sur
« de véritables alliés, et vous êtes autorisé
« à leur fournir ce que vous pourrez en car-
« touches, canons, poudre, etc., s'ils vous
« le demandent.

« Un ambassadeur de Perse et un de
« Constantinople se rendent à Varsovie, et
« quand vous recevrez cette lettre ils seront
« déjà arrivés à Vienne. Ces deux grands
« empires sont de cœur attachés à la France,
« parce que la France seule peut les soute-
« nir contre les entreprises ambitieuses de
« leurs ennemis. Dans cette circonstance
« importante, les Anglais hésitent et pa-
« raissent vouloir rester en paix avec la
« Porte ; cette dernière puissance s'est ser-
« vie pour cela de la menace de transporter
« 40 mille hommes jusqu'aux portes d'Is-
« pahan, et nos relations sont telles avec
« la Perse, que nous nous porterions sur
« l'Indus. *Ce qui était chimérique autre-*
« *fois, cesse de l'être dans ce moment*
« *où je reçois fréquemment des lettres*
« *des sultans ;* non des lettres emphati-
« ques et trompeuses, mais qui manifestent
« une grande crainte contre la puissance
« des Russes, et une grande confiance dans
« la protection de l'empire français. Envoyez
« des officiers au général Sébastiani à Con-
« stantinople pour correspondre avec lui.
« L'éloignement de la Dalmatie à Varsovie
« est tel que vous devez beaucoup prendre
« sur vous. J'ai ordonné au général Séba-
« tiani d'envoyer à Widden un officier de
« son ambassade pour servir de correspon-
« dance intermédiaire avec Constantinople ;
« mais cela n'empêche pas que vous n'en
« fassiez partir un de votre côté pour cette
« ville.

« Il est bon que des officiers français
« parcourent les différentes provinces de la
« Turquie. Ils feront connaître tout le bien
« que je veux au grand-seigneur ; cela ser-
« vira à exalter les têtes, et vous obtiendrez
« des renseignements qui vous seront utiles
« et que vous me transmettrez. En deux
« mots, monsieur le général, je suis l'ami
« sincère de la Turquie et ne désire que
« de lui faire du bien : conduisez-vous donc
« en conséquence. Je regarde comme l'é-
« vénement le plus heureux dans notre po-
« sition celui de la déclaration de guerre
« de la Turquie à la Russie. Je remarque
« que, dans ces conjonctures d'un si grand
« intérêt, vous ne vous entremettez pas
« assez dans les affaires des pachas de
« Bucharest, de Bosnie et de Scutari, avec
« lesquels vous devez fréquemment corres-
« pondre. »

Reprises des hostilités en Prusse.

Ces événements de Moldavie ne faisaient qu'augmenter l'intérêt que j'avais à donner un peu de repos à mes troupes, puisque dans l'intervalle l'effet de la diversion ne pourrait que s'accroître si les Turcs étaient

bien dirigés, et que nous agirions avec plus de chances au retour de la belle saison.

Les Russes, de leur côté, cantonnèrent aussi dans les environs de Lomza. Le vieux Kamenski avait abandonné le commandement : il fut remplacé par Benningsen, que sur sa parole on avait cru victorieux parce qu'il avait repoussé une attaque isolée.

Affaires en Silésie.

Nos affaires allaient mieux en Silésie, province doublement importante par ses nombreuses forteresses et par sa position relative à l'Autriche. La place de Glogau, attaquée par les Wirtembergeois sous les ordres de Vandamme, s'était rendue au simple aspect d'un équipage de siége formé de pièces prussiennes de l'arsenal de Custrin. Breslau fit plus de résistance. Cette grande ville, peuplée de 60 mille âmes et à cheval sur l'Oder, présentait une enceinte presque égale à celle de Strasbourg. Les ouvrages n'étaient pas dans le meilleur état, et ils sont en général d'un mince relief, et la plupart dénués de revêtement. Mais enfin c'était une enceinte bien bastionnée, défendue par 6 mille hommes et une population de 60 mille âmes. Le générale Thiele fit d'abord bonne contenance ; deux fois le prince d'Anhalt Pless s'avança à la tête de quelques bataillons prussiens et 5 à 6 mille paysans de la haute Silésie pour le délivrer. Les sages dispositions de Vandamme et la valeur de nos alliés triomphèrent de tous ces obstacles. La forte gelée ayant pris les fossés plein d'eau, Vandamme menaça d'un assaut : la place capitula le 7 janvier, et la garnison demeura prisonnière ; nous y capturâmes 500 pièces de canon. Brieg et Schweidnitz essuyèrent le même sort. Cette dernière place, qui avait fait l'objet de plusieurs campagnes sous le grand roi, tomba en silence au bout de peu de jours sans que l'Europe même s'en aperçût. La nouvelle de ces conquêtes me consola des boues de Pultusk. Je devais espérer qu'elle agirait puissamment sur le cabinet de Vienne, en lui ôtant tout espoir d'appui en Silésie.

Benningsen attaque ma gauche.

Les armées principales ne jouirent pas longtemps du repos qu'elles se promettaient dans leurs cantonnements d'hiver : cherchant à étendre la sphère de mes approvisionnements et à fermer aux ennemis l'accès de Dantzick, j'avais poussé le corps de Bernadotte sur Elbing. Ney devait couvrir l'intervalle qui nous séparerait en s'établissant à Mlava ; mais le défaut de vivres et un excès d'activité l'en firent sortir pour pousser jusqu'à Heilsberg. Benningsen, ayant réorganisé son armée et se voyant à la veille d'être renforcé par deux divisions venues du corps de réserve, s'ébranla au milieu de janvier. Les uns prétendent, qu'ayant reçu l'ordre de tout faire pour couvrir Kœnigsberg, dernier noyau qui restât de la monarchie prussienne et dernier asile de son roi, il fut déterminé par le mouvement de Ney à marcher par sa droite pour venir barrer le chemin de cette capitale ; d'autres pensent que le mouvement hasardé du 6e corps lui fit concevoir l'espérance de l'entamer. Quoi qu'il en soit, il résolut de se jeter sur ce corps ; et, bien qu'il engageât ainsi son armée dans une fausse direction stratégique, il est constant que, grâce à la trouée faite par le départ de Ney, l'entreprise aurait pu nous devenir fatale, si elle eût été exécutée plus habilement et plus vigoureusement.

Ayant laissé le général Essen avec une division sur la Narew, où il fut bientôt joint par les deux autres qui venaient du corps de Moldavie, Benningsen se porta avec les sept divisions qui lui restaient par

Bischoffstein et Heilsberg sur Gutstadt; indépendamment de ces divisions, les trois brigades légères des généraux Barclay, Baggavout et Markof formaient un corps d'avant-garde sous les ordres du prince Bagration. Le corps prussien de Lestocq suivit ce mouvement en marchant par Schippenbeil et Barteinstein sur Preuss-Holland. C'eût été fait de Ney, si l'armée russe s'était dirigée de Johanisbourg sur Neidenbourg; mais, au lieu de tomber sur la queue de son corps disséminé dans un espace de 25 lieues, en colonnes par régiments, elle fit un long détour pour gagner sa tête et le refouler sur la ligne de retraite; cette faute lui permit de se concentrer dans l'excellente position de Gilgenbourg.

Bernadotte, averti à temps de l'approche des ennemis, réunit son corps à Mohrungen. Il y fut attaqué, le 25 janvier, par l'avant-garde russe qu'il rejeta sur Liebstadt. Mais cette avant-garde ayant été soutenue par le gros de l'armée russe, Bernadotte dut se mettre en retraite sur Strasbourg. Benningsen le suivit par Osterode vers Lobau.

Ces événements m'affectèrent d'abord avec raison; car ils me forçaient à recommencer la campagne au milieu de l'hiver; le froid était vif; la Vistule et la Narew charriaient d'énormes glaçons, qui d'un instant à l'autre pouvaient entraîner nos ponts; la terre était couverte de neige; nos magasins n'étaient pas abondants, et, eussent-ils été pleins, les moyens de transport nous manquaient : à la vérité, la vieille Prusse est un pays superbe, qui ne le cède en fertilité à aucun autre de l'Europe [1]. Je désirais gagner la belle saison, et craignais, s'il venait à dégeler, la répétition des scènes de Pultusk : je ne voulais pas risquer un Pultava. Toutefois, j'entrevis aussitôt la possibilité de faire tourner ces contrariétés à notre plus grand avantage, en ressaisissant l'occasion qui nous avait échappé, de couper et d'anéantir l'armée russe.

Je me porte avec toute mon armée au secours de la gauche.

J'envoyai l'ordre à Bernadotte de continuer à attirer l'ennemi sur la Vistule. Il devait avoir pour point d'appui le petit corps d'armée que le maréchal Lefebvre venait de réunir à Thorn. Tous les autres corps reçurent ordre de lever leurs cantonnements. Le 31 janvier, celui de Lannes se réunit à Brock; Davoust à Mysynitz; Soult et la cavalerie à Willenberg, et Augereau à Neidenbourg; enfin celui de Ney se rapprocha de Willenberg où j'établis mon quartier-général. Le corps de Lannes demeura sur la Narew, pour couvrir mes derrières et contenir les troupes que les Russes avaient laissées sur cette rivière. Avec mes quatre autres corps et la cavalerie, je résolus de marcher sur les derrières de Benningsen dans l'espérance de lui faire éprouver le sort des Prussiens à Iéna.

Le 1er février, nous nous mîmes en marche; et, le 3, je me trouvai à Allenstein avec la cavalerie et les colonnes de Soult, d'Augereau et de Ney; Davoust arrivait à Wartenberg.

Un officier pris dévoile mon projet.

Tout semblait concourir à la réussite de

[1] La vieille Prusse offre à côté de la Pologne le plus beau triomphe de la civilisation sur la barbarie, et des lumières sur l'obscurantisme. D'un côté, des villes nombreuses, industrieuses, dans l'aisance, des fermes riches, une culture admirable; de l'autre, de chétifs hameaux, des huttes à côté de quelques palais, et pourtant le sol ne diffère en rien. Les mœurs, le gouvernement et la religion, voilà ce qui constitue les nations.

mes projets. Benningsen avait donné tête baissée dans le piége; son attention était fixée sur Bernadotte, qu'il poursuivait franchement. Il courait en aveugle à sa perte. Un hasard très-malheureux pour nous vint l'éclairer sur sa position et me ravir le fruit d'une des plus belles combinaisons que j'aie faites. Un aide-de-camp dépêché par Berthier à Bernadotte se laissa prendre par les Cosaques. Ses papiers, qu'il n'eut pas l'adresse de détruire, apprirent aux Russes nos projets et les dangers dont ils étaient menacés. Ils se hâtèrent de regagner à marches forcées leurs communications. A ce malheur, il faut ajouter que Bernadotte n'ayant point reçu mon ordre, ne fit rien de ce qui lui était prescrit.

Soult combat à Bergfried.

Le 3, nous trouvâmes les Russes en bataille à Jonkowo; leur gauche appuyée à l'Alle. Les Prussiens, qui s'étaient portés plus à droite, se concentrèrent à Osterode.

Cependant, je ne désespérais pas encore de tourner la gauche des ennemis. J'établis le gros de mes forces en face de leur armée à Jonkowo. et je dirigeai ma droite aux ordres de Soult par la droite de l'Alle, sur le pont de Bergfried, situé au-delà de leur flanc. Si Soult avait pu déboucher à Bergfried sur les derrières des Russes, la journée eût été décisive; mais ils défendirent le pont avec tant d'opiniâtreté, qu'il nous fut impossible de nous en emparer avant la nuit. Benningsen profita de l'obscurité pour se retirer à Wolfsdorf.

Combat de Landsberg.

Contrarié de voir que l'ennemi nous échappait encore, je voulus du moins le pousser vivement. Il continua sa retraite par Frauendorf et Landsberg sur Preuss-Eylau. Son arrière-garde, entamée le 4 et le 5, le fut plus sérieusement le 6 à Hof et à Landsberg. Il est vrai qu'elle s'y maintint avec beaucoup d'aplomb contre le grand-duc de Berg, qui s'obstinait à faire passer les brigades l'une après l'autre par le défilé d'un ruisseau marécageux. Enfin les cuirassiers renversèrent tout devant eux, sabrèrent deux bataillons et firent 1500 prisonniers.

Combat de Liebstadt.

La retraite précipitée des Russes isolait les Prussiens. Lestocq voulut d'abord percer sur Deppen; mais son avant-garde fut rencontrée, le 5, à Waltersdorf par le corps de Ney qui avait déjà passé la Passarge à Deppen. Elle combattit bravement, et la cavalerie de La Roche Aymon surtout y acquit de la gloire; mais, ayant à faire à trop forte partie, elle fut complètement défaite et perdit 16 canons et beaucoup de prisonniers. Le gros du corps n'échappa à la destruction qu'en forçant de marche : il franchit la Passarge à Spanden et arriva, le 7, à Hussehnen entre Preuss-Eylau et Zinter.

Bataille d'Eylau.

Les Russes s'arrêtèrent dans une position en arrière de Preuss-Eylau. Leur arrière-garde, qui s'était établie en avant de la ville, fut dépostée, le 7, après un combat sanglant, digne prélude de la boucherie du lendemain : il fit honneur aux généraux Markof et Barclay qui commandaient cette arrière-garde, et à l'infanterie de Soult qui les attaquait. Le mamelon situé près de Tenkniten coûta cher au 18e de ligne; nous en restâmes les maîtres après de vigoureux efforts. Le choc ne fut pas moins rude dans Eylau : Barclay de Tolly, soutenu par la division du prince Galitzin, y rentra deux fois au milieu des ténèbres, et ne la céda une troisième fois qu'à la vigueur de la division Legrand. Nous occupâmes la ville

après huit heures du soir. Murat s'établit en face de l'ennemi, et m'annonça qu'il battait en retraite. La perte d'Eylau rendait cette supposition plausible. J'y ajoutai foi, et m'endormis excédé de fatigue. (Je marchais ou travaillais vingt heures par jour depuis Varsovie). Je m'éveillai pourtant avant le jour et visitais mes troupes au moment où une canonnade terrible tonna sur Eylau. J'avais couché, pour ainsi dire, sous le feu des batteries russes, induit en erreur par les rapports de Murat.

L'armée marchait depuis huit jours, sans magasins, au milieu des glaces et des neiges; les troupes de Soult avaient emporté Eylau, de nuit, à la pointe de leurs baïonnettes, et le pillage total d'une ville ainsi prise n'est guère à éviter. La moitié des régiments s'était dispersée dans les maisons, et leur réveil fut terrible.

Je m'attendais bien à une affaire générale le lendemain; toutefois, je pensais qu'elle aurait lieu plus loin, car l'évacuation d'une ville qui couvrait en grande partie le front du champ de bataille ennemi devait en faire juger ainsi, et donnait de la vraisemblance au rapport de Murat. Les Russes, décidés à livrer bataille, sentirent en effet qu'ils avaient tout intérêt à reprendre Eylau, couvert par le seul corps de Soult réduit à 18 mille hommes. Davoust, qui avait pris d'abord la direction de Domnau, dut se rapprocher de mon centre. Ney avait reçu l'ordre de marcher à Kreutzbourg. Je fis arriver en toute hâte Augereau pour soutenir Soult et je plaçai ma garde au cimetière. Davoust reçut l'ordre de se rabattre à gauche pour entrer en ligne; on expédia à Ney celui de revenir à droite. Bernadotte se trouvait encore à deux marches de nous par suite du retard produit par la prise de l'officier qui lui portait mes ordres. Cet événement aurait dû me faire sentir la nécessité d'un chiffre dont je n'adoptai l'usage que plus tard.

L'armée russe avait sa droite à Schloditten, et sa gauche à Klein-Saussgarten. Elle était forte de 80 mille hommes. Benningsen avait opéré quelques changements dans son organisation : il réunit la cavalerie attachée aux divisions pour la porter aux ailes et en réserve; l'infanterie se forma sur deux lignes de bataillons alternativement déployés, et en colonne d'attaque. La réserve, composée des 4e et 7e divisions, se forma en deux colonnes profondes derrière le centre, ayant à sa gauche 28 escadrons sous le prince Galitzin. Toute l'artillerie à cheval (environ 60 pièces) fut réunie pour suppléer à la réserve de cette arme qui manquait. L'artillerie des divisions, qui ne comptait pas moins de 150 pièces de douze, et 250 pièces de six ou obusiers, était répartie sur le front des deux lignes.

Eylau est situé dans une plaine légèrement ondulée, mais bornée de trois côtés par un terrain plus accidenté, et des collines entre lesquelles se trouvent plusieurs lacs. Le froid avait été assez vif pour prendre ces lacs de manière à ce que toutes les armes pussent y manœuvrer; et, comme ils étaient couverts de neige, on exécuta des charges de cavalerie sur leur surface sans s'en apercevoir d'abord. Notre position dominait celle de l'ennemi; à la gauche seulement il avait l'avantage des hauteurs de Saussgarten, qu'il ne conserva que momentanément, parce qu'elles étaient trop loin du corps de bataille.

A l'exception de l'artillerie, nos forces étaient égales; toutefois il paraissait difficile que l'ordre arrivât assez tôt à Ney pour qu'il pût s'engager, et Davoust ne le pouvait qu'au milieu du jour. L'ennemi était donc mieux en mesure que nous. Cependant j'espérais la victoire, parce que je comptais sur

le découragement d'une armée poursuivie l'épée dans les reins depuis quatre jours. Mais le soldat russe est surtout remarquable dans les revers; le lendemain d'une défaite il a la même contenance que le lendemain d'une victoire. Ces gens-là se battirent comme des forcenés.

Belle contenance de Soult.

Je dois aussi rendre justice aux miens, ils firent des miracles. Soult soutint seul le premier effort de l'ennemi; il ne fallait rien moins que les braves d'Austerlitz pour résister à un pareil choc.

La supériorité numérique du canon ennemi nous fut encore fatale; et je compris que le temps où l'on allait conquérir un pays avec 40 pièces, comme je l'avais fait à Marengo, était déjà bien loin de nous.

Soult avait considérablement souffert, quand le 7e corps déboucha pour former notre centre et attaquer celui de l'ennemi. La cavalerie de Murat, renforcée de la division St-Hilaire du corps de Soult, appuyait à droite pour faciliter l'arrivée de Davoust. La neige tombait à si gros flocons que l'air en fut obscurci : on ne voyait pas à deux pas.

Désastre d'Augereau.

Tandis que Touczkof s'opposait devant Eylau à la division Legrand, le général Doctorof fit avancer les deux grosses colonnes de la réserve pour s'opposer à Augereau; la division Essen manœuvra pour le prendre en flanc. Malheureusement ce corps d'armée donna sans s'en douter entre la réserve de cavalerie des Russes et celle de leur infanterie; on ne s'en aperçut que quand les escadrons se trouvèrent pêle-mêle avec la 1re division. On voulut former les carrés; il n'était plus temps : d'ailleurs les fusils trempés ne faisaient pas feu; et les troupes d'Augereau, assaillies de toutes parts, battues par 40 pièces de position, devinrent victimes d'une funeste erreur. La division Desjardins fut à moitié mitraillée ou sabrée; et celle d'Heudelet n'eut pas un meilleur sort : le premier périt, et le second fut grièvement blessé; Augereau reçut aussi un coup de feu.

Grande charge de notre cavalerie.

Pour le dégager un peu, j'ordonne à Murat de faire charger toute la réserve de cavalerie sur le centre ennemi. La division d'Essen est enfoncée, et toute notre masse de cavalerie perce avec une valeur remarquable jusqu'à la 3e ligne des Russes adossée à un bois. L'infanterie ennemie plus disposée à se faire hacher qu'à se rendre, resserre ses rangs à mesure que nos escadrons la pressent et la dépassent : chargés à leur tour par des troupes fraîches, nos cavaliers sont forcés de songer à revenir sur leurs pas après avoir perdu le général d'Hautpoult, Dahlmann et plusieurs autres chefs distingués. Mon aide-de-camp Corbineau fut emporté par un boulet. Le retour devint aussi difficile que les premières charges; car les Russes reformés ayant fait face en arrière, il fallut de nouveau s'ouvrir un passage le sabre au poing.

Dans ces entrefaites, une des colonnes russes qui avaient repoussé Augereau, poursuit les débris de ce corps en longeant la rue occidentale d'Eylau, et perce ainsi jusqu'au pied du cimetière où je me trouvais avec une batterie de la garde, ayant à quelque distance de là les 6 bataillons de vieille garde qui formaient ma dernière ressource. J'ordonne à mon escorte, de 100 hommes, de charger le front de cette colonne pour arrêter son élan et me donner le temps de faire mes dispositions. Un bataillon de mes grenadiers s'avance l'arme au

bras, charge le 1er bataillon de la colonne russe et l'arrête tout court; Murat de son côté détache la brigade Bruyère qui la prend en flanc. En un instant cette colonne est enfoncée et sabrée. C'était un faible équivalent au désastre d'Augereau. Ce corps éprouva des pertes si accablantes, que je fus obligé de le dissoudre après la bataille.

Tandis que ceci se passait autour d'Eylau et au centre, St-Hilaire et une partie de la cavalerie de Murat combattaient à chances balancées contre la gauche de l'ennemi, formée des divisions Sacken et Osterman, soutenues en réserve par celle de Kamenski.

Brillante attaque de Davoust.

Les affaires menaçaient de prendre une mauvaise tournure. J'attendais avec des trépignements d'impatience que Davoust débouchât à notre droite, comme il en avait reçu l'ordre; cela seul pouvait ramener la victoire. Enfin à une heure, il se montre sur les hauteurs, poussant devant lui les brigades détachées de Bagawouth et de Barclay. Le général Benningsen, instruit que son flanc gauche débordé pliait de toutes parts, y porte la division Kamenski; cela ne suffit plus; Davoust, secondé par les dragons de Milhaud et les attaques de St-Hilaire, fait plier devant lui Osterman, Kamenski et Bagawouth; toute la gauche russe est ramenée jusqu'à Kutschiten.

Benningsen, rassuré sur son centre, est forcé d'envoyer successivement tout ce dont il peut disposer au soutien de cette aile. Tant de forces réunies sur ce point arrêtent enfin Davoust. Pour comble de contrariété, le corps prussien de Lestocq, s'étant soustrait à la poursuite de Ney, arrive sur le champ de bataille sans être suivi. Il passe par derrière les lignes russes, et vient porter à leur gauche un surcroît de secours qui rétablit leurs affaires. Davoust, qui avait déjà occupé le village de Kutschiten sur les derrières de la gauche des ennemis se trouvant débordé, fut obligé de l'évacuer, et s'estima heureux de tenir les hauteurs d'Anklapen, car il avait plus de la moitié de l'armée ennemie sur les bras.

Ney, qui avait laissé échapper les Prussiens dont il ne poursuivait qu'un détachement, apprit par hasard la bataille qui se livrait; il n'avait pas entendu le canon ni reçu mon ordre. Alors il se décida promptement à se rabattre sur Schmoditten pour se rallier à mon aile gauche. Il était trop tard pour donner une tournure décisive à la bataille, car déjà la nuit étendait son voile : cependant une fusillade assez vive et quelques coups de canon entretinrent encore le combat jusqu'à huit heures; toutefois l'arrivée de Ney en arrière du flanc droit des Russes n'en fut pas moins une circonstance décisive, puisqu'elle les détermina à partir dans la nuit. Pour exécuter plus en sûreté leur mouvement rétrograde, ils firent attaquer Ney par la division Sacken qui avait le moins souffert. Quoique ce maréchal se soutînt près de Schmoditten, cette attaque lui imposa, en lui donnant des doutes sur l'issue de la bataille. Il prit position à quelque distance de la route de Kœnigsberg, et les Russes défilèrent, pour ainsi dire toute la matinée, sous le feu de son canon.

Les pertes des deux partis étaient énormes : 10 mille cadavres jonchaient le champ de bataille, et 30 mille blessés gisaient dans les granges et jardins des villages voisins. Cependant il n'y avait rien de décidé. Mon armée était si affaiblie, que j'hésitais à me retirer pour accélérer ma jonction avec les corps de Bernadotte et de Lefebvre. La nouvelle de l'arrivée de Ney me décida à rester;

et Benningsen me sauva le désagrément de lui abandonner le champ de bataille. Il se retira sur Kœnigsberg, et se couvrit du Prégel : Murat le suivit le lendemain jusqu'à deux lieues de cette ville. La retraite de Benningsen sur Kœnigsberg m'offrait l'occasion de frapper un coup terrible sur l'armée russe, qui se rejetait avec tant d'imprudence dans un cul-de-sac sans autre issue que la mer et le Strand. Si Bernadotte et Lefebvre eussent été là sous ma main, j'aurais pu marcher sur Tapiau et placer l'ennemi dans une situation affreuse : mais le reste de mon armée, à l'exception du corps de Ney, avait tant souffert, que je crus plus prudent de lui accorder du repos et d'attendre que Dantzick fut rendu avant de reprendre l'offensive.

Bernadotte entra en ligne deux jours après, ainsi que les cuirassiers de Nansouty. Le corps de Lefebvre, dirigé sur Osterode, pouvait déjà être considéré comme une réserve. Indépendamment de ces renforts, j'attendais encore les 8 mille grenadiers réunis qu'Oudinot amenait de Varsovie, sur Pultusk et Willenberg.

Telle fut la cruelle bataille d'Eylau, si intéressante par les circonstances extraordinaires qui l'accompagnèrent, et si peu décisive par ses résultats. A onze heures, Soult avait beaucoup souffert, et le corps d'Augereau n'existait pour ainsi dire plus. Tout eût été perdu sans la bonne contenance que je fis pendant trois heures au cimetière d'Eylau à la tête de ma garde, de ma cavalerie et de l'artillerie que je dirigeais moi-même. L'armée ne me refusera pas le témoignage que je fus le moins ébranlé de la position critique dans laquelle nous fûmes placés jusqu'à l'arrivée de Davoust. J'aurais voulu voir à mes côtés ceux de mes détracteurs qui m'ont accusé de manquer de présence d'esprit et de courage.

Mon armée abîmée rentre en quartiers d'hiver.

C'était l'ennemi qui m'avait forcé à lever mes quartiers. Je n'avais nulle envie de faire une campagne d'hiver : j'attendais des renforts et surtout beaucoup d'artillerie et de munitions. Je me hâtai donc de rentrer en cantonnements. La Passarge en couvrait la gauche ; le centre l'était par l'Alle, depuis Guttstadt jusqu'à Allenstein, et la droite par l'Omuleff. Je fixai mon quartier-général à Osterode, et plus tard au château de Finkenstein. Bernadotte, à gauche, occupait Holland et Braunsberg ; Soult campait à Wormdit, Liebstadt et Mohrungen ; Ney en avant sur l'Alle à Gutstadt et Allenstein; Davoust à droite à Hohenstein et Gilgenbourg. La cavalerie fut répartie avec ces corps pour mieux couvrir les cantonnements. Lefebvre retourna vers Dantzick pour l'investir.

Combat d'Ostrolenka.

Au moment où je m'établissais derrière l'Alle, les divisions que l'ennemi avait laissées sur la Narew, renforcées par celle de Moldavie, attaquèrent ma droite. Lannes était malade ; Savary commandait son corps; heureusement pour lui Oudinot, qui se trouvait en marche pour venir me joindre par Willenberg, avait eu l'ordre de le soutenir au besoin, et arriva à point nommé pour le faire. Une division russe longeait la rive droite de la rivière; Savary, secondé par Suchet, se porta à sa rencontre et la repoussa. En même temps les deux autres divisions attaquaient Ostrolenka par la rive gauche. L'ennemi pénétra momentanément dans la ville; nos troupes le rechassèrent, et débouchèrent elles-mêmes de la ville pour lui livrer un combat qui tourna à notre avantage. Les Russes se retirèrent avec perte de 7 canons et de 15 cents hommes, au nom-

bre desquels se trouvait le jeune Suwarof. Ce fut le dernier événement de cette campagne d'hiver.

Embarras de ma position.

Je voulus profiter de l'inaction à laquelle la mauvaise saison me réduisait pour me raffermir dans ma position par la prise des places que j'avais laissées en arrière. J'avais consommé presque toutes mes munitions d'artillerie; elles venaient de Magdebourg et de Custrin en poste; il me fallait le temps de les augmenter. D'un autre côté, la supériorité de l'artillerie ennemie m'avait décidé à faire venir de France toutes les compagnies de canonniers dont on pourrait disposer, et je leur donnai des pièces prussiennes pour utiliser les munitions de ce calibre, que nous avions trouvées dans les arsenaux. Je fis même fondre nos pièces françaises sur le même calibre à cet effet. J'attendais aussi plus de 50 mille hommes de mes dépôts, ou de ceux de mes alliés de la Confédération du Rhin.

Cette époque de repos au milieu de la vieille Prusse et de la Pologne est une des plus remarquables de ma vie; elle n'en fut ni la moins critique ni la moins glorieuse.

La visite du baron de Vincent et du général Neuperg, envoyés de l'Autriche à Varsovie pour parler de médiation, me donnait de justes craintes. Je tremblais qu'elle n'envoyât 150 mille de ses médiateurs sur l'Elbe, ce qui m'eût plongé dans un grand embarras. Je vis bien que j'avais fait trop beau jeu à mes ennemis. Plus d'une fois je regrettai de m'être laissé entraîner dans ces contrées lointaines et inhospitalières, et d'avoir si mal accueilli ceux qui cherchaient à m'en détourner. Le cabinet de Vienne eut à cette époque une occasion plus sûre et plus honorable de rétablir sa prépondérance, que celle qu'il choisit en 1813. Il n'en sut pas profiter, et la contenance ferme que je montrai me sauva.

Menaces de l'Espagne.

Il n'y avait pas jusqu'à l'Espagne, sur laquelle je croyais pouvoir compter avec tant de certitude, qui ne me donnât la mesure du danger auquel je me trouvais exposé. Au moment où je fondais comme la foudre sur l'armée prussienne à Iéna, cette puissance menaçait de me rompre en visière. Le cabinet de Madrid, qui avait à se plaindre de moi pour avoir vendu la Louisiane aux Américains, et proposé les îles Baléares en échange de la Sicile, fut d'autant plus indisposé que le désastre de Trafalgar laissait peu de chances heureuses à notre alliance. En butte aux reproches du commerce espagnol, qui souffrait de la clôture des mers et de la privation de ses rapports avec l'Amérique, le prince de la Paix n'aspirait qu'à changer de politique pour rétablir sa popularité.

Ce ministre, ignorant comme le sont ordinairement les favoris, s'exagérait beaucoup la puissance prussienne; parce que l'Espagne était toujours la même qu'au temps de Louis XV, il croyait la Prusse et la France aussi au temps de Frédéric. Menacé par le parti anglais, effrayé de la non-ratification du traité qu'avait signé d'Oubril, voyant en noir l'alliance de la Prusse, de la Suède, de la Russie et de l'Angleterre, contre moi, persuadé sans doute que l'Autriche ne tarderait pas à s'y joindre, il crut pouvoir rompre les liens qu'il avait contractés avec la France, et rendre ainsi à la nation espagnole le commerce maritime, après lequel elle soupirait. La chose eût été naturelle, s'il eût cherché à obtenir sa neutralité par une négociation; il trouva plus simple de profiter de l'embarras où il me supposait pour lancer une proclamation ou un manifeste qui, sans me désigner, n'était que trop

évidemment dirigé contre moi. Huit jours après, il apprit la catastrophe d'Iéna, mon entrée à Berlin, et la destruction de la monarchie qu'il croyait capable d'ébranler la mienne ; il s'empressa de charger le ministre d'Espagne près la cour de Prusse de calmer mon ressentiment.

L'Autriche offre son intervention pour la paix.

Pour achever de mettre le comble à mes embarras, il ne manquait que de voir l'Autriche se déclarer ; elle avait certes plus de motifs fondés pour le faire que le cabinet de Madrid ; car celui-ci avait du moins avec moi une communauté d'intérêt, celle de s'opposer à la suprématie maritime des Anglais et de sauver l'Amérique qu'ils convoitaient depuis un siècle.

Le cabinet de Vienne, au contraire, devait être séduit par la belle occasion qui s'offrait de reprendre d'un seul coup de filet l'Italie et sa puissance en Allemagne. Il était trop bien avisé pour ne pas en avoir l'envie ; mais divisé d'opinions, retenu par le parti de l'archiduc Charles, qui redoutait la guerre, et trop formaliste, il voulut obtenir par des négociations le temps d'armer et de proposer ensuite une médiation forcée. En attendant, il offrait déjà son intervention et ce qu'il appelait ses bons offices pour le rétablissement de la paix!

Je ne pouvais pas m'aveugler au point d'être dupe ni de Stadion ni de Godoï ; mais mon rôle dans ces circonstances délicates était tout tracé ; il fallut dissimuler mon ressentiment envers le favori de Charles IV, et louvoyer par un mélange de fermeté et d'adresse avec les conseillers de François Ier.

Les Anglais menacent Constantinople.

Je m'en applaudis d'autant plus que l'apparition menaçante des Anglais devant Constantinople pouvait aggraver notre position, en amenant une paix entre les Turcs et les Russes.

La nouvelle de l'invasion de Michelson en Moldavie, arrivant au divan en même temps que celle de mes victoires en Prusse, avait relevé toute l'importance du rôle que Sébastiani jouait en Turquie ; il y acquit une grande influence, et la justifia par l'usage qu'il sut en faire.

L'invasion des principautés, loin d'être imputée par le divan au crédit qu'il accordait à mon ministre, lui parut la justification la plus complète des avantages de notre alliance.

Cependant l'Angleterre s'apprêtait à réaliser la menace faite par son ambassadeur, de bombarder Constantinople ; l'escadre de Duckworth, qui avait bloqué le Ferrol, reçut l'ordre d'entrer dans la Méditerranée, en prenant des troupes de débarquement à Gibraltar. Elle croisait dans l'Archipel, près de Ténédos.

Le cabinet de Londres se croyait certain de l'effet que produirait l'approche de cette flotte, sur un gouvernement qui avait tremblé à la simple menace qu'on en avait faite ; il ne craignit pas de demander au divan :

1° Le renvoi de Sébastiani ;

2° L'alliance de la Turquie avec la Russie et l'Angleterre ;

3° La cession de la Moldavie et de la Valachie aux Russes ;

4° La remise provisoire des Dardanelles et de la flotte turque aux Anglais.

On a accusé ma politique d'être altière et impérieuse ; mais certes, je n'ai jamais proposé à une puissance dont je voulais faire mon alliée de se déshonorer par la remise de ses forteresses : je l'ai tout au plus fait envers des ennemis vaincus. Si j'ai enlevé celles de Charles IV par surprise, je lui ai évité l'humiliation de me les abandonner lâchement.

Passage des Dardanelles. Sommation faite à Sélim.

Les ministres de Sélim rejetèrent de telles conditions. Arbuthnot s'embarqua clandestinement à bord d'une frégate anglaise et s'en fut rejoindre l'escadre à Ténédos, d'où il continua à négocier.

Les Turcs, toujours indolents et présomptueux, perdirent ce temps précieux sans faire le moindre préparatif pour augmenter la défense des Dardanelles. Confiants dans ces énormes pierriers qui lançaient des projectiles de 7 à 8 cents livres à une distance considérable, mais que leur grandeur même empêche de mouvoir et de pointer, ils négligeaient tous les avis que les officiers français leur donnaient. Enfin Duckworth, ayant bien pris ses mesures, et le vent étant devenu très-favorable, profita d'un jour de fête où les canonniers turcs se livraient au plaisir; il pénétra inopinément le 19 février dans le canal, et après avoir échangé quelques bordées, il le franchit sans accident notable, brûla un vaisseau et quatre frégates en panne à la pointe de Nagara, se présenta devant la superbe Bysance, et menaça de ses foudres le sérail et la riche capitale des Ottomans. L'épouvante fut générale, et, si Duckworth avait su profiter de ce premier jour pour commencer l'attaque ou obtenir ce qu'il demandait, il eût dicté la loi à la Porte, car il n'y avait pas dix pièces en batterie en état de servir.

Belle conduite de Sébastiani.

Les faibles ministres de Sélim décidèrent alors, d'une voix unanime, le renvoi de Sébastiani et la soumission aux volontés de l'Angleterre; le peuple leur répondit par des cris d'indignation et de rage. Dans ces graves circonstances, mon ambassadeur déploya un grand caractère. Sélim envoya à neuf heures du soir un des grands dignitaires de l'empire lui porter la résolution du divan, lui témoigner les regrets qu'il en éprouvait, et l'assurer, que les cris de la multitude dirigés contre sa personne attestaient le danger auquel il s'exposerait en prolongeant son séjour à Constantinople. La réponse de Sébastiani fut noble. Repoussant les soins qu'on voulait prendre de sa vie, il déclara qu'il ne partirait point si Sélim ne l'y contraignait par la force, et qu'il attendait de sa part une résolution plus digne d'un grand prince : « Dites à votre puissant « monarque, ajouta-t-il, qu'il ne voudra pas « descendre du rang élevé où l'ont placé ses « glorieux ancêtres, en livrant lâchement à « quelques vaisseaux anglais une ville de « 800 mille âmes, qui a des armes, des mu- « nitions, des vivres, et qui peut les fou- « droyer. » Sélim, digne d'apprécier cette réponse, se sent électrisé; il prend la résolution de se défendre, et fait appeler Sébastiani au divan convoqué dans la nuit. Les sentiments généreux de Sélim passent bientôt dans le cœur de ses ministres, encouragés d'ailleurs par l'exaspération qui se manifeste de plus en plus dans la capitale, à la nouvelle de ce qui se passe. Ce n'est plus contre Sébastiani que cette effervescence est dirigée, mais bien contre les Anglais.

Il réveille l'énergie des Turcs.

Les ressources étaient grandes, surtout dans le superbe arsenal de la marine; mais il fallait du temps. Tout est mis à la disposition de Sébastiani, secondé fort à propos par quelques officiers d'artillerie et de génie, envoyés par mes ordres de la Dalmatie. Une superbe tente lui est dressée dans le jardin du sérail; de là il dirige à la fois et les travaux nécessaires à la défense et les négociations pour donner le change à Duckworth, afin de gagner quelques jours

par des promesses. Le marquis d'Almenara, ministre d'Espagne, le seconde de tout son pouvoir, et partage avec lui la confiance publique.

Tout prend aussitôt une face nouvelle : à la froide apathie et à la gravité musulmane, succède un feu électrique qui se communique jusqu'aux vieillards et aux enfants; chacun veut avoir l'honneur de concourir au salut de la capitale; les uns font des saucissons et des fascines; d'autres construisent les batteries, y traînent les canons : en quatre jours près de 300 pièces sont placées au point du plus pressant danger. La tour de Léandre est armée du plus gros calibre et de grils à boulets rouges. Cent chaloupes canonnières et l'escadre embossée défendent Betchitacha et l'entrée du Chénal entre Péra et le sérail, où se trouvent les établissements maritimes de l'empire. Le sultan assiste lui-même aux travaux. Au bout de huit jours, qu'on a gagnés en négociant, 500 pièces sont déjà braquées sur la flotte ennemie, et deux cents Musulmans fanatisés montent des radeaux-brûlots, prêts à se dévouer. Arbuthnoth, malade, laisse à l'amiral le soin de terminer une négociation où les Turcs montrent plus de fierté à mesure que leurs préparatifs s'avancent. En même temps Ismaël pacha, ancien visir, est envoyé aux Dardanelles, où il imprime la même activité pour armer et fortifier les châteaux.

Retraite des Anglais.

Duckworth, se voyant sur le point d'être investi dans la mer de Marmaira, se décida enfin à la retraite. Le 2 mars, le vent tourne à l'est, et il en profite pour repasser les Dardanelles, salué par l'artillerie des forts, qui, un peu mieux servie cette fois, endommagea deux de ses meilleurs vaisseaux et coula deux corvettes. Cette audacieuse échauffourée coûta aux Anglais deux cents tués et cinq cents blessés, et pouvait leur coûter toute leur flotte, s'ils avaient eu affaire à des ennemis plus entreprenants et plus expérimentés. Sébastiani montra dans cette occasion autant d'habileté que d'énergie, et sa conduite nous valut une victoire.

Ce fut un grand bonheur que cette entreprise ait échoué; car le résultat immédiat en eût été la paix entre la Porte et la Russie, en sorte que l'armée entière de Michelson n'eût pas manqué de refluer contre nous. Déjà 25 mille hommes en étaient partis pour se porter sur le Bug.

Cependant la perte éprouvée par les Anglais n'avait pas été si forte qu'ils ne pussent avoir envie de renouveler l'entreprise avec de plus grands moyens; et cette crainte seule était capable de faciliter la paix entre la Russie et la Turquie, si la première, embarrassée de nous tenir tête, renonçait aux principautés. Pour encourager Sélim, je résolus de lui offrir tous les secours qui étaient en mon pouvoir. Le vice-roi d'Italie reçut l'ordre d'envoyer les colonels Haxo du génie et Foy de l'artillerie, officiers distingués et capables de mettre en peu de temps les Dardanelles à l'abri d'insulte. Je fis aussi écrire la lettre suivante à Marmont, qui occupait Raguse.

« L'ordre de l'empereur, général, est que « vous fassiez sur-le-champ partir tout ce « qui vous reste d'officiers du génie et d'ar- « tillerie avec un corps complet de 6 cents « hommes artilleurs, sapeurs et ouvriers, « pour se rendre à Constantinople; vous fe- « rez armer de bons fusils et bien équiper « cette troupe; vous ferez partir avec ces « 6 cents hommes, pour trois mois de solde « et même plus, si vous avez de l'argent; « les ouvriers doivent emporter avec eux « les outils les plus utiles, qu'on ne trouve- « rait pas à Constantinople, et les officiers

« d'artillerie et du génie auront l'attention « d'emporter, autant qu'ils le pourront, les « livres qui seraient de nature à leur être « utiles suivant les circonstances.

« Vous ferez connaître à la Porte que si « elle veut d'autres troupes vous lui en en- « verrez sur sa demande directe. Effective- « ment, général, l'empereur vous autorise à « envoyer jusqu'à la concurrence de 5 mille « hommes sans ordres ultérieurs de S. M. « Cependant il faut pour cela que vous ayez « une réquisition bien énoncée du général « Sébastiani, et que le pacha sur le terrain « duquel vous ferez passer ces troupes ait un « firman fort en règle de la Porte. N'épar- « gnez pas les officiers d'artillerie et du génie « pour les envoyer à Constantinople; ils vous « seront remplacés par des officiers que je « donne ordre qu'on vous envoie du royaume « d'Italie, et ceux-ci le seront par des officiers « qui viendront de France. Si vous êtes en « fonds, l'empereur ordonne que vous fas- « siez passer 200,000 francs en or au général « Sébastiani pour les employer aux besoins « des troupes, l'intention de S. M. n'étant « pas qu'elles soient, en aucune manière, à « charge à l'empire ottoman ; si vous n'êtes « pas en fonds, faites-le moi connaître, afin « que je prenne des mesures en consé- « quence »

Fermeté de ma contenance.

Malgré la diversion que cette guerre pouvait me faire espérer, les boues de Pultusk et le carnage d'Eylau n'étaient pas de nature à m'inspirer une extrême confiance ; mais je n'en manquai pas une minute, parce que je connaissais le prix du temps, et que mes ennemis ne l'avaient jamais apprécié.

Je pensais bien que le moindre signe de faiblesse perdrait tout, et j'agis comme si j'eusse été bien sûr de gagner ma partie. Satisfait des mauvaises explications du ministère espagnol, je lui demandai pour gage de sa sincérité le contingent stipulé par le traité de St-Ildefonse ; il m'envoya 15 à 16 mille hommes sous le marquis de La Romana, qui traversèrent la France pendant l'hiver, et que mon idée était d'abord d'employer en Italie ; mais je les destinai ensuite à garantir le nord de l'Allemagne des attaques de l'Angleterre.

Quoiqu'il fût prudent de ne point dégarnir l'Italie, principal objet de convoitise des Autrichiens, j'en tirai les divisions Boudet, Molitor et une division italienne, qui se dirigèrent en Saxe pour former avec les Bataves et les Espagnols une armée d'observation sur l'Elbe. Je ne me décidai pas à évacuer Naples, persuadé que si je touchais au moindre anneau de cette vaste chaîne, tout s'écroulerait bientôt. Saint-Cyr demeura à Naples avec mon frère Joseph, et Marmont continua à guerroyer dans la Dalmatie contre les Monténégrins, soutenus d'une partie de la quinzième division russe. J'appelai même Masséna d'Italie à la grande armée, tant j'avais à cœur de prouver à l'Autriche que l'idée d'une rupture de sa part ne me semblait pas dans la sphère des choses possibles.

Négociations actives au camp de Finkenstein.

Mon camp de Finkenstein fut une véritable arène diplomatique ; des négociations indirectes s'y renouvelèrent avec la Russie et l'Angleterre. J'adressai une lettre au roi de Prusse pour lui laisser entrevoir les conditions les plus favorables, s'il voulait traiter avec moi. J'espérais le détacher de la coalition, ce qui m'eût mis à même de traiter plus avantageusement avec les autres. Ces ouvertures communiquées à la Russie et à l'Angleterre conduisirent à des pourparlers.

L'empereur Alexandre n'avait compté intervenir dans cette guerre qu'en auxiliaire,

et en profiter pour acquérir les principautés. Au lieu de cela, il se voyait seul exposé à tout le poids de mes forces, tandis que l'Autriche ne bougeait pas, et que l'Angleterre promettait toujours de puissantes diversions qu'elle ne faisait jamais. Sans doute l'intérêt de la Russie se trouvait actuellement lié au sort de la Prusse : toutefois, il ne fallait pas compromettre le salut de l'empire pour celui d'un allié nouveau, que l'Europe, plus intéressée, abandonnait. Je pouvais donc concevoir quelque espérance de l'amener à la paix. Ce prince ne se montra pas éloigné de la faire, mais il voulait des avantages sur le Danube et l'intégrité de la Prusse, choses assez difficiles à concilier avec ma position. Il proposa du reste un congrès à Copenhague, où tous les puissants interviendraient.

Dans ces entrefaites je reçus un envoyé persan, dont le maître apprenant nos victoires sentit de quel intérêt il pourrait être de nous allier. Maret fut chargé de négocier avec lui, et réussit à conclure un traité offensif et défensif des plus avantageux. J'envoyai de mon côté à la cour de Téhéran le général Gardanne avec quelques officiers de toutes armes, intelligents et instruits. On négocia aussi avec la Porte, qui avait chargé Waleb-Essendi de me proposer une alliance plus étroite sous la condition de ne point faire de traité séparé. J'eus le bon esprit de décliner une telle clause. Ma situation était trop compliquée pour m'imposer de tels liens. Bien qu'à cette époque l'état ottoman fût encore entre les mains de Sélim III, c'était un allié trop chancelant pour faire dépendre mes négociations des caprices du divan. Je lui promettais de prendre tout l'intérêt possible à l'empire qui était mon allié naturel, mais je ne pouvais rien de plus.

Celles entamées avec l'Angleterre sont repoussées par le nouveau ministre Perceval.

Quant aux négociations avec l'Angleterre et la Russie, les conditions en étaient telles que je n'aurais pu les accepter. D'un côté, l'on exigeait que j'abandonnasse les Turcs, qui, grâce à Sébastiani, venaient de montrer tant d'énergie contre l'escadre anglaise et nos ennemis communs; de l'autre, l'Angleterre ne voulait faire, pour sauver ses alliés du continent, aucune des concessions maritimes qu'exigeait notre sûreté. Il n'y eut donc pas moyen de s'entendre. Il est vrai que lord Grenville et Grey (Howick) avaient, au commencement de l'année, témoigné solennellement la possibilité de négocier sur la base de l'*uti possidetis*, et si le cabinet eût apporté les mêmes dispositions au congrès proposé à Copenhague, rien n'aurait pu s'opposer à une paix générale; mais une de ces révolutions ministérielles qui changent quelquefois la direction de la politique anglaise, du moins dans son allure apparente, vint prouver qu'il ne fallait rien en espérer, et fut peut-être le résultat de cette déclaration. Perceval s'éleva vivement dans la chambre des communes contre ce système pacifique, et déclara hautement que tant que je serais à la tête des affaires de la France, et que j'aurais Talleyrand pour conseil, il n'y aurait aucun moyen d'espérer une paix solide et honorable [1]. Cet ennemi de notre repos, applaudi par la majorité de l'Angleterre, au lieu d'être rappelé à des sentiments plus

[1] C'était faire trop d'honneur à Talleyrand, que de le confondre avec moi dans un même anathème : le déclamateur anglais ignorait que Talleyrand, possesseur d'une grande partie des fonds bernois placés en Angleterre, soupirait après la paix qui lui eût rendu ses millions séquestrés.

humains, fut porté peu de semaines après à la tête d'un nouveau ministère [1], qui le disputait à celui de Pitt pour l'exagération de sa haine contre la grandeur de la France et de son chef. Canning prit à cette époque la direction des affaires étrangères, et ses opinions sur ce point n'étaient pas plus douteuses que celles de Perceval.

Ces hommes d'état se persuadaient que, s'ils laissaient consolider l'empire que mes derniers succès avaient étendu jusqu'à la Vistule, l'Angleterre ne tarderait pas à être rejetée dans les puissances du second ordre. Peut-être n'avaient-ils pas tort ? Mais ils s'exagéraient mon ambition, aussi bien que le danger qui les menaçait. Cette exagération en amenait une autre ; c'était celle des concessions qu'ils prétendaient nécessaires de ma part pour assurer, disaient-ils, le repos de l'Europe; or ce qu'ils nommaient le repos de l'Europe, n'était autre chose pour eux que le triomphe de l'Angleterre. Un patriotisme fort respectable, mais poussé à l'excès les animait contre moi, et me forçait à les payer de retour. Ils me croyaient dangereux à l'Angleterre, et me mettaient dans la nécessité, par leur exagération, de les traiter comme des ennemis irréconciliables.

Traité de la triple alliance de Bartenstein.

Au même instant où cette révolution ministérielle enlevait tout espoir de faire la paix, et où nous nous disputions sur des accessoires, la Russie et la Prusse resserraient leurs liens à Bartenstein, le 26 avril, avec la ferme résolution de me refouler derrière la ligne du Rhin. Bien qu'on ne stipulât pas, comme en 1805, de m'enlever la Lombardie et la Belgique, ce traité voulait me rejeter entièrement hors de l'Allemagne, et laissait entrevoir la restitution de la Hollande à la maison d'Orange.

Je le répète une fois pour toutes, il faut qu'un Russe soit Russe, et qu'un Prussien soit Prussien; il n'y a de blâmable et de méprisable que les hommes qui, par intérêt ou haine personnelle, veulent l'abaissement de leur propre pays et y travaillent de tout leur pouvoir. Toujours disposé à rendre justice à qui il appartient, je reconnais que ce traité, beaucoup plus modéré que le projet de 1805, convenait parfaitement à ces deux puissances. L'Angleterre se hâta d'y accéder : Canning fit même allouer à la Prusse un subside de 25 millions pour recruter son armée et préparer l'expédition anglaise, qui devait faire une diversion sur l'Elbe. Mais autant il convenait à la Russie et à la Prusse de me rejeter au delà du Rhin, autant il était difficile d'exiger que victorieux, maître de l'Allemagne et allié à 10 millions d'Allemands, je décampasse comme un lâche sans disputer à mes adversaires l'influence qu'ils voulaient m'enlever. Il n'y avait donc que l'épée qui pût trancher la difficulté et décider la question. Mes détracteurs oseront-ils imputer cette prolongation de la guerre à mon ambition ? qu'auraient dit de moi les Français et la postérité, si j'eusse agi autrement ? Pouvais-je rendre tout le continent sans rien demander d'équivalent à l'Angleterre ? N'eût-il pas été honteux d'abandonner la Bavière, la Saxe et le Wurtenberg au ressentiment de mes ennemis ? de faire perdre aux Turcs deux provinces que le cabinet de Londres avait promises aux Russes ; tandis que le sultan, docile aux conseils de mon ambassa-

[1] Le 25 mars, Perceval prit les rênes du conseil avec le titre de chancelier de l'échiquier et premier lord de la trésorerie ; ses collègues étaient : Canning, aux affaires étrangères ; Castelreagh, à la guerre ; Cambden, Mulgrave, Hawkesbury, Portland, Westmoreland, Eldon et Melville-Dundas, aux autres postes du conseil.

deur, venait de sauver son empire de l'influence des ennemis, et annonçait l'intention de redoubler de vigueur sur le Danube? Je n'ai pas toujours été modéré, mais ce n'est pas à cette époque qu'on peut m'accuser d'exagération dans mes prétentions. Disons-le franchement; une étincelle du génie de Pitt animait les ministres Perceval et Canning; or le système de Pitt a été constamment de ne pas faire une paix en laissant la France maîtresse de la Belgique et influente en Hollande et en Italie. Si jamais il y eût consenti, c'eût été pour un an et pour nous jouer comme en 1802.

On voit ainsi que, malgré toutes les déclamations de mes ennemis, je me retrouvais toujours placé à peu près sur le même terrain politique. On se coalisait pour faire rétrograder mon influence, et je cherchais à l'étendre pour la rendre plus sûre et la conserver.

Opérations en Poméranie contre les Suédois.

Tandis que ces grands intérêts s'agitaient, je ne négligeais aucune mesure qui pût me réconcilier avec les Suédois; on se rappelle qu'en partant pour la Vistule, j'avais chargé Mortier du soin de les contenir avec le 8e corps. Il n'eut pas grand peine à remplir sa mission; le chevaleresque Gustave IV n'était pas un adversaire bien redoutable; quoiqu'il commandât à de braves gens, cette petite guerre ne ressembla pas mal à celle que les Suédois avaient faite jadis contre Frédéric-le-Grand.

Après deux ou trois combats assez insignifiants, la Poméranie fut occupée et Stralsund resserré. Je tenais à finir cette lutte, qui ne convenait pas plus à la Suède qu'à moi, et j'écrivais à Mortier de saisir toutes les occasions d'amener un rapprochement. Persuadé que les Suédois ne tenteraient rien de sérieux, et instruit de quelques sorties de la garnison de Colberg, Mortier crut devoir se rapprocher de cette place qu'il croyait pouvoir devenir un point plus inquiétant pour nous : il se porta à cet effet vers Grimen; mais les Suédois ayant poussé devant eux le général Grandjean laissé pour les observer, Mortier revint sur ses pas et les culbuta d'Anklam avec perte.

Négociations avec la Suède.

D'Armfeld, boute-feu de la guerre, avait été blessé dans cette affaire; les Anglais n'agissaient plus au gré du bizarre Gustave; sa nation improuvait cette lutte à laquelle elle n'avait aucun intérêt, et ce prince inconséquent ratifia un armistice signé le 18 avril par le général Essen, avec la même légèreté qui l'avait porté à la guerre, car il le fit à l'instant même où les Anglais allaient enfin envoyer les secours promis. Mortier avait suivi trop à la lettre mes instructions, en s'arrêtant victorieux, au lieu de pousser l'ennemi vaincu jusque dans Stralsund, et de s'emparer de leur grande flottille retenue par les mauvais temps dans le Haff; il eût toujours été à temps de signer alors un armistice.

Le mal était fait, il fallait savoir en tirer parti; j'exigeai que le délai pour dénoncer l'armistice fût d'un mois au lieu de dix jours; cela me tranquillisait sur toutes les entreprises que l'Angleterre et la coalition pourraient faire sur mes derrières, et me donnerait le temps d'achever la réduction de Dantzick. Je fis ajouter à la lettre que Mortier dut écrire au général Essen :

« Je n'ai rien de plus à cœur que le réta-
« blissement de la paix avec le roi de Suède.
« Les passions peuvent nous avoir désunis,
« mais l'intérêt des peuples, qui règle la
« conduite des souverains, doit nous rap-
« procher. La Suède ne peut pas se dissi-
« muler que dans la lutte actuelle, elle est

« aussi intéressée que la France au succès « de mes armes : elle sentira bien davan- « tage encore le contre-coup de l'accroisse- « ment de la puissance russe. Est-ce donc « pour la destruction de l'empire de Con- « stantinople que se battent les Suédois?.... « ..... « .... Depuis l'envahisse- « ment de la Valachie et de la Moldavie, de- « puis la dernière expédition des Anglais « devant Constantinople, les vues de la coa- « lition ne se trouvent-elles pas entièrement « démasquées? La Suède n'est pas moins « intéressée que la France à avoir aussi un « contre-poids contre l'énorme puissance « maritime des Anglais. Dans aucun cas la « Suède n'a rien à craindre de la France, « mais tout de ses ennemis. Accoutumés « par la tradition de nos pères à nous re- « garder comme des amis naturels, nos « liens paraissent devoir se resserrer en- « core après le partage de la Pologne et les « dangers que court la Porte ottomane; nos « intérêts politiques sont les mêmes : nous « devrions être alliés; au moins ne soyons « pas ennemis. »

Je fis ajouter au maréchal :

« Si le général suédois ne veut pas con- « sentir à la modification proposée, vous « vous ferez appuyer par le maréchal Brune, « qui a reçu des ordres pour vous seconder, « et vous envahirez de nouveau la Poméra- « nie. Il sera impossible à l'ennemi sans le « secours de cette province de garder une « aussi grande quantité de cavalerie dans « Stralsund. D'ailleurs, en occupant la Po- « méranie, cela constituera le roi de Suède « dans une situation violente. Il se compro- « mettra aux yeux de ses peuples, par son « obstination à favoriser le parti qui est si « opposé aux intérêts de la Suède.

« Au contraire, si M. d'Essen accède à ce « que l'empereur exige, vous renverrez aus- « sitôt sur Dantzick, Marienwerder et Thorn « les 3e et 7e de chasseurs à cheval et tous « les régiments provisoires; vous établirez « votre quartier-général à Stettin; vous « cantonnerez vos troupes autour de Stet- « tin, de Demnin et d'Anklam; vous ferez « reconnaître avec soin les bords de la « Peene, la position de Demnin, et les bords « du Trebel; et vous ferez fortifier et re- « trancher sur votre ligne les endroits qui « en sont susceptibles, pour empêcher la « communication entre la Poméranie sué- « doise et les états de la Prusse. Vous vous « occuperez sans délai de la formation de « l'équipage de siége pour Colberg, dont « les matériaux vous seront fournis par Stet- « tin, Custrin et Magdebourg; vous ne con- « serverez dans votre corps d'armée aucun « embarras, afin qu'à chaque instant vous « puissiez vous porter, soit du côté de Ham- « bourg, soit sur la Vistule. Vous vous met- « trez en correspondance avec notre chargé « d'affaires à Copenhague, et lui recomman- « derez de vous informer de tous les mou- « vements que pourraient faire par le Sund « les Anglais, dont l'expédition qui se pré- « pare dans la Tamise doit toujours être « l'objet de votre surveillance. Ayez aussi « une correspondance journalière avec le « maréchal Brune et le duc de Feltre, de « manière à pouvoir concerter ensemble « toutes vos opérations. Il paraît au surplus, « par les rapports reçus d'Angleterre, que « le débarquement ne peut avoir lieu avant « quinze jours; alors les divisions des géné- « raux Boudet et Molitor qui arrivent d'I- « talie seront à Magdebourg et assureront « les derrières de l'armée. »

Les articles additionnels que j'avais exi- gés furent admis le 29 avril, et Mortier vint d'abord aux environs de Stettin et renforça le blocus de Colberg.

Cet événement n'était pas sans impor-

tance dans l'état des choses au nord de l'Allemagne. L'Angleterre, qui promettait depuis longtemps un secours plus efficace que celui de ses guinées, se disposait enfin à tenir parole. Déjà le nouveau ministère, jaloux de se signaler par un coup d'éclat, préludait à l'envoi de ce secours par des projets d'opérations tendant à réunir sur nos derrières 40 mille Anglo-Hanovriens, 20 mille Suédois, 15 mille Russes, et tous les Prussiens qu'on pourrait rallier à Stralsund.

Sans donner à ces grands projets de me prendre entre deux feux plus de prix qu'ils n'en méritent, il n'est pas moins vrai qu'une pareille diversion m'eût un peu embarrassé, si elle eût été faite à temps opportun. On a reproché avec raison aux Anglais de s'y être pris trop tard; s'il est vrai qu'il leur fallut du temps pour une expédition lointaine, et s'ils ne purent combiner celle-là qu'après mon passage de la Vistule, rien ne s'opposait du moins à ce qu'ils parussent à la fin d'avril dans la Baltique. Déjà une forte légion hanovrienne, organisée récemment, avait été mise à Stalsund à la disposition du roi de Suède; les Prussiens y rassemblaient un corps dont le noyau était de 4 à 5 mille hommes; mais on s'en tint à ces démarches insuffisantes.

Formation de l'armée d'observation sur l'Elbe.

D'ailleurs, persuadé que l'Angleterre ne manquerait pas de troubler, de tout son pouvoir, notre sécurité dans ces contrées soumises si longtemps à son influence, j'avais rassemblé, comme je l'ai déjà dit, un corps d'observation sur l'Elbe. Deux divisions françaises venues d'Italie sous Boudet et Molitor, les troupes gallo-bataves avec lesquelles mon frère Louis avait soumis Hameln et le Hanovre, enfin le corps espagnol de La Romana arrivé dans le courant de mars, formant avec quelques autres détachements un effectif de 50 mille hommes, me semblaient plus que suffisants pour arrêter la première impulsion d'une descente opérée par tant de troupes hétérogènes. Le maréchal Brune, qui en prit le commandement, eut l'instruction de défendre les embouchures de l'Elbe, de l'Ems et du Wéser; de tenir en échec la Poméranie suédoise, de garantir particulièrement Berlin, Magdebourg, Hameln et Stettin. Si un débarquement était effectué par l'ennemi, il devait aussitôt réunir toutes ses forces pour le faire rembarquer; sa 1re ligne cantonnerait entre le Wéser et l'Oder; son quartier-général serait à Schwerin, et les deux divisions françaises, l'élite de ses forces, en réserve à Magdebourg.

Il tenait ainsi en respect Lubeck, Hambourg, Berlin et même Amsterdam. Mortier lui laissa encore les divisions Loison et Grandjean employées au siége de Colberg et à Stettin, et se dirigea avec deux autres vers Dantzick.

Expédition des Anglais en Égypte.

Le ministère anglais, qui opposait la faiblesse de ses forces de terre aux sollicitations de ses alliés, savait bien trouver des troupes quand il s'agissait de ses avantages maritimes. Au moment où il se faisait tirer l'oreille pour l'expédition de la Baltique, ses armes éprouvaient un affront en Égypte et à Buenos-Ayres.

Piqués du peu de succès de leurs tentatives sur Constantinople, les Anglais voulurent s'en venger sur les rives du Nil. Jaloux de profiter de l'intérêt momentané qu'ils avaient à soutenir la Russie contre la Porte pour s'emparer de ce riche grenier de l'Orient, ils espéraient le faire d'autant plus facilement, qu'ils comptaient sur l'appui des Mamelucks et des paisibles habitants du pays foulé par le pacha d'Égypte. Le projet du

cabinet de Londres était d'y rétablir la puissance des Mamelucks sous sa protection, et de former avec eux une alliance qui lui assurerait le commerce de ce pays et l'influence politique et militaire de tout le Levant.

Le général Mackenzie, parti de Sicile avec 5 mille hommes, descendit le 15 mars à Aboukir et entra par capitulation dans Alexandrie, où le commerce lui avait ménagé des intelligences. Le général Fraser, revenu des Dardanelles avec l'escadre de Duckworth, descendit avec des renforts peu de jours après. Il détacha aussitôt 2 mille hommes pour s'emparer de Rosette et assurer la jonction avec les Mamelucks. Les Albanais de Méhémet-Ali laissèrent pénétrer la colonne anglaise dans les rues étroites de cette ville, l'assaillirent dans ce coupe-gorge par un feu meurtrier, et la forcèrent à fuir avec grande perte sur Alexandrie. Fraser, sentant la nécessité de se mettre en communication avec les Mamelucks qu'on annonçait vers Elhammed, envoya de nouveau le général Stuart à Rosette. Mais Méhémet-Ali descendant le Nil avec sa flottille faillit l'enlever, et le ramena jusqu'à Alexandrie avec perte de 1200 hommes. Fraser, rebuté et prêt à être lui-même investi, proposa l'évacuation d'Alexandrie et de l'Égypte contre la remise des prisonniers.

La Porte, indignée de ce nouvel attentat, déclara enfin la guerre à l'Angleterre, arma une escadre de neuf vaisseaux et l'envoya aux Dardanelles, où la flotte russe de l'amiral Siniavin était venue remplacer celle de Duckworth, et s'était emparée, le 21 mars, de l'île de Ténédos.

Siéges de Silésie.

Pendant que mes préparatifs guerriers contrastaient avec le calme qui régnait dans les cantonnements des deux armées sur la Passarge, je profitais du temps que l'ennemi me laissait pour faire tomber tout ce qui me gênait sur les derrières. La conquête de la Silésie allait bon train : Glogau, Breslau, Brieg et Schweidnitz avaient déjà capitulé. Neiss, Cosel et Glatz allaient éprouver le même sort; mais il me restait encore à réduire Colberg, Graudentz et Dantzick. Je fis assiéger cette dernière et bloquer les deux autres.

Siége et prise de Dantzick.

Dantzick, défendue par le général Kalkreuth et le célèbre ingénieur Bousmard, avait une garnison de 12 mille Prussiens et de trois bataillons russes. Le siége d'une pareille place est une grande entreprise. Le maréchal Lefebvre en fut chargé avec le 10e corps, composé de Polonais, de Badois, de Saxons et de quelques bataillons français. Lannes fut placé en observation avec les grenadiers d'Oudinot; le 5e corps, qu'il avait commandé jusque là, passa sous les ordres de Masséna, renforcé par la division bavaroise de Wrède. Le siége de Dantzick, commencé le 1er avril, fut poussé avec vigueur. Dès le 1er mai, la place se trouva battue sérieusement et de près. L'île d'Oliva, gardée par un millier de Russes, fut enlevée le 6 avec sa garnison. La place réduite aux abois demandait du secours

L'empereur Alexandre s'était rendu, à cette époque, de Pétersbourg à Memel, soit pour prendre en personne le commandement des armées, soit pour se rapprocher du théâtre des négociations. Il vint s'établir à Bartenstein, et un conseil de guerre fut convoqué pour aviser aux moyens de dégager Dantzick : une attaque générale contre mon armée sur la Passarge fut écartée comme dangereuse. On s'en tint au projet de débarquer, sous la protection du fort de Weichselmunde, une division de 9 à 10 mille

Russes sous les ordres du jeune Kamenski, et de la faire seconder par 3 à 4 mille Prussiens qui s'avançaient par la langue de terre de Nehrung.

Il est rare que de tels débarquements partiels et compliqués réussissent; celui-ci échoua. Les Russes n'avaient qu'un moyen d'atteindre leur but : c'était de fondre dès le lendemain sur notre ligne d'investissement. Ils tâtonnèrent du 11 mai jusqu'au 15, et débouchèrent du camp de Neufarwasser. Après un rude combat, le général Schram était près d'être enlevé, quand Lefebvre accourut avec une partie du corps de siége. Le combat se prolongeait et tournait encore à l'avantage des Russes; mais Lannes, ayant volé au secours avec les grenadiers d'Oudinot, ramena l'ennemi l'épée dans les reins jusqu'à son camp. Les Prussiens, qui se présentèrent trop tard, regagnèrent Pillau. Dès lors Kamenski n'osa plus rien tenter.

J'avais si bien prévu ce que l'ennemi pouvait entreprendre pour sauver Dantzick, que j'avais ordonné à Mortier de quitter à la première alerte la Poméranie, et de se rapprocher du siége; tandis que Brune, avec l'armée de réserve, s'étendrait pour le remplacer jusqu'au-delà de Stettin. Le corps de Mortier, formé alors des divisions Dupas et Dombrouski, ayant renforcé l'armée de siége, Dantzick ne put espérer aucun secours et capitula le 24 mai, après avoir soutenu 51 jours de tranchée ouverte. Le siége fit honneur aux assaillants comme aux assiégés. Kalkreuth, Lefebvre, rivalisèrent de gloire, et la partagèrent avec les chefs du génie, ainsi qu'avec leurs soldats.

Kamenski n'avait plus rien à faire au camp de Weichselmunde après la chute de la place; il laissa ce petit fort à la défense de sa garnison, et se rembarqua.

Sièges de Neisse et de Glatz.

Les mêmes succès couronnaient son armes en Silésie, où la campagne n'avait pas été sans activité durant l'hiver. Malgré les ressources considérables trouvées dans les places déjà soumises, le siége de Neiss était une opération délicate.

Une garnison de 6 mille hommes, retranchée même au-dehors de la place, exigeait, pour la réduire, un corps plus considérable que celui de mon frère Jérôme. Il avait à fournir un corps d'observation pour contenir la garnison de Glatz, où le général Kleist déployait de l'activité, et qui fit des tentatives non-seulement pour troubler le siége, mais encore pour surprendre Breslau. Lefebvre-Desnouettes parvint à déjouer la première de ces entreprises, et secondé par le général Dumui qui commandait à Breslau, il força également Kleist à renoncer à la seconde.

Neiss, serrée de près, capitula enfin le 1er juin; la garnison, encore forte de 5 mille combattants, fut prisonnière, et nous trouvâmes dans cette place plus de 300 bouches à feu.

Glatz eut son tour, et malgré sa forte situation elle se rendit le 14 juin. La garnison, épuisée et découragée par ses entreprises au-dehors de la place, ne fit pas la résistance à laquelle nous nous étions attendus. Cette prise acheva la campagne du 9e corps, où Vandamme se distingua, et avec moins de 20 mille hommes prit en huit mois six grandes places, 1500 pièces de canon et près de 20 mille prisonniers.

Situation de deux armées à la reprise des hostilités.

Pendant les trois mois de repos dont nous avions joui, l'armée russe avait reçu une division d'infanterie et la division entière des gardes sous les ordres du grand-duc Constantin, forte de 30 bataillons et 34 es-

cadrons, en y comprenant les grenadiers; mais malgré cela elle ne pouvait pas mettre en ligne plus de 120 à 130 mille hommes, en y comptant le corps prussien de Lestocq et celui resté sur la Narew. A la vérité, une armée de réserve, formée de dépôts et comptant 30 mille hommes, s'avançait sur le Niémen aux ordres du prince Labanoff. L'empereur Alexandre avait pris le parti de se rapprocher de l'armée, pour être plus à portée de veiller sur les négociations ou sur les opérations militaires. Son quartier-général se trouvait à Tilsit, et la cour de Prusse à Memel.

Mon armée avait aussi été jointe par de puissants renforts, outre les dépôts nécessaires pour reporter les régiments au complet; elle avait reçu les divisions Oudinot, Verdier, Dombrowski et Dupas, qui venaient de Dantzick (corps de Lannes et de Mortier). Grâce à mon activité, le personnel et le matériel étaient dans le meilleur état. A peine se ressentait-elle des sanglantes scènes d'Iéna, de Pultusk et d'Eylau. Les Polonais avaient levé près de 20 mille hommes, formant deux divisions sous les généraux Dombrowski et Zayonschek.

Les sept corps dont ma grande armée se composait formant 19 divisions, outre la garde et la cavalerie de Murat, pouvaient être estimés à 170 mille hommes. J'avais ainsi une supériorité marquée, dès que les troupes du siége de Dantzick me rejoignaient avant l'arrivée du prince Labanoff.

Pour parer à cette infériorité et se donner un bon appui en première ligne, Benningsen avait construit un camp retranché très-fort près de Heilsberg, à cheval sur les deux rives de l'Alle. Il se composait de cinq grands ouvrages, fermés de trois côtés, et de seize flèches ou batteries retranchées. Le gros de l'armée était entre cette ville et Bartenstein; la droite, sous Tolstoy entre Launen et Siegbourg; un corps à gauche entretenait la communication avec celui d'Essen, qui commandait toujours vers Ostrolenka. Les Cosaques de Platoff couvraient tout le front.

Grâce à l'avantage inappréciable de la mer, les alliés avaient fait, du port de Kœnigsberg un dépôt immense de munitions et de vivres. Leur armée était abondamment pourvue de tout; 100 mille fusils, récemment débarqués de Pétersbourg et de Londres, devaient servir à armer les Prussiens que le roi leverait, et à remplacer aussi les pertes résultant des chances de la guerre; plus de 100 bâtiments chargés de munitions et de vivres, n'y laissaient manquer de rien. C'était fort bien de se servir de Kœnigsberg comme un dépôt passager; mais cette place, adossée au cul-de-sac du Curishaf, n'était point convenablement placée pour en faire une base stratégique; il eût mieux valu faire remonter les magasins à Gumbinen. Cette faute influa sur tous les événements de la guerre.

Mon armée, quoique moins richement pourvue, vivait cependant assez bien, grâce à la richesse de la vieille Prusse et aux inépuisables environs d'Elbing et de Dantzick.

Les Russes m'attaquent trop tard.

Telle était la situation respective des armées, quand le retour de la belle saison, la chute de Dantzick et les dissidences de la politique nous firent rentrer en campagne.

Par une inconséquence inexplicable, Benningsen, qui avait négligé de m'attaquer pendant que j'étais affaibli par l'absence des corps employés au siége de Dantzick, se mit en tête de le faire après avoir reçu la nouvelle de la reddition de cette place, et sans attendre l'arrivée de ses réserves. Mon armée, rétablie et recomplétée, occupait la position suivante : *Une division bavaroise*

à Varsovie; *Masséna* sur l'Omuleff; un corps d'observation polonais aux ordres de *Zayonscheck* à Neidenbourg; *Davoust* à Allenstein, Hohenstein et Deppen; *Ney* à Guttstadt; *Soult* à Liebstadt et Mohrungen; *Bernadotte* à Holland et Braunsberg; *Lannes* à Osterode; *Mortier* sur la basse Vistule, en marche pour rejoindre [1].

Ils laissent échapper Ney.

Benningsen avait le projet d'enlever le corps de Ney, qui en effet était un peu avancé. Le 4 juin, l'armée russe se mit en marche et s'établit, la droite près Wormdit, le centre à Arensdorf, et la gauche à Launau; sur son extrême droite le corps prussien se dirigeait vers Spanden. D'un autre côté un corps russe, venant de Seeburg, s'établit sur l'Alle entre Guttstadt et Allenstein. Le lendemain, ce dernier força le passage de l'Alle à Bergfried, et se porta contre la droite de Ney, dont la gauche fut attaquée en même temps par la gauche de Benningsen, tandis que le centre de l'armée russe poussait par Wolfsdorf pour lui couper la retraite. Si les Russes avaient agi vigoureusement, ils auraient pu se rendre maîtres de la route de Guttstadt à Deppen, et dès lors la perte de Ney eût été infaillible; mais heureusement ils manœuvrèrent avec tant de lenteur, et ce maréchal, quoique attaqué par des forces triples, déploya au contraire tant d'énergie, de sang-froid et de courage, qu'il eut le temps de se retirer de Guttstadt à Ankendorf. Dans le même jour, la droite des Russes et le corps prussien firent des démonstrations sur la Passarge. Doctoroff se présenta avec deux divisions au pont de Lomitten, qu'une division de Soult défendit avec beaucoup de fermeté. Le général russe, après avoir fait de vains efforts pour se saisir du passage, se rabattit sur sa gauche, soit qu'il fût rebuté, soit qu'il eût l'ordre de ne faire qu'une démonstration. Il se rapprocha du corps de bataille vers Guttstadt. Les Prussiens avaient été moins heureux encore au pont de Spanden, où Bernadotte avait réuni tout son corps; il parvint à les repousser, et fut blessé à cette occasion d'un coup de feu à la tête.

Le 6, les Russes se portèrent en trois masses sur Ney; les petits lacs qui couvraient ses flancs, forçant l'ennemi à des mouvements un peu larges, permirent à ce maréchal de se replier sur Deppen, quoiqu'il fût menacé de tous les côtés à la fois : il réussit à y repasser la Passarge, après une lutte qui le couvrit de gloire.

Je marche à son secours.

Le 7, l'ennemi demeura stationnaire en face de Deppen : j'en profitai pour réunir mon armée. Je rejoignis Ney avec le corps de Lannes, ma garde et la réserve de cavalerie; Mortier s'y dirigea à marches forcées par Mohrungen; Davoust se lia à la droite de Ney. J'ordonnai en même temps à Soult, qui avait rassemblé son corps à Liebstadt, de franchir la Passarge à Wolfsdorf, afin de menacer les communications des ennemis avec le camp retranché qu'ils avaient fait préparer à Heilsberg, et de les forcer par là d'abandonner sans combat les bords de la Passarge. Nous opérâmes la jonction avec lui le 8 à Altkirch : Benningsen ne jugea pas à propos de nous attendre; il se mit en retraite sur Guttstadt, où il passa l'Alle le 9, et regagna son camp de Heilsberg par

[1] Le corps de Lefebvre (le 10e) fut fondu après la prise de Dantzick; une partie forma la garnison, le reste fut donné aux corps de Lannes et de Mortier qui rentrèrent en ligne. Le 2e corps était en Dalmatie, le 9e en Silésie : l'armée active avait donc 7 corps et la réserve de cavalerie; la garde était de 8 bataillons et 10 escadrons. L'Allemagne était occupée par Brune avec l'armée d'observation.

la rive droite. Le même jour Murat poussa à Glottau l'arrière-garde russe qui voulait défendre les accès de Guttstadt, où mon armée vint prendre position : nous suivîmes l'ennemi le lendemain en descendant la rive gauche de l'Alle.

Chances favorables de ma position.

Dès que l'ennemi m'avait laissé le temps nécessaire pour porter mon armée à 160 mille hommes avant l'arrivée de ses renforts, il était évident que toutes les chances de la campagne prochaine devaient être pour moi, si l'Autriche tardait un peu à se déclarer. Il était donc de mon intérêt de frapper vite et de frapper fort.

Benningsen, en attaquant Ney à Deppen, n'avait fait que me prévenir d'un jour ou deux, ou pour mieux dire il avait abondé dans mes vues, en venant au-devant de moi, puisque j'avais laissé Ney dans sa position avancée pour engager l'ennemi à venir nous chercher hors de ses retranchements. Le rassemblement de mes forces autour de Guttstadt ne permettait plus de différer, je résolus de prendre à mon tour l'offensive.

Le camp retranché de Heilsberg et la réunion de tous les magasins ennemis à Kœnigsberg présentaient deux manœuvres principales à mon choix : la première et la plus habile eût été d'exécuter un mouvement général, la droite en avant, pour établir ma ligne entre Bischoffstein et Heilsberg; la droite vers Bartenstein, la gauche vers Guttstadt. C'eût été absolument le même mouvement que celui d'Iéna et de Naumbourg contre les Prussiens, avec plus de chances encore, puisque l'armée russe, battue sur sa gauche, refoulée sur la basse Passarge et sur le Frish-Haff, eût été jetée à la mer. Kœnigsberg lui assurait sans doute un refuge; mais cette place, acculée elle-même à la Baltique du côté de l'ouest, et au Curishaff du côté du nord, n'eût offert aucune issue à cette armée battue; car je l'aurais prévenue à Wehlau aussitôt qu'elle eût voulu se mettre en retraite. Le second parti à prendre était de m'avancer droit sur le camp retranché d'Heilsberg, tandis que 50 mille hommes manœuvreraient par ma gauche sur Eylau pour menacer la ligne d'opérations des alliés, les forcer d'abandonner leurs redoutes sans combat, et les presser vivement dans la retraite pour les entamer fortement au passage du Prégel et du Niémen. Ce dernier parti était moins avantageux; il était même contraire aux règles de la stratégie, qui ne veulent pas qu'on compromette un corps considérable, en le faisant filer entre l'ennemi et la mer. Je le préférai, parce que ma gauche se trouvait déjà dans cette direction, et que, pour manœuvrer par ma droite, il m'eût fallu décrire un cercle assez long autour de l'armée russe, découvrir les routes qui me servaient de communication avec Thorn et Varsovie, et me jeter dans le pays fourré de la rive droite de l'Alle. Cependant, je dois l'avouer, j'eusse agi plus militairement en adoptant celui-ci et opérant sur Bischoffstein. Un des motifs qui contribua le plus à me déterminer à prendre l'autre, c'est que j'avais déjà remarqué, à l'époque de la bataille d'Eylau, que Benningsen montrait des inquiétudes pusillanimes pour Kœnigsberg; or, comme ce n'était pas un point militaire, je pensai qu'il y avait des motifs particuliers, soit de politique envers la Prusse, soit de grands approvisionnements. En privant l'ennemi de ses magasins, j'en procurais à mes troupes; ce qui dans ces contrées lointaines était essentiel : je renversais son système d'opérations. D'un autre côté, il était possible que la marche de Soult sur Kœnigsberg décidât les Russes à se rabattre sur leur droite pour couvrir cette ville, et je

restais toujours maître de jeter des forces menaçantes sur leur flanc gauche pour les couper de la route de Tilsit. J'oubliai donc les principes stratégiques pour ces raisons accessoires, et je me décidai à m'avancer par la rive gauche de l'Alle sur Heilsberg.

Bataille d'Heilsberg.

Le 10, mon avant-garde rencontra celle de l'ennemi près de Bewernick. Après un combat opiniâtre, les Russes furent culbutés et rejetés sur leur armée. A neuf heures du soir, nous nous trouvâmes en présence de leur camp.

J'eus d'abord l'idée d'attaquer la gauche de l'aile droite russe, postée à la rive gauche de l'Alle, afin de percer sur Heilsberg et de partager en deux cette armée, dont la perte eût été ensuite inévitable. Quoiqu'il fût déjà assez tard, j'ordonnai au corps de Soult d'assaillir les retranchements qui couvraient les Russes du côté de Lawden et de Langviese. En vain je fis seconder Soult par le corps de Lannes et par les fusiliers de ma garde, les Russes conservèrent leur position : nous ne pûmes emporter qu'un ouvrage dont leur réserve vint ensuite nous déloger. En moins de trois heures de temps, nous eûmes environ 6 mille hommes hors de combat.

En renouvelant l'attaque le lendemain, j'aurais risqué de faire écraser les corps qui y étaient destinés : il y avait d'autant moins de raison de m'y exposer, qu'en manœuvrant sur Kœnigsberg j'étais sûr de déposter l'ennemi sans coup férir. Je balançai un moment à marcher par ma droite à Bischoffstein, avec les corps de Ney et de Davoust : les motifs indiqués me déterminèrent à prendre la direction opposée. Le 11, à la pointe du jour, mon armée, filant sur deux colonnes, se porta sur Landsberg et Preuss-Eylau. Un seul corps fut laissé devant le camp d'Heilsberg pour couvrir mon mouvement. Je ne me dissimulais pas ce qu'il pouvait avoir de dangereux ; car, en l'entreprenant, je livrais mes propres communications à l'ennemi qui, en se basant sur le camp d'Heilsberg, pouvait opérer sur nos derrières, et nous resserrer entre son armée, le bas Prégel et la mer. Mais j'avais déjà appris à connaître Benningsen : une opération aussi vigoureuse était au-dessus de sa portée, et j'avais toutes les raisons imaginables de supposer que, loin de songer à entreprendre sur nos communications, il tremblerait pour les siennes, et se hâterait de se mettre en retraite, de peur d'être prévenu sur le Prégel. D'ailleurs, j'eus soin de ne pas dépasser Landsberg tant que l'ennemi restait à Heilsberg ; et s'il avait eu la belle inspiration de marcher sur mes traces, je me serais hâté de l'assaillir dans la même position où Davoust avait marché aux Prussiens à Auerstedt, avec cet avantage de plus que j'aurais eu le nombre de mon côté. A la dernière extrémité, je me serais rabattu par Mehlsack sur la basse Passarge : j'en aurais été quitte pour le sacrifice d'une simple arrière-garde.

Benningsen se retire.

Je n'eus pas besoin d'en venir là : Benningsen justifia pleinement mon attente ; dans la nuit du 11, il repassa à la droite de l'Alle, fit brûler les ponts d'Heilsberg, et commença sa retraite par Bartenstein, Schippenbeil et Friedland sur Wehlau : alors je continuai à m'avancer avec sécurité vers le Prégel. Le 12, j'arrivai à Preuss-Eylau ; le 13, Soult se porta sur Creutzbourg. Le grand-duc de Berg et Davoust prirent le chemin direct de Preuss-Eylau à Kœnigsberg. Lannes s'avança jusqu'à Domnau ; il avait en soutien Mortier et Ney, qui se portèrent à Lampach. Le corps de Bernadotte,

commandé alors par Victor, et qui avait quitté la basse Passarge pour se rapprocher par Mehlsach, se dirigea aussi sur Preuss-Eylau.

Il repasse l'Alle offensivement.

Benningsen, arrivé à la hauteur de Friedland, avait tout-à-coup suspendu sa marche sur Wehlau. Piqué de se voir décidément prévenu par nous à Kœnigsberg, il résolut de passer lui-même l'Alle offensivement dans l'espérance de battre en détail les différents corps de notre armée. Ce coup de tête lui réussit mal. Ce n'est pas qu'il ne fût assez conforme aux règles de la guerre, qui prescrivent d'opérer autant qu'on le peut sur l'extrémité de la ligne ennemie, du côté opposé à la mer; mais il aurait fallu le faire avec la vigueur que je sais mettre à mes entreprises, et s'en tenir à une série de combats partiels sans engager de bataille générale. Le général russe y était d'autant plus intéressé qu'il attendait l'arrivée d'un corps de 26 à 28 mille hommes que le prince Labanoff lui amenait par Tilsit, et que je n'avais, au contraire, aucun renfort à espérer.

Bataille de Friedland.

Conformément, à ce projet, Benningsen, précédé de toute la cavalerie de réserve du prince Galitzin, prit, le 13 au soir, la route de Friedland.

Un de nos régiments de housards qui occupait déjà cette ville en fut chassé le même soir. Le 14, à la pointe du jour, l'armée russe passa la rivière, et s'étendit dans la plaine de la rive gauche. Le corps de Lannes arrivait près de Friedland; hors d'état de disputer aux ennemis la possession de la plaine, il réussit du moins à se maintenir dans le village de Posthenen et dans les bois environnants. Quelque parti que prît l'ennemi, il me convenait de me serrer sur la droite pour lui barrer le chemin d'Allenbourg à Wehlau. A cet effet, j'avais porté Mortier au soutien de Lannes, et m'étais avancé avec la garde sur Domnau, où la moitié des réserves de cavalerie et le corps de Ney se dirigeaient également. Victor reçut l'ordre de forcer de marche pour dépasser cette ville.

Informé à Domnau de la situation des affaires et du retour inattendu de l'ennemi, je m'empressai d'envoyer Mortier au secours de Lannes. J'ordonnai à ces deux maréchaux de contenir autant que possible les Russes, pour me donner le temps d'arriver avec ma garde et le corps de Ney et de Victor. L'ennemi, en me présentant la bataille, acculé à l'Alle, me donnait une trop belle occasion de célébrer l'anniversaire de Marengo, pour que je la laissasse échapper. Lannes et Mortier exécutèrent ponctuellement ce qui leur avait été ordonné, en pivotant sur leur gauche pour défendre Heinrichsdorf et couper la route de Kœnigsberg. Il faut convenir que l'ennemi les seconda admirablement. Au lieu de nous aborder franchement, il s'amusa à tirailler, canonner et se déployer durant cinq à six heures, sans faire un pas.

J'arrivai enfin vers une heure après midi, suivi à deux heures d'intervalle par Ney et Victor. Murat avec la moitié de la cavalerie, et les corps de Davoust et de Soult étant encore engagés dans leur mouvement sur Kœnigsberg, je prescrivis aux deux premiers de se rabattre dans la direction de Friedland. Peut-être eût-il été convenable de les attendre pour acquérir une supériorité décidée sur Benningsen : je n'aurais point hésité à le faire, si j'avais cru qu'il osât poursuivre sa marche contre moi et s'engager sur la route de Kœnigsberg dans la direction d'Abschwang. Renforcé de 40 mille hommes et ayant alors ma belle cavalerie, je l'aurais acculé aux forêts maréca-

geuses de Zehlau et de Frischind, dont il ne serait jamais sorti. J'avais si bien prévu toutes les chances qui venaient s'offrir à moi, que j'avais fait écrire au grand-duc de Berg ce qui suit :

« L'ennemi est ici en bataille avec toute « son armée. Il a voulu d'abord déboucher « par la route de Stockeim sur Kœnigsberg, « maintenant il ne paraît plus songer qu'à « recevoir la bataille qui va s'engager. J'es- « père que vous serez entré dans Kœnigsberg; « et comme le corps de Soult suffit pour « garder cette ville, vous vous serez, sans « doute, rabattu avec le reste de la cava- « lerie et le corps de Davoust sur Friedland. « Cela est d'autant plus urgent, qu'il est « possible que l'affaire dure encore demain. « Tâchez donc d'arriver à une heure du « matin. Si j'aperçois, au début de l'ac- « tion, que l'ennemi soit trop en forces, il « serait possible que je me contentasse au- « jourd'hui de le canonner et que j'atten- « disse votre arrivée. »

Mais après avoir reconnu de plus près le coupe-gorge dans lequel Benningsen s'était engagé, et réfléchissant au caractère peu entreprenant de mon adversaire, je pensai que, pour trop bien manœuvrer, il ne fallait pas négliger l'occasion sûre de le punir d'une faute. On va voir que j'eus raison de m'en tenir à ce parti.

Friedland est situé dans un coude de l'Alle dont le rentrant était tourné du côté de l'ennemi. Ce rentrant s'ouvrait peu à peu du côté où nous arrivions, et se resserrait au contraire à tel point qu'il n'y avait au fond que l'emplacement de la ville et celui d'un long étang formé par un ruisseau retenu pour fournir l'eau à des moulins et qui se jette ensuite dans l'Alle.

La gauche de l'ennemi, composée de quatre divisions sous le prince Bagration, appuyait d'un côté à un coude de l'Alle un peu au-dessus de Friedland; de l'autre au ruisseau du moulin, qui coupe la plaine en deux, et séparait cette aile de la droite. Celle-ci, forte de 3 divisions aux ordres du prince Gortschakof et des deux tiers de la cavalerie, s'étendait au nord dans la plaine, en face de Heinrichsdorf. L'ennemi pour faciliter ses communications avait jeté trois ponts sur l'Alle, immédiatement à côté de la ville et très-près de son aile gauche. Il était évident que pour frapper un coup décisif il fallait d'abord culbuter cette gauche, afin de s'emparer de Friedland et des ponts ; car la droite, étendue jusqu'à trois quarts de lieue de la ville au nord, se trouverait acculée à l'Alle et coupée. En un clin d'œil, j'arrêtai mon plan d'après ces données. Les dispositions les plus claires furent dictées à cet effet. Elles doivent trouver place ici.

« Le maréchal Ney prendra la droite de- « puis Posthenen jusque vers Sortlack, et « il appuiera à la position actuelle du géné- « ral Oudinot. Le maréchal Lannes fera le « centre, qui commencera à la gauche du « maréchal Ney, depuis Heinrichsdorf jus- « que à peu près vis-à-vis le village de Post- « henen. Les grenadiers d'Oudinot, qui for- « ment actuellement la droite du maréchal « Lannes, appuieront insensiblement à gau- « che pour attirer sur eux l'attention de « l'ennemi. Le maréchal Lannes reploiera « ses divisions autant qu'il le pourra, et par « ce ploiement, il aura la facilité de se pla- « cer sur deux lignes. La gauche sera for- « mée par le maréchal Mortier, tenant Hein- « richsdorf et la route de Kœnigsberg, et « de là s'étendant en face de l'aile droite « des Russes. Le maréchal Mortier n'avan- « cera jamais, le mouvement devant être « fait par notre droite qui pivotera sur la « gauche.

« La cavalerie du général Espagne et les « dragons du général Grouchy, réunis à la

« cavalerie de l'aile gauche, manœuvreront « pour faire le plus de mal possible à l'en- « nemi, lorsque celui-ci, pressé par l'atta- « que vigoureuse de notre droite, sentira « la nécessité de battre en retraite.

« Le général Victor et la garde impériale « à pied et à cheval formeront la réserve, « et seront placés à Grunhof, Botkein et « derrière Posthenen.

« La division des dragons Lahoussaye « sera sous les ordres du général Victor; « celle des dragons Latour-Maubourg obéira « au maréchal Ney; la division de grosse « cavalerie du général Nansouty sera à la « disposition du maréchal Lannes, et com- « battra avec la cavalerie du corps d'armée « de réserve, au centre.

« Je me trouverai à la réserve.

« On doit toujours avancer par la droite, « et on doit laisser l'initiative du mouvement « au maréchal Ney, qui attendra mes ordres « pour commencer.

« Du moment que la droite se portera sur « l'ennemi, tous les canons de la ligne de- « vront doubler leur feu dans la direction « utile pour protéger l'attaque de cette aile.

Vers cinq heures du soir le signal de l'attaque est donné, et tout s'exécute de point en point avec une précision admirable. Ney s'avance avec intrépidité; les Russes se défendent de même. Le feu concentrique de notre canon fait d'autant plus de ravages, à mesure que les ennemis se replient sur la ville, où, encombrés sur plusieurs lignes, ils ne peuvent se mouvoir. Pour se dégager, ils exécutent une grande charge de cavalerie contre le flanc droit de Ney; mais celui-ci, laissant aux dragons de Latour-Maubourg le soin de les repousser, ne s'en précipite pas moins, tête baissée, sur Friedland à la tête de ses divisions. Ce coup de vigueur, soutenu successivement par la division Dupont et les autres troupes du 1er corps, décide la victoire. L'artillerie de Sénarmont et celle de Ney semèrent l'épouvante et la mort dans les escadrons et les bataillons ennemis, qui, adossés à la ville, à la rivière ou au ruisseau, ne savaient de quel côté se tourner pour sortir du gouffre. C'était une pitié de voir ces braves gens se faire tuer inutilement dans la position détestable où ils étaient enfournés. Benningsen jugeant trop tard de sa faute quitte Friedland, et va sur la rive droite de l'Alle rallier quelque réserve et de l'artillerie pour battre en flanc notre ligne et suspendre notre mouvement.

Déjà Ney atteint la tête du grand étang et presse l'ennemi encombré à l'entrée de la ville, lorsqu'une partie de la garde impériale russe se précipite sur lui avec une grande bravoure. La division Bisson, abandonnée par son chef, est ramenée; celle de Marchand s'arrête; un mouvement rétrograde se manifeste à gauche; mais la division Dupont, jalouse de rivaliser avec ses anciens camarades du camp de Montreuil [1], fond sur la garde ennemie, et, secondée par Marchand, elle enfonce et refoule tout dans le cul-de-sac de Friedland.

Cependant Bagration ne se laisse pas abattre par sa cruelle position. Ne pouvant faire combattre qu'un petit nombre de bataillons, il s'en console en les relevant sans cesse par des régiments frais, qui viennent à leur tour s'offrir en sacrifice. Les divisions françaises mettent autant d'acharnement à entrer dans Friedland que les Russes à s'y maintenir, jusqu'à ce que leur droite pût du moins se replier. Dans un espace de 250 toises, 60 mille hommes se battent avec la rage du désespoir, et semblent avoir tous juré d'arracher la victoire ou d'y trouver la mort.

[1] On se rappelle qu'elle fit partie du corps de Ney jusqu'après la bataille d'Ulm.

Benningsen, voulant sauver à temps son matériel, ordonne à l'artillerie de repasser la rivière; dès lors l'infanterie russe pelotonnée, hors d'état de soutenir plus longtemps la lutte, reprend en désordre le chemin des ponts. Benningsen fit de vains efforts pour rallier les débris au delà de l'Alle, et pour leur faire repasser la rivière offensivement, sous la protection de 120 pièces de réserve qu'il fit disposer en amont. Rien ne put arrêter l'impétuosité des colonnes de Ney et de Victor; et Bagration, ayant retiré ses derniers bataillons, abîmés dans Friedland, dut mettre le feu au pont pour suspendre l'ardeur de notre poursuite.

Pendant que nous obtenions ce succès décisif, Lannes et Mortier avaient tenu en haleine la droite de l'ennemi et laissé même quelques succès au prince Gortschakof, pour l'enlacer d'autant plus sûrement dans le piège que je lui tendais, en le laissant engager sur la route de Kœnigsberg.

Averti un peu tard de la catastrophe de l'aile gauche par l'incendie de Friedland et les hommes isolés qui en revenaient [1], le prince prend la résolution de s'ouvrir un passage l'épée à la main. Une de ses divisions pénètre dans Friedland, où une mêlée horrible s'engage de nouveau avec les troupes de Ney. Mais déjà les ponts n'existent plus, et Lannes et Mortier fondent sur l'ennemi que Ney et Victor arrêtent en tête. Ici la bagarre devint épouvantable, et tout présageait la destruction de cette moitié de l'armée ennemie. Mais il faut rendre justice à ces braves gens, aucun des corps coupés ne songea à capituler; ils préférèrent se jeter à l'Alle pour y chercher des gués, au risque d'y noyer un grand nombre d'hommes. Ils parvinrent ainsi à rejoindre Benningsen. L'artillerie même s'y précipita; mais une petite partie seulement parvint à se sauver. La cavalerie de leur extrême droite, qui ne se trouva plus en mesure d'attendre ces gués, fila le long de la rive gauche sur Allenbourg, où elle repassa la rivière.

Benningsen avait fait fautes sur fautes dans cette journée : la première fut de ne pas fondre vigoureusement sur Lannes lorsqu'il déboucha le matin de Friedland; s'il n'eût pas rendu par là la victoire certaine, il se fût du moins procuré un champ de bataille convenable, et, en ayant soin de pivoter sur sa gauche, de manière à étendre sa droite sur Heinrichsfeld, il eût conservé derrière lui sa ligne directe de retraite sur Wehlau, sans s'exposer à être jeté à l'Alle. Il y eut dans sa conduite un mélange d'imprudence téméraire et d'irrésolution qu'on ne saurait concilier.

Les Russes repassent le Niémen.

L'armée russe, affaiblie par la perte d'environ 20 mille hommes hors de combat, ne songea plus qu'à regagner ses frontières. Le 15, elle passa le Prégel à Wehlau et prit le chemin de Tilsit. Les corps de Kamenski et de Lestocq qui défendaient Kœnigsberg, ayant appris le résultat de la bataille de Friedland, évacuèrent cette ville et se mirent aussi en retraite sur Tilsit, vivement harcelés par Davoust. Le 16, Soult entra dans la capitale de la vieille Prusse, où nous fîmes de très-grandes captures; car, indépendamment de magasins considérables, nous y trouvâmes plus de 100 mille fusils ré-

[1] Il paraît que Benningsen ne prit pas à temps les mesures pour sauver sa droite. C'est ce qui motiva sans doute le ridicule projet de rallier ses troupes battues pour les ramener encore une fois au delà de l'Alle, dans le cul-de-sac d'où elles s'étaient si mal tirées.

cemment débarqués d'Angleterre et quantité de munitions. Murat, qui s'était hâté de passer le Prégel à Tapiau aussitôt qu'il apprit la victoire de Friedland, entama l'arrière-garde, et l'armée ennemie, serrée de près par notre cavalerie, passa le Niémen à Tilsit le 19 au matin : le même jour j'entrai dans cette ville.

Ils me proposent la paix.

L'empereur Alexandre, arrivé de Mémel à son armée, mécontent de l'Angleterre qui lui avait refusé les moyens de faciliter un emprunt de 100 millions, et promettait depuis six mois des diversions sans envoyer un homme, me proposa la paix. Victorieux en Turquie, mais engagé ainsi dans une double guerre, il n'avait aucun motif immédiat à se sacrifier pour l'Europe, qui le laissait seul aux prises. Il n'avait entrepris cette lutte que dans l'intérêt fort éloigné des peuples qui séparaient son empire du mien. Pour moi, je m'estimai heureux de la terminer si avantageusement : car la lente Autriche commençait pourtant à rassembler ses troupes.

Entrevue de Tilsit.

Notre première entrevue eut lieu sur un radeau au milieu du Niémen. En m'abordant, l'empereur Alexandre me dit qu'il n'avait pas moins de griefs contre l'Angleterre que moi. Dans ce cas, lui répondis-je, *la paix est faite ;* et nous nous donnâmes la main en signe de réconciliation. Nous eûmes ensuite plusieurs autres entrevues à Tilsit, où l'empereur Alexandre vint s'établir. Son extérieur était noble, gracieux et imposant : la vivacité de sa conception me parut grande; il saisissait d'un trait les plus graves questions. Assez semblable en tout à François Ier et à Louis XIV, on peut dire aussi de lui que c'était un roi chevalier. S'il eût vécu au même siècle que le vainqueur de Marignan, il eût incontestablement remporté la palme. Il a pu entrer dans ma politique de le présenter autrement que je ne l'ai vu ; mais il est certain que sa conduite en 1812 et 1813 a été supérieure à ce que j'aurais attendu de lui, bien qu'il m'eût prévenu en sa faveur. Je lui avais reconnu de la facilité; mais je lui croyais de la faiblesse. Au reste, ce n'est pas en ce point seulement que je me trompai sur le caractère de ce prince. Labruyère même eût été embarrassé de le définir exactement...

Je vis aussi à Tilsit un régiment de ses gardes; et je n'ai pas oublié la sensation que j'éprouvai à son aspect. Beaucoup de gens ne voyaient dans cette troupe qu'une roideur désagréable. Je n'ai jamais aimé les armées automates; il me fallait des soldats à proclamations : cependant je fus surpris de la précision et de l'aplomb de cette infanterie. Je compris qu'une armée aussi fortement disciplinée et d'une fermeté aussi extraordinaire, serait la première du monde si, à ces qualités, elle réunissait l'enthousiasme électrique du Français. Parlant peu de temps après sur ce sujet avec un connaisseur, je lui dis : « Mes soldats sont aussi « braves qu'il soit possible de l'être; mais ils « raisonnent trop. S'ils avaient l'impassible « fermeté et la docilité du Russe, le monde « ne serait pas assez grand pour moi. Les « soldats français aiment trop leur pays « pour faire les Macédoniens. »

La paix est conclue.

Après quinze jours de conférences, la paix fut signée, le 7 juillet, à Tilsit. Elle était honorable pour deux nations qui s'étaient mesurées avec tant de bravoure; mais les plus grands avantages en étaient de mon côté. L'empire acquit une immense prépondérance par cette paix. Les plus obstinés de mes ennemis commencèrent à regarder

ma cause comme gagnée; comment ne l'aurais-je pas cru moi-même?

Cependant cette paix a trouvé beaucoup de détracteurs parmi ces aristarques de salons qui imaginent qu'on fait un traité comme un décret : les uns me reprochaient d'avoir trop humilié la Prusse ; d'autres, et c'était le plus grand nombre, prétendaient que j'aurais dû profiter du parti libéral qui s'y trouvait en forces pour achever de détrôner Frédéric-Guillaume, dont je m'étais fait un ennemi irréconciliable par la spoliation de la moitié de ses états. La promptitude de la déroute des armées prussiennes et le brillant accueil que j'avais reçu à Berlin m'avaient prouvé, il est vrai, que cette guerre n'avait pas eu l'assentiment de la masse du peuple. On en a faussement conclu que j'aurais dû profiter de cette découverte pour organiser la Prusse démocratiquement. J'avais arrêté les révolutions, et ce n'était pas dans mes principes de les propager. Je craignis d'ailleurs d'éprouver trop d'obstacles de la part des puissances voisines, intéressées à s'y opposer. La Russie n'eût pas traité à de telles conditions, et l'Autriche était encore là pour y mettre obstacle.

Motifs de ma conduite avec la Prusse.

Le système sur lequel j'avais fondé l'empire n'était pas bien vu de toutes les anciennes dynasties; mais il ne faut pas en conclure, comme tant de beaux parleurs l'ont fait après l'événement, qu'une guerre à mort fût inévitable entre nous. On se trompe fort si l'on croit que la maison de Brandebourg ne vit en moi qu'un agent de la révolution : sa conduite envers moi depuis six ans, l'alliance de la cour de Madrid, la conduite des cabinets de Berlin, de Copenhague, prouvent assez que l'existence de mon trône s'accordait fort bien avec la leur.

Toutes mes démarches avaient tendu à ramener la France vers les institutions de ses voisins; et ceux qui m'observaient devaient apprécier les efforts que je faisais pour réconcilier la révolution avec l'Europe. Mais tout en fondant l'autorité royale sur de nouveaux éléments, je voulais concéder ce que demandait l'esprit du siècle.

La propagande était-elle utile et convenable?

Pour tirer le plus grand parti possible de ma situation et de mes succès, et pour donner à l'empire une force auxiliaire qui assurât sa durée, j'avais à choisir entre trois moyens : il fallait ou m'appuyer sur les nations, ou ne traiter qu'avec leurs gouvernements, ou enfin chercher à me concilier l'un et l'autre. Le pire de tous les systèmes était d'humilier les rois et de morceler leurs états sans rien faire pour les peuples.

Pour m'appuyer uniquement sur la masse des nations, il aurait fallu semer l'anarchie partout, et renverser aussi bien la forme que le personnel des gouvernements, parce qu'on ne fait pas les révolutions en gardant les mêmes hommes et les mêmes choses. Or, c'était bien là un moyen inévitable d'amener une guerre à mort entre ma dynastie et tout ce qui m'entourait.

Valait-il mieux agrandir la Prusse?

Il n'y eut qu'un moment dans toute ma carrière où j'aurais pu appliquer en Prusse le 3e de ces moyens, et m'attacher à la fois le prince et la nation; c'était au commencement de 1806. Dès que la guerre eut éclaté, la chose devint impossible. La cour s'était jetée à corps perdu dans les bras de mes ennemis; la nation, foulée par la guerre, sentait son humiliation. A la vérité, le peuple était très-porté à adopter les institutions qui régissaient l'empire; mais ce n'était pas les principes révolutionnaires qu'il lui fallait. La faute qui avait séparé mes

intérêts de ceux de la maison de Brandebourg était commise : nous ne pouvions nous raccommoder que d'une manière. Il aurait fallu *rendre au monarque des états équivalents à ceux qu'il avait perdus*, et le déterminer à cette condition à contracter alliance avec moi. Tout cela eût été fort bien avant la guerre, au moment où l'on aurait pu offrir la présidence de la confédération du Rhin à Frédéric-Guillaume et compter encore sur lui ; mais après Tilsit, il n'y aurait eu d'autre moyen que de lui sacrifier le Hanovre et la Westphalie, ou de lui conférer le titre de roi de la grande Pologne, non comme province prussienne, mais comme état séparé. Après les relations intimes qui s'étaient établies entre ce prince et l'empereur Alexandre, une telle donation eût-elle été bien prudente? n'était-ce pas fournir des armes à mes adversaires : d'ailleurs la Russie eût-elle consenti à reconnaître ce royaume? Je laisse aux diplomates à décider la question ; mais, quoique je l'aie résolue négativement, j'aurais mieux aimé ce parti-là que celui d'une démagogie intempestive. A quoi en effet le système de propagande nous a-t-il tant servi? Ce n'est certes pas en Italie, où tout le pays a été insurgé contre nous, à l'exception de quelques patriotes des villes. S'il procure des amis, il soulève aussi tous les intérêts contraires ; et les intérêts existants ont plus d'armes pour se défendre, que les intérêts nouveaux pour acquérir. Le système de propagande a été utile quelquefois comme contrepoids ; il n'a jamais été la cause ni l'agent de nos succès. Pichegru seul a trouvé en Hollande un puissant appui. Mes victoires n'ont jamais été aussi grandes que de 1805 à 1810, alors que je n'apportais plus aux peuples l'anarchie sous le bonnet de la liberté. J'étais bien sûr de vaincre les résistances en les réduisant à des questions purement militaires. A quoi m'a servi en Espagne de vouloir prendre l'intérêt des peuples contre les abus du fanatisme et du despotisme?

Il faut ajouter à tous ces motifs que le roi de Prusse avait déjà fait lui-même une moitié de la révolution, en promulguant une nouvelle loi sur l'avancement militaire, sans égard à la naissance ; quant aux emplois civils, nulle part les citoyens n'y avaient eu plus d'accès qu'en Prusse. Ainsi, à l'exception de quelques priviléges insignifiants, il avait établi en principe l'égalité des droits ; que me serait-il resté à donner aux Prussions? la loi agraire!

Conditions du traité de Tilsit.

Quittons le champ des conjectures, et revenons au traité de Tilsit. La Prusse avait provoqué la guerre ; il fallait bien que quelqu'un payât les frais ; et, dans la conviction qu'elle ne reviendrait jamais à nous, il était tout simple que ce fût elle. J'adoptai donc le parti de renforcer mon système fédératif à ses dépens : cela était indispensable ; puisque je la jetais dans les rangs ennemis, il fallait bien renforcer les miens à proportion. Je créai le duché de Varsovie, comme base du projet de relever la Pologne ; j'augmentai la Confédération du Rhin du royaume de Westphalie, formé des provinces prussiennes depuis la rive gauche de l'Elbe jusqu'à Magdebourg, des états de l'électeur de Hesse-Cassel et du duché de Brunswick. Ce fut le lot de mon frère Jérôme, plus tard je lui donnai encore le Hanovre ; mais je me l'étais réservé à Tilsit pour conserver encore le moyen de me rapprocher de l'Angleterre. La Confédération du Rhin avait déjà été renforcée, comme on sait, de la Saxe, dont l'électeur prit le titre de roi et de grand-duc de Varsovie : son aïeul avait déjà occupé ce

trône, et le choix de ce prince annonçait assez l'intention de le relever.

Révolution à Constantinople. Sélim est détrôné.

Ce fut au milieu des Conférences de Tilsit que j'appris la nouvelle révolution qui avait précipité Sélim III d'un trône dont il venait si récemment de se montrer digne. Tels sont les vices de ces gouvernements monstrueux de l'Orient, que l'événement le plus mince renverse souvent les plus belles combinaisons et amène des catastrophes incalculables. La mort d'un vieux Mufti, changeant la face de cet empire, me prouva qu'on ne pouvait compter du jour au lendemain sur sa politique.

Sélim aspirait à se débarrasser de l'esprit turbulent des janissaires dégénérés; il avait éprouvé les avantages d'un corps discipliné à l'européenne (les Nizzam Geddites) qui s'était distingué à St-Jean-d'Acre contre nous, et tout récemment en Romélie. Il voulait opérer une fusion insensible des janissaires dans ce corps; nous l'entretenions dans ce système, le seul qui pût donner à la Porte un moyen de répression contre l'indiscipline d'une soldatesque effrénée, et contre d'insolents prêtres et oulémas qui en faisaient d'aveugles instruments de leur ambition. C'était à la fois une restauration politique et militaire.

Les oulémas et les chefs des janissaires, maîtres de la multitude, la soulevèrent contre ces changements; il fallut renoncer à la fusion projetée. On ne s'en tint pas là. le mufti, ami du sultan, étant mort dans ces entrefaites, fut remplacé par un de ces fourbes et de ces ambitieux qui font de la religion un moyen d'intrigue et de trouble pour dominer l'état. Bientôt l'opinion, de plus en plus excitée, rompt toute espèce de frein; le mufti et le caïmacan, profitant de l'absence du visir et du capitan-pacha, qui se trouvaient à l'armée du Danube, fomentent une insurrection dans la capitale, secondés par un audacieux aventurier, nommé Cabakchi-Oglou. Celui-ci placé à la tête des yamacks, devint bientôt le bras de cette vaste conjuration. Les janissaires, les canonniers, les marins, le peuple, sont entraînés par les grandes phrases d'usage qui leur signalent les prétendus attentats de Sélim contre les lois de Mahomet, contre les usages de l'empire et les privilèges accordés par ses prédécesseurs; de ce Sélim, en un mot, qui osait former le projet de les assimiler à des infidèles. On demande la tête de tous les amis du sultan qui ont secondé ses impies projets; tous sont indignement sacrifiés. Après deux jours de scènes menaçantes, le mufti, interrogé par les conspirateurs, déclare avec tout le charlatanisme d'un inspiré, que Sélim ne peut plus régner d'après les lois qu'il a voulu changer et qu'il méprise. Les janissaires demandent à grands cris sa déposition; il est enfermé et remplacé par son neveu Mustapha.

Cette catastrophe suspendit pendant tout le mois de juin les immenses préparatifs que la Porte avait ordonnés pour expulser Michelson des principautés. D'après le plan de campagne qui lui avait été conseillé par Sébastiani, 200 mille hommes, rassemblés à Schiumla, devaient passer le Danube vers Ismaël; et, profitant des détachements qui avaient affaibli Michelson, le couper du Dniester, ou le forcer à regagner en toute hâte la Podolie. Rien de tout cela ne fut exécuté : Michelson, qui avait déjà évacué Bukarest, y rentra même audacieusement.

Mes projets sur la Turquie.

Ces révolutions, dont j'ignorais encore les résultats sur la politique du divan, me dégoûtaient d'une alliance sur laquelle on

ne pourrait jamais fonder aucun projet solide. Autant j'avais tenu jusque-là à stipuler l'intégrité de l'empire ottoman, autant je me crus libéré de tout engagement envers des barbares qui ne respectaient pas leurs meilleurs princes.

Tribu conquérante descendue des montagnes de Natolie pour envahir l'empire grec, les Turcs sont des Tartares campés en Europe; ils n'ont rien d'Européen. En vain exalte-t-on les services qu'ils ont pu rendre à la France, en tombant à plusieurs reprises sur la Hongrie et faisant diversion à la maison d'Autriche, alors toute-puissante : dans ces agressions, il n'y avait rien qui fût raisonné dans un intérêt politique européen. Ils se jetaient sur la Hongrie et l'Autriche, comme ils s'étaient jetés jadis sur la Romélie. Une seule fois la France sut les armer en faveur de la Pologne, dans un intérêt qui leur était encore particulier. Nos mœurs, nos usages, notre religion, tout est en opposition formelle avec ce qui existe chez ces barbares.

Convaincu que, si l'on parvenait à les refouler en Asie, ce serait un bienfait pour le genre humain, je témoignai à l'empereur Alexandre que je ne serais point éloigné de coopérer à cette noble entreprise.

Je jugeais trop de la Turquie d'après nos états européens; cette révolution, combinée avec l'anarchie qui régnait dans tous les pachaliks, et qui semblait les porter à une émancipation de la Porte, me faisait considérer l'empire ottoman comme prêt à s'écrouler. Je pouvais avoir une riche part à ses débris : maître de Corfou et des îles Ioniennes, je pouvais prétendre à la possession de l'Albanie, de la Morée, des îles de l'Archipel, provinces riches en mines, en forêts propres à la construction des vaisseaux, et fournissant une pépinière d'excellents marins. J'assurerais ainsi mon influence dans tout le Levant; je préparerais des moyens maritimes immenses : qui sait si le beau rôle de restaurateur de la Grèce ne me serait pas réservé?

Stipulation particulière de Tilsit.

Toutefois, comme une telle opération entraînerait à des débats qui retarderaient trop notre réconciliation dont les bases étaient déjà posées, et que d'ailleurs je ne pouvais opérer immédiatement le partage d'un empire avec lequel je me trouvais, si non lié par des traités formels, du moins par des rapports étroits et des convenances réciproques, nous ajournâmes la question à une autre époque, en promettant de nous réunir bientôt à cet effet. On arrêta seulement en principe que l'état actuel de l'empire ottoman serait provisoirement maintenu, condition nécessaire pour ne pas donner l'éveil, et surtout pour qu'aucun changement ultérieur ne se fît que d'un commun accord. Je consentis tacitement à ce que les Russes continuassent à occuper les principautés jusqu'au Danube. De mon côté, j'occuperais la Prusse autant que cet état provisoire durerait. Nous devions proposer, de concert, la paix à nos ennemis réciproques : la Russie offrirait sa médiation à l'Angleterre, et moi je l'offrirais aux Turcs : si nos propositions étaient repoussées, alors nous agirions, d'un commun accord, dans le but proposé. Un traité éventuel pourvut au parti que nous aurions à prendre, si les Anglais rejetaient la paix; et les bases de leur expulsion du continent furent arrêtées. La Russie forcerait la Suède à leur fermer ses ports. De mon côté, j'obligerais le Danemarck, le Portugal et le pape à en faire autant. L'Espagne, qui les avait déjà fermés, serait également tenue d'adopter le système de représailles ordonné par le décret de Berlin. On les

mettrait ainsi au ban de l'Europe. Je promis à l'empereur Alexandre de ne point augmenter la force du duché de Varsovie, et de ne rien faire pour le rétablissement de la Pologne.

Tel fut en substance le traité de Tilsit, sur lequel on a bâti de si beaux romans. On a répandu le bruit que j'avais été jusqu'à parler de rétablir les empires d'Orient et d'Occident, en aidant la Russie à s'emparer de Constantinople, pourvu qu'elle consentît à ce que je possédasse l'Italie, l'Espagne et le Portugal, par moi ou par ma famille. On a prétendu que, prenant une carte d'Europe, je traçai moi-même une ligne de démarcation qui aurait donné pour limites la rive droite de l'Oder aux Russes, de là une ligne directe par les Krapacs jusqu'au Danube, et la rive gauche de ce fleuve jusqu'à la mer Noire; pour nous, la rive gauche de l'Oder et la droite du Danube.

Quelques phrases grandioses ont bien pu m'échapper en présence d'un jeune souverain auquel je voulais inspirer une haute idée de ma vaste politique; mais un tel partage ne menait pas à mon but, et nous eût mis aux prises aussitôt que l'Espagne eût été soumise. De tels projets n'ont pas besoin de commentaires; ils sont absurdes.

Une telle paix était sans exemple dans les annales de la France; qui pouvait s'attendre qu'elle y trouverait des détracteurs? Je conçois qu'elle dût en avoir en Allemagne, en Angleterre; mais il était réservé à de mauvais Français de dénigrer eux-mêmes le plus beau monument de la gloire nationale.

CHAPITRE XI.

Suites du traité de Tilsit. Expédition des Anglais contre Copenhague. Ils s'emparent de la flotte danoise. Prise de Stralsund et de Rugen par les Français. La Russie offre sa médiation pour la paix qui est repoussée. Système continental. Création d'une nouvelle noblesse. Suppression du tribunat.

Les résultats de la guerre de Prusse avaient été inouïs ; je ne savais pour ainsi dire que faire de la puissance qu'elle me procurait.

Depuis leur départ de Boulogne, 200 mille Français avaient été entretenus, nourris, payés, habillés, aux frais de l'ennemi ; plus de 400 millions de contributions en argent et en denrées avaient été frappés sur les pays occupés ; le trésor en avait reçu une partie, et les dépenses de notre budget, réduites de tout l'entretien de l'armée, n'avaient pas employé la moitié des fonds qui lui étaient assignés. Peu de temps avant, j'avais vendu la Louisiane pour avoir de l'argent : en revenant d'Austerlitz, j'avais trouvé le trésor à sec et la banque à la veille de faire banqueroute. Deux ans nous séparaient à peine de cette crise, et j'avais une année de revenus en avance dans les coffres de l'état, une réserve considérable dans les caves des Tuileries, tandis que les pamphlétaires à la solde anglaise proclamaient dans toute l'Europe que ma puissance s'écroulerait faute de finances.

Origine et points de vue du système continental.

Toutefois, si j'avais de grandes ressources, un champ vaste et proportionné allait s'ouvrir pour les employer. L'époque du traité de Tilsit marqua l'apogée de ma gloire et de ma puissance ; car j'y posai les bases d'un grand système qui devait les consolider. Ce système, nommé avec raison continental, n'a j'amais été parfaitement compris.

Quelque considérables que fussent les avantages de ce traité, je m'en promettais un plus grand encore, celui de contraindre les Anglais à la paix ; car le colosse britannique n'était jusqu'alors que faiblement affecté de l'accroissement de ma puissance : ce n'était à ses yeux qu'un mal passager, qui ne le touchait qu'indirectement. La paix maritime était désormais l'unique objet de mes vœux, et je m'en étais expliqué avec l'empereur Alexandre de manière à ne laisser aucun doute à ce sujet, en lui remettant le soin de la procurer au monde par sa puissante intervention.

Pour s'assurer que mon désir était sincère, il suffit de se retracer un moment la situation des deux partis, et l'intérêt évident que je devais y trouver.

L'incendie de Toulon, les batailles navales d'Ouessant, du cap St-Vincent, de Camperduyn, de Trafalgar ; la reddition de la flotte batave au Texel et le désastre de

Copenhague, dont il me reste encore à rendre compte, avaient ruiné pour vingt ans toutes les marines européennes. L'Angleterre n'avait plus la moindre rivalité à redouter; et on sait l'usage qu'elle faisait de ce pouvoir.

Il fallait une paix assez longue pour réapprovisionner les arsenaux maritimes, reconstruire des vaisseaux, et reformer des matelots par la navigation de long cours.

Si la France avait perdu sa colonie la plus importante, elle pourrait reformer des marins en naviguant dans les vastes possessions espagnoles et en commerçant par l'Ile-de-France avec l'Inde; la Hollande conservait les Moluques, ses relations avec la Chine et la Guiane.

L'Espagne avait encore plus de côtes et de ports dans les deux hémisphères que toute l'Europe réunie, et plus qu'il ne lui en fallait pour entretenir ses matelots de commerce.

Les Américains se développaient tous les jours, et plus ils croissaient, plus leurs intérêts les attacheraient à la France. Si j'avais un intérêt maritime positif à désirer la paix, je n'en avais pas moins sur le continent : ma puissance ne pouvait s'y étendre plus loin qu'aux dépens de sa solidité; il fallait la rendre invulnérable en liant par des institutions et des avantages réciproques toutes les parties qui composaient cet immense édifice. Pour qu'une paix fût possible et durable, il la fallait telle que les deux partis n'eussent point à la regretter; et c'est ce qui était impossible : une trêve d'un an ou deux n'eût fait que profiter à l'Angleterre, et ruiner notre commerce en l'enhardissant à des entreprises lointaines. Afin d'obtenir la pacification entière et durable que nous devions désirer, il fut convenu que la Russie proposerait sa médiation pour la paix, et que si l'Angleterre s'obstinait à la rejeter, la Russie accéderait au système continental. Ce système, qu'on a si injustement décrié sans le comprendre, pouvait se diviser en deux branches distinctes : la partie politique, et la partie commerciale ou maritime.

Sous le rapport commercial, deux points de vue essentiels devaient me servir de guides : le premier était de chercher à ruiner le commerce anglais, afin d'enlever au ministère la faculté de soudoyer le continent et de poursuivre la guerre; le second était de combattre son industrie en développant la nôtre. Pour cela, il fallait ouvrir des débouchés aux produits de nos manufactures et les fermer à l'ennemi, c'est-à-dire, exclure les Anglais de tous les marchés. Plusieurs mesures partielles avaient déjà été prises à cet effet; mais elles n'aboutissaient à rien, tant qu'un système général ne mettrait pas les dominateurs des mers au ban de l'Europe. J'avais préludé à ce système, en 1806, par mon décret de Berlin, auquel je mis le complément par celui de Milan (17 décembre 1807).

C'était une législation monstrueuse, mais dont on me donnait l'exemple en même temps qu'on m'en imposait la nécessité. Toutefois, des décrets ne suffisaient pas; il fallait isoler l'Angleterre de l'Europe et ruiner son commerce. En cela le système continental a mal fait son devoir, parce que la guerre d'Espagne en a annulé les effets, en ouvrant à l'ennemi les plus importants débouchés; mais sous l'autre point de vue, c'est-à-dire, sous le rapport industriel, il eut des suites importantes.

Point de vue relatif à l'industrie.

Il faut non seulement qu'un grand empire ait une tendance générale pour diriger sa politique, son économie doit aussi avoir une tendance pareille. Il faut une route à l'industrie, comme à toute chose, pour se

mouvoir et pour avancer. Or la France n'en avait point, quand je lui ai tracé sa route en lui donnant le système continental.

L'économie de la France s'était portée, avant la révolution, vers les colonies et le commerce d'échange. C'était la mode alors. Elle y avait eu de grands succès. On a osé dire que ces succès n'avaient eu d'autres résultats que ceux d'amener la ruine des finances de l'état, la perte de son crédit, la destruction de son système militaire, la perte de sa considération au-dehors, la langueur de son agriculture. Ce sont autant d'absurdités. Ce n'est pas la richesse coloniale et le commerce d'échange qui ont amené de si tristes résultats; mais une administration débile, entravée par des parlements factieux. De beaux ports et de riches négociants n'empêchaient pas plus l'agriculture de fleurir en France, qu'ils ne l'empêchent en Angleterre; et le royaume était si peu ruiné sous Louis XVI qu'il a soutenu vingt ans de bouleversements en prospérant toujours.

C'est au contraire le système colonial et le commerce d'échange qui ont enrichi toutes les nations, et la France surtout lui a dû sa splendeur. Mais la guerre avait détruit sans retour ce système; les ports de mer étaient ruinés; aucune force humaine ne pouvait leur rendre pour l'instant ce que la révolution avait anéanti. Il devenait donc urgent de donner une autre impulsion à l'esprit de trafic, pour rendre de la vie à l'industrie française. Il n'y avait pas d'autre moyen d'y parvenir que celui d'enlever aux Anglais le monopole de l'industrie manufacturière pour faire de cette industrie la tendance générale de l'économie de l'état. Il fallait créer le système continental. Il fallait ce système dans toute sa force, et rien de moins, parce qu'il était nécessaire de donner une prime énorme aux fabriques pour engager le commerce à mettre dehors les avances qu'exige l'établissement de tout un ensemble de fabrication.

Le fait a prouvé en ma faveur. J'ai déplacé le siége de l'industrie en lui faisant passer la mer : elle a fait de si grands pas sur le continent, qu'elle n'a plus de concurrence à redouter. Si la France veut prospérer, qu'elle garde mon système en changeant son nom. Si elle veut déchoir, elle n'a qu'à recommencer des entreprises maritimes; car les Anglais les détruiront à la première guerre. J'ai été forcé de porter le système continental à l'extrême, parce qu'il avait pour but de faire non seulement du bien à la France, mais du mal à l'Angleterre. Nous ne recevions les denrées coloniales que par son ministère, quel que fût le pavillon qu'elles empruntassent pour naviguer. Il fallait donc en recevoir le moins possible; il n'y avait pas de meilleur moyen pour cela que d'en élever le prix outre mesure. Le but politique était rempli; les finances de l'état en profitaient; mais j'ai désolé les bonnes femmes, et elles s'en sont vengées.

L'expérience montrait chaque jour que le système continental était bon; car l'état prospérait malgré le fardeau de la guerre. Les impôts étaient à jour; le crédit au pair avec l'intérêt de l'argent; l'esprit d'amélioration se montrait dans l'agriculture, comme dans les fabriques; on bâtissait les villages à neuf, comme les rues de Paris; les routes et les canaux facilitaient le mouvement intérieur; on inventait chaque semaine quelque perfectionnement; je faisais faire du sucre avec des betteraves, de la soude avec du sel, de l'indigo avec le pastel; le développement des sciences marchait de front avec celui de l'industrie. En Angleterre, au contraire, quelques négociants s'enrichissaient; mais la masse industrielle souffrait, les billets de

banque perdaient un tiers et presque la moitié, car la livre sterling ne s'échangeait qu'à 15 francs. Le mal eût été bien plus grand si l'Espagne fût entrée dans mon système comme je l'espérais, et si la révolution inopinée de l'Amérique n'eût ouvert des débouchés précieux aux Anglais. Quoique son exécution fût imparfaite, et qu'il restât bien en arrière du but que je m'étais proposé, il eût été insensé de renoncer à un système au moment où il portait des fruits; il fallait l'affermir pour donner d'autant plus de carrière à l'émulation.

Ce système entraîne à la guerre.

Cette nécessité a influé sur le système politique de l'Europe, en ce qu'elle a fait à l'Angleterre une nécessité de poursuivre l'état de guerre, et m'a mis dans l'obligation d'y persévérer de mon côté. Dès ce moment aussi, elle a pris un caractère plus sérieux. Il s'agissait pour l'Angleterre de la fortune publique, c'est à-dire de son existence. La guerre se popularisa. Les Anglais ne confièrent plus à des étrangers le soin de leur protection; ils s'en chargèrent eux-mêmes, et reparurent avec de fortes armées sur le continent. Ils devaient avoir pour auxiliaires tous ceux dont mon système froissait momentanément les intérêts; et le nombre en était considérable.

Si un grand commerce maritime est le premier des éléments de richesse et de prospérité, la liberté des mers devient nécessairement le premier des besoins et des biens pour toutes les nations du globe. Mon système continental avait pour but de procurer cette liberté des mers; mais les peuples, qui veulent jouir du présent, n'y voyaient pour le moment que la clôture de leurs ports et la cessation de tout trafic entre eux; le bien futur les touchait peu. C'est là ce qui explique la haine générale qui s'est déchaînée contre moi. Non seulement tous les pays de côtes étaient fatigués de la guerre et des sacrifices que je leur imposais; cela rejaillissait jusqu'au cœur du continent. Les draps de Silésie, les toiles fabriquées sur les confins de la Bohême n'allaient plus à Cadix s'embarquer sous pavillon espagnol pour les parages mexicains. Le Nord ne vendait plus ses grains à la Hollande et ne recevait plus nos vins. Les soieries de Lyon n'allaient plus que par terre au fond de la Russie; il en est allé en Angleterre et en Suède par Archangel. La véritable cause de ce mal était le despotisme maritime d'une puissance insulaire qui avait la faculté de mettre tant d'entraves au bien-être général. J'attaquais le colosse corps à corps, et les peuples qu'il opprime, au lieu de se soumettre momentanément à tous les sacrifices pour seconder mes efforts, m'ont imputé tout le mal dont je cherchais à les délivrer : tant il est vrai que rien n'est plus étranger à la haute politique que le marchand et l'agioteur.

Point de vue politique du système continental.

La partie politique du système continental offrait, comme la partie commerciale, deux points de vue d'une égale importance : le premier consistait à opérer chez nos voisins par des alliances, des traités et des ligues, ce que j'opérais en France par des décrets : l'expulsion du commerce anglais. L'autre consistait à préparer par les mêmes alliances des moyens maritimes et militaires propres à attaquer plus directement le colosse britannique, lorsque le moment favorable en serait venu. Nous pouvions le saisir dans l'Inde à l'aide de la Russie, de la Perse et de la Turquie : il n'était pas impossible de le saisir dans les Antilles, en partant des possessions espagnoles du continent américain et des États-Unis. Enfin, nous pouvions le prendre au corps en Europe par la réu-

nion de tous les états intéressés à renverser son despotisme maritime.

Le traité de Tilsit n'avait pas absolument prévu toutes les combinaisons qui pouvaient nous conduire à ce résultat; néanmoins il avait fait faire un grand pas. Puisque les Anglais ne reconnaissaient plus de neutres, il ne devait plus y en avoir; il fallait que chacun se décidât à être du parti de l'Angleterre ou contre l'Angleterre : de là l'engagement pris entre nous dans le cas où cette puissance repousserait la médiation de la Russie, d'obliger toutes les nations maritimes à agir de concert avec nous.

L'Espagne était en guerre avec eux; la Turquie venait de la déclarer : l'Italie suivait mes lois, à l'exception de la cour de Rome, qui se roidissait encore. La Prusse venait de rompre avec eux. Il n'y avait donc que le Portugal, la Suède et le pape à mettre à la raison pour leur interdire tout accès en Europe; car nous espérions bien que le Danemarck s'y prêterait avec empressement. L'Autriche, à la vérité, offrait plus de difficultés; mais elle ne communiquait avec la mer que par le seul port de Trieste. Je pouvais de Venise compter les bâtiments qui y relâchaient; et les sept îles me rendaient maître de l'Adriatique. L'Autriche d'ailleurs ne s'exposerait pas à une guerre avec la Russie et la France pour des relations qui la touchaient moins qu'aucune autre puissance du continent; elle n'a ni colonies à regretter, ni exportations maritimes à ménager. Je pouvais lui offrir quelques provinces à sa convenance pour la dédommager de ses pertes. Si je donnais suite au projet de partage de l'empire ottoman, la Servie et la Bosnie seraient le prix de sa condescendance. Je résolus de la faire entrer dans notre système.

Point de vue maritime.

Dans le cas où l'Angleterre refuserait la médiation russe pour la paix, il fallait donc non seulement lui fermer tout accès sur le continent, mais encore tourner contre elle toutes les ressources des puissances maritimes. L'Europe avait encore 180 vaisseaux de ligne à leur opposer[1]. En peu d'années elle pouvait en avoir jusqu'à 250. A l'aide de ces moyens et de notre immense flottile, il n'était point impossible de conduire une armée européenne à Londres. Cent vaisseaux employés dans les deux hémisphères y attireraient une grande partie des forces britanniques, tandis que 80 des meilleurs bâtiments, réunis dans la Manche, assureraient le passage de notre flottille et vengeraient le droit des nations outragé.

Tel était au fond mon projet que les publicistes stipendiés de l'Angleterre ont taxé de folie, et dont la réussite n'a peut-être tenu qu'aux fautes commises dans son exécution pour ce qui concernait l'Espagne.

Comment, en effet, juger un projet qui n'a jamais été réalisé, puisque, adopté à la fin de 1807, il échoua dès l'année suivante par les malheurs qui ouvrirent aux Anglais toute la péninsule et le continent américain? Sans la guerre d'Espagne, le continent entier, ainsi que les colonies espagnoles eussent été interdits au commerce anglais; les ressources navales de toutes les puissances eussent été dirigées contre eux : j'aurais pu

[1]

60	vaisseaux	français.
40	—	espagnols.
25	—	russes.
15	—	suédois.
A reporter 140		

Report 140	vaisseaux.	
15	—	hollandais.
15	—	danois.
10	—	portugais.
180	vaisseaux de ligne.	

reprendre mon projet de Boulogne avec des chances beaucoup plus positives.

Occupation des pays de côtes.

Le premier moyen d'arriver à mon but sous le double rapport politique et commercial, était d'occuper militairement tous les pays maritimes où l'Angleterre avait une influence marquée, et dont l'accession à notre système ne serait jamais sincère. La Suède, le Portugal et Rome étaient dans ce cas; le Danemarck devait être invité à y accéder, et occupé comme les autres, s'il s'y refusait.

L'Angleterre, qui a des yeux et des oreilles partout, et dont la clef d'or ouvre tous les portefeuilles, fut instruite de ces dispositions, aussitôt qu'elles furent arrêtées. Loin de plier devant la tempête, elle se mit en devoir de la conjurer.

Médiation offerte par la Russie.

Dans ces entrefaites, l'empereur de Russie s'empressa d'envoyer à Londres l'offre de sa médiation pour la paix, en annonçant, comme il en était convenu avec moi, que je l'acceptais de mon côté, pourvu que l'Angleterre en fît autant dans le terme d'un mois à partir de la ratification du traité. Le cabinet de Londres consentit à la médiation mais sans s'expliquer sur ses propositions, il prétendit avant tout d'avoir communication des articles secrets convenus à Tilsit. On lui objecta vainement qu'ils étaient éventuels, temporaires; que l'empereur ne pouvait communiquer ces articles, après en avoir promis le secret, et qu'ils n'étaient préjudiciables en rien à l'Angleterre, puisqu'ils cessaient d'avoir leur effet dès que le cabinet de St-James se déciderait à la paix. La discussion en était à ce terme quand la nouvelle de l'attentat de Copenhague vint remplir l'Europe d'effroi.

Expédition des Anglais contre le Danemarck.

Le grand armement promis à la coalition par le ministère anglais allait enfin faire voile pour la Baltique au moment où l'on signait la paix. Perceval et Canning jugèrent le moment opportun pour profiter de cette imposante réunion de forces, désormais inutile sur le continent, en l'employant contre le Danemarck, qui avait résisté aux prétentions de l'Angleterre, mais n'était point en guerre avec elle.

Si aucun débarquement n'était possible sur le continent, il n'en était pas de même dans l'île de Zeeland, où l'on pouvait attaquer Copenhague en bravant nos légions, dont la flotte anglaise pouvait intercepter le passage par les Belt. L'expédition fut donc dirigée contre cette ville; et le succès en paraissait d'autant plus certain que le Danemarck, entouré en Poméranie et dans le Mecklenbourg de troupes belligérantes, avait dirigé toute son attention et ses forces du côté du Holstein, pour mettre son territoire à l'abri d'insulte.

Le cabinet de St-James motiva cette injuste agression, sur la connaissance qu'il avait des articles secrets du traité de Tilsit, où l'on avait effectivement stipulé la clôture des ports du Danemarck et l'exclusion des Anglais du continent.

Une flotte de 29 vaisseaux, 12 frégates et 5 cents transports, fit voile le 27 juillet, entra le 4 août en partie dans le Sund et en partie dans les Belt, et mit à terre une armée de 32 mille hommes y compris les Hanovriens précédemment débarqués à Stralsund et qui en furent rappelés.

Lord Cathcarth commandait cette expédition. On remarquait sous lui sir Arthur Wellesley, devenu dès lors si célèbre sous le nom de lord Wellington. Ce vainqueur de Scindiah et des Marattes, rappelé de l'Inde par les lois de son pays, faisait ses pre-

mières armes sur le continent européen. Un matériel immense et des troupes d'élite assuraient à ces chefs les moyens de former toutes les entreprises.

Sir Jackson fut envoyé à Christian VII pour lui proposer de s'allier étroitement à l'Angleterre, et lui demander la remise de sa flotte, qui resterait détenue dans les ports anglais comme gage de sa sincérité. C'était la répétition des demandes infamantes qu'ils avaient faites aux Turcs, mais appuyée cette fois sur de plus puissants moyens. Le roi, le prince royal et les deux Bernstorf avaient trop le sentiment de leur dignité pour accepter ce que les Turcs avaient repoussé avec indignation.

Si les Anglais eussent dénoncé les stipulations de Tilsit, et proposé au Danemarck de se joindre à eux pour défendre son territoire, en lui déclarant la guerre en cas de refus, cette démarche eût été naturelle; mais lui imposer l'obligation de commettre un acte de lâcheté, c'était par trop fort. D'ailleurs ils n'avaient qu'un soupçon de ce qui avait été fait à Tilsit, et, sur des bruits vagues, ils allaient assaillir un gouvernement qui armait du côté de la Trave pour s'opposer à nous.

Les Danois, pris au dépourvu, déploient une grande énergie.

Pris au dépourvu, le gouvernement danois ne se montra pas moins noble qu'en 1801. Le prince royal, qui se trouvait dans le Holstein, vola à Copenhague au travers des croisières anglaises, décida le roi à se retirer à Gluckstadt sur le continent, confia la défense de la Zeeland au général Peymann, fit lever les milices de la province pour secourir la capitale, puis revint à l'armée du Holstein pour aviser aux moyens d'en presser l'arrivée. Pendant qu'on était en pourparlers et que les Anglais construisaient et armaient leurs batteries de terre, ces milices au nombre de 10 mille s'avancèrent vers Kiogge; mais surprises ici, le 29 août, par 12 mille Anglo-Hanovriens, elles furent battues et dispersées.

Prise de Copenhague et de la flotte danoise.

Les efforts du négociateur et des généraux anglais ayant été vains jusqu'au 2 septembre, ceux-ci déclarèrent qu'ils allaient commencer le bombardement. Le général Peymann ne commandait qu'un petit nombre de troupes de ligne; mais la milice bourgeoise de Copenhague avait pris les armes avec le même enthousiasme qu'en 1801. Toutefois, le dévouement de ces citoyens ne pouvait rien contre les foudres lancées à la fois de la flotte et des batteries de terre : bientôt cette belle ville est en feu; en trois jours six cents maisons sont la proie des flammes; il ne reste qu'un moyen de la sauver d'une destruction totale, c'est de se soumettre à une capitulation.

Dans l'intervalle, le prince royal rassemblait en toute hâte l'armée cantonnée dans le Holstein et la portait sur la côte de Fionie. Vain espoir; le passage des Belt est impossible, la capitale a déjà succombé, et les Anglais emmènent la flotte composée de 18 vaisseaux et 21 frégates ou bricks. Non contents de dépouiller tous les arsenaux de la marine; ils détruisent les chantiers et tous les ustensiles ou machines propres aux travaux; puis ils reprennent avec cet odieux mais important trophée le chemin de la Tamise.

L'exaspération des Danois était telle que le prince royal envoya au général Peymann l'ordre de brûler l'escadre plutôt que de la rendre. L'officier qui en était porteur fut pris en voulant pénétrer dans Copenhague.

Loin de se laisser abattre par le mal-

heur, le roi de Danemarck, retiré de son palais de Rendsbourg, indigné d'un pareil traitement, jure une guerre à outrance contre les Anglais, leur ferme ses ports, ordonne la cessation de toutes relations avec eux, et la saisie des individus et des propriétés britanniques dans tout le royaume. Ce vénérable prince ne revit plus sa capitale ; il termina ses jours à Rendsbourg quelques mois après, et on pense que le chagrin qu'il éprouva de ces cruels revers contribua à accélérer sa fin.

Certes, si l'intérêt de l'état suffit pour légitimer une pareille agression, et si le cabinet de Londres put trouver grâce aux yeux de l'Europe, en se fondant sur cette maxime de haute politique ; il eût été juste du moins de traiter mes entreprises avec plus d'indulgence qu'on ne l'a fait ; il n'en est aucune qui ne fût plus pardonnable que celle-là et dont le succès n'eût été aussi convenable aux intérêts de mon empire.

Brune prend Stralsund et Rugen.

Aussitôt que je fus instruit de l'approche des escadres ennemies, j'ordonnai à Brune de tout faire pour prêter secours aux Danois.

Après la paix de Tilsit, il ne convenait plus à la Suède de rester étroitement liée à l'Angleterre contre la France et la Russie réunies ; c'était s'exposer à une ruine certaine. Gustave IV, ne consultant que ses passions et tout fier du succès des Anglais contre les Danois qu'il détestait, ne craignit pas de braver la foudre qui le menaçait en rompant lui-même l'armistice de Schlatkow. On assure que la promesse de la Norwége et même de quelque île danoise le porta à cette extravagante résolution.

J'ordonnai au maréchal Brune de s'emparer de Stralsund. Cette place, facile à ravitailler par mer, pouvait faire une longue défense. Chasseloup fut chargé d'en diriger le siége avec les moyens que nous fournirent les arsenaux de Magdebourg, Berlin et Stettin. L'attaque, commencée le 15 août sur trois fronts, fut poussée en quatre jours avec une activité peu commune. Le bombardement était commencé, et tout présageait à cette ville une prochaine destruction. Le souvenir de la belle défense de Charles XII, qu'il affectait d'imiter, était pour Gustave un puissant motif de se faire ensevelir sous ses ruines ; mais il n'avait de son aïeul que l'entêtement, il n'en avait point le génie. Les Suédois gémissaient d'ailleurs de l'obstination de leur souverain. Abandonné par les Anglais, qui avaient concentré leurs moyens en Zeeland, et touché des remontrances des magistrats, il ordonna l'évacuation de la place dont Brune prit possession le 20 août, et où nous trouvâmes 4 cents pièces de canons avec des fortifications intactes. Quinze jours après, l'île de Rugen nous fut également cédée en vertu d'une capitulation portant que l'armée suédoise se retirerait dans son pays et que la flotte abandonnerait les côtes d'Allemagne. Stralsund ne m'était d'aucune utilité pour une guerre continentale, et si je la rendais à la Suède, elle pouvait redevenir un point de débarquement pour les Anglais, j'ordonnai à Brune de la faire démanteler.

La Russie déclare la guerre aux Anglais.

L'événement de Copenhague était la réponse la plus insultante qu'on pût faire aux offres de médiation de l'empereur Alexandre. Justement indigné, il réclama avec énergie contre cette infraction ; mais tous ses efforts n'ayant point empêché la spoliation de la flotte et des arsenaux, il ne lui resta d'autre parti que de rompre toute re-

lation avec l'Angleterre; ce qu'il fit par son manifeste du 7 novembre.

Après une longue énumération de griefs, le cabinet de St-Pétersbourg rompait toute communication avec l'Angleterre, rappelait sa légation, interdisait tout rapport entre les deux pays, proclamait les principes de la neutralité armée, et déclarait qu'il ne rétablirait rien sans avoir obtenu satisfaction pour le Danemarck; enfin il termine en ces mots :

« Lorsque l'empereur sera satisfait sur « tous les points qui précèdent, et nommé- « ment sur celui de la paix entre la France « et l'Angleterre, sans laquelle aucune par- « tie de l'Europe ne peut se promettre une « véritable tranquillité, S. M. I. reprendra « alors volontiers avec la Grande-Bretagne « des relations d'amitié, que dans l'état de « juste mécontentement où l'empereur de- « vait être, il a peut-être conservées trop « longtemps. »

L'Angleterre répondit par des arguments spécieux, mais sans montrer le désir sincère d'un rapprochement : la guerre devint inévitable.

L'Autriche intercède aussi à Londres pour la paix.

Le cabinet de Vienne avait déjà offert sa médiation, alors que la guerre continentale était dans toute sa force en Pologne. Invité à entrer dans la ligue générale, il jugea prudent d'ajouter ses démarches à celles de la Russie pour déterminer l'Angleterre à la paix; si elle acceptait, on regardait à Vienne ce moyen comme le seul qui pût dissoudre la formidable ligue, établie sous mon influence. Deux ou trois ans de paix maritime en renverseraient tout l'échafaudage; car la ligue n'aurait plus de but. Si, au contraire, l'Angleterre refusait, et que l'Autriche fût entraînée à une rupture, alors on se flattait à Vienne d'obtenir de ma part un juste dédommagement; et, pour prévenir ce désir, j'avais déjà proposé à François Ier une partie des provinces turques à sa convenance. En conséquence, le comte de Stahremberg, ministre d'Autriche près le cabinet de St-James, fit les plus vives instances pour le décider à des concessions.

Négociations relatives à la Turquie.

Dans ces entrefaites, les choses prirent une meilleure tournure pour nous à Constantinople que je ne l'avais supposé, ce qui me mit dans une espèce d'embarras envers la Russie. Les factieux qui avaient détrôné Sélim se disputèrent bientôt leur proie : le mufti triompha du caïmacan à l'aide de ce même Cabakchi qui, d'obscur chef de yamacks, devint un moment le régulateur de l'empire. Sébastiani fut assez adroit pour s'assurer son appui, au moyen duquel il ne tarda pas à exercer sur Mustapha une partie de l'ascendant qu'il avait eu sur Sélim.

L'issue de l'entreprise des Anglais contre l'Égypte et celle du combat naval de Lemnos ne pouvaient qu'y ajouter. Dès que la guerre avec l'Angleterre avait été formellement déclarée, le nouveau capitan-pacha Seyd-Ali, jaloux de se signaler, fit voile avec une escadre de neuf vaisseaux, sortit des Dardanelles, et alla offrir le combat à ses adversaires près de Lemnos, le 1er juillet. L'engagement fut chaud : les Russes, mieux instruits dans la tactique navale et plus disciplinés, rompirent la ligne ennemie, s'emparèrent d'un vaisseau, et forcèrent le capitan-pacha à rentrer aux Dardanelles; mais maltraités eux-mêmes ils retournèrent à Corfou, où ils ne tardèrent pas à apprendre la paix de Tilsit et l'armistice de Slobodza.

Le colonel Guilleminot, envoyé à l'armée

du visir pour négocier cet armistice, l'avait conclu le 24 août : Michelson était mort; son successeur accorda deux articles que l'empereur Alexandre rejeta : cependant l'évacuation des principautés était commencée; les Turcs violèrent l'armistice en passant le Danube à Galacz, et en égorgeant quelques autorités moldaves, établies par les Russes. Ceux-ci, instruits du refus de l'empereur de ratifier l'armistice et de l'infraction du traité, réoccupèrent promptement la rive gauche du Danube.

Cependant le traité de Tilsit changeait naturellement toute la politique du cabinet de Londres relativement à la Russie et à la Porte; il se hâta d'ordonner l'évacuation d'Alexandrie et de chercher à rétablir ses rapports avec la Turquie. Lord Paget s'efforça de se faire admettre à Constantinople; mais Sébastiani parvint à le faire repousser. D'un autre côté, les Turcs avaient accepté ma médiation; il fallait prendre un parti. Les bonnes dispositions du divan calmèrent un peu mon ressentiment contre les persécuteurs de Sélim. Sébastiani à qui j'avais demandé son opinion sur un projet de partage, le combattait par des motifs spécieux : si je devais y renoncer, il était dès lors de mon intérêt d'être médiateur pour chercher à concilier les intérêts de deux nations, dont je pouvais tirer un égal avantage contre mon ennemi irréconciliable, soit pour fermer la mer Noire, soit pour nous ouvrir les portes de l'Orient. Je sentis que j'avais peut-être été trop loin dans mes conversations de Tilsit; je chargeai Savary, qui se trouvait en mission à Pétersbourg, de s'expliquer sur le sort futur de la Moldavie et de la Valachie, et sur leur évacuation demandée avec instance par les Turcs, comme condition préalable à aucune négociation.

L'empereur Alexandre lui opposa mes promesses; le chancelier Romansof lui opposa l'effet que cette évacuation ferait sur l'opinion publique, déjà fortement défavorable au traité de Tilsit : la cession des deux principautés était la seule satisfaction qu'on pût donner à la nation pour les sacrifices que le traité lui imposait. La position devenait délicate : si l'expulsion des Turcs d'Europe enflammait souvent mon imagination comme une entreprise à la fois chevaleresque et philanthropique, je sentais aussi que la politique compliquait beaucoup un pareil projet; je jugeais fort bien qu'il ne fallait pas en laisser le soin et le profit à la Russie seule, et que n'y participant pas, il faudrait se garder de l'encourager. D'un autre côté, je pensais qu'avec le concours de ces deux puissances nous fermerions la mer Noire et le Levant aux Anglais. Pour atteindre ce grand but, je ne pouvais sacrifier la Porte à la Russie, ni prendre entièrement et ouvertement les intérêts des Turcs contre la Russie, avec laquelle je venais de m'unir si intimement à Tilsit.

Les hommes d'état comprendront la difficulté d'arriver à mes fins avec des éléments si hétérogènes. Le cabinet de Londres avait bien réussi, en 1799, à opérer ce monstrueux assemblage; mais il y avait alors un but commun qui était d'empêcher notre établissement en Égypte, et tous les anciens ressentiments se taisaient pour y parvenir. Ma position était bien différente; je ne pouvais que proposer mes bons offices pour accélérer un rapprochement : or ce n'était pas une petite affaire; car l'empereur Alexandre persisterait à demander les principautés, et les Turcs n'entendent pas raison quand on leur parle de céder des provinces. Il était à craindre que la seule proposition d'abandonner les principautés rejetterait le divan dans les bras de l'An-

gleterre, bien que cette puissance les eût promises à la Russie en 1806. En politique, on ne se souvient plus du passé, on ne voit que le présent.

Toute l'année se passa à disputer sur le lieu où se tiendraient les négociations; la Russie les voulait en Moldavie, et j'aurais voulu traiter par moi-même à Paris. Mon but était de gagner du temps, jusqu'à ce que j'eusse exécuté mes projets sur Rome, le Portugal et l'Espagne : si ces projets réussissaient, je serais plus en mesure de ne faire à la Russie que la part que je voudrais bien.

Distribution des titres de noblesse.

Avant de rapporter ce qui se passait dans ces contrées, il convient de dire un mot de la nouvelle noblesse que j'instituai alors en France. J'y fus déterminé par de puissants motifs.

Les scènes d'Iéna, d'Auerstedt, de Pultusk, d'Eylau, d'Heilsberg, et la victoire même de Friedland avaient terriblement éclairci les rangs de mes vétérans de Boulogne : il n'existait dans les régiments que leur souvenir. Les cadres étaient remplis de jeunes soldats : je crus convenable de les stimuler à de nouveaux travaux, en décernant de justes récompenses à leurs devanciers pour la gloire acquise par tant de courage et de résignation.

La position de mon trône exigeait en outre que je laissasse à mon successeur une classe respectable, intéressée à son maintien. Si l'on peut mettre en doute que la noblesse soutienne les trônes, et si l'on a vu autant de nobles et de prêtres factieux que de plébéiens, du moins cela ne saurait-il s'appliquer à une dynastie nouvelle étayée par une noblesse de sa création.

L'égalité des rangs, dans un état démoralisé par le luxe, est une idée monstrueuse; et, comme je l'ai dit ailleurs, mon parti était pris depuis longtemps pour détruire ce reste déplorable de la révolution; mais, en rétablissant les suprématies sociales voulues par les mœurs et le bon sens, je cherchai à maintenir l'égalité des droits sans laquelle il n'est qu'abus et injustice.

L'institution d'une noblesse héréditaire ne saurait blesser l'égalité des droits. Du principe même de la propriété dérive le droit de transmettre de père en fils le souvenir des services rendus à l'état : ce n'est qu'une justice. Pourquoi transmettrait-on des biens acquis souvent par des voies honteuses, et ne transmettrait-on pas le premier des biens, l'honneur?

L'établissement d'une noblesse héréditaire devait réconcilier, avec le temps, la France nouvelle avec l'Europe et la France ancienne; elle substituait la noblesse acquise par des services à celle qui se fondait sur la féodalité. Toute l'Europe était gouvernée par des nobles qui s'étaient opposés à main armée à la révolution française, et nous les trouvions comme un obstacle partout où nous cherchions à introduire notre influence. Il importait de faire cesser ce procès.

Pour assurer la fusion des deux noblesses, je voulais reconstituer l'ancienne : j'aurais stipulé que toute famille qui aurait eu dans ses ancêtres un maréchal de France ou un ministre, serait susceptible d'obtenir des lettres de duc; un amiral, un lieutenant-général, un archevêque eût donné des droits au titre de comte, etc., etc. Il suffisait de constituer les majorats nécessaires. Cette noblesse historique eût oublié le passé, le présent, l'avenir. Un Montmorency eût été duc, non parce qu'il était un Montmorency, mais parce qu'un de ses ancêtres avait été connétable. Chaque citoyen pouvait, en servant bien l'état, aspirer au

même grade et au même titre. Cette idée, comme celle de la Légion d'Honneur, était essentiellement libérale ; ce n'était autre chose qu'une couronne civique : le peuple n'y attachait pas d'autre idée. Chacun l'avait méritée par ses œuvres, tous pouvaient l'obtenir au même prix ; elle n'était offensante pour personne.

L'esprit de l'empire était le mouvement ascendant ; c'est le caractère de toutes les révolutions. Il agitait toute la nation ; elle se soulevait pour s'élever : j'ai placé au sommet de ce mouvement de grandes récompenses. Elles ne furent données que par la reconnaissance publique. Ces hautes dignités étaient encore conformes à l'esprit de l'égalité ; car le dernier soldat les obtenait par des actions d'éclat.

Inconvénients du mode suivi pour ces grâces.

Les statuts du 1er mars qui accordaient des titres furent promulgués, et firent une grande sensation en France comme à l'armée. Je suis loin d'en avoir jamais éprouvé le moindre regret ; peut-être a-t-on fait les nominations trop en masse et à la légère. Si je n'avais d'abord nommé que les maréchaux et une centaine de généraux et colonels marquants, en me réservant de dispenser de nouveaux titres et dotations, soit après chaque bataille, soit toutes les années à un jour de fête solennel, je me serais réservé un grand véhicule ; mais cela eût fait beaucoup de mécontents, et mon but n'eût pas été aussi bien rempli. Toutefois, je le répète, la distribution fut trop copieuse et abandonnée à des commis. Les secrétaires de Berthier devinrent des dispensateurs de gloire : ils nommèrent d'après l'almanach impérial, et il se trouva dans les élus des colonels tués depuis un an. Certains généraux furent gratifiés de doubles dotations par des erreurs volontaires ou accidentelles. C'était déprécier une de mes plus belles institutions et de mes plus grandes pensées.

Le faubourg St-Germain ne manqua pas de jeter le ridicule sur ces nobles de nouvelle invention. Le dirai-je ? l'armée même ne m'en sut pas si bon gré que je l'aurais cru. Les uns ne faisaient pas grand cas de titres contre lesquels ils avaient combattu avec tant de succès ; ils semblaient faire un acte d'obéissance en les acceptant : les autres n'y voyaient qu'un poids difficile à supporter ; et la nomination s'étant faite par grade, chacun y voyait un système et non une distinction personnelle. On a fait le même reproche à la Légion d'Honneur : celle-ci avait un but différent ; elle devait signaler tous les genres de mérite. Ceux qui l'avaient gagnée, y avaient des droits incontestables : ce n'était pas une faveur. Il faut avouer néanmoins qu'après avoir répandu cette croix à foison, j'aurais pu en instituer une autre purement militaire : j'en eus envie, en instituant l'ordre des Trois-Toisons, qui fut ensuite abandonné.

Il y a beaucoup de variations dans les systèmes de l'Europe sur les récompenses. Tous ont des abus : l'Autriche et l'Angleterre en sont avares, la Russie en est prodigue. Le bon système est entre les deux. Je n'ai pas voulu donner suite à l'ordre des Trois-Toisons, parce que le décret était vicieux [1]. Une foule de braves généraux qui n'avaient pas assisté à mes entrées dans Vienne, Berlin et Madrid, et qui se couvraient de gloire à 50 lieues de là, n'y auraient pas eu droit, ce qui eût été inique. L'in-

[1] Il fallait avoir été présent aux trois entrées triomphales, à Vienne, Berlin et Madrid ; en sorte que Ney, Davoust et bien d'autres n'y auraient pas eu des droits.

stitution eût aussi rappelé des souvenirs trop amers à des puissances devenues mes alliées. J'y renonçai; mais j'eus tort de ne pas instituer l'ordre du Mérite militaire en trois classes, de même que la Légion d'Honneur: j'aurais pu donner plus souvent des récompenses, et elles eussent été plus agréables à l'armée.

Suppression du tribunat.

Cette année fut signalée par la suppression du tribunat. Déjà déconsidérée par l'élimination de ses membres les plus distingués, cette assemblée était sans avantage pour la marche des affaires de l'état. Le corps législatif suffisait pour entendre le développement des projets de lois et pour voter ensuite leur adoption ou leur rejet. Le sénat, comme chambre haute, conservait l'initiative des grands perfectionnements à faire aux institutions publiques et le contrôle des mesures de la première chambre. C'était un gouvernement muet, à la vérité; mais l'expérience nous avait un peu guéris des déclamations de la tribune. La France a éprouvé en 1814 et en 1815 si j'avais mal calculé, en me défiant des grandes assemblées délibérantes où la passion domine toujours plus que la raison, et qui sont toujours ou bassement serviles quand elles flattent l'autorité, ou enthousiastes et imprudentes à l'excès quand elles la combattent.

CHAPITRE XII.

Suite des événements après la paix de Tilsit. Projets sur le Portugal. Junot s'empare du royaume. Murat entre en Espagne pour le soutenir. Grandes vues de Napoléon sur l'Italie. Occupation de Rome par les Français. Réunion de la Toscane à l'empire. Médiation inutile de l'Autriche près de l'Angleterre. Le comte de Stahremberg quitte Londres. Voyage de Napoléon en Italie. Décret de Milan. Origine de la révolution d'Espagne. Journée d'Aranjuez. Ferdinand VII proclamé roi. Protestation de Charles IV. Ils viennent à Bayonne. Le père cède sa couronne à Napoléon, et oblige Ferdinand à abdiquer. Insurrection générale. Junte de Bayonne qui proclame Joseph roi d'Espagne et des Indes. Dupont capitule à Baylen. Les autres corps français sont forcés de se retirer derrière l'Ebre. Junot, battu par les Anglais à Vimiera, signe un traité d'évacuation pour le Portugal. La Romana s'enfuit du Danemarck. Les Russes entrent en Finlande et prennent Sweaborg.

Affaires d'Espagne.

Il est temps de porter mon attention sur la péninsule ibérique, où une révolution épouvantable allait s'opérer.

Les négociations entamées avec le Portugal par suite du traité de Tilsit ne marchaient pas : je m'y étais attendu, et mes mesures étaient prises pour en finir avec cette puissance vassale de l'Angleterre.

Grâce à la légèreté et à la faiblesse de Godoï, je comptais avoir également raison de l'Espagne, et la fixer plus irrévocablement que jamais dans mes intérêts. Il fallait pour cela donner de nouvelles bases à nos relations, non seulement pour faire adopter le système continental avec toute ma législation commerciale, mais encore pour me mettre à l'abri de nouvelles hésitations.

Résultats de ses menaces contre moi.

La fameuse et imprudente proclamation du prince de la Paix avait prouvé que cette puissance tenait plutôt à la France par la crainte que par cette ferme conviction de communauté d'intérêts qui avait présidé au pacte de famille en 1762 et au traité de St-Ildefonse. Si elle faisait le moindre pas rétrograde dans le système qu'elle avait suivi jusque-là, je pouvais m'attendre d'un moment à l'autre à la voir dans les bras des Anglais. Quel eût été alors le prix de tous les efforts que je faisais depuis dix ans?

Il est vrai, comme j'ai déjà eu occasion de le dire, que le cabinet de Madrid avait eu quelques griefs relativement aux îles Baléares, et que la bataille de Trafalgar l'avait déjà mis en bonne disposition de regretter l'alliance. Le parti anglais gagnait tous les jours depuis ces événements, et je ne l'ignorais point. Tout ce qui habitait un port ou avait un intérêt en Amérique, voulait la paix avec les Anglais. Mes démêlés avec le pape influaient sur l'opinion du clergé. Cependant la généralité des esprits inclinait encore pour moi, et c'était sur Godoï que

tombait toute l'animadversion publique. Bien qu'il eût réparé sa faute envers moi, en envoyant le corps de La Romana au nord, je sentais bien que je ne pouvais trop compter sur la continuation de son aveugle dévouement.

Dangers de cette défection.

Cependant ces menaces extraordinaires du cabinet de Madrid mettaient à découvert un précipice jusqu'alors inaperçu, et dont je mesurai la profondeur. Non seulement mon système continental, mais encore tout mon système maritime s'écroulerait si jamais l'Espagne rentrait dans l'intérêt de l'Angleterre. Je devais le craindre tôt ou tard, d'après ce qui venait de se passer, et j'avais plus d'une raison de m'en défier. A ce motif, qui intéressait vivement la prospérité de la France, se réunissait l'intérêt particulier de ma dynastie. Si Charles IV avait abandonné les intérêts des Bourbons de France, qui me garantissait que son successeur en ferait autant, et que Godoï lui-même ne renouvellerait pas une équipée comme celle de 1806? Que serais-je devenu si, enfoncé en Pologne avec toutes mes forces, un prince français, secondé de 100 mille Anglo-Espagnols, se fût présenté, à Bordeaux? En supposant même que j'en imposasse trop pour craindre pareille chose de mon vivant, quel motif de troubles pour l'avenir, si jamais, après ma mort, la péninsule devenait l'appui d'un prétendant avec le secours de l'Angleterre! C'était le levier d'Archimède qui ébranlerait mon empire.

Si j'avais eu d'abord l'intention de détrôner la branche de Bourbon d'Espagne, et si je n'avais eu que cet objet en vue, j'aurais profité de mon alliance de Tilsit et des griefs que la proclamation du prince de la Paix me donnait pour lui déclarer ouvertement la guerre. Au fond, c'eût été le parti le plus loyal et qui s'accordait le plus avec mon caractère; mais il aurait produit précisément ce que je voulais éviter : au premier coup de canon tous les ports d'Espagne et d'Amérique eussent été ouverts aux Anglais, et l'influence anglaise établie pour longtemps à Madrid, à Cadix et à Mexico.

Une idée moins romanesque et beaucoup plus convenable se présenta naturellement à mon esprit : c'était d'assurer pour toujours mon ascendant et mon influence sur la péninsule, en cédant le Portugal à l'Espagne, et en lui demandant en échange les provinces situées entre les Pyrénées et l'Èbre. *C'était tout ce que je pouvais désirer de plus complet pour assurer ma domination jusqu'au cœur de la monarchie, la mettre dans ma dépendance absolue, et rompre à jamais les liens de l'Angleterre avec le Portugal et par contre-coup avec l'Espagne.*

L'occupation du Portugal est décidée.

Le Portugal se présentait naturellement comme le premier échelon pour arriver au but de l'entreprise. L'Angleterre y avait rétabli toute son influence et son monopole. Les premières démarches, faites à la suite du traité de Tilsit pour obliger le prince régent à entrer dans la grande alliance, n'avaient eu d'autres résultats que de confirmer à l'Angleterre la teneur des articles secrets de ce traité. C'était à Londres que le prince allait demander la réponse qu'il devait faire à mes sommations!!

J'avais jugé, par les négociations de 1801, tout l'intérêt que le cabinet de St-James prenait à ses relations avec ce pays, puisque l'approche seule de l'armée du général Leclerc avait plus fait pour décider la signature des préliminaires que tout ce qui se passait à la même époque en Europe.

Je savais donc que l'occupation du Portugal porterait un coup sensible au commerce et à la politique britanniques. La même leçon du passé devait aussi me convaincre que le prince régent, pliant sous l'empire de la nécessité, me promettrait pour l'instant tout ce que je voudrais. Mais jamais nous ne pourrions compter sur sa sincérité, car son parti était pris ; il voulait transporter sa résidence au Brésil, plutôt que de se jeter franchement dans mon alliance. Il s'y préparait depuis quatre ans, et l'avouait formellement par sa proclamation du 2 octobre. Lorsque l'orage le menaça de plus près, il offrit, à la vérité, de fermer ses ports aux Anglais ; toutefois, on pouvait si peu y compter, que deux jours après, ses envoyés signaient à Londres une alliance plus étroite avec l'Angleterre (22 octobre 1807). Il était évident qu'il ne voulait que gagner le temps nécessaire pour assurer l'émigration de toute sa cour avec les archives et les employés supérieurs du gouvernement. D'ailleurs, l'expulsion du pavillon anglais n'eût pas empêché que sous pavillon d'emprunt le Portugal ne fût exploité comme une colonie anglaise par des fabricants de cette nation établis en Portugal, et par les compagnies chargées du commerce exclusif des vins de Porto. Je demandai donc l'expulsion des Anglais et la confiscation de leurs propriétés et marchandises. Le prince régent, qui n'avait pas les mêmes motifs de haine et de vengeance que moi, ne pouvait pas accorder de pareilles conditions ; il l'eût promis, qu'il n'eût pas dépendu de lui d'accomplir ses promesses : son peuple l'eût entraîné.

Le refus formel de ce prince me détermina. Je vis qu'il fallait une puissance aussi formidable que la mienne pour changer tous les points de vue des relations futures du Portugal. Je décidai le partage de ce royaume et l'expulsion de la maison de Bragance. Il y avait certes plus de violence que de justice dans cette mesure ; mais je m'en promettais l'expulsion éternelle des Anglais de la péninsule ; résultat immense pour l'accomplissement de mes projets et l'avenir de mon empire. Certes, j'avais autant de droits à cette usurpation que les Anglais à brûler Copenhague et à s'emparer de la flotte danoise. S'ils ne gardèrent pas ce pays, c'est parce qu'ils n'avaient pas les forces suffisantes pour s'y maintenir.

L'occupation formelle du royaume me mettait en mesure d'en disposer à mon gré pour l'échanger contre l'Étrurie et les provinces des Pyrénées jusqu'à l'Èbre ; elle pouvait de plus servir d'acheminement à l'occupation éventuelle de l'Espagne elle-même.

Traité de Fontainebleau sur le partage de ce pays.

Pour arriver d'autant mieux à mes fins, je proposai au cabinet de Madrid le partage de la Lusitanie. Un traité fut conclu à cet effet à Fontainebleau le 27 octobre 1807. Il me procurait la possession de l'Étrurie, et l'infant de Parme recevait en échange la province du Minho : Godoï, les Algarves et l'Alentejo ; le reste serait séquestré jusqu'à la paix, et Charles IV proclamé empereur des Amériques.

La cour de Madrid abonda entièrement dans mes vues : non seulement on accorda le passage à nos troupes, mais un corps d'élite fut mis à ma disposition pour assurer l'entreprise.

Junot occupe le Portugal.

A l'approche de l'armée commandée par Junot, le prince régent promit tout ce qu'on voulut ; mais c'eût été toujours à recommencer. D'ailleurs mon lieutenant, ayant ordre d'occuper en tous cas le Portu-

gal, continua à s'avancer. La cour éperdue s'embarqua pour le Brésil, et me laissa son royaume en transportant une dynastie européenne sur un trône américain.

Éclairé par la proclamation du 2 octobre sur ce projet, j'avais prescrit à Junot de faire la plus grande diligence pour prévenir cet embarquement; mais ma déclaration du 13 novembre annonçant que la maison de Bragance avait cessé de régner, insérée trop tôt dans le Moniteur, parvint, par Londres et par mer, en huit jours à Lisbonne. Le prince régent, détrôné par mes décrets, fut tiré d'incertitude sur le parti qu'il avait à prendre, et ne crut pas prudent d'attendre mes troupes. Il s'embarqua le 27 novembre, emmenant tout ce qu'il put de sa flotte et un trésor de 500 millions [1]. Les vents contraires le retinrent deux jours dans le Tage; nos troupes n'étaient plus alors qu'à deux lieues de Lisbonne où elles entrèrent le lendemain.

Junot mit une telle précipitation dans sa marche, qu'il traversa, sans la moindre précaution, la contrée stérile d'Alcantara à Castelbranco, et les affreuses montagnes qui séparent cette ville d'Abrantès, où son armée faillit périr. Il ne se présenta devant Lisbonne qu'avec 2 à 3 mille hommes qui ressemblaient plus à des spectres qu'à des conquérants. Cette rapidité était commandée par le désir de prévenir l'émigration du gouvernement. Junot y attacha tant de prix, qu'il entra à Lisbonne suivi d'une faible escorte, et fit même tirer sur l'escadre par les batteries portugaises, tant était grande la terreur qui le devançait. Il n'en arriva pas moins trop tard, et cette marche imprudente et précipitée ne contribua pas peu à nos revers ultérieurs dans ce pays, en montrant aux Portugais nos jeunes conscrits affamés, comme des adversaires peu redoutables, première impression qui ne s'effaça jamais. L'histoire des maux que cette armée avait endurés aurait dû suffire pour me détourner de mes projets, si je n'avais été entièrement trompé sur le caractère des nations que je voulais soumettre.

Tandis que Junot volait ainsi aventureusement sur Lisbonne, le général espagnol Taranco prenait possession des provinces du Douro, et le marquis de Solano pénétrait par l'Alentejo à Evora et Setuval; une division espagnole, sous le général Caraffa, avait suivi Junot à Lisbonne.

Dissension dans la famille royale. Ferdinand propose de s'unir à la mienne.

A cette époque, des querelles domestiques scandaleuses flétrissaient la famille de Charles IV. Le prince de la Paix, abusant de son crédit, humiliait l'héritier du trône; et celui-ci, cherchant un abri contre les vexations du favori, autorisées par son père, m'avait demandé la main d'une princesse de ma maison dans l'espoir de s'assurer ma protection. Malheureusement je ne pouvais disposer alors que d'une fille de Lucien. Son père s'était si mal conduit envers moi que je ne pouvais guère l'en récompenser en donnant un trône à sa fille, sur laquelle il exercerait plus d'influence que moi. D'ailleurs, je n'avais qu'une faible confiance dans les démarches de Ferdinand. Ce prince avait épousé en premières noces la fille de la reine Caroline de Naples, la plus implacable de mes ennemies: je savais que ce lien avait influé sur ses sentiments politiques, et que, par haine pour Godoï, il en voulait à la France qui le soutenait.

Cependant le faux pas récemment fait par le favori contre moi, et la demande d'une princesse de ma maison par Ferdinand,

[1] Il emmena 8 vaisseaux, 3 frégates, 4 bricks, et laissa 5 vaisseaux, 5 frégates, 12 goëlettes.

prouvaient assez que la haine de ce prince serait susceptible de changer : il m'appelait dans sa lettre *le grand homme du siècle*.

La démarche du prince des Asturies était-elle légale ; un prince héréditaire qui, sans l'aveu de son roi, établit des relations avec une dynastie étrangère, n'est qu'un criminel d'état plus coupable qu'un autre. Je différai d'y répondre ; il fallait avant tout m'expliquer avec mon frère Lucien.

Talleyrand m'excite à la guerre.

Talleyrand, dont l'orgueil égalait l'ambition, avait quitté à la fin de 1807 le département des affaires étrangères, pour prendre place parmi les grands dignitaires en qualité de vice-grand-électeur, charge qui fut créée pour lui, comme celle de vice-connétable l'avait été pour Berthier.

Une basse jalousie entraîna le vaniteux diplomate ; et une question d'antichambre lui fit quitter un poste où il avait plus d'importance et de pouvoir, afin de ne pas souffrir au-dessus de lui un rival qu'il détestait.

Habile à diriger une intrigue, Talleyrand était un homme d'affaires bien plus qu'un homme d'état : il avait le travail facile et une manière lumineuse de présenter les choses. Son travail me convenait, et je fis tout pour le détourner du ridicule échange qu'il sollicitait. Il fut remplacé par Champagny.

A l'époque du voyage ordinaire de Fontainebleau et des dissensions survenues dans la famille royale d'Espagne, il en était déjà à regretter d'avoir quitté son ministère : l'inaction le consumait, et il crut que je consentirais peut-être à lui rendre une espèce de suprématie sur nos relations extérieures, tout en lui laissant sa nouvelle dignité. Il m'accabla, à cet effet, de mémoires, de notes, de conversations, tendant à prouver qu'il suffirait de me montrer avec 30 mille hommes pour soumettre l'Espagne. Ainsi l'Europe fut étrangement abusée, lorsque, sur sa parole, elle crut qu'il s'était opposé à la guerre.

Tournée en Italie.

Loin d'abonder dans ses idées, je voulais commencer par m'assurer de la ligne de l'Èbre, et voir ensuite ce que les événements amèneraient. Après la signature du traité de Fontainebleau, je me rendis donc en Italie. J'avais plusieurs objets en vue dans ce voyage : j'espérais que ma présence dans ce pays donnerait à penser à l'Autriche, et la déciderait à entrer franchement dans la grande alliance contre l'Angleterre. Ce but fut atteint, car le cabinet de Vienne ne tarda pas à prescrire au comte de Stahremberg de quitter Londres, si sa médiation était repoussée, et cet ambassadeur quitta en effet l'Angleterre dans les premiers jours de février.

Outre cela, j'étais bien aise d'en imposer au pape, et de le faire entrer dans une confédération italienne qui unirait Naples, l'Étrurie, le royaume d'Italie et le pape, sous mon protectorat, à l'instar de la confédération du Rhin.

Entrevue avec Lucien.

Ensuite je voulais m'expliquer sur la proposition que m'avait faite le prince des Asturies. Lucien avait été ambassadeur à Madrid, il connaissait cette cour ; en mettant sa fille sur le trône, il eût pu y servir ma politique ; mais je demandais pour gage de sa soumission qu'il se séparât de sa femme, dont la conduite n'était pas irréprochable, et qui avait été publiquement sa maîtresse.

Je tenais à allier mon frère à une des grandes maisons souveraines. Cet acte de soumission eût été à mes yeux une garantie

de ses sentiments à venir, et eût redoublé l'honneur de ma famille. Nous eûmes une entrevue à Mantoue. Lucien consentit au mariage de sa fille, mais refusa les conditions que je mettais à notre réconciliation; je devais tout craindre de la part d'un frère qui donnait à l'Europe le dangereux exemple de mépriser mes volontés; d'un fou qui sacrifiait à de misérables inclinations le trône d'Espagne pour sa fille et les destinées de la France : aveuglement déplorable, puisqu'il eut une grande influence sur les désastres de l'Espagne et les miens!!

Décret de Milan contre le commerce anglais.

Ce fut au retour de cette entrevue que je lançai mon fameux décret de Milan, en représaille des nouvelles prétentions de l'Angleterre.

Près de toucher à l'accomplissement de mon grand système, je reçus l'ordre du conseil britannique du 11 novembre, déclarant *que tous les pays occupés par nos troupes, ou qui auraient reconnu notre influence en excluant le pavillon anglais de leurs ports, seraient traités comme s'ils étaient effectivement bloqué; c'est-à-dire que tout bâtiment destiné pour ces pays était soumis à être visité, arrêté en pleine mer, conduit dans les ports anglais, et passible d'une imposition qui serait fixée par les lois du parlement.*

C'était frapper notre commerce et celui de l'Europe d'une taxe infame, puisqu'elle admettait une sorte de suzeraineté, un droit régalien des Anglais sur toutes les propriétés étrangères qui voguaient sur les mers; c'était imposer le sceau de l'infamie à toutes les puissances qui se soumettraient volontairement à un pareil code. Je ne pouvais y répondre que par les mêmes armes. Je lui opposai le décret de Milan du 17 décembre. Il portait : 1° *que tout bâtiment qui se serait conformé à l'ordre du conseil, serait dénationalisé, traité comme Anglais et de bonne prise, soit qu'il entrât dans les ports du continent, ou qu'on l'arrêtât en mer.*

2° *Que les îles britanniques étaient déclarées en état de blocus sur terre comme sur mer, et que tout bâtiment destiné pour ce pays et pour ses colonies, ou provenant des mêmes contrées, serait de bonne prise.*

Ainsi un abus en amenait un autre dans cette fatale carrière où nous nous étions réciproquement lancés avec un cruel acharnement : cette législation de corsaires eût toutefois tourné au détriment de nos ennemis, sans le fâcheux événement qui ouvrit aux Anglais l'Espagne et l'Amérique.

Une querelle s'engage avec le pape.

A cette époque, une querelle peu sérieuse en apparence, mais qui eut pourtant ses dangers, avait éclaté entre le pape et moi.

Depuis les articles réglementaires que j'avais faits au concordat, ou plutôt depuis que Pie VII était revenu de mon couronnement sans avoir obtenu la restitution des provinces qu'il espérait, le saint-siége avait recommencé une petite guerre sourde, qui prit plus d'animosité à l'époque de la coalition de 1805. La cour de Rome se plaignait sous le rapport temporel de ce que j'exigeais qu'elle entrât dans la confédération italienne.

Une escadre russe et anglaise se disposait alors à opérer un débarquement en Calabre et à Naples même. Le corps d'armée français, placé dans la presqu'île d'Otrante, serait perdu, si le pape, par ambition des choses de ce monde, venait à s'allier *aux hérétiques*. Je demandai au saint-siége de recevoir garnison à Ancône, et de conclure une alliance offensive et défensive contre les

coalisés avec le vice-roi d'Italie et le roi de Naples. Il s'y refusa.

Après la paix de Presbourg, une armée française entra dans Naples, et il me devenait plus nécessaire que jamais d'être sûr des états romains pour communiquer avec elle. Cependant, sans s'inquiéter de l'abandon de l'Autriche, le saint-père se livra aux conseils anglais. Des agents excitaient des peuples à la révolte : partout, depuis Ancône jusque sur les confins napolitains, on égorgeait nos soldats. Le général Bentinck avait organisé en Sicile le foyer de l'insurrection, et son grand atelier était à Rome. J'en prévins le pape, et le sommai de fermer ses ports aux ennemis de la France, de les chasser de Rome, et de faire franchement cause commune avec nous. Je renouvelai ces démarches lors de mon voyage à Milan, et ma proposition d'entrer dans une confédération italienne ne fut pas mieux accueillie. Le saint-siége répondit par des menaces tout au plus pardonnables du temps de Grégoire VII.

Cet état de choses pouvait d'autant moins durer, qu'il faussait toute ma position en Italie, et qu'une poignée de Romains dégénérés sous le joug monacal, entravait tout ce que je pouvais faire de grand en faveur de cette péninsule.

Déjà la Lombardie appréciait les efforts que je faisais dans l'intention de la régénérer. L'armée était naturellement l'objet principal de mes soins; rien n'était négligé pour faire renaître le goût des armes dans ce peuple abâtardi par trois siècles de domination étrangère : je ravivais l'amour de la gloire par de grands monuments. Le forum Bonaparte, entreprise digne des Romains, devait s'élever sur les débris de la citadelle de Milan. Le projet en avait été tracé par le célèbre Antolini, mais son exécution différée jusqu'à la paix : en attendant, une arène magnifique et un cirque qui eussent fait honneur aux beaux siècles de Rome furent élevés sur une partie de ce même terrain. Le superbe arc de triomphe du Simplon, projeté sur l'avenue de Domodossola, devait porter aux siècles les plus reculés le souvenir de la campagne du St-Bernard et la résurrection de la république italienne.

Les lettres étaient encouragées. On m'a reproché de leur avoir imposé des chaînes, ou de les avoir flétries par des éloges commandés : c'est une absurdité ; la répression de la licence ne sera jamais un obstacle aux belles-lettres sous un règne glorieux : et si des éloges furent adressés aux grandes choses que j'entreprenais, c'est que les lettres ne sauraient mieux s'ennoblir qu'en célébrant tout ce qui est immortel.

Grandes vues sur l'Italie.

J'avais d'ailleurs sur l'Italie de vastes desseins. Cette longue presqu'île, avec la Sardaigne, la Corse et la Sicile, ne compte pas moins de 1200 lieues de côtes; quoiqu'elle ait dominé le monde par ses armées de terre, elle paraît néanmoins bien plus appelée par la nature à briller sur les mers. Trop étroite et trop profonde comme puissance continentale, elle n'offre pas la surface nécessaire pour manœuvrer facilement sur l'un ou l'autre des versants de l'Apennin : les armées qui l'ont envahie n'ont jamais eu qu'à pousser de front les armées qui la défendaient. L'ennemi venant du nord, et qui serait maître de Rome d'un côté et de Pesaro de l'autre, posséderait paisiblement tout le pays qu'il laisserait derrière lui, parce que l'armée italienne, refoulée dans la Calabre, ne pourrait rien tenter que par des débarquements. Comme puissance maritime, au contraire, l'Italie serait redoutable.

Les marins génois, vénitiens, se sont disputé durant trois siècles le commerce de l'Orient, et s'ils n'ont pas joué un plus grand rôle, c'est au morcellement de leur patrie en vingt petits états qu'il faut l'attribuer.

Des rades magnifiques, comme celles de la Spezzia, de Tarente, du Cataro, de Raguse; des ports considérables, comme Gênes, Livourne, Naples, Ancône, Venise, Raguse, Corfou; des matelots en quantité; le voisinage de la Macédoine, de la Bosnie et de l'Albanie, dont les vastes forêts donnent les plus beaux bois de construction; la facilité de tirer des cuivres de la Hongrie: tels sont les innombrables avantages qu'elle présente pour équiper de grandes flottes. Il ne fallait que du temps et de l'argent pour organiser dans cette contrée une force navale de cinquante vaisseaux et autant de frégates, et pour mettre fin à la suprématie anglaise, de concert avec l'Espagne, la France et la Hollande.

Projet pour transporter le saint-siége à Paris.

La première condition de la régénération italienne, était de mettre un terme à la puissance temporelle des papes. La possession des états romains était le lien nécessaire entre le royaume de Naples, c'est-à-dire, entre les 8 millions d'Italiens méridionaux et le royaume d'Italie, la Toscane, Gênes, le Piémont, la Cisalpine, ou les 8 millions d'Italiens du nord. S'emparer des états romains, et laisser subsister la puissance spirituelle des papes, était chose difficile à concilier, car c'était forger des armes contre soi. Je trouvai un moyen unique et admirable d'atteindre mon but, en exécutant un double projet qui me laisserait libre arbitre des états romains, et qui renforcerait mon autorité de toute l'influence que le saint-siége exerçait jadis sur l'Europe. C'était de transférer le chef de l'église à Paris, et de réunir ensuite l'Italie en un seul corps de nation.

C'est dans ce but et sur l'avis de l'agitation qui régnait à Rome que je résolus d'en finir. Peu de jours après mon entrée victorieuse à Vienne, quatre jours avant la bataille d'Essling, je lançai le décret qui réunissait Rome et les états de l'église.

Quels avantages immenses n'eussé-je pas obtenus si j'avais réussi, et à quoi cela a-t-il tenu? J'aurais débarrassé l'empire des tracasseries ultramontaines; je lui aurais procuré, par l'influence du pape, un grand ascendant sur les catholiques de Pologne, de Hongrie, d'Irlande, d'Espagne et de Portugal. Enfin, retrempant les descendants des Romains et les rejetant dans un même moule avec les Napolitains, les Lombards, j'aurais fait de l'Italie une puissance maritime respectable, puisqu'elle a autant de côtes et de ports que la France.

Le pape eût au fond plus gagné que perdu à ce projet; car de chétif prince d'Italie, il fût devenu le second personnage de l'Europe.

Occupation de Rome.

Je fis peut être une faute en mettant trop de vivacité dans l'exécution de ce dessein. Il m'importait de ménager le pape au moment où je frappais mes coups en Espagne et en Portugal; mais, entraîné par l'effet moral que les démarches hostiles du pontife romain produisirent sur moi au moment où l'alliance de Tilsit le livrait à ma discrétion, j'ordonnai, à la fin de janvier 1808, à un corps de 6 mille hommes d'entrer dans Rome, je demandai la cession des Marches, et l'adhésion franche à la ligue italienne. Le pape, tout fier d'être placé sur son champ de bataille, voulut tenter de défendre sa puissance temporelle, en me répon-

dant avec le canon de l'église. Les brefs, les bulles, les plaintes, les menaces redoublèrent. Son bref du 27 mars 1808 surtout tenait un langage auquel j'étais peu accoutumé; il me menaçait d'excommunication. Je lui répondis par un décret qui réunissait Ancône et les Marches au royaume d'Italie.

Réunion de la Toscane à la France.

Ces réunions partielles n'étaient, comme je l'ai dit, qu'un acheminement vers un plus vaste système : quelques semaines après avoir donné une partie des états romains au royaume d'Italie, je prononçai la réunion de la Toscane et du duché de Parme à la France.

Le traité de Fontainebleau m'assurait ce pays en échange d'une partie du Portugal : il me convenait de hâter la mise en possession, et, en transportant les limites de mon empire jusqu'à celles de l'Ombrie, je donnai une assiette plus solide à mon influence sur Naples.

Je renonce à l'alliance de Ferdinand.

J'étais revenu d'Italie en France plus indigné que jamais contre Lucien, et assez peu disposé à satisfaire au vœu de Ferdinand. Je ne lui avais pas répondu; c'est une des fautes que la postérité me reprochera, quoiqu'elle ne soit pas exclusivement la mienne. C'en fut une réellement par la tournure que prirent les affaires; *mais qu'aurait-on dit de moi si, plein d'une juste défiance envers Ferdinand et ses conseillers, j'avais mis encore Lucien en qualité de son beau-père à la tête de l'opposition contre moi ?*

Son père le fait arrêter.

Les événements se compliquèrent bientôt de manière à redoubler mes incertitudes sur le parti que j'avais à prendre. Godoï, instruit de la proposition que Ferdinand m'avait faite d'épouser une princesse de la famille impériale, et des rapports que ce prince avait eus à ce sujet avec l'ambassadeur Beauharnais, jugea qu'il y allait de son existence d'empêcher cette union, qui assurerait le triomphe de l'héritier du trône auquel il avait prodigué tant d'indignes traitements. Tremblant des suites d'un pareil événement, il fait prendre à Charles IV la chose au sérieux, présente cette intrigue comme un crime d'état, décide le père à faire juger son fils par une haute cour du conseil des Indes et de Castille, et le constitue prisonnier (le 29 octobre) dans le palais où tout semble présager au prince le sort de l'infortuné don Carlos condamné par Philippe II. Je parvins à détourner le coup : Charles IV pardonna à son fils; mais on fit le procès à ses conseillers.

Occupation des places du Nord.

L'occupation du Portugal exigeait l'établissement d'une route d'étapes à travers l'Espagne : ce qui s'arrangeait fort bien avec mes vues. Sous prétexte de soutenir Junot, j'avais poussé Murat sur l'Èbre avec 50 mille hommes. Duhesme entra en Catalogne comme pour la traverser et le rejoindre : ce général s'introduisit par surprise dans Figuières et dans la citadelle de Barcelone; Murat fit mettre, par subterfuge, garnison à Pampelune et à St-Sébastien.

Je n'entreprendrai pas de justifier ces démarches, qui paraîtront moins blâmables si l'on réfléchit que ces places devaient m'échoir dans l'échange projeté du Portugal contre les provinces de l'Èbre. En les occupant, je voulais prévenir toute idée de résistance de la part des Espagnols, et lever plus facilement les scrupules que pourrait rencontrer cet échange : l'histoire m'avait assez appris

que, dans les grandes entreprises, le succès justifie tout ; or le résultat de la mienne devait être si immense, que je sacrifiai toute considération pour la faire réussir.

Je me croyais d'autant plus certain de devenir l'arbitre de l'Espagne, que La Romana, avec l'élite de l'armée espagnole, se trouvait, comme nous l'avons dit, du côté du Danemarck, et que 25 mille hommes venaient d'entrer en Portugal avec Junot. Une révolution imprévue vint bientôt donner un aspect tout différent aux affaires.

La cour veut partir pour Séville.

N'ayant plus rien à ménager, et le Portugal étant agité par le bruit du partage, j'avais prescrit à Junot de prendre possession de tout le pays en mon nom. C'était une démarche toute naturelle pour en faire ensuite la cession projetée ; car, pour céder un pays, il faut bien commencer par constater la propriété qu'on a obtenue par la conquête. Cette atteinte apparente au traité de Fontainebleau fut un coup de foudre pour Godoï et ses partisans, qui n'en pénétrèrent pas le motif. Combinée avec l'occupation clandestine des places, elle lui découvre l'abîme entr'ouvert sous ses pas. Il se rappelle sa proclamation, le procès de Ferdinand, le projet de mariage, et tremble de se voir livré à toute ma vengeance. Il persuade à Charles IV que j'allais le traiter comme le prince régent de Portugal. Dans cette idée, il l'engage à transférer la cour à Séville, d'où elle serait à même de se défendre sur la rive gauche du Tage, ou, si elle succombait, de fuir en Amérique.

On m'attribue le projet de la reléguer au Mexique.

On a accusé Godoï d'avoir tramé avec moi la translation de la famille royale au Mexique, de même que la famille de Bragance s'était réfugiée au Brésil. Deux circonstances suffiront pour démontrer la sottise de ces allégations : la première, c'est le prix que l'Angleterre avait mis au départ de Jean VI pour Rio-Janeiro, et l'intérêt qu'elle eût trouvé à ce que Charles IV l'imitât. La seconde, c'est l'opposition que mon ambassadeur Beauharnais mit à ce départ : à la vérité, je l'en blâmai plus tard, mais cela ne veut point dire que j'eusse rien concerté de pareil ; je ne reprochais à mon ministre que d'avoir mis des entraves à une résolution inattendue qui eût simplifié la question, et m'eût rendu entièrement arbitre de l'Espagne, au lieu de me jeter dans les embarras inextricables d'une révolution.

Si l'émigration de Charles IV en Amérique eût été mon premier but, on aurait droit de me l'imputer à faute ; je savais trop bien qu'il serait hasardeux de me présenter aux Espagnols, comme arbitre de leurs destinées, en apportant pour premier gage la séparation de leurs colonies. La tournure des affaires pouvait amener ce résultat ; mais il n'entra jamais comme base dans mes projets. Au pis aller, j'aimais mieux voir les Bourbons à Mexico qu'à Madrid. D'ailleurs, il n'était pas impossible que Charles IV, placé sur le trône d'Amérique, se liât par un bon traité avec la mère-patrie, et que ce vaste empire d'outre-mer, revivifié sous un gouvernement direct et concentré, ne fût à même de soutenir l'indépendance de son pavillon et de son commerce. Si je n'atteignais aucun de ces deux buts, du moins pourrais-je imprimer un grand mouvement intérieur à l'Espagne pour lui donner des institutions plus vigoureuses, afin de tourner toute son énergie sur la guerre maritime. *En dernière analyse, il est certain que si l'Angleterre conservait l'empire universel des mers, l'Amérique tomberait tôt ou tard dans sa dépendance ; or, le seul moyen de lui disputer cet em-*

pire, était de s'assurer des ressources de l'Espagne. Si, à l'aide de ces ressources bien dirigées, je parvenais à rétablir l'équilibre maritime et la liberté du commerce, l'émancipation de l'Amérique tournerait aussi bien au profit de l'industrie française qu'à celui des Anglais.

Explosion en Espagne.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle du départ pour Séville, répandue en Espagne, devint l'étincelle électrique qui occasionna une explosion subite et terrible.

Les opinions n'avaient marché dans ce pays qu'à l'égal du reste de l'Europe. Les lumières n'avaient pénétré ni dans la première ni dans la dernière classe; elles avaient concentré leur foyer dans les classes moyennes de la petite noblesse, de la robe et du clergé séculier. Celles-ci sentaient l'abaissement de leur patrie, et rougissaient d'obéir à un gouvernement qui la conduisait à sa perte. On les appelait les libéraux.

Révolution d'Aranjuez. Ferdinand proclamé roi.

Le bruit de mes projets, amplifiés et interprétés selon les passions des partis, fit fermenter les têtes. Les moines, craignant pour leur influence, se crurent perdus si j'étendais mon gouvernement jusque sur l'Espagne; car ce n'était pas le catholicisme du concordat qu'il leur fallait. Les libéraux furent sensibles à l'humiliation de leur pays : tous crurent prévenir sa ruine par une conjuration.

Dans la nuit du 19 mars 1808, le peuple de Madrid se porte en foule à Aranjuez, et demande la tête de Godoï; l'armée, les gardes-du-corps mêmes sont, comme jadis les gardes-françaises, à la tête de la révolution. Le prince de la Paix, caché dans un grenier, se soustrait aux recherches : heureusement pour lui, on ne l'y découvre que plus tard, et on se contente de s'assurer de sa personne, après l'avoir accablé de coups. Le vieux roi, éperdu et cédant aux cris de la multitude autant qu'aux insinuations des conspirateurs, abdiqua en faveur de son fils. L'Espagne ne gagnait rien au fond à ce changement; car le fils qu'on mettait sur le trône eût laissé faire comme son père. Mais on se débarrassait d'un favori exécré, et c'était beaucoup pour la multitude qui n'approfondit rien.

Murat entre à Madrid.

Murat, instruit des troubles d'Aranjuez, s'était aussitôt dirigé sur Madrid avec 30 mille hommes cantonnés en Castille; il entra dans cette capitale le 23 mars. Peu de jours après, Charles IV, revenu de sa stupeur, excité par Godoï et par la reine, rétracta son abdication, et déclara qu'elle lui avait été arrachée par la force. Il tenait peu à la couronne, mais il tenait beaucoup à ce que son fils ne la gardât pas. Cette entrée de Murat à Madrid était une démarche imprudente et prématurée. Le grand-duc de Berg se flattait d'occuper le trône de Charles-Quint, et le désir qu'il en avait le poussait sans réflexion vers tout ce qui lui paraissait propre à hâter un dénouement. J'étais si peu décidé jusque là à un changement de dynastie, que, peu de jours avant cette nouvelle, j'avais fait remettre à Isquierdo les bases d'un traité *qui céderait à Charles* IV *le Portugal entier, contre un territoire équivalent entre les Pyrénées et l'Ébre; je lui garantirais le reste de la monarchie moyennant qu'il ouvrît les ports de l'Amérique aux vaisseaux et au commerce français.*

Je n'ignorais pas que cette aliénation de quatre provinces pourrait rencontrer des difficultés; et la précaution de me mettre en

possession avant de les demander devait lever tous les obstacles, puisque d'un côté je tiendrais déjà les provinces cédées, et que de l'autre j'offrirais une indemnité supérieure qui se trouvait en ma puissance. C'est dans la crainte de ces difficultés qu'il faut chercher le nœud de toute l'énigme, relativement à l'occupation d'une partie du royaume et de la présence de Murat en Castille.

Instructions remarquables données à Murat.

Rien ne prouve mieux la justesse des points de vue qui me dominaient dans cette affaire, que la lettre que j'écrivis à Murat, le 27 mars, en apprenant la révolution d'Aranjuez.

« Monsieur le grand-duc de Berg, je crains « que vous ne me trompiez sur la situation de « l'Espagne, et que vous ne vous trompiez « vous-même. L'affaire du 19 mars a singu- « lièrement compliqué les événements : je « reste dans une grande perplexité.

« Ne croyez pas que vous attaquiez une « nation désarmée, et que vous n'ayez que « des troupes à montrer pour soumettre « l'Espagne : la révolution du 20 mars prouve « qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. « Vous avez affaire à un peuple neuf ; il a « tout le courage, et il aura tout l'enthou- « siasme que l'on rencontre chez des hom- « mes que n'ont point usés les passions poli- « tiques.

« L'aristocratie et le clergé sous les maî- « tres de l'Espagne ; s'ils craignent pour « leurs priviléges et pour leur existence, ils « feront contre nous des levées en masse qui « pourront éterniser la guerre. J'ai des par- « tisans ; si je me présente en conquérant, « je n'en aurai plus. Le prince de la Paix « est détesté, parce qu'on l'accuse d'avoir « livré l'Espagne à la France ; voilà le grief « qui a servi l'usurpation de Ferdinand : le « parti populaire est plus faible. Le prince « des Asturies n'a aucune des qualités qui « sont nécessaires au chef d'une nation ; « cela n'empêchera point que, pour nous « l'opposer, on en fasse un héros. Je ne « veux pas que l'on use de violence envers « les personnages de cette famille ; il n'est « jamais utile de se rendre odieux et d'en- « flammer les haines. L'Espagne a près de « 100 mille hommes sous les armes ; c'est plus « qu'il ne faut pour soutenir avec avantage « une guerre intérieure ; divisés sur plu- « sieurs points, ils peuvent servir de noyau « au soulèvement total de la monarchie.

« Je vous présente l'ensemble des obsta- « cles qui sont inévitables. Il en est d'autres « que vous sentirez. L'Angleterre ne laissera « pas échapper cette occasion de multiplier « nos embarras. Elle expédie journellement « des avisos aux forces qu'elle tient sur les « côtes du Portugal et dans la Méditerranée ; « elle fait des enrôlements de Siciliens et de « Portugais.

« La famille royale n'ayant point quitté « l'Espagne pour aller s'établir aux Indes, il « n'y a qu'une révolution qui puisse changer « l'état de ce pays ; c'est peut-être celui de « l'Europe qui y est le moins préparé. Les « gens qui voient les vices monstrueux de « ce gouvernement et l'anarchie qui a pris « la place de l'autorité légale font le plus « petit nombre ; le plus grand nombre pro- « fite de ces vices et de cette anarchie. Dans « l'intérêt de mon empire, je puis faire « beaucoup de bien à l'Espagne ; quels sont « les meilleurs moyens à prendre ?

« Irai-je à Madrid ? exercerai-je l'acte « d'un grand protectorat en prononçant en- « tre le père et le fils ? Il me semble diffi- « cile de faire régner Charles IV. Son gou- « vernement et son favori sont tellement « dépopularisés, qu'ils ne se soutiendraient « pas trois mois. Ferdinand est l'ennemi de

« la France ; c'est pour cela qu'on l'a fait « roi. Le placer sur le trône sera servir les « factions qui, depuis vingt-cinq ans, veu- « lent l'anéantissement de la France. Une « alliance de famille serait un faible lien. La « reine Élisabeth et d'autres princesses fran- « çaises ont péri misérablement, lorsqu'on « a pu les immoler impunément à d'atroces « vengeances. Je pense qu'il ne faut rien « précipiter ; qu'il convient de prendre con- « seil des événements qui vont suivre... Il « faudra fortifier les corps d'armée qui se « tiendront sur les frontières du Portugal, « et attendre...

« Je n'approuve pas le parti qu'a pris « V. A. I. de s'emparer aussi précipitam- « ment de Madrid ; il fallait tenir l'armée à « dix lieues de cette capitale. Vous n'aviez « pas l'assurance que le peuple et la magis- « trature allaient reconnaître Ferdinand « sans contestation. Le prince de la Paix « doit avoir dans les emplois publics des « partisans ; il y a d'ailleurs un attachement « d'habitude au vieux roi, qui pouvait pro- « duire des résultats. Votre entrée à Madrid, « en inquiétant les Espagnols, a puissam- « ment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à « Savary d'aller auprès du nouveau roi voir « ce qui se passe. Il se concertera avec « V. A. I. ; j'aviserai ultérieurement au parti « qui sera à prendre. En attendant, voici « ce que je juge convenable de vous pres- « crire.

« Vous ne m'engagerez à une entrevue « en Espagne avec Ferdinand, que si vous « jugez la situation des choses telle que je « doive le reconnaître comme roi d'Espagne, « vous userez de bons procédés envers le « roi, la reine et le prince Godoï. Vous exi- « gerez pour eux, et vous leur rendrez les « mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez « en sorte que les Espagnols ne puissent pas « soupçonner le parti que je prendrai : cela « ne vous sera pas difficile ; je n'en sais rien « moi-même.

« Vous ferez entendre à la noblesse et « au clergé, que si la France doit intervenir « dans les affaires de l'Espagne, leurs pri- « viléges et leurs immunités seront respec- « tés. Vous leur direz que l'empereur désire « le perfectionnement des institutions poli- « tiques de l'Espagne, pour la mettre en « rapport avec l'état de civilisation de l'Eu- « rope, pour la soustraire au régime des « favoris... Vous direz aux magistrats et « aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, « que l'Espagne a besoin de recréer la ma- « chine de son gouvernement ; qu'il lui faut « des lois qui garantissent les citoyens de « l'arbitraire et des usurpations de la féoda- « lité ; des institutions qui raniment l'indus- « trie, l'agriculture et les arts. Vous leur « peindrez l'état de tranquillité et d'aisance « dont jouit la France, malgré les guerres « où elle s'est trouvée engagée ; la splendeur « de la religion, qui doit son rétablissement « au concordat que j'ai signé avec le pape. « Vous leur démontrerez les avantages qu'ils « peuvent tirer d'une régénération politi- « que ; l'ordre et la paix dans l'intérieur, la « considération et la puissance à l'extérieur. « Tel doit être l'esprit de vos discours et de « vos écrits. Ne brusquez aucune démarche. « Je puis attendre à Bayonne, je puis passer « les Pyrénées, et, me fortifiant vers le Por- « tugal, aller conduire la guerre de ce côté.

« Je songerai à vos intérêts particuliers : « n'y songez pas vous-même. Le Portugal « restera à ma disposition. Qu'aucun projet « personnel ne vous occupe et ne dirige « votre conduite ; cela me nuirait et vous « nuirait encore plus qu'à moi.

« Vous allez trop vite dans vos instructions « du 14. La marche que vous prescrivez au « général Dupont est trop rapide ; à cause de « l'événement du 19 mars, il y a des change-

« ments à faire. Vous donnerez de nouvelles « dispositions. Vous recevrez des instruc- « tions de mon ministre des affaires étran- « gères.

« J'ordonne que la discipline soit mainte- « nue de la manière la plus sévère ; point de « grâce pour les plus petites fautes. L'on aura « pour l'habitant les plus grands égards. L'on « respectera principalement les églises et les « couvents. L'armée évitera toute rencontre, « soit avec les corps de l'armée espagnole, « soit avec des détachements. Il ne faut pas « que d'un côté il soit brûlé une amorce. « Laissez Solano dépasser Badajoz. Faites-le « observer ; donnez vous-même l'indication « des marches de mon armée, pour la tenir « toujours à une distance de plusieurs lieues « des corps espagnols. Si la guerre s'allu- « mait, tout serait perdu. C'est à la politique « et aux négociations qu'il appartient de « décider des destinées de l'Espagne. Je « vous recommande d'éviter des explica- « tions avec Solano, comme avec les autres « généraux et les gouverneurs espagnols. »

En lisant ces instructions, on ne m'accusera plus de m'être jeté inconsidérément dans une folle entreprise. Je voulais mettre mes liens avec l'Espagne à l'abri des caprices d'un favori, et des intrigues du parti anglais ; je croyais un changement dans l'intérêt de tous, mais je le voulais d'accord avec les Espagnols. Je voulus commencer à lier l'ancienne dynastie plus fortement à mon système.

Je me décide à me rendre à Bayonne.

L'ascension de Ferdinand au trône nécessita, de ma part, d'autres combinaisons : aux motifs de haine que ce prince pouvait déjà avoir contre l'ancien protecteur de Godoï, je venais d'ajouter un grief non moins évident par le silence que j'avais gardé sur ses propositions de mariage. Il s'agissait donc ou de m'attacher ce prince, ou de disposer de son trône, soit en le rendant à son père, soit en le donnant à l'un de mes frères. Le premier parti me répugnait : chef d'une monarchie toute neuve, je me souciais peu d'encourager les révolutions de palais ; les deux autres avaient aussi de graves inconvénients. Je résolus de me rendre à Bayonne, pour voir par moi-même le parti que j'aurais à prendre.

La cour d'Espagne y vient pour conférer avec moi.

J'avais eu d'abord l'idée de me rendre en Espagne, car la vieille cour me demandait avec instance de venir à son secours, et de la retirer de l'abîme où elle se trouvait plongée : elle ne voulait à aucun prix vivre sous la domination de Ferdinand, et demandait le plus modeste asile en France comme une grâce spéciale, ne désirant que d'être débarrassée des soins du trône et de la présence d'un fils dont elle s'exagérait les torts. Je résolus de m'aboucher avec elle. Je témoignai également à Ferdinand l'envie de m'expliquer avec lui sur la position grave où une révolution l'avait placé. Je pensais que, pour ne le mettre en présence ni de son père ni de moi, on lui ferait prendre le parti de la révolte, ou celui de gagner l'Amérique ; il ne prit ni l'un ni l'autre. Après avoir conféré la régence à un conseil présidé par son oncle don Antonio, il vint au-devant de moi, persuadé qu'il me rencontrerait à Vittoria. Ne m'y trouvant pas, il se décida à pousser jusqu'à Bayonne, malgré la lettre peu rassurante que je lui adressais. Sans doute que le traité conclu avec Isquierdo contribuait à rassurer ses conseillers sur mes intentions envers la monarchie espagnole ; la cession entière du Portugal en paraissait le gage le plus certain. Il ne s'agissait donc, pour Ferdinand, que de gagner son procès personnellement, et il se flattait

d'y parvenir sans peine par ses protestations.

Mes détracteurs m'ont accusé de l'avoir contraint par la force à partir de Vittoria pour Bayonne. C'est une absurde méchanceté ; je me fusse donné gratuitement les apparences d'une félonie sans qu'il m'en revînt aucun avantage. Je n'étais pas fâché qu'il vînt, puisque je l'avais engagé à une entrevue ; mais j'aurais préféré qu'il prît le parti de s'embarquer. Il était si peu nécessaire d'employer la force pour l'amener à Bayonne, qu'il fut sur le point de réclamer l'appui des troupes françaises contre ceux qui voulaient l'en empêcher.

Je me décide à mettre ma dynastie sur le trône d'Espagne.

Je n'eus pas plus tôt conféré avec lui et ses conseillers, que je vis l'ignorance où ils étaient de leur propre situation. Ils n'avaient de parti pris sur rien ; ils ne prévoyaient rien ; ils menaient leur politique comme des aveugles. Je vis aussitôt le danger de laisser l'Espagne en de pareilles mains ; avant un an elle aurait passé dans celles des Anglais. Je me décidai alors à provoquer l'abdication de cette famille, en plaçant un de mes frères sur un trône qui venait d'être abandonné par ses maîtres.

La chose était facile avec le père ; il était décidé à ne pas remettre les pieds dans un royaume où il serait sans cesse exposé aux excès d'une multitude exaspérée, et la reine ne demandait que son favori. Arrivé à Bayonne quelques jours après son fils, Charles réitéra que son abdication avait été forcée ; il exigea que Ferdinand lui remît la couronne, ce qui eut lieu le 1er mai ; quatre jours après, son père me céda ses droits sur l'Espagne, dans la seule crainte que son fils ne leur succédât.

L'histoire des Atrides n'offre rien de plus dégoûtant que la haine qui animait le roi et la reine d'Espagne contre leur fils ; et celui-ci, accablé de mauvais traitements, leur rendait ce sentiment avec usure.

Je ne m'attendais pas à une résistance sérieuse, car la révolution d'Aranjuez n'était point, comme on l'a imaginé, le résultat d'un grand mouvement national. C'était une affaire de coterie, une révolution de palais, l'expulsion d'un visir abhorré. Rien dans tout cela ne ressemblait à l'origine de la révolution de France. Cependant les esprits avaient été mis en effervescence ; il pouvait en résulter des suites fâcheuses, et différents partis se flattaient déjà de la faire tourner à leur profit. Les hommes qui voulaient un changement en Espagne n'étaient d'accord que sur un point ; c'est qu'ils ne voulaient pas une révolution comme la nôtre : les uns désiraient un gouvernement capable, une autorité qui fût en état d'ôter la rouille qui couvrait leur pays, afin de lui rendre de la considération au-dehors et de la civilisation au-dedans ; les autres, et c'étaient les plus puissants, voulaient substituer un confesseur à l'influence de Godoï, et faire revivre dans tout son lustre le règne du clergé ; d'autres enfin voulaient l'influence de la grandesse aux dépens du favori et du monarque.

Je projette d'y placer mon frère.

Je pouvais satisfaire les premiers, en m'emparant de leur révolution au point où ils l'avaient amenée. Il s'agissait de donner à l'Espagne une dynastie forte et dépourvue de préjugés. La mienne réunissait ces qualités. Tout semblait donc présager que l'Espagne, pour éviter l'anarchie, accepterait un souverain qui se présentait armé d'un levier puissant. Elle serait entrée par là, sans résistance et sans guerre, dans le rayon du système impérial. *En terminant avec l'Espagne comme je l'espérais, je remplissais*

les trois plus grands buts de mon règne : j'assurais à la France l'alliance maritime la plus importante ; je la débarrassais des anxiétés d'une réaction ; je donnais de la solidité à mon édifice ; je régénérais en outre une des plus belles parties du globe.

Fautes qu'on m'a reprochées.

Je ne dissimule point que ces raisons n'ont pas paru aussi péremptoires à tout le monde, et qu'elles ont trouvé de sévères censeurs, lorsqu'on a vu la tournure que prenaient les affaires. Alors chacun prétendit me chercher des torts, en disant :

1° Que je tirais de l'Espagne le plus grand parti qu'on pouvait en espérer, puisque ses flottes et ses armées marchaient à ma volonté, et que ses ports étaient ouverts à mon commerce.

2° Qu'un de mes frères sur ce trône, en admettant même qu'il fût reconnu, pourrait fort bien y trouver des embarras intérieurs qui le mettraient dans l'impossibilité de faire pour moi autant que Charles IV.

3° En tout état de cause, il serait impossible de fermer tout accès au commerce clandestin en Espagne et en Amérique ; et, si la chose était possible, elle le serait bien plus à une vieille dynastie qu'à un nouveau gouvernement, forcé de faire des concessions au commerce pour se créer des partisans. (La conduite de mon frère Louis en Hollande l'a bien prouvé.)

4° Dans la supposition même où la proclamation menaçante échappée au gouvernement espagnol en 1806 dénotait l'intention secrète de quitter mon alliance à la première occasion favorable, il était certain qu'il persévérerait dans cette alliance aussi longtemps que ma position serait respectable sur le continent.

5° Qu'un allié de cette importance, quelque chancelant qu'il parût, valait mieux qu'un ennemi irréconciliable.

6° Que la guerre pouvait nous faire tout perdre, et qu'elle ne ferait rien gagner ; en un mot, qu'il était dangereux et immoral d'attaquer un gouvernement qui faisait tout ce que je voulais.

7° On ajoutait que, s'il y avait résistance de la part des Espagnols, la scission de l'Amérique serait inévitable, et qu'elle passerait ainsi sous la puissance des Anglais.

Tous ces raisonnements étaient spécieux ; ils eussent été fort justes si j'avais pu compter sur la continuation éternelle de nos rapports avec l'Espagne : on vient de voir que rien n'était moins certain ; et c'était précisément pour les resserrer que je formais les plus beaux projets.

Si mon but était simple et convenable à mon empire, il n'en était pas de même des moyens d'y arriver. Une déclaration de guerre formelle, motivée sur la proclamation hostile du prince de la Paix, n'était plus de saison, quand Ferdinand se trouvait à Bayonne ; je ne pouvais guère me proclamer le défenseur de Charles IV, en sacrifiant à la fois et le favori et Ferdinand, car Charles n'eût pas resté trois mois sur le trône. D'ailleurs la question n'était pas de rendre la guerre plus ou moins facile en m'appuyant sur un parti ; c'était d'éviter la guerre, dont la déclaration seule devait être une calamité. Je la redoutais par-dessus tout ; car si je n'avais pas été persuadé qu'il était possible de l'éviter, j'aurais reconnu Ferdinand sans hésiter. Mes instructions à Murat en font foi.

Si je parvenais, au contraire, à faire renoncer le fils aussi facilement que ses propres partisans avaient fait abdiquer son père, alors 60 mille hommes appuyés sur un parti puissant suffiraient pour une prise de possession, et la rupture n'aurait pas lieu.

Je ne laissai pas longtemps Ferdinand dans l'incertitude sur le sort qui lui était réservé; je lui représentai que l'intérêt de la France et de l'Espagne était d'être toujours unies contre l'Angleterre; qu'il n'était entouré que d'ennemis de la France; qu'il se trouvait, sans le vouloir peut-être, à la tête de ce parti; que les Bourbons d'Espagne n'oublieraient jamais entièrement que leur famille avait possédé le trône de France, et qu'ainsi l'alliance, si nécessaire aux deux états, ne serait jamais solide; que son père Charles IV avait abdiqué la couronne en ma faveur, et qu'il ne lui restait d'autre parti qu'à suivre son exemple. Il se résigna après quelque hésitation.

Tels furent l'origine de la guerre d'Espagne et les points de vue qui me guidèrent. Les griefs qu'on m'avait donnés, l'indigne nullité de son gouvernement, les grands résultats que j'en obtiendrais, si je parvenais à le régénérer, peuvent expliquer mon projet, comme la postérité justifiera les vues de Catherine II sur la Pologne. On m'a reproché, comme à elle, les moyens que j'employai pour y parvenir. Toutefois, ma conduite n'a pas été aussi tortueuse que les apparences le font soupçonner : elle parut plus louche, parce que je changeai moi-même de point de vue dans cette affaire après la révolution d'Aranjuez et après l'entrevue de Bayonne. La peau du renard sied mal au lion; et je n'ai jamais cherché à m'en affubler.

Je ne tardai pas à me désabuser sur les résultats de cette démarche. Tout le mois d'avril s'était écoulé en hostilités sourdes entre Murat qui espérait le trône, et le conseil de régence laissé par Ferdinand VII à son départ de Madrid. Le grand-duc de Berg s'était flatté de mettre fin à ces tracasseries, en obtenant de Charles IV le titre de lieutenant du royaume, au moment où il reprenait les rênes des mains de son fils. Fort de cette autorité, Murat crut qu'il ne s'agissait plus que de prendre possession des provinces, et détacha le maréchal Moncey sur Valence, et Dupont sur Cadix. Il allait plus vite en besogne que je ne le voulais; il était pressé de régner.

En quittant Madrid, Ferdinand n'avait d'abord annoncé que le projet de se rendre à Vittoria, où on lui avait persuadé que je viendrais à sa rencontre. A peine ce départ eût-il été décidé, que le bruit se répand de toutes parts que ce prince, entouré de troupes françaises, avait été contraint par la force à prendre ce parti.

Insurrection du 2 mai.

Une agitation sourde, précurseur de l'irruption, se propage dès lors jusqu'à Madrid. Pour exciter le peuple, on y ajoute que l'infant François de Paule, le seul resté dans la capitale, allait être enlevé et conduit en France [1]. A cette nouvelle, tout Madrid se soulève : Murat, assailli par une multitude furieuse, est obligé de la faire mitrailler, pour ne pas succomber sous ses coups. De toutes parts nos colonnes, campées autour de Madrid, pénètrent dans les rues, où un combat meurtrier s'engage. Nos soldats, immolés dans les premiers succès de la populace, excitent leurs camarades à la vengeance; tout ce qui est trouvé les armes à la main est passé au fil de l'épée. Ces scènes de terreur se prolongent jusqu'à la nuit, qui voile de ses ombres l'exécution des plus coupables chefs de cette émeute.

Junte espagnole convoquée à Bayonne.

En apprenant ce déplorable massacre,

[1] L'infant Charles se trouvant en Portugal, était parti pour le Brésil avec la cour de Lisbonne.

j'en mesurai toutes les conséquences; il n'était guère possible de reculer. Je me promettais aussi un succès décisif de la réunion d'une grande junte nationale. Je demandai à la régence constituée par Ferdinand de faire désigner par les conseils du royaume celui de mes frères qui lui conviendrait le mieux; elle me signala elle-même Joseph, alors roi de Naples. Une junte de 150 Espagnols les plus notables, pris dans les trois ordres, fut assemblée à Bayonne, pour discuter de concert avec moi l'acte constitutionnel qui régirait dorénavant le royaume.

Les discours tenus dans cette auguste assemblée sont un monument historique remarquable et fait pour confondre toutes les conjectures sur les motifs secrets qui firent changer si promptement les esprits. Les ducs de l'Infantado, d'Ossuna, de Fernand Nunnez, de Hijar, del Parque, ne se firent aucun scrupule de promettre à Joseph le même attachement qu'ils avaient toujours montré à leurs princes légitimes. Le 6 juillet, la junte le reconnut pour roi, et proclama l'acte constitutionnel qui fixait ses pouvoirs ainsi que la succession au trône, et portait de nombreux principes de réformes.

Aucun pouvoir légal n'était resté en Espagne pour refuser ce changement de règne. Le vieux roi s'était montré reconnaissant de ce que j'avais ôté le trône à son fils rebelle, et il était allé se reposer à Compiègne, d'où il partit bientôt après pour Marseille. Son fils fut conduit au château de Valençay, où l'on avait fait les préparatifs nécessaires pour l'y recevoir en roi détrôné.

Ce château appartient à Talleyrand, qui, loin de blâmer le choix qu'on en faisait pour son royal hôte, s'offrit même de lui faire prêter serment à la nouvelle constitution et à Joseph.

Les Espagnols savaient à quoi s'en tenir avec leur vieux roi; il ne laissa ni regrets ni souvenirs : mais son fils était jeune, son règne offrait des espérances; il était malheureux, on en fit un martyr. L'imagination se monta en sa faveur : les libéraux crièrent à l'indépendance nationale; les moines, à l'illégitimité et à l'impiété. Toute la nation s'arma sous ces deux bannières.

Fautes de ma conduite envers Ferdinand VII.

On a dit, « que j'eus tort de mettre le jeune « roi en séquestre à Valençay, et que j'au- « rais beaucoup mieux fait de le laisser sur « le trône en sacrifiant Godoï. Il n'eut pas « tardé à faire des mécontents; les factions « se seraient recrutées et en seraient ve- « nues aux mains : je me serais acquis le « titre de protecteur du vieux roi en lui « donnant asile. Le nouveau gouvernement « n'aurait pas manqué de se compromettre « avec les Anglais; je lui aurais déclaré la « guerre, tant en mon nom qu'en qualité de « fondé de pouvoirs de son père. J'aurais « fait ainsi cette guerre, appuyé sur un « parti puissant. L'Espagne eût confié à son « armée le soin de sa défense, et dès qu'elle « aurait été battue, la nation se serait sou- « mise au droit de conquête. Elle n'aurait « pas même songé à en murmurer, parce « qu'en disposant des pays conquis, on ne « fait que suivre les usages reçus, et qu'elle « aurait vu en moi l'homme qui l'avait déli- « vrée de Godoï. » Tout cela serait parfaitement juste, si je n'avais pas redouté jusqu'à l'idée de la guerre, bien certain que l'Angleterre était là pour en recueillir tous les fruits.

A défaut de ce système, je pouvais encore revenir au projet du mariage de Ferdinand VII avec une princesse de ma famille; et si je n'avais pas un peu trop compté sur la facilité de réaliser mon dessein dès que Ferdinand avait quitté son royaume, je n'eusse pas manqué de le faire.

Si j'avais eu le don de lire dans l'avenir, j'aurais suivi cette marche ; mais je crus que le résultat étant le même pour eux, les Espagnols accepteraient sans hésitation un changement de dynastie que la position des affaires rendait inévitable. Je mis de la brusquerie dans cette seconde période de l'entreprise, parce que je supprimai les gradations, et que, non content de leur donner un roi, je m'annonçai encore comme réformateur. Aucun pays n'avait plus besoin de réformes ; mais ceux qui vivaient des abus devaient me combattre, et c'était la masse la plus influente. Les moines surtout et la partie du haut clergé, s'engraissant des misères publiques, se mirent en devoir de me résister. Les démagogues trouvèrent la constitution despotique, parce qu'elle était sage, et donnait au trône les garanties nécessaires ; les prêtres la repoussèrent, parce qu'elle imposait des limites à leur influence ; les grands d'Espagne, divisés d'opinion, ne trouvaient pas qu'elle leur donnât assez de droits. Tous les intérêts, les amours-propres blessés se soulevèrent, et, prétendant que j'avais évincé l'ancienne dynastie d'une manière offensante pour tous les Espagnols, ils ne voulurent pas reconnaître celle que j'avais mise à sa place. Il en résulta qu'il n'y eut plus d'autorité nulle part, c'est-à-dire qu'elle se trouva partout. La nation en masse se crut chargée de la défense de l'état, puisqu'il n'y avait plus d'armée ni d'autorité auxquelles on pût confier cette défense. Chacun en prit la responsabilité. Je créai l'anarchie ; j'eus contre moi toutes les ressources qu'elle donne ; j'eus un peuple entier sur les bras.

Insurrection générale.

A l'instant même où je me flattais de faire sanctionner mes projets par les députés de la nation espagnole convoqués à Bayonne, cette nation tout entière se soulevait, comme si elle se fût donné le mot pour confondre mes espérances.

Le canon du 2 mai retentissait encore dans toute l'Espagne, quand le bruit se répand que Ferdinand a été forcé d'abdiquer la couronne et enfermé ; que ce prince, non content de protester contre une telle violence, fait un appel à tout ce qu'il y a de braves Espagnols pour sauver le royaume. Une proclamation touchante, mais fabriquée par nos ennemis, est adressée au nom du roi captif aux Aragonais et aux fidèles Asturiens qui défendirent le berceau de la monarchie : elle confirme ces bruits. En un clin d'œil, l'Espagne est en feu ; Valence, Séville et Cadix se révoltent ; l'escadre française, à l'ancre dans ce dernier port, est capturée. Le capitaine-général Solano, qui s'est couvert de gloire en combattant contre nous en 1794 aux Pyrénées orientales, mais qui a suivi depuis lors l'armée de Moreau comme volontaire, accusé de protéger les Français, est massacré. A Séville, à Valence, les mêmes scènes se répètent : ici le capitaine-général est mis en pièces ; les Français, établis en grand nombre dans cette ville, sont massacrés ou jetés dans les fers, et voient leurs propriétés livrées au pillage.

Une junte de gouvernement s'installe à Séville, et s'arroge les pouvoirs conférés au conseil provisoire et à celui de Castille et des Indes, pour régir le royaume en l'absence de son souverain. La province des Asturies crée une junte de son côté, et demande de son chef des secours à l'Angleterre. Une autre junte dans l'est demande des secours à l'Autriche, et, comme par réminiscence de la guerre de la succession, elle propose le trône d'Espagne à l'archiduc Charles. L'amiral Collingwod envoie à Trieste une frégate pour le chercher, tandis que l'Angleterre reconnaît officiellement Ferdi-

nand VII. L'énergie s'étend avec la rapidité de l'électricité d'un bout de l'Espagne à l'autre ; chaque province, chaque ville un peu importante a sa junte, où tous les objets d'intérêt public se discutent tumultuairement : l'Aragon entier se soulève ; et les habitants de Saragosse, après avoir jeté en prison les capitaines-généraux qu'ils suspectent, décernent par acclamation unanime le commandement général à Palafox, jeune officier de 28 ans, échappé de Bayonne où il avait suivi Ferdinand, et dont le caractère prononcé est à l'unisson de l'opinion générale. La Catalogne imite cet exemple, et Duhesme est bientôt enfermé dans Barcelone, sans communication avec la France. A Valladolid même, au centre de nos cantonnements, la junte qui s'érige lance une proclamation digne de figurer, par son effroyable énergie, avec le discours de Barrère du 23 août 1793.

Le mouvement fut si général et si spontané, que je n'ai jamais pu l'expliquer ; mais comme il prit naissance dans la populace, je dus croire que c'était le résultat d'une vaste conspiration ourdie par le clergé. Mais ce qu'il y a de remarquable dans cette révolution soudaine, c'est qu'elle offrit le contraste de la démagogie républicaine et du fanatisme religieux opérant de concert pour l'indépendance de la nation et la délivrance du souverain légitime. Entre eux point de dissentiment, point de scission, point de guerre civile, et, à part quelques centaines de victimes égorgées dans le premier moment, toute la fureur du peuple se tourna contre nous. Jamais mouvement national ne fut plus complet ni plus extraordinaire que celui-là. Les Romains, vendant le terrain où campait l'armée d'Annibal, montrèrent moins d'énergie que la nation espagnole dans ces graves circonstances.

A aucune époque de sa révolution la France ne fut si près de sa perte, et ne montra tant d'énergie. En 1792, quand les Prussiens entrèrent en Champagne, l'assemblée nationale avait eu deux ans pour asseoir son autorité, organiser plus de 500 mille hommes de bonnes troupes, et mettre ses frontières dans un état formidable.

En 1793, lorsqu'après la bataille de Neerwinden et la défection de Dumouriez, la France vit sa frontière du nord entamée, la guerre de la Vendée étendre ses ravages, les fédéralistes s'agiter dans le midi, elle fut sauvée par la force du gouvernement révolutionnaire ; mais la puissance donnée à cette dictature décemvirale, loin d'être l'ouvrage de la nation, fut la conception de quelques hommes à grand caractère placés entre la victoire et la mort. La masse des Français désapprouvait ces mesures, et ne courut aux armes que pour échapper à la guillotine. Rien donc ne se ressemble dans la situation. Si Paris eût été occupé par les Autrichiens, la terrible loi du 5 septembre aurait-elle eu les mêmes résultats? Il est permis d'en douter. En revanche, le mouvement de la France fut plus régulier, plus militaire, plus imposant ; l'Espagne fut plus extraordinaire.

La monarchie était militairement occupée ; sa capitale en mon pouvoir ; le gouvernement légal captif ; les places frontières surprises ; l'armée disséminée en Holstein, en Portugal et dans les postes maritimes contre l'Angleterre : cette armée n'avait pas plus de 60 mille hommes. Malgré ce triste état de choses, pas un Espagnol ne désespéra de la chose publique ; quelques amis fidèles, envoyés par Ferdinand avec sa protestation, suffirent pour faire retentir dans toutes les provinces des cris de vengeance et de mort. La nation entière est debout ; si on ne vole pas sous les drapeaux, comme on le fit en France en 1793, c'est

que l'Espagnol abhorre le frein de la discipline militaire ; mais chacun s'indigne, s'exalte, et jure de défendre ses foyers jusqu'à la mort.

Telle fut cette nation, que trois siècles de nullité politique et d'apathie avaient comme abâtardie sous le joug des moines, et que mes agents comparaient aux Napolitains. A quelle cause attribuer l'enthousiasme du peuple espagnol ? fut-ce le patriotisme, ou bien le délire d'un orgueil offensé ? Où sont les héros sortis de cette guerre ? A l'exception de Palafox et d'Alvarez, qui mérita ce titre ? Loin de moi la pensée d'affaiblir ce qui est beau et généreux ; mais je cherche les causes d'un événement extraordinaire, et j'avoue qu'elles m'échappent. Le réveil subit d'une nation entière, plongée depuis longtemps dans la torpeur, tient toujours à une foule d'incidents qui échappent à l'observateur le plus profond. Il faudra la plume d'un Tacite pour tracer le tableau de cette révolution ; mais qu'il ne se fasse pas attendre trop longtemps ; car, avec les siècles, les objets se décolorent et prennent toutes les teintes qu'un écrivain habile sait leur imprimer.

Je me laisse entraîner ; revenons à notre sujet.

De toutes parts les levées se multiplient ; les troupes de ligne sont complétées ; les milices provinciales mises sur pied ; bientôt l'Espagne aura une armée de 120 à 150 mille hommes, soutenue par toute la population en effervescence.

De tels événements devaient bientôt rompre les communications et l'ensemble de mes corps d'armée, parce qu'ils étaient dispersés sur une surface immense, et que leur force totale n'excédait pas 70 mille hommes.

Moncey est repoussé de Valence.

Moncey se dirigeait avec 6 mille hommes sur Valence, où il se flattait d'être soutenu au besoin par la division Chabran qu'il appellerait de Tortose ; mais Caro lui en dispute l'approche avec un corps de troupes de ligne et de paysans. Après quelques succès, Moncey vient briser ses efforts impuissants contre les murs de cette capitale. Manquant de grosse artillerie, privé de toute communication avec Chabran, réduit à 5 mille hommes enfin, il prend avec raison le parti de regagner Madrid par une route différente de celle qu'il avait suivie.

Le centre et le nord de l'Espagne, occupés par le corps d'armée de Bessières, sont en proie à l'insurrection comme les extrémités du royaume, et ici elle est plus dangereuse, puisqu'elle menace la ligne de l'Èbre et nos communications. St-Ander, excité par son évêque, Logrogno, par un tailleur de pierres, sont le théâtre de révoltes partielles, avant-coureurs d'un mouvement général ; les insurgés du nord viennent s'établir jusqu'à Reynosa. Valladolid éclate à son tour. Le capitaine-général Cuesta, entraîné par le mouvement universel, se met à la tête de 2 mille soldats et de 5 à 6 mille insurgés. La Galice, qui n'a pas encore été occupée par nous, est entière à la discrétion des autorités qui s'y établissent. Ici, comme ailleurs, toute la population mâle de 17 à 40 ans est requise de prendre les armes.

Cependant Bessières, établi à Burgos, a porté Verdier sur Logrogno : Lasalle va brûler Torquemada. Merle se mettait en marche sur St-Ander, quand le mouvement de Valladolid obligea Bessières de l'arrêter : le maréchal courut au plus pressé, et marcha contre Cuesta posté militairement à Cabezon, dont il le délogea après un léger combat. Nos troupes entrent le 12 juin à Valladolid ; Lasalle poursuit et sabre les insurgés. Cuesta retiré à Benavente, Bessières revient à Burgos, après avoir fait éva-

cuer les armes de Valladolid; Merle reprend alors l'expédition contre St-Ander, force le passage des montagnes, se présente devant la ville, et y entre le 23 juin.

Insurrection d'Aragon.

Nos succès ne sont pas si faciles en Aragon, où Palafox justifie la confiance qu'on lui a donnée. Dénuée de troupes de ligne, la province entière court aux armes; d'anciens militaires rappelés forment le noyau de l'armée, des officiers d'artillerie y accourent de Pampelune et de Madrid, ceux du génie désertent l'école d'Alcala. Je donne ordre au général Lefebvre-Desnouettes de marcher de Pampelune avec 3 mille Polonais et autant de Français pour dissiper ce germe de résistance.

Palafox vint au-devant de lui vers Epila à la tête de 9 mille insurgés : après quelques décharges d'artillerie et de mousqueterie, les lanciers polonais les enfoncent en un clin d'œil et en font un grand carnage. Saragosse ne s'en dispose pas moins à une vigoureuse défense. On transforme les couvents les plus propices à la défense en batteries à deux étages; on fait des traverses, des coupures dans les rues. La population mâle, énergique, se prépare tout entière à s'ensevelir sous les décombres de leurs maisons. Une première attaque pénètre dans la ville, et reconnaît l'impossibilité de s'en emparer. Je fais rassembler un équipage de siége de Pampelune; mais un mois s'écoulera avant qu'on puisse commencer un siége régulier.

L'armée de Galice s'avance sur Valladolid.

Dans cet intervalle, l'orage grossit dans l'ouest. La junte d'Oviedo avait reçu la promesse d'être secourue par l'Angleterre, et déjà des embarquements se faisaient dans tous les ports de la Grande-Bretagne. Cinquante mille fusils furent envoyés aussitôt avec le colonel Doyle pour assurer les levées de Galice qui se rassemblaient à Lugo, renforcées du corps de Taranco revenu du Portugal. L'exaspération de ces troupes était si grande, qu'elles massacrèrent le respectable général Filangiere, désigné pour les commander, et dont tout le crime était de conseiller l'offensive. Cette armée, débouchant sur Astorga, aux ordres de Blacke, se réunit sur l'Esla avec celle de Cuesta, et s'avança sur Medina de Rio-Seco, forte de 35 mille hommes avec 30 pièces de canon.

Bessières, instruit à Burgos de ce rassemblement inquiétant, et renforcé à propos par la division Mouton, composée de troupes venant de Pologne, se décida à marcher à l'ennemi, quoique inférieur en nombre de moitié.

Joseph, proclamé roi à Bayonne, arrive à Madrid.

Au même instant, la junte réunie à Bayonne adoptait, le 6 juillet, la constitution du royaume, et semblait proclamer, par dérision, mon frère Joseph roi d'Espagne et des Indes.

Au surplus cette charte, calquée sur celle de mon empire, tout en conservant une grande force au pouvoir royal, contenait en elle tous les principes généreux qui pouvaient assurer un meilleur avenir à l'Espagne : elle fait honneur aux sentiments du duc de Bassano, qui en fut un des principaux rédacteurs; mais les réformes qu'elle annonçait ne contribuèrent pas peu à augmenter le nombre de nos ennemis. Il y en avait trop pour les moines, et pas assez pour le parti des libéraux.

Joseph entra en Espagne au moment où Bessières marchait au-devant de Cuesta et de Blacke. Si ceux-ci étaient victorieux, c'eût été fait de notre armée d'Espagne; car ils s'emparaient de notre ligne de retraite, et tout eût été perdu. La rencontre

eut lieu le 14 juillet à Medina de Rio-Seco : les Espagnols, formés sur deux lignes trop éloignées, furent abordés impétueusement par Merle et Mouton, tandis que Lasalle les chargeait en flanc. La première ligne enfoncée fut mise en déroute; la seconde, qui ne craignit pas de prendre l'offensive, eut son tour : pendant que Mouton recevait son attaque de front, la division Merle se rabattit sur son extrême droite, l'assaillit en flanc, et y sema l'épouvante et la mort. Cette journée, qui nous valut 4 mille prisonniers et 15 pièces de canon, sauva l'armée et fut glorieuse; car les Espagnols y combattirent avec plus de courage que d'expérience. Les généraux Guilleminot et Mouton s'y distinguèrent.

Joseph arriva à Madrid, précédé de la nouvelle de cette triste victoire sur les peuples qu'il devait gouverner. Bessières, renforcé, ne sut pas poursuivre les généraux ennemis, parmi lesquels la discorde s'était introduite; il eût aisément pu s'avancer en Galice, et même montrer mes aigles victorieuses sur les bords du Douro portugais, pour dégager Junot, alors aux prises avec des ennemis nombreux. Mais peut-être fut-ce un bonheur : car l'échec sanglant que nous éprouvâmes à quelques jours de là à Baylen eût probablement fait tourner contre nous les succès momentanés qui eussent conduit ce maréchal aux portes de la Corogne.

Dupont capitule à Baylen.

Dupont avait été détaché sur Séville et Cadix pour soumettre ces deux importantes places. La moitié de son corps d'armée étant employée dans des expéditions secondaires, il passa la Sierra-Morena à la tête de 8 mille hommes seulement; arrivé à Andujar dans les premiers jours de juin, il enleva le pont du Guadalquivir à Alcolea, après avoir culbuté un corps de 12 mille hommes sous les ordres du général Etchevari, et emporta Cordoue de vive force le 7 juin. Il fut secondé par la division Wedel, destinée d'abord à une autre expédition, mais qui reçut ensuite l'ordre de le joindre. Dupont, informé à Andujar qu'à la voix de la junte générale du gouvernement établie à Séville tout se lève dans le midi de l'Espagne; que les troupes de ligne du corps de Solano, revenues du Portugal, jointes à la garnison de Cadix et aux régiments dispersés en Andalousie ou au camp de Saint-Roch, forment une masse de 40 mille hommes, juge sa mission inexécutable, et attend derrière le Guadalquivir des ordres et des renforts. Savary, à qui Murat malade avait confié un moment le commandement, lui ayant prescrit de tenir derrière le Guadalquivir, pour ne pas attirer le feu de l'insurrection en-deçà de la Sierra-Morena, Dupont avait pris position à Andujar et faisait garder Baylen par Wedel, pour se couvrir du côté de Baëza, lorsque Castanos se présenta avec son armée devant lui, et manœuvra pour gagner sa gauche. Dupont, qui a montré tant de présence d'esprit et de vigueur au Mincio en 1800 et devant Ulm en 1805, est ébranlé; il demande à Wedel une de ses brigades. Celui-ci vient à Andujar, le 16 juillet, avec toute sa division, et ne laisse à Baylen qu'un détachement sous le général Gobert. Castanos y porte 12 à 15 mille hommes sous les ordres du général Reding; le gué de Mengibar sur le Guadalquivir est forcé; l'ennemi pénètre entre nos divisions, et soutient ce mouvement. Dupont imagine se tirer d'embarras en ordonnant à Wedel de retourner à Baylen, d'en déloger l'ennemi, et, après avoir mis ce poste en sûreté, de revenir à Andujar, d'où il espère alors tomber de concert avec lui sur les corps ennemis divisés. Mais si tel fut vraiment le

projet de Dupont, dès que Wedel se trouvait déjà réuni à lui, pourquoi s'en séparer et l'envoyer à Baylen? pourquoi ne pas tomber sur l'ennemi avec toutes ses forces réunies, d'abord à Baylen, puis sur Andujar, si Castanos passait le Guadalquivir? La position de Dupont était à peu près la même que celle où je me trouvais à Castiglione en 1796, quand l'ennemi s'empara de Brescia sur mes communications; il fallait qu'à mon exemple il écrasât d'abord le corps qui menaçait sa retraite, pour revenir ensuite accabler l'autre.

Dupont commit donc une faute en se divisant au moment critique, et son lieutenant en fit une seconde non moins grave. Wedel, trouvant Baylen évacué par les troupes de Gobert, qui avait été blessé en combattant Reding, remonta jusqu'à la Caroline pour le joindre, et laissa à l'ennemi la faculté de réoccuper Baylen après son passage. Le corps entier de Reding s'y établit ainsi sans obstacle.

Dupont, instruit de cet événement, prit trop tard le parti de marcher sur le même point et de s'ouvrir un passage; il fit, le 19, trois ou quatre tentatives infructueuses; ses attaques furent repoussées. Il se flattait que le bruit du canon ferait revenir Wedel sur ses pas, et qu'un effort combiné ramènerait la victoire. Vaines espérances! au lieu d'apprendre le retour de son lieutenant, il apprend que Castanos a profité de son départ d'Andujar pour y rentrer, et qu'il le fait suivre en queue par une forte division sous le général La Penna. Dupont, se voyant entouré et repoussé, proposa un traité d'évacuation. Reding le renvoya au général en chef Castanos à Andujar, mais consentit à une suspension d'armes.

J'avais chargé l'inspecteur-général du génie Marescot de suivre Dupont à Cadix pour faire l'inspection des fortifications de cette place, où j'avais compté que mes troupes entreraient sans coup férir. Ce général, connaissant Castanos avec lequel il avait travaillé à la démarcation des frontières après la paix de Bâle, s'offrit d'aller négocier avec lui, dans l'espoir d'en obtenir de meilleures conditions (20 juillet).

Sur ces entrefaites, Wedel, revenu sur Baylen, avait attaqué Reding à revers, et lui avait enlevé du canon et 600 prisonniers. Celui-ci, placé entre deux feux dans la position où il comptait mettre Dupont, se tire d'embarras en annonçant qu'un armistice venait d'être conclu. Après s'être assuré de la vérité de cette assertion, Wedel s'établit au-dessus de Baylen, et attend des ordres. Le bruit d'un traité ou plutôt d'une capitulation se répand parmi ses soldats récemment victorieux, et dont on vient d'enchaîner le courage. Ces braves s'indignent et se mutinent; ils veulent attaquer, percer jusqu'à Dupont, et lui sauver du moins la honte d'une capitulation, en assurant sa retraite. Les généraux assemblés y consentent; mais veulent attendre l'autorisation du général en chef auquel on dépêche un officier; celui-ci répond qu'il ne peut autoriser une attaque au moment où l'on traite pour une convention honorable et où il existe un armistice.

22 juillet.

La division indignée se retire sur la Caroline. Les Espagnols exigent avec hauteur que le général en chef la fasse revenir à Baylen, menaçant de fondre sur lui, si cela ne s'exécute à l'instant. La position de Dupont était certes des plus critiques; il venait, par son refus, de se priver de la coopération de Wedel; il ne pouvait plus y compter que par une perfidie, c'est-à-dire en chargeant l'officier qui devait le rappeler de concerter au contraire une attaque

avec ce général. Si, répugnant à un tel moyen, Dupont préférait s'en remettre à la loyauté espagnole (dont il devait se méfier dans un mouvement révolutionnaire où tant de chefs avaient payé de leur tête le moindre signe de modération envers les Français), comment put-il se décider à traiter pour une troupe qui avait sa retraite libre sur Madrid? Ignorait-il que même chez les Turcs le grand-visir cerné n'a le droit de traiter pour d'autres que pour lui? Il n'avait qu'un parti à prendre, c'était de signifier à Reding et à Castanos qu'un général enveloppé par l'ennemi ne pouvait donner d'ordre à un de ses lieutenants qui avait sa retraite libre; que, si on lui commandait une démarche aussi humiliante, il ne lui restait qu'à vaincre ou à mourir les armes à la main, et à donner aussitôt le signal du combat : il eût peut-être été fait prisonnier en rase campagne; mais alors il eût succombé en brave, je n'aurais pas eu le courage de lui reprocher sa faute. Loin de là, il eut la faiblesse d'obéir aux injonctions de Castanos, et crut mettre sa responsabilité à couvert en stipulant que sa division serait prisonnière et transportée par mer en France, où elle ne servirait qu'après son échange; que la division Wedel défilerait avec ses armes, les déposerait en faisceaux, et s'embarquerait également pour la France; on ne devait lui rendre ses armes qu'au moment de l'embarquement. Quinze mille Français mettre bas les armes, tandis que la moitié d'entre eux avait la retraite assurée sur Madrid, et ne respirait que vengeance et combats!

On sait au reste comment les Espagnols violèrent cette capitulation, et comment, sous prétexte de représailles pour ma conduite envers eux, ils jetèrent ces malheureux dans des pontons où la plupart périrent de misère et de désespoir.

Cette funeste catastrophe apprit à l'Europe que nous pouvions aussi rendre les armes; elle ruina pour longtemps nos affaires dans la péninsule; elle exalta jusqu'à la frénésie l'enthousiasme de nos ennemis. Dupont et Marescot, qui avaient négocié ce traité auquel ils devaient être étrangers, furent arrêtés à leur retour en France et détenus jusqu'à ma première abdication. J'avais ordonné, pour l'exemple, qu'on fît leur procès. Ce procès traîna : on a dit que j'en redoutais l'issue; il n'y avait certes pas de raison. Si l'amiral Bing avait été condamné à mort pour n'avoir pas vaincu à Port-Mahon, quelle peine ne méritaient pas les signataires d'un traité qui faillit causer la perte de tout ce que nous avions de troupes en Espagne?

La position désespérée où l'on avait placé Dupont était une faute incontestable; il pouvait être pris, c'eût été un malheur; mais il devait se faire du moins prendre comme François 1er à Pavie. Un général en chef, pour sauver une armée entière, peut signer des traités d'évacuation, comme Mélas à Marengo; il paya le salut de 70 mille hommes au prix de quelques forteresses : mais un lieutenant-général, commandant une fraction considérable d'armée, ne doit jamais, sous de vains prétextes d'humanité, signer des capitulations en rase campagne, pour conserver quelques bataillons de plus à son pays; ces capitulations-là, loin d'être avantageuses compromettent, au contraire, une armée entière et l'influence morale acquise souvent par dix ans de victoires. Dupont ternit ainsi, par un moment de faiblesse, une carrière illustrée par des talents incontestables et de brillants faits d'armes.

Pendant que ceci se passait au midi, le siége de Saragosse se préparait avec toute l'activité que le pays et les obstacles pou-

vaient permettre. Lefebvre-Desnouettes, renforcé par Verdier, céda le commandement à ce dernier. Je chargeai mon aide-de-camp Lacoste de la direction du siége : mais 8 à 9 mille hommes ne suffisaient pas pour investir une ville de 70 mille hommes située sur l'Èbre; Saragosse communiquait donc presque librement avec la campagne.

Tous les moyens furent concentrés, le 4 août, pour battre en brèche le couvent de St-Ingratia et la porte del Carmen. La brèche étant praticable, l'assaut fut livré, on emporta les deux postes, et nos colonnes se répandirent dans la ville. Elles s'en croyaient déjà maîtresses, lorsque les défenseurs concentrés au Corso reviennent sur elles, partie en colonne profonde, partie répandus dans toutes les maisons, sur les terrasses des toits, les croisées et les balcons, d'où ils font pleuvoir une grêle de balles. Nos troupes sont ramenées sur les postes qu'elles ont enlevés, avec perte d'un millier d'hommes.

Retraite de Madrid

La nouvelle du désastre de Baylen rendait ces efforts inutiles. Joseph, à peine arrivé à Madrid, fut forcé de l'évacuer pour concentrer son armée derrière l'Èbre et y attendre des renforts. Les généraux Lefebvre-Desnouettes et Verdier, contraints de lever le siége de Saragosse, se replièrent sur Tudela, et se réunirent à Moncey qui formait notre gauche.

La Romana fuit du Danemarck.

Pour achever de caractériser cette étrange guerre, la moitié du corps de La Romana, qu'on avait imprudemment laissé sur les côtes de Holstein en communication avec les Anglais, s'embarqua à l'insu de Bernadotte, et vint descendre sur la côte de Biscaye.

Fautes de cette campagne.

Trois fautes furent commises dans cette première période de l'expédition d'Espagne et en compromirent le succès, si toutefois le succès en était possible : la première fut de n'avoir pas sacrifié Godoï à la vindicte générale, en le faisant exiler par Charles IV; la seconde, de n'avoir envoyé que des conscrits à peine armés et habillés, et ne sachant pas même le maniement des armes; la troisième, de n'avoir pas fait acquitter largement les frais d'étape de mes troupes à mesure de leur passage, et même de ne les avoir pas fait toutes camper. L'Espagnol est fier et déteste la gêne; celle des logements militaires lui semblait insupportable autant par orgueil que par intérêt; car le peuple espagnol est intéressé et généralement pauvre. Quelques millions répandus à propos eussent probablement affaibli le mécontentement. On vécut de réquisitions qu'on promit de payer, mais les liquidations ne valent jamais l'argent comptant.

Ce moyen n'eût pas suffi sans doute pour que l'entreprise réussît; mais l'ordre, la discipline et des distributions exactes eussent diminué l'inimitié et la résistance; elles eussent amené les approvisionnements et réagi doublement sur les opérations militaires. J'avais donné tous les ordres pour que cela fût ainsi, mes instructions à Murat le prouvent; mais les événements ne donnèrent pas le temps de préparer des magasins partout, et ensuite l'insurrection rendit leur formation impossible.

Position de Junot en Portugal.

Il ne manquait qu'un malheur pour compléter la ruine de cette expédition; et de tous ceux qui accablèrent nos armes, c'était le moins vraisemblable. Junot venait de succomber sous les coups des Anglais en Portugal. Au fait, ce général ne convenait point

à une mission aussi délicate : doué de beaucoup d'activité, de bravoure et d'énergie, il entachait ces qualités par de la rudesse dans les manières et de la dureté dans le caractère. Il aurait fallu un administrateur souple, adroit, insinuant : si un homme tel que Suchet y eût été à cette époque, il se fût créé un parti. Sans doute la chose n'était pas des plus faciles, ou du moins n'eût pas été durable; car ce n'était plus d'un simple changement de dynastie qu'il s'agissait, mais de l'existence entière du Portugal. Autant mes projets sur ce pays me convenaient pour faire du tort à l'Angleterre, autant ils devaient peu convenir aux Portugais que je menaçais de la perte du Brésil, de la clôture totale de leurs ports, et d'une réunion à l'Espagne. Aussi ne m'abusai-je pas; je ne comptais que sur la force pour l'opérer.

Intérêts généraux du Portugal.

Ce n'est pas que nous n'eussions dans la classe éclairée un certain nombre de partisans, qui gémissaient de voir leur pays exploité comme une province britannique au plus grand profit des Anglais, et qui eussent désiré d'heureuses réformes. Le Portugal, sur qui la nature semble avoir pris plaisir d'épuiser ses faveurs, coupé de montagnes dont l'aspect riant ne le cède point aux sites les plus renommés de la Suisse et de l'Italie, favorisé d'un climat superbe dont la chaleur se trouve tempérée à différentes zones par l'élévation progressive de ces mêmes montagnes, ayant les plus beaux ports et les plus riches colonies de l'Europe, le Portugal, dis-je, serait le pays d'Eldorado, sans les moines qui abrutissent le peuple, et les Anglais qui s'opposent au développement de l'industrie. Nous pouvions le débarrasser des uns et des autres, et beaucoup de gens s'en applaudissaient; car ils ne voyaient pas d'un œil indifférent la dépendance dans laquelle leur patrie se trouvait relativement à l'Angleterre. Si elle en tirait des vins et des fruits, elle y versait à pleines mains les produits de ses manufactures, et en soutirait tous les bénéfices et tout le numéraire. Cependant aucun pays ne pourrait mieux se passer des autres. Pour peu que l'industrie eût animé un peuple placé sous un si beau ciel, il eût pu doubler le nombre et la population de ses villes; les peupler d'ouvriers qui, tout en lui fournissant des objets manufacturés, eussent consommé les vins de Porto sans le secours des îles britanniques et sans payer aussi chèrement les retours. Le Brésil seul, vivifié par une mère-patrie industrieuse, eût suffi pour la consommation de ces vins.

Sacrifices imposés à ce pays.

Mais l'introduction d'un tel système exigerait un demi-siècle; et le Portugais ne voyait pour le moment dans sa séparation de l'Angleterre que la clôture de ses ports, l'interruption de tout commerce avec le Brésil, la perte de l'unique débouché pour ses produits territoriaux, enfin la privation de tous les objets manufacturés nécessaires à la consommation habituelle. Ajoutez à cela l'inimitié du clergé, le fanatisme du peuple, les contributions en argent et en denrées, la charge des logements militaires inconnue depuis des siècles, et enfin le bruit du projet de partage qui menaçait l'existence d'une nation fière, il paraîtra moins étonnant que l'esprit ait changé si subitement.

L'annonce du partage projeté causa en effet une fermentation générale. La prise de possession en mon nom, qui eut lieu le 1er février, occasionna une explosion, et il fallut en venir aux coups de fusil pour rétablir l'ordre.

Cependant le licenciement d'une partie

de l'armée s'était opéré; une autre partie, sous le marquis d'Alorna, fut prise à ma solde et envoyée en France, à titre de contingent allié.

Ces mesures empiraient l'état des choses, et la cessation de tout commerce extérieur achevait de désespérer les Portugais. Les Espagnols, instruits de ce qui se passait chez eux, vinrent bientôt ajouter aux éléments de tempête. Les divisions de Taranco et de Solano évacuèrent les provinces qui leur étaient échues en partage pour rentrer en Espagne, enlevant tout ce qu'elles purent de Français sur leur passage. Junot ne pouvait plus considérer comme auxiliaires ceux qui lui restaient, car leurs soldats en vinrent aux mains avec les nôtres. Il fallut frapper un coup de vigueur, et désarmer la division Caraffa qui avait été réunie à nos troupes.

Insurrection générale du Portugal.

Le départ des Espagnols fut le signal d'une levée dans toutes les provinces qu'ils quittaient; mais on attendait pour éclater ouvertement les secours promis par l'Angleterre : dès qu'ils paraîtraient, le torrent comprimé ne devait jaillir que plus furieux.

Oporto n'avait pas attendu ce moment pour lever l'étendard de l'indépendance. Une junte ou régence, établie sous la présidence de l'évêque, s'était empressée d'envoyer à Londres demander un secours, à l'aide duquel elle se flattait de délivrer le royaume. Les régiments licenciés avaient été réorganisés et les milices appelées aux armes. Junot, espérant en imposer, détache le général Loison d'Almeida sur cette ville; mais la certitude qu'il acquiert de l'insuffisance de ses moyens décide ce général à rétrograder sur Almeida avant d'être entouré. Il reçoit ici le nouvel ordre d'accourir à Lisbonne, et se met en marche par Guarda et Alcantara sur Abrantès.

En effet, Junot, justement inquiet des événements qui le menaçaient de toutes parts, songeait à se mettre en mesure. Le débarquement d'une division anglaise près de Faro, à l'extrémité des Algarves, venait d'occasionner un soulèvement universel. Partout les faibles détachements épars dans le royaume sont assaillis; cependant, à l'exception d'un bataillon enlevé à Faro, tous parviennent, par leur bonne contenance, à s'ouvrir un passage. Maransin ramène, par un prodige, un millier d'hommes du fond des Algarves, et saccage Beja, où les insurgés s'opposent à sa marche. A Lisbonne même, on en vient aux mains : toutes les rives du Mondego sont en armes; les montagnards descendent jusque vers Abrantès et Santarem; une division espagnole, débouchant de la Guadiana, menace Kellermann à Elvas, fomente l'insurrection jusqu'à Evora et Estremoz, et force à rappeler ce général sur le Tage.

Dans ces circonstances critiques, Junot se décide à rassembler tous ses moyens, à tenir Lisbonne autant que possible, puis à s'ouvrir un passage par Elvas pour rejoindre Murat à Madrid ou Valladolid. Loison, de retour à Lisbonne, est détaché sur Leyria contre les insurgés de Coïmbre; mais Kellermann les ayant déjà attaqués avec succès, la présence de Loison est jugée plus nécessaire à Evora, où l'appui d'une division espagnole a causé un soulèvement menaçant. Il y marche à la tête de 4 mille hommes. Les ennemis, fiers de leur nombre, osent se présenter à sa rencontre devant la ville; il les aborde impétueusement et les culbute avec une grande perte; ils se retirent dans ses murs. Loison les somme sans succès, et se prépare à l'assaut. Au milieu du tumulte, les Espagnols, établis près de la porte d'Elvas, parviennent à s'échapper, non sans éprouver une perte sensible. L'attaque con-

tinue des deux côtés ; enfin nos troupes pénètrent dans Evora, où une boucherie effrayante se prolonge pendant plusieurs heures. On se bat de rue en rue, de maison en maison ; tout ce qui est pris les armes à la main est massacré sans pitié. La ville est saccagée de fond en comble ; et nos soldats, las de carnage, font enfin 2 à 3 mille prisonniers, restes de 8 mille miliciens ou habitants armés. Cette sanglante exécution assure au général Loison une triste célébrité dans ces contrées : elle jette un moment l'épouvante dans le Portugal ; mais, n'étant pas appuyée longtemps par la victoire, elle devient au contraire un motif de représailles et de vengeance dans le cœur irascible des Portugais.

Wellington y descend avec une armée anglaise.

Les secours promis par l'Angleterre ne se firent pas longtemps attendre. Le cabinet de St-James avait fait de grands préparatifs sur les premières invitations des juntes espagnoles. Sir Arthur Wellesley, revenu de l'expédition de Copenhague, où il ne s'était pas moins distingué que dans l'Inde, s'était embarqué pour la Galice, où l'on faisait des difficultés de le recevoir à la Corogne. On le fit aussitôt filer jusqu'en Portugal, où il devait réunir d'abord 15 mille hommes des meilleures troupes anglaises. Il serait suivi de près par 15 autres mille sous les généraux Moore et Dalrymple, et ce dernier prendrait le commandement [1].

Instruit de l'esprit qui animait les Portugais, et certain de trouver un puissant appui, Wellesley, que nous désignerons désormais par le titre de lord Wellington, qui lui fut déféré plus tard comme une récompense nationale, résolut de ne pas attendre son chef et de mériter à lui seul la gloire de délivrer le Portugal. Descendu le 2 août à l'embouchure de Mondego, il passa cette rivière à Coïmbre et marcha vers Leyria.

Junot, battu à Vimiera, évacue le Portugal.

Son calcul était juste : Junot, forcé de contenir la population entière de Lisbonne, de défendre les forts et batteries de cette ville et du port, enfin de garder les Espagnols désarmés, ne pouvait pas lui opposer plus de 10 à 12 mille hommes, encore fallait-il attendre pour cela l'arrivée de Loison qui venait d'Evora. En attendant, le général Laborde fut opposé avec 3 mille hommes aux Anglais, et eut l'audace de recevoir le combat à Rolica, où il lutta avec gloire contre un ennemi quadruple, et ne se retira qu'après lui avoir causé une grande perte. Loison étant arrivé, Junot marcha à la rencontre du général anglais, qui avait alors réuni 16 mille hommes sans compter les Portugais. Mais, battu à Vimiera le 20 août, et entouré d'une masse innombrable d'ennemis, Junot s'estima trop heureux de signer à Cintra un traité d'évacuation plus honorable que celui de Baylen. Du moins celui-ci fut respecté. Un des fâcheux résultats de cette convention fut la perte de l'escadre russe sous l'amiral Siniavin. Elle avait tenu l'Archipel depuis la campagne de 1805, et lors de la déclaration de guerre de la Russie aux Anglais, elle était venue chercher un refuge dans le Tage. Forcée de courir les chances de nos armes, elle fut mise en séquestre jusqu'à la paix; les équipages seuls furent reconduits en Russie.

Dalrymple, qui venait d'arriver, signa cette convention, et encourut le blâme de l'Angleterre pour avoir laissé échapper une

[1] Moore revenait de Gothenbourg avec un corps de 10 mille hommes qui avait dû seconder les Suédois.

proie plus assurée encore que celle de Baylen. Wellesley même fut appelé à Londres pour y rendre compte de sa conduite, et il ne fallut rien moins que ses talents reconnus et le crédit de sa famille pour le sauver d'une disgrâce.

Junot encourut de ma part le reproche d'avoir laissé trop de monde à la garde de Lisbonne, de Santarem et de la rive gauche du Tage, et d'avoir attaqué Wellesley parallèlement sur le centre au lieu de manœuvrer pour fondre sur sa gauche par un mouvement de nuit. Toutefois, en supposant que Junot eût agi selon mon gré et qu'il eût repoussé Wellesley sur l'embouchure de Mondego, l'arrivée des troupes de Moore et de Dalrymple, la levée générale des Portugais, et ce qui se passait en Espagne, ne lui laissaient aucun espoir de retraite. Je n'avais donc qu'à m'applaudir de l'heureux traité qui me rendait une armée dont la perte semblait certaine.

Guerre et succès des Russes en Finlande.

Tandis que ces choses se passaient dans le midi, la Russie avait déclaré la guerre à la Suède qui s'obstinait à rester dans les griffes du léopard. L'impétueux descendant de Charles XII avait résisté à toutes les démarches que nous avions tentées pour lui faire déclarer la guerre aux Anglais. Les uns prétendent qu'il poursuivait avec une chevaleresque obstination la carrière qu'il s'était imposée depuis l'événement du duc d'Enghien qui nous avait brouillés; d'autres pensent que la catastrophe de Copenhague et l'espoir de se faire céder la Norwége le retenaient par-dessus tout dans les liens du cabinet de St-James. L'Angleterre lui payait des subsides; le pavillon suédois flottait sur les mers en se soumettant au code britannique. Gustave jugeait cet ordre de choses à la fois utile à son commerce et conforme aux principes qu'il avait manifestés. Tant qu'il n'exposait que la Poméranie et Stralsund, on pouvait s'expliquer ce système, mais quand l'empereur Alexandre se fut déclaré, il est difficile de concevoir qu'il ait osé lutter contre les deux plus grandes puissances du continent.

Le cabinet de St-Pétersbourg convoitait depuis un siècle la Finlande, province importante qui, située aux portes de la capitale de l'empire, était plus précieuse encore à la Russie qu'à la Suède, dont elle était séparée par le golfe de Bothnie, et à laquelle elle ne tenait continentalement que par des déserts situés pour ainsi dire sous le pôle.

Le 9 février 1808, malgré un froid excessif, le général Buxhowden entra en Finlande à la tête de 20 mille Russes. Après d'insignifiantes escarmouches, il s'empara d'Helsingfors, laissa un corps d'observation devant l'importante place de Sweaborg et se rabattit sur Tawasthous, afin de prévenir l'ennemi à Wasa, et de le couper s'il osait tenter de défendre Abo et le littoral. Ces dispositions eurent une partie du succès désiré. Si les chemins et les neiges ne permirent pas d'arriver à Wasa avant l'ennemi, on accéléra du moins sa retraite et l'occupation de toute la province, en le forçant à se retirer en désordre sur Sweaborg.

Prise importante de Sweaborg.

Dans cet intervalle, Buxhowden avait soumis les forts de Schwartholm et de Kangout, et bloqué Sweaborg sur les glaces. Ce Gibraltar de la Baltique, qui peut donner asile aux plus grandes flottes, se trouve à l'entrée du golfe d'Helsingfors, dont il ferme l'entrée par les sept îles rocailleuses sur lesquelles il est construit. Comme rade, forteresse et arsenal, cet

établissement maritime ne le cède à aucun autre [1]. Les parages en sont un peu difficiles pour de grandes escadres, mais relativement aux forces employées par les deux partis dans le golfe de Finlande, il ne laisse rien à désirer. L'amiral Cronstedt y commandait environ 3 mille hommes de troupes de ligne et autant de milices de Finlande. Après un blocus exécuté sur la glace du golfe et un simulacre de bombardement qui dura du 8 au 25 mars, il rendit honteusement la place au moment où le retour du printemps pouvait lui faire espérer d'être dégagé du côté de la mer, et où un succès remporté à Brahestadt par les Suédois sur la division Touczkof aurait pu changer la face des affaires sur terre. Il défila le 24 avril, et se rendit prisonnier.

Cette importante conquête valut aux Russes, outre les prisonniers et une place imprenable, 2 mille pièces de canon de marine ou de remparts et des approvisionnements considérables. Dès lors, il était impossible que les Russes, renforcés jusqu'à 40 mille hommes à la fin de la campagne, pussent être délogés de la Finlande.

Bernadotte entre en Zélande et en Fionie pour menacer la Suède.

De mon côté, je n'avais pas laissé mes forces dans l'inaction ; je sentais que les Russes, devant tourner le golfe de Bothnie jusque près du pôle, trouveraient de grandes difficultés à y opérer avec des forces suffisantes pour occuper la Suède; je résolus de les seconder en menaçant Gustave au centre de sa puissance, et en faisant entrer une armée en Zélande de concert avec les Danois. Les flottes anglaises ne pouvaient pas tenir le Sund dans les gros temps d'hiver, et il suffisait de quelques heures pour descendre en Scanie. Cette seule possibilité forcerait les Suédois à garnir cette côte, et opérerait ainsi une utile diversion à mes alliés, si même elle ne décidait Gustave à plier son caractère altier sous la loi impérieuse du salut de l'état. Bernadotte, qui avait remplacé Brune [2], entra donc en Zélande à la tête de 30 mille hommes, parmi lesquels se trouvait une des divisions espagnoles de la Romana ; l'autre division resta en Fionie et dans le Holstein avec d'autres troupes françaises. Les Anglais, instruits de cet événement, et craignant que nous ne fissions à la Suède et à sa flotte ce qu'ils avaient fait au Danemarck, se hâtèrent d'envoyer le général Moore avec un corps de 10 mille hommes à Gothembourg (17 mai). Les événements qui se passèrent en Espagne décidèrent bientôt le gouvernement anglais à rappeler ce corps pour l'employer plus utilement dans la péninsule.

On vient de voir qu'il n'arriva pas à temps pour la délivrance du Portugal, mais nous ne tarderons pas à le retrouver dans les plaines de la Castille.

[1] Sweaborg est construit sur sept rochers séparés du continent ; plusieurs de ses bastions sont taillés dans le roc même; les autres sont casematés et entièrement inabordables par leur situation. Il y avait 700 pièces de canon en batteries depuis le calibre de 48 jusqu'à celui de 6. La rade ou pour mieux dire le golfe qui est fermé par sept îles, peut donner abri à des flottes innombrables.

[2] Brune était accusé de faire la contrebande à Hambourg ; il avait eu une entrevue avec le roi de Suède Gustave à Schlatkow, dans laquelle il n'avait pas montré la dignité d'un représentant du grand empire, ni l'attachement qu'il devait à Napoléon : celui-ci lui ôta le commandement, et Bernadotte fut destiné à le remplacer.

FIN DU TOME PREMIER.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

(N° 1.)

Projet de Pitt pour abaisser la France, extrait de la communication officielle qui fut faite par le gouvernement de la Grande-Bretagne à l'ambassadeur de Russie, à Londres, le 19 *janvier* 1805.

On a mis sous les yeux de S. M. le résultat des communications faites par le Prince Czartorinski à l'ambassadeur de S. M. à St-Pétersbourg et des explications confidentielles données par V. E. Sa majesté a vu avec une satisfaction inexprimable le plan de politique sage, grand et généreux que l'empereur de Russie est disposé d'adopter dans la situation calamiteuse de l'Europe; S. M. est encore heureuse de s'apercevoir que les vues et les sentiments de l'empereur, par rapport à la délivrance de l'Europe et à sa tranquillité et à sa sûreté future, répondent entièrement aux siens. En conséquence le roi désire entrer dans l'explication la plus claire et la plus franche sur chaque point qui tient à ce grand objet, et de former avec S. M. I. l'union de conseil et le concert le plus intime, afin que, par leur influence et leurs efforts réunis, on puisse s'assurer de la coopération et de l'assistance d'autres puissances du continent dans une proportion analogue à la grandeur et à l'importance de l'entreprise, du succès de laquelle dépend le salut futur de l'Europe.

Pour cela, le premier pas doit être de fixer, aussi précisément que possible, les objets vers lesquels un tel concert doit tendre.

Il paraît, d'après l'explication qui a été donnée des sentiments de l'empereur, auxquels S. M. adhère parfaitement, qu'ils se rapportent à trois objets : 1° de soustraire à la domination de la France les contrées qu'elle a subjuguées depuis le commencement de la révolution, et de réduire la France à ses anciennes limites, telles qu'elles étaient avant cette époque [1]. 2° De faire, à l'égard des territoires enlevés à la France, des arrangements qui, en assurant leur tranquillité et leur bonheur, forment en même temps une barrière contre les projets d'agrandissement futurs de la France. 3° D'établir, à la restauration de la paix, une convention et une garantie pour la protection et la sûreté mutuelle des différentes puissances, et pour rétablir en Europe un système général de droit public.

Le premier et le second objet sont énoncés généralement et dans des termes qui admettent la plus grande extension; mais ni l'un ni l'autre ne peuvent être considérés en détail sans égard

[1] Cette expression dubitative *il paraît* prouve que Pitt avait donné de l'extension aux idées de l'empereur Alexandre. Lorsqu'on en vint à des actes sérieux, ce monarque ne parla que de l'évacuation de l'Allemagne, de la Hollande, de l'Italie, ce qui fait croire qu'il entendait que la France restât dans ses limites, mais qu'il n'eut point l'intention de lui imposer celles de 1792.

à la nature et à l'étendue des moyens par lesquels ils peuvent être obtenus. Le premier est certainement celui que les vœux de S. M. et ceux de l'empereur voudraient voir établi sans aucune modification ni exception; et rien de moins ne pourrait complètement satisfaire les vues que les deux souverains ont pour la délivrance et la sécurité de l'Europe. S'il était possible de réunir à la Grande-Bretagne et à la Russie les deux autres grandes puissances militaires du continent, il paraît hors de doute qu'une telle réunion de forces les mettrait en état d'accomplir tout ce qu'elles se seraient proposé. Mais si (comme il y a trop de raison de croire) il était impossible de faire entrer la Prusse dans la confédération, on peut douter qu'il y ait moyen de faire dans toutes les parties de l'Europe les opérations qui seraient nécessaires pour le succès de la totalité du projet.

Le second point renferme en lui-même la matière de plus d'une considération importante. Les vues et les sentiments qui animent également S. M. et l'Empereur de Russie, lorsqu'ils tentent d'établir ce concert, sont purs et désintéressés.

Leur principale vue, à l'égard des pays qui peuvent être enlevés à la France, doit être de rétablir, autant que cela est possible, leurs anciens droits, et de fonder le bien-être de leurs habitants; mais en envisageant cet objet, ils ne doivent pas perdre de vue la sécurité générale de l'Europe, d'où même cet objet particulier doit principalement dépendre.

Par suite de ce principe, il ne peut pas être douteux que si quelques-uns de ces pays sont capables d'être rendus à leur ancienne indépendance, et placés dans une situation où ils puissent la défendre, un tel arrangement doit être très-analogue à la politique et aux sentiments sur lesquels ce système est fondé. Mais on trouvera, parmi les pays actuellement soumis à la domination de la France, d'autres auxquels ces considérations ne sont point applicables, soit que dans ces pays les anciennes relations sont tellement détruites qu'on ne peut pas les y rétablir, soit que leur indépendance n'aurait lieu que de nom, et serait aussi incompatible avec la sûreté des pays mêmes qu'avec celle de l'Europe. Heureusement le plus grand nombre entre dans la première catégorie. Si les armes des alliés étaient couronnées de succès au point de dépouiller la France de tous les pays qu'elle a acquis depuis la révolution, ce serait certainement leur premier but de rétablir les républiques des Provinces-Unies et de la Suisse, et les territoires du roi de Sardaigne, de la Toscane, de Modène (sous la protection de l'Autriche) et de Naples; mais celui de Gênes, celui de la république italienne, renfermant les trois légations, ainsi que Parme et Plaisance; et, d'un autre côté, les Pays-Bas autrichiens, les pays sur la rive gauche du Rhin qui ont fait partie de l'empire germanique, appartiennent à la seconde classe. Quant aux provinces italiennes que l'on vient d'indiquer, l'expérience a montré combien peu de disposition il y a dans les unes, et combien peu de ressources dans les autres, pour résister à l'agression et à l'influence de la France. Certainement le roi d'Espagne a trop participé au système dont une si grande partie de l'Europe a été la victime, pour que les anciens intérêts de sa famille en Italie méritent d'être pris en considération [1]; et la dernière conduite de Gênes et de quelques autres états d'Italie ne leur donne aucun droit à réclamer la justice ou la généro-

[1] Pitt, tout en parlant de grands principes de justice, montre ici la griffe du léopard; l'Espagne a reconnu que ses intérêts maritimes étaient les mêmes que ceux de la France, dès-lors les princes de sa maison peuvent être dépouillés pour la grande satisfaction du cabinet de Londres. Voilà la justice et la légitimité de ce cabinet!!

sité des alliés. Il est au surplus manifeste que ces petites souverainetés ne pourront plus consolider leur existence politique, et qu'elles ne serviraient qu'à affaiblir et à paralyser la force qui, autant que possible, devrait être concentrée entre les mains de la principale puissance de l'Italie.

Il est inutile de s'arrêter particulièrement sur l'état des Pays-Bas. Les événements qui se sont passés ne permettent plus d'élever la question, s'ils doivent être rendus à la maison d'Autriche : il s'ensuit qu'il y a de nouveaux arrangements à prendre à l'égard de ce pays, et il est évident qu'il ne pourra jamais exister comme état séparé et indépendant. Les mêmes considérations s'appliquent à peu près aux électorats ecclésiastiques et aux autres provinces situées sur la rive gauche du Rhin, ces pays ayant une fois été détachés de l'empire, et leurs anciens possesseurs ayant reçu des indemnités. Il ne paraît donc pas contraire aux principes les plus sacrés de la justice et de la morale publique de faire, à l'égard de l'un ou de l'autre de ces pays, telle disposition qui paraisse convenable à l'intérêt général ; et il est évident qu'après tant de misères et de sang répandu, il n'existe pas d'autre mode de parvenir au grand but de recréer le repos et le salut de l'Europe sur une base solide et durable. Il est heureux qu'un pareil plan d'arrangement essentiel en lui-même pour l'objet qu'on se propose peut aussi contribuer au plus haut degré à assurer les moyens par lesquels ce dessein important peut être promu.

Il est très-certainement de la plus haute importance, sinon de la plus absolue nécessité, pour cela, de s'assurer de la coopération vigoureuse et efficace de l'Autriche et de la Prusse ; mais il y a peu de raison d'espérer que l'une ou l'autre de ces puissances puisse être engagée à s'embarquer pour la cause générale, si on ne lui offre la perspective d'obtenir quelque acquisition importante pour la récompenser de ses efforts. D'après ces motifs déjà allégués, S. M. conçoit que rien ne peut autant contribuer à la sécurité générale que de donner à l'Autriche de nouveaux moyens pour s'opposer aux places de la France du côté de l'Italie, et en plaçant la Prusse dans une position semblable à l'égard des Pays-Bas. La situation relative de ces deux puissances ferait naturellement de ces deux pays les points vers lesquels leurs vues se dirigeront respectivement.

En Italie, une bonne politique exige que la puissance et l'influence du roi de Sardaigne soient augmentées, et que l'Autriche soit replacée dans une situation qui lui fournisse les moyens de porter, en cas d'attaque, un secours immédiat et prompt à ses possessions. *S. M. voit avec satisfaction, par les communications secrètes et confidentielles que V. E. vient de transmettre, que les vues de la cour de Vienne sont parfaitement d'accord avec ce principe, et que l'extension à laquelle cette cour vise peut non-seulement être admise avec sûreté, mais que, pour l'avantage de l'intérêt général, on peut encore y ajouter.* Sous d'autres points de vue, S. M. adopte entièrement le plan d'arrangement que S. M. l'empereur de Russie désire voir effectué dans ce pays. S. M. regarde comme absolument nécessaire pour la sûreté générale, que l'Italie soit soustraite à la domination et à l'influence de la France, et qu'on ne souffre dans ce pays aucune puissance qui n'entrât pas facilement dans un système général pour en maintenir l'indépendance. Pour cela, il est essentiel que les provinces qui composent maintenant ce que l'on appelle république italienne soient données à d'autres souverains. En distribuant ces provinces, on devra sans doute donner une augmentation de puissance et de richesse au

roi de Sardaigne, et il paraît utile que son territoire, aussi bien que le duché de Toscane, qu'on propose de rendre au grand duc, soient mis en contact immédiat, ou en état de communiquer facilement avec les possessions de l'Autriche. Sur ce principe, la totalité du territoire qui compose maintenant la république ligurienne pourrait, à ce qu'il paraît, être réuni au Piémont.

En supposant que les efforts des alliés fussent couronnés du succès le plus complet, et que les deux objets qu'on a discutés jusqu'à présent eussent été pleinement obtenus, cependant S. M. regarderait cette œuvre salutaire comme imparfaite, si la restauration de la paix n'était pas accompagnée par les mesures les plus efficaces pour donner de la solidité et de la stabilité au système ainsi établi. Beaucoup sera certainement fait pour le repos futur de l'Europe, par ces arrangements territoriaux, qui formeront contre l'ambition de la France une plus forte barrière qu'il n'en a jamais existé; mais pour rendre cette sécurité aussi parfaite que possible, il paraît nécessaire qu'à l'époque de la pacification générale, on conclue un traité auquel toutes les principales puissances européennes prendront part, et par lequel leurs possessions et leurs droits respectifs, tels qu'ils auront été établis, seront fixés et reconnus, et ces puissances devraient toutes s'engager réciproquement à se protéger et se soutenir l'une l'autre contre toute tentative pour l'enfreindre. Ce traité rendrait à l'Europe un système général de droit public, et viserait, autant que possible, à réprimer des entreprises futures pour troubler la tranquillité générale; et, avant tout, pour faire échouer tout projet d'agrandissement et d'ambition pareil à ceux qui ont produit tous les désastres dont l'Europe a été affligée depuis la malheureuse ère de la révolution française [1].

[1] Cette malheureuse ère dont parle Monsieur Pitt, un de ses amis, l'orateur Makintosh, s'est vanté au mois de juin mil huit cent vingt-sept que Pitt l'avait encouragée.

(N° 2.)

Napoléon au prince de Neufchâtel.

Paris, le 14 février 1806.

Mon cousin, j'apprends que les bataillons autrichiens sont entrés à Wurtzbourg. Vous voudrez bien faire connaître sur-le-champ à M. de Lichtenstein que je ne veux point de troupes autrichiennes à Wurtzbourg. L'électeur formera ses premières troupes dans la Westphalie, sans cela Wurtzbourg deviendra ce qu'était la Souabe. Les troupes autrichiennes ne doivent point sortir de leurs limites. Vous expédierez un courrier au général Andréossi pour lui ordonner de s'en expliquer clairement. Il faut parler haut; il est temps que l'Autriche me laisse tranquille et reste chez elle. Vous ferez connaître au prince de Lichtenstein mon mécontentement à l'occasion de la publication des pièces des traités conclus avec l'Angleterre, où M. Stadion joue un si mauvais rôle : cela n'est point propre à me donner de la confiance pour les relations futures. *Si les troupes autrichiennes s'obstinent à rester à Wurtzbourg, vous les ferez enlever, et vous direz à M. de Lichtenstein que vous en avez reçu l'ordre. Je ne veux point de troupes autrichiennes au delà de leurs limites héréditaires.* Faites sur cet objet une note officielle dont vous m'enverrez copie pour être déposée aux archives, dans laquelle vous établirez pour principe que je n'entends point que les troupes autrichiennes passent jamais leurs frontières. Vous donnerez ordre au maréchal Bernadotte d'occuper Anspach avec son corps d'armée;

vous donnerez le même ordre au maréchal Mortier, qui sera sous ses ordres. Il prendra possession du pays au nom du roi de Bavière; il fera connaître par une proclamation qu'en conséquence du traité conclu entre la France et la Prusse, sa majesté prussienne a consenti à céder Anspach au roi de Bavière, et que l'occupation de ce pays doit être faite par les troupes françaises au même moment que les troupes prussiennes occuperont le Hanovre; que les Prussiens occupant cet électorat, il a ordre de son souverain de procéder à l'occupation d'Anspach; que ses troupes maintiendront une bonne discipline, et que les revenus et ressources du pays seront mis en séquestre pour l'entretien des troupes qui l'occuperont pendant le temps qui sera jugé nécessaire. Avant de publier cette proclamation, le maréchal Bernadotte fera marcher les divisions, entrera dans le pays d'Anspach et en occupera tous les points; il fera connaître au commandant des troupes prussiennes qu'elles doivent se retirer, qu'il doit en avoir reçu l'ordre, puisque les Prussiens sont en Hanovre. Du reste, vous recommanderez au maréchal Bernadotte d'y mettre toutes les formes, de parler avec un grand éloge du roi de Prusse, et de faire tous les compliments usités en ces circonstances. Il ne correspondra pas avec le roi, ni avec ses ministres; il prendra toutes les mesures nécessaires pour pourvoir à la nourriture et à l'entretien de ses troupes, et les cantonnera là jusqu'à nouvel ordre. Comme son corps d'armée est trop considérable pour pouvoir vivre dans le pays d'Anspach, il pourra s'étendre sur le territoire des petits princes voisins, sans cependant toucher à Bareith; je n'ai pas besoin de dire qu'il doit rester sur ses gardes, et avoir l'œil ouvert sur les Prussiens, s'il y en avait à portée de lui. Indépendamment du corps du maréchal Mortier, le maréchal Bernadotte aura sous ses ordres une division de dragons et une division de grosse cavalerie. Quand vous le jugerez convenable, vous donnerez ordre au maréchal Davoust de se porter sur Aichstett pour appuyer le maréchal Bernadotte et s'étendre derrière lui. Vous donnerez ordre à la division de dragons qui est arrivée à Augsbourg de se rendre à Francfort, où elle sera sous les ordres du maréchal Augereau. Quand le jour de rigueur d'évacuer Salzbourg sera arrivé et pas un jour avant, vous ferez filer le maréchal Ney sur Augsbourg, où il attendra de nouveaux ordres. Le maréchal Soult occupera, avec son corps d'armée, les villes suivantes jusqu'à nouvel ordre, savoir: une division à Braunau, une division à Passaw, et une à Landshutt. Ayez soin que les magasins et l'artillerie soient évacués. Parlez au roi de Bavière pour qu'il ait dans le Tyrol et principalement du côté de Salzbourg une grande quantité de ses troupes, surtout dans le premier moment. Si vous le jugez nécessaire, vous pourrez y placer une brigade du corps du maréchal Soult. Monsieur d'Haugwitz a signé hier un autre traité. Nous verrons si les Prussiens seront plus fidèles à celui-ci qu'à celui de Vienne : il faut donc se tenir en mesure. Ayez soin que tous les détachements qui sont à Augsbourg et à Ulm rejoignent leurs corps. Faites-moi connaître le jour où le maréchal Bernadotte prendra possession d'Anspach, où le maréchal Mortier sera derrière lui pour le soutenir, où le maréchal Davoust sera à Aichstett et où le maréchal Ney se dirigera sur Augsbourg. Voici une disposition pour la cavalerie de réserve : une division de dragons et une de grosse cavalerie avec le corps du général Bernadotte; une division de dragons et une division de grosse cavalerie avec le corps du maréchal Soult; l'autre division de dragons à Augsbourg. Donnez ordre au général Oudinot de se rendre avec ses grenadiers à Strasbourg; vous ferez con-

naître au maréchal Kellermann que mon intention est qu'il donne 150 des plus beaux hommes des 3,000 conscrits habillés du dépôt général à chacun des bataillons du général Oudinot : je vous ai écrit de faire remplacer le général Cafarelli dans le commandement de sa division par le général Morand. Tenez-vous strictement aux ordres que je vous donne; exécutez ponctuellement vos instructions; que tout ce monde se tienne sur ses gardes et reste à son poste ; *moi seul, je sais ce que j'ai à faire* [1]. Si le ministre de Prusse vient vous voir à Munich et vous parle de l'occupation d'Anspach, répondez-lui que c'est par mon ordre; les Prussiens n'ont-ils pas occupé le Hanovre? Du reste, dites beaucoup de belles paroles pour la Prusse. J'apprends avec déplaisir que votre santé est mauvaise; mais nous nous verrons bientôt, il me tarde autant qu'à vous que vous reveniez; mais vous voyez comme je suis maîtrisé par les circonstances. Voyez le roi et remettez-lui la lettre ci-jointe, mais 48 heures après que les ordres seront partis pour le maréchal Bernadotte. Vous causerez avec lui, vous direz que l'ordre pour l'occupation d'Anspach est parti, qu'il ne faut rien dire, que quant à la prise de possession par les troupes françaises, il ne doit se mêler de rien afin de ne pas irriter la Prusse ; que le traité de Vienne n'a été ratifié par le roi de Prusse qu'avec beaucoup de changements que je n'ai pas approuvés ; que j'ai en conséquence mal mené Haugwitz; qu'un autre traité a été signé hier par ce ministre ; qu'on ne sait point s'il en sera de même de celui-ci que du premier ; mais que, puisque les Prussiens sont entrés en Hanovre avant que rien ne fût fini, je prends possession d'Anspach ; que ces MM. prétendaient occuper le Hanovre et ne nous livrer Anspach que lorsque les Anglais consentiraient sans doute à la perte du Hanovre, c'est-à-dire jamais; qu'on ne va pas manquer à Anspach de s'adresser à lui lorsque les troupes françaises y entreront, mais qu'il doit dire qu'il va répondre, qu'il va m'écrire, et autres choses vagues.

[1] Une armée où personne ne sait ce qu'il doit faire est une armée exposée à de grands malheurs. Ces mots renferment tout le système de Napoléon et signalent une des causes de ses revers.

(N° 3.)

Napoléon au major-général.

Paris, le 10 mars 1806.

Mon cousin, mes troupes doivent entrer à Wesel le 18 mars : le prince Murat se rend à Cologne pour surveiller cette opération. Mon intention est que vous voyiez le roi de Bavière pour qu'il expédie sur-le-champ un commissaire avec l'autorité nécessaire pour l'exécution du traité par lequel il me cède le duché de Berg, mon intention étant de prendre possession de ce pays le 18 ou le 20 mars au plus tard. Vous écrirez au prince Murat à Cologne, ce prince y sera rendu le 12. Vous l'instruirez du nom du commissaire qu'aura nommé le roi de Bavière. Je désire occuper en mon nom ledit duché de Berg, mais, comme je vous l'ai dit ci-dessus, au 18 ou 20 mars. Faites en sorte que tout soit expédié pour cette époque et que le prince Murat reçoive des lettres de vous. Vous entendez bien que ce duché m'étant dévolu par un traité, son occupation n'est point susceptible d'éprouver de retard. Si le roi de Bavière vous demande ce que je veux en faire, vous lui direz que vous n'en êtes point instruit ; mais je vous dirai, pour vous seul, que je vais nommer le prince Murat, prince de Berg et de Clèves : cela doit rester en secret pour tout le monde.

L'indemnité que demande le roi de Bavière pour ce qu'il me cède du Tyrol italien, je la lui fais gagner en le dispensant de donner à la Prusse le territoire de 20 mille âmes qu'il devait lui céder en échange d'Anspach; car, vous savez que le roi de Bavière me cédait sans restriction le duché de Berg, et que je ne m'étais engagé à lui faire avoir Anspach qu'avec une population de 20 mille âmes de moins.

(N° 4.)

Au même.

Paris, le 14 mars 1806.

Mon cousin, mon intention est que mon armée reste en Allemagne, jusqu'à ce que j'aie des réponses positives de la cour de Vienne relativement aux affaires de la Dalmatie. Cependant je sens qu'il est urgent de soulager les états du roi de Bavière et en même temps de rapprocher mon armée de chez moi, car je ne puis douter que la cour de Vienne cesse de refuser une chose qui est si juste. Vous ordonnerez en conséquence les dispositions suivantes.

Le corps du maréchal Ney partira d'Augsbourg emmenant avec lui la division de dragons de Walter, et se rendra à petites journées, de manière à fatiguer le moins possible mes soldats, par Memingen à Engen, et se cantonnera dans toute l'étendue de la principauté de Furstemberg, et vivra aux dépens de cette principauté sans faire supporter aucune charge au pays de Bade ni à la Bavière. Le maréchal Ney attendra là de nouveaux ordres. Infanterie, cavalerie, artillerie, tout doit être en état. Le maréchal Davoust se rendra avec son corps d'armée à Oettingen, et cantonnera ses troupes dans toute cette principauté sans être à charge d'aucune manière à la Bavière; il enverra une de ses divisions occuper entièrement la seigneurie de Limbourg et une autre occuper toute la principauté d'Hohenlohe. Si son séjour se prolongeait plus longtemps que je ne le pense, elle pourrait même s'étendre dans le Mergentheim, la principauté d'Oettingen, Limbourg et Hohenlohe, formant plus de 200 mille âmes; son armée doit vivre là à son aise sans fatiguer aucun de mes alliés. Par ce moyen, la Bavière se trouvera déchargée de nourrir deux corps d'armée, et cela me donnera le temps de faire toutes mes dispositions générales, puisque ces corps d'armée ne seront pas rendus, avant le 25, dans leurs cantonnements. Le maréchal Soult se trouve avoir une grande quantité de cavalerie; je ne vois pas d'inconvénient qu'elle se déploie et prenne plus d'espace, et même qu'une de ses deux divisions de cavalerie se prolonge sur le Lech, du côté d'Ingolstadt et de Neubourg. Vous pouvez renvoyer le quartier-général et tous les bagages à Ulm; je désire cependant que de votre personne vous restiez encore quelque temps à Munich.

(N° 5.)

Napoléon au prince de Neufchâtel.

Paris, le 14 mars 1806.

Mon cousin, je vous ai fait connaître que je désirais que vous fissiez passer une convention pour régler de quelle manière je dois communiquer avec la Dalmatie, et fixer le nombre des journées d'étapes. La république de Venise jouissait de cette communication. D'ailleurs me donner la Dalmatie sans les moyens d'y communiquer, c'est ne me rien donner et exposer mes troupes à être coupées et perdues. Tant

que cette convention ne sera pas faite, je n'évacuerai pas Braunau; car c'est me refuser l'exécution du traité, que me refuser une chose si évidemment juste. J'ai fait tenir le même langage à M. de Vincent. Mon intention est que mon armée ne bouge pas de ses positions que cette convention n'ait été faite.

P. S. Prévenez que toutes mes troupes ne bougent de l'Allemagne, que cette mauvaise difficulté qu'on me fait ne soit levée. Écrivez au maréchal Soult de se mettre en mesure de soutenir Braunau, et donnez des ordres positifs pour qu'il ne soit pas évacué.

(N° 6.)

Napoléon au major-général.

Paris, le 18 mars 1806.

Mon cousin, ne faites point évacuer Braunau que Wurtzbourg ne soit évacué; *je ne veux point d'Autrichiens en Allemagne, hors de chez eux; c'est un point fondamental.* Témoignez à M. de Montgelas et à M. Otto mon mécontentement de ce qu'ils ont laissé passer les Autrichiens sur le territoire de Bavière; ils ne doivent le permettre qu'après s'en être entendus avec moi. Dites au roi personnellement qu'il ne doit jamais l'accorder qu'il n'ait une lettre de moi.

(N° 7.)

Napoléon au prince de Neufchâtel.

Paris, le 24 mars 1806, à 9 heures 3/4 du soir.

Mon cousin, je ne perds pas une minute pour vous écrire que ce soir 24, à neuf heures du soir, je reçois la nouvelle que les Autrichiens ont livré les bouches du Cattaro aux Russes : en conséquence, sous quelque prétexte que ce soit, mon intention est que vous ne fassiez pas évacuer Braunau, au contraire, vous le ferez réarmer et approvisionner, et vous donnerez ordre aux troupes de marcher en avant. Envoyez au général Andréossi un courrier pour lui rendre compte de cette affaire que la cour de Vienne connaissait ou qu'elle connaît, du moins, actuellement. Son commandant nous a entièrement trahi. Je vous expédierai demain matin un autre courrier : mais je ne veux pas tarder davantage à vous faire connaître que votre premier soin est de prévenir sans perdre un moment le maréchal Soult, de réunir ses troupes et de soutenir la place de Braunau.

(N° 8.)

Au même.

Paris, le 7 juin 1806.

Mon cousin, des lettres que je reçois de Vienne par un courrier extraordinaire m'apportent l'avis que les Russes ont enfin rendu les bouches du Cattaro. Dans cet état de choses, je n'attends que la nouvelle du jour, où elles auront été remises à mes troupes pour faire évacuer l'Allemagne par mon armée, et je rendrai la place de Braunau le jour où j'en recevrai l'avis. Écrivez au général Andréossi pour qu'il fasse connaître à Vienne qu'il peut être inutile d'envoyer des bataillons autrichiens à Cattaro; que j'ai donné l'ordre au général Lauriston d'en recevoir la possession avec huit bataillons; que la cour de Vienne peut y envoyer un commissaire autrichien, que cela épargnera un mouve-

ment de troupes à l'Autriche, et que je ne demande pas mieux que de livrer Braunau et d'occuper Cattaro le plus tôt possible. Andréossi doit écrire en ce sens à Lauriston, qui doit être actuellement à Raguse.

(N° 9.)

Au même.

St-Cloud, le 11 juillet 1806.

Mon cousin, vous verrez par les deux lettres que je vous ai adressées aujourd'hui, les différentes dispositions que j'ai prescrites pour compléter mon armée et la mettre en situation de tout entreprendre. Vous ordonnerez au bataillon corse de rejoindre le corps d'armée du maréchal Soult. Il est convenable de faire garder le parc à Augsbourg : il faut le faire garder par d'autres troupes légères. On peut y destiner le 3e bataillon du 76e du corps du maréchal Ney. Après que tous les mouvements ordonnés par ma dépêche seront effectués, j'ai calculé que je devais avoir (sans comprendre le 2e ni le 8e corps de la grande armée, pour lesquels j'ai envoyé des ordres directement au prince Eugène, mais en comprenant ce qui sera sur le Danube et au delà du Rhin) 140 mille hommes d'infanterie, 32 mille hommes de cavalerie bien montés et en bon état, et 20 mille hommes d'artillerie à pied et à cheval; des bataillons du train, sapeurs, mineurs, ouvriers : ce qui ferait un total de 192 mille hommes. Le 2e et le 8e corps doivent former 40 mille hommes. J'aurais donc en ligne et presque sur Vienne 236 mille hommes. Faites-moi connaître si je me suis trompé dans quelques-uns de ces calculs. J'ai dans l'idée que j'ai 3 mille chevaux de la compagnie Bret, c'est-à-dire 600 voitures; que j'ai à Braunau 12 à 15 cent mille rations de biscuit; que chaque soldat de mon armée a trois paires de souliers, une aux pieds et deux dans le sac. Donnez ordre aux dépôts d'envoyer tout ce qui est nécessaire pour les compagnies. Prescrivez que l'on suive deux routes toutes deux aboutissant à Augsbourg, qui sera le quartier-général, et de là sur Braunau. Il faut qu'avec le moindre bruit possible ces mouvements s'opèrent, en les attribuant à des affaires d'ordre intérieur des corps; et que je sois cependant en mesure, au 15 août, de me trouver à Lintz. Comme c'est le maréchal Soult qui forme l'avant-garde, il faut que son corps d'armée soit le plus tôt prêt et le mieux organisé de tous. Le génie ne sera pas pris, j'espère, au dépourvu : il aura ses outils et ses pontonniers pour réparer les ponts et les chemins rapidement.

Que tout ce qui serait évacué sur Strasbourg se rende à Augsbourg, où doit être le quartier-général. Il serait cependant inutile que les corps s'embarrassassent de tous leurs bagages. En retournant à Vienne, on ne manquera pas d'effets d'habillement : il suffit de se munir de souliers. Les dépôts seront Augsbourg et Braunau. J'ai à Strasbourg 12 millions : faites-les venir à Augsbourg, et faites payer quatre mois de solde, en veillant à ce que ceux qui l'ont reçue ne la reçoivent pas double. Je suppose qu'ils sont dus au corps du maréchal Soult. Je crois que le maréchal Augereau s'est fait solder à Francfort, et que le maréchal Lefebvre a toujours été au courant. Je suppose que le matériel de l'artillerie est parfaitement en règle. Je donne ordre au 21e léger et au 22e de ligne, qui sont en Hollande, de se rendre à Wesel. Mon intention est de les diriger sur Wurtzbourg pour y faire partie de la division Gazan et remplacer les 12e et 58e de ligne. Vous pouvez dire au maréchal Mortier qne cette division sera de 9 mille hommes.

(N° 10.)

Au même.

St-Cloud, le 16 juillet 1806.

Mon cousin, je vous ai prescrit différentes dispositions par ma dernière lettre, sans vous en dire la cause. Je vous envoie aujourd'hui un traité que je désire que vous gardiez pour vous seul, et que je veux faire sanctionner avant que mon armée repasse le Rhin [1]; par ce moyen, je n'aurai point de dispute sur ce point. D'un autre côté, Cattaro ne m'est point encore remis. *Mon intention est que si l'empereur d'Allemagne fait la moindre difficulté d'adopter ces mesures, de porter toute mon armée entre l'Inn et Lintz; ce qui déchargera la Bavière.* Vous pouvez en causer avec M. Otto, mais avec lui seulement. Comme vous serez chargé de l'échange des ratifications, vous aurez à faire un grand travail dans lequel il pourra vous aider, tout cela devant passer par vos mains.

(N° 11.)

Napoléon au général Déjean.

St-Cloud, le 17 juillet 1806.

M. Déjean, pour pénétrer dans la Carinthie et la Carniole, dans le pays vénitien, il existe trois principaux débouchés : celui de droite, à Palma nova; celui de gauche, à Osoppo. J'ai ordonné la construction d'un fort à Osoppo; mais j'ai demandé que les plans soient faits par les officiers du génie. La place d'Osoppo est, à elle seule, une place forte; et le problème que j'ai proposé aux officiers du génie, est que cette belle position puisse être mise à l'abri d'une attaque de vive force avec mille hommes, et puisse cependant en contenir 4 ou 5 mille. Il paraît que le général Lery dresse ses plans. On continue cependant les travaux pendant ce temps. Je ne désire pas que l'on discontinue; mais je désire qu'on me communique bientôt les plans des officiers du génie.

Le général Marmont propose un petit fort sur les hauteurs d'Ospedatto, ayant pour but de fermer la vallée. Il propose ensuite une ligne de redoutes de plus d'une lieue de développement d'Ospedatto à Osoppo. Ces ouvrages ne peuvent être considérés que comme ouvrages de campagne, que l'on pourrait faire dans un laps de temps assez long, où l'on se trouverait obligé à une vigoureuse défensive. Il pourra être utile, lorsque Osoppo sera dans une situation respectable, d'établir sur la hauteur d'Ospedatto un petit fort à l'abri d'un coup de main, et tel, que 2 ou 300 hommes ferment la vallée. Mais, comme il n'est pas possible d'exécuter ce travail avant deux ou trois ans, je désire qu'on lève en détail le pays à trois ou quatre lieues autour d'Osoppo, et qu'un officier du génie soit chargé de discuter ce projet. Le troisième débouché par où l'ennemi peut déboucher dans le Frioul, c'est par Coporetto.

Le général Marmont propose d'établir à Stapizza un fort qui coûterait 300 mille livres, et qui fermerait cette vallée. C'est spécialement sur cet objet que je désire, avant le mois d'octobre, un projet présenté par les officiers du génie. Si effectivement le débouché de Caporetto à Cividale se trouvait fermé par le fort proposé, et que l'ennemi ne pût arriver sur Udine qu'en prenant ce fort ou en descendant de manière à se mettre sous la sphère d'activité de Palma nova, ce fort deviendrait utile pour

[1] C'est le traité relatif à l'établissement de la confédération du Rhin.

la défensive, et pourrait, dans des circonstances données, rendre des services du premier ordre; car, ce qui constitue la faiblesse de cette frontière, c'est le grand éloignement où elle se trouve de Paris et même des Alpes. Mais il faudrait pour s'engager dans cette dépense qu'elle fût effectivement aussi médiocre qu'on la présente, et que le fort puisse appuyer la division qui, dans le cas de la défensive, serait chargée de défendre ce débouché, et puisse même permettre de la diminuer considérablement.

(N° 12.)

Au même.

Rambouillet, le 23 août 1806.

Monsieur Déjean, je désirerais que le premier inspecteur du génie me remît sous les yeux les plans de Brest, Toulon, Lorient, Cherbourg, avec les devis, et en me faisant connaître le temps nécessaire pour les exécuter; car il est convenable, dans le moment de paix et de prospérité où nous nous trouvons, de penser à l'avenir et à améliorer notre système défensif. Une ligue de plusieurs puissances est toujours formée par l'Angleterre. Elle exige de notre part un grand déploiement de forces sur le continent, et expose nos côtes aux entreprises de nos ennemis. Il faut calculer notre système de manière que dans un mois ou six semaines qui suivraient un débarquement, il ne pût rien être entrepris qui nous produise un tort irréparable. De toutes les opérations qui peuvent avoir pour but un débarquement, la prise de nos ports et de nos chantiers est la plus attrayante pour les Anglais et celle qui nous causerait le plus de dommages. Nos chantiers et arseneaux les plus importants sont, Anvers, Rochefort, Brest, Toulon, Cherbourg, Lorient. Je vous ai déjà donné des ordres pour les deux premiers; et je suis bien aise d'avoir des plans et des mémoires raisonnés sur les quatre derniers. Je désire également d'avoir sur le Havre, Nantes, Marseille et Bordeaux des mémoires qui me fassent connaître les fortifications intermédiaires et directes de ces quatre points. Je crois que, depuis la révolution, leur défense a été dérangée et culbutée. Il est convenable aussi de s'occuper des îles Marcouf, d'Anissant, de l'île d'Aix, de l'île d'Ieu, des îles d'Hyères : ce sont des points importants. Je désire connaître les fortifications actuelles de ces îles et les projets du génie. Je désire aussi que le premier inspecteur appelle mon attention sur les îles et les points destinés à notre cabotage, et les mouillages, soit sur l'Océan, soit sur la Méditerranée. Mettez-moi sous les yeux les projets de défense de la rade de Vado et du golfe de la Spezzia, où des escadres peuvent d'un moment à l'autre chercher un refuge contre des forces supérieures. Quand le premier inspecteur m'aura soumis ses plans, je désirerais qu'il s'occupât de dresser un plan et de rédiger un mémoire sur la frontière du Bas-Rhin, depuis la Moselle jusqu'à la Hollande, sur les places qui défendent la Belgique, et sur lesquelles je désire également des plans et des mémoires, et sur les places de la Hollande du côté de l'Allemagne, afin de pouvoir conseiller le roi de Hollande dans une guerre suscitée par une nouvelle coalition, ou de l'aider des moyens des places fortes pour la conjurer. Je lirai aussi avec plaisir tout ce que le premier inspecteur aura à me proposer sur la frontière du Haut-Rhin, soit sur celle de la Suisse; mon intention étant de profiter de la situation prospère de mes finances, et des moments de paix que je pourrai avoir pour employer les moyens de l'art à m'assurer de nouvelles chances de succès dans

les circonstances à venir. Comme tout ce que je demande par la présente lettre est un ouvrage de très-longue haleine, je désire que vous me remettiez chaque travail à mesure qu'il sera rédigé, place par place, frontière par frontière, à peu près comme il a été fait jusqu'à cette heure pour les nouveaux travaux.

(N° 13.)

Extrait des minutes de la secrétairerie d'état.

En notre camp impérial de Berlin, le 21 nov. 1806.

Napoléon, empereur des français et roi d'Italie, considérant,

1° Que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les peuples policés ;

2° Qu'elle réputc ennemi tout individu appartenant à l'état ennemi, et fait en conséquence prisonniers de guerre non seulement les équipages des vaisseaux armés en guerre, mais encore les équipages des vaisseaux de commerce et des navires marchands, et même les facteurs de commerce et les négociants qui voyagent pour les affaires de leur négoce ;

3° Qu'elle étend aux bâtiments et marchandises du commerce et aux propriétés des particuliers le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'état ennemi ;

4° Qu'elle étend aux villes et ports de commerce non fortifiés, aux havres et aux embouchures de rivières, le droit de blocus, qui, d'après la raison et l'usage de tous les peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes ;

5° Qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle n'a pas même un seul bâtiment de guerre, quoiqu'une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un danger imminent ;

6° Qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire ;

7° Que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur la ruine et l'industrie du commerce du continent ;

8° Que tel étant le but évident de l'Angleterre, quiconque fait sur le continent le commerce de marchandises anglaises, favorise par là ses desseins et s'en rend le complice ;

9° Que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance au détriment de toutes les autres ;

10° Qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, et de le combattre de la manière qu'il combat, lorsqu'il méconnaît toutes les idées de justice et de tous sentiments libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes :

Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime.

Les dispositions du présent décret seront constamment considérées comme principe fondamental de l'empire, jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit de la guerre est un, et le même sur terre que sur mer ; qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées, quelles qu'elles soient, ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes.

Nous avons en conséquence décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1er. Les îles britanniques sont déclarées en état de blocus.

2. Tout commerce et toute correspondance avec les îles britanniques sont interdits. En conséquence les lettres ou paquets adressés ou en Angleterre ou à un Anglais, ou écrits en langue anglaise, n'auront pas cours aux postes et seront saisis.

3. Tout individu de l'Angleterre, de quelque état ou condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou par celles de nos alliés, sera fait prisonnier de guerre.

4. Tout magasin, toute marchandise, toute propriété, de quelque nature qu'elle puisse être, appartenant à un sujet de l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques ou de ses colonies, est déclaré de bonne prise.

5. Le commerce des marchandises anglaises est défendu; et toute marchandise appartenant à l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques et de ses colonies, est déclarée de bonne prise.

6. La moitié du produit de la confiscation des marchandises et propriétés déclarées de bonne prise par les articles précédents, sera employée à indemniser les négociants des pertes qu'ils ont éprouvées par la prise des bâtiments de commerce qui ont été enlevés par les croisières anglaises.

7. Aucun bâtiment venant directement de l'Angleterre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret, ne sera reçu dans aucun port.

8. Tout bâtiment qui, au moyen d'une fausse déclaration, contreviendra à la disposition ci-dessus, sera saisi; et le navire et la cargaison seront confisqués comme s'ils étaient propriété anglaise.

9. Notre tribunal des prises de Paris est chargé du jugement définitif de toutes les contestations qui pourront survenir dans notre empire ou dans les pays occupés par l'armée française, relativement à l'exécution du présent décret. Notre tribunal des prises à Milan sera chargé du jugement définitif desdites contestations qui pourront survenir dans l'étendue de notre royaume d'Italie.

10. Communication du présent décret sera donnée, par notre ministre des relations extérieures, aux rois d'Espagne, de Naples, de Hollande et d'Étrurie, et à nos autres alliés dont les sujets sont victimes, comme les nôtres, de l'injustice et de la barbarie de la législation maritime anglaise.

11. Nos ministres des relations extérieures, de la guerre, de la marine, des finances, de la police, et nos directeurs généraux des postes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Signé NAPOLÉON.

FIN DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

TABLE

DES CHAPITRES.

CHAPITRE PREMIER.

Premières années de Napoléon, jusqu'à sa nomination au commandement de l'armée d'Italie. Page 5

CHAPITRE II.

CAMPAGNE DE 1796.

Beaulieu prend l'offensive sur Gênes. Il est percé par son centre. Affaires de Montenotte, Millésimo, Dego, Mondovi. Marche sur Turin. Paix séparée du Piémont. Armistice avec les ducs de Parme et de Modène. Passage du Pô à Plaisance ; affaire de Lodi. Entrée à Milan. Révolte de la Lombardie. Passage du Mincio. Armistice avec Naples : occupation de Vérone, relations douteuses avec Venise. Situation de l'Italie. Expédition sur la Romagne. Occupation de Livourne. Siége de la citadelle de Milan. Armistice avec le pape. Siége de Mantoue. Wurmser s'avance avec une nouvelle armée et le fait lever. Batailles de Lonato et Castiglione : il est refoulé en Tyrol. L'armée d'Italie s'avance sur Trente au moment où Wurmser veut se rapprocher de Mantoue par les gorges de la Brenta. Belle marche de Bonaparte. Combats de Roveredo, Trente et Bassano. Wurmser est investi dans Mantoue. État intérieur de l'Italie. Paix définitive avec Naples. Organisation des républiques. Traité offensif et défensif de Sainte-Ildefonse avec l'Espagne. Les Anglais évacuent la Corse. Revers des armées françaises en Allemagne. Alvinzi s'avance pour secourir Wurmser. Combats de Bassano, Trente, Rivoli, bataille d'Arcole. Projet pour l'expédition d'Irlande : négociations infructueuses. Nouvelle tentative d'Alvinzi. Bataille mémorable de Rivoli. Capitulation de Mantoue. Expédition contre les états de l'Église. Paix de Tolentino. . . . . Page 31

CHAPITRE III.

CAMPAGNE DE 1797.

Passage du Tagliamento. Affaires de Tarvis, Neumarck, Hundsmark. Préliminaires de Léoben ; révolutions de Venise, de Gênes, de la Valteline. Négociations d'Udine ou de Passeriano. Guerre maritime. Bataille du cap St-Vincent. Les Anglais prennent la Trinité. Ils échouent à Ténériffe et Porto-Ricco. Insurrection des flottes anglaises. Pitt envoie Malmesbury à Lille. Intérieur de la France. Journée du 18 fructidor. Les négociations, prêtes à toucher à leur fin, sont rompues par la faute du directoire. Bonaparte prend sur lui de signer la paix continentale contre ses instructions. Avantages du traité de Campo-Formio. Bataille navale de Camperduyn. Congrès de Rastadt. Retour de Bonaparte à Paris. Préparatifs de l'expédition d'Égypte. Invasion de la Suisse et de Rome . . Page 65

CHAPITRE IV.

EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

Situation des Anglais dans l'Inde. Expédition d'Égypte. Prise de Malte. Entrée des Français à Alexandri. Bataille des Pyramides. Prise du Caire. Bataille navale d'Aboukir. Desaix soumet la haute Égypte. Expédition de Syrie. Retour en Égypte. Les Turcs descendent à Aboukir, et sont détruits. Bonaparte retourne en France. . . . . Page 102

CHAPITRE V.

CAMPAGNE DE 1799.

Situation de l'Europe en 1798. Négociation de Rastadt et de Selz. Une seconde coalition se forme contre la France; la Russie, l'Angleterre, l'Autriche, la Turquie, Naples, y prennent part. Les Napolitains commencent la guerre et s'emparent de Rome; ils sont repoussés jusqu'à Naples, où Championnet entre victorieux. Ferdinand IV s'enfuit en Sicile. République parthénopéenne. Les Français battus à Stockach, à Magnan et sur l'Adda, sont chassés d'Allemagne, d'Italie et des Grisons. Macdonald se retire de Naples; bataille de la Trebia. Révolution du 10 prairial; Mantoue se rend aux Autrichiens, ainsi que la citadelle d'Alexandrie. Bataille de Novi. Nouveau plan des alliés; l'archiduc Charles se porte sur le Bas-Rhin. Le duc d'Yorck doit agir en Hollande. Suwaroff vient prendre le commandement du centre en Suisse. Bataille de Zurich. Les Anglo-Russes débarquent en Hollande et emmènent la flotte hollandaise; ils sont battus à Bergen et repoussés. Mélas assiége Coni; Championnet, qui veut la sauver, est battu à Genola. . . . . Page 120

CHAPITRE VI.

CAMPAGNES DE 1800 A 1802.

Retour d'Égypte. Journée du 18 brumaire. Napoléon nommé premier consul. Campagne de 1800. Batailles d'Engen et de Moskirch. Masséna investi dans Gênes. Passage du St-Bernard. Bataille de Marengo. Armistice. Négociations infructueuses avec l'Autriche. Nouvelle rupture. Batailles de Hohenlinden et du Mincio. Paix de Lunéville. Affaire des neutres. Bataille navale de Copenhague. Pitt se retire du ministère. Mort de Paul Ier. Expédition des Anglais en Égypte. Négociations entamées avec l'Angleterre. Préliminaires de Londres. Traité avec la Russie, la Porte, les États-Unis. Expédition de St-Domingue. Réunion du Piémont. Concordat. Établissement de la république italienne. Paix d'Amiens. Contre-révolution de Suisse. Acte de médiation. Intervention de la France et de la Russie pour les indemnités en Allemagne. . . . . Page 154

CHAPITRE VII.

CAMPAGNES 1802 A 1804.

L'Angleterre refuse d'exécuter le traité d'Amiens. Nouvelle rupture. Invasion du Hanovre. Occupation d'une partie du royaume de Naples. Les Anglais dominent dans tout l'Indostan. État de l'Europe. Préparatifs pour une descente en Angleterre. Pitt rentre au ministère. Bill de défense. Conspiration de Georges et de Pichegru. Érection de l'empire. Maximes de Napoléon en matière de gouvernement. Il est proclamé empereur, et cette dignité sera héréditaire dans sa famille. Il est couronné par le pape. Il part pour l'Italie. Organisation de la grande armée. Brouille avec la Russie. Sortie des flottes. Napoléon revient à Boulogne. . . . . Page 209

CHAPITRE VIII.

CAMPAGNE DE 1805.

Projet de Pitt pour abaisser la France. Troisième coalition. Campagne de 1805. Batailles d'Ulm et d'Austerlitz. Opérations en Italie et Tyrol. Démêlés avec la Prusse. Traités de Vienne et de Presbourg. Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg prennent le titre de roi. Masséna envahit le royaume de Naples. Guerre maritime. Bataille navale de Trafalgar. . . . . Page 258

CHAPITRE IX.

CAMPAGNE DE 1806.

Retour de Napoléon à Paris. Démêlés avec la Prusse. Nouveau traité imposé à Haugwitz. Mort de Pitt : il est remplacé par Fox. Système de Napoléon pour une puissance fédérative. Joseph, roi de Naples. Louis, roi de Hollande. Traités pour l'établissement de la confédération du Rhin. Négociations avec la Russie et l'Angleterre. Rupture avec la Prusse. Batailles d'Iéna, d'Auerstedt. Destruction de l'armée prussienne. Les Français s'emparent de la Hesse, du Hanovre et de tout le pays jusqu'à la Vistule. . . . Page 288

CHAPITRE X.

CAMPAGNE DE 1807.

Projets sur la Pologne. Campagne d'hiver. Les Russes arrivent sur la Vistule et envahissent la Moldavie. Batailles de Pultusk et d'Eylau. Quartiers d'hiver. Opérations contre les Suédois. Siéges de Dantzick et des places de Silésie. Menaces de l'Espagne. Démonstrations de l'Autriche. Les Anglais devant Constantinople ; ils échouent contre l'Égypte. Négociations diverses avec la Perse, la Porte, la Suède et les coalisés. Ouverture d'une seconde campagne. Batailles d'Heilsberg et de Friedland. Traité de Tilsit. . . . . Page 334

CHAPITRE XI.

FIN DE LA CAMPAGNE DE 1807.

Suites du traité de Tilsit. Expédition des Anglais contre Copenhague. Ils s'emparent de la flotte danoise. Prise de Stralsund et de Rugen par les Français. La Russie offre sa médiation pour la paix qui est repoussée. Système continental. Création d'une nouvelle noblesse. Suppression du tribunat. . . . . Page 376

CHAPITRE XII.

ANNÉES 1807 ET 1808.

Suite des événements après la paix de Tilsit. Projets sur le Portugal. Junot s'empare du royaume. Murat entre en Espagne pour le soutenir. Grandes vues de Napoléon sur l'Italie. Occupation de Rome par les Français. Réunion de la Toscane à l'empire. Médiation inutile de l'Autriche près de l'Angleterre. Le comte de Stahremberg quitte Londres. Voyage de Napoléon en Italie. Décret de Milan. Origine de la révolution d'Espagne. Journée d'Aranjuez. Ferdinand VII proclamé roi. Protestation de Charles IV. Ils viennent à Bayonne. Le père cède sa couronne à Napoléon, et oblige Ferdinand à abdiquer. Insurrection générale. Junte de Bayonne qui proclame Joseph roi d'Espagne et des Indes. Dupont capitule à Baylen. Les autres corps français sont forcés de se retirer derrière l'Ébre. Junot, battu par les Anglais à Vimiera, signe un traité d'évacuation pour le Portugal. La Romana s'enfuit du Danemarck. Les Russes entrent en Finlande et prennent Sweaborg. . . . . Page 389

PIÈCES JUSTIFICATIVES. . . . . Page 421

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

Biblioteka Główna
Akademii Obrony Narodowej
44693/2 t.1
12-044693-001-0